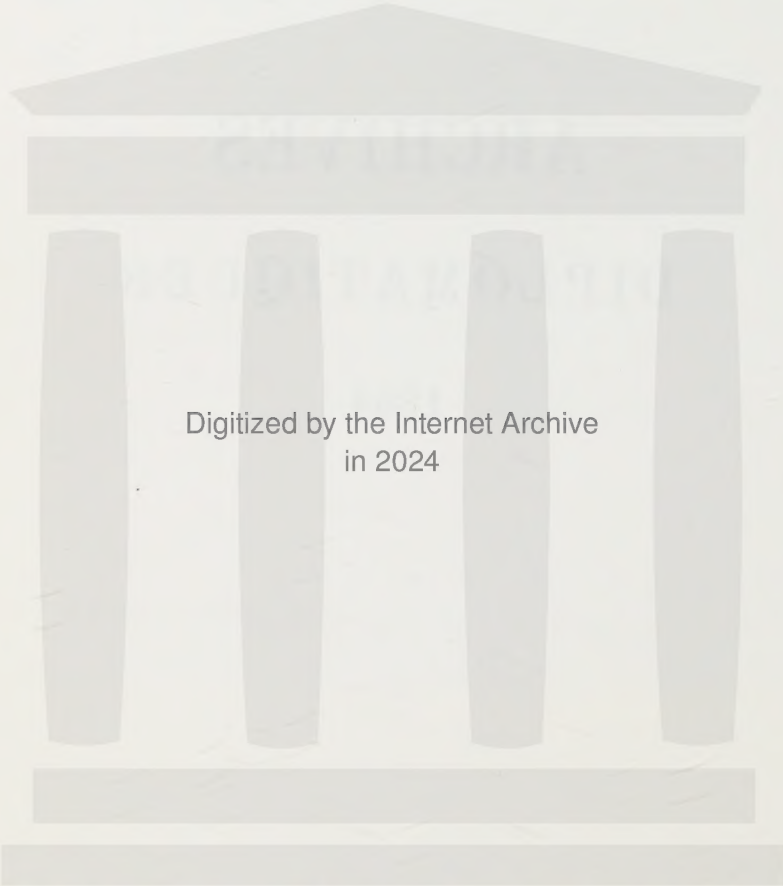


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1884



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XII

(OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE)

1884



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

BELGIQUE, BRÉSIL, ESPAGNE, FRANCE,
GUATEMALA, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL,
SALVADOR, SERBIE, SUISSE.

**Convention internationale pour la protection
de la propriété industrielle.
20 mars 1883 (1).**

Art. I. — Les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne, de la France, du Guatemala, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, du Salvador, de la Serbie et de la Suisse sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la Propriété industrielle.

Art. II. — Les sujets ou citoyens de chacun des États Contractants jouiront, dans tous les autres États de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits,

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris le 6 juin 1884.

sous réserve de l'accomplissement des formalités et des conditions imposées aux nationaux par la législation intérieure de chaque État.

Art. III. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des États Contractants les sujets ou citoyens des États ne faisant pas partie de l'Union qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux sur le territoire de l'un des États de l'Union.

Art. IV. — Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États Contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres États de l'Union avant l'expiration de ces délais ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation par un tiers, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de six mois pour les brevets d'invention, et de trois mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce. Ils seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer.

Art. V. — L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des États de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés.

Art. VI. — Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

Le dépôt pourra être refusé, si l'objet pour lequel il est demandé est considéré comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. VII. — La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

Art. VIII. — Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

Art. IX. — Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, pourra être saisi à l'importation dans ceux des États de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque État.

Art. X. — Les dispositions de l'Article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout fabricant ou commerçant engagé dans la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi dans la localité faussement indiquée comme provenance.

Art. XI. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Art. XII. — Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central, pour la communication au public des brevets d'invention, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Art. XIII. — Un office international sera organisé sous le titre de « Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle. »

Ce bureau, dont les frais seront supportés par les administrations de tous les États contractants, sera placé sous la haute

autorité de l'administration supérieure de la Confédération suisse, et fonctionnera sous sa surveillance. Les attributions en seront déterminées d'un commun accord entre les États de l'Union.

Art. XIV. — La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des États contractants, entre les délégués desdits États.

La prochaine réunion aura lieu en 1885, à Rome.

Art. XV. — Il est entendu que les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

Art. XVI. — Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention (1).

(1) Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la Tunisie et l'Équateur ont déjà adhéré à la Convention, comme le constate le décret du Président de la République française qui promulgue ladite Convention (*Journal officiel* du 8 juillet 1884). Voici les termes de l'adhésion du Gouvernement britannique et de l'acceptation de cette adhésion par le Gouvernement français :

« Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant accédé à la Convention internationale, relative à la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris, le 20 mars 1883, et suivie d'un Protocole en date du même jour, en vertu de l'acte d'accession délivré par son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Gouvernement de la République française; acte dont la teneur suit ici, mot pour mot (*nous traduisons cet acte*) :

Le soussigné, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande près la République française, déclare que S. M. B. s'étant fait représenter la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris le 20 mai 1883, ainsi que le Protocole qui s'y rattache, signé à la même date, en se prévalant du droit réservé par l'article XVI de cette Convention aux États qui n'ont pas pris part à la Convention originale,

Art. XVII. — L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. XVIII. — La présente Convention sera mise à exécution dans le délai d'un mois à partir de l'échange des ratifications et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les adhésions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres Parties contractantes.

Art. XIX. — La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un an au plus tard.

adhère, au nom du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à ladite Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle et audit Protocole, qui doivent être considérés comme insérés mot pour mot dans la présente déclaration, et s'engage formellement, tant au regard du Président de la République française qu'au regard des autres Hautes Parties contractantes, à coopérer pour sa part à l'exécution des stipulations contenues dans lesdits Convention et Protocole.

Le soussigné fait cette déclaration au nom de S. M. B. qui entend se réserver le droit d'adhérer à la Convention pour l'Ile de Man et les îles de la Manche ainsi que pour toute autre possession de S. M. d'après avis donné à cet effet par le Gouvernement de S. M.

En foi de quoi,

Signé : LYONS.

« Le Président de la République française a autorisé le soussigné, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à accepter formellement ladite accession, y compris les réserves qui y sont contenues, concernant l'Ile de Man, les îles de la Manche et toutes autres possessions de Sa Majesté Britannique, s'engageant, tant en son nom qu'au nom des autres Hautes Parties contractantes, à concourir à l'accomplissement des obligations stipulées dans la Convention et le Protocole y annexé, qui pourront concerner le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

« En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé, a dressé le présent Acte d'acceptation et y a fait apposer son cachet.

« Fait à Paris, le 2 avril 1884. »

(L. S.)

Signé : JULES FERRY.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 20 mars 1883.

(Signé)

(L.S.)	BEYENS.
(L.S.)	VILLENEUVE.
(L.S.)	DUC DE FERNAN-NUNEZ.
(L.S.)	P. CHALLEMEL-LACOUR.
(L.S.)	CH. HÉRISSON.
(L.S.)	CH. JAGERSCHMIDT.
(L.S.)	CRISANTO-MEDINA.
(L.S.)	RESSMAN.
(L.S.)	BARON DE ZUYLENDE NYEVELT.
(L.S.)	JOSE DA SILVA MENDES LEAL.
(L.S.)	F. D'AZEVEDO.
(L.S.)	J.-M. TORRES-CAICEDO.
(L.S.)	SIMA M. MARINOVITCH.
(L.S.)	LARDY.
(L.S.)	J. WEIBEL.

Voici l'*exposé des motifs* du projet de loi présenté par le Gouvernement français pour obtenir l'approbation de la convention internationale qui précède :

Une convention, portant constitution d'une Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, a été signée à Paris, le 20 mars 1883, entre la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse.

La conclusion de cet acte diplomatique répond à un vœu que les représentants les plus autorisés des inventeurs et des fabricants, dans la plupart des grands pays industriels, ont depuis longtemps exprimé et dont la France, en particulier, n'a pas cessé de poursuivre la réalisation. Sans doute, la nécessité de protéger la propriété industrielle contre l'usurpation ou contre l'imitation de mauvaise foi n'est plus contestée ; la législation intérieure de presque tous les peuples la couvre d'une sauvegarde plus ou moins étendue, et même, depuis cinquante ans, de nombreuses conventions conclues d'État à État ont commencé à faire prévaloir, dans le domaine international, le principe

d'une garantie réciproque due aux créations du génie industriel de l'homme.

Mais, si précieux que soient en eux-mêmes ces arrangements isolés, on n'a pas tardé à se convaincre des inégalités et des lacunes qu'ils laissaient forcément subsister. De là est née la première conception d'une loi commune à tous les peuples, ou, tout au moins, d'une entente, qui, au lieu de s'établir entre deux nations seulement, les comprendrait toutes dans une vaste union et assurerait partout aux étrangers, sous certaines conditions, le même traitement qu'aux nationaux, pour la protection des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels, des marques de fabrique et de commerce et des noms commerciaux.

Ce fut en 1873, à l'exposition universelle de Vienne, que fut formulée, pour la première fois, une proposition tendant à préparer la réalisation de ce projet, par la réunion d'une conférence internationale spécialement appelée à examiner les questions se rattachant à la protection de la propriété industrielle.

Cette idée fit de rapides progrès. Elle fut reprise et développée, en 1878, à l'occasion de l'exposition universelle de Paris, par le congrès de la propriété industrielle réuni, à cette époque, au palais du Trocadéro, sous les auspices du Gouvernement de la République.

Avant de se séparer, le congrès institua une commission permanente, dont les membres furent répartis en sections nationales, avec mission de poursuivre l'exécution des résolutions qu'il avait adoptées, et spécialement de provoquer la réunion d'une conférence internationale pour arriver, autant que possible, à l'unification des diverses législations sur la propriété industrielle.

Cette commission permanente, dont faisaient partie les délégués des Gouvernements étrangers représentés au congrès, élaborait un projet de traité ayant pour objet de constituer les pays contractants à l'état d'union pour la protection de la propriété industrielle, et de fixer les principes généraux qui devraient être, d'un commun accord, appliqués en cette matière. En outre, elle demanda, par l'organe de la section française déléguée à cet effet, la convocation d'une conférence internationale qui serait appelée à rechercher dans quelle mesure pourrait être réalisée l'œuvre entreprise par le congrès.

Le Gouvernement de la République accepta cette mission, et, sur son invitation, une première conférence réunit, à Paris, en novembre 1880, les délégués de vingt-un États, parmi lesquels figuraient l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, les États-Unis, l'Italie, la Russie et la Suisse. Sous la direction de son éminent président, M. Bozérian, sénateur, la conférence de 1880, prenant pour point de départ de ses délibérations le projet de traité rédigé par la commission

permanente du congrès de 1878, prépara à son tour un projet de convention, avec protocole de clôture, qui reçut la signature des délégués de dix-huit États et fut soumis par eux à l'approbation de leurs gouvernements respectifs. C'est ce projet qui, après avoir été l'objet d'un examen approfondi de la part des puissances, a servi de base aux travaux d'une nouvelle conférence, réunie également à Paris, au mois de mars dernier, et est devenu, sauf de légères modifications de forme, la convention dont vous êtes actuellement saisis.

L'article 1^{er} de cet acte diplomatique déclare que la France, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse sont constitués à l'état d'union pour la protection de la propriété industrielle.

Les articles 2 et 3 stipulent la jouissance réciproque du traitement national pour les sujets ou citoyens des États de l'Union, ainsi que pour les étrangers domiciliés ou qui ont des établissements industriels sur le territoire de l'un de ces États.

Les articles 4 à 11 énumèrent les dispositions uniformément adoptées par les États signataires pour protéger les brevets d'invention, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et noms commerciaux sur le territoire de l'Union. On s'est attaché à atteindre ce but, sans modifier, dans leurs bases essentielles, les lois propres à chaque pays. Les engagements résultant de la convention peuvent être remplis, dans chacun des États de l'Union, soit par des mesures administratives, soit par des lois complémentaires compatibles avec les législations actuellement en vigueur. Le principe sur lequel repose l'Union est, en effet, le suivant :

« Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des États contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres États, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité », pendant un délai fixé à six mois pour les brevets d'invention, et à trois mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce. Ces délais seront augmentés d'un mois pour les pays d'outre-mer. (Art. 4). « Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'Union. » (Art. 6.)

L'article 12 stipule l'établissement, dans chaque État, d'un service spécial de la propriété industrielle, et d'un dépôt central des brevets d'invention, dessins et modèles, ainsi que des marques de fabrique.

L'article 13 institue, sous le titre de « Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle », un office international placé sous l'autorité de l'administration supérieure de

la Confédération suisse, à l'instar des offices internationaux déjà établis à Berne par l'Union des postes et par celle des télégraphes.

L'article 14 prévoit la révision périodique de la convention, dans le but de perfectionner le système de l'Union, et indique, à cet effet, une première réunion des délégués à Rome, en 1885.

L'article 15 réserve le droit des États signataires de conclure des arrangements particuliers pour la propriété industrielle, pourvu que ces arrangements ne contreviennent pas aux stipulations du pacte de l'Union.

L'article 16 accorde aux États qui n'auraient point signé la convention la faculté d'y adhérer. Cette adhésion devra être notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par celui-ci, aux autres États contractants.

Les articles 17 à 19 sont relatifs aux formalités de la ratification et de la mise à exécution de la convention.

Enfin, le protocole de clôture règle quelques points dont l'interprétation avait paru pouvoir présenter des doutes et fixe l'organisation du bureau international institué par l'article 13.

Telles sont, messieurs, les principales clauses de l'acte soumis à votre approbation. Il ne contient sans doute pas la solution définitive de toutes les questions qui se rattachent à la protection de la propriété industrielle. Néanmoins, telle qu'elle est constituée, la nouvelle Union, basée sur un principe supérieur de moralité et de probité internationale, donne, dès à présent, aux intérêts industriels, dans un rayon très étendu, d'utiles garanties. Nous avons lieu d'espérer que, grâce à l'action constante du bureau international, elle se fortifiera, dans un avenir peu éloigné, de précieuses accessions et préparera ainsi la réalisation du vœu émis par le congrès de 1878 relativement à l'unification des législations industrielles de tous les peuples civilisés.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES D'ÉGYPTE

(QUESTION FINANCIÈRE)

Conférence de Londres.

28 juin-2 août 1884 (1).

Protocole N° 1. — Séance du 28 juin 1884.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie ayant décidé d'examiner en commun si des modifications sont nécessaires dans la Loi Égyptienne de Liquidation, et quelle devrait en être la nature, leurs Représentants se sont réunis à Londres en Conférence sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

La première séance a eu lieu aujourd'hui, le 28 juin 1884, à trois heures, au Foreign Office.

Présents :

Pour l'Allemagne, Son Excellence le Comte Münster;

Pour l'Autriche-Hongrie, Son Excellence le Comte Karolyi;

Pour la France, Son Excellence M. Waddington.

Pour la Grande-Bretagne, Son Excellence le Comte Granville,
le Très Honorable M. Childers;

Pour l'Italie, Son Excellence le Comte Nigra.

Pour la Russie, Son Excellence le Baron de Staal.

Pour la Turquie, Son Excellence Musurus Pacha;

Lesquels se communiquent leurs pleins pouvoirs respectifs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

Musurus Pacha propose que la présidence soit confiée à Lord Granville et rend hommage aux qualités distinguées de Sa Seigneurie.

(1) Ces Protocoles sont publiés par le Gouvernement anglais : *Egypt*, n° 29, 1884; C. — 4128. La traduction anglaise en a été publiée dans le *paper Egypt* n° 30, C. — 4130.

Lord Granville déclare accepter l'honneur qui lui est fait et remercie l'Ambassadeur de Turquie des termes flatteurs dans lesquels sa proposition était conçue. Sa Seigneurie exprime ensuite sa satisfaction de voir grouper autour d'elle tous les représentants, sans exception, des Puissances conviées à la Conférence.

Les Conseils Financiers, ainsi que Blum Pacha et Tigrane Pacha, sont invités à assister à la séance.

Sur la proposition du Président, le Secrétariat est confié à M. Philip Currie et au Comte d'Aubigny.

La Conférence étant ainsi constituée, le Président s'exprime en ces termes :

« MM. les Plénipotentiaires connaissent par les communications qui ont été faites à leurs Gouvernements l'objet et l'étendue de la Conférence dans laquelle je me félicite de les voir réunis en ce moment. J'aurai soin de leur faire parvenir des copies des propositions que j'ai l'intention de leur soumettre (Annexes A et B).

« Nous nous bornerons aujourd'hui à nous constituer. Il serait utile que les Plénipotentiaires invitassent les Conseils Financiers à se réunir en Commission le plus tôt possible pour l'examen des propositions qui leur seront soumises.

« Je suis convaincu que les Plénipotentiaires, aussi bien que les autres personnes qui assistent aux séances, apprécieront l'importance, tant au point de vue politique qu'au point de vue financier, de conserver le secret le plus absolu sur nos délibérations. Ce secret devrait être observé pour les réunions de la Commission tout aussi bien que pour les séances de la Conférence.

« J'espère que la Conférence laissera à ma discrétion le soin de fixer le jour de notre prochaine séance. »

Une conversation s'échange sur le point de savoir à quel moment la Commission Financière sera en mesure de commencer ses travaux. Le Comte Granville ayant insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que le résultat de ces études fût présenté le plus tôt possible, on convient qu'une séance préliminaire de cette Commission aura lieu le 1^{er} juillet pour recevoir les pièces et échanger quelques observations.

Il est fait mention d'un Rapport sur l'état actuel des finances de l'Égypte rédigé par un Comité composé de Sir E. Baring, Sir R. E. Welby, Sir C. Rivers Wilson et Sir J. M. Carmichael, qui sera communiqué à la Commission. Les Plénipotentiaires sont

unanimement pour demander que ce rapport soit traduit en Français pour en faciliter l'étude par les Conseils Financiers.

M. Childers, le Second Plénipotentiaire Anglais, se charge de fixer l'heure de la réunion de la Commission, qui aura lieu dans la salle même de la Conférence.

Les Plénipotentiaires conviennent de laisser à leur Président le soin de les convoquer pour la prochaine séance.

ANNEXE (A)

Propositions relatives aux finances de l'Égypte.

1. L'Angleterre garantira un emprunt de 8,000,000 l. au Gouvernement Égyptien, dont les intérêts et fonds d'amortissement s'élèveront ensemble à 4 1/2 pour cent. Le service de cet emprunt aura la priorité sur les services de tous les autres emprunts sur les revenus de l'Égypte.

2. Les intérêts des divers emprunts Égyptiens tels qu'ils sont aujourd'hui, y compris de l'Emprunt « Canal de Suez » au compte de l'Angleterre, subiront une réduction de 1/2 pour cent.

3. Le service des fonds d'amortissement de tous ces emprunts sera suspendu.

4. L'excédant du revenu de chaque année sera divisé : une moitié sera reportée au service de l'année suivante, l'autre moitié sera appliquée à l'amortissement des divers emprunts, y compris le nouvel Emprunt Garanti.

5. La contribution pour l'entretien de l'Armée d'Occupation ne dépassera pas 300,000 l. par an.

ANNEXE (B).

Projet de Budget.

DÉPENSES

	L. E.	L. E.
Administration (y compris les Tributs)		4,667,000

Service de la Dette.

Privilégiée		
Intérêts.	1,091,000	
Fonds d'amortissement	67,000	
Unifiée		
Intérêts.	2,184,000	
Suez	194,000	
Moukabala	150,000	
A reporter :	3,686,000	4,667,000

	L. E.	L. E.
Report :	3,686,000	4,667,000
Daïra Khassa	34,000	
Daïra et Domaines. Déficit.	200,000	
Nouvel emprunt. Intérêts et fonds d'amortissement	351,000	
		4,271,000
Armée d'Occupation		293,000
		9,231,000

Réductions proposées sur le Service de la Dette.

Privilégiée, 1/2 pour cent	109,000	
Unifiée, 1/2 pour cent.	273,000	
Daïra, 1/2 pour cent	43,000	
Suez, 1/2 pour cent.	19,000	
Privilégiée. Fonds d'amortissement.	67,000	
		511,000
		8,720,000
Excédant.		135,000
		8,855,000

RECETTES

	L. E.	L. E.
Impôt foncier	4,918,000	
Impôt sur les dattiers, etc.	144,000	
Autres impôts directs.	348,000	
Impôts indirects	2,091,000	
Chemins de fer (y compris Hêlouan).	1,538,000	
Télégraphes et Port d'Alexandrie.		
Paquebots.	100,000	
Revenus des autres Administrations	94,000	
Location des propriétés du Gouvernement.	78,000	
Recettes diverses.	53,000	
Retenues à titre de pensions.	60,000	
		9,224,000
Moins-value de 4 pour cent par suite de perception mal effectuée.		369,000
		8,855,000

Note. — Une défalcation de L. E. 75,000 pourrait encore se faire au service de la Dette en réduisant les intérêts de l'Emprunt Domaniat de 1/2 pour cent, et en suspendant le service des fonds d'amortissement dans le cas où la Conférence jugerait à propos de comprendre cet emprunt dans l'opération.

Protocole N° 2. — Séance du 22 juillet 1884.

Présents : Les mêmes membres qu'à la séance précédente.

MM. de Derenthal, le Baron de Vetsera, Barrère, de Bli-gnières, Baravelli, Hitrovo, Conseils Financiers des Plénipoten-tiaires Allemand, Austro-Hongrois, Français, Italien, et Russe, ainsi que Sir James Carmichael, Blum Pacha, et Tigrane Pacha, assistent à la séance.

Le Protocole de la séance précédente est adopté et signé.

Le Président donne lecture d'un télégramme d'un Comité d'Alexandrie demandant à la Conférence le prompt paiement des indemnités allouées par la Commission Internationale.

Le Président invite ensuite M. Childers à donner connaissance du résultat des travaux de la Commission des Conseils Financiers.

M. Childers lit le Rapport suivant :

« La Commission, quoique saisie incidemment des propositions se rapportant à la Dette Publique de l'Égypte, faites par le Gouvernement Anglais dans la dépêche Circulaire du 24 juin, a borné son examen au budget normal de recettes et de dépenses annexé à cette dépêche, dans la pensée que les questions ayant trait à l'intérêt de la dette existante étaient réservées à la Confé-rence elle-même. Le Rapport sur l'état actuel des finances de l'Égypte, rédigé par un Comité Anglais, a été, selon l'engage-ment pris à la première séance de la Conférence, communiqué à la Commission, avec une traduction Française. Ce Rapport exa-minait en grand détail les chapitres des recettes et des dépenses, sans tenir compte d'une réduction de l'intérêt de la Dette, et con-cluait, comme résultat, à un déficit normal de 376,000 *l.* par an. Dans cette évaluation l'intérêt et le fonds d'amortissement du nouvel emprunt de 8,000,000 *l.* était porté à 351,000 *l.* par an, et la charge d'entretien de l'Armée Britannique d'Occupation à 293,000 *l.* par an.

« Les chapitres des recettes et des dépenses ont été de la part de la Commission l'objet d'un examen approfondi qui a occupé plusieurs séances du 1^{er} au 17 juillet. Il n'y avait pas en fait de divergence d'opinion quant au chapitre des dépenses normales. Mais lorsque l'on a abordé l'évaluation des recettes normales un grand désaccord de vues s'est élevé entre les membres Anglais et Français de la Commission. Les évaluations Anglaises ont paru

aux Délégués Français insuffisantes d'environ 600,000 *l.* par an, de sorte qu'au lieu de conclure à un déficit de 376,000 *l.*, les Délégués Français voulaient que, sans porter atteinte aux présentes charges pour le service de la Dette, il y eût un excédant d'environ 220,000 *l.* par an.

« Les Délégués Anglais et Français sont tombés d'accord pour que le fonds d'amortissement soit suspendu, et les Délégués Français ont proposé que le nouvel emprunt ait lieu sans fonds d'amortissement.

« D'autres suggestions concernant les dettes ont été faites par les Délégués Français, mais la Commission les a considérées comme des questions hors de leur compétence et étant plutôt du ressort de la Conférence.

« La divergence réelle et essentielle avait trait au montant de l'évaluation normale des revenus, et l'écart d'appréciation entre les Délégués Français et Anglais portait, comme on l'a dit plus haut, sur environ 600,000 *l.* par an. On a demandé aux autres Délégués leur avis sur ces chiffres.

« Les Délégués Allemand, Autrichien et Russe ont déclaré se rallier aux Délégués Français sur deux points, à savoir, quelle devait être l'évaluation du revenu foncier brut, et quelle devait être l'évaluation des recettes des chemins de fer? Mais ils ont réservé leur opinion quant à la somme qui devait être déduite de l'ensemble des recettes, et ainsi ils n'ont pas exprimé de jugement sur le montant définitif des recettes nettes.

« Le Délégué Italien a réservé son opinion sur les trois points.

« Tous les Délégués ont convenu qu'un emprunt de 8,000,000 *l.* devrait être effectué pour les fins exposées dans la dépêche proposant la réunion de la Conférence et modifiées par le Rapport du Comité Anglais.

« La Commission cependant n'a pas pensé qu'il fût de son ressort d'indiquer de quelle façon les indemnités devraient être payées.

« Dans l'évaluation du Comité pour l'emploi de cet emprunt de 8,000,000 *l.* est comprise une somme de 500,000 *l.* pour les travaux publics (notamment les travaux d'irrigation) qui, ajoutée à une autre somme de 500,000 *l.*, à prélever sur l'actif du Gouvernement Égyptien, monte à un total de 1,000,000 *l.*

Depuis la dernière séance de la Commission les Délégués Fran-

çais ont émis l'avis que l'actif net que le Gouvernement Égyptien réaliserait d'ici à dix ans pourrait être évalué à 1,500,000 l.

« Cette assertion est contestée par les Représentants du Gouvernement Égyptien.

« Il a été convenu que les Délégués communiqueraient aux Plénipotentiaires de leurs Gouvernements respectifs le résultat de leurs appréciations, mais qu'on ne publierait pas de procès-verbaux formels des séances de la Commission.

« Un Aide-mémoire a été rédigé pour faciliter cette tâche aux Délégués. »

En réponse à plusieurs ambassadeurs, *Lord Granville* annonce que des copies accompagnées d'une traduction Française seront remises ce soir même aux membres de la Conférence.

Le Comte Münster émet l'avis que le Rapport n'ayant pas encore été distribué, il n'est pas possible de l'examiner sur l'heure, et qu'il serait utile d'en ajourner la discussion à une séance ultérieure.

Lord Granville, tout en déclarant que le Gouvernement Anglais désire vivement éviter des délais, reconnaît la justesse de l'observation du Plénipotentiaire Allemand et accepte sa proposition.

Les autres Plénipotentiaires sont du même avis.

Le Président propose que la prochaine réunion ait lieu le 24 juillet. Cette motion est agréée par les Plénipotentiaires.

Protocole N° 3. — Séance du 24 juillet 1884.

Présents : les mêmes membres.

Le Protocole de la séance précédente est adopté et signé.

Le Président demande à M. Waddington s'il a une communication à faire à la Conférence.

Le Plénipotentiaire Français déclare qu'il dépose sur le bureau une note pour servir de base à un projet d'accord financier, accompagnée d'un exposé de motifs (voir Annexe). Il prie M. le Président de donner des ordres afin que ce dernier document soit imprimé et distribué le plus tôt possible. Il se réserve de développer à la prochaine séance les vues du Gouvernement Français à l'appui de ses propositions.

Le Président émet l'avis qu'il serait en effet préférable d'ajourner la discussion générale; il croit cependant devoir

inviter M. Childers à saisir la Conférence des objections que le Gouvernement Anglais élève contre le projet Français, qui lui a été déjà communiqué officieusement.

Sur une observation du *Comte Nigra*, on convient que M. Waddington donnera d'abord lecture de la note Française destinée à servir de base à un projet d'accord financier.

Le Plénipotentiaire Français lit alors la note suivante :

« Prendre pour base le projet de Budget proposé par les Délégués Français et déjà examiné en partie par la Commission Financière, et le considérer non pas comme un Budget définitif, mais comme un Budget provisoire applicable pendant deux ans.

« Ce projet de Budget, qui est annexé à la présente note, repose sur les principes suivants :

« 1. Maintien du chiffre actuel des rôles de l'Impôt Foncier, et du chiffre des non-valeurs telles qu'elles sont établies par les résultats des dernières années.

« 2. Maintien du taux actuel de l'intérêt des différentes dettes qui ont subi des réductions antérieures.

« 3. Suspension de l'amortissement.

« 4. Maintien du chiffre des dépenses d'administration et d'occupation, telles qu'elles sont prévues au Budget présenté par le Gouvernement Anglais.

« 5. Le nouveau Budget laisse une marge de plus de 600,000 l.

« Le Gouvernement Anglais s'engagerait à faire faire une enquête complète, avec toutes les garanties d'impartialité et de sincérité, et avec le concours des Puissances, sur toutes les questions touchant à l'assiette et à la péréquation de l'Impôt Foncier, de manière à ce que les Puissances fussent complètement éclairées sur la situation financière de l'Égypte.

« La Conférence se réunirait de nouveau en temps utile pour statuer sur le Budget de 1887.

« Pour faciliter la tâche du Gouvernement Anglais, les Puissances seraient invitées à participer à la garantie de l'emprunt projeté. »

M. Childers donne ensuite lecture de la note contenant les objections du Gouvernement Anglais :

« Pendant la Séance de la Commission, les Délégués Français ont présenté un Budget normal, qui évaluait les recettes à L. E. 600,000 par an, environ, au-dessus de l'estimation An-

glaise. On ne proposait pas de faire une diminution des intérêts sur aucune portion de la dette, sauf celle ayant trait au Gouvernement Anglais, dont il défalquait une somme de L. E. 38,000 par an. Il proposait en outre que le nouvel emprunt n'aurait pas des fonds d'amortissement.

« Dans le Rapport fait à la Conférence par M. Childers le 22 juillet, dans lequel il rendait compte des travaux de la Commission, on se rapportait à une augmentation de L. E. 125,000 dans le Budget de la prochaine période décennale, mise en avant par les Délégués Français à la suite de la dernière réunion de la Conférence. Le Plénipotentiaire de France, tout en adoptant ces propositions (qu'il considère comme donnant un excédant de L. E. 600,000 par an), ne les accepte pas comme Budget normal, mais comme Budget provisoire, qui devrait commencer le 1^{er} janvier prochain, et qui sera en vigueur pour deux ans : la Conférence se réunira de nouveau en 1886 pour fixer le Budget de 1887. La seule autre modification qu'on propose, c'est que les Puissances (et non l'Angleterre seule) garantiront le nouvel emprunt. Si nous nous opposons à ce projet de Budget comme étant basé sur une recette de L. E. 600,000 (élevé depuis à plus de L. E. 700,000) par an, au-dessus de ce que nous considérons comme une juste évaluation des recettes dans des circonstances normales, nos objections deviennent d'autant plus fortes lorsqu'on propose d'appliquer ce Budget aux années 1885 et 1886, c'est-à-dire aux premières années, après un abaissement aussi considérable que celui qu'on constate aujourd'hui. D'autre part, cette évaluation prévoit, de la part du Plénipotentiaire Français, des résultats tellement favorables qu'on serait fondé à adopter un projet d'après lequel les frais d'administration fixes seraient une charge sur le revenu brut antérieur aux intérêts sur la dette actuelle. Les calculs français sont assez élevés pour admettre en outre le paiement de ces intérêts. Quoique une enquête, pour qu'elle soit approfondie, exige beaucoup plus que deux ans, nous acceptons qu'il y ait une enquête sérieuse et une nouvelle répartition des Impôts Fonciers. Mais nous sommes d'avis que la nécessité d'une telle enquête ne constitue aucun argument contre la diminution des intérêts que nous demandons, mais plutôt le contraire.

« Nous ne saurions espérer ni demander l'assentiment du Par-

lement Anglais à une garantie collective, et il n'y a pas lieu de croire que toutes les Puissances y consentiraient.

« Dans ces circonstances, nous regrettons de ne pas être à même d'accepter les propositions du Plénipotentiaire français. »

Le Comte Granville prend alors la parole en ces termes :

« Dans d'autres circonstances nous aurions préféré limiter la discussion, pour le moment, aux deux propositions qui ont été présentées à la Conférence. Mais l'état des Finances Égyptiennes nous paraît tellement précaire que nous nous sommes décidés, même contre notre avantage, pour gagner du temps, à suggérer sans retard à la Conférence d'autres combinaisons. Les Français affirment que leurs calculs sont exacts, nous sommes d'un avis différent, et dans ces conditions il serait à désirer que la Conférence n'eût pas à se prononcer entre les deux opinions. J'invite donc M. Childers à lire une proposition qui écarterait cette difficulté et qui, dans le cas où les évaluations Françaises seraient exactes, garantirait aux bondholders tous leurs intérêts. »

Lecture est alors faite par *M. Childers* de la proposition suivante :

« 1. L'Emprunt Sur-Privilégié sera fait sans garantie et les titres en serviront à payer les indemnités.

« 2. La première charge sur les revenus de l'Égypte après le service dudit Emprunt Sur-Privilégié sera les frais de l'administration, fixés à L. E. 4,667,000, auxquels on ajoutera les dépenses des chemins de fer jusqu'à concurrence de 45 pour cent des recettes, et en plus, les frais de l'Armée d'Occupation, L. E. 293,000 et la Moukabalah, L. E. 150,000.

« 3. La troisième charge sera les intérêts des Emprunts Privilégiés, Unifiés, et de Suez, et les déficits des Emprunts Domaniaux et du Daïra.

« 4. L'excédant, s'il y en a, sera partagé entre les fonds d'amortissement et le Gouvernement Égyptien.

« 5. En cas de déficit l'intérêt des Emprunts subira une réduction. »

Le Comte Granville dit que malgré l'inconvénient qui pourrait résulter, au point de vue Anglais, de mettre en avant deux contre-propositions à la fois, il s'est décidé, en raison des considérations d'urgence qu'il a déjà fait valoir, à communiquer à la Conférence une troisième proposition.

M. Childers en donne lecture comme il suit :

« *Modification de la Première Proposition communiquée aux Puissances le 24 juin.*

« 1. La diminution de l'intérêt cessera après dix ans. Une Conférence sera alors appelée à considérer de nouveau l'état des finances de l'Égypte.

« 2. L'Angleterre garantira seulement la partie de l'emprunt qui ne servira pas à payer les indemnités. Ces indemnités seront payées avec les titres non garantis de l'Emprunt Sur-Privilegié. »

Le Comte Granville dit qu'il se rallie à l'opinion émise par le Plénipotentiaire Français avant la lecture des documents, et d'après laquelle la Conférence ne serait en mesure d'aborder utilement la discussion que lors de la prochaine réunion.

Il pense qu'un débat immédiat serait prématuré, et, quoique désireux de voir les travaux avancer aussi rapidement que possible, dans le but de donner aux Plénipotentiaires le temps de recevoir les instructions de leurs Gouvernements, il propose que la Conférence se réunisse de nouveau le 28.

M. Waddington accepte cette date et exprime la confiance que l'on pourra alors discuter à fond et arriver à une solution, qu'il désire aussi rapide que possible.

Le Comte Münster demande au Président des indications sur l'ordre dans lequel la discussion devra avoir lieu.

Le Comte Granville pense qu'on prendra en considération la première proposition Anglaise et les amendements qui viennent d'être soumis à la Conférence. Il ajoute que tout en présentant deux nouvelles combinaisons à l'examen des Plénipotentiaires, le Gouvernement de la Reine n'entend pas retirer des débats la proposition qu'il a primitivement formulée.

Le Plénipotentiaire d'Italie émet l'avis que les divers projets soient discutés dans l'ordre où ils ont été présentés, à savoir :

1. La proposition originale Anglaise.
2. Le contre-projet Français.
3. Les deux amendements Anglais.

Sur la proposition du *Président* on convient de se réunir le 28, à midi.

(Signé) MUNSTER. — KAROLYI. — WADDINGTON.
— GRANVILLE. — HUGH C. E. CHILDERS.
— NIGRA. — STAAL. — MUSURUS.

ANNEXE AU PROTOCOLE n° 3.

Note en réponse aux Propositions Budgétaires du Gouvernement Anglais.

La dette actuelle de l'Égypte a été fixée en 1880 par la Commission de Liquidation. Cette Commission, lorsqu'elle a procédé au règlement de la Dette Consolidée, s'en est référée à ce principe formulé par la Commission Internationale d'Enquête : « Aucun sacrifice ne doit être demandé au créancier avant que tout sacrifice raisonnable n'ait été fait par le débiteur même. » (Rapport du 8 avril 1879, p. 9.)

Appliquant ce principe dans les conditions les plus favorables à la masse des contribuables, la Commission a considéré que le principal débiteur était le Khédive et lui a demandé l'abandon de toutes ses terres. Elle a pu ainsi n'imposer aux fellahs que de très minimes sacrifices. Les créanciers de leur côté ont eu à supporter une perte annuelle de plus de L. E. 1,200,000.

On propose actuellement de réviser le règlement effectué en 1880. Mais, loin de penser à imposer au débiteur un sacrifice quelconque, c'est à son profit qu'on entend restreindre les droits des créanciers. On ne paraît pas arrêté par cette considération que ce qu'on remet en question, ce ne sont plus des engagements pris inconsidérément par le Khédive, ce sont des engagements qu'une Commission Internationale, après une enquête, qui, en réalité, n'a pas duré moins de quatre ans, a fixés, en tenant compte des forces contributives de l'Égypte, et en se préoccupant avant tout de ne pas entraver le développement normal et progressif de sa prospérité financière.

Le Budget Égyptien, d'après les propositions du Gouvernement Anglais, serait ainsi arrêté :

	L. E.
Recettes.	8,855,000
Dépenses	8,720,000
Excédant de recettes. .	<u>135,000</u>

Cet excédant s'augmenterait de L. E. 75,000 si, conformément à la suggestion formulée par la note mise à la suite du Projet de Budget, l'intérêt de l'Emprunt Domanial était réduit de 1/2 pour cent et si son amortissement était suspendu.

Les nouveaux sacrifices que l'on propose d'imposer aux créanciers, sont :

	L. E.
Réduction de l'intérêt des diverses dettes. . .	444,000
Suspension de l'amortissement de la Dette Privilegiée.	67,000
A reporter :	<u>511,000</u>

	Report :	511,000
Réduction de l'intérêt et suspension de l'amor-		
tissement de l'Emprunt Domanial		75,000
Suspension de l'amortissement de la Dette Uni-		
fiée, chiffre variable, mais qui, pour les trois		
dernières années, a été en moyenne de . . .		423,000
Total.		1,009,000

Ces propositions nous paraissent soulever de graves objections. Suivant nous, le budget normal des recettes et des dépenses, en suspendant provisoirement les services d'amortissement mais en maintenant le taux d'intérêt de toutes les dettes, en pourvoyant aux dépenses de l'Armée d'Occupation et en assurant le service de l'emprunt à émettre, devrait être ainsi établi :

	L. E.
Recettes.	9,582,000
Dépenses	9,017,000
Excédant	565,000
Cet excédant serait augmenté de.	38,000
Total.	603,000

si le Gouvernement Anglais consentait à une réduction de 1 pour cent sur l'intérêt des actions de Suez, seule charge du Trésor Égyptien qui n'ait pas été précédemment réduite.

Les différences entre les deux projets sont examinées ci-après : —

RECETTES

1. L'évaluation de l'Impôt Foncier a été portée de L. E. 4,918,000 à L. E. 5,118,000. Ce dernier chiffre correspond au montant des rôles. Il ne paraît pas que dans un budget normal on puisse prendre une autre base d'évaluation, sauf à déduire, comme nous l'expliquons plus loin, les non-valeurs probables.

Le montant des rôles a été réduit dans le budget Anglais : 1° de L. E. 100,000 pour non-valeurs prévues ; nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'évaluer les non-valeurs à ce chiffre, et nous exposerons plus loin comment nous avons évalué les déductions à opérer de ce chef 2° ; de L. E. 100,000 pour dégrèvements à accorder sur les taxes frappant des terres actuellement occupées par des chemins de fer et des canaux. Il est incontestable qu'il arrive parfois que des contribuables paient des impôts pour des terres dont ils n'ont pas la jouis-

sance, mais il n'est pas moins certain que d'autres contribuables ne paient aucun impôt pour les terres qu'ils possèdent. Il est vraisemblable que les impositions dont seront frappées à l'avenir les terres actuellement non imposées, soit parce qu'elles ne sont pas cultivées,* soit parce que leur propriétaire a su les soustraire à l'impôt, compenseront largement les dégrèvements qu'il y aura lieu d'accorder. On ne saurait, d'ailleurs, évaluer ces dégrèvements à L. E. 100,000, car ce serait supposer que les terrains pris pour les canaux et chemins de fer depuis la dernière classification des terres, c'est-à-dire depuis 1867 (voir Rapport de la Commission d'Enquête, p. 23), et non dégrévés, représentent la cinquantième partie du sol cultivé de l'Égypte.

Ce qui est vrai, c'est que l'impôt est mal réparti, et son inégale répartition suscite des plaintes justifiées. Dès 1878, la Commission d'Enquête constatait « que les Cheiks des villages aggravaient les impôts des terres qui n'étaient pas susceptibles d'une augmentation pour combler le déficit des rabais qu'ils accordaient par peur des puissants et par cupidité. » Mais rien n'indique que, mieux répartie, la charge serait trop lourde. Telle paraît être la conclusion du Rapport présenté par le Comité Anglais, qui apprécie ainsi la valeur des témoignages recueillis en faveur de la réduction de l'Impôt Foncier : « Nous hésitons à exprimer d'une manière définitive l'opinion que l'Impôt Foncier doit être réduit. En effet, réduire d'une façon permanente l'Impôt Foncier est une mesure d'une telle gravité, que nous ne saurions la recommander avant que sa nécessité ne nous ait été clairement et incontestablement démontrée. De plus, les opinions que nous avons citées en faveur de cette mesure, si autorisées qu'elles sont, ne sont pas péremptoires » (p. 31), et plus loin : « Ces diverses raisons nous font penser que le Gouvernement Britannique ne devrait pas se prononcer définitivement en faveur d'une diminution permanente des taxes et, par cela même, en faveur des conséquences inévitables de cette mesure, du moins tant que sa nécessité n'aura pas été pleinement établie » (p. 31).

2. Les prévisions de recettes de l'Administration des Chemins de Fer, des Télégraphes et du Port d'Alexandrie, ont été portées de L. E. 1,338,000 à L. E. 1,418,000 (recettes de 1881). Nous pensons, avec le Conseil d'Administration des Chemins de Fer, que les recettes suivront, dans l'avenir, une progression croissante. Nous n'avons pas tenu compte de ces prévisions favorables quelque justifiées qu'elles puissent paraître; nous n'avons pas pu cependant évaluer les recettes

* Le montant des rôles a augmenté depuis 1880 de près de L. E. 100,000, par suite de mise en culture de nouveaux terrains. Il est certain que l'augmentation sera plus forte encore par suite des travaux d'irrigation que l'on se propose d'exécuter.

probables à un chiffre inférieur à celui des recettes réalisées en 1881, seule année pendant laquelle l'Administration ait fonctionné dans des conditions normales.

3. Le produit des retenues pour le service des pensions figure pour L. E. 60,000 dans le Rapport du Comité Anglais. Il y a là une erreur de calcul; nous croyons qu'en appliquant aux traitements actuels le taux nouveau des retenues, soit 5 pour cent, on réaliserait une recette de L. E. 85,000. Les Délégués Anglais à la Commission Financière, acceptent une prévision de L. E. 75,000.

4. Il résulte du compte de la Liquidation que la vente des terres libres du Gouvernement, commencée vers la fin de 1880, a produit jusqu'au 31 Décembre 1883, L. E. 425,000, c'est-à-dire environ L. E. 125,000 par an.

En 1880, les terres libres du Gouvernement avaient été estimées dans leur ensemble à L. E. 630,706. Dans ce chiffre, le prix d'estimation des terres vendues n'est compris que pour L. E. 148,675.

Les circonstances ont nécessairement amené un certain ralentissement dans ces ventes. Elles continuent cependant, et les ventes effectuées dans les premiers mois de cette année, se sont faites comme celles des années précédentes, à des prix fort supérieurs à l'estimation de 1880. On est donc en droit d'affirmer que la valeur des terres qui restent à vendre, est d'environ L. E. 1,500,000. Si on répartissait les ventes sur une période de dix ans, on pourrait compter, pendant cette même période, sur une ressource annuelle de L. E. 150,000. Nous ne l'évaluerons cependant qu'à L. E. 125,000.

Un Arrêté Ministériel, non publié, a enlevé ces ressources à l'actif de la Liquidation, contrairement aux termes formels de la Loi de Liquidation, pour les mettre à la disposition du Ministre des Finances. Il y a lieu de comprendre cette somme parmi les recettes du Budget. Elle avait été omise.

Sans doute, dans dix ans, ces ressources auront disparu, mais, à cette époque, le Budget du Gouvernement Égyptien sera dégrevé des charges qui résultent de l'Armée d'Occupation, de l'Emprunt de Suez, et de l'Emprunt de la Princesse Tewfida Hanem.

5. Les non-valeurs ont été évaluées dans le Projet du Gouvernement Anglais à L. E. 369,000; nous proposons de les réduire à L. E. 72,000.

Nous croyons tout d'abord devoir faire observer qu'il ne peut s'agir ici que des non-valeurs sur l'Impôt Foncier. Les évaluations du produit de tous les autres impôts ont été faites dans des conditions telles, que, selon toute probabilité, dans une année normale, elles seront, pour la plupart, notablement dépassées.

Quant à l'Impôt Foncier, on ne peut prendre pour base du calcul

des non-valeurs futures que la moyenne des non-valeurs des années précédentes. Nous croyons même qu'une plus exacte surveillance exercée sur les agents chargés de la perception pourrait réduire ces non-valeurs.

En effet, lorsque nous avons recherché dans quelle proportion les non-valeurs portaient sur les diverses catégories de terres qui existent en Égypte, nous avons remarqué que les impôts établis sur les terres Kharadji qui sont notoirement les plus surchargées, sont recouvrés presque intégralement, tandis que sur les impôts des terres Ouchouri, qui, de l'avis unanime, sont insuffisamment taxées, on constate des non-valeurs dans une proportion six fois plus considérable. Il est vrai que les terres Ouchouri sont généralement entre les mains des grands propriétaires qui savent encore aujourd'hui comment on peut éviter le paiement des taxes les moins onéreuses et les plus équitables.

Nous n'entendons assurément pas dire que les non-valeurs ne seront pas, dans le cours de cette année, et peut-être même dans le cours de l'année prochaine, plus considérables qu'elles ne l'étaient précédemment. Mais cela tient, ainsi que le font remarquer les membres du Comité Anglais, à des causes diverses qui, on doit l'espérer, ne seront pas permanentes; cela tient notamment « à ce qu'une série de circonstances ont affaibli le pouvoir exécutif du Gouvernement. »

Faut-il de plus en rechercher la cause dans un appauvrissement du pays? Nous nous refusons à le croire. Personne n'ignore que pendant les années qui ont précédé la réunion de la Commission d'Enquête, les sommes prélevées sur les contribuables Égyptiens étaient hors de toute proportion avec le montant des impôts qu'on leur réclame aujourd'hui. C'est alors qu'on aurait pu craindre que les cultivateurs ne fussent ruinés; et cependant, il a suffi de quelques années d'une administration moins mauvaise, il a suffi qu'un ordre tout relatif succédât au désordre précédent pour que les impôts fussent recouvrés sans poursuites et pour qu'un accroissement inespéré de la richesse publique se traduisit par la plus-value de tous les impôts indirects et par l'élévation rapide de la valeur de toutes les terres.

Des causes analogues produiraient encore aujourd'hui de semblables effets; mais, par contre, l'expérience nous a prouvé que toutes prévisions budgétaires peuvent être déjouées en Égypte par le mauvais vouloir ou même l'inertie de l'Administration. Aussi croyons-nous devoir déclarer que toutes nos évaluations de recettes impliquent que l'Administration usera loyalement, pour le recouvrement régulier des taxes, de tous les moyens légaux dont elle dispose.

DÉPENSES.

6. *Dette Privilégiée*. — On maintient la suspension de l'amortissement proposé par le Gouvernement Anglais, mais on rétablit un crédit de L. E. 109,000 pour le service de l'intérêt au taux actuel.

7. *Dette unifiée*. — On rétablit un crédit de L. E. 273,000 pour le service de l'intérêt au taux actuel.

8. *Actions de Suez*. — Cet emprunt est le seul qui n'ait jamais été réduit. Le Gouvernement Anglais propose d'en réduire les intérêts de 5 à 4 1/2 pour cent. Dans la pensée qu'il consentirait, pour laisser au Budget un excédent plus considérable, à abaisser ce taux jusqu'à celui de l'Unifiée, c'est-à-dire à 4 pour cent, nous avons diminué de L. E. 19,000 les crédits affectés à cette dépense.

9. Le Gouvernement Égyptien verse chaque année à l'Administration des Domaines une somme de L. E. 42,000 environ affectée à l'amortissement. Nous proposons de suspendre cet amortissement.

10. Le Rapport Anglais évaluait à L. E. 65,000, le déficit annuel de la Daïra, mais le crédit inscrit au Projet de Budget n'est que de L. E. 22,000, parce qu'on proposait sur le taux de l'intérêt une réduction de 1/2 pour cent, soit L. E. 43,000.

Nous proposons de rétablir la subvention nécessaire pour assurer le service de l'intérêt dans les conditions actuelles ; mais, pour évaluer la subvention à la charge du Gouvernement, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'accepter les chiffres proposés par le Directeur-Général Égyptien et les deux Contrôleurs Anglais et Français de la Daïra, c'est-à-dire L. E. 40,000. Ces trois fonctionnaires nous paraissent plus à même que qui que ce soit d'apprécier les recettes et les dépenses de l'Administration qu'ils dirigent et contrôlent.

Nous substituons donc cette somme de L. E. 40,000 à celle de L. E. 22,000 proposée dans le Budget Anglais. D'où une augmentation de dépense de L. E. 18,000.

11. Enfin, il ne nous a pas paru y avoir lieu de pourvoir à l'amortissement du nouvel emprunt avant que l'amortissement ait commencé à fonctionner de nouveau pour les autres dettes. Le crédit prévu pour l'intérêt et l'amortissement de cet emprunt étant de L. E. 351,000 (4 1/2 pour cent sur 8,000,000 £, ou L. E. 7,800,000), nous avons supposé que 1 pour cent était réservé à l'amortissement et nous avons en conséquence diminué de L. E. 78,000 la prévision de dépense.

Ce budget de dépenses, en suspendant tout amortissement, impose aux porteurs de titres un nouveau sacrifice annuel qu'on ne peut évaluer, d'après les résultats constatés dans les comptes des trois années précédentes, à moins de L. E. 525,000.

Les Tableaux ci-joints (voir Annexe) font ressortir les différences qui existent, au point de vue budgétaire, entre les deux propositions. Elles se résument dans les chiffres suivants : —

	Propositions du Gouvernement Anglais.	Nouvelles Propositions.
	L. E.	L. E.
Recettes	8,855,000	9,582,000
Dépenses	8,720,000	8,981,000
Excédant de recettes.	135,000	601,000
Ainsi la somme restant libre pour dégrèvement d'impôts ou dépenses imprévues, d'après le projet Anglais, est de L. E. 704,000, se décomposant comme suit : —		
		L. E.
Non-valeurs sur l'Impôt Foncier		100,000
Dégrèvements pour terres indûment imposées		100,000
Non-valeurs sur l'ensemble des impôts		369,000
	Total	569,000
Excédant du Budget	135,000	135,000
	Total	704,000
D'après nos propositions, il reste également libre une somme de L. E. 673,000, se décomposant ainsi : —		
	L. E.	
Non-valeurs	72,000	
Excédant du Budget	601,000	673,090
	Différence	81,000

La différence essentielle entre les deux budgets, c'est que le budget Anglais est établi en vue d'une réduction éventuelle de l'Impôt Foncier; or, cette réduction, le Gouvernement Égyptien n'avait pas songé à l'accorder lorsqu'il a préparé le Budget de 1884; le Comité Anglais, dans son rapport, n'en affirme pas la nécessité, et nous la contestons d'une manière absolue. Notre budget, au contraire, ne prévoit pas en principe une réduction d'impôts. Si, cependant, le Gouvernement Égyptien jugeait à propos de dégrever les cultivateurs les plus obérés, il pourrait, tout en prélevant sur l'excédant que laisse notre budget, une somme égale à celle dont nous venons de parler, c'est-à-dire L. E. 569,000, conserver encore, pour

les dépenses imprévues, un crédit de L. E. 104,000. Il est à remarquer toutefois qu'on ne devrait pas procéder par voie de réduction d'impôt et diminuer définitivement le montant des rôles, mais bien par voie de dégrèvements individuels accordés chaque année. La plus facile des vérifications permettrait alors de s'assurer que les sommes destinées à venir en aide aux fellahs ne sont pas réservées aux grands propriétaires qui, en Égypte, trouvent des facilités exceptionnelles pour mettre leur influence au service de leur intérêt.

Il reste une autre différence entre les deux Projets : l'excédent disponible, pour dépenses imprévues ne serait plus alors que de L. E. 104,000. Il est de L. E. 135,000 dans le Projet Anglais. Nous ne croyons pas que le désir d'augmenter de quelques milliers de livres un crédit affecté à des dépenses hypothétiques puisse justifier une troisième banqueroute en huit ans et la ruine définitive du crédit de l'Égypte.

(Signé)

E. DE BLIGNIÈRES

23 Juillet 1884.

Annexe.**RECETTES.**

	Propositions du Gou- vernement Anglais.	Nouvelles Propositions.	Augmenta- tion.	Diminu- tion.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Impôt foncier.	4,918,000	5,118,000	200,000	»
Impôt sur les dattiers. .	144,000	144,000	»	»
Autres impôts directs. .	348,000	348,000	»	»
Impôts indirects.	2,091,000	2,091,000	»	»
Chemins de Fer, Port d'Alexandrie, Télégraphe. .	1,338,000	1,418,000	80,000	»
Paquebots-poste.	100,000	100,000	»	»
Revenus des autres administrations	94,000	94,000	»	»
Location des propriétés du Gouvernement.	78,000	78,000	»	»
Recettes diverses	53,000	53,000	»	»
Retenues pour pensions. .	60,000	85,000	25,000	»
Ventes de terres libres. .	»	125,000	125,000	»
Total.	9,224,000	9,654,000	430,000	»
Non-valeurs.	369,000	72,000	»	297,000
Reste	8,855,000	9,582,000	430,300	297,000
Augmentation.	727,000		727,000	

DÉPENSES.

	Propositions du Gouver- nement Anglais.	Nouvelles Propositions.	Augmenta- tion.	Diminu- tion.
	L. E.	L. E.	L. E.	L. E.
Administration (y compris le tribut).	4,667,000	4,667,000	»	»
Service de la Dette Privi- légiée	982,000	1,091,000	109,000	»
Service de la Dette Unifiée	1,911,000	2,184,000	273,000	»
Actions de Suez	175,000	156,000	»	19,000
Moukabalah	150,000	150,000	»	»
Daïra Khassa.	34,000	34,000	»	»
Subvention aux Domaines	135,000	93,000	»	42,000
« à la Daïra.	22,000	40,000	18,000	»
Nouvel Emprunt	351,000	273,000	»	78,000
Armée d'occupation.	293,000	293,000	»	»
Total.	8,720,000	8,981,000	400,000	139,000
Augmentation.	261,000		261,000	

Protocole N° 4. — Séance du 28 juillet 1884.

Présents : les mêmes membres.

Le Protocole de la séance précédente est adopté et signé.

Le Président rappelle que le Comte Nigra a émis l'avis d'examiner les différentes propositions dans l'ordre de leur présentation. Sa Seigneurie n'a pas l'intention de faire un nouvel exposé de la première proposition de l'Angleterre, qui a été soumise il y a quelque temps déjà aux Gouvernements représentés dans la Conférence. Elle désire cependant donner clairement à entendre que le Gouvernement Anglais n'a pas abandonné cette proposition, bien qu'ayant soumis deux autres propositions alternatives à l'examen de la Conférence. Elle demande au Plénipotentiaire Allemand s'il a quelques observations à faire.

Le Comte Münster désirerait d'abord connaître l'avis de son collègue de France.

M. Waddington fait l'exposé suivant :

« Avant d'exposer les vues qui ont déterminé mon Gouvernement à présenter une contre-proposition, je désirerais dissiper

un léger malentendu que j'ai relevé dans la note lue par M. Childers lors de la dernière séance. Le Second Plénipotentiaire Anglais semble vouloir établir une sorte de contradiction entre l'exposé des motifs de M. de Blignières et la proposition que j'ai faite, au sujet du Projet du Budget normal. Cette contradiction n'est qu'apparente. Ce budget est normal en ce sens qu'il prend pour base les revenus de l'Égypte tels qu'ils sont à l'heure actuelle et en les admettant comme exacts jusqu'à preuve du contraire. Tout en considérant ce budget comme normal, nous le proposons, non comme définitif, mais comme provisoire. La concession que nous offrons est de considérer ce budget comme provisoire et sujet à être maintenu, augmenté, ou diminué d'après l'expérience des années prochaines.

« J'aborde maintenant la question de fond. Tout le différend entre les deux Gouvernements Anglais et Français tourne autour de l'Impôt Foncier. Or, cette question est compliquée, difficile, et bien loin encore d'être élucidée. Dans son Rapport le Comité Anglais, avec une loyauté qui l'honore, reconnaît ce fait et admet que les preuves de la nécessité d'une réduction n'existent pas, laissant ainsi la question absolument douteuse.

« Dans ces conditions, il semble à la fois logique et pratique de s'entourer de renseignements précis, de faire la lumière sur un problème délicat avant de faire un pas de plus. Voilà pourquoi nous avons proposé une enquête.

« M. Childers l'accepte en principe, mais conteste l'influence qu'elle devrait avoir sur nos décisions actuelles. Néanmoins, tant que cette question de l'Impôt Foncier n'aura pas été examinée à fond, l'incertitude planera sur l'avenir financier de l'Égypte.

Il y a un autre point qui nous sépare ; le Gouvernement Anglais croit devoir diminuer l'ensemble de l'Impôt Foncier, tandis que nous sommes d'avis qu'il faudrait en remanier l'assiette, et arriver à une péréquation et non à une réduction.

« Voici pourquoi. Il y a de grandes inégalités dans la répartition de l'impôt, mais elles portent surtout sur les terres Ouchouri appartenant aux grands propriétaires, lesquelles sont moins imposées que les terres Kharadji, dont les taxes sont payées par les fellahs.

« Or, la Commission de la Dette a constaté que les arriérés à recouvrer provenaient en majeure partie des Ouchouri.

« Le Gouvernement Anglais assure qu'il faudrait un long temps pour opérer la péréquation. A mon avis, deux ans suffiraient pour établir les grandes lignes. Les terres en Égypte ne sont pas de nature aussi variée, aussi accidentée que celles des différents pays d'Europe. L'Égypte agricole est une vaste plaine et sur de grandes étendues les terres sont de valeur à peu près égale, ont le même système d'irrigation, le même sol, et l'on peut arriver ainsi assez rapidement à des résultats généraux. Nous n'entendons pas préjuger du résultat de cette enquête. Nous demandons seulement qu'elle soit faite de la façon la plus impartiale, avec le concours des Puissances intéressées, de manière à produire l'évidence.

« A un point de vue général, d'ailleurs, l'état exceptionnel où l'Égypte se trouve aujourd'hui ne permet pas de faire un budget définitif, mais seulement un budget provisoire.

« J'arrive à la question fondamentale soumise à la Conférence, celle de la réduction de l'intérêt de la dette. Il s'est produit en France et dans différents pays une opposition vive contre cette réduction et mon Gouvernement ne croit pas pouvoir s'associer à la proposition Anglaise sur ce point.

« A un moment où pour la première fois les deux Gouvernements ont accepté le principe de la neutralisation de l'Égypte, et lorsque, selon toute apparence, ce pays se trouve appelé à vivre dans un avenir prochain de sa vie propre et autonome, il ne devrait pas être porté une nouvelle atteinte à son crédit.

« Ses finances ont été déjà par deux fois dans les sept dernières années mises en liquidation, et une faillite de plus serait un coup mortel pour sa prospérité.

« Nous désirons sincèrement que l'Égypte ne soit plus un objet de convoitise pour telle ou telle Puissance ; cette solution n'est pas impossible à réaliser, et une des conditions indispensables pour l'atteindre est de lui conserver son crédit.

« Je demande au Président de vouloir bien, s'il le juge à propos, consulter nos collègues sur les considérations que je viens de développer. »

M. Childers dit alors :

« Je désire soumettre quelques observations à la Conférence au sujet des idées que *M. Waddington* vient d'exprimer avec tant d'éloquence. Il a parlé d'un malentendu qui se serait glissé

dans ma note au sujet du caractère du budget normal proposé par lui. Je veux seulement faire observer que si nous estimions que les chiffres de ce projet seraient inacceptables dans le budget normal, ils le seraient à plus forte raison si on devait les établir dans les deux années prochaines, alors qu'il y a danger que l'Égypte n'aura pas pu rentrer dans ses conditions normales.

« M. Waddington a dit que tout tournait autour de l'Impôt Foncier et qu'une péréquation serait nécessaire plutôt qu'une réduction.

« Il est de mon devoir de dire que, s'il croit que nos évaluations sont essentiellement douteuses, nous pensons, de notre côté, que les siennes sont beaucoup trop optimistes. L'opinion des fonctionnaires Anglais les plus expérimentés en Égypte, parmi lesquels je citerai MM. Moncrieff et Gibson, sans parler des Égyptiens, est que notre appréciation serait plutôt trop favorable. A notre avis nos propositions sont très modérées, et nous n'avons rien entendu qui puisse changer notre opinion.

« M. Waddington a proposé la péréquation en place de la réduction ; il a fait allusion aux arriérés qui sont plus forts sur les biens Ouchouri que sur les Kharadji. Nous ne sommes pas en complet désaccord avec M. Waddington sur ce point, mais il se base sur le Rapport des Commissaires de Domaines, dont on a fait de longues citations dans la Commission, et non pas sur un Rapport officiel des Commissaires de la Dette. Je dois lui objecter que ces fonctionnaires n'ont à faire qu'à une petite partie des terres de l'Égypte. »

M. Waddington : « Je tiens ces renseignements de M. Le Chevalier, Commissaire Français de la Dette. »

M. Childers : « Nous admettons qu'en acceptant l'enquête nous croyons qu'il y a des terres où l'impôt est trop élevé, et d'autres où il est trop bas. Mais nous avons de fortes preuves que l'ensemble des taxes doit être réduit.

« Quant au temps nécessaire à l'enquête, si elle doit comprendre un cadastre complet, nous sommes convaincus que deux années ne suffiraient pas ; il faudrait faire un examen détaillé de l'assiette et du remaniement.

« M. Waddington dit que le moment est mal choisi pour opérer une réduction d'intérêt de la Dette. Je réponds que nous avons tout autant de raisons que la France et les autres Puis

sances pour en regretter la nécessité. Une telle réduction est contraire aux principes et à la pratique du Gouvernement Anglais, et pour nous y résoudre il faut que nous nous trouvions en face d'une nécessité absolue. Si l'Égypte ne peut pas payer à courte échéance les indemnités d'Alexandrie et mettre ses finances en ordre, elle est ruinée. Nous maintenons qu'il serait impossible de contracter un nouvel emprunt sans une réduction de l'intérêt de la Dette existante ; on ne peut pas séparer la question en deux parties. Nous considérons cette réduction comme très modérée et comme indispensable. »

M. Childers résume alors avec quelques détails la deuxième et la troisième proposition du Gouvernement Anglais et conclut en disant que les arguments de *M. Waddington* ne l'ont pas convaincu, et qu'il serait impossible au Gouvernement de la Reine d'approuver ou de proposer au Parlement la garantie d'un emprunt qui n'aurait d'autre base que l'enquête proposée.

M. Waddington désire répondre quelques mots aux critiques de *M. Childers*. « Nous différons, » dit-il, « sur des questions de fait. *M. Childers* fonde ses arguments sur des chiffres dont je nie l'exactitude ; selon moi la preuve de la nécessité d'une réduction ne ressort pas du Rapport de *Sir Evelyn Baring* et de ses collègues. Cette question de fait ne peut être entièrement éclaircie aujourd'hui ; voilà pourquoi nous demandons un délai de deux ans pour faire l'enquête. *M. Childers* demande la réduction immédiate de l'intérêt, et j'estime au contraire que l'enquête doit la précéder ; je n'en préjuge en rien les résultats.

« *M. Childers* conteste les déductions que j'ai tirées de l'écart entre les arriérés, selon qu'il s'agit des arriérés dans la rentrée des taxes des biens Ouchouri ou des biens Kharadji ; sur ce point aussi la lumière n'est pas complète et l'enquête est nécessaire.

« J'admets que l'on n'arrivera pas à une solution complète d'ici à deux ans, mais on pourra arriver, du moins, à tracer certaines règles générales.

« *M. Childers* soutient qu'un emprunt immédiat est nécessairement corrélatif à la réduction de la dette. Je ne suis pas de cet avis. La garantie collective de l'emprunt par les Puissances offrirait une entière sécurité sans risque pour personne. En effet, la priorité assurée à cet emprunt sur les revenus de l'Égypte couvrirait la responsabilité des Puissances garantes.

« La proposition Française impose un sacrifice considérable aux créanciers du chef de la suspension de l'amortissement, qui leur enlève, en effet, une somme de L. E. 450,000 à L. E. 500,000; or, les créanciers ne sont pour rien dans l'état actuel de l'Égypte. Dans ces conditions je ne puis pas faire autrement que maintenir mes propositions. »

M. Childers déclare qu'il conteste le montant de l'amortissement tel que vient de l'estimer *M. Waddington* sur la base des années précédentes. Il serait certainement de L. E. 300,000 de moins, selon les chiffres de la Commission Anglaise.

Le Président demande au Comte Münster s'il a des observations à présenter.

Le Plénipotentiaire Allemand fait la déclaration suivante :

« Nous sommes dans une situation difficile. Les deux Puissances les plus intéressées ne sont d'accord ni sur les faits ni sur les principes de la question.

« Leur point de vue est si différent que malgré mon vif désir de voir la Conférence arriver à une solution, je crains fort qu'elle n'échoue. Dans ces conditions je ne crois pas pouvoir me prononcer de suite et voudrais auparavant connaître l'avis de mes collègues. »

Le Plénipotentiaire Austro-Hongrois prend ensuite la parole en ces termes :

« Je serais heureux de pouvoir, de mon côté, faciliter un rapprochement entre les deux opinions opposées mises en avant et maintenues par l'Angleterre et la France, mais je ne croirais pas y contribuer en me prononçant pour l'une ou pour l'autre.

« En outre, les sources d'information manquent actuellement à mon Gouvernement pour émettre une opinion formelle sur la question de savoir lequel des deux calculs est exact.

« Notre très honorable Président a lui-même exprimé dans la dernière séance l'opinion qu'il ne serait pas désirable que la Conférence fût appelée à se prononcer entre les deux points de vue. Je crois donc que la meilleure chance de succès pour la Conférence serait que l'Angleterre et la France réussissent à tomber d'accord sur une base commune, et je réserve mon vote dans l'espoir d'une telle éventualité. »

Le Plénipotentiaire d'Italie fait la déclaration suivante : —

« La Conférence est appelée à se prononcer entre deux opi-

nions divergentes. Le Gouvernement Anglais croit que pour faire face aux besoins extraordinaires de l'Égypte il est indispensable d'émettre un emprunt de 8,000,000 l. qu'il est disposé à garantir en totalité ou en partie, mais à la condition que les détenteurs de fonds publics Égyptiens supportent une diminution temporaire ou définitive de l'intérêt de leurs titres.

« D'autre part, le Gouvernement Français admet la nécessité d'un emprunt sans se prononcer sur le chiffre, en proposant de substituer à la seule garantie Anglaise une garantie collective des Puissances. Mais il croit que les ressources du Budget Égyptien sont suffisantes pour faire face à tous les besoins, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à la dure condition d'une réduction de l'intérêt des dettes. [L'Angleterre et la France ont participé, à l'époque du Double Contrôle, à l'administration de l'Égypte, et après la cessation du Double Contrôle l'Angleterre a assumé la responsabilité de cette même Administration. Les opinions des deux Gouvernements, Anglais et Français, doivent avoir par conséquent toute l'autorité qui résulte de la connaissance pratique des besoins de l'Égypte, et pour ce qui concerne spécialement l'Angleterre, celle qui découle des faits qui l'ont amenée à prendre sur le Nil la situation qu'elle y a en ce moment.

L'Italie se trouve dans une situation un peu différente, comme du reste les autres quatre Puissances représentées ici (mais je ne parle ici que pour l'Italie). Nous n'avons pas participé au Contrôle, et bien que nous soyons représentés dans la Commission de la Dette, nous n'avons eu aucune ingérence positive dans les faits de l'administration Égyptienne. Notre compétence pratique à l'égard de cette administration est donc bien moindre.

« La Commission des Délégués a fait son possible pour nous éclairer sur les ressources et les passivités du Budget Égyptien. Mais le désaccord a persisté sur plusieurs points importants. Il serait présomptueux de ma part de penser qu'une opinion exprimée ici par moi ait la chance de le faire cesser.

« Mais j'ai communiqué à mon Gouvernement les pièces qui nous ont été soumises, et j'ai été autorisé par M. Mancini à déclarer ce qui suit : —

« Nous partageons avec toutes les Puissances, l'Angleterre comprise, l'avis que la réduction de l'intérêt ne doit être considérée que comme une pénible nécessité pour le cas où elle ne

pourrait absolument pas être évitée. Une divergence d'opinion s'étant produite à cet égard, nous ne saurions nous dissimuler que l'Angleterre est mieux que toute autre Puissance en mesure d'évaluer les ressources et les besoins du Budget Égyptien pris dans son ensemble et en rapport avec chacun des services. Par conséquent, si les Plénipotentiaires Anglais persistent après l'épuisement des débats à penser qu'une réduction est indispensable, nous ne saurions être, en ce qui nous concerne, d'un avis différent, la tâche de la Conférence n'étant pas seulement de protéger les intérêts des créanciers de l'Égypte, mais aussi et surtout de douer le Vice-Royaume d'une assiette administrative et financière que toutes les Puissances s'accorderaient à considérer comme parfaitement solide.

« Maintenant j'ajoute : si l'Angleterre et la France peuvent se mettre d'accord sur une proposition unique qui ne s'écarte pas des bases des différents projets qui ont été soumis à la Conférence, l'acceptation de la part de l'Italie ne saurait être douteuse, et je suis autorisé à l'annoncer. »

Le Plénipotentiaire de Russie s'exprime ensuite en ces termes : —

« Je tiens à constater avant tout que dans ce grave débat mon Gouvernement n'est animé que d'un désir, celui de voir aboutir la Conférence à une issue favorable et offrant une juste satisfaction à tous les intérêts. Malheureusement, les projets émis jusqu'ici quant aux moyens de pourvoir à la situation financière de l'Égypte sont si divergents qu'il est difficile de les concilier entre eux. Je ne pense pourtant pas que ce soit là une tâche désespérée. Seulement, il me semble que c'est en première ligne aux parties directement intéressées à rechercher le terrain d'un accord ou d'un rapprochement. Dès qu'il sera trouvé, nous serons les premiers à nous y placer dans un esprit de conciliation et d'impartialité. En attendant, je ne puis que m'associer à l'avis énoncé par MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie en réservant mon vote. »

Le Plénipotentiaire Ottoman fait à son tour la déclaration suivante : —

« Quant à moi, je suis pour la réduction des intérêts de la dette Égyptienne.

« Permettez-moi d'exposer succinctement les motifs de cette opinion.

« Un emprunt contracté au pair à un intérêt de 4 pour cent, mais garanti par des sûretés matérielles, effectives et telles que celles offertes par la Loi de Liquidation, est aussi solide et plus profitable que les fonds des États jouissant du meilleur crédit possible. Or, il est notoire que les emprunts Égyptiens ont été contractés à des conditions tellement onéreuses que les réductions d'intérêt qu'ils ont subies à deux reprises ne sont pas suffisantes ; et je crois qu'il serait équitable et également avantageux pour l'Égypte et pour ses créanciers d'en fixer l'intérêt au taux de 4 pour cent sur le prix de leur émission, à condition toutefois que le Gouvernement Égyptien affecterait au paiement de cet intérêt des revenus solides et amplement suffisants, que ces revenus seraient perçus directement par une Commission représentant les droits des créanciers, et qu'il serait décidé par la Puissance souveraine, avec le concours des Puissances représentées à la Conférence, que cet arrangement ne serait désormais et en aucun cas sujet à aucune modification en ce qui concerne soit le taux de l'intérêt, soit le maintien des revenus cédés. Si cet arrangement devait, d'un côté, priver les porteurs des obligations Égyptiennes d'une partie peu importante des intérêts qu'ils touchent aujourd'hui, il aurait, de l'autre, pour effet d'augmenter considérablement la valeur de ces obligations, laquelle est actuellement inférieure à leur prix d'émission.

« Pour ce qui est des projets de budget présentés à la Conférence et des opinions divergentes sur les recettes et les dépenses de l'Égypte, ainsi que sur le maintien ou la modification du système administratif et financier en vigueur, je soutiens que, une fois que l'Égypte aura, d'une manière ou d'une autre, satisfait complètement ses créanciers, ni ces derniers, ni les Puissances dont ils sont les sujets, n'auront plus le droit ni raison d'intervenir dans les affaires d'administration intérieure de cette province privilégiée de l'Empire Ottoman. En effet, les privilèges octroyés par Firmans Impériaux au Khédive de l'Égypte consistent dans l'administration intérieure de cette province, et une des clauses du Firman Impérial émané lors de l'élévation à cette dignité de Son Altesse Tewfik Pacha porte expressément que le Khédivat ne saura, sous aucun prétexte ni motif, abandonner à

d'autres, en tout ou en partie, les privilèges accordés à l'Égypte, ni aucune partie du territoire. »

Le Président, en remerciant Musurus Pacha de son appui, désire faire une observation au sujet des dernières paroles de son Excellence, relatives à l'état privilégié et autonome de l'Égypte. Sa Seigneurie est d'avis qu'on ne peut dénier aux Puissances Européennes la liberté de donner des conseils relatifs aux affaires de l'Égypte, et que cela peut se faire sans blesser les droits reconnus du Sultan.

Le Plénipotentiaire Ottoman déclare qu'il maintient qu'aucune modification concernant les finances, l'administration, ou l'intégrité de l'Égypte, ne peut se faire sans le consentement de la Sublime Porte. On peut donner des conseils, mais il y a deux parties dans la question : l'une concerne la Puissance souveraine et l'autre les Puissances qui ont pris part au règlement de la question égyptienne. Aucun accord entre les Puissances au sujet de l'Égypte n'est valable sans le consentement de la Sublime Porte. Il admet qu'elles émettent des avis, mais elles ne sauraient aller au delà.

M. Waddington a parlé de neutralisation. La neutralisation est un point politique de la question Égyptienne. La Sublime Porte n'est pas appelée à donner son avis sur les notes échangées entre l'Angleterre et la France, mais puisque M. Waddington a fait allusion à cette neutralisation, qui est un point politique, je dois déclarer que la Sublime Porte entend que par ce projet de neutralisation les deux Puissances ont en vue l'interdiction de l'accès de l'Égypte aux troupes étrangères, mais nullement une atteinte aux droits de souveraineté de la Sublime Porte sur cette province de l'Empire.

Aussi sur ce point comme sur celui des propositions relatives au Canal de Suez, la Sublime Porte réserve sa pleine et entière liberté d'action et d'appréciation.

Le Comte Karolyi prononce les paroles suivantes : —

« Les observations sur le côté politique de la question Égyptienne de la part de mon collègue de Turquie m'induisent à observer de mon côté que, sans prononcer aucunement une opinion sur l'arrangement politique intervenu entre l'Angleterre et la France, qui, du reste, ne forme pas l'objet des délibérations présentes, mon Gouvernement reconnaît tous les droits de la

Porte découlant des Traités et des Firmans par rapport à l'Égypte. »

Le Comte Nigra s'exprime dans le même sens. Il déclare que l'Italie n'a jamais admis pour sa part qu'on puisse porter atteinte au droit du Sultan en Égypte tel qu'il résulte des Traités.

Le Comte Münster et le Baron de Staal adhèrent au nom de leurs Gouvernements aux déclarations des Plénipotentiaires Austro-Hongrois et Italien.

Le Comte Granville déclare qu'il désire maintenir toutes les promesses qui ont été faites au Sultan par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

M. Waddington s'exprime dans le même sens.

Musurus Pacha fait la déclaration suivante : —

« Le Gouvernement Impérial en consentant à participer à la Conférence appelée à délibérer sur les finances Égyptiennes, a entendu qu'aucune décision de cette Conférence ne saurait avoir un effet attentatoire aux droits de souveraineté de Sa Majesté le Sultan sur l'Égypte, ni préjuger directement ou indirectement les points politiques de la question Égyptienne. »

Le Président s'exprime en ces termes : « Je crains que les débats ne laissent guère entrevoir de chance d'accord sur les propositions des Gouvernements Anglais ou Français, mais nous n'avons pas eu de discussion sur les amendements que nous avons présentés dans la dernière séance. Il est à désirer que nous ne nous séparions pas sans les avoir examinés. »

Le Président propose aux Plénipotentiaires d'ajourner la séance pendant une heure et de reprendre ensuite la discussion sur ces documents.

Le Comte Karolyi fait observer que la discussion sur les deux propositions supplémentaires sera limitée à l'Angleterre et à la France, et qu'il réserve son vote jusqu'à ce que ces deux Puissances aient trouvé une base de discussion.

La proposition du Président est agréée et la séance est suspendue pour une heure.

La séance est reprise.

Le Président invite *M. Childers* à expliquer brièvement le caractère de la seconde proposition Anglaise.

Le Second Plénipotentiaire Anglais fait la déclaration suivante : —

« La seconde proposition dont nous n'avons saisi la Conférence qu'après avoir eu connaissance des objections faites à notre première proposition par la France, et de la contre-proposition Française, est ainsi conçue : —

« Nous proposons un emprunt sur-privilegié sans garantie sur une partie duquel seront payées les indemnités. Nous suggérons ensuite une modification dont je vais expliquer la portée.

« Actuellement la première charge sur les recettes de l'Égypte est l'intérêt de la dette et dans certaines circonstances le fonds d'amortissement. Les frais de l'Administration viennent après.

« Lorsque l'on a négocié et fixé la Loi de Liquidation, on a procédé comme il suit. On a d'abord recherché quelles seraient les dépenses nécessaires pour l'Administration.

« Faisant ensuite une évaluation modérée des recettes, on s'est rendu compte de la somme qui resterait libre. On a alors assigné pour le service de la dette des recettes équivalant à cette somme. Ce qui restait était pour l'Administration.

« Nous proposons de suivre une marche analogue, mais sous une autre forme technique. On est d'accord sur les charges de l'Administration ; nous les avons fixées à une évaluation modérée sur laquelle les Délégués Français étaient d'accord. Nous proposons une modification qui consiste à intervertir l'ordre existant ; au lieu de mettre la dette en premier lieu et l'Administration ensuite, nous constituerons d'abord un fonds suffisant pour l'Administration et en second lieu nous pourvoirons à la dette.

« Voici les chiffres : frais de l'Administration, L. E. 4.667,000 ; nous y ajoutons les dépenses des chemins de fer jusqu'à concurrence de 45 pour cent des recettes. Nous ajoutons aussi les frais de l'Armée d'Occupation, et sur ce point nous sommes d'accord avec les Français. Viendrait s'adjoindre la Moukabalah, qui est réellement une charge administrative annuelle.

« Les intérêts des dettes existantes suivraient ensuite.

« S'il y a excédant, une moitié sera attribuée au fonds d'amortissement, et l'autre moitié sera dévolue aux frais d'administration de l'année suivante.

« S'il y a déficit, il sera supporté proportionnellement par le service des divers emprunts. »

L'honorable M. Childers conclut en disant que si on veut

admettre le principe de cette proposition, il est prêt à fournir de plus amples détails.

Le Comte Nigra demande si cette proposition comporte un maximum de réduction des intérêts de la dette.

M. Childers répond négativement, en ajoutant que ce point pourrait être discuté. Il continue en ces termes : —

« On pourrait mettre à exécution le plan en question sans porter atteinte à l'organisme de la Loi de Liquidation. Les revenus assignés et les recettes des chemins de fer resteraient sous la direction de la Caisse. On substituerait au fonds d'amortissement le service du nouvel emprunt et de l'intérêt de l'Emprunt Canal de Suez, qui constituerait une charge sur la Caisse. Si les autres recettes ne suffisaient pas pour l'administration, on aurait recours à la Caisse. Si elles se soldaient au contraire par un surplus, cet excédant serait en partie dévolu à la Caisse.

« Nous ne sommes malheureusement pas d'accord avec les Représentants Français sur l'évaluation du montant des recettes dans une année normale. L'avenir prouvera qui a raison. Si leurs prévisions se réalisent, le service de la dette sera intégralement couvert ; si elles sont déçues, les intérêts de la dette seront d'eux-mêmes réduits. Je n'ai pas besoin d'ajouter que la proposition que je viens de développer n'empêcherait pas l'enquête, dont nous reconnaissons l'utilité. »

M. Waddington déclare qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette proposition dans sa forme actuelle, mais il pense que moyennant certains amendements on arriverait peut-être à une entente.

L'idée de mettre en première ligne les frais d'administration et en second lieu le service de la dette, constituerait un nouveau sacrifice imposé aux créanciers. La tendance de tout Gouvernement serait de considérer la charge des dettes comme de moindre valeur toutes les fois que dans le Budget elles occuperaient une place secondaire. L'Égypte ne ferait pas exception à cette règle. *M. Waddington* propose en conséquence d'intervertir les paragraphes 2 et 3 de la seconde proposition Anglaise. Cette combinaison se justifierait par ce fait, que l'intérêt des dettes se monte à un chiffre fixé d'avance, tandis que les frais d'administration sont essentiellement variables.....

Il propose alors les modifications suivantes au deuxième projet Anglais : —

Intervertir l'ordre des Articles 2 et 3.

Rédiger l'Article 4 de la façon suivante : « L'excédant appartiendra au Gouvernement Égyptien pendant dix ans. »

Rédiger l'Article 5 comme suit : « Tout déficit sera porté à la connaissance de la Commission de la Dette qui déterminera, de concert avec le Gouvernement Égyptien, les moyens de le couvrir. »

M. Childers demande si la Commission de la Dette serait autorisée à décréter une réduction de l'intérêt de la dette, au cas où elle croirait cette réduction nécessaire.

M. Barrère répond que cette question demande un examen minutieux.

M. Childers exprime le désir de savoir ce qu'il arriverait si la Commission de la Dette et le Gouvernement Égyptien ne pouvaient arriver à l'accord prévu par l'Article 5 de la dernière proposition de *M. Waddington*.

M. Waddington répond qu'il n'a pas encore examiné cette question.

M. Childers insiste pour savoir s'il serait de la compétence de la Commission de la Dette de procéder, le cas échéant, à une réduction de l'intérêt de la dette.

M. Waddington répond que les attributions de la Commission ne sauraient aller jusque-là.

M. Childers demande alors quel serait en pareil cas le rôle de la Commission.

M. Waddington répond qu'elle devrait rechercher les moyens de suppléer au déficit, soit par des économies dans quelques branches de l'Administration, ou par l'ajournement des dépenses non urgentes, soit par des ventes de terre, etc. Mais qu'en tout cas elle ne pourrait réduire l'intérêt de la dette.

M. Childers fait observer que dans ces conditions le régime de la loi actuelle n'est point changé.

M. Waddington répond qu'il a fait une concession considérable en abandonnant l'amortissement — concession qui peut se chiffrer à environ L. E. 5,000,000 en dix ans.

Le Président dit alors : —

« Je suis peu disposé à prendre part à cette discussion, n'étant pas compétent en matière de finance, mais j'avoue qu'il m'est difficile de comprendre la contre-proposition de *M. Waddington*.

Il a été déjà admis par Son Excellence qu'il fallait laisser à l'Égypte les moyens de vivre, c'est-à-dire de faire marcher son Administration. La Commission Financière a été d'accord sur la somme nécessaire pour atteindre ce but. Si on maintient la loi actuelle, comment l'Égypte paiera-t-elle une somme d'intérêt au-dessus de ses forces, et qui la privera des ressources qui, de l'avis de tous, lui sont nécessaires pour subvenir aux dépenses du pays ? Cette question me paraît sans réplique. »

M. Waddington dit que la question qui est débattue ayant un caractère spécialement financier, il serait opportun, à ses yeux, d'inviter la Commission Financière à se réunir demain pour l'examiner.

Le Plénipotentiaire d'Italie croit que la question principale qui s'impose aux décisions de la Conférence est de savoir si l'on admet oui ou non le principe d'une réduction sur l'intérêt de la dette. Les Délégués, selon lui, ne pourront pas trancher cette question.

M. de Blignières fait ensuite observer que si l'on admet l'ordre établi dans la seconde proposition Anglaise, la deuxième partie du budget des recettes, celle qui est destinée au service de la dette, risquera fort de ne pas être perçue.

Il affirme qu'il n'y pas une personne ayant quelque connaissance des procédés de l'Administration Égyptienne qui ne sache parfaitement qu'il dépend des Ministres Égyptiens et de leurs Agents d'activer ou d'entraver le recouvrement de tous les impôts qu'ils perçoivent. D'un autre côté, étant donné le degré d'importance que l'on est porté à attacher en Égypte à la nécessité de payer ses dettes, il est hors de doute qu'au moment où auront été réalisés les recouvrements nécessaires pour subvenir aux dépenses administratives, les Ministres se préoccuperont fort peu de faire entrer des impôts dont le produit ne servirait qu'à assurer le service d'une dette dont presque tous les titres sont entre les mains de créanciers Européens.

Sir Evelyn Baring répond qu'on va donner à la Caisse de la Dette des pouvoirs qui la mettront en mesure d'empêcher la mauvaise foi dans la perception des revenus.

Le Président fait observer que jusqu'à présent on n'a pas répondu à sa question, à savoir : quel sera l'état de l'Égypte si

elle est forcée de payer une somme fixe, sans qu'il lui reste de quoi subvenir aux différents services du pays.

M. Childers cite les passages suivants de la note de *M. Waddington* à Lord Granville du 17 juin :

« Pour assurer la bonne gestion des affaires Égyptiennes, il importerait d'étendre les pouvoirs actuellement confiés à la Commission de la Dette...

« Article 3. Après le départ des troupes Anglaises, la Commission de la Dette aura le pouvoir d'inspection financière de façon à pouvoir assurer la perception régulière et intégrale des revenus. »

M. de Blignières pense que la Caisse agira comme elle a agi antérieurement à la Loi de Liquidation. Elle se plaindra et on ne donnera pas suite à ses plaintes.

M. Childers dit que le service de la dette a aujourd'hui la priorité, mais que selon les vues du Gouvernement Anglais, il faut le mettre à la seconde place.

M. Barrère demande si cette interversion ne doit se faire qu'après le départ des troupes Anglaises.

M. Childers répond que pendant la durée de l'occupation Anglaise, l'Angleterre aurait tout intérêt à ce qu'une bonne perception fût effectuée.

M. Waddington fait observer que les pouvoirs attribués à la Commission ne sont pas des pouvoirs d'administration ni de perception, mais simplement d'inspection.

A l'heure qu'il est, il n'y a pas de priorité de la dette, il y a seulement affectation de certains revenus. Il ne faut pas se dissimuler l'effet déplorable que le principe de priorité exercerait sur les populations en suscitant des préjugés contre les créanciers de l'Égypte.

M. Barrère dit que ce principe de priorité constituerait une prime au non paiement de l'impôt.

Le Baron Vetsera croit qu'il serait regrettable qu'on abandonnât le principe du partage du Budget en deux parties : l'une ayant rapport à l'Administration et l'autre à la Dette Publique.

M. Childers explique que selon le plan Anglais le partage continuerait d'exister. Les revenus assignés seraient payés à la Caisse comme actuellement, et les autres revenus au Gouvernement Égyptien. Le changement serait le suivant : aujourd'hui,

si la Caisse n'a pas de revenus elle fait appel au Gouvernement ; d'après la combinaison Anglaise on intervertirait les rôles, et si le Gouvernement Égyptien n'avait pas assez de revenus pour les dépenses, comme elles ont été fixées de commun accord, il en demanderait à la Caisse.

Le Baron Vetsera fait observer que la Caisse souffrira des résultats d'une mauvaise administration pour laquelle elle ne sera pas responsable. Elle ne pourra que relever l'état des versements.

Sir Evelyn Baring répond qu'aussitôt que la Caisse constatera qu'il y a mauvaise foi, elle pourra exercer une pression sur le Gouvernement Égyptien. A sa connaissance il n'y a pas eu dans ces derniers temps de plaintes de cette nature.

M. de Blignières dit que la Caisse n'a pas et qu'il n'est pas question de lui donner la direction des recouvrements. Elle n'a qu'un droit de surveillance peu défini et dont l'efficacité en cette matière paraît fort contestable.

M. Barrère fait observer que personne n'a affirmé qu'il y ait eu des cas de mauvaise foi, mais qu'on a seulement prévu cette hypothèse.

Le Baron Vetsera croit que l'autorité des Moudirs s'est affaiblie dans ces derniers temps.

Sir Evelyn Baring dit qu'il n'a relevé aucune preuve de la mauvaise volonté des Moudirs.

M. de Blignières croit plutôt à une certaine force d'inertie.

M. Derenthal émet l'avis que la proposition Anglaise est inacceptable dans l'intérêt des créanciers ; l'incertitude des recettes qui en résulterait ferait sans doute tomber les papiers des deux tiers de valeur, et entraînerait au détriment des bondholders une perte de capital considérable.

Le Président dit que la question qui est soulevée ne peut être résolue que par des experts, mais il demande quelle sera la valeur des titres si la Conférence se sépare sans arriver à une solution. Le débat a prouvé qu'il y a une différence de vues radicale entre l'Angleterre et la France. L'Angleterre, par le fait de son occupation en Égypte, a un grand fardeau et une grande responsabilité à supporter. Elle a en vue le bien de l'Égypte, tandis que les arguments que l'on a fait valoir sont absolument et exclusivement dans l'intérêt des créanciers.

M. Barrère répond qu'on ne saurait prétendre un seul instant

que le Gouvernement Français ait examiné les questions soumises à la Conférence au seul point de vue des intérêts créanciers. Il n'a pas conscience que la Commission Financière ait adopté un point de vue différent.

Le Président dit qu'il n'a pas assisté aux réunions de la Commission, mais qu'il peut constater que les arguments qu'on a fait valoir au sein de la Conférence ont été exclusivement en faveur des créanciers. Il remercie M. Waddington de l'amendement qu'il a proposé, bien que l'Angleterre ne puisse l'accepter. D'un autre côté, la proposition Anglaise étant rejetée, il demande si la deuxième proposition Anglaise aurait des chances d'être acceptée pour un terme limité.

M. Waddington demande quel serait ce terme.

Le Comte Granville répond qu'il est autorisé par le Gouvernement de la Reine à proposer un terme de trois ans, et le second Plénipotentiaire Anglais ajoute qu'on pourrait discuter ultérieurement les détails.

M. Waddington prend la proposition *ad referendum*.

Le Président demande s'il serait agréable à l'Ambassadeur de France de discuter la troisième proposition Anglaise.

M. Waddington croit que s'il y a quelque chance de s'entendre c'est plutôt sur la deuxième proposition. Il la prend donc *ad referendum*, étant en dehors de ses instructions. Il demande au second Plénipotentiaire Anglais s'il admettrait quelque amendement à ce projet.

M. Childers dit qu'on peut discuter les détails, mais non le principe.

M. Waddington dit que pour répondre à l'attitude conciliante du Comte Granville, il prend la proposition *ad referendum*, en réservant tout droit d'amendement.

Le Plénipotentiaire d'Allemagne déclare qu'il doit en référer à son Gouvernement.

M. Waddington demande alors la parole pour une autre proposition. Il est d'avis que quel que soit le résultat de la Conférence, il est indispensable, dans l'intérêt commun, de prendre quelque résolution sur la question des indemnités. Il demande que la Commission Financière se réunisse le lendemain pour élaborer un rapport de voies et moyens.

M. Barrère constate que la Commission a reconnu unanime-

ment la nécessité de pourvoir au paiement de ces indemnités.

Le Comte Karolyi appuie la proposition de *M. Waddington*.

Le Président déclare que, quelque désirable qu'il soit de payer les indemnités, on ne saurait prendre une décision en ce sens avant que la question financière ne soit résolue dans son ensemble.

M. Waddington fait observer que l'emprunt pourrait se faire sur le fonds d'amortissement et sans que cette question fût décidée.

M. Childers déclare qu'il serait impossible de discuter isolément la question des indemnités. L'Angleterre ne saurait prendre part à un pareil débat.

M. Barrère demande si on doit conclure des paroles de *M. Childers* que dans le cas où les créanciers seraient prêts à faire un sacrifice sur l'amortissement comme garantie de l'emprunt pour les indemnités, le Gouvernement Anglais n'y consentirait pas.

M. Childers répond qu'il ne consentirait pas à ajouter aux fardeaux de l'Égypte sans demander aux créanciers des sacrifices réels. Personne n'a contesté que les fonds d'amortissement doivent être suspendus.

Le Président dit que les Plénipotentiaires ayant pris la question *ad referendum*, il n'y a pas lieu de discuter la question. Il propose que l'on se réunisse le lendemain à trois heures.

Plusieurs Plénipotentiaires expriment la crainte de ne pas être munis d'instructions dans un délai aussi court.

M. Waddington demande de nouveau au Président s'il refuse absolument de prendre part à l'examen qu'il a proposé de la question des indemnités, par la Commission.

Le Président répond qu'il ne saurait prendre part à cet examen sans connaître préalablement l'opinion des Plénipotentiaires sur l'ensemble de la question. Il demande sur quelle base l'examen pourrait se faire.

M. Waddington répond que la base serait un emprunt dont le service serait assuré par le fonds d'amortissement. Il ne voit pas d'objection insurmontable, le gage existant et l'élément politique étant exclu.

M. Childers est d'avis que l'Égypte serait seulement en mesure

d'emprunter pour les indemnités si les concessions demandées par l'Angleterre étaient admises.

M. Barrère dit que le moyen de faire cet emprunt existe.

M. Childers n'est pas de cet avis.

M. de Blignières fait remarquer que l'Égypte est encore sous le régime de la Loi de Liquidation, qui laisse un excédant pour l'amortissement. On pourrait déléguer ce fonds comme gage de l'emprunt.

M. Childers déclare que dans l'opinion de l'Angleterre il est nécessaire de modifier cette loi.

Le Plénipotentiaire Allemand dit qu'il a l'ordre de son Gouvernement de proposer à la Conférence de prendre en considération la question sanitaire en Égypte.

Le Président prend la parole en ces termes :

« C'est bien contre mon gré que je me vois forcé de faire un appel à mon honorable collègue. Je dois objecter que la question mentionnée par le Comte Münster est en dehors de celles qui sont soumises à la Conférence. L'invitation envoyée par l'Angleterre et acceptée par les Puissances portait sur la question de savoir si des modifications à la Loi de Liquidation étaient nécessaires et quelle devait en être la nature. Toutes les Puissances ont fini par accepter l'invitation. Une des Puissances a stipulé qu'on ne dépasserait pas les limites tracées. Le Gouvernement de Sa Majesté a annoncé au Parlement qu'il en serait ainsi. Je crois avoir dit la même chose à chacun des Plénipotentiaires.

« Le Comte Münster se rappellera que tout récemment il m'a demandé quelles étaient mes intentions à cet égard et qu'il a approuvé ma réponse, qui était dans le sens indiqué plus haut. Je n'insisterai pas sur la difficulté d'aborder une telle discussion sans l'aide d'experts, parce qu'il m'est interdit par les termes de mes pleins pouvoirs d'élargir ainsi l'étendue de la Conférence.

« Il serait superflu d'exprimer à mon honorable collègue l'assurance que, si je ne puis, comme Président de cette Conférence, accepter la discussion sur ce sujet, je suis prêt, en dehors de la Conférence, comme Secrétaire d'État des Affaires Étrangères, de traiter avec tout le respect qui lui est dû et avec la sollicitude que je consacre à toutes les propositions qui me sont faites par le Gouvernement Allemand, toute question que Son Excellence pourrait avoir l'instruction de me soumettre. »

Le Comte Nigra fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement Italien a été le premier, dans ces derniers temps, à appeler l'attention des Puissances sur la question sanitaire en Égypte. Il ne peut donc que s'associer à toute proposition faite pour la régler avec le concours des Puissances. Je dois rappeler ici que dès l'année dernière le Gouvernement Italien a proposé de réunir à Rome une Conférence Internationale composée de spécialistes compétents avec mandat de s'occuper de cette question. Cette proposition, qui a été acceptée par la plupart des Puissances, n'est pas abandonnée. Nous la réservons expressément. »

Le Plénipotentiaire Russe dit qu'il est autorisé à appuyer la proposition du Comte Münster, mais qu'il prend acte des objections élevées par le Président.

Le Comte Karolyi déclare qu'il aurait appuyé, selon ses instructions, la proposition du Comte Münster, si elle n'avait pas été écartée par la déclaration d'incompétence faite par le Président.

Le Plénipotentiaire Français exprime l'intérêt que cette question inspire à son Gouvernement, et déclare que si M. le Président n'avait pas opposé son veto, son concours eût été acquis à la proposition du Comte Münster.

Le Comte Münster constate qu'il a posé la question.

Le Président, en fixant la séance au lendemain à trois heures, exprime l'espoir que les Ambassadeurs auront reçu leurs instructions.

Note au Protocole n° 4. — A la troisième séance de la Conférence, M. Barrère se proposait de faire quelques observations à propos du résumé fait par M. Childers des travaux de la Commission Financière. M. Childers ayant offert d'examiner la question en particulier avec M. Barrère, le Président exprima l'opinion qu'il ne serait pas nécessaire de reproduire l'incident au Protocole.

Néanmoins, M. Barrère désire constater que ce qu'il avait l'intention de dire était qu'« il s'en référerait d'une manière générale aux comptes-rendus de la Commission Financière, où se trouve le texte authentique des opinions émises par les Conseillers Français. »

Protocole N° 5. — Séance du 29 juillet 1884.

Présents : les mêmes membres.

Le Président demande à ses collègues s'ils ont reçu les instructions de leurs Gouvernements. Tous les Plénipotentiaires répondent que non.

Le Plénipotentiaire d'Italie tient à répéter la demande qu'il a faite aux Plénipotentiaires Anglais dans la dernière séance.

Il désirerait savoir si le paragraphe 5 de la deuxième proposition Anglaise comportait un maximum de réduction d'intérêt. Il est officiellement chargé de demander cet éclaircissement. Il doit, en outre, déclarer que son Gouvernement est d'avis que cette réduction éventuelle ne devrait pas, en tout cas, dépasser 1/2 pour cent.

M. Childers s'exprime ensuite en ces termes :

« J'ai répondu hier au Comte Nigra que nous n'avions pas encore étudié cette question, mais qu'elle pourrait être discutée. Depuis lors je l'ai examinée attentivement avec Lord Granville et Sir Evelyn Baring, et nous sommes d'avis que dans le but d'éviter l'échec de la Conférence, il serait raisonnable de notre part de donner sur ce point une réponse favorable.

« Nous pourrions procéder de cette façon :

« Nous maintiendrions le premier Article de notre seconde proposition. La seconde charge serait le service des dettes existantes, en déduisant 1/2 pour cent sur le montant de l'intérêt.

« La troisième charge serait les frais d'administration, et la quatrième, le 1/2 pour cent déduit du montant de l'intérêt des dettes. L'excédant serait partagé entre le fonds d'amortissement et le Gouvernement Égyptien.

« L'arrangement serait en vigueur pendant trois ans. »

M. Childers lit ensuite le texte de sa proposition, qui est conçue dans les termes suivants : —

« 1. L'Emprunt Sur-Privilégié sera fait sans garantie, et les titres en serviront à payer les indemnités.

« 2. La seconde charge sera les intérêts des Emprunts Privilégiés, Unifiés, et de Suez, et les déficits des Emprunts Domaniaux et du Daïra, moins 1/2 pour cent pour chaque emprunt.

« La troisième charge sera les frais de l'Administration fixés à L. E. 4,667,000, auxquels on ajoutera les dépenses des chemins de fer jusqu'à concurrence de 45 pour cent des recettes, et en plus, les frais d'Armée d'occupation, L. E. 293,000 et la Moukabalah, L. E. 150,000.

« 4. La quatrième charge sera le 1/2 pour cent déduit des intérêts ; en tant que l'excédant le permettra après le paiement des trois premières charges.

« 5. L'excédant, s'il y en a, sur les quatre charges susmentionnées, sera partagé entre les fonds d'amortissement et le Gouvernement Égyptien.

« 6. Cet arrangement sera en vigueur pour trois ans. »

Les Plénipotentiaires déclarent qu'ils ont le regret de ne pouvoir se prononcer immédiatement sur ce projet, faute d'instructions, mais ils s'engagent à en demander dans le plus bref délai possible.

M. Waddington déclare qu'il dépose sur la table de la Conférence une note rédigée par M. de Blighnières, et destinée à répondre à la note de Sir Evelyn Baring, dont le texte est annexé au présent Protocole (voir Annexe). Il prie M. le Président de vouloir bien faire imprimer ce document de façon à ce qu'il puisse être remis aux membres de la Conférence lors de leur prochaine réunion.

Le Plénipotentiaire Russe s'exprime ensuite en ces termes :

« La Russie n'est pas représentée dans la Commission de la Dette Publique en Égypte. Mais elle a expressément réservé ses droits lorsque cette Commission a été instituée. Il s'agit aujourd'hui d'étendre les attributions de la Commission. En vue des intérêts que la Russie a à défendre en Égypte, je suis donc chargé de demander l'admission d'un Délégué Russe dans la Commission. Cette participation répond, d'ailleurs, au principe d'internationalité et de contrôle collectif adopté pour les affaires d'Égypte. »

Le Président fait observer que la proposition que le Plénipotentiaire Russe vient de faire est nouvelle. « Je ne connais pas, » dit-il, « les motifs d'une telle modification de l'arrangement qui a été fait lors de la création de la Commission de la Dette. Je ne crois pas qu'il y ait des créanciers Russes de l'Égypte. Je ne pourrai répondre à la demande de mon honorable collègue qu'après avoir pris le temps nécessaire pour l'examiner. »

Le Baron de Staal et *M. Hitrovo* répondent que la Russie compte en effet un petit nombre de détenteurs de la Dette Égyptienne, mais que le montant des titres qui se trouvent entre leurs mains représente un capital fort respectable.

Le Plénipotentiaire Turc exprime le désir de son Gouvernement d'être aussi représenté à la Commission de la Dette.

Le Président demande s'il y a des Turcs détenteurs de la dette Égyptienne.

Musurus Pacha répond que ce n'est pas comme créancier de l'Égypte, mais comme Souverain d'un pays débiteur que la Sublime Porte croit avoir le droit d'exercer une certaine part dans la surveillance internationale des finances de ce pays.

Le Plénipotentiaire Allemand dit que si on modifiait ainsi la composition de la Caisse de la Dette, l'Allemagne se trouverait la seule Puissance qui en serait exclue, et que par conséquent elle devrait également y être admise.

Le Président demande si le Gouvernement Allemand désire en tout état de cause de se faire représenter dans la Commission de la Dette, ou si ce désir n'existerait que dans le cas où un Commissaire Russe y siégerait.

Le Comte Münster répond que vu l'importance que la Caisse aurait à l'avenir, l'Allemagne aurait un intérêt à y être représentée dans le cas où un Représentant Russe y siégerait.

Sur la proposition du *Président*, la prochaine réunion est fixée au 31 juillet à 3 heures.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 5 DU 29 JUILLET 1884

*Observations sur la Note de M. de Blignières,
datée du 23 juillet 1884.*

1. Parlant du travail de la Commission de Liquidation, M. de Blignières dit : « Elle (la Commission) a pu ainsi n'imposer aux fellahs que de très minimes sacrifices. »

Il m'est impossible d'admettre le bien-fondé de cette assertion.

En premier lieu, une dette de L. E. 1,900,000 due par le Gouvernement Égyptien au peuple Égyptien ne fut pas reconnue en 1880.

L'historique de cette dette est brièvement comme suit. En 1874, le Gouvernement Égyptien contracta un emprunt intérieur de L. E. 5,000,000, connu sous le nom d'Emprunt Rouznameh, dont cependant il ne fut versé que L. E. 1,900,000 environ. L'emprunt devait porter intérêt à raison de 9 pour cent.

Un coupon seul fut en partie payé.

Les souscriptions étaient nominalelement facultatives ; mais en réalité il ne fut laissé aucun choix aux souscripteurs. Ce fait a été reconnu par la Commission d'Enquête qui s'exprime ainsi à ce sujet : « On ne peut guère douter que cet emprunt n'ait été en réalité forcé. » (p. 13.)

Dans leur premier Rapport, les membres de la Commission d'En-

quête avaient proposé que cette dette fût reconnue, que les intérêts arriérés fussent ajoutés au capital, mais qu'à l'avenir l'intérêt à servir fût réduit de 9 pour cent à 5 pour cent (p. 65, Rapport préliminaire).

Dans le second Rapport, les membres de la Commission d'Enquête s'expriment comme suit : « Dans notre Rapport préliminaire, nous avons proposé de reconnaître la créance des souscripteurs qui pourraient justifier de leurs versements, d'ajouter les arriérés des intérêts au capital et réduire le taux d'intérêt de 9 pour cent à 5 pour cent. Cependant, vu les considérations ci-dessus exposées et le fait qu'il est maintenant certain qu'on aura à demander des sacrifices considérables aux autres créanciers de l'État (fait sur lequel nous ne pouvions nous exprimer avec aucune certitude lors de la rédaction de notre Rapport préliminaire), nous croyons devoir proposer, conformément aux intentions du Gouvernement Égyptien, de considérer comme impôt la somme perçue à valoir sur l'Emprunt Rousnameh et de la rayer du montant de la dette de l'État. »

Il est évident, par suite, que de ce chef seul il a été imposé au peuple Égyptien un sacrifice de L. E. 1,900,000, et que, de plus, une des principales raisons alléguées à ce moment pour l'adoption de cette mesure était que l'on devait également imposer des sacrifices aux autres créanciers du Trésor Égyptien.

En second lieu, l'abrogation de la Loi de la Moukabalah a imposé un lourd sacrifice au peuple Égyptien.

L'historique de cette Loi est brièvement comme suit : —

En 1871, le Gouvernement Égyptien annonça que tout propriétaire foncier pourrait, moyennant paiement d'une somme égale à six fois le montant de sa contribution foncière, réduire de moitié, à perpétuité, le montant de cette contribution qu'il avait payée jusqu'alors. La Moukabalah payée entre les années 1871 et 1878 s'est élevée à environ L. E. 16,000,000. Le paiement en était forcé, fait reconnu par la Commission d'Enquête, qui s'est exprimée ainsi : « On ne peut pas non plus douter que le caractère facultatif de cette taxe n'existait pas en réalité : les contribuables l'ont toujours considérée comme aussi obligatoire que toutes les autres taxes. » (p. 15.)

La Commission d'Enquête s'est exprimée comme suit dans ses considérations sur le mode de régler les paiements faits sur la Moukabalah : « L'arrangement le plus équitable serait sans doute d'emprunter une somme suffisante pour rembourser aux contribuables les sommes capitales payées par eux. Mais il est évident que la situation financière ne permet pas au Gouvernement d'adopter cette manière de procéder. Du reste, le système de gouverner le pays jusqu'à présent en vigueur, a rendu impossible de rendre justice à tous les intérêts engagés. Le seul résultat auquel le nouveau régime pourra aspirer,

c'est de partager l'injustice aussi équitablement que possible. Toutefois, bien que le Gouvernement ne puisse pas rembourser l'intégralité des sommes payées par les contribuables à valoir sur la Moukabalah, il peut reconnaître qu'en principe elles doivent être considérées comme un emprunt fait aux contribuables. »

Il fut fait, au sujet de ces versements, un arrangement qu'il serait trop long de décrire ici; on le trouvera dans les Articles 87-92 de la Loi de Liquidation. Il suffit de dire que, par suite de ces dispositions, la somme de L. E. 16,000,000 due par le Gouvernement Égyptien aux contribuables qui avaient payé la Moukabalah, fut réduite à L. E. 9,500,000 et qu'une annuité de L. E. 150,000 ou à peu près 1 1/2 pour cent sur la dette réduite doit être servie aux ayants-droit pendant cinquante ans. En même temps l'Impôt Foncier était élevé à son taux primitif, celui fixé avant que la Loi de la Moukabalah n'eût été promulguée. Cette mesure augmenta l'Impôt Foncier d'environ L. E. 1,100,000 par an (p. 23 du Rapport de la Commission).

En 1880, et en admettant que l'intérêt ait été calculé au taux de 5 pour cent, la valeur de l'annuité de L. E. 150,000 pendant cinquante ans représentait une somme de L. E. 2,738,000. Le sacrifice qu'ont eu à supporter les contribuables ayant payé la Moukabalah peut être évalué par suite à $(L. E. 9,500,000 - L. E. 2,738,000) = L. E. 6,762,000$.

Si les contribuables ayant payé la Moukabalah avaient été, en 1880, traités sur le même pied que les porteurs de titres de la Dette Unifiée, le résultat eût été comme suit :

Les réductions faites sur l'Impôt Foncier, par suite des paiements de la Moukabalah, représentent un intérêt de 8 1/3 pour cent sur les sommes payées. L'intérêt de la Dette Unifiée fut réduit en 1880 du tiers, soit de 6 pour cent à 4 pour cent. Une réduction équivalente, c'est-à-dire du tiers, faite sur le taux de l'intérêt payé aux Moukabalistes, eût réduit ce taux de 8,33 à 5,55 pour cent.

L'intérêt à 5,55 pour cent sur L. E. 16,000,000 représente L. E. 888,000 par an, tandis que la Loi de Liquidation n'a affecté qu'une somme de L. E. 150,000 par an, d'où une différence annuelle de L. E. 738,000, sans prendre en considération le fait que les Moukabalistes n'ont l'annuité de L. E. 150,000 que pendant une période de cinquante ans, tandis que l'intérêt sur l'Unifiée est payé aux porteurs de titres jusqu'au jour de l'amortissement de la totalité de cette dette.

On peut voir aisément, par suite, qu'au plus bas mot, un sacrifice de $(L. E. 1,900,000 + L. E. 6,762,000) = L. E. 8,662,000$, a été imposé au peuple Égyptien. Ces calculs ne comprennent pas d'un côté la surtaxe de L. E. 150,000 par an imposé aux terres Ouchouri,

et de l'autre côté la réduction de diverses autres petites taxes pour environ L. E. 375,000 par an.

2. A la page 2 du Mémoire de M. de Blignières figure la somme de L. E. 1,009,000 comme montant total des nouveaux sacrifices que l'on propose d'imposer aux créanciers.

Ce chiffre comprend toutefois une somme de L. E. 75,000 pour réduction de l'intérêt et suspension de l'amortissement de l'Emprunt Domanial.

Le projet soumis par le Gouvernement Britannique à la Conférence n'a pas compris cette réduction. En effet, comme l'Emprunt Domanial est en dehors de la Loi de Liquidation et comme la Conférence avait été convoquée à l'effet de considérer les modifications à apporter à cette Loi, le projet remis à la Conférence contient tout simplement une note mentionnant l'Emprunt Domanial pour le cas où la Conférence désirerait le comprendre dans ses discussions.

En second lieu, il faut observer que la somme de L. E. 1,009,000 ne comprend pas moins de L. E. 532,000 pour amortissement, ce qui ne diminue aucunement le revenu annuel des porteurs de titres; le reste de L. E. 477,000 seul constitue une diminution des revenus annuels, mais il faut considérer que dans cette somme sont comprises L. E. 19,000 qui incombent au Gouvernement Britannique.

3. Le temps me manque pour entrer en détails dans les observations de M. de Blignières en ce qui concerne les prévisions budgétaires des recettes et je me bornerai par conséquent à faire quelques remarques sur des points qui peuvent être traités brièvement.

4. Avant tout, bien que j'estime qu'il serait prudent de baser les prévisions des recettes brutes des chemins de fer sur la moyenne des recettes réalisées pendant les quatre dernières années, je ne vois pas de très grande objection à ce qu'on prenne pour base le chiffre de 1881, qui est supérieur de L. E. 80,000 à cette moyenne, à la condition, toutefois, d'augmenter proportionnellement les dépenses.

Le Comité Anglais a pris pour base les dépenses d'exploitation à 45 pour cent des recettes brutes; ce chiffre étant le plus bas admissible pour que le chemin de fer fonctionne toujours d'une manière satisfaisante, tout en conservant en bon état le matériel roulant, etc. En 1881 les dépenses s'élevaient seulement à 34 pour cent des recettes brutes; le résultat de cette fausse économie était que le matériel du chemin de fer est tombé en grande détérioration. Il me paraît tout à fait inadmissible d'augmenter les prévisions des recettes des chemins de fer, sans augmenter simultanément les prévisions des dépenses.

5. M. de Blignières comprend dans le budget des recettes pendant dix ans une somme annuelle de L. E. 125,000 provenant de ventes de terres libres du Gouvernement. En se basant sur les prix précé-

demment réalisés, il pense que les terrains restant à vendre pourraient donner une somme de L. E. 1,500,000 et donneront certainement L. E. 1,250,000.

Il est très difficile de donner une évaluation exacte du prix auquel ces terrains pourront être vendus, mais en tenant compte de ce que les meilleurs terrains du Gouvernement ont été vendus, il me paraît certain que les prix qu'on pourra obtenir pour les terres restant à vendre seront inférieurs à ceux réalisés dans le passé.

Je désire encore faire ressortir :

a) Que bien que M. de Blignières ait ajouté au budget de recettes le dixième de la somme qui, selon lui, pourrait être réalisée par la vente des terres, il n'a rien ajouté au budget de dépenses pour les frais de la vente, qui se sont élevés dans le passé à environ 12 pour cent des prix réalisés.

b) M. de Blignières n'a pas tenu compte des sommes nécessaires aux travaux d'irrigation qui devront être prélevées sur le produit des ventes de terres.

c) L'intérêt à payer sur l'argent qu'il faudra emprunter pour construire ces ouvrages.

La nécessité d'emprunter découle de ce que les travaux d'irrigation devront être achevés dans le délai de trois ans, tandis que les ventes des terrains seront réparties sur une période beaucoup plus longue.

6. M. de Blignières remarque : « Nous croyons tout d'abord faire observer qu'il ne peut s'agir ici que des non-valeurs sur l'Impôt Foncier. Les évaluations du produit de tous les autres impôts ont été faites dans des conditions telles que, selon toute probabilité, dans une année normale elles seront pour la plupart notablement dépassées. »

Je ne peux admettre la justesse de cette observation. Je m'en réfère à l'Annexe 3 du Comité Anglais. On voit que les chapitres principaux sous lesquels sont classés les revenus sont au nombre de trois, savoir :

1^o Contributions Directes.

2^o Impôts et Revenus Indirects.

3^o Chemins de fer, etc.

Sans tenir compte des revenus provenant de l'Impôt Foncier, qui n'ont aucune influence sur cet argument, ni de ceux provenant des chemins de fer, dont je me suis déjà occupé, il ressort que les recettes réalisées en 1881, comprises dans les autres chapitres du budget des recettes, peuvent être comparées comme suit avec les prévisions du Comité Anglais :

	L. E.
1881. (Réalisations).	2,443,000
Prévisions du Comité Anglais.	2,583,000
Excédant des prévisions au delà des recettes de 1881. . .	140,000

J'ai pris pour base de comparaison l'Exercice 1881, parce que M. de Blignières considère que c'était une année normale. Je crois que les prévisions du Comité Anglais, loin d'être trop basses, sont au contraire trop optimistes. Je doute surtout que les impôts à payer par les Européens atteignent le chiffre de L. E. 80,000 par an.

7. Il ne m'est pas possible de discuter en détail, dans les limites d'un aperçu abrégé, les raisonnements de M. de Blignières relativement à la question importante de l'Impôt Foncier. Je désire, cependant, faire ressortir que M. de Blignières n'a point tenu compte d'une circonstance très importante de la situation actuelle. C'est la baisse sur les prix du blé. D'après les meilleures évaluations qu'on puisse faire, l'Impôt Foncier moyen par feddan s'élève dans la Haute-Égypte à la moitié du produit brut. Il est impossible de supposer que les cultivateurs puissent continuer à payer un impôt si lourd, et bien qu'il ne soit pas impossible que les prix montent, des personnes compétentes ne croient pas revoir les prix d'il y a quatre ou cinq ans.

Ensuite, M. de Blignières ne tient pas compte d'un point sur lequel des personnes compétentes ont appelé notre attention : que la production exagérée et l'absence d'engrais épuisent les terres à coton.

De plus, je dois faire ressortir, en ce qui concerne les arguments basés sur les sommes considérables perçues dans le passé, que ce sont précisément ces encaissements qui ont augmenté les dettes des fellahs et qui empêchent de recouvrer de pareilles sommes à l'avenir.

En outre, il est notoire que le recouvrement des taxes s'effectuait souvent par des procédés illégaux, qui ne seront plus — je l'espère — tolérés à l'avenir, ou du moins aussi longtemps que les troupes Anglaises occuperont le pays.

Aucune allusion n'est, en outre, faite dans la note de M. de Blignières quant à la valeur de la demande des autorités locales pour la réduction de l'Impôt Foncier. Des hommes tels que le colonel Moncrieff et M. Gibson parlent sur ce sujet avec une compétence bien plus grande que celle à laquelle je puis prétendre. Non seulement leur expérience de l'Égypte d'aujourd'hui, leurs précédentes carrières administratives les mettent particulièrement à même de se former une opinion saine et impartiale de la capacité du fellah à payer son Impôt Foncier, mais aussi leur opinion c'est le résultat d'enquêtes constantes faites non pas au Caire mais bien dans l'intérieur des provinces. L'avis de pareils témoins me paraît être de la plus haute importance.

8. Enfin, je désire faire remarquer que même après déduction des L. E. 125,000 pour ventes de terrains, la note Française arrête le budget des recettes à une somme de L. E. 9,457,000. La Commission de Liquidation avait évalué les recettes à L. E. 8,361,000; de sorte

que le budget de L. E. 9,457,000 accuse une augmentation de L. E. 1,096,000 sur celui établi il y a à peine quatre ans par la Commission de Liquidation. Le plus haut chiffre de recettes atteint depuis la Loi de Liquidation a été en 1881; les revenus de cet exercice se sont élevés à la somme de L. E. 9,230,000; ce chiffre comprend cependant L. E. 112,000 de recettes de nature spéciale et temporaire (remboursement d'avances faites aux villageois, vente de vieux matériaux, etc.); le revenu net est donc de L. E. 9,118,000.

Les prévisions de L. E. 9,457,000 sont par conséquent supérieures de L. E. 339,000 aux recouvrements effectués dans l'année qui a donné les meilleurs résultats depuis 1880.

(Signé)

EVELYN BARING.

Londres, le 26 Juillet 1884.

Protocole N° 6. — Séance du 31 juillet 1884.

Présents les mêmes membres.

Le Président demande au Plénipotentiaire Français s'il a reçu ses instructions.

M. Waddington réplique qu'il n'a pas encore reçu d'instructions suffisantes et qu'il ne sera pas en mesure de répondre avant samedi aux propositions Anglaises.

Le Président demande au Plénipotentiaire Allemand s'il a quelque chose à dire.

Le Comte Münster pense que la séance d'aujourd'hui n'a pas d'objet, étant donné que l'Ambassadeur de France n'est pas muni d'instruction.

Le Plénipotentiaire Austro-Hongrois se rallie à l'avis de son collègue d'Allemagne.

Le Plénipotentiaire d'Italie dit qu'il est autorisé à adhérer en principe à la proposition soumise en dernier lieu à la Conférence par les Plénipotentiaires Anglais. Mais il est chargé de demander à ceux-ci quelques explications. Le Gouvernement Italien désirerait savoir si, après trois ans, une nouvelle Conférence sera réunie pour convenir de nouveaux arrangements sur la matière?

Le Président répond affirmativement.

Le Comte Nigra demande, en second lieu, si les titres qu'on donnerait aux indemnitaires seraient calculés au cours de Bourse ou bien à leur valeur nominale.

Le Second Plénipotentiaire Anglais réplique que les titres seraient payés de suite, et d'après leur valeur nominale.

Interrogés par le Président, *les Plénipotentiaires Russe et Ottoman* déclarent se rallier à l'avis émis par leurs collègues d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

Le Président dit ensuite : « Puisque nous n'avons pas en ce moment d'autre matière à traiter, je désirerais formuler une déclaration que j'ai déjà faite à l'Ambassadeur de France, à savoir : que dans l'hypothèse où la Conférence aboutirait à une décision, le Gouvernement de la Reine se considérerait comme lié par cette décision. Son existence même serait en question. Mais il ne pourrait y donner son assentiment formel et définitif avant que le Parlement ait été à même d'émettre son avis.

Sir Evelyn Baring dit : —

« J'ai pris connaissance des observations de M. de Blignières que M. Waddington a communiquées à la Conférence (voir Annexe), et qui ont pour but de répondre à mon Mémoire du 26 Juillet. Je ne puis accepter l'exactitude de quelques-unes de ses assertions, mais je crois inutile de poursuivre indéfiniment la discussion de points sur lesquels il nous est impossible de tomber d'accord.

Je m'abstiendrai donc de répondre à ces dernières observations.

Sur la proposition du Président on convient de se réunir le 2 août à midi.

Le Plénipotentiaire Allemand fait la déclaration suivante :

« Dans la dernière séance j'ai proposé à la Conférence d'examiner la question sanitaire en Égypte. Le Président a objecté que cette question était en dehors du cadre de nos travaux. Cette question a pourtant un caractère administratif, et elle affecte comme telle, dans une certaine mesure, le Budget Égyptien. Je suis chargé de dire qu'en raison de cette considération mon Gouvernement ne saurait se rallier à l'opinion émise par le Président. Je dois de nouveau demander l'avis de sa Seigneurie ainsi que celui de mes collègues. »

Le Président répond dans les termes suivants :

« Il me semble que la proposition du Comte Münster sort un peu de la procédure ordinaire. La question qu'il a soulevée est d'un grand intérêt, et, comme je le lui ai déjà dit, je serais heureux de la discuter autre part. J'ai déclaré, lors de notre dernière

séance, que le cadre tracé à la Conférence par les termes de l'invitation que nous avons adressée aux Puissances, et qui a été acceptée par elles, les observations que j'ai adressées à chacun des Ambassadeurs et les déclarations faites au Parlement par le Gouvernement de la Reine, ainsi que la teneur de mes pleins pouvoirs, me défendaient d'accepter la discussion. Tous les Plénipotentiaires ont ensuite émis leur opinion et ont accepté ma décision conformément à l'usage admis dans les Conférences, en faisant observer qu'ils auraient soutenu la proposition du Plénipotentiaire Allemand si elle n'avait pas été écartée par le Président. Je regrette de ne pas pouvoir changer mon appréciation. »

Le Plénipotentiaire Austro-Hongrois dit que son Gouvernement, en l'autorisant à s'associer à la démarche de son collègue d'Allemagne sur la question sanitaire, a reconnu la compétence de la Conférence.

Le Comte Münster ayant contesté aujourd'hui l'interprétation du Comte Granville, il se range d'autant plus à l'opinion de son collègue d'Allemagne, et doit reconnaître expressément la compétence de la Conférence.

Le Plénipotentiaire de France déclare qu'il a également reçu l'instruction d'appuyer la démarche du Gouvernement Allemand et de se rallier à son avis en ce qui concerne la compétence de la Conférence. Il est d'avis que si la Conférence n'est pas apte, à défaut d'experts, à donner une solution immédiate à la question sanitaire, elle peut du moins rechercher les moyens d'arriver à son règlement.

Le Plénipotentiaire d'Italie appuie la demande de l'ambassadeur d'Allemagne, et il rappelle de nouveau que le Gouvernement Italien a pris l'initiative de proposer une Conférence Sanitaire Internationale qui se réunirait à Rome, et que cette proposition, acceptée par la plupart des Puissances, et avec certaines réserves par l'Angleterre, n'est pas abandonnée.

Le Président déclare qu'il persiste à croire que la question a été tranchée à la dernière réunion, et qu'il se voit obligé de dire que les arguments dont s'est servi le Plénipotentiaire Allemand ouvriraient la porte à la discussion de toutes les questions, soit administratives, soit politiques, concernant l'Égypte.

Le Comte Münster réplique : « Je n'ai pas dit politiques, mais administratives. »

Le Président fait observer qu'il n'y a presque aucune question politique ou administrative qu'on ne pourrait pas rattacher indirectement aux finances. Sa Seigneurie lit alors le passage suivant de l'invitation de l'Angleterre aux Puissances au sujet de la Conférence :

« Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que pour faire face aux charges nécessaires à la paix et à la bonne administration du pays, et pour remplir les engagements déjà pris par le Trésor Égyptien, il y a lieu d'introduire quelque changement dans la Loi de Liquidation.

« Le Gouvernement de Sa Majesté propose, en conséquence, qu'une Conférence se réunisse à Londres ou à Constantinople pour déterminer si un tel changement est nécessaire et quelle devrait en être la nature exacte. »

Le Président continue en ces termes : « Je crois devoir persister dans mon opinion et dans la décision que j'ai prise comme Président, que les limites tracées dans le passage que je viens de lire ne doivent pas être franchies. »

Le Comte Münster dit qu'en présence de la déclaration réitérée du Président, il serait inutile d'insister plus longtemps en faveur de la proposition de son Gouvernement. Il tient cependant à constater que ses collègues ont appuyé sa motion.

Le Plénipotentiaire Russe dit qu'il a été également chargé de soutenir les vues de son collègue Allemand.

Le Plénipotentiaire Ottoman dit alors :

« Je ne contesterai pas aux Gouvernements la faculté d'émettre leurs avis sur la question sanitaire en Égypte. Mais je ferai observer que si cette question est mise sur le tapis d'une Conférence convoquée uniquement dans un but financier, il y a d'autres questions, bien plus importantes, se rapportant à l'Égypte, qui pourraient être soumises à notre examen. Dans le cas actuel, je me rallie à l'avis du Président. »

Le Président s'exprime en ces termes :

« Je tiens à faire ressortir que c'est purement pour un motif de forme que j'ai tenu à écarter cette question de nos discussions. Je serais prêt à accueillir les propositions qui pourraient être faites et de les examiner, soit directement entre les Gouvernements, soit dans une autre Conférence. »

Le Comte Münster réplique qu'il comprend que les objections

du Président sont fondées uniquement sur des raisons de forme.

Le Président confirme cette interprétation.

Le Comte Münster entend également que le Comte Granville n'a pas d'objection à ce que les Puissances s'entendent sur la question sanitaire.

Le Président résume ses déclarations précédentes de la façon suivante :

« J'ai déjà dit dans la dernière séance et je répète que je suis prêt, en dehors de la Conférence, de traiter avec le respect qui lui est dû et avec la sollicitude que je consacre à toutes les propositions qui me sont faites par le Gouvernement Allemand, toute question que Son Excellence pourrait avoir l'instruction de me soumettre.

« Il ne m'est pas possible d'accepter dans la Conférence actuelle une discussion sur ce sujet.

« Je serais prêt à prendre en considération la suggestion d'un échange de vues ou d'une Conférence qui se réunirait à Berlin, à Rome ou autre part, pour étudier la question sanitaire; mais je ne puis engager à l'avance mon opinion dans un sens ou dans l'autre. »

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 6.

Réponse aux Observations de Sir Evelyn Baring sur la Note de M. de Blignières en date du 23 juillet 1884.

Pour établir que la Loi de Liquidation a imposé aux contribuables de lourds sacrifices, Sir E. Baring rappelle qu'on ne leur a restitué ni les L. E. 1,900,000, montant de l'Emprunt Rouznameh, ni les L. E. 16,000,000 perçues à titre de Moukabalah.

Sir E. Baring fait d'abord remarquer que cette somme de L. E. 16,000,000 « fut réduite à L. E. 9,500,000. » S'agit-il ici d'une réduction arbitraire? On pourrait le croire; il n'en est rien cependant. Cette réduction a été effectuée en vertu de l'Article 88, § 8, de la Loi de Liquidation, ainsi conçu : « Seront éliminés des décomptes les versements opérés en bons du Trésor et en ragas qui seraient reconnus fictifs et ceux qui auraient été inscrits en vertu d'ordres supérieurs non suivis de paiement. »

Ainsi donc, les « sacrifices des contribuables » ont été très équitablement réduits de L. E. 6.500,000,

Doit-on même regarder comme un sacrifice imposé aux contri-

buables le non-remboursement de sommes qui, ainsi que l'a constaté la Commission d'Enquête, ont toujours été considérées comme un impôt, aussi bien par ceux qui les percevaient que par ceux qui les payaient ? Voici les termes mêmes du rapport auquel nous faisons allusion* :

« On ne peut guère douter que le Gouvernement considérait l'Emprunt Rouznameh comme un impôt et qu'il n'a jamais eu l'intention de rembourser les souscripteurs » (p. 13).

« En réalité, les faits que nous venons d'indiquer prouvent d'une manière suffisamment claire que le Gouvernement n'a jamais considéré la Moukabalah comme ayant un caractère différent de celui des autres taxes du pays » (p. 14).

Nous reconnaissons volontiers qu'en 1879 on n'a pas eu la pensée de restituer toutes les taxes excessives précédemment perçues, toutes les sommes extorquées de tout temps sous les prétextes les plus divers. On s'est borné à chercher les moyens d'améliorer pour l'avenir la situation des contribuables. Sans prétendre parler de tout ce qui a été fait en ce sens, nous rappellerons que le système de réformes financières inauguré par le Ministère mixte s'opposerait à ce qu'on prélevât dorénavant en Égypte à titre de Rouznameh ou de Moukabalah, 12,000,000 l. en sept ans; nous dirons encore que des impôts vexatoires, dont le montant annuel s'élevait à près de L. E. 400,000, ont été supprimés, et que ce n'est plus à l'aide de la corvée qu'on cultive les terres des Domaines et de la Daïra, c'est-à-dire, le cinquième du sol de l'Égypte. N'aurions-nous pas quelque raison d'affirmer qu'en considérant dans leur ensemble toutes les mesures dont la Commission d'Enquête a pris l'initiative, elles constituent pour le peuple Égyptien non pas une charge nouvelle, mais un inappréciable bienfait.

Sir E. Baring fait remarquer que « le projet remis à la Conférence contient tout simplement une note mentionnant l'Emprunt Domanial pour le cas où la Conférence désirerait le comprendre dans la discussion. » Il en conclut que le Gouvernement Anglais n'a proposé aucune réduction de l'Emprunt Domanial et que par conséquent il n'y avait pas lieu d'en tenir compte dans l'évaluation des sacrifices imposés par le projet Anglais. Nous admettons volontiers que le projet Anglais ne propose pas cette réduction : il est difficile de contester qu'il l'a suggérée. Or, si, dans un Rapport, on peut à la rigueur distinguer une *suggestion* d'une *proposition*, il devient malaisé de maintenir cette nuance assez délicate lorsqu'il faut, pour établir un budget, traduire l'une et l'autre en chiffres.

Sir E. Baring paraît disposé à accepter le chiffre admis par les

* Ce rapport, en date du 8 avril 1879, est signé par Sir E. Baring.

autres Conseillers Financiers pour l'évaluation des recettes de l'Administration des Chemins de Fer, mais il demande que les crédits alloués pour les dépenses soient augmentés, ces dépenses devant selon lui s'élever à 45 pour cent des recettes. « En 1881, » dit-il, « les dépenses s'élevaient seulement à 34 pour cent des recettes brutes ; le résultat de cette fausse économie était que le matériel du chemin de fer est tombé en grande détérioration. »

En 1881, le Gouvernement avait mis à la disposition de l'Administration des Chemins de Fer un crédit de L. E. 507,712. Sur ce crédit, L. E. 67,211 sont restées sans emploi à la clôture de l'exercice. Le chiffre de dépenses prévu pour 1885 est de L. E. 548,000, c'est-à-dire L. E. 108,000 de plus qu'on n'a pu dépenser en 1881.

Pour contester l'évaluation que nous faisons aujourd'hui de la valeur des terres libres restant à vendre, Sir E. Baring s'appuie sur cette considération que « les meilleurs terrains du Gouvernement ont été vendus. »

Il est vraisemblable qu'en 1880, lorsqu'a été faite l'estimation qui sert de base à nos calculs, les meilleurs terrains ont été évalués à un prix plus élevé que ne l'ont été les terrains de plus mauvaise qualité. Nous avons simplement supposé que la proportion resterait la même entre les prix de vente et l'estimation, et non pas que le prix par feddan serait aussi élevé. Les recettes réalisées en 1884 confirment cette supposition. Quant aux frais de vente, ils ont été déduits de nos évaluations.

Sir E. Baring ajoute : « M. de Blignières n'a pas tenu compte des sommes nécessaires aux travaux d'irrigation qui devront être prélevées sur le produit des ventes de terres. »

	L. E.	L.
Le montant des découverts à la fin	»	
de 1884 est de	»	<u>8,000,000</u>
Se décomposant comme suit —		
Découvert de 1882	463,241	
» 1883	1,269,366	
» 1884.	{ 505,000	
	{ 293,000	
Dépenses du Soudan	1,000,000	
Pensions.	150,000	
Indemnités	<u>4,130,000</u>	
	7,804,607, ou	8,000,000
D'où il faut déduire —		
1. La réduction proposée sur les		
indemnités	<u>500,000</u>	

	Report :	500,000	
2. Le produit net des ventes de terres que l'on ne propose pas de rembourser à la Liquidation		<u>426,000</u>	
			<u>926,000</u>
Somme à emprunter			7,074,000

En empruntant 8,070,000 L., comme le propose le Gouvernement Anglais, il resterait pour les irrigations L. E. 926,000. Cette somme sera-t-elle ou non suffisante? Nous sommes tenté de le croire, quoique tout renseignement fasse défaut pour se prononcer à ce sujet en connaissance de cause. Le Rapport du Comité Anglais dit (p. 53), « Si l'on ajoute à cette somme celle de L. E. 1,000,000 que l'on se propose de dépenser en travaux d'irrigation, on arrive à la somme de, etc. » Au sujet de ces travaux, rien n'a été soumis à la Conférence, qui n'en a eu connaissance que par cette allusion sommaire.

Du moment où l'emprunt laisse L. E. 926,000 pour les travaux publics, nous ne voyons pas en quoi il y avait lieu de tenir compte des prélèvements à opérer dans ce but sur le produit des ventes de terres, non plus que de l'intérêt à payer sur les sommes qu'il faudra emprunter en attendant la réalisation des ventes.

Quant à la question de la réduction de l'Impôt Foncier, la discussion nous paraît avoir été épuisée dans les séances de la Commission Financière.

Les considérations que l'on peut invoquer pour justifier une mesure aussi grave ont été fréquemment exposées. Déjà en 1877, le Contrôleur-Général Anglais, M. Romaine, estimait que le taux de l'Impôt Foncier était excessif. C'était alors Sir E. Baring qui, dans les termes les plus formels, contestait l'exactitude de cette assertion (Memorandum en date du 8 février 1878, inséré au Livre Bleu). Le 28 juin 1884, le Comité chargé par le Gouvernement Anglais de faire un Rapport sur la situation financière de l'Égypte, se refusait à admettre « comme péremptoires » les opinions exprimées en faveur d'une réduction. C'est l'opinion qui a prévalu dans la Commission des Conseillers Financiers; nous y persistons.

Sir E. Baring estime que nos prévisions de recettes pour une année normale sont de L. E. 339,000 supérieures aux recettes réalisées en 1881.

Nous ferons observer : —

1. Que le recouvrement des impôts dus par l'Administration des Domaines est aujourd'hui assuré par l'inscription d'un crédit au budget des dépenses, soit L. E. 98,000.

2. Que l'augmentation des rôles par suite des terres mises en culture, est de L. E. 80,900.

3. Qu'une augmentation de L. E. 150,000 a été prévue à juste titre par le Comité Anglais pour les impôts indirects ou les produits divers dont le recouvrement ne dépend pas du bon vouloir de l'Administration Égyptienne et dont l'augmentation constante témoigne en faveur de l'accroissement de la fortune publique.

L'état des recettes des chemins de fer, qui nous parvient à l'instant, constate pour le premier semestre 1884 une augmentation de L. E. 40,000 sur les recettes de la période correspondante de 1881. On remarque également de notables augmentations dans les produits des Douanes, des Octrois, des Droits Judiciaires, des Postes, du Matarieh, des Paquebots-poste, des Phares et des Salines. De pareils faits viennent confirmer de la manière la plus frappante toutes nos appréciations.

(Signé)

E. DE BLIGNIÈRES.

Le 29 juillet 1884.

Protocole N° 7. — Séance du 2 août 1884.

Présents : Les mêmes membres.

Le Président donne la parole au Plénipotentiaire Français.

M. Waddington s'exprime en ces termes :

« Je suis chargé par mon Gouvernement de présenter à la Conférence certaines modifications à la dernière proposition du Gouvernement de Sa Majesté. Les Plénipotentiaires ont déjà entre les mains le texte de ces modifications, et ont pu se rendre compte de leur portée. Je me bornerai donc à fournir de courtes explications sur ce projet. »

M. Waddington donne alors lecture du projet en question, qui est ainsi conçu :

« L'emprunt sera fait en titres de la Dette Privilégiée.

« La seconde charge du Budget sera les intérêts de la Dette Unifiée et de Suez, et les Déficits des Domaines et de la Daira.

« La troisième charge sera les frais de l'administration, fixés à L. E. 4667,000, ajoutant aux dépenses des chemins de fer jusqu'à concurrence de 45 pour cent des recettes, et en plus, les frais de l'Armée d'occupation, L. E. 293,000, et la Moukabalah, L. E. 150,000,

« 4. L'excédant, s'il y en a sur les trois charges susmention-

nées, sera à la disposition du Gouvernement Égyptien. Tout amortissement est suspendu pour une période de trois ans.

« 5. Tout déficit sera porté à la connaissance de la Commission de la Dette, qui déterminera, de concert avec le Gouvernement Égyptien, les mesures à prendre pour le couvrir.

« Si ces mesures comportent une réduction de l'intérêt de la Dette, la Commission de la Dette ne pourra y donner son assentiment qu'à l'unanimité des voix. En cas de divergence d'avis sur ce point entre les membres de la Commission, la question sera portée devant les Puissances représentées à la Conférence.

« 6. Le Gouvernement Anglais s'engagerait à faire faire une enquête complète avec toutes les garanties d'impartialité et de sincérité et avec le concours des Puissances et du Gouvernement Égyptien, sur toutes les questions touchant à l'assiette et à la péréquation de l'Impôt Foncier, de manière à ce que les Puissances soient complètement éclairées sur la situation financière de l'Égypte.

« La Conférence se réunirait de nouveau en temps utile pour statuer sur le Budget de 1888.

« L'article 1^{er} diffère légèrement de l'Article correspondant de la proposition de M. Childers. Nous avons mis que l'emprunt serait fait en titres de la Dette Privilégiée et non pas Sur-Privilégiée. Je tiens à dire que nous n'attachons pas une importance capitale à ce changement, qui est purement de forme et d'ordre financier. Mes Conseils Financiers sont d'avis qu'il serait fâcheux de multiplier indéfiniment les catégories de la Dette Égyptienne. Tout nouvel emprunt ayant un privilège par rapport aux autres réduirait nécessairement dans une certaine mesure la valeur des titres antérieurement existants. Il nous a paru préférable d'écarter cet inconvénient. Nous avons également pensé que l'émission proposée par nous aurait l'avantage pour le Trésor Égyptien de simplifier sa tâche. Je vous sou mets cette modification à titre d'avis, et, comme je l'ai déjà dit, nous n'avons pas l'intention d'en faire un des points essentiels de notre projet.

« L'article 2 est le même que dans le projet Anglais, sauf la retenue de 1/2 pour cent sur l'intérêt de la dette.

« L'article 3 est exactement le même que dans le projet Anglais.

« L'article 4 stipule une suspension d'amortissement pour trois

ans. La réserve qui en résulterait servirait de gage au nouvel emprunt ; l'excédant appartiendrait au Gouvernement Égyptien.

« L'article 5 prévoit le cas où il y aurait un déficit, et les mesures à prendre pour le couvrir.

« Le Second Plénipotentiaire Anglais m'a demandé dans une séance précédente si la Commission de la Dette serait compétente pour décréter une réduction de l'intérêt des emprunts. J'ai répondu négativement. Nous avons cependant cherché depuis si l'on ne pourrait pas trancher la difficulté en entourant cette réduction éventuelle d'une double garantie. L'article 5 contient l'énoncé de ces garanties.

« D'abord, pour qu'une réduction puisse être admise, il faudrait l'unanimité des voix de la Commission de la Dette. De plus, la question de la réduction de l'intérêt de la Dette ayant été soumise à la Conférence elle-même, nous estimons que toutes les Puissances qui y sont représentées devront avoir un Délégué à la Commission de la Dette. Il nous semble qu'il y a là une question de droit et de convenance à l'égard des Puissances.

« Si l'unanimité ne peut pas être atteinte au sein de la Commission, la question sera soumise aux Puissances elles-mêmes. Il y aurait ainsi en quelque sorte deux degrés de juridiction dans la procédure prévue par l'Article 5.

« L'Article 6 a trait à l'enquête déjà acceptée par M. Childers.

« Dans le second paragraphe de cet Article, pour nous rapprocher de la proposition du Gouvernement de Sa Majesté, nous prolongeons d'un an le délai que nous avons d'abord proposé de fixer à deux ans.

« Tel est, Messieurs, le projet que je suis chargé de vous soumettre.

« Nous avons pensé qu'il présentait un terrain de conciliation.

« La garantie internationale, qui, aux yeux de mon Gouvernement, paraissait la meilleure solution, mais contre laquelle le Gouvernement de Sa Majesté s'est prononcé, est écartée.

« Il y a donc eu d'une part abandon de la garantie de l'Angleterre par le Gouvernement de Sa Majesté, et d'autre part abandon de la garantie collective par la France.

« En second lieu nous admettons pour la première fois une atteinte au principe absolu de la non-réduction de l'intérêt de la

Dettes, et nous accepterions une réduction au cas où l'unanimité de la Commission de la Dette en reconnaîtrait la nécessité.

« Nous établissons pour la décision de cette grave question deux degrés de juridiction, laissant aux Puissances elles-mêmes le soin de se prononcer en dernier ressort. Il semble au Gouvernement Français que par ce projet toutes les convenances internationales seraient sauvegardées, et que toutes les Puissances pourraient s'unir sur le terrain de conciliation qui leur est offert. Je suis, d'ailleurs, chargé par mon Gouvernement de déclarer que cette proposition constitue la dernière limite des concessions que nous pouvons faire. Nous désirons vivement un accord, mais nous ne saurions aller plus loin.

« J'espère que M. le Président voudra bien prendre ce projet en très sérieuse considération. »

Le Président fait la déclaration suivante :

« Grâce à la courtoisie de M. Waddington, nous avons été ce matin en mesure de prendre rapidement connaissance de la proposition que Son Excellence vient de nous faire. Nous entendons que c'est la proposition finale du Plénipotentiaire Français ; aussi l'avons-nous examinée avec le plus grand soin.

« Elle diffère sous deux rapports principaux de notre dernière proposition. D'abord, elle statue que le nouvel emprunt serait fait en titres de la Dette Privilegiée au lieu de la Dette Sur-Privilegiée, et ensuite que tout l'intérêt de la Dette existante aurait priorité sur les frais nécessaires à l'administration, sur le montant desquels les Plénipotentiaires Anglais et Français sont d'accord. Si, le paiement de l'intérêt de la Dette une fois effectué, il reste une somme insuffisante pour pourvoir aux frais d'administration, les Commissaires de la Caisse devraient décider des moyens d'y faire face, mais ils n'auraient pas la faculté de réduire l'intérêt, à moins d'un vote unanime, et, à défaut de ce vote, de l'approbation des Puissances, dont l'accord n'est pas probable si leurs Commissaires n'ont pu s'entendre.

« La première modification de notre proposition, tendant à ce que le nouvel emprunt soit émis en titres privilégiés, entraînerait une certaine augmentation d'intérêt. Mais on pourrait peut-être s'entendre sur ce point.

« Nos objections à l'autre proposition sont insurmontables. Il est vrai que le Plénipotentiaire Français admet pour la première

fois la possibilité de traiter de la réduction d'intérêt, mais en pratique il ne fait pas de concession quant à l'application de ce principe. Selon l'évaluation sur laquelle notre proposition originaires était basée, le déficit normal des recettes de l'Égypte destinées à faire face aux frais d'administration absolument nécessaires aux intérêts de la dette existante avec suspension des fonds d'amortissement, et à la charge pour le nouvel emprunt garanti, sera de L. E. 300,000 à L. E. 400,000 par an. Si on substituait à l'emprunt garanti une émission de titres privilégiés additionnels produisant la même somme, le déficit normal selon nous approcherait de L. E. 500,000 par an. On nous invite cependant à accepter un plan qui, d'après notre jugement, produira normalement ce résultat, et de laisser à la Commission de la Caisse la décision sur les moyens par lesquels chaque année ce déficit devra être comblé. Le remède à cet état de choses que fournirait seule une réduction d'intérêt est exclu de fait, à moins qu'après des retards indéfinis les Représentants des Puissances ne l'admettent à l'unanimité.

« Nous ne pouvons accepter ce qui, selon notre jugement, serait un acte d'imprévoyance financière des plus graves. Nous ne croyons pas non plus qu'on puisse confier des pouvoirs aussi étendus à la Commission de la Caisse. Nous avons déjà proposé dans l'accord Anglo-Français de donner à ce corps des pouvoirs de répression et d'investigation aussi étendus qu'il est possible de les justifier. Mais la proposition actuelle est radicalement différente. Les pouvoirs additionnels proposés par le Plénipotentiaire Français donneraient, selon notre jugement, aux Commissaires de la Caisse la prépondérance sur le Gouvernement et les affaires de l'Égypte, et nous ne pourrions en aucun cas y consentir.

« Nous sommes donc obligés à notre grand regret de déclarer que nous n'avons pas pu trouver dans cette Conférence une base satisfaisante pour l'arrangement du régime financier de l'Égypte. »

M. Waddington prie le Président de vouloir bien demander aux Plénipotentiaires s'ils ont quelques observations à faire sur ce projet.

Le Comte Münster exprime son regret que la Conférence n'ait pas réussi comme on l'aurait désiré, et ajoute qu'il eût été heureux d'en faciliter le succès si cela avait été possible.

Le Comte Karolyi s'exprime dans le même sens.

Le Comte Nigra demande si le Président a renoncé à l'espoir d'une solution et si le Gouvernement Anglais serait disposé à réunir de nouveau la Conférence ultérieurement.

Le Président répond que si on désirait un ajournement, au lieu d'une clôture absolue, il n'y verrait pas d'objection ; mais il met en doute l'utilité de cet ajournement, à moins qu'une proposition satisfaisante soit mise en avant.

M. Waddington dit que pour répondre à l'ouverture faite par Lord Granville, il propose l'ajournement de la Conférence au 20 octobre, date probable de la réunion des Parlements Anglais et Français. Il ajoute que dans le règlement d'une matière aussi grave, et d'où dépend l'avenir d'un pays auquel toutes les Puissances s'intéressent, la clôture de la Conférence serait fort regrettable.

D'ici au terme indiqué, l'opinion se calmerait sans doute des deux côtés de la Manche, quelque nouvelle combinaison pourrait se faire jour. Il fait ressortir que fermer la porte à toute chance de solution serait chose bien grave, et il demande avec instance que M. le Président prenne en sérieuse considération la suggestion d'ajournement au 20 octobre.

Le Président répète qu'il n'élève pas d'objection contre un ajournement au lieu d'une clôture finale. Il croit savoir qu'il y a plusieurs Conférences qui sont depuis longtemps en état d'ajournement, et dont la clôture finale n'a jamais été prononcée. Mais, en raison de la situation financière de l'Égypte, il ne pourrait consentir à subordonner à la date d'une réunion ultérieure de la Conférence les mesures à prendre dans ce pays.

Les Plénipotentiaires Français et Italien demandent si le Président propose un ajournement indéfini.

Sur la réponse affirmative du Président, *M. Waddington* exprime le désir de savoir quel serait l'inconvénient d'un ajournement au 20 octobre.

Le Président répond que la fixation d'une date donnerait lieu à de fausses interprétations. Il continue en ces termes : « Je ne vois rien dans la proposition faite aujourd'hui par M. Waddington qui laisse entrevoir de la part du Gouvernement Français des dispositions favorables à une entente avec nous, contrairement à ce que je croyais pouvoir attendre. Nous sommes allés dans nos propositions jusqu'aux limites extrêmes de la conciliation, et

j'avais été amené à espérer qu'elles seraient agréées. Fixer une date de réunion nous lierait les mains, tandis que l'ajournement de la Conférence *sine die* nous rend l'entière liberté de faire ce que nous croyons le mieux pour le bien de l'Égypte. »

Le Plénipotentiaire d'Italie fait la déclaration suivante : —

« La Conférence n'ayant pas abouti, je suppose que tous les projets qui ont été présentés, et qui n'ont pas été acceptés, tombent également. En tout cas je tiens à déclarer que j'entends réserver, dans l'hypothèse de négociation ou de Conférence future sur la question, qui se produiront probablement dans des conditions nouvelles qu'on ne peut pas prévoir en ce moment, une entière liberté d'action pour mon Gouvernement, qui, par conséquent, ne se considère pas comme lié pour l'avenir par les opinions que j'ai exprimées en son nom, dans les circonstances présentes. »

M. Waddington dit : —

« Je demande au Président de vouloir bien soumettre ma proposition au vote de mes collègues. »

Le Président répond qu'il a conclu des paroles des Plénipotentiaires Allemand et Autrichien qu'ils ne croyaient pas opportun de se prononcer, et qu'ils avaient cru devoir simplement exprimer leurs regrets sur la non-réussite de la Conférence.

M. Waddington réplique en faisant au Président la demande formelle de mettre au vote sa proposition sur la date de l'ajournement.

Le Comte Münster dit que son Gouvernement n'aurait pas d'objection contre l'acceptation de cette date, si tous les Gouvernements étaient du même avis, et que dans ce cas il devrait même appuyer la motion de *M. Waddington*.

Le Plénipotentiaire Austro-Hongrois s'associe aux déclarations de son collègue d'Allemagne.

Les Plénipotentiaires Italien, Russe et Ottoman déclarent qu'ils soutiennent la proposition de *M. Waddington* au cas où toutes les Puissances sont du même avis.

Le Président répète qu'il ne peut pas consentir à l'ajournement à date fixe. On pourrait proposer ultérieurement une date au moyen d'un échange de vues de Puissance à Puissance.

Interrogé par le Comte Münster, *le Président* déclare qu'il ne peut consentir à déterminer une date. « Mon refus, dit-il, porte

sur la fixation d'un terme. Il est entendu que si la Conférence est ajournée, on pourra la convoquer de nouveau à la suite d'un échange de vues entre les Gouvernements. Si nous l'ajournons à une date fixe, nous donnerions lieu à de fausses interprétations et notre liberté d'action s'en trouverait restreinte. »

Le Plénipotentiaire de Russie rappelle la proposition qu'il a formulée dans la dernière séance relativement à la composition de la Commission de la Dette, proposition qui n'a pas encore reçu de réponse.

Le Président dit qu'après que l'ajournement a été décidé, il ne saurait accepter la réouverture de la discussion.

M. Waddington demande à saisir la Conférence d'une proposition pour le règlement des indemnités.

Le Président répond que la Conférence n'étant arrivée à aucun résultat il regrette de ne pouvoir donner suite à cette demande.

M. Waddington réplique qu'on pourrait trancher cette question isolément.

Le Président se voit forcé de déclarer que son Gouvernement ne peut traiter cette question. Il rappelle qu'elle a été soulevée dans une séance précédente, et qu'il avait alors déclaré que le Gouvernement Anglais n'était pas disposé à la séparer des autres questions concernant les finances de l'Égypte.

M. Waddington dit qu'il soumet son projet formellement à la Conférence.

Le Président, se levant de son siège : « Après que nous sommes tombés d'accord pour ajourner la Conférence, nous ne sommes plus en mesure de discuter cette question. »

M. Waddington déclare qu'il y a dans le prompt règlement des indemnités une question d'humanité qui s'impose.

Le Comte Granville réplique que c'est aussi une question éminemment financière.

M. Waddington dit :

« Puisque M. le Président refuse de laisser discuter ma proposition, je suis obligé de protester. Je répète qu'il s'agit ici d'une question d'humanité à laquelle nous nous intéressons tous, et que l'on peut sans difficulté la séparer de la question générale. »

Le Président réplique :

« Je pourrais facilement répondre aux arguments du Plénipotentiaire Français, si toute discussion n'était pas close désormais.

Nous avons déjà déclaré que nous ne pouvions traiter ce point isolément et sans arriver à une entente sur la question générale. »

M. Waddington déclare que dans ces circonstances il se borne à déposer son projet sur la table de la Conférence (voir Annexe).

Sur une question du Comte Münster, *le Comte Granville* annonce que la Conférence est ajournée *sine die*.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 7 DU 2 AOÛT 1884.

*Proposition relative aux Indemnités
faite par M. Waddington dans la séance du 2 août.*

Le Gouvernement Égyptien est autorisé à émettre des titres de la Dette Privilégiée jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour le règlement des indemnités.

La Caisse de la Dette sera chargée de remettre les titres aux ayant droit, et elle assurera sur ses ressources actuelles, dans les mêmes conditions que précédemment, le service de la Dette Privilégiée ainsi augmentée.

AFFAIRES DU TONKIN

1875-1883

(Suite) (1)

M. Bourée, Ministre de la France en Chine,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (2).

Pékin, le 4 novembre 1882. (Reçu le 24 décembre 1882.)

Je ne laisse pas que d'éprouver, aux approches de l'hiver, une certaine préoccupation, en pensant que les glaces du Pei-ho vont bientôt nous emprisonner à Pékin et rendre plus difficiles et plus rares encore nos communications avec le reste du monde, dans un moment où il serait peut-être si important pour moi d'être régulièrement et rapidement renseigné sur ce qui se passe au dehors.

(1) *V. Archives*, 1884, III, p. 273-348.

(2) *Livre jaune*, n° 143.

Pour les affaires du Tonkin, il pourrait y avoir de très sérieux inconvénients à ce que je fusse immobilisé ici et matériellement empêché, pendant trois mois, d'agir de ma personne sur le Vice-Roi de Canton, à qui, autant que j'en puis juger, on laisse, en ces matières, une grande latitude pour évoluer selon son gré, en s'inspirant des circonstances. Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire au Département, il y a parfois plus d'avantage à traiter directement avec les hautes autorités provinciales pour les affaires de leur ressort qu'avec le Gouvernement central à Pékin. Or, en ce qui touche le Tonkin et la direction des mouvements militaires dans les districts de l'Annam voisins de la frontière, il n'est pas douteux pour moi que l'on n'abandonne beaucoup de choses, sinon tout, à l'initiative du Gouverneur général des deux Kouang. La dernière phrase de la communication du Yamen en date du 18 octobre dernier, dont j'ai eu l'honneur de transmettre une traduction à Votre Excellence par ma lettre du 21 du même mois, le donne assez clairement à entendre. Je dois donc prévoir le cas où il y aurait un intérêt pressant à ce que je pusse voir moi-même le Vice-Roi.

Je crois donc que, tout bien pesé, je me déciderai à me rendre cet hiver à Shanghai, pour rester à portée de la mer et libre de mes mouvements pendant les trois mois où la navigation est suspendue.

Les incidents dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence par mon rapport du 21 octobre lui auront surabondamment démontré l'inutilité des entretiens que je pourrais, quant à présent, avoir avec le Yamen : dans un des ports du Sud, où les nouvelles affluent de toutes parts, même privé des moyens d'information officiels qui m'ont fait défaut, je n'aurais certainement pas été aussi longtemps abusé sur le véritable état de nos affaires au Tonkin. Ici, j'ai dit et répété, d'ailleurs, à satiété, aux Ministres chinois tout ce que nous avons à leur faire connaître de nos vues et de nos intentions, et désormais la parole est aux faits. Tant que nous n'aurons pas affermi par quelque démonstration énergique la situation que nous entendons prendre dans le bassin du fleuve Rouge, et dont j'ai terminé les bases le plus clairement du monde, je verrais beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages à prolonger des discussions stériles qui ne sauraient assurément pas modifier en bien les idées du Tsong-li-Yamen.

Il est une autre circonstance qui vient ajouter un nouveau motif à ceux que j'ai déjà pour désirer m'éloigner. Lors de sa dernière visite au Yamen, M. Frandin a été pris à part, au moment où il allait se retirer, par un des hommes les plus importants de cette réunion, qui lui a très confidentiellement, mystérieusement même, parlé d'une combinaison faite, suivant lui, pour concilier peut-être les intérêts : « Pourquoi, lui a-t-il dit, ne nous partagerions-nous pas le protectorat du Tonkin ? Nous occuperions tout ce qui est au nord du fleuve Rouge et vous auriez tout ce qui est au sud. Si vous acceptiez cela, je crois que nous arriverions assez facilement à nous entendre. » Notez bien, Monsieur le Président du Conseil, qu'il n'est ici question que de *protectorat* et non pas de prise de possession à titre définitif.

Je n'aurais pas accordé grande attention à cette insinuation, présentée sous une forme aussi fugitive, si, le lendemain même du jour où M. Frandin m'en a rendu compte, je n'avais reçu une lettre particulière d'une personne on ne peut mieux placée pour bien savoir ce qui se passe dans les environs de Hanoï et qui m'écrivait ce qui suit : « S'il faut en juger par ce qui se passe, par l'attitude des troupes du Kouang-Si, le bruit public et certains documents dont on a eu connaissance ici, les Chinois voudraient, si nous occupions le pays, en avoir une part ou, du moins, se réserver les provinces annamites frontières, pour s'en faire comme une espèce de matelas extérieur qui empêcherait notre contact immédiat avec le Kouang-Si. « Ces provinces, très pauvres », ajoute notre correspondant, « ont justement peu d'intérêt pour nous, et peut-être pourrait-on trouver là la base d'un accord avec la Chine, sans qu'il fût, d'ailleurs, nécessaire de nous engager par un acte formel tel que celui que M. Aubaret a conclu autrefois avec le Siam, lorsqu'il s'est agi de faire reconnaître notre protectorat sur le Cambodge. »

Après le langage tenu à mon premier interprète, les indications que je viens de vous reproduire ne sauraient laisser subsister dans mon esprit aucun doute quant à la réalité du projet d'arrangement formé par les Chinois. Rien ne m'étonne moins que leur désir de nous éloigner de leur frontière.

Je ne craindrais rien tant, quant à moi, que d'être saisi par le Gouvernement chinois d'une proposition tendant à faire délimiter comme je viens de le dire les actions respectives de la Chine et

de la France au Tonkin. Je tiendrais un pareil arrangement comme détestable et comme devant nous faire perdre les principaux fruits de la politique nouvelle que nous avons inaugurée.

BOURÉE.

M. Bourée, Ministre de France en Chine,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères à Paris (1).

(TÉLÉGRAMME)

Shanghai, le 29 décembre 1882.

Le prochain courrier portera un projet de convention combiné avec le Vice-Roi du Pe-tché-li et agréé par le Tsong-Li-Yamen : ouverture du Yunnan ; reconnaissance de la protection française au Tonkin, sauf sur une zone à délimiter suivant la frontière chinoise ; garantie réciproque de cet état de choses contre toute entreprise extérieure. Des télégrammes représentent nos préparatifs pour le Tonkin comme hostiles à la Chine. Si vous ne m'aidez pas à les démentir, l'accord pacifique sur les bases indiquées pourrait être compromis. Les forces militaires chinoises dépassent beaucoup les appréciations du Ministre de la Marine. Détails par la poste.

BOURÉE.

M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bourée, Ministre de France en Chine (2).

(TÉLÉGRAMME)

Paris, le 30 décembre 1882.

D'après les indications contenues dans votre télégramme d'hier, le projet de traité que vous annoncez se présente dans des conditions acceptables. Notre ferme résolution est d'assurer, par une protection efficace sur le Tonkin, la sécurité des transactions et le libre exercice de nos droits conventionnels. C'est le but assigné aux renforts expédiés par la *Corrèze* au commandant Rivière. Vous savez d'ailleurs que nos autorités militaires ont l'ordre d'éviter tout engagement avec les troupes impériales qui regagnent la Chine. Non seulement nous ne méditons aucun dessein hostile

(1) *Livre jaune*, n° 145.

(2) *Livre jaune*, n° 146.

contre le Gouvernement chinois ; mais nous avons le sincère désir et la conviction d'arriver à un arrangement amiable qui concilie les intérêts communs des deux pays. Vous pouvez en donner l'assurance positive au Tsong-Li-Yamen.

DUCLERC.

M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, à l'Amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies (1).

Paris, le 13 janvier 1883.

Dans votre lettre du 4 de ce mois, vous avez bien voulu me faire part des observations qui vous avaient été suggérées par la nouvelle relative aux négociations engagées par M. Bourée avec la Cour de Chine au sujet des Affaires du Tonkin. Vous vous demandez notamment si, en ouvrant des pourparlers sur cet objet avec le Tsong-Li-Yamen, le Gouvernement de la République ne s'écarte pas de la ligne de conduite précédemment arrêtée entre nos deux Départements et vous formulez des réserves sur l'opportunité de faire intervenir le Céleste Empire dans une question qui vous paraît devoir être résolue directement entre la France et la Cour d'Annam.

Permettez-moi de vous faire remarquer que depuis le mois de novembre, époque à laquelle remonte l'accord dont il s'agit, les événements ont pris un autre cours. A ce moment, notre but était d'exercer directement dans la vallée du Song-Koï, ainsi qu'à Hué, une action militaire décisive en vue de donner un caractère plus accentué et officiel au Protectorat que le traité de 1874 nous confère sur les États du Roi Tu-Duc. Vous vous proposiez alors de solliciter du Parlement l'ouverture des crédits nécessaires à l'effet d'organiser une expédition suffisante pour parer à toute éventualité. Diverses circonstances n'ont pas permis de donner une suite immédiate à ce plan, et nous avons dû nous borner à envoyer quelques compagnies d'infanterie de marine pour renforcer les garnisons placées sous la direction supérieure du commandant Rivière.

Les choses en étaient là, lorsque j'ai appris de notre Ministre en Chine l'évacuation du Tonkin par les troupes impériales et l'intention manifestée par le Tsong-Li-Yamen de traiter avec nous.

(1) *Livre jaune*, n° 153.

Les informations qui me sont parvenues jusqu'à présent ne permettent pas de formuler une opinion définitive sur la valeur des concessions obtenues par M. Bourée. Il m'a paru toutefois qu'il eût été impolitique de décourager les dispositions conciliantes de la Chine et son désir de s'entendre avec nous sur une question de laquelle, quoi qu'on fasse, elle ne saurait se désintéresser complètement, ne fût-ce que par suite de la contiguïté du Tonkin et de la province chinoise du Yunnan. Au surplus, l'ouverture du Song-Koi à la navigation et au commerce n'a pas seulement pour objet de permettre aux négociants européens d'exploiter les richesses du Tonkin, mais aussi de trafiquer dans les provinces chinoises voisines. A cet effet, il eût toujours été utile de s'entendre un jour avec le Céleste Empire. Ce que nous aurions été amenés à tenter après l'occupation définitive du Tonkin, les circonstances nous fournissent peut-être une occasion de le faire dès à présent. Il ne semble pas qu'il puisse résulter de sérieux inconvénients de cette nouvelle manière de procéder. Je ne manquerai pas, du reste, après avoir reçu les renseignements détaillés dont M. Bourée annonce l'envoi par son dernier télégramme, de vous en faire part, et je ne donnerai suite aux négociations que si les propositions de la Chine nous semblent, d'un commun accord, dignes d'être prises en considération.

C'est donc seulement après la clôture des pourparlers actuels, — qu'ils aboutissent à un traité ou qu'ils échouent, — que nous aurions à reprendre l'examen du plan que nous avions précédemment adopté.

J'aurai soin de ne contracter avec la Chine aucun engagement qui aliène la liberté d'action dont nous aurons besoin pour obtenir de la Cour d'Annam la reconnaissance de notre Protectorat. Suivant le résultat des pourparlers suivis à Pékin, nous aurons à examiner la nature des engagements qu'il y aura lieu d'exiger du Roi Tu-Duc et la voie à prendre pour le mettre en demeure d'y souscrire.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, à ce propos, un télégramme de M. Bourée, dont je ne puis, pour ma part, qu'approuver entièrement les conclusions. (V. n° 152.) Il résulte de ce document que la Cour de la Chine ne songe nullement à envoyer une Ambassade à Hué, et que, des deux personnages signalés comme devant prendre part à cette mission, l'un, Ma-Kien-

Tchong, est à Shanghai, délégué auprès de notre Ministre en Chine, et l'autre, l'Amiral Ting, se trouve en Corée.

DUCLERC.

L'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (1).

Paris, le 26 janvier 1883.

J'ai reçu votre lettre du 13 de ce mois, dans laquelle vous manifestez la pensée qu'en présence des pourparlers que notre Ministre Plénipotentiaire aurait engagés avec la Cour de Pékin concernant les affaires du Tonkin, il convient d'attendre l'issue de ces négociations pour prendre une détermination sur cette question délicate. Je ne puis me défendre de voir dans cette appréciation l'affirmation d'une politique nouvelle à laquelle les correspondances antérieures de votre Département, et notamment votre lettre du 14 novembre 1882, ne m'avaient pas suffisamment préparé.

En présence des menées de l'Annam en Cochinchine, de la prétention de la Chine à faire valoir des droits de suzeraineté qui, s'ils ont jamais existé, ont disparu depuis le traité de 1874, une résolution rapide et énergique pouvait paraître le seul moyen de rétablir l'ordre dans nos possessions et de nous assurer vis-à-vis de l'Annam et du Tonkin la situation prépondérante à laquelle nous n'avons cessé de viser.

Je n'entends pas préjuger l'issue des négociations dont vous me faites part. On ne saurait d'ailleurs méconnaître qu'elles auront pour effet d'ajourner indéfiniment une solution qui peut paraître nécessaire et urgente à ceux qui veulent conserver notre prestige dans cette partie de l'Extrême-Orient.

Il est vrai, ainsi que vous le faites ressortir, qu'une entente diplomatique avec la Chine eût été nécessaire pour nous assurer la route du Yunnan quand nous aurions été installés au Tonkin, et vous pensez que cette entente se produira avec plus de chances de succès dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire avant que notre situation à l'égard de l'Annam soit nettement définie. Je regrette de ne pouvoir me rallier à cette appréciation; je persiste à penser que si nous avons obtenu de la Cour de Hué la

(1) *Livre jaune*, n° 156.

reconnaissance de nos justes prétentions, c'est-à-dire un protectorat effectif, nous serions en meilleure situation pour traiter, tant avec la Chine qu'avec toute autre nation.

Quoi qu'il en soit, votre Département étant mieux placé que le mien pour formuler un avis sur les questions qui touchent à la politique internationale, je ne puis que m'incliner et attendre le résultat des négociations confiées à M. Bourée.

Ma responsabilité personnelle se trouve dégagée par la correspondance échangée entre nos deux Départements.

JAURÉGUIBERRY.

M. Bourée, Ministre de France en Chine,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (1).

Shanghai, le 20 décembre 1882. (Reçu le 31 janvier 1883.)

J'ai été trop pris de court par le départ du dernier courrier pour qu'il m'ait été possible d'adresser à Votre Excellence, aussitôt que je l'aurais voulu, les détails complémentaires que comportait mon rapport du 5 décembre. En quittant moi-même Tien-Tsin dans la matinée de dimanche, j'espérais pouvoir vous écrire pendant la traversée des lettres qui eussent encore rejoint la Malle française. Mais l'état de la mer ne m'a pas permis de donner suite à cette pensée, et l'eussé-je fait, je n'aurais pas encore pu profiter de notre paquebot-poste, qui a quitté Shanghai vingt-quatre heures avant mon arrivée. C'est donc par la voie anglaise que Votre Excellence recevra le présent rapport : mon télégramme du 4 décembre l'a déjà tenue au courant de ce qu'il y avait pour elle de plus urgent à connaître.

Dans mon récit de ce qui s'est passé à Tien-Tsin, j'en étais resté à la visite que le Vice-Roi vint me faire au consulat. J'avais pris soin de préparer Li-Hong-Tchang à l'important entretien que nous allions ainsi avoir, en faisant à Ma-Kien-Tchong, qui devait nous servir d'interprète, un exposé complet de la situation, telle qu'elle se présentait à nous ; je lui avais fait le tableau des dangers très grands auxquels elle exposait à bref délai, suivant moi, le maintien des bonnes relations entre la France et la Chine, et j'avais indiqué comme le seul moyen de sortir de complications

(1) *Livre jaune*, n° 158.

redoutables le retrait des troupes chinoises envoyées au Tonkin sans raisons plausibles et qui, par leur seule présence, pourraient d'un instant à l'autre provoquer des collisions à la suite desquelles s'évanouirait tout espoir d'un arrangement pacifique entre nos deux pays.

Je connais Ma-Kien-Tchong depuis longtemps ; il comprend très bien le français, et cette circonstance m'a permis de faire très clairement ressortir à ses yeux l'absurdité criante qu'il y aurait à se prendre de querelle à propos d'une question bien moins faite pour nous diviser que pour établir entre nous de nouveaux rapports d'intérêt, répondant à nos communs besoins ; j'avais la certitude que mon langage serait reproduit dans ses moindres nuances au Vice-Roi, et j'en acquis la preuve, dès les premières paroles qui furent échangées entre nous sur ce sujet si délicat, au tour amical et courtois que notre conversation prit dès le début et qu'elle conserva d'ailleurs jusqu'à la fin.

De cette longue causerie se sont dégagées des conclusions auxquelles j'étais loin de m'attendre ; celles-ci me permirent d'entrevoir, en effet, non seulement la possibilité d'éviter un conflit que tout semblait concourir à rendre fatal, mais encore de trouver dans un compromis acceptable, et même avantageux pour nous, les bases d'un arrangement qui réglerait les difficultés présentes, tout en nous préparant pour l'avenir l'ouverture du marché du Yunnan. L'objet principal que nous avions en vue en établissant la voie fluviale du Song-Koï, et qui était à la veille de nous échapper pour toujours peut-être, s'offrait donc à nous par le plus inattendu des retours de la fortune. La tournure que prenaient mes négociations avec le Vice-Roi m'eût d'ailleurs surabondamment démontré, si j'en avais douté, qu'aux yeux du Gouvernement chinois toute cette affaire, pour laquelle on le disposait à affronter les hasards et les périls d'une lutte armée avec nous, se réduisait à une question de dignité et d'orgueil national. Or, je savais et j'avais eu soin d'écrire depuis longtemps au Département, comme à Saïgon, que, dans cet ordre d'idées, la Cour de Pékin serait intraitable et que, si l'on ne s'arrangeait pas de façon à ménager ses susceptibilités, nous rencontrerions de sa part une résistance obstinée qui ne céderait devant aucune injonction, aucune menace, et qu'elle était par avance et vaillamment résignée aux plus grands sacrifices, plutôt que de consentir de

ce côté au moindre abandon de ses prérogatives et de ses droits.

Les fâcheux malentendus auxquels avait donné lieu à Paris la correspondance rédigée dans une langue si peu diplomatique par le marquis Tseng ; l'espèce de rupture de relations qui s'en était suivie entre le Ministère et l'envoyé chinois ; les intrigues de la Cour de Hué ; les appels réitérés à l'assistance de la Chine ; la faiblesse de notre attitude depuis la prise de Hanoï ; l'intervention de l'armée chinoise au Tonkin ; l'occupation de la plus grande partie de ce pays par les troupes impériales ; les mémoires nombreux et de plus en plus pressants adressés au Trône par les censeurs ; les imprudences commises à Hué, tant avant qu'après la prise de Hanoï, avaient à ce point inquiété ou engagé l'amour-propre de la Chine, que la corde était tendue à se rompre et que le moindre incident pouvait et devait rendre la guerre inévitable. Cet incident, les instructions adressées de Saïgon au commandant de nos forces à Hanoï pouvaient le provoquer à tout instant ; peut-être même était-ce là un fait accompli, alors que nous discussions à Tien-Tsin ; et, dans ce cas, à quoi se fût réduite l'utilité de nos pourparlers ?

Dans de telles conjonctures, mon premier soin devait être d'aller au-devant des collisions possibles entre les troupes qui se trouvaient en présence. Il fallait avant tout les éloigner des unes des autres, et pour y parvenir il était indispensable de donner des satisfactions suffisantes au Gouvernement chinois. On nous attribuait des idées de conquête aux dépens de la souveraineté de l'Annam ; la Chine suzeraine se disposait à les combattre et préparait à cet effet un formidable appareil de guerre. J'avais en réserve, toute prête, depuis longtemps, une déclaration faite pour détruire les suppositions et les défiances, causes premières de tout ce long et périlleux malentendu. Mais, je l'avais dit au Yamen, comment pouvais-je répondre de la modération de nos vues, et prendre au nom du Gouvernement de la République l'engagement de *limiter* notre action, en présence des actes notoirement hostiles à nos projets qu'affirmait la cour de Pékin, et d'opérations militaires qui pouvaient nous mettre dans l'obligation de modifier du tout au tout le programme de conduite que nous nous étions tracé ? « Rentez donc chez vous, rappelez vos « soldats, remettez les choses dans leur état primitif, disais-je, « et je pourrai tout à l'aise vous répondre de nos intentions

« actuelles et de la parfaite compatibilité de nos vues avec « les vôtres. »

La nature particulièrement cordiale de mes rapports personnels avec Li-Hong-Tchang depuis que nous avons avec succès concerté nos efforts, il y a trois ans, pour apaiser le conflit qui s'était alors élevé entre la Chine et la Russie, a exercé, je crois, une influence décisive sur l'esprit du Vice-Roi; car, sans la confiance fondée que lui inspiraient mes intentions pacifiques et la loyauté de mes déclarations, je crois bien que tous mes efforts eussent été dépensés en pure perte, d'autant plus que mon interlocuteur n'était rien moins que convaincu que je fusse réellement en situation de traiter pour de bon avec lui. Il savait à n'en pas douter, que le Gouvernement de Cochinchine m'avait toujours tenu en dehors de tout; il savait qu'outre les rapports réguliers que je puis vous adresser par les courriers ordinaires, l'échange de mes communications télégraphiques avec Paris ne s'était nullement activé dans ces derniers temps; il estimait, par suite, que la question du Tonkin excédait ma compétence et que j'y jouais le rôle d'une sorte d'éclaireur volontaire que le Gouvernement de la République n'avait nullement mis dans la confiance de ses pensées, et dont les actes et les paroles pourraient bien être désavoués. Il faut bien convenir que les apparences contribuaient à rendre assez plausibles de tels soupçons, et la préoccupation visible et constante du Vice-Roi a été de savoir si l'on pouvait réellement faire un fond sérieux sur mes assurances.

Quoi qu'il en soit, j'ai parlé comme si aucun de ces doutes n'avait effleuré mon esprit, et, ainsi que je viens de vous le dire, le bon vouloir personnel du Vice-Roi, son désir surtout, égal au mien, d'éviter un déplorable conflit, ont fait le reste, et nous sommes arrivés à formuler les bases d'un arrangement dont Ma-Kien-Tchong reçut mission de venir, dès le lendemain, préciser plus nettement les termes avec moi.

A l'heure dite, le 28 novembre, Ma-Kien-Tchong arrivait chez moi, et, après avoir étudié sous toutes ses faces la meilleure forme à donner à un arrangement qui concilierait les intérêts chinois et français engagés dans cette délicate affaire, j'en suis venu à mettre sur le papier l'espèce de memorandum que voici :

« 1° Moyennant que les troupes impériales évacuent les territoires qu'elles occupent au delà des frontières du Yunnan et du

Kouang-Si et rentrent dans leurs provinces respectives, ou du moins n'en dépassent pas les limites au delà d'un nombre déterminé de « lis », M. Bourée remettra au Yamen une dépêche dans laquelle il sera expressément déclaré que la France ne poursuit dans cette contrée aucune idée de conquête ou aucune entreprise contre la souveraineté territoriale du Roi d'Annam.

« 2° La France cherche surtout à ouvrir une voie fluviale qui mette en communication le Yunnan avec la mer. Pour tirer parti de cette voie, il est indispensable qu'elle aboutisse à un point du territoire chinois, où il serait possible d'établir des établissements commerciaux, des magasins, des entrepôts, des quais, etc...

« Autrefois il avait été question, à cet effet, de *Man-Hao*. Mais ce n'est là qu'une misérable bourgade entourée de populations pillardes et dangereuses. Un peu en aval (en territoire annamite), sur le Song-Koï, se trouve la ville de Lao-Kaï offrant beaucoup plus de ressources, toutes les sécurités qui manquent à Man-Hao, et enfin le fleuve y est sensiblement plus profond. Si l'en adoptait Lao-Kaï comme terminus de la navigation ascendante dans le fleuve Rouge, le Gouvernement chinois considérerait cette ville comme faisant partie de son territoire, de telle sorte que les douanes chinoises y seraient établies et que les produits étrangers ayant franchi cette barrière, se trouveraient placés au delà sous le régime ordinaire de tous les produits qui ont pénétré dans l'intérieur de la Chine par les ports ouverts. D'autre part, le Gouvernement impérial ferait le nécessaire pour faciliter l'arrivée à Lao-Kaï des produits intérieurs destinés à l'exportation (destruction des brigands, taxes frontières de la douane reportées à Lao-Kaï, etc.).

« 3° Afin de purger le Tonkin des bandes de malfaiteurs qui le désolent et le rançonnent et de procurer au pays une administration régulière, offrant pour tous des garanties d'ordre et de sécurité, les deux Gouvernements s'accorderaient pour tracer une ligne de démarcation qui devrait être établie d'un commun accord dans la contrée comprise entre le fleuve Rouge et les frontières de Chine : les territoires situés au nord de cette ligne seraient placés sous la surveillance de la Chine, tandis que la région qui s'étendrait vers le Midi se trouverait sous celle des autorités françaises.

« La Chine et la France s'engageraient réciproquement à

maintenir le *statu quo* ainsi convenu et à protéger éventuellement l'intégrité du Tonkin dans ses limites actuelles contre toute entreprise du dehors qui serait de nature à y porter atteinte. »

Je reviendrai plus tard sur les réflexions que comporteraient, à mes yeux, ces différentes clauses, sur les avantages importants qui me paraîtraient devoir en résulter pour nous, et je continue mon exposition des faits.

Le Vice-Roi accepta, pour sa part, avec empressement, un projet qui reproduisait, en leur donnant un corps, les idées au sujet desquelles l'entente s'était déjà établie entre nous la veille, et il fit aussitôt traduire ma note et l'expédia à la fois au Tsong-Li-Yamen et à la Cour, en la recommandant de la façon la plus pressante à leur adoption.

Cinq jours s'écoulèrent sans qu'aucune réponse ne vînt de Pékin. Ce délai, je l'avoue, me parut bien long, car le froid se faisait chaque jour plus vif, le Peï-Ho avait déjà commencé à charrier, et j'étais partagé entre la crainte d'être bloqué à Tien-Tsin par les glaces ou d'avoir à m'en éloigner sans avoir pu arriver à rien conclure avec le Gouvernement chinois. Je savais, du reste, que le Vice-Roi partageait mon impatience et que la route de Tien-Tsin à Pékin était incessamment parcourue par des estafettes allant à toute bride d'une ville à l'autre pour porter des explications, vaincre les résistances des uns ou des autres et réfuter les objections du fanatisme ou de la peur. Enfin, dans la matinée du 2 décembre, le Vice-Roi me fit demander de passer à son Yamen pour qu'il pût me donner communication des ordres qu'il venait de recevoir. Je me hâtai de me rendre à son appel.

Cette fois encore le succès dépassait mes espérances ; il ne me restait plus qu'à attendre la dépêche dont Li-Hong-Tchang m'avait annoncé l'envoi. Elle me parvint quelques heures après que j'eusse quitté son Yamen, et Votre Excellence en trouvera la traduction ci-jointe.

En tout autre temps, je me serais contenté de ces assurances données dans la forme la plus officielle et sous la garantie personnelle du puissant personnage qui me les adressait. Mais, en telle matière, je pensais qu'il n'y avait pas trop de précautions à prendre et qu'il ne devait pas subsister la moindre obscurité, la moindre ambiguïté dans les engagements que l'on prenait envers nous. J'écrivis en conséquence au Vice-Roi la lettre particulière

dont je joins ici une copie, et dans laquelle je me suis attaché à préciser les choses de telle sorte que la mauvaise foi la plus astucieuse fût hors d'état de se raccrocher à l'apparence même d'un prétexte pour altérer la signification ou la portée des promesses qui nous étaient faites. Le Vice-Roi me répondit avec une netteté qui ne laissait plus de place à aucun soupçon et, tout ayant été par avance réglé entre nous, jusqu'à la possibilité de collisions qui viendraient à se produire au Tonkin entre les corps d'armée en présence, et que l'on considérerait comme imputables à de purs accidents ne devant modifier en rien le cours pacifique des négociations engagées, je me décidai enfin à remettre la pièce que le Vice-Roi attendait de moi avec impatience et que je lui laissai le soin et le plaisir de transmettre en mon nom au Tsong-Li-Yamen.

Votre Excellence connaît déjà le sens de cette dépêche, dont j'ai transmis le texte au Département, lorsqu'il était encore à l'état de projet, par ma lettre du 3 novembre dernier. J'ai dû toutefois y introduire quelques changements, qui sont indiqués dans la nouvelle copie ci-incluse (annexe n° 5). En même temps que je confiais ce document à Li-Hong-Tchang, pour qu'il en assurât l'expédition rapide à Pékin, je lui adressais à lui-même une lettre officielle (annexe n° 6), destinée à répondre à sa communication et à constater l'accord qui s'était heureusement établi entre nous. J'exprimais en même temps l'espoir que nos deux Gouvernements ne repousseraient pas la combinaison que nous avions imaginée, à l'effet d'écarter dans le présent toute occasion de conflit et de préparer pour l'avenir un arrangement définitif également profitable aux intérêts des deux pays.

Je vous ai alors adressé mon télégramme du 5 décembre, destiné à vous informer sommairement de ce qui se passait, des dangers auxquels nous venions d'échapper, des dispositions dont nous étions convenus avec le Gouvernement chinois, et des négociations que je suivais pour nous ménager le libre accès du Yunnan par la voie fluviale du Song-Koï.

La réponse que Votre Excellence a bien voulu faire à ma communication, et dont je ne saurais trop la remercier, m'a ôté de l'esprit une grande cause de souci et d'anxiété, car elle m'a prouvé qu'en engageant ma responsabilité, en agissant comme je venais de le faire, je n'avais rien entrepris qui ne fût conforme aux intentions pacifiques et aux projets du Gouvernement.

Maintenant, la tâche qui me reste à accomplir sera relativement facile si, comme je l'espère, Votre Excellence approuve dans leur sens général les idées que j'ai consignées dans la note dont Li-Hong-Tchang a, pour son compte, adopté le sens, et qu'il a recommandées à l'acceptation du Tsong-Li-Yamen. Je me réserve de revenir, dans une autre lettre, sur les côtés, à mon sens très avantageux pour nous, de la combinaison qui, patronnée comme elle l'est par Li-Hong-Tchang, ne rencontrera vraisemblablement aucune résistance à Pékin.

BOURÉE.

ANNEXE III (1) A LA DÉPÊCHE DE SHANG-HAI DU 20 DÉCEMBRE 1882.

**Le Vice-Roi Li-Hong-Tchang, à M. Bourée,
Ministre de France en Chine.**

Tien-Tsin, le 2 décembre 1879.

Dans l'affaire de l'Annam, Votre Excellence, voulant bien prendre à cœur les excellents rapports qui existent habituellement entre nos deux pays, a eu, point par point, de fréquents entretiens avec le Tsong-Li-Yamen et avec nous. Je viens maintenant de recevoir une lettre du prince et des autres membres du Tsong-Li-Yamen contenant en substance ce qui suit :

D'une part, il n'y a certainement rien de vrai dans le fait que les troupes chargées de la défense du Kouang-Si et du Yunnan soient déjà entrées à Hanoï. De même aussi le Gouvernement chinois n'a pas la moindre idée de provoquer un conflit avec la France. D'autre part, le Ministre (M. Bourée) a plusieurs fois affirmé que le Gouvernement français ne poursuivait nullement l'idée de s'annexer le Tonkin. Dès lors, il y a concordance de vues entre les deux pays, et leurs rapports doivent naturellement être excellents. Nous avons déjà envoyé des ordres par courrier rapide aux corps d'armée du Yunnan et du Kouang-Si, qu'ils se retirent immédiatement de leurs positions actuelles, afin de montrer les bonnes dispositions qui existent entre les deux pays, en l'honneur du maintien de la paix.

J'ai été chargé de répondre dans ce sens à Votre Excellence. — Je sais, dès lors, à n'en pas douter, que rien n'est plus contraire aux vues du Gouvernement chinois que de voir s'élever des complications

(1) Les *Annexes* I et II sont les procès-verbaux des entretiens de M. Bourée avec le vice-roi Li-Hong-Tchang, qui sont suffisamment analysés dans la dépêche qui précède.

à la suite d'une collision qui se produirait entre ses troupes et les vôtres. Aussi les corps d'armée du Kouang-Si et du Yunnan ne manqueront-ils pas d'obéir aux ordres de retraite qui leur sont maintenant donnés.

La présente dépêche doit vous être adressée par moi pour votre information. J'espère que vous télégraphierez dans ce sens à votre Gouvernement, pour prévenir tout malentendu, et que, conformément à l'entente établie à ce sujet, vous enverrez une dépêche au Tsong-Li-Yamen, pour que l'accord soit parfait sur toutes ces affaires. L'aplanissement de la difficulté de l'Annam contribuera ainsi à l'affermissement des bons rapports entre les deux pays.

LI-HONG-TCHANG.

ANNEXE IV A LA DÉPÊCHE DE SHANGHAI DU 20 DÉCEMBRE 1882.

**Lettre particulière adressée par M. Bourée
à Son Exc. Li-Hong-Tchang, Commissaire impérial
pour les ports du Nord.**

Tien-Tsin, le 3 décembre 1882.

Ma-Kien-Tchong vous a expliqué les embarras que j'éprouverais à lever les doutes, dont la lecture de votre communication officielle pourrait laisser subsister des traces dans l'esprit des lecteurs français. Pour mettre ma responsabilité à l'abri vis-à-vis de mon Gouvernement, il serait donc nécessaire que je fusse éventuellement en situation d'appuyer mon opinion sur la vôtre, quant à la portée et à la signification des nouvelles dispositions militaires adoptées par le Gouvernement chinois. Nous serions parfaitement d'accord et aucune équivoque ne serait possible, si vous étiez d'avis que, par suite des ordres transmis dans le Kouang-Si et dans le Yunnan, les troupes impériales actuellement établies dans le nord du Tonkin auraient, dans leur mouvement rétrograde, à s'éloigner assez de leurs cantonnements actuels pour faire cesser les malentendus qui ont été l'origine des difficultés présentes et pour ne gêner en aucune façon les mouvements de nos propres soldats.

Il va de soi que je vous adresse cette question à titre purement amical et confidentiel, afin que rien ne puisse, au dernier moment, contrarier ni retarder la réalisation de l'accord que nous désirons au même degré tous les deux.

BOURÉE.

Réponse du Vice-Roi Li-Hong-Tchang à M. Bourée.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre confidentielle que je viens de recevoir. Ce que vous me demandez est en parfaite concordance d'idées avec la dépêche (celle du Vice-Roi au Ministre en date du 2 décembre). Il ne saurait y avoir aucun doute à cet égard.

Tel est l'objet de cette réponse.

En vous présentant mes compliments, etc.

En bas est écrit : « Réponse de Li-Hong-Tchang (en deuil), 3 décembre 1882. »

ANNEXE V A LA DÉPÊCHE DE SHANGHAI DU 20 DÉCEMBRE 1882.**M. Bourée, Ministre de la France en Chine, au prince Kong,
Président du Tsong-Li-Yamen.**

Tien-Tsin, le 2 décembre 1882.

Monseigneur, j'ai reçu la lettre que Votre Altesse m'a fait l'honneur de m'écrire à la date du 29 octobre dernier, et par laquelle Elle m'exprime le regret qu'aucune réponse n'ait été encore faite à la communication que le marquis Tseng a adressée, depuis plus d'un mois, au Ministère des Affaires étrangères touchant les affaires de l'Annam.

J'ai déjà eu l'honneur de traduire au Tsong-Li-Yamen les sentiments de pénible surprise qu'avait causés au prédécesseur de M. Duclerc une note émanant de l'Envoyé Impérial et dont le ton contrastait fâcheusement avec la courtoisie dont sont toujours empreintes les relations du Gouvernement de la République avec les Agents, quels qu'ils soient, de Sa Majesté Impériale. Votre Altesse veut bien me dire, qu'après avoir parcouru les documents et les dépêches répondant à l'objet dont il s'agit, et remis par le marquis Tseng à M. de Freycinet, Elle n'y a rien relevé qui fût de nature à froisser nos légitimes susceptibilités : Elle en conclut que le malentendu qui s'est produit ne saurait être imputable qu'à quelque erreur de traduction. Votre Altesse est trop bon juge, en matière d'urbanité et de convenance, pour que je ne sois pas porté, d'instinct, à adopter sa manière de voir, et je ferai, comme Elle me le demande, tous mes efforts pour amener mon Gouvernement à la partager. Mais, pour prévenir le renouvellement d'incidents semblables, Votre Altesse reconnaîtra aussi, j'espère, qu'il serait très désirable de ne pas

maintenir auprès du marquis Tseng des conseillers dont l'incompétence ou l'inhabileté a pu donner lieu à d'aussi malencontreuses confusions.

Quant au fond même de la question qui nous occupe, mon Gouvernement n'éprouve aucun embarras à renouveler par écrit, les explications verbales que j'ai déjà données à Leurs Excellences les Ministres du Tsong-Li-Yamen, quand ils m'ont fait l'honneur de m'entretenir, au printemps dernier, des Affaires de l'Annam. Je vous ai alors exposé avec une entière franchise et sans aucune arrière-pensée, quelle était la politique que le Gouvernement de la République entendait suivre au Tonkin. Elle se résume en ceci : appliquer purement et simplement les clauses de traités passés, il y a plus de huit ans, avec le Roi Tu-Duc et dont nous avons donné naguère communication au Gouvernement Impérial, sans que, de ce chef, aucune protestation, aucune objection même nous ait été opposée depuis.

Votre Altesse me dit aujourd'hui que la Chine a des droits de suzeraineté sur l'Annam ; mais c'est là un point qui n'est nullement mis en cause, et je ne vois pas quel intérêt il y aurait à le discuter, puisque rien dans notre conduite n'implique la négation du principe que vous voulez rappeler. Pourquoi, dès lors, nous placer sur un terrain où l'accord serait difficile à établir entre nous plutôt que de rechercher ce qui nous rapproche, en confondant nos intérêts ? Si vous parliez de votre suzeraineté sur l'Annam, nous serions fondés à opposer notre protectorat ; si vous invoquez la tradition à l'origine de laquelle évidemment se placent des arrangements internationaux, nous pourrions répliquer en produisant des traités plus récents, il est vrai, mais qui vous ont été notifiés et dont on ne saurait contester la valeur. Comment arriverait-on à concilier ces prétentions adverses, et n'est-il pas à craindre qu'en engageant sur ce point une polémique imprudente, on ne s'expose, au contraire, à creuser davantage encore le fossé qui nous sépare ?

La sagesse ne serait-elle pas, dès lors, de ne pas aborder ce côté de la question et de laisser dans l'ombre des considérations en dehors desquelles un accord infiniment désirable entre nous est non seulement possible, mais me paraît facile à réaliser ? Ainsi que j'ai eu le soin de vous le dire, en maintes occasions, nous n'allons pas au Tonkin dans le but d'en faire la conquête. Cette contrée est une partie intégrante des domaines de l'Empire d'Annam ; notre intervention ne tend à rien moins qu'à lui faire changer de maître. Donc, rien de ce que nous entreprenons dans la vallée du Song-Koï ne saurait avoir pour effet de modifier les rapports existants soit entre l'Annam et la Chine, soit entre l'Annam et la France ; nos droits et ceux que vous revendiquez resteront dès lors respectivement ce qu'ils sont à l'heure présente,

sans que, de part et d'autre, il doive en résulter aucun trouble dans l'équilibre actuel des choses.

Puisque le Tonkin doit, dans notre pensée, rester province annamite, en quoi le Gouvernement Impérial pourrait-il s'inquiéter de ce que nous y établissons une bonne police et une bonne administration, en substituant l'action d'agents énergiques et capables à celle de mandarins sans vigueur ou sans autorité, dans les mains desquels ce beau et riche pays reste en proie à la plus lamentable anarchie? La Chine, en tant que grande Puissance commerçante, dont la marine tend à s'accroître, de jour en jour, n'a-t-elle pas pour le moins autant d'intérêt que nous-mêmes à voir assurer le libre parcours d'une voie fluviale qui abrègera si sensiblement ses propres communications avec l'une des provinces les plus riches de l'Empire et des moins exploitées, à cause de son éloignement même?

Je suis persuadé, Monseigneur, que l'évidente justesse de ces idées ne peut manquer de les recommander à la bienveillante appréciation de Votre Altesse, et que, sous sa sage et habile direction, la politique que nous poursuivons au Tonkin, loin de provoquer entre nos deux pays de fâcheuses contestations, ne pourra que contribuer à resserrer, par le sentiment d'un intérêt commun, les liens d'amitié qui les unissent.

Mon Gouvernement, Altesse, trouvera un gage significatif du bon vouloir de la Chine et de la confiance qu'Elle accorde à nos loyales déclarations, dans le fait qu'Elle ait consenti à rappeler sur le territoire Impérial, comme Son Excellence Li-Hong-Tchang a été chargé de m'en donner l'assurance, les troupes venues du Kouang-Si et du Yunnan, et dont la présence, dans le cercle des opérations que nos colonnes volantes doivent entreprendre contre les bandes aux pavillons noirs et jaunes, pouvait donner lieu à d'embarrassantes difficultés. Car quelles n'eussent pas été les conséquences d'une méprise qui eût porté nos soldats à attaquer ceux de l'Empereur? Cette méprise, qui eût pu répondre qu'elle ne se fût pas produite dans un territoire où nos chefs militaires seront forcément appelés à considérer comme des ennemis et à traiter comme tels toute troupe armée qu'ils rencontreront devant eux?

Mais cet inconvénient n'eût pas été le seul; la présence de l'armée impériale dans les provinces dont la Cour de Hué nous a délégué la garde et la police eût accrédité, auprès de certains mandarins annamites peu au fait de ce qui se passe dans une sphère supérieure à la leur, l'idée que des mésintelligences existent entre nous et le Roi Tu-Duc. Ils eussent cru servir les intérêts de leur Souverain en nous faisant une opposition gênante qui eût retardé, au préjudice de tous, le travail de pacification que nous avons commencé.

Tous les dangers et obstacles que je signale seront désormais écartés, grâce aux dispositions si sagement adoptées par le Gouvernement Impérial. Après l'expiration des délais nécessaires à l'exécution des ordres dont le sens vient de m'être communiqué, il n'y aura plus à craindre, effectivement, les accidents que je redoutais et qui eussent pu mettre aux prises nos soldats et les vôtres, et nous n'aurons plus devant nous que des partisans irréguliers et insoumis, ne relevant que d'eux-mêmes, dont nous pourrions en toute sécurité nous occuper de purger le pays.

Poursuivies par nos colonnes et arrêtées à votre frontière, leurs bandes ne sauraient tenir longtemps la campagne, et notre œuvre de pacification accomplie, rien ne s'opposera plus à ce que s'établisse et prospère un ordre de choses régulier, qui nous permette de multiplier nos échanges dans le haut Song-Koï, et de rendre plus intimes et plus fécondes les amicales relations existant entre les deux pays.

BOURÉE.

ANNEXE VI A LA DÉPÊCHE DE SHANGHAI DU 20 DÉCEMBRE 1882.

**M. Bourée, Ministre de France en Chine,
à Son Excellence Li-Hong-Tchang, Commissaire Impérial
pour les ports du Nord.**

Tien-Tsin, le 4 décembre 1882.

Excellence, j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour m'annoncer que le Tsong-Li-Yamen avait envoyé aux autorités du Kouang-Si et du Yunnan l'ordre de ramener les troupes qui avaient été envoyées au Tonkin. En me transmettant cet avis, Votre Excellence a bien voulu ajouter que les instructions du Gouvernement Impérial seraient ponctuellement exécutées, et que je pouvais m'en fier sur ce point à sa parole.

Je ne saurais trop vous remercier de votre amicale intervention dans une affaire qui, en Chine comme en France, avait fini par éveiller de vives susceptibilités. Ainsi que j'ai eu soin de l'expliquer aux membres du Tsong-Li-Yamen, puis à vous-même, la présence en nombre considérable de soldats impériaux dans une contrée dont nous avons entrepris la pacification et où nous nous sommes proposé d'assurer la libre navigation du Fleuve-Rouge, nous avait créé de graves difficultés; en menaçant d'entraver la réalisation d'un projet profitable à toutes les marines, dont la Chine est appelée, plus qu'aucune autre puissance peut-être, à retirer de considérables avantages. Certains mandarins annamites, systématiquement hostiles aux étrangers,

affectent de voir dans l'attitude de la Chine des dispositions contraires à nos desseins et s'en prévalent pour nous susciter toutes sortes d'obstacles. D'autre part, les mouvements de nos troupes étaient entravés par l'impossibilité où elles se trouvaient de distinguer, parmi les hommes en armes en présence desquels elles étaient placées, les insoumis à la bannière jaune ou noire qu'elles avaient à détruire, des contingents réguliers chinois venus du Kouang-Si et du Yunnan, et dont l'entrée au Tonkin était de nature à engendrer les plus fâcheuses confusions.

C'est pour faire cesser cet état de choses que j'avais tant insisté à Pékin pour que le Gouvernement Impérial rappelât, dans les provinces limitrophes, les corps d'armée qui avaient pénétré si avant sur le territoire annamite, et qui nous suscitaient sans utilité pour personne des difficultés croissantes. En France, le refus du Gouvernement Impérial de tenir compte de nos observations, si fondées qu'elles fussent, paraissait d'autant plus inexplicable que nous n'avions négligé aucune occasion de protester hautement contre l'idée qui nous avait été attribuée de vouloir dépouiller le roi d'Annam d'une partie de ses États, en nous emparant de la province du Tonkin. Avec le temps, vos défiances avaient engendré les nôtres, et il était à craindre que des passions, dont nos Gouvernements n'auraient plus été les maîtres, ne vinssent envenimer entre nous un différend plus apparent que réel, et faire le jeu de ceux qui trouvent leur compte à souffler la discorde et à provoquer les conflits. Vous l'avez bien compris, Excellence, et votre patriotisme éclairé par une haute raison a senti la nécessité de réagir contre ces fâcheuses tendances. Vous avez su le faire comprendre aux membres du Gouvernement chinois, en vous constituant de nouveau mon interprète auprès d'eux. Aussi, rendant justice à la loyauté de nos intentions, le Tsong-Li-Yamen, cette fois, a accueilli ma demande.

Mon Gouvernement, à qui je me suis empressé de télégraphier cette heureuse nouvelle dans les termes que vous connaissez déjà, appréciera hautement le témoignage de confiance et d'amitié que lui fournit ainsi le Gouvernement Impérial, et l'impression favorable qu'il en ressentira contribuera sans nul doute à faciliter entre nous l'entente nécessaire pour féconder l'œuvre que nous avons entreprise au Tonkin et créer dans cette contrée un mouvement d'affaires profitable au monde entier.

Pour reconnaître, de mon côté, le bon vouloir qui nous est ainsi manifesté, je crois ne pouvoir mieux faire que d'adresser à Votre Excellence, en la priant de vouloir bien en assurer la remise entre les mains des Ministres du Tsong-Li-Yamen, une dépêche dont j'avais depuis longtemps préparé la rédaction et qui traduit les vues de mon

Gouvernement, de façon à dissiper, je pense, toutes les inquiétudes que l'on pourrait encore ressentir à Pékin.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour remercier encore Votre Excellence du concours si amical que j'ai rencontré auprès d'Elle. C'est à Elle que je dois d'avoir pu dissiper de fâcheux malentendus, qui avaient trop duré, et raffermir entre nos deux pays des rapports de confiance et de cordialité répondant plus que jamais à la communauté ou, pour mieux dire, à la solidarité de leurs intérêts.

BOURÉE.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ALSACE-LORRAINE

Rescrit de M. de Manteuffel, statthalter d'Alsace-Lorraine, à M. de Hofmann, ministre d'État, relatif à l'option des Alsaciens-Lorrains.

28 août 1884.

J'ai vu par les rapports que Votre Excellence m'a adressés à la date du 28 novembre 1883 et du 15 août 1884 et par les pièces y jointes que le nombre des Français (*National-Franzosen*) et des Alsaciens-Lorrains qui ont opté dans l'origine et dont l'option est valable augmente continuellement et s'élève déjà à 14,924 personnes. Cet état de choses m'impose le devoir de prendre en considération l'avenir.

Je fais pour le moment abstraction des 696 personnes qui, sur la proposition de la commission d'option, ont été reconnues comme étrangers et sont rentrées dans le pays, et je ne vise que les 14,924 individus qui ne sont pas nés en Alsace-Lorraine ou qui ont primitivement opté d'une manière valable et habitent aujourd'hui le Reichsland. Ces personnes forment 4,585 familles.

Si dans ces familles il se trouve beaucoup de fils qui restent des étrangers, qui se marient et procréent encore beaucoup de fils, on verrait se former dans l'Alsace-Lorraine des colonies toutes françaises; avec le temps, la population du pays se composerait en grande partie d'étrangers, et l'armée allemande perdrait un nombre considérable de recrues.

Je consens à ce que les Français de naissance habitant le pays et les Alsaciens-Lorrains qui ont valablement opté après l'annexion continuent à demeurer dans le pays sans être troublés, si leur conduite est paisible, car c'est ainsi que je répondrai aux pensées bienveillantes qui ont dirigé S. M. l'Empereur en instituant une

commission immédiate d'option; mais je suis aussi d'avis qu'il est nécessaire de remédier à l'état de choses anormal signalé plus haut.

L'époque où cela peut se faire le mieux, c'est lorsque l'un des fils de ces 4,585 familles atteint l'âge de la conscription.

D'accord en principe avec les opinions émises dans les rapports de Votre Excellence, j'ordonne en conséquence :

1° Que lorsqu'un jeune homme des familles en question aura accompli sa dix-septième année, la situation de sa famille soit examinée avec un grand soin. S'il résulte de cet examen qu'il n'existe aucune objection à ce que cette famille ou simplement le jeune homme reçoive la nationalité allemande, on demandera au père s'il veut se faire naturaliser ou se borner à faire naturaliser le fils qui a atteint l'âge de conscription, Si le père demande la naturalisation soit pour lui, soit pour son fils, l'affaire est vidée. Si, au contraire, le père ne fait pas cette demande, la famille pourra continuer à habiter le pays sans être inquiétée, mais le fils qui a atteint l'âge de conscription ne pourra plus y rester; il sera expulsé et ne pourra revenir en visite chez ses parents, dans le courant d'une année, que pendant quinze jours à trois semaines.

Dans le cas où des objections s'élèveraient contre la naturalisation de la famille ou celle du jeune homme, la famille ne sera pas inquiétée, mais le jeune homme sera expulsé et ne pourra également revenir dans sa famille que pendant la durée de temps indiquée plus haut.

2° Il sera procédé de la même manière à l'égard des 196 pères de famille dont les fils reconnus, sur la proposition de la commission immédiate d'option, comme étrangers, sont revenus en Alsace-Lorraine, leur pays de naissance.

3° Les célibataires reconnus comme étrangers, sur la proposition de la commission d'option, pourront, tant qu'ils se conduiront bien, séjourner dans le pays jusqu'au moment où ils voudront se marier et créer une famille. Dans ce cas aussi, on examinera s'il existe des objections à ce qu'ils reçoivent la nationalité allemande. Aucune objection ne s'élevant, ils seront invités à se faire naturaliser. S'ils en font la demande, l'affaire sera considérée comme vidée; dans le cas contraire, on décidera, selon le résultat de l'examen de leur situation, s'ils seront expulsés avant leur mariage ou s'ils pourront rester dans le pays après leur mariage, en leur

signifiant toutefois que les fils issus de leur mariage ne pourront continuer à habiter le pays, une fois qu'ils auront atteint l'âge de conscription, que s'ils se font naturaliser.

Je crois que ces mesures répondent aux devoirs envers l'empire et aux égards bienveillants envers les habitants du pays que Sa Majesté m'a recommandés.

Mais il existe encore dans le pays une autre catégorie d'étrangers qui nécessitent des mesures spéciales. Ce sont les jeunes gens qui sont partis avec un permis d'émigration et qui retournent en Alsace-Lorraine à un âge où ils sont encore soumis à l'obligation du service militaire et y séjournent d'une manière permanente. La présence de ces jeunes gens, qui, quoique nés en Alsace-Lorraine, n'ont pas rempli leur devoir de servir dans l'armée allemande, fait une mauvaise impression sur tous les Alsaciens-Lorrains qui ont fidèlement rempli ce devoir patriotique.

Il y a là, en outre, quelque chose de favorable à l'aristocratie et de contraire au principe de l'égalité devant la loi. Ces jeunes gens appartiennent en majeure partie aux classes aisées de la société, qui possèdent assez de fortune pour faire instruire leurs enfants à l'étranger, ce qui n'est pas possible aux gens plus pauvres, même s'ils le voulaient.

En ce moment, on compte 359 jeunes gens qui, partis avec un permis d'émigration, sont de retour en Alsace-Lorraine. A l'égard de ceux-ci, j'ordonne :

4° Que la loi leur soit strictement appliquée. Par conséquent, ces 359 jeunes gens seront sans retard invités à fournir, dans le délai de quatre semaines, la preuve qu'ils ont acquis une autre nationalité que la nationalité allemande et qu'ils ne l'ont pas de nouveau perdue. A défaut de cette preuve, ces jeunes gens seront immédiatement, en vertu de l'article 19, alinéa 2, de la loi militaire allemande, incorporés dans l'armée. Dans le cas où ils prouveront qu'ils possèdent une autre nationalité, ils seront expulsés de l'Alsace-Lorraine et il ne leur sera permis de revenir voir leurs parents que pendant quinze jours à trois semaines chaque année.

Quant aux jeunes gens qui, partis avec un permis d'émigration, rentreront dans le pays à dater de ce jour, ils devront prouver immédiatement qu'ils ont acquis une autre nationalité, et on agira ensuite envers eux suivant les prescriptions énoncées plus haut.

J'ajoute encore tout spécialement que les prescriptions relatives au séjour dans le Reichsland seront applicables même aux émigrés revenant en Alsace-Lorraine après avoir dépassé l'âge de trente et un ans.

J'attends de Votre Excellence un rapport sur les décisions à prendre à l'égard des individus qui, partis avec un permis d'émigration, sont retournés dans le Reichsland et sont déjà chefs de famille.

J'invite Votre Excellence à prendre les mesures nécessaires, et j'estime que cette lettre doit être publiée, dans l'intérêt de la population, afin de l'éclairer sur des questions qui la préoccupent beaucoup.

Le statthalter d'Alsace-Lorraine,

Signé : E. MANTEUFFEL.

ANDORRE

Règlement entre le Gouvernement français et l'Évêque de Urgel.

Règlement sur la détention et l'usage des armes de guerre en Andorre.

(1^{er} août 1834.)

Les délégués permanents en Andorre de l'évêque de Urgel et du Gouvernement français,

Vu les Paréages du 8 septembre 1278,

Considérant que si tout Andorran, d'après la coutume séculaire des vallées d'Andorre, a le droit de posséder une arme de guerre et des munitions pour sa sécurité personnelle et pour fournir le service qu'il doit aux princes, représentés par les viguiers, leurs lieutenants, les princes ont le droit incontestable de réglementer la détention et l'usage desdites armes de guerre ; laissant subsister toutes les réserves de droit faites, à la date du 14 mars dernier, dans les conférences tenues par lesdits délégués à Urgel, arrêtent les dispositions suivantes :

Article premier. — Tous ceux qui possèdent des armes de guerre qui ne sont pas leur propriété particulière en feront la livraison aux viguiers.

Art. 2. — Tous ceux qui ont ou auront à l'avenir une ou plusieurs armes de guerre, à titre de propriété particulière, devront en faire la déclaration à l'un quelconque des viguiers et indiquer dans cette déclaration le modèle de chaque arme, son calibre et son numéro.

Art. 3. — Les viguiers étant les chefs permanents de la force armée dans les vallées, conformément à l'article 3 des Paréages, il leur appartient d'accorder, conjointement ou séparément, et sous leur responsabilité, les autorisations nécessaires pour l'acquisition ou la conservation des armes de guerre.

Ces autorisations seront données par écrit et on y indiquera le modèle de chaque arme, son calibre et son numéro. Chacun des viguiers devra conserver un état détaillé des autorisations qu'il aura accordées et en donner connaissance à son collègue.

Art. 4. — Quelle que soit l'origine des armes placées entre les mains des particuliers à titre de propriété publique ou particulière, et quel que soit celui des deux viguiers qui ait donné l'autorisation, ces deux magistrats devront, avec le concours des autorités placées sous leurs ordres, veiller à l'exécution des présentes dispositions et de toutes celles que l'on croirait utile d'adopter à l'avenir en vue de prévenir l'abus des armes de guerre.

Quiconque contreviendra aux présentes prescriptions et refusera de s'y conformer sera poursuivi conformément aux lois, et puni de la confiscation de l'arme. Il sera en outre passible d'un emprisonnement de un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 fr. En cas de récidive, il sera privé du droit de posséder des armes de guerre pendant cinq années.

Art. 5. — Toute arme de guerre trouvée entre les mains d'un particulier, en dehors des conditions prescrites ci-dessus, sera remise à l'un quelconque des viguiers, qui la conservera sous sa responsabilité dans tel endroit qu'il jugera convenable.

Art. 6. — Conformément aux droits coutumiers des vallées qui confère à chacun des viguiers une autorité pleine et entière sur l'ensemble de la force armée, tous les Andorrans munis d'armes de guerre devront, comme par le passé, se mettre à la disposition de l'un quelconque des viguiers et lui obéir comme à leur chef, sous la réserve toutefois de la disposition contenue dans l'article 3 des Paréages, à savoir l'interdiction d'armer

les habitants contre l'un ou l'autre des co-princes ou de leurs représentants.

Art. 7. — Enfin, il est défendu à tout Andorran de faire usage des armes de guerre ou de prendre les armes sans un ordre formel de l'un des deux viguiers.

Toute infraction au présent article sera punie de la confiscation de l'arme, d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende qui ne pourra excéder mille francs, sans préjudice des autres pénalités applicables en cas de violence, de meurtre ou autre désordre grave.

Le préfet des Pyrénées-Orientales, délégué permanent
du Gouvernement de la République française,

J. DEFFÈS.

Le délégué permanent de l'évêque de Urgel,

LINO FREIXA.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

PAYS-BAS

La Question monétaire.

La loi du 27 avril 1884, contenant quelques dispositions relatives à la situation monétaire des Pays-Bas, ayant été imparfaitement comprise et interprétée à l'étranger, le Gouvernement néerlandais a jugé opportun de donner un aperçu aussi succinct que possible de l'origine et du but de cette loi.

Cet aperçu a été adressé sous forme de circulaire par le ministre des affaires étrangères aux représentants de la Néerlande à l'étranger. Voici le texte de la circulaire :

Les Pays-Bas ont adopté, après la grande refonte des vieilles monnaies d'argent, définitivement en 1847 l'étalon d'argent ; en 1850 ils ont démonétisé leur or et s'en sont parfaitement bien trouvés. Ils ont joui d'une circulation saine et abondante jusqu'à la grande réforme monétaire de l'Allemagne.

La première mesure à prendre, quand l'Allemagne adopta l'étalon d'or, était de fermer les ateliers monétaires à argent. La seconde était d'adopter aussi une pièce d'or.

La situation monétaire actuelle des Pays-Bas est donc celle-ci. Chacun peut libérer ses dettes en pièces légales soit en or, soit en argent, chacun peut faire frapper de l'or, mais personne ne peut faire frapper de l'argent. Les Pays-Bas ont, par conséquent, ce qu'on est convenu d'appeler l'étalon boiteux.

Quelles sont maintenant les suites de cet état de choses ?

Qu'il y a une énorme quantité de pièces d'argent, qui circulent dans le pays et sont déposées dans les banques, mais qui en réalité ne sont que monnaies fiduciaires, car lorsqu'on veut s'en servir pour faire des remises à l'étranger, elles ont une valeur réelle de 15 p. c. au-dessous de leur valeur nominale.

Heureusement, on a l'or à côté de l'argent, et il est dans la nature

des choses qu'on se sert de cet or aussitôt que le taux du change engage à faire des remises à l'étranger en métal précieux.

Il s'agit donc pour le commerce et l'industrie d'avoir toujours de l'or à sa disposition, pour faire des remises à l'étranger. De même qu'on consulte le baromètre pour présager le temps et qu'on se prépare à la tempête quand il est bien bas, de même on consulte les tableaux hebdomadaires de la Banque néerlandaise, pour s'assurer si l'on pourra toujours y puiser l'or nécessaire.

L'année 1882 et le commencement de 1883 donnèrent à réfléchir. La Banque qui, à différentes époques, avait un stock d'or de plus de 70 millions de florins, vit descendre ce stock au commencement de janvier 1883 au-dessous de cinq millions de florins.

On se demandait : que va-t-on faire quand l'or va manquer entièrement ?

Au mois de février 1883 le comte de Lynden de Sandenbourg offrit un projet de loi dont le seul article portait « que le ministre des finances serait autorisé à faire fondre en lingots et à vendre une quantité de rixdalers néerlandais (pièces de fl. 2 1/2), jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions de florins, quand et pour autant qu'il jugerait opportun par rapport à la situation monétaire.

Une douzaine de collègues, tous juges compétents en cette matière, la Banque néerlandaise en tête, avaient déjà prononcé leur adhésion à la mesure proposée dans ce projet.

En effet, quel était le but du projet. Partant de l'hypothèse que la Banque n'aurait plus de l'or pour les besoins du commerce, ce projet de loi lui donnait la faculté de mettre à la disposition des banquiers des lingots d'argent, provenant de la fonte de rixdalers, à des prix qui rendent l'envoi des lingots d'argent absolument pareil à celui de l'or. Le prix de l'argent étant noté journellement à Londres, la tâche de la Banque, agissant comme agent de Gouvernement, est assez simple. L'or faisant défaut, elle cède au commerce des lingots d'argent, dont le prix est fixé d'après celui du marché de Londres. La perte provenant de la différence entre le prix nominal des rixdalers et le prix réel des lingots, qui proviennent de cette fonte, est supportée par l'État.

« On s'est demandé si le Gouvernement était obligé à veiller sur la situation monétaire du pays, dans son acception la plus étendue, ou s'il n'avait qu'à surveiller que toute monnaie soit frappée au poids et au titre légal, ainsi que le prétend l'*Économist* anglais. Le premier système prévalut chez le Gouvernement et les Chambres législatives comme étant le plus conforme à l'esprit de la loi fondamentale.

« Après la retraite du comte de Lynden de Sandenbourg, le projet fut repris par son successeur M. Grobbée et de nouveau offert aux

délibérations des États-Généraux, avec une modification, restreignant la faculté du ministre des finances de procéder à la fonte des pièces légales. Le mot *opportun* a été remplacé par le mot *nécessaire*. En laissant au ministre la liberté de prononcer sur l'opportunité, on lui donnait la faculté de fondre les espèces d'argent en lingots, non seulement quand l'écoulement de l'or en ferait naître la nécessité, mais aussi quand le prix de l'argent s'améliorant donnerait la perspective d'un minimum de perte pour le trésor. En adoptant le mot *nécessaire*, le rôle du ministre se borne à observer attentivement le drainage de l'or à la banque avant procéder à la fonte.

« Le projet de loi fut mis en délibération le 29 février et adopté après trois séances à 44 voix contre 26 par la seconde Chambre des États-Généraux.

« Toutefois le projet ne put pas traverser la seconde Chambre sans subir quelque modification. Elle y ajouta les deux alinéas suivants :

« Avant de faire usage de cette autorisation, notre ministre des finances demande l'avis de la section du conseil d'État, qui est en relations avec le ministère des finances.

« L'avis de cette section du conseil d'État est communiqué aux États-Généraux aussitôt que les intérêts du pays le permettent. »

« La première Chambre des États-Généraux adopta la loi ainsi amendée à 26 voix contre 10.

« Si l'on prend en considération que, quand l'argent ne descend pas au-dessous du prix qu'il a actuellement au marché de Londres, chaque million de pièces légales qu'on fondra en lingots, occasionnera une perte de 150,000 fl. au trésor et que cette perte peut augmenter encore à mesure que le prix de l'argent continuera à baisser, on peut en conclure que le Gouvernement ne craint pas d'imposer de grands sacrifices au pays pour lui faire éviter les suites désastreuses d'une dépréciation de son numéraire, qui entraînerait une hausse ruineuse des cours de change.

« Pour bien juger la mesure que le Gouvernement est autorisé à mettre en exécution par la loi du 27 avril dernier, il faut surtout se rendre compte du mal qu'entraînerait pour les habitants de notre pays une dépréciation de 15 ou de 20 p. c. de son numéraire.

« La dépréciation de l'argent comme métal ne s'est heureusement pas encore étendue aux monnaies. Il s'agit donc de se prémunir contre cette éventualité. En mettant des lingots d'argent à la disposition du commerce, quand l'or est sur le point de disparaître, ces lingots remplaceront l'or pour les remises en métal et le commerce se verra protégé contre une hausse des cours de change au-dessous des maxima existants et contre une élévation possible du taux de la rente.

« Cette mesure aura en outre l'immense avantage d'empêcher les

monnaies de devenir trop abondantes, car de la trop grande abondance découle la dépréciation.

« Au reste cette loi ne sera mise à exécution que lorsque le besoin s'en fera sentir. C'est une arme dont on ne fera usage que quand la nécessité devient imminente.

« Depuis le mois de janvier 1883, quand tout l'or réuni à la Banque néerlandaise n'atteignait pas cinq millions de florins, la quantité d'or (pièces de dix florins et stock réunis) est allée toujours en augmentant. Au commencement de cette année les caves de la Banque contenaient 23 millions 1/2 en or. Cette quantité s'est accrue jusqu'à 44,600,000. La semaine du 2 au 7 juin indique que la quantité d'or a diminué pour la première fois depuis plusieurs mois. Le tableau du 7 juin n'indique que 44,2 millions en or.

« L'or étant actuellement le seul métal dont on peut se servir pour les remises internationales, il est évident que sa quantité variera toujours dans les banques. Mais si dans la Banque néerlandaise cette quantité ne descend pas — comme il est fort possible — au-dessous de cinq millions, il est fort probable que le ministre des finances n'aura pas à faire usage de l'autorisation qui lui est concédée par la présente loi.

« On s'est demandé si cette loi n'entraverait pas l'accession éventuelle des Pays-Bas à une union bimétallique. Le Gouvernement néerlandais croit au contraire que la loi du 27 avril dernier sera une nouvelle preuve à quels sacrifices une nation doit se résigner, si elle veut sauvegarder les intérêts de son commerce, de son industrie et le bien-être de ses citoyens.

« Plus on verra de près les grandes difficultés et les grands dangers auxquels sont exposées les nations dans l'état précaire où se trouve leur circulation monétaire, difficultés qui augmentent d'une façon sensible le malaise général actuel, moins on hésitera — ce qu'on a déjà fait trop longtemps — à y porter remède.

« La ferme conviction du Gouvernement néerlandais est que ce remède se trouve à la portée de toutes les nations ; c'est le bimétallisme adopté sur une grande échelle. »

La clôture de la session 1883-84 des États-Généraux a été prononcée le 13 septembre. Voici le texte du message de clôture lu par M. Heemskerk, chef du cabinet :

« Messieurs,

« J'ai l'avantage de vous remercier, au nom du Roi, des soins que vous avez donnés aux intérêts du pays pendant la session actuelle.

« Dans le cours de cette session plusieurs sujets ont été soumis à, vos délibérations, et, bien que l'accord voulu n'ait pas été obtenu sur tous ces sujets, il y a néanmoins plusieurs affaires importantes qui, nous l'espérons, ont été menées à bonne fin.

« Des conventions avec d'autres puissances ont été approuvées sur la protection de la vigne et de la propriété industrielle, ainsi que sur l'avancement de la médecine vétérinaire. Vous avez approuvé aussi des traités avec la France, qui attendent encore l'approbation des Chambres de ce pays.

« Des lois organiques ont été votées sur le régime des aliénés, pour le transport de la poudre à canon et d'autres matières explosibles, sur la police de la pêche dans la mer du Nord, pour les biens ecclésiastiques et sur le transport des objets qui peuvent répandre la contagion. Cinq lois ont été promulguées pour être mises en vigueur simultanément avec le nouveau code pénal; vous avez encore à discuter d'autres lois qui se rapportent à ce code. Les lois sur l'instruction primaire, sur la milice nationale et d'autres lois organiques ont été modifiées suivant les besoins. Plusieurs lois sur l'expropriation dans l'intérêt de divers travaux publics aux Pays-Bas ont été votées; vous avez décidé aussi la construction de deux chemins de fer à Java.

« Votre attention a été appelée surtout sur la situation financière du pays. Vous avez approuvé un nouvel emprunt, qui a été conclu d'une manière favorable; l'amélioration de quelques impôts aura pour résultat de fournir les moyens de couvrir les intérêts de l'amortissement de cet emprunt. Une loi autorise le gouvernement à augmenter le montant du papier-monnaie; par une autre loi le gouvernement est armé contre la dépréciation de l'argent monnayé.

« Vos travaux ont été couronnés par un travail heureusement rare : la loi sur une régence éventuelle.

« Que tous vos travaux puissent contribuer à avancer les intérêts de la nation néerlandaise !

« Au nom du Roi, je déclare close la session des États-Généraux. »

La session 1884-1885 a été ouverte le 15 septembre par le chef du cabinet, M. Heemskerck.

Après avoir constaté la participation générale de la nation au deuil de la maison royale, le discours poursuit ainsi :

« Les relations du Roi avec les puissances étrangères continuent à conserver un caractère très amical.

« La flotte et l'armée donnent lieu à satisfaction. Jusqu'à présent notre pays a été épargné par le choléra qui sévit cette année dans une partie de l'Europe; le Gouvernement prend toutes les mesures de

précaution dont il peut disposer. La récolte a été très satisfaisante, et c'est avec satisfaction que l'agriculteur a pu prendre part à l'exposition internationale qui, dans ces derniers temps, a eu lieu à Amsterdam et dont l'organisation a été excellente.

« La situation générale aux Indes néerlandaises n'est pas défavorable; la cessation des épidémies qui les ravageaient et de l'épizootie à Java ne peut qu'exercer une influence salubre sur le bien-être des habitants. Des mesures énergiques sont prises pour établir à Atchin un état de choses qui permette de soulager à l'avenir l'armée de terre et de mer des services très lourds qu'elles ont rendus jusqu'à présent avec un courage et une persévérance intrépides.

« Les prisonniers de Tenom sont mis en liberté (1).

« Nous espérons que les circonstances extraordinaires qui accablent pour le moment l'agriculture à Surinam et le commerce à Curaçao ne seront que passagères.

« Des travaux importants vous attendent durant la nouvelle année parlementaire.

« Vous avez à approuver encore quelques conventions avec d'autres puissances sur le commerce et sur le droit international.

« Il dépendra de vous de rendre possible la mise en vigueur du nouveau code pénal, en votant les lois qui doivent le précéder. On vous présentera bientôt un projet de loi sous le régime du *waterstaat*. Les projets de loi sur la révision de la constitution sont déjà assez avancés, pour que l'on puisse s'attendre à leur discussion prochaine.

« Votre attention spéciale sera fixée de nouveau sur la situation financière du pays. Certes, le crédit de l'État est assis sur des bases assez solides et, en comparaison de l'exercice précédent, le déficit a diminué; mais le Gouvernement ne croit pas pouvoir se reposer sans avoir obtenu l'équilibre voulu entre les dépenses et les recettes, aussi bien par des économies dans les limites de la possibilité, que par l'accroissement des ressources tant aux Pays-Bas qu'aux Indes.

« Cependant nous appelons en premier lieu votre attention pour la discussion de la loi sur la révision de l'article 198 de la Constitution, laquelle loi, pour des motifs analogues à ceux qui ont déterminé la promulgation de la loi sur la régence, mérite d'être discutée avant toutes les autres lois.

« Si les États-Généraux veulent se résoudre à discuter bientôt cette loi, il leur restera encore le temps voulu pour terminer les autres travaux préliminaires avant la fin de l'année.

« Mais, quelle que soit la marche de nos discussions importantes,

Il s'agit de l'équipage du navire *le Nisero*; voir des dépêches relatives à cette affaire dans les *Archives*, 1884 111, 173 et suiv.

nous espérons que, sous la bénédiction de Dieu, elles contribueront à favoriser le bien-être de la patrie.

« Au nom du Roi, nous déclarons ouverte la session des États-Généraux. »

TURQUIE

Mesures sanitaires en prévision du choléra.

Le ministère des affaires étrangères a adressé les circulaires suivantes aux missions étrangères, au sujet des mesures sanitaire qu'il a jugé nécessaire de prendre pour prévenir l'introduction du choléra sur le territoire ottoman.

NOTE VERBALE.

29 Juillet 1884.

En vue d'empêcher l'importation du choléra dans l'empire, une série de mesures prophylactiques avaient été édictées par le conseil de santé. Aux yeux du Gouvernement impérial, ces mesures sont insuffisantes et ne répondent pas entièrement aux besoins de la situation. Aussi, justement préoccupé de la préservation du territoire ottoman du danger existant, et pénétré des devoirs qui lui incombent, juge-t-il nécessaire, usant de son droit naturel, d'aviser d'urgence à l'adoption et à l'exécution d'un ensemble de dispositions complémentaires, offrant plus de garanties pour la sauvegarde de la santé publique dont les intérêts ne sauraient jamais être sacrifiés à ceux du commerce. Ces dispositions seraient les suivantes : 1° extension de la quarantaine aux marchandises ; 2° assujettissement des navires venant des pays contaminés à une quarantaine de quinze jours à escompter dans les ports à lazarets ; 3° élévation à dix jours de la quarantaine d'observation de six jours appliquée aux provenances du littoral de la mer Noire entre Varna et Sébastopol ; 4° application de la quarantaine aux navires sans passagers, mesure dont la nécessité se fait sentir par la raison que leurs équipages pourraient avoir communiqué avec des pays considérés comme contaminés ; 5° élévation à dix jours de la quarantaine d'observation de cinq jours appliquée aux navires provenant de Trieste et de Brindisi avec passagers, et extension de la même mesure aux bateaux sans passagers venant des mêmes ports.

Telles sont les dispositions dont l'adoption paraît indispensable à la Sublime Porte. A cet effet elle a chargé le conseil de santé de les examiner au point de vue scientifique. Comme, toutefois, la plupart des membres ottomans de ce conseil n'appartiennent pas au

corps médical, le gouvernement impérial a jugé utile de déléguer au sein de ce conseil, en qualité de membres honoraires permanents, sept médecins de la section sanitaire du Séraskérat et de l'École impériale de médecine.

Le ministère des affaires étrangères a l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de l'ambassade..... pour son information.

--

NOTE VERBALE

31 juillet 1884.

Par sa note verbale circulaire en date d'avant-hier, le ministère des affaires étrangères a eu l'honneur de faire connaître à l'ambassade de..... les mesures complémentaires dont le Gouvernement impérial juge l'adoption nécessaire en vue d'empêcher l'introduction du choléra en Turquie.

Ces mesures lui ont été dictées par le devoir de préserver le pays de l'invasion de l'épidémie, les dispositions déjà arrêtées par le conseil de santé n'offrant pas les garanties exigées pour la sauvegarde de la santé publique dont les intérêts doivent primer tous les autres.

En effet, les provenances du littoral de la mer Noire entre Varna et Sébastopol n'ont été soumises par le conseil de santé qu'à une quarantaine, l'observation de cinq jours seulement et encore les marchandises et les navires sans passagers ont-ils été exclus de cette mesure. Or, la durée de cette quarantaine étant insuffisante, vu la rapidité des communications entre ledit littoral et les localités contaminées ; et l'exemption des marchandises aussi bien que des bateaux sans passagers entretenant la crainte du danger, le Gouvernement impérial a cru devoir y appeler la sérieuse attention du conseil de santé, tout en avisant aux dispositions dont la mise à exécution lui a paru urgente.

Ces mêmes considérations trouvent également leur application à l'égard des mesures prises contre les provenances de Trieste et de Brindisi, ainsi que du régime décrété pour les provenances du littoral français de la Méditerranée, régime qui, du reste, n'a été apporté à son degré actuel que sur l'avis du Gouvernement impérial.

Il est vrai que le conseil de santé a cherché à justifier les mesures adoptées par lui, mais les raisons qu'il a invoquées n'ont pas été de nature à convaincre le Gouvernement impérial. C'est pourquoi il a délibéré lui-même sur les dispositions complémentaires à prendre en vue de mettre autant que possible le territoire ottoman à l'abri de tout danger. Toutefois, avant de procéder à l'application des nouvelles dispositions, il a jugé utile, eu égard à leur nature, de les soumettre à l'examen d'un corps compétent. Tel est, certes, le conseil de santé dont les décisions sont toujours ponctuellement exécutées

par la Sublime Porte, en tant qu'elles offrent les garanties voulues ; mais à défaut de ces garanties, le Gouvernement impérial reste entièrement libre de pourvoir directement à telles mesures que les circonstances exigent, la mission du conseil de santé n'étant autre que celle d'un corps consultatif en matière sanitaire. Comme cependant plusieurs de ses membres n'appartiennent pas au corps médical, le Gouvernement impérial a décidé, ainsi qu'il a été dit dans la note verbale précitée, d'y envoyer sept médecins choisis parmi les praticiens les plus distingués et les plus expérimentés des départements de l'État.

L'ambassade de..... verra certainement là une preuve nouvelle du désir du Gouvernement impérial d'entourer les décisions du conseil de santé des lumières de la science ; mais, contrairement à toute attente, dans la réunion de mardi, la plupart des délégués étrangers s'opposèrent à la coopération des nouveaux membres et se retirèrent en faisant lever la séance.

En présence de ce fait, le Ministère impérial croit devoir prier l'ambassade de..... de vouloir bien inviter son délégué à continuer à prendre part aux délibérations du conseil de santé, dont les travaux, dans les circonstances actuelles surtout, ne sauraient souffrir le moindre retard sans exposer la santé publique aux dangers les plus graves et sans mettre le Gouvernement impérial dans la nécessité d'aviser aux mesures qu'il croira opportunes.

LA FONDATION BLUNTSCHLI

En 1882, un appel fut adressé par plusieurs jurisconsultes, amis, disciples et admirateurs du célèbre Bluntschli, à « tous ceux qui veulent honorer la mémoire du défunt d'une façon conforme à son esprit, et qui désirent en même temps la formation d'un centre permanent d'études de droit public et de politique pour les divers pays civilisés. » Il s'agissait de réunir la somme nécessaire pour une fondation ; le but a été atteint et déjà près de 40,000 francs ont été réunis. Le Conseil de direction, présidé par M. de Holtzendorff, met au concours la question suivante dont il est inutile de faire ressortir l'importance :

Quels sont les droits et les devoirs des États neutres : 1° relativement aux personnes faisant partie de la force armée des belligérants, qui passent durant la guerre sur le territoire neutre ; 2° relativement au matériel de guerre des belligérants, apporté durant la guerre sur le territoire neutre ?

Les concurrents auront à considérer soit les pays qui se sont déclarés neutres, soit ceux qui sont neutralisés (Suisse, Belgique, Luxembourg, Bouches du Danube).

En parlant des personnes qui font partie de l'armée, le conseil entend soit les combattants, soit aussi les non-combattants. Les concurrents auront à prendre en considération les troupes irrégulières comme les troupes régulières, et particulièrement le cas où la qualité de belligérants serait reconnue à certains combattants par l'une des parties belligérantes, tout en leur étant déniée par l'autre.

Sans vouloir prescrire un maximum, le conseil estime que les mémoires présentés ne devraient pas avoir plus de dix feuilles d'impression.

Conformément à l'article 21 des statuts, les mémoires peuvent être rédigés en français, en allemand, en anglais, en italien ou en latin.

Ils peuvent être anonymes.

Ils doivent être déposés entre les mains du secrétaire-trésorier de la Fondation Bluntschli, M. le docteur Pemsel (5, rue Maximilien, Munich), au plus tard le 31 décembre 1886.

Le prix est de 2,000 francs. Il sera délivré lorsque l'impression du mémoire couronné sera terminée. L'impression aura lieu aux frais de l'auteur. Si l'auteur ne s'est pas réservé le droit de traduction, ou s'il ne l'exerce pas dans le délai d'une année à partir de l'impression du mémoire, ce droit appartient à la Fondation.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} septembre. — *La philosophie du suffrage universel*, par Alfred Fouillée. — *La marine du Byzantin*, par le vice-amiral Jurien de la Gravière. — *La ville de Paris et l'administration municipale*, par Ch. Lavollée. — *Le nouveau bill de réforme électorale et la Chambre des Lords*, par G. Valbert.

15 septembre. — *Psychologie des chefs jacobins : Marat, Danton, Robespierre*, par H. Taine (c'est un nouveau chapitre du grand ouvrage de M. Taine sur les *Origines de la France contemporaine*). — *Le déclin de la puissance chinoise*, par Cuheval-Clarigny. — *La Nouvelle-Zélande et les petites îles adjacentes*, par Emile Blanchard.

La Nouvelle Revue.

1^{er} septembre. — *La patrie hongroise* (fin), par M^{me} Adam. — *Pages d'histoire contemporaine : Armand Marrast*, par Philibert Audebrand.

15 septembre. — *L'Allemagne ouvrière et socialiste*, par B. Gendre. — *Iwan Iwanovitch Betzky*, par la princesse Lise Troubetzkoï (étude biographique curieuse suivie de documents).

Revue historique.

Septembre-octobre. — *L'esclavage à Alger*, par H. D. de Grammont. — *Marie Stuart, Bothwell et Darnley*, par Rode Reass (d'après quelques publications allemandes récentes). — *Frédéric le Grand*, par Ch. Henry (d'après des lettres inédites de d'Alembert à M^{lle} de Lespinasse, pendant un voyage du philosophe en Prusse). — Bulletin bibliographique.

L'Europe militaire et diplomatique au XIX^e siècle (1815-1884), par Frédérick Nolte, 4 vol. in-8°, Paris, 1884, librairie Plon.

Il ne faut pas chercher dans cet ouvrage une histoire approfondie, composée sur les documents originaux, diplomatiques et autres; ce serait un travail de bénédictin qui dépasserait les forces d'un seul homme. Le but de l'auteur a été plus modeste; il n'en est pas moins utile. Il s'est proposé de nous présenter un résumé clair et impartial de l'histoire de l'Europe depuis 1815; pour chaque époque et pour chaque pays, il a pris les ouvrages les plus estimés et il s'est attaché à en extraire tous les faits essentiels. Il prend comme point de départ l'œuvre du Congrès de Vienne qui devait être profondément modifiée par les diverses guerres du XIX^e siècle. A ce propos, nous adresserons une légère critique à l'auteur; il a cru devoir reproduire textuellement le *Traité de la Sainte-Alliance* signé à Paris le 26 septembre 1815. Il nous semble qu'il aurait mieux valu reproduire l'*Acte final du Congrès de Vienne* pour mettre sous les yeux la Constitution territoriale de l'Europe au moment où s'ouvre la période historique qui va être racontée; ce qui aurait été également très utile, c'eût été une carte de l'Europe en 1815 à côté d'une carte de l'Europe en 1884.

L'ouvrage est divisé en trois parties : La première (1^{er} vol.) a pour titre : *La Politique de la Sainte-Alliance, mouvements constitutionnels et guerres d'indépendance 1821-1864*. Elle comprend les

chapitres suivants : Révolution d'Espagne (1820); Intervention française (1823). — Guerres carlistes (1825-1876). — Révolution de Portugal (1820-1835). — Insurrection de la Belgique contre la domination hollandaise. — Révolution suisse (1847). — Insurrection de la Hongrie contre la domination autrichienne (1848). — Insurrection de la Pologne contre la domination russe (1831-1863). — Révolution d'Italie (1848-1850). — Alliance franco-piémontaise contre l'Autriche (1859) et affaires de Rome (1860-1870).

La seconde partie (2^e vol.) est intitulée : *Guerres d'agrandissement* et renferme les chapitres suivants : Origine de la question d'Orient; insurrection de la Grèce contre la domination turque; guerre entre la Russie et la Turquie (1828-1829); insurrection de l'Égypte contre la Turquie (1831-1841); alliance turco-anglo-française contre la Russie; massacres de Syrie, intervention française; guerre russo-turque (1877-1878); révolution égyptienne et intervention de l'Angleterre (1882); état actuel et solutions possibles de la guerre d'Orient. — Insurrection des duchés de Schleswig et de Holstein contre la domination danoise (1848-1851); guerre de la Prusse et de l'Autriche contre le Danemark. — Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche et la Confédération germanique. — Guerre franco-allemande (1870-1871) et l'insurrection communiste à Paris.

Enfin, la troisième partie, qui a incontestablement un grand intérêt d'actualité, est consacrée aux *Guerres coloniales et expéditions d'outre-mer*; elle comprend les deux derniers volumes où sont traités les sujets suivants : Les Français à Alger et formation de la colonie française de l'Algérie; extension de la colonie française du Sénégal (1819-1884); les Français à Madagascar (1809-1884); les Français en Tunisie. — La France et l'Angleterre à la Plata (1838-1853). — Expédition française au Mexique (1838); expédition du Mexique (1861-1867). — Les Français à Tahiti (1838-1880). — Guerre de l'Angleterre contre la Chine (1841-1842); alliance anglo-française contre la Chine (1857-1860). — Ouverture du Japon aux étrangers (1854-1858). — Expédition franco-espagnole contre l'Annam (1857-1862); fondation de la colonie française de Cochinchine (1862-1867); les Français au Tonkin (1873-1884). — Rivalité de l'Angleterre et de la Russie dans l'Asie centrale (1825-1884). — Expéditions anglaises en Abyssinie (1868), contre les Ashantees (1874), contre les Zoulous (1879); insurrection des Basoutos et des Boers du Transvaal contre la domination britannique (1880-1881). — Les Anglais à la Nouvelle-Zélande (1844-1882). — Guerre de l'Espagne contre le Maroc (1860), contre le Pérou et le Chili (1864-1866); les Espagnols à Saint-Domingue (1861-1865); insurrection cubaine (1868-1880). — Expédition hollandaise contre l'Atchin (1873-1874).

Nous avons tenu à reproduire le titre de ces nombreux chapitres pour donner une idée complète de l'intérêt de l'ouvrage et des services qu'il peut rendre à ceux qui ont besoin d'avoir des renseignements courts et précis sur les grands événements politiques et militaires du siècle. Les diplomates et les historiens se serviront très utilement de ce livre qui leur fournira en même temps le moyen d'avoir des notions plus complètes par les ouvrages auxquels il renvoie. A ce point de vue, nous aurions un vœu à formuler en vue d'une seconde édition que nous espérons ; nous désirerions encore plus de précision en ce qui concerne les traités et actes diplomatiques cités ; il faudrait que le lecteur soucieux des pièces authentiques pût facilement s'y reporter ; de plus et dans le même ordre d'idées, les sources d'informations auraient besoin d'être complétées ; on a publié beaucoup de documents divers pour l'histoire diplomatiques (recueils de pièces, correspondances, mémoires, etc.), il serait très utile de savoir ce que l'on doit consulter pour étudier une question donnée. Ainsi nous reprocherons à l'auteur, dans le chapitre consacré à la guerre du Sonderbund, de n'avoir pas renvoyé au chapitre des *Mémoires de Guizot*, où l'affaire est examinée en détail. Pour la guerre d'Espagne de 1824, nous avons été étonné de voir citée à plusieurs reprises l'histoire de Vaulabelle, et de ne pas trouver mentionnée l'histoire de M. de Viel-Castel.

L.

Mémoires, documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, publiés par son fils le prince Richard de Metternich ; classés et réunis par M. de Klinkowstroem, tome VIII, Paris 1884, librairie Plon.

C'est la fin de cette importante publication qui fournit des documents précieux pour toute l'histoire de la première moitié de ce siècle. Ce volume comprend ce que l'éditeur appelle *la période de repos*, qui va de 1848 à 1859, c'est-à-dire de la Révolution qui chassa le chancelier de Vienne à sa mort survenue au cours de la guerre d'Italie. Les matériaux qui le composent sont très divers. Il faut citer surtout les extraits du Journal de la princesse, des lettres écrites par le prince, des mémoires rédigés par lui sur un grand nombre de questions. On trouvera là des observations très curieuses faites pendant le séjour qu'il fit en Angleterre après sa chute, des appréciations des divers hommes d'État avec lesquels il eut occasion de s'entretenir. On doit de la reconnaissance au prince Richard de Metternich qui, en voulant élever un monument à la mémoire de son père, a rendu un grand service à l'histoire générale et à l'histoire diplomatique.

Le volume se termine par un *index analytique* qui rend les recherches faciles et qui permet d'utiliser les nombreux renseignements contenus dans l'ouvrage. L.

Lettres de M. de Kageneck au baron Alstrøemer, sur la période du règne de Louis XVI, de 1779 à 1784, publiées avec une préface par L. Léouzon le Duc, un vol. in 8°, Paris, 1884, G. Charpentier.

L'auteur de ces lettres est Jacques-Bruno de Kageneck, d'une ancienne famille alsacienne. Il était né en 1734, il fut page de la Chambre, brigadier des gardes du corps et de service dans la maison du roi de 1779 à 1782. M. de Kageneck s'était lié avec un baron suédois, Clas Alstrømer, qui était venu faire un séjour en France; il avait promis à son ami de l'informer de ce qui se passerait dans notre pays, et il a tenu sa promesse, au moins pendant quelques années. Ce sont précisément ces lettres adressées au baron Alstrømer pendant que M. de Kageneck était de service à la Cour, que M. Léouzon le Duc publie. On ne peut dire qu'elles contiennent rien de bien nouveau; l'auteur n'était pas par sa situation en état d'être instruit de secrets touchant à la politique intérieure ou extérieure. Le recueil de ses lettres n'offre pas moins un intérêt tout spécial, en ce qu'il nous fait très bien connaître ce qui se disait dans le public et l'impression que produisaient les événements d'alors. M. de Kageneck paraît un fort honnête homme, exempt de parti-pris, bien renseigné; il nous donne des renseignements détaillés sur les intrigues qui entouraient Necker lors de son premier ministère, sur les péripéties de la guerre avec l'Angleterre, sur les négociations avec l'Espagne. Il abonde aussi en anecdotes trop souvent plus scandaleuses que piquantes. Le style est vif et les lettres se lisent très facilement.

Madagascar, la Reine des îles africaines: histoire, mœurs, religion, flore, etc., par Charles Buet, 1 vol. in-8°, Paris 1883, Librairie Victor Palmé.

M. Buet s'est proposé « non seulement de faire connaître Madagascar, mais surtout de montrer quels intérêts considérables la France y possède, et quels moyens elle devrait employer pour les servir. » Après un coup d'œil sur les colonies anglaises, il fait la description de Madagascar, raconte la découverte de l'île, les premiers établissements français et leurs vicissitudes jusqu'à l'époque du conflit; il étudie ensuite Madagascar au point de vue des races, du sol, etc... La conclusion de l'auteur est « qu'il est indispensable que Madagascar

soit français ou, tout au moins, sous le protectorat français. » L'ouvrage se termine par plusieurs chapitres consacrés à l'île Bourbon. Ce qui augmente l'intérêt du livre, d'une lecture facile, c'est un grand nombre de gravures qui complètent heureusement le but en mettant sous les yeux du lecteur des paysages, des monuments, des scènes de mœurs, des types, des costumes, le tout présenté avec beaucoup de relief et de pittoresque.

Annuaire diplomatique et consulaire de la République française pour 1884, Paris, juillet 1884, Berger-Levrault.

Cet annuaire comprend la liste de tout le personnel diplomatique et consulaire avec les états de service, ainsi que divers autres documents ou renseignements fort utiles; nous citerons notamment les *ordonnances*, décrets et arrêtés relatifs au personnel, et un atlas indiquant les différents postes diplomatiques ou consulaires.

Louis XIV et Strasbourg, *essai sur la politique de la France en Alsace*, un vol. in-8° (808 p.), par A. Legrelle, docteur ès-lettres, 4^e édition. Paris 1884, Hachette.

« La prise de possession de Strasbourg par Louis XIV, en 1681, dit M. Legrelle, figure depuis deux siècles au premier rang des griefs historiques que l'Allemagne entretient systématiquement contre la France. A en croire la plupart des publicistes d'outre-Rhin, c'est à peine si les annales de l'humanité offriraient une page aussi sombre, un forfait aussi inexpiable, un sujet de douleur aussi inépuisable, sinon pour la victime, qui ne s'en était pas mal trouvée, du moins pour les parents et les voisins de cette victime... Quoique Strasbourg, à l'heure qu'il est, n'ait plus que le droit, de par la foi des traités, d'éveiller une immense et incurable douleur de ce côté-ci des Vosges, nous n'avons pas cru inutile de rechercher la valeur exacte des accusations rétrospectives qui, à la longue, ont amené des troupes prussiennes devant notre ancienne conquête de 1681 et donné satisfaction par la force aux acrimonieuses revendications de la science germanique. Mieux aurait valu sans doute rectifier ses erreurs moitié perfides, moitié naïves, avant que le résultat visé par elle eût été obtenu. Il n'en reste pas moins fort intéressant encore, deux cents ans après le grand acte de vigueur de Louis XIV, de laver l'honneur de la France des récriminations si opiniâtrement propagées contre lui. »

Ces quelques lignes empruntées à la Préface de M. Legrelle, qui indiquent assez exactement le but de son ouvrage, pourraient lui faire tort à un double point de vue. Elles n'en indiquent ni la vaste com-

préhension, ni la profonde impartialité. Dans cette substantielle étude, il a fait l'historique complet de notre politique en Alsace. Un premier chapitre nous mène depuis la période la plus reculée jusqu'à Henri IV. Le deuxième est consacré à la guerre de Trente ans et à l'étude du traité de Münster en 1648. C'est seulement au chapitre troisième, c'est-à-dire à la page 180, que commence le récit même annoncé par le titre de l'ouvrage.

La France avait reçu de l'Empereur et de l'Empire la cession officielle de l'Alsace. M. Legrelle nous montre, pendant une période de près de quarante ans, le Pouvoir royal établissant lentement et prudemment son influence dans ses nouvelles possessions, respectant les privilèges et les libertés locales, sans jamais laisser mettre en doute son autorité; englobant successivement les villes qui composent la décapole; maintenant à Strasbourg plus longtemps qu'à toute autre ses droits désormais fort contestables de ville libre, se contentant d'affirmer les siens propres par la présence d'un résident français, et ne se décidant à la réunir définitivement à la monarchie que le jour où, après mille trahisons, après avoir vingt fois livré leur pont aux impériaux, MM. de Strasbourg vont appeler l'Empereur et lui ouvrir leurs portes. Les chapitres septième, qui expose les procédés de la dernière heure, et huitième, qui montre l'effet produit en Allemagne et les arguments, très souvent sonnants, employés par Louis XIV pour calmer l'irritation germanique, ces chapitres, bien qu'un peu longs, sont du plus vif intérêt.

Si j'avais un léger reproche à adresser à M. Legrelle, ce serait celui d'avoir fait un bien gros volume. Huit cents pages se lisent difficilement, surtout quand, les mille détails infimes une fois oubliés, le lecteur n'en retiendra que deux ou trois gros faits importants. J'imagine que M. Legrelle, préoccupé de ne rien affirmer sans preuve, pris entre la pléiade des historiens allemands, depuis L. Ranke jusqu'à l'*Alsacien* M. Schultz, et certains historiens français contestés, a voulu donner sur cette question la solution définitive, multiplier les arguments, réfuter les plus petites erreurs et assurer à jamais le succès de sa démonstration. Les documents officiels qu'il a compulsés sont innombrables et empruntés aux sources les plus diverses : *Archives des Affaires Étrangères*, *Archives communales de la ville de Strasbourg* (au moins ce qu'on en a livré au public), manuscrits de nos bibliothèques et l'immense collection de tout ce qui a été écrit sur cette question, il a tout compulsé et dépouillé. Le résultat de ce travail a été un livre considérable, savant, d'une haute valeur documentaire, et qui, sous le bénéfice des quelques observations qui précèdent, fait grand honneur à la science française.

Institutions municipales et provinciales comparées, par H. de Ferron. Paris, 1884, in-8° (570 p.), Alcan, Larose et Forcel.

La base et le but de cet ouvrage sont exposés avec une singulière netteté dans un passage de la préface : « Nous croyons, dit M. de Ferron, avoir imité les institutions politiques de l'Angleterre, parce que nous avons, comme elle, un Parlement et des ministres responsables. Un examen attentif nous aurait montré que ce Parlement et ces ministres responsables sont loin de constituer tout le Gouvernement de l'Angleterre ; que ce Gouvernement a d'autres parties non moins importantes. Les institutions qui nous manquent sont justement celles qui développent les vertus sociales nécessaires au bon usage de la liberté ; celles qui préparent l'éducation politique, qui enseignent le respect de l'autorité et de la loi, le calme et la modération ; celles enfin qui font éviter les révolutions. En Angleterre, la plus grande partie des pouvoirs administratif et judiciaire est exercée directement par les citoyens. A l'exception d'un petit nombre de services indispensables à l'unité de la nation, tels que l'armée, la marine, les relations extérieures, et les finances nécessaires au fonctionnement de ces services, toute l'administration est aux mains des simples citoyens ou des paroisses et des comtés. Cette administration directe comprend non seulement les intérêts matériels, mais encore l'éducation, l'hygiène publique, la police et la justice. Les Anglais ne désignent pas leur gouvernement sous le nom de gouvernement parlementaire, mais sous celui de *self government* qui en indique le caractère dominant... On voit à quel point nous nous sommes trompés, lorsque nous avons cru transporter en France le gouvernement de l'Angleterre. Nous n'en avons imité que la partie représentative, à laquelle nous avons adjoint une immense centralisation, une autorité centrale monstrueuse, que nous appelons le despotisme, quand elle est exercée au nom de la souveraineté des princes, et que nous confondons avec la liberté quand elle est exercée au nom de la souveraineté du peuple... Il ne faut pas s'étonner que ces deux espèces de gouvernements, reposant sur des principes contraires, aient des effets différents ; que l'un produise un peuple tout à la fois énergique et calme, épris de la liberté et cependant respectueux de l'autorité qu'il exerce lui-même, et que l'autre ne produise qu'un peuple incapable d'administrer ses affaires, sans initiative individuelle, et ennemi de l'autorité qu'il subit et n'exerce pas ; que l'un produise l'ordre et la liberté, et que l'autre ne produise que des révolutions. »

Ceci posé, le mal constaté, l'auteur cherche et le remède et la méthode pour arriver à la connaissance du remède. Il étudie d'abord notre tradition nationale dans le domaine des institutions locales ; puis notre organisation actuelle, et l'opinion qu'a de cette organisa-

tion le pays qui la subit; ensuite, les institutions locales des différents pays du continent, et enfin celles de l'Angleterre. L'auteur s'est défié des comparaisons. Il ne prétend pas implanter chez nous, tout d'une pièce, le système adopté en d'autres pays. Il veut simplement nous ramener à notre tradition nationale, tout en tenant compte des progrès accomplis depuis 1789, tant chez nous qu'à l'étranger.

Ses motifs et ses plans de réformes occupent la dernière et la moindre partie de l'ouvrage. J'indiquerai les principales de celles qu'il propose: vérification des pouvoirs par les conseils généraux; séparation des budgets de l'État et du département; création d'un pouvoir exécutif départemental dont le préfet n'est que l'agent; suppression de la tutelle de l'État sur les communes; organisation cantonale, le canton ayant, par divers organes, action sur les communes qui en dépendent; réformes dans l'organisation communale, etc.

On a rendu compte ici même de divers ouvrages qui ont soutenu des thèses analogues ou fourni des éléments pour la solution du même problème (1). Ce sont de très heureux symptômes, à mon sens, que ces publications multipliées sur un sujet aussi considérable. Sans se faire d'illusions sur l'influence des publicistes, et en se rappelant même tout le terrain qu'a perdu depuis quelques années le principe de la décentralisation, on peut espérer que cette vérité essentielle ne sera pas toujours contestée. Le jour où elle triomphera, M. de Ferron, directeur de la *Revue de la Décentralisation* et auteur du présent livre, pourra se vanter d'avoir autant que personne contribué à la réalisation d'un immense progrès.

J. C.

Essai de Sociologie; science de l'organisation de la société humanitairement heureuse, par O. Tche-K. (traduit du Russe), un vol. in-18, Paris, Ghio, 1884.

L'auteur inconnu de ce livre se fait suffisamment connaître par l'exposé de sa doctrine. Il l'a fait avec une conviction et une assurance qui s'imposent. Je ne sais pas quel rang il peut avoir dans la hiérarchie des socialistes; à coup sûr il parle en maître et en chef. Quelques passages de son livre suffiront à en indiquer le ton et le but.

Il commence par dire que la sociologie est en retard sur toutes les autres sciences, et il explique ce retard par ce fait que, seuls de tous les savants, les sociologues ont persisté dans des études qui sont odieuses aux puissants de la terre et qui, à ce titre, loin de recevoir leur aide, sont constamment entravés par eux et persécutés.

Il recherche ensuite quel est le but de la sociologie. Il est jusqu'ici

(1) V. *Archives Diplomatiques*, 1884, I, 262 et 384.

acquis à la science sociologique que tous les genres et toutes les espèces de l'activité humaine, intellectuelle et morale, ne sont que des manifestations du sentiment de sa propre conservation au sein de la nature et dans la vie sociale. Pour satisfaire ses besoins, l'homme doit étudier la nature et travailler productivement. L'ensemble des procédés techniques est donné par les sciences spéciales à chaque branche de l'industrie. Quant aux meilleures conditions de la vie sociale, elles doivent être étudiées par une science à part, la sociologie.

Cette science d'ailleurs n'est pas encore constituée. Il faut la constituer. Sur quelles bases? Sur l'éthique, l'âme des relations humaines. A l'éthique inhumanaire, qui organise la vie automatique sous la domination d'un monarque, il faut opposer l'*éthique humanitaire*. Dans celle-là, la *vie collective*, « où chacun reste libre et indépendant, conserve sa complète individualité, profite de toutes les forces colossales et productives que donne le collectivisme, ainsi que de tous les moyens et procédés techniques que fournit la science. »

Suit une longue étude de la vie collective basée sur une comparaison avec la *physiologie de l'individualisme*.

L'ouvrage, divisé en sept parties, donne, dans la quatrième partie, l'exposé complet des tendances sociales. Je citerai seulement les titres : *Vie humanitaire selon la science; travail scientifiquement humanitaire; capital du savoir rationnel et scientifique; bienfonds; circulation organique de l'échange, du travail et du crédit; collectivisme d'État humanitaire*.

Mais, pour arriver à organiser l'humanité *scientifiquement heureuse*, il faut liquider le passé et préparer l'avenir. Comment? par la lutte et par le travail scientifique. « Les combattants pour la cause de l'humanité peuvent traiter sans pitié les pillards d'État, même leurs parents ou leurs enfants qui sont du nombre, c'est égal; ils ne sont pas pour cela des scélérats, mais de vrais humanitaires, car, par leurs actes énergiques et par leur abnégation, ils aident à la démolition de l'ordre établi et à la réalisation d'une vie humanitaire et collective. Voilà pour la lutte. Quant au travail scientifique, il faudra « dans un point quelconque de l'Europe qui soit à l'abri des attentats de la part des brigands monarchistes (si ce n'est en Suisse, en France, en Belgique, alors en Angleterre), il faudra fonder une *Faculté fédérative des sociologues*, composée des humanitaires éclairés et savants de tous les pays... Toutes les études coopératives de la sociologie doivent avoir pour but catégorique la découverte des moyens et des procédés scientifiques les plus puissants pour assurer l'heureuse issue de la lutte pour l'existence aux humanitaires, extirper définitivement le pillage d'État, et fonder la Fédération Républicaine, Universelle, Humanitaire..... Quiconque parmi les sociologues admet qu'on peut

restreindre la liberté individuelle ou permettre à l'État d'instituer la tutelle, sous n'importe quel prétexte plausible, ne doit jamais être reçu dans la Faculté fédérative. » La Faculté publiera des Revues, mettra des sujets au concours, patronnera des entreprises. Et par cette création, la sociologie trouvera des Darwin qui démontreront le néant et la perversité du monarchisme, et conquerront ainsi une influence assez grande pour discipliner et mettre en mouvement l'immense armée des déshérités et des spoliés.

Tel est, dans ses traits généraux, ce livre très curieux, à la fois savant et violent, mais qui n'est pas d'une application aussi universelle que le prétend l'auteur. Écrit par un Russe, en vue des souffrances, visiblement exagérées, d'une partie de la population russe, il demanderait, pour s'appliquer aux autres pays, à être singulièrement modifié. Toutefois, ce n'est pas une raison pour s'en détourner. J'ai dit ailleurs et je répèterai sans cesse qu'il y a beaucoup de choses à emprunter aux socialistes.

J. C.

Les Eleuthéromanes, par Diderot, avec un commentaire historique. Paris, 1884, Ghio.

On sait ce qu'est ce dithyrambe. Diderot lui donne le sous-titre : « les furieux de la liberté » Il fut composé, en apparence, par pur badinage. « Trois années de suite, raconte Diderot, le sort me fit roi dans la même société. La première année, je publiai mes lois sous le nom de *Code Denis*. La seconde, je me déchainai contre l'injustice du destin, qui déposait encore la couronne sur la tête la moins digne de la porter. La troisième, j'abdiquai, et j'en dis mes raisons dans ce dithyrambe. »

Comme dans tout ce qui est sorti de la plume de Diderot, le badinage est prétexte à philosophie et à réforme. Le commentateur inconnu de ce dithyrambe a tenu à mettre en lumière les véritables idées qu'il dissimulait. Il a prétendu montrer comment Diderot « se rattache à la Révolution française, à l'œuvre de régénération qu'elle a rendue possible et qu'elle a si généreusement commencée, ainsi qu'aux efforts de ceux qui, de nos jours, en poursuivent l'achèvement.... Nous allons donc rechercher à quel degré il peut être considéré comme *républicain*, se liant aux hommes politiques qui, à la fin du siècle dernier, attaquèrent le plus audacieusement l'ancien régime. »

Suit une étude de près de quatre-vingts pages, pleines d'érudition, établissant les rapports de filiation entre Diderot et les révolutionnaires, notamment Danton, qui fait une lecture véritablement curieuse d'une pièce de poésie très peu poétique, et qui donne une signification toute particulière à certains vers devenus célèbres plus tard.

J. C.

Jeanne d'Arc, libératrice de la France, par Joseph Fabre, un vol. in-18, Delagrave, Paris, 1884.

M. Renan a dit, je crois que c'est dans la préface des *Évangiles*, qu'il serait toujours aisé de faire un livre attachant et poétique en contant la vie de Jésus. On pourrait croire qu'il en est de même de la vie de Jeanne d'Arc. Il y a dans sa courte histoire des choses si merveilleuses et si touchantes qu'elles imposent la pitié et l'admiration. Aussi que de Vies de Jeanne d'Arc ! M. Fabre nous en donne la liste avec des appréciations passablement malicieuses dans leur sincérité. Aucune d'elle n'est entièrement satisfaisante. La meilleure peut-être, celle de Michelet, a le tort de vouloir expliquer par la physiologie bien des choses qui sont plutôt du domaine de la foi. M. Joseph Fabre s'est épris à son tour de cette adorable figure et a voulu lui élever un monument définitif.

Ce qui me plaît dans son livre, c'est surtout l'esprit dans lequel il a été conçu. M. Fabre est député républicain : et, tout en vengeance la pauvre fille du peuple abandonnée par ce roi qu'elle venait de sauver, il n'a pas prétendu élargir le fossé qui sépare la France de la royauté de la France moderne, fille de 89 ; il est philosophe et, autant qu'il apparaît, libre-penseur : il a montré dans son héroïne le précurseur inconscient de tant d'esprits religieux qui ont prétendu faire leur salut sans l'intervention de l'Église ; et, en même temps, il a rempli son livre des prières ferventes et des pieuses réponses qui jaillissaient spontanément de son cœur. Cette heureuse et tolérante impartialité me plaît plus qu'elle ne m'étonne. Notre pays, depuis ses récents désastres, se rattache avec passion à tout ce qui lui parle de fierté et d'indépendance nationales ; Jeanne d'Arc est devenue une des saintes de la France nouvelle, on la fait entrer dans la légende, et récemment un des *leaders* de la chambre des députés l'appelait, dans un discours très applaudi, « la divine Lorraine. »

Le livre de M. Joseph Fabre devait donc avoir et a eu un vif succès dans tous les publics. Il a eu même la fortune d'éveiller une polémique assez bruyante, et de déterminer la rétractation très honorable d'un philosophe connu de l'école contemporaine. Est-ce à dire qu'il soit le monument définitif qu'attend la vierge de Domrémy ? Je ne le crois pas. Et il me semble que je pourrais dire les raisons de mon opinion. Il est divisé en trois livres : la bergère, la guerrière, la martyre. Il affecte la forme et le style d'un poème : de très courts chapitres, des phrases rapides, des images et des comparaisons, des élans passionnés qui s'enlèvent jusqu'au dithyrambe. Mais le poète est historien, avec ce goût d'exactitude qui caractérise l'école actuelle. Il a eu entre ses mains et a même traduit et édité les deux procès de condamnation et de réhabilitation, et il en a introduit dans son récit les passages les

plus saillants. Poète et historien, ce n'est pas tout. Il est en même temps philosophe et homme politique, et militant sous l'un et l'autre habit. A côté de l'histoire et de la poésie, voici la réflexion critique et la proposition de l'homme d'État. Ce n'est pas tout encore. A force de compulser les anciennes annales et les récits des vieux chroniqueurs et surtout ces deux procès, documents authentiques et sincères, M. Fabre s'en est assimilé le style naïf : il y a telle comparaison, telle tournure qui, dans son propre fonds, au milieu d'un passage de style tout moderne, apparaît sans guillemets et donne les sensations d'un emprunt ou d'une citation. Manque d'unité dans la composition et dans le style, voilà le défaut du livre. Ne vaut-il donc pas le bruit qu'on en a fait ? Au contraire, il est excellent, mais il n'est pas parfait. Ou le défaut est-il sans remède ? Point ! Et voici ce que je dirai très humblement à M. Fabre. Il y a dans le livre qu'il nous donne aujourd'hui tout ce qu'il faut pour faire le livre que je demande. La vie de Jeanne d'Arc doit être un livre populaire, de médiocre longueur et de style simple ; ce doit être un livre d'école qu'on distribuerait par milliers et toujours aux enfants de toutes classes, et qui serait la plus efficace et la plus passionnante des leçons de patriotisme et de morale. Que M. Fabre prenne ses ciseaux, qu'il pratique de larges coupures ; qu'il fasse plus court et plus simple. Ni préface, ni post-face ; deux lignes à la fin pour dire : voilà ce qu'a fait une jeune fille quand la patrie était en danger ; et il aura bâti à son héroïne le monument qu'il ambitionne pour elle, avec une base large et indestructible : la conscience populaire.

J. C.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — BELGIQUE

Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres de l'esprit et de l'art.

12 décembre 1883 (1).

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, également animés du désir de garantir, d'une manière plus efficace, dans les deux pays, la protection des œuvres littéraires ou artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir....

Art. 1^{er}. — Les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques, que ces œuvres soient publiées ou non, jouiront, dans chacun des deux pays réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront accordés par la loi pour la protection des ouvrages de littérature ou d'art, et ils y auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs nationaux.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans leur pays d'origine, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

(1) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 15 juillet 1884.

L'expression « œuvres littéraires ou artistiques » comprend les livres, brochures ou autres écrits ; les œuvres dramatiques, les compositions musicales, les œuvres dramatico-musicales ; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure ; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques ; les plans, croquis et œuvres plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences naturelles ; et en général toute production quelconque du domaine littéraire, scientifique ou artistique.

Art. 2. — Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également aux éditeurs d'œuvres publiées dans l'un des deux pays et dont l'auteur appartiendrait à une nationalité tierce.

Art. 3. — Les mandataires légaux ou ayants-cause des auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes, lithographes, etc., jouiront réciproquement et à tous égards des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, éditeurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, architectes et lithographes eux-mêmes.

Art. 4. — Sera réciproquement licite la publication, dans l'un des deux pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'un ouvrage ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que cette publication soit spécialement appropriée et adaptée pour l'enseignement, ou qu'elle ait un caractère scientifique.

Sera également licite la publication réciproque de chrestomathies composées de fragments d'ouvrages de divers auteurs, ainsi que l'insertion, dans une chrestomathie ou dans un ouvrage original publié dans l'un des deux pays, d'un écrit entier de peu d'étendue publié dans l'autre.

Il est entendu qu'il devra toujours être fait mention du nom de l'auteur ou de la source à laquelle seront empruntés les extraits, morceaux, fragments ou écrits dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux compositions musicales insérées dans des recueils destinés à des écoles de musique, une insertion de cette nature sans le consentement du compositeur étant considérée comme une reproduction illicite.

Art. 5. — Les articles extraits de journaux ou recueils périodiques

diques publiés dans l'un des deux pays pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans l'autre pays.

Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science ou d'art.

Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas l'interdiction stipulée au paragraphe précédent ne s'appliquera aux articles de discussion politique.

Art. 6. — Le droit de protection des œuvres musicales entraîne l'interdiction des morceaux dits arrangements de musique, composés, sans le consentement de l'auteur, sur des motifs extraits de ces œuvres.

Les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs conformément à la législation de chacun des deux pays.

Art. 7. — Pour assurer à tous les ouvrages de littérature ou d'art la protection stipulée à l'article 1^{er} et pour que les auteurs desdits ouvrages soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis en conséquence devant les tribunaux des deux pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur le titre de l'ouvrage, au bas de la dédicace ou de la préface, ou à la fin de l'ouvrage. Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est sans autre preuve réputé ayant-droit de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Art. 8. — Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution publique des œuvres musicales, ainsi qu'à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales.

Art. 9. — Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront à ce titre de la protection stipulée par l'article 1^{er} en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays.

Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 10. — Les auteurs de chacun des deux pays jouiront, dans l'autre pays, du droit exclusif de traduction sur leurs ouvrages pendant dix années après la publication de la traduction de leur ouvrage autorisée par eux.

La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays.

Pour jouir du bénéfice de cette disposition, ladite traduction autorisée devra paraître en totalité dans le délai de trois années à compter de la publication de l'ouvrage original.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, le terme des trois années stipulé au paragraphe précédent ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'ouvrage original.

Dans le cas où la traduction d'un ouvrage paraîtrait par livraisons, le terme de dix années stipulé au paragraphe 1^{er} ne commencera également à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de la traduction.

Il est entendu que, pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier, sera, en ce qui concerne les termes de dix années et de trois années, considéré comme un ouvrage séparé.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Art. 11. — Lorsque l'auteur d'une œuvre musicale ou dramatico-musicale aura cédé son droit de publication à un éditeur pour le territoire de l'un des deux pays, à l'exclusion de l'autre, les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ne pourront être vendus dans ce dernier pays, et l'introduction de ces exemplaires ou éditions y sera considérée et traitée comme mise en circulation d'une contrefaçon.

Les ouvrages auxquels s'applique cette disposition devront porter, sur leur titre et couverture, les mots : « Édition interdite en Allemagne (en Belgique). »

Toutefois ces ouvrages seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à des ouvrages autres que les œuvres musicales ou dramatico-musicales.

Art. 12. — L'introduction, l'exportation, la circulation, la vente et l'exposition, dans chacun des deux pays, d'ouvrages contrefaits ou d'objets de reproduction non autorisée sont prohibées, soit que les dites contrefaçons ou reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays tiers quelconque.

Art. 13. — Toute contravention aux dispositions de la présente Convention entraînera les saisies, confiscations, condamnations aux peines correctionnelles et aux dommages-intérêts, déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon ou la reproduction illicite seront déterminés par les tribunaux respectifs, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 14. — Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne porte également aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation sur son propre territoire des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 15. — Les dispositions contenues dans la présente Convention seront applicables aux œuvres antérieures à sa mise en vigueur, sous les réserves et conditions énoncées au Protocole qui s'y trouve annexé.

Art. 16. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'elles à une tierce Puissance en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention, sera, sous condition de réciprocité, acquis de plein droit aux auteurs de l'autre pays ou à leurs ayants cause.

Elles se réservent d'ailleurs la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente Convention toute amélioration ou modification dont l'expérience aurait démontré l'opportunité.

Art. 17. — La présente Convention est destinée à remplacer les Conventions littéraires qui ont été antérieurement conclues entre la Belgique et les divers États allemands.

Elle restera en vigueur pendant six années à partir du jour où elle aura été mise à exécution et continuera ses effets jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et pendant une année encore après sa dénonciation.

Art. 18. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

Elle sera exécutoire dans les deux pays trois mois après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 12 décembre 1883.

(L. S.) Comte Aug. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) Léon BIEBUYCK.

—

Protocole.

Les Plénipotentiaires soussignés, ayant jugé nécessaire de préciser et réglementer les droits accordés, par l'article 15 de la Convention littéraire conclue en date de ce jour entre la Belgique et l'Allemagne, aux auteurs d'ouvrages antérieurs à la mise en vigueur de cette Convention, sont convenus de ce qui suit :

1° Le bénéfice des dispositions de la Convention conclue en date de ce jour est acquis aux œuvres littéraires et artistiques antérieures à la mise en vigueur de la Convention, qui ne jouiraient pas de la protection légale contre la réimpression, la reproduction ou la traduction illicites, ou qui auraient perdu cette protection par suite du non-accomplissement des formalités exigées.

L'impression des exemplaires en cours de fabrication licite au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, pourra être achevée; ces exemplaires, ainsi que ceux qui seraient déjà licitement imprimés à ce même moment, pourront, nonobstant les dispositions de la Convention, être mis en circulation et en vente, sous la condition que, dans un délai de trois mois, un timbre spécial sera apposé par les soins des Gouvernements respectifs, sur les exemplaires commencés ou achevés lors de la mise en vigueur.

De même les appareils, tels que clichés, bois et planches gravés de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, existant lors de la mise en vigueur de la présente Convention, pourront être utilisés pendant un délai de quatre ans à dater de cette mise en vigueur, après avoir été revêtus, dans les trois mois mentionnés au paragraphe précédent, d'un timbre spécial.

Il sera dressé, par les soins des Gouvernements respectifs, un inventaire des exemplaires d'ouvrages et des appareils autorisés aux termes du présent article.

2° Quant à l'exécution ou à la représentation publiques des œuvres musicales, dramatiques ou dramatico-musicales, la force rétroactive de la présente Convention ne s'applique qu'aux œuvres postérieures à la date du 20 août 1863.

Toutefois les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales qui ont été publiées ou représentées dans l'un des deux pays depuis cette date et qui ont été représentées publiquement, en original ou en traduction, dans l'autre avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne jouiront de la protection légale contre la représentation illicite qu'autant qu'elles auraient été protégées en vertu du droit conventionnel antérieur.

3° Le bénéfice des dispositions de la présente Convention est également acquis aux ouvrages qui, publiés depuis moins de trois mois au moment de sa mise en vigueur, seraient encore dans le délai légal pour l'enregistrement prescrit par les Conventions précédemment conclues entre la Belgique et divers États allemands; et ce, sans que les auteurs soient astreints à l'accomplissement de cette formalité.

4° Pour le droit de traduction, ainsi que pour la représentation publique en traduction des ouvrages dont la protection sera, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention,

garantie encore par les conventions antérieures, la durée de ce droit, que ces dernières Conventions limitaient à cinq années, sera prolongée à dix années dans le cas où le délai de cinq années ne sera pas encore expiré au moment de la mise en vigueur de la présente Convention, ou bien si, ce délai étant expiré, aucune traduction n'a paru depuis lors, ou aucune représentation n'a eu lieu.

Les auteurs jouiront également pour le droit de traduction de leurs ouvrages et pour la représentation publique en traduction des œuvres dramatico-musicales, des avantages accordés par la présente Convention en ce qui concerne les délais stipulés par les Conventions antérieures pour le commencement ou l'achèvement des traductions, sous les réserves fixées au paragraphe précédent.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention en date de ce jour et ratifié avec elle, aura mêmes force, valeur et durée que cette Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 12 décembre 1883.

Protocole de Clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention pour la garantie réciproque de la protection des œuvres de littérature ou d'art, conclue à la date de ce jour entre la Belgique et l'Allemagne, les Plénipotentiaires soussignés ont énoncé les déclarations et réserves suivantes :

1° Aux termes de la législation de l'Empire allemand, la durée de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite étant, pour les ouvrages anonymes ou pseudonymes, limitée en Allemagne à trente années à partir de la publication, à moins que lesdits ouvrages ne soient, dans les trente ans, enregistrés sous le vrai nom de l'auteur, il est entendu que les auteurs d'œuvres anonymes ou pseudonymes publiées dans l'un des deux pays, ou leurs ayants cause légalement autorisés, auront la faculté de s'assurer dans l'autre pays le bénéfice de la durée normale du droit de protection, en faisant, dans le délai de trente ans ci-dessus mentionné, enregistrer ou déposer leurs œuvres sous leur véri-

table nom dans le pays d'origine, suivant les lois ou règlements en vigueur dans ce pays.

2° La législation de l'Empire allemand ne permettant pas de comprendre les œuvres photographiques au nombre des ouvrages auxquels s'applique ladite Convention, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement sur les dispositions spéciales à prendre d'un commun accord, à l'effet d'assurer réciproquement dans les deux pays la protection desdites œuvres photographiques.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur la Convention à laquelle il se rapporte, et y ont apposé leurs signatures,

Fait à Berlin, le 12 décembre 1883.

— Nous reproduisons l'*Exposé des motifs* fait par M. Frère-Orban, ministre des affaires étrangères, à l'appui du projet de loi ayant pour but d'obtenir des Chambres belges l'approbation de la Convention qui précède :

Le 12 décembre dernier une nouvelle Convention littéraire a été signée entre le Gouvernement belge et le Gouvernement impérial allemand.

La Belgique avait conclu des Conventions littéraires avec une partie seulement des États qui forment aujourd'hui l'unité germanique; au surplus, ces Conventions, dont la plus ancienne remonte à 1863 (1), n'étaient pas identiques dans leurs dispositions.

Le nouvel acte international est destiné à les remplacer. Il offre donc avant tout ce double avantage de pourvoir à une lacune importante, et d'établir, pour la protection des œuvres de l'esprit et de l'art, un droit conventionnel unique entre la Belgique et l'Empire allemand.

C'est le traité signé le 19 avril dernier entre l'Allemagne et la France (2) qui a servi de base à celui que nous-mêmes venons de conclure. L'un comme l'autre réalise un progrès qui était dans le désir commun des parties contractantes : la suppression de la formalité de l'enregistrement. D'après les anciennes conventions, la protection

(1) Convention littéraire, signée entre la Belgique et la Prusse le 28 mars 1863. *Archives*, 1866, III, 151.

(2) V. *Archives*, 1883, IV, 5 et suivant.

légale n'était assurée aux œuvres de l'un des deux pays dans l'autre que moyennant l'accomplissement de cette formalité ; l'enregistrement se faisait sur la déclaration des intéressés qui devait être produite, à peine de déchéance, dans un délai déterminé. Désormais la propriété d'une œuvre, dès qu'elle sera établie dans le pays d'origine, existera de plein droit dans l'autre avec toutes ses conséquences légales.

Avant de passer en revue les articles de la Convention nouvelle, je crois bien faire, Messieurs, d'appeler votre attention sur une clause d'application des plus importantes : je veux parler de la clause qui attribue une portée rétroactive aux dispositions de la nouvelle Convention. Le principe de la rétroactivité est inscrit dans l'article 15 ; les réserves ou atténuations qu'il a été jugé utile d'y apporter font l'objet d'un protocole qui fait partie intégrante de la Convention.

Voici, messieurs, quelle est à cet égard l'économie du nouvel arrangement international :

Le principe même de cet arrangement — la protection réciproquement assurée à la propriété intellectuelle — est consacré dans l'article 15 pour le passé comme pour l'avenir ; c'est-à-dire que la Convention protégera, en remontant indéfiniment dans le passé, les œuvres littéraires ou artistiques qui ne jouiraient pas de la protection légale ou qui l'auraient perdue. Mais elle respecte néanmoins les situations acquises ; ainsi l'éditeur qui aurait profité de ce qu'un auteur ne pouvait invoquer une Convention internationale pour s'opposer à la reproduction de son œuvre, ou de ce qu'un auteur a laissé périmer son droit en n'accomplissant pas les formalités requises, ne sera pas, du jour au lendemain, dépossédé des fruits de son initiative.

En effet, si des ouvrages sont imprimés dans ces conditions ou si l'impression en est commencée, le Protocole annexé à la Convention permet l'achèvement de l'impression, la circulation et la mise en vente des exemplaires fabriqués, quel qu'en soit le nombre, à la condition qu'un timbre spécial y soit apposé par les soins des Gouvernements respectifs dans le délai de trois mois à partir de la mise en vigueur de la Convention.

De même les appareils, tels que clichés, bois, planches, etc., existant lors de la mise en vigueur de la Convention, pourront être utilisés pendant un délai de quatre ans après avoir été revêtus dans les trois mois d'un timbre spécial.

Ce système, messieurs, paraît répondre de tout point à l'esprit de justice dans lequel l'acte qui vous est soumis devait être conçu. Il concilie le fait avec le droit en protégeant la propriété des auteurs dans le passé comme dans l'avenir, mais en respectant, dans une mesure raisonnable, l'état de choses résultant des appropriations licites.

Il est toutefois une catégorie d'œuvres de l'esprit et de l'art pour lesquelles il a été nécessaire de limiter la portée rétroactive de la Convention : je veux parler des œuvres musicales et des œuvres dramatiques et dramatico-musicales.

Je n'ai pas à refaire ici l'historique de nos dispositions conventionnelles vis-à-vis de la France quant à la représentation et à l'exécution des œuvres dramatiques et musicales. Il suffira de rappeler qu'il est stipulé dans l'arrangement de 1881 que la protection légale est accordée aux auteurs des pays contractants, pour leurs œuvres publiées ou représentées pour la première fois après le 12 mai 1854, c'est-à-dire après la mise en vigueur de la première Convention littéraire conclue par la Belgique avec la France.

Cela étant, nous ne pouvions vis-à-vis de l'Allemagne admettre la rétroactivité indéfinie des dispositions protectrices, ni une rétroactivité prenant cours à une date antérieure à 1854 ; et il a paru logique de prendre le même point de départ que lorsqu'il s'est agi de traiter avec la France, c'est-à-dire la date de la mise en vigueur de la plus ancienne Convention conclue avec l'Allemagne. C'est pourquoi le 2^o du Protocole, amendant les articles 1, 8 et 15 de la Convention, déclare (alinéa 1^{er}) que « quant à l'exécution ou à la représentation publiques « des œuvres musicales, dramatiques, ou dramatico-musicales, la force « rétroactive de la présente Convention ne s'applique qu'aux œuvres « postérieures à la date du 20 août 1863. »

Mais cette disposition devait être complétée. Le système de la Convention n'aurait plus été un, harmonique en ses parties, s'il avait été fait table rase des situations qui s'étaient créées d'une façon licite sous le régime conventionnel antérieur. Dans cette pensée, un deuxième alinéa a été ajouté au 2^o du Protocole : « Toutefois, les œuvres « dramatiques ou dramatico-musicales qui ont été publiées ou repré- « sentées dans l'un des deux pays depuis cette date et qui ont été « représentées publiquement, en original ou en traduction, dans « l'autre, avant la mise en vigueur de la présente Convention, ne « jouiront de la protection légale contre la représentation illicite « qu'autant qu'elles auraient été protégées en vertu du droit conven- « tionnel antérieur. »

Par cette disposition, la protection légale est désormais assurée à toutes les œuvres *qui n'ont pas fait, de la part de l'industriel étranger, l'objet d'une appropriation non défendue* ; par contre, si une telle appropriation a eu lieu, la Convention respecte la situation créée, le fait accompli, avec les effets qui en découlent.

En somme, du passé jusqu'à présent non protégé, notre disposition ne protège que les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales dont l'industriel étranger n'a pas cherché à tirer profit. Mais, dans l'esprit

des parties contractantes, cette clause a été inspirée bien moins par le désir de s'assurer un avantage que par celui de demeurer dans la logique du système; au point de vue pratique, elle ne paraît présenter qu'une minime importance. Quant aux œuvres musicales proprement dites, elles ne sont pas visées dans le deuxième alinéa du 2^e du Protocole; elles jouiront donc, sans réserve, de la protection légale rétroagissant à la date du 20 août 1863.

Telles sont, Messieurs, les dispositions qui contiennent les principales innovations introduites par notre traité. Il me reste à faire rapidement la revue des articles, en indiquant les modifications qu'ils ont apportées aux dispositions de la Convention belge-prussienne du 28 mars 1863.

Article premier. — Il a été jugé nécessaire de garantir le droit de propriété des ouvrages manuscrits. C'est pourquoi l'article 1^{er} ajoute à la disposition correspondante de la Convention de 1863, les mots : « que ces ouvrages soient publiés ou non. »

L'énumération du § 3 comprend les œuvres d'architecture. Il est bien entendu que la disposition a en vue les œuvres architecturales ayant une valeur originale.

Art. 2. — Cet article consacre une disposition nouvelle en faveur des *éditeurs*.

Art. 3. — Il correspond à l'article 8 de la Convention de 1863 dont il reproduit les termes en y ajoutant les mots : « éditeurs, compositeurs, architectes. »

Art. 4. — Cet article est plus explicite que l'article 2 de la Convention de 1863 dans les dispositions relatives aux chrestomathies.

Le § 4 est nouveau; il a pour but d'empêcher la reproduction illicite des compositions spécialement destinées à l'enseignement dans les écoles de musique.

Art. 5. — Cet article correspond à l'article 9 de la Convention de 1863. Il supprime l'obligation de citer la source des articles extraits de journaux ou recueils périodiques dont il autorise la reproduction en original ou en traduction.

Le § 3 renferme une disposition nouvelle ayant pour but d'interdire la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons et des articles de science ou d'art.

Art. 6. — Cet article est nouveau. L'article premier de la Convention de 1863 assurait le droit des auteurs de compositions musicales; notre article développe cette pensée, en déclarant qu'il est interdit de composer des arrangements d'après un thème original, sans le consentement de l'auteur.

Le § 2 porte « que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause, demeureront réservées à l'appréciation des

« tribunaux respectifs conformément à la législation des deux pays. »

Art. 7. — Il supprime la formalité de l'enregistrement.

Art. 8. — Il déclare que les stipulations de l'article 1^{er} s'appliquent à l'exécution publique des œuvres musicales et à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales.

L'article 9 reproduit textuellement l'article 5 de la Convention de 1863.

L'article 10 porte à dix années le droit exclusif de l'auteur quant à la traduction de son ouvrage ; il porte à trois ans le délai dans lequel un commencement de traduction doit paraître. Il ne reproduit plus les dispositions de l'article 6 de la Convention de 1863 relatives aux formalités exigées des auteurs qui voulaient s'assurer le droit de traduction. Enfin, il garantit aux auteurs d'œuvres dramatiques ou musicales pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, la protection contre la représentation publique non autorisée et la traduction de leurs ouvrages.

Art. 11. — Les dispositions analogues de l'article 7 de la Convention de 1863 s'appliquent aux œuvres littéraires, scientifiques ou artistiques.

Notre article 11 ne concerne que les œuvres musicales ou dramatico-musicales pour lesquelles seules se rencontre l'interdiction de la mise en vente dans un autre pays.

Art. 12. — Il est la reproduction de l'article 10 de la Convention de 1863. Les mots « introduction, exportation, circulation » sont nouveaux ; ils renforcent la pensée de l'article.

L'article 13 est la reproduction, quant au fond, de l'article 11 de la Convention de 1863.

L'article 14 est la reproduction de l'article 15 de cette même Convention ; il a pour objet des mesures de police intérieure.

L'article 15 stipule la rétroactivité de la Convention.

L'article 16 assure aux parties contractantes les avantages qui seraient accordés ultérieurement par l'une d'elles à une tierce Puissance ; une disposition analogue n'existait pas dans la Convention de 1863.

Art. 17. — Cet article fixe la durée de la Convention à six années en y ajoutant la clause ordinaire de tacite reconduction.

L'article 18 est la clause de style quant à l'échange des ratifications et à la mise en vigueur de la Convention.

Vient ensuite le Protocole. Je n'ai pas à revenir sur le 1^o et le 2^o de cet acte, dont j'ai expliqué plus haut le sens et la portée. Le 3^o et le 4^o contiennent des dispositions transitoires.

Le 3^o assure le bénéfice de la Convention aux ouvrages qui, publiés

depuis moins de trois mois au moment de la mise en vigueur des dispositions nouvelles, seraient encore dans le délai légal pour l'enregistrement prescrit par les Conventions précédentes.

Le 4° s'occupe du droit des auteurs quant à la traduction et à la représentation publique en traduction de leurs ouvrages. Dans son premier alinéa, il prolonge la durée de ce droit, sous certaines réserves, dans les termes de la Convention nouvelle. Dans le deuxième, il assure aux auteurs, sous les mêmes réserves, les avantages de la Convention quant aux délais pour le commencement et l'achèvement des traductions.

Enfin, Messieurs, deux questions qui ne pouvaient être réglées dans la Convention même, ont fait l'objet d'un Protocole de clôture.

Le 1° de ce Protocole concerne les ouvrages anonymes ou pseudonymes. La loi allemande limite la protection accordée à ce genre d'ouvrages à trente années à partir de la publication, à moins qu'ils ne soient, dans ce délai de trente ans, enregistrés sous le vrai nom de l'auteur.

En Belgique, sous la législation encore en vigueur, il faut admettre que l'éditeur-déposant est *aux droits* de l'auteur anonyme ou pseudonyme. Il a été entendu que les auteurs ou leurs ayants cause, en accomplissant dans le délai de trente ans les formalités déclarative dans le pays d'origine, pourront s'assurer le bénéfice de la durée normale du droit de protection. Cette disposition était nécessaire, le principe de la Convention étant que la somme des avantages conférés dans l'un des pays contractants aux auteurs de l'autre pays ne peut excéder celle des avantages assurés aux auteurs nationaux.

Le 2° prévoit une entente ultérieure entre le Gouvernement belge et le Gouvernement allemand, pour garantir dans les deux pays la protection réciproque des œuvres photographiques.

J'ai terminé, Messieurs, l'exposé de la nouvelle Convention littéraire belge-allemande. Elle répond à une nécessité évidente; au point de vue de la protection de la propriété intellectuelle, elle réalise des progrès qu'on ne saurait méconnaître. De plus, tout en étendant ses effets dans le passé, elle ménage les intérêts qui ont pu s'établir d'une façon licite, et elle concilie ainsi, dans la mesure de ce qui était possible, le droit avec l'équité.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES DU TONKIN

(1875-1883)

(Suite) (1).

M. Bourée, Ministre de France en Chine,
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (2).

Shang-Haï, le 27 décembre 1882. (Reçu le 7 février 1883.)

Le temps m'a absolument manqué, lors du départ de la malle anglaise, pour joindre à ma dépêche du 20 décembre les développements que j'avais promis à Votre Excellence et qui eussent contribué à éclaircir à ses yeux le sens et la portée des stipulations indiquées dans le projet d'arrangement dont j'ai combiné les termes à Tien-Tsin, avec le Vice-Roi du Tché-li. Je viens aujourd'hui combler cette lacune, en indiquant à Votre Excellence les raisons qui, suivant moi, doivent rendre non seulement acceptables, mais même désirables, des clauses destinées à supprimer entre la Chine et nous toute cause de mésintelligence sur un terrain où l'entente entre les deux pays est, plus que partout ailleurs, nécessaire, si l'on veut retirer de la politique que nous entendons inaugurer au Tonkin les avantages qui lui constitueraient sa principale raison d'être.

Les dispositions auxquelles nous nous sommes arrêtés avec le Vice-Roi, se réduisent à trois :

1° La substitution de Lao-Kaï à Mang-Hao, comme terminus de la navigation ascendante du Song-Koï.

2° La détermination, dans la partie du Tonkin située au nord du fleuve Rouge, d'une ligne partageant ce pays en deux zones, dont l'une serait placée sous la surveillance de la Chine, et

(1) V. *Archives* 1884, III p. 273-348 et IV p. 79-100.

(2) *Livre jaune*, n° 160.

l'autre serait entièrement abandonnée à notre administration et à notre influence.

3° Les deux pays s'engageraient à maintenir le *statu quo* ainsi convenu et se garantiraient réciproquement l'intégrité du Tonkin, dans les limites actuelles, contre toute entreprise du dehors.

Entre Lao-Kaï et Mang-Hao, la Rivière Rouge n'est plus guère que flottable : les moyens de transport qu'elle peut encore offrir sont très incertains et tout à fait insuffisants. Mang-Hao, d'après les informations que j'ai recueillies, n'est d'ailleurs qu'une misérable bourgade, qui n'aurait jamais pu devenir la tête de ligne d'un mouvement commercial important. Tout autre serait la situation de Lao-Kaï. Le fleuve y est beaucoup plus profond; de vastes entrepôts s'y élèveraient sans peine pour recevoir les marchandises destinées soit à l'exportation, soit à l'importation; des transbordements onéreux seraient évités. En offrant à la Chine de comprendre, en quelque sorte, cette ville dans son territoire et d'y placer, pour nous l'ouvrir, la porte qui donnerait accès dans le Yunnan, il semble que nous fassions une concession territoriale au Gouvernement chinois, et, en fait, nous nous procurons la possibilité de pénétrer dans l'Empire par la seule voie praticable pour notre commerce. Nous accordons aussi à la Chine une de ces satisfactions d'amour-propre dont elle est principalement en quête, et nous nous constituons à nous-mêmes la réalité des avantages qu'il nous serait impossible d'atteindre ailleurs, au même degré, si nous cherchions à remonter le Song-Koï, dans des conditions de navigabilité presque inutilisables, jusqu'à la frontière actuelle de la Chine. Cette frontière n'est pas à notre portée aujourd'hui et, si le Gouvernement chinois voulait y mettre du mauvais vouloir, il n'aurait qu'à laisser les choses dans l'état où elles sont, pour que toutes les autorisations qu'on lui arracherait en faveur de notre navigation fluviale, à l'effet de franchir la frontière impériale sur un point qui serait inaccessible à des bateaux de transport, fussent absolument illusoires et non avenues. Donc, tout le bénéfice réel de la clause dont il s'agit est exclusivement pour nous; Votre Excellence s'en rendra mieux compte encore, si elle veut bien considérer que Lao-Kaï est le quartier général des bandes insoumises ou Pavillons-Noirs, et que la Chine achète assez cher la gloire d'avancer de quelques lieues les limites de sa frontière douanière, en prenant envers

nous l'engagement de détruire ces brigands qui rançonnent actuellement le commerce à Lao-Kaï même, et qu'il nous serait assez malaisé de poursuivre dans une région aussi éloignée du Delta du Song-Koï, c'est-à-dire de notre base d'opérations naturelle.

En acceptant l'idée de délimiter en deux zones distinctes la contrée comprise entre le fleuve Rouge et la frontière chinoise, Votre Excellence serait portée à relever l'inconséquence par laquelle j'inclinerais à adopter aujourd'hui une combinaison que je repoussais si vivement, à une date toute récente encore, dans une dépêche politique du 4 novembre. Mais il ne vous échappera pas que les événements ont bien rapidement marché depuis cette époque, et que les complications auxquelles nous exposerait le différend actuel avec la Chine atteindraient des proportions autrement graves qu'il ne m'avait été donné de le prévoir, quand j'insistais sur la nécessité de nous conserver une frontière commune avec le grand Empire, dont nous deviendrions les voisins. Il ne s'agit plus pour nous d'opter aujourd'hui avec une entière indépendance d'esprit pour celui des arrangements qui serait le plus à notre convenance et qui répondrait le mieux à nos visées futures.

Nous sommes en présence d'une situation qui nous commande de nous contenter du possible, pour éviter d'être engagés dans une guerre dont le champ serait des plus étendus et qui nous entraînerait bien au delà, je pense, du point que nous ne voudrions pas dépasser. Dans ces conditions, je crois qu'il faut nous résigner à des sacrifices qu'une politique à la fois plus décidée et plus prudente n'eût pas rendus nécessaires il y a quelques mois.

Je me permettrai, d'ailleurs, de vous faire observer que le principe de l'établissement de la ligne appelée à diviser en deux zones la contrée qui nous occupe n'a été posé qu'en termes très généraux, et que, lorsque le moment serait venu d'en déterminer le tracé, on parviendrait peut-être à rétrécir assez l'espace abandonné à la surveillance de la Chine pour que, dans la pratique, les inconvénients ou plutôt les « manque à gagner » résultant de notre éloignement des provinces chinoises proprement dites fussent considérablement atténués.

Au surplus, Votre Excellence trouvera sans doute une très appréciable compensation à ce mécompte, relativement léger,

mais inévitable, dans le fait que la France et la Chine, en s'engageant à maintenir le *statu quo* qui serait ainsi créé, se garantiraient, en outre, réciproquement, contre toute entreprise du dehors, l'intégrité territoriale du Tonkin dans ses limites actuelles. J'attacherais, pour ma part, une très grande importance à cette stipulation qui aurait pour effet de prémunir nos établissements dans la vallée du Song-Koï contre toutes les éventualités menaçantes qui pourraient les atteindre.

Je crois que, d'autre part, nous serions fondés à attendre les meilleurs effets de l'espèce de solidarité qui se serait établie ainsi sur un point aussi important pour notre politique dans l'Extrême-Orient, entre la Chine et nous. Il en découlerait, par une pente naturelle, un rapprochement plus amical dans nos rapports avec le Céleste Empire, qui serait par là conduit à se dépouiller à notre égard d'une partie des préoccupations dont s'inspire habituellement sa conduite envers les Puissances occidentales.

Quand on se rendra compte que nous n'entretenons aucun dessein dont on puisse prendre ombrage à Pékin ; que notre action est naturellement appelée à se limiter dans les bornes de l'ancien royaume d'Annam ; que nous sommes, après tout, de bons voisins, désireux de tirer pacifiquement le meilleur parti possible d'une situation qui aura fait mettre en valeur, au profit de la Chine elle-même, les richesses de ses provinces inexplorées et perdues au centre du continent asiatique, on comprendra aussi que notre amitié est utile, que notre alliance serait naturellement indiquée dans bien des cas contre des adversaires ou des compétiteurs dont les visées dans ces mers sont également inquiétantes pour les deux pays, et qui sait ? l'accord cimenté au Tonkin par les garanties ainsi données à des intérêts communs pourrait avec le temps se transformer peut-être en une intimité plus étroite et plus féconde.

Jecrois que, dans cette voie, nous avons plus de résultats utiles à attendre que dans celle des redoutables conflits qui mettraient aux prises la France et la Chine. Aussi n'ai-je épargné aucun effort pour amener le Gouvernement chinois à adopter les idées qui se trouvent résumées dans le projet de convention que j'ai eu l'honneur de vous soumettre. Bien que le Vice-Roi Li-Hong-Tchang soit spécialement autorisé par ses fonctions à traiter et à discuter avec les agents étrangers les questions se rapportant

aux affaires extérieures, il n'en a pas moins tenu à ce que j'écrivisse une seconde lettre officielle au Tsong-li-Yamen, pour le saisir formellement des propositions au sujet desquelles nous étions mis d'accord à Tien-Tsin. Votre Excellence trouvera ci-joint une copie de la lettre que j'ai, à cet effet, adressée à Pékin : j'y aurai depuis longtemps reçu une réponse quand ces lignes vous parviendront : si elle est favorable, l'adoption ou le rejet de l'arrangement que j'ai placé sous les yeux de Votre Excellence ne dépendra plus que de sa volonté, et je souhaiterais sincèrement que les vues dont il est l'expression fussent adoptées par le Gouvernement de la République. Dans le cas où, à Paris comme à Pékin, l'on se déciderait à négocier sur de telles bases la conclusion d'un arrangement définitif, je vous prierais de vouloir bien m'en aviser par le télégraphe, en m'autorisant à me rendre à Canton, afin de me mettre en rapport avec le délégué que le Gouvernement chinois aurait, de son côté, désigné à cet effet. Il serait en même temps indispensable que le Gouverneur de la Cochinchine fût invité à mettre à ma disposition ceux des agents spéciaux qu'il aurait auprès de lui ou qui se trouveraient tout rendus au Tonkin, et dont le concours me serait nécessaire, soit pour diriger les travaux techniques de délimitation qu'il y aurait à faire, soit pour me fournir les éclaircissements et les renseignements de détail dont j'aurais le plus grand besoin, et que leur suggérerait une connaissance personnelle des contrées à peine explorées qu'il s'agirait de répartir entre la Chine et nous.

Peut-être même y aurait-il lieu d'examiner s'il ne conviendrait pas de m'adjoindre, comme deuxième plénipotentiaire dans ces négociations, un des agents distingués que le Ministère de la Marine a à sa disposition, et qui, comme M. de Kergaradec, par exemple, ont depuis longtemps habité le Tonkin, l'ont parcouru dans tous les sens et qui ont surtout fait porter leurs études sur la praticabilité des nouvelles voies de communication que nous cherchons à établir, par la vallée du Song-Koï, entre la Chine et la mer.

BOURÉE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE SHANG-HAI DU 27 DÉCEMBRE 1882

**M. Bourée, Ministre de France en Chine, à Leurs Excellences
les Membres du Tsong-Li-Yamen.**

Tien-Tsin, le 5 décembre 1882.

Excellences, lors du dernier entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, vous m'avez suggéré l'idée de déférer à deux Plénipotentiaires français et chinois le soin de préparer un règlement satisfaisant des questions se rapportant à l'ouverture du Song-Koi et à l'exploitation de cette voie nouvelle qui aboutit à l'une des provinces les plus riches, mais les plus reculées de la Chine.

Cette proposition a été reprise ici dans mes conversations avec S. Exc. Li-Hong-Tchang, et nous avons été amenés à préciser les points sur lesquels devraient plus particulièrement porter des négociations de cette nature.

Voici, en résumé, sur quelles bases Son Exc. Li voudrait que l'on établît l'accord en question :

« 1^o Substitution de Lao-Kaï à Man-Hao comme terminus de la navigation du Fleuve Rouge. Le Gouvernement chinois considérerait cette ville comme faisant partie de son territoire, de telle sorte que les douanes chinoises y seraient établies, et que les produits étrangers, ayant franchi cette barrière, se trouveraient placés au delà sous le régime ordinaire de ceux qui ont pénétré dans la Chine par les ports ouverts. Le Gouvernement Impérial ferait le nécessaire pour faciliter l'arrivée à Lao-Kaï des produits intérieurs du Yunnan destinés à l'exportation (destruction des brigands, frontières de la douane reportées à Lao-Kaï, etc.) ;

« 2^o Afin de purger cette contrée des bandes de brigands qui la désolent, et d'assurer au pays une administration régulière, offrant pour tous des garanties d'ordre et de sécurité, les deux Gouvernements s'accorderaient pour tracer une ligne de démarcation à établir dans la contrée comprise entre le Fleuve Rouge et les frontières de la Chine. Ces territoires situés au nord de cette ligne seraient placés sous la surveillance de la Chine, tandis que la région s'étendant au sud de cette même ligne se trouverait sous celle des autorités françaises. La Chine et la France s'engageraient réciproquement à maintenir le *statu quo* établi et à protéger éventuellement l'intégrité du Tonkin contre toute entreprise du dehors qui serait de nature à y porter atteinte. »

Je ne suis nullement autorisé à me prononcer sur un pareil arrangement ; mais je n'ai pas de raison de croire que mon Gouvernement se refuse à le discuter, et je suis, pour ma part, tout disposé à le lui

soumettre, en faisant ressortir à ses yeux les motifs qui le recommandent à son bienveillant examen. Je lui demanderai, en outre, dans le cas où cette façon de procéder obtiendrait son assentiment, de déléguer le plus tôt possible ses pouvoirs à l'Agent qui serait appelé à traiter avec le Représentant du Gouvernement impérial. Canton serait peut-être le lieu le plus convenable pour tenir de telles conférences, étant donnés, d'une part, le peu de distance qui sépare cette ville du Tonkin, et, d'autre part, l'impossibilité d'entreprendre dans le Nord et pendant l'hiver des pourparlers qu'entraveraient les difficultés de communication avec les autorités des deux Kouang et avec celles de la Cochinchine.

Je ne manquerai pas de faire connaître à Vos Excellences, par le télégraphe, dès que j'en aurai été instruit moi-même, le sens de la réponse que mon Gouvernement aurait faite à ces propositions et, si elles sont agréées par lui, en principe tout au moins, je ne négligerai rien pour que les choses suivent entre nous un cours aussi rapide et aussi satisfaisant que possible.

BOURÉE.

M. de Mahy, Ministre par intérim de la Marine et des Colonies, à M. Jules Ferry, Ministre par intérim des Affaires étrangères (1).

Paris, le 20 février 1883.

Monsieur le Président du Conseil et cher Collègue, le courrier que je viens de recevoir de Chine contient, au sujet de la question du Tonkin, des nouvelles qui me paraissent d'une extrême gravité. D'une part, il paraîtrait résulter des informations parvenues au Gouverneur de la Cochinchine que le retrait des troupes chinoises n'aurait été que simulé, et que les troupes, peu nombreuses sans doute, qui ont passé la frontière du Tonkin, continuent à séjourner dans cette province.

D'autre part, les journaux de Chine publient, à propos du projet de traité convenu entre notre Ministre et le Tsong-Li-Yamen, des renseignements que je dois supposer inexacts, mais qui ont provoqué dans l'extrême Orient une émotion à laquelle je ne saurais rester étranger, et je vous serai vivement obligé, si le texte du traité qui nous a été annoncé au mois de décembre vous est parvenu, de vouloir bien me rassurer à cet égard.

Il paraîtrait que le traité reconnaît le droit de suzeraineté de la Chine, ou tout au moins un droit d'immixtion pour elle dans les

(1) *Livre jaune*, n° 193.

affaires de l'Annam et du Tonkin. Il ne vous échappera pas que c'est là une doctrine contre laquelle le Département de la Marine et des Colonies a protesté de la manière la plus formelle. M. Duclerc, d'ailleurs, avait, dans ses dépêches antérieures, partagé complètement, sur ce point, l'avis de mon Département.

Je ne puis croire que ces nouvelles soient exactes; mais leur répétition, l'insertion dans un journal de Shiangäi d'une note d'un aspect semi-officiel démentant un point parmi les informations relatives à ce traité, et donnant, par suite, plus de force aux autres indications de ce journal, me font craindre que les intérêts de la France au Tonkin n'aient pas été complètement sauvegardés par M. Bourée.

Les démarches tentées auprès de la Cour de Pékin n'auront pas, il faut le craindre, les conséquences heureuses qu'on en avait espérées; elles entraîneront, au contraire, pour nous établir au Tonkin, un déploiement de forces plus considérable. Il ne faut se faire aucune illusion sur ce point : l'abandon de nos droits vis-à-vis de la Chine peut avoir pour notre influence dans l'extrême Orient, pour les intérêts de notre commerce, des conséquences telles que je ne saurais trop appeler sur ce point votre haute attention.

MAHY.

**M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. Bourée, Ministre de France en Chine (1).**

TÉLÉGRAMME.

Paris, le 5 mars 1883.

Il n'est pas tenu, dans l'arrangement dont vous avez pris l'initiative au sujet du Tonkin, un compte suffisant de notre situation conventionnelle. Cet arrangement consacrerait, au profit de la Chine, des concessions auxquelles il ne nous appartient pas de souscrire. Pour bien marquer notre sentiment à cet égard, je me vois, à regret, dans la nécessité de mettre fin à votre mission. En attendant vos lettres de rappel, vous vous appliquerez à établir que notre décision n'implique aucune pensée d'hostilité contre la Chine, notre seul but étant d'assurer l'ordre au Tonkin dans les conditions du Traité de 1874.

CHALLEMEL-LACOUR.

(1) *Livre jaune*, n° 166.

**M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Bourée, Ministre de France en Chine (1).**

Paris, le 14 mars 1883.

Mon télégramme du 5 mars vous a indiqué sommairement les motifs qui ne permettent pas au Gouvernement de la République d'accepter comme bases d'un arrangement avec la Chine, relativement au Tonkin, les propositions formulées dans votre dépêche du 20 décembre et dont vous aviez pris l'initiative. Une question qui m'a été adressée hier au Sénat m'a fourni l'occasion d'exposer publiquement les principes dont notre politique doit s'inspirer dans l'Indo-Chine et qui procède d'un juste sentiment de nos rapports conventionnels avec l'Annam, aussi bien que de notre situation au regard de l'Empire chinois. L'exposé que j'en ai présenté me dispense d'insister sur les divergences qui subsistent entre la ligne de conduite que vous vous étiez tracée et le point de vue que nous jugeons nécessaire de maintenir. Vous vous convaincrez facilement qu'aucun des arrangements concertés avec Li-Hong-Tchang ne serait compatible avec la situation créée par notre traité de 1874, dont notre ferme volonté est d'assurer l'application effective. Vous reconnaîtrez, en particulier, que l'affirmation solennellement « proclamée » de la souveraineté et de l'entière indépendance de l'Annam nous impose le devoir strict de décliner tout arrangement qui équivaldrait à la reconnaissance, au profit de la Chine, d'une sorte de droit d'intervention ou qui consacrerait en sa faveur une cession plus ou moins déguisée du territoire.

Les principes que je rappelle ont toujours déterminé l'attitude du Gouvernement français depuis 1874, et nous n'entendons pas inaugurer une politique nouvelle. Vos télégrammes du mois de décembre se bornaient à annoncer comme bases de l'accord projeté : « l'ouverture du Yunnan et la reconnaissance de la protection française au Tonkin, sauf sur une zone à délimiter, suivant la frontière chinoise. » Par là s'explique l'adhésion donnée tout d'abord par mon prédécesseur au principe d'une négociation dont la portée n'a été exactement connue que plus tard, par les explications transmises à la suite de votre télégramme. Alors

(1) *Livre jaune*, n° 168.

seulement il est apparu que l'esprit en était incompatible avec les vues que nous avons à faire prévaloir, et la nécessité nous a été imposée de mettre fin à votre mission, pour bien marquer, aux yeux du Gouvernement chinois, que nous ne pouvons le suivre dans la voie où vous vous engagiez avec lui. Aucune équivoque ne doit d'ailleurs subsister sur le sens de notre résolution. Il importe surtout que le Gouvernement chinois ne puisse y voir le désir d'une rupture ou l'indice d'un refroidissement, que rien dans les rapports des deux pays ne saurait motiver. En prenant des mesures pour affirmer au Tonkin l'exercice régulier de nos droits, nous ne modifions rien à l'état de choses établi depuis neuf ans, et notre action ne peut qu'être profitable à la Chine elle-même, en assurant l'ordre sur ses frontières. Nous nous bornons à consolider une situation qui doit être considérée comme définitive, tout disposés, d'ailleurs, à chercher, de concert avec la Cour de Pékin, les moyens de régler, par voie conventionnelle, les relations de commerce et de bon voisinage entre les provinces limitrophes. Telles sont les considérations dont vous aurez à tenir compte pour motiver notre décision et notre attitude.

A un autre point de vue, ces explications vous permettront de vous rendre un juste compte des raisons d'ordre exclusivement politique qui ont imposé la mesure prise à votre égard. S'il ne m'est pas possible d'approuver votre initiative et de laisser se prolonger la situation où vous seriez placé désormais, je n'en rends pas moins justice à l'activité et au dévouement consciencieux dont vous avez fait preuve au cours de votre mission en Chine et qui pourront trouver ailleurs un champ plus favorable.

Je vous envoie par le même courrier vos lettres de rappel ; mais je vous serai obligé d'attendre de nouvelles instructions avant d'en faire la remise.

CHALLEMEL-LACOUR.

**M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

Paris, le 30 mars 1883.

Vous avez bien voulu m'entretenir, par lettre du 28 de ce mois, des dispositions à prendre pour préparer notre installation

(1) *Livre jaune*, n° 171.

définitive au Tonkin, et notamment de la mission que vous vous proposez de confier à M. de Kergaradec, près la Cour d'Annam. J'ai retrouvé dans cette communication l'esprit général du plan qui avait été discuté entre nous. Il est toutefois un point sur lequel il me semble que le projet d'instruction préparé par votre département pour M. de Kergaradec n'est pas exactement conforme à l'impression que j'avais rapportée de nos délibérations.

Il s'agit du langage à tenir au Gouvernement annamite et de l'attitude que notre nouvel Agent prendra auprès de lui. Les explications que j'ai été amené à fournir au Sénat, et dont l'écho sera parvenu sans doute à Hué, avant même la venue de notre représentant, sont plus que suffisantes pour édifier les Conseillers du roi Tu-Duc sur la véritable portée de nos intentions et sur le caractère des décisions de la République.

Il y aurait donc tout avantage à ce que M. de Kergaradec arrivant à Hué pour recevoir des mains de son prédécesseur le service de la Légation, évitât de prendre un ton comminatoire et de rien dire qui pût ressembler à un ultimatum. Sans insister pour avoir avec le Souverain lui-même un entretien particulier, que la rigueur de l'étiquette annamite ne lui permettrait probablement pas d'obtenir, il devrait se borner à représenter aux Conseillers du Roi la nécessité qui s'impose de rétablir l'ordre au Tonkin, et notre désir d'y procéder d'accord avec les autorités annamites.

A l'appui de cette déclaration, il se bornerait à mettre en avant les motifs que nous avons toujours invoqués jusqu'à présent, c'est-à-dire le traité de 1874, et l'intérêt commun aux deux États, d'assurer la liberté du commerce dans le bassin du Fleuve Rouge. Si un accueil favorable était fait à ces ouvertures, ce serait une occasion toute naturelle pour entamer des pourparlers, en vue de compléter, par de nouvelles clauses, la convention de 1874.

Mais il est peu probable qu'il en soit ainsi ; les dépêches de M. Rheinart représentent en effet les Annamites comme étant tout à fait décidés à la résistance.

L'attitude observée depuis quelques mois par la Chine et les efforts du Tsong-Li-Yamen les auront sans doute encouragés dans cette politique.

Dans ce cas, M. de Kergaradec, dès qu'il aurait acquis la conviction que son insistance serait inutile, devrait quitter Hué et se

rendre au Tonkin même, pour y remplir la seconde partie de sa mission.

En procédant de la sorte, nous éviterions, il me semble, le danger qu'il y aurait à prendre une attitude menaçante avant d'avoir envoyé au Tonkin des forces suffisantes, et nous gagnerions du temps.

Il convient, en effet, de ne pas laisser à l'Annam le loisir de mettre ses forteresses en état de défense, et de faire des préparatifs de guerre.

Je ne pense pas qu'il puisse y avoir, dans votre opinion, des objections à modifier dans ce sens les instructions préparées pour M. de Kergaradec.

Je vous serai obligé, quoi qu'il en soit, de vouloir bien m'informer, sans retard, des observations qui vous seront suggérées par la lecture de la présente dépêche.

CHALLEMEL LACOUR.

**Le Tsong-Li-Yamen au Marquis Tseng, Ministre de Chine
à Londres.**

NOTE COMMUNIQUÉE A M. TISSOT,
AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A LONDRES.

Pékin, 2 avril 1883.

L'année dernière, vu la situation qui existait entre vous et les Ministres Gambetta et de Freycinet au sujet du Tonkin, M. Duclerc a cru mieux de transférer la tenue des négociations de Paris à Pékin, et le Gouvernement impérial, répondant à l'invitation que M. Bourée était chargé de faire auprès de lui, donna son assentiment à cet arrangement. Nous avons plusieurs entretiens avec M. Bourée qui, nous l'avons espéré, ne seraient pas infructueux.

Maintenant M. Bourée nous a fait connaître qu'il a reçu des ordres de son Gouvernement de retourner en France, et comme il court des bruits de préparatifs que venait de faire le Gouvernement français de renforcer ses troupes en Cochinchine, le Gouvernement Impérial s'inquiète.

Le Yamen vous charge donc de vous rendre chez l'Ambassadeur de France à Londres, pour prier qu'il demande à son Gou-

vernement s'il peut nous donner des renseignements sur la cause du rappel de son Ministre, ainsi, s'il y a de fondements pour les bruits susmentionnés (*sic*).

Vous exprimerez à Son Excellence l'espoir du Gouvernement Impérial que la réponse de son Gouvernement serait d'une nature rassurante, car après la preuve de conciliation qu'il a donnée en consentant de faire retirer ses troupes, tandis que les négociations de M. Bourée avaient lieu, il éprouverait de la mortification, si, au lieu de retirer ses troupes, le Gouvernement de la République leur enverrait des renforts. Vous devez lire cette dépêche à M. l'Ambassadeur, et, s'il le veut, lui en donner une copie.

M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies,
à M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères (1).

Paris, le 4 avril 1883.

Je viens de recevoir et je m'empresse de vous transmettre sous ce pli un télégramme du Gouverneur de la Cochinchine dont je vous ai déjà fait connaître verbalement les termes et qui vous a causé comme à moi-même une vive surprise. Conformément aux dispositions arrêtées en Conseil des Ministres, j'ai fait part à M. Thomson, par un télégramme expédié hier et dont le texte est ci-annexé, du sentiment du Gouvernement; une dépêche manuscrite, qui lui sera envoyée par le plus prochain courrier, entre, en outre, à cet égard dans de plus amples explications.

Je crois devoir mettre sous vos yeux le texte même de cette dépêche (voir n° 175), qui ne fait que confirmer les recommandations expresses contenues dans le télégramme, recommandations auxquelles, j'en suis convaincu, le Gouverneur de la Cochinchine se sera empressé de subordonner sa conduite.

Ainsi que vous le verrez par la copie d'un second télégramme, en date du 12 de ce mois, l'amiral Meyer a reçu des ordres pour se rendre au Tonkin à l'effet de prêter, s'il y a lieu, son assistance au commandant Rivière;

CH. BRUN.

(1) *Livre jaune*, n° 174.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 4 AVRIL 1883.

**M. Thomson, Gouverneur de la Cochinchine,
à M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies.**

Saïgon, 2 avril 1883.

Les dernières lettres du commandant Rivière m'informent de l'occupation par nos troupes de la baie Hongay, excellente position militaire et politique, clef maritime du Delta, qui nous assure la possession du pays. Le commandant projette d'attaquer le 27 ou le 28 mars la citadelle Nam-Dinh, chef-lieu de la province et place militaire très importante. Les raisons générales données par lui sont celles développées par ses précédentes communications; le recul au Tonkin serait aujourd'hui la perte absolue de notre influence et de notre prestige dans l'extrême Orient et la ruine complète de notre autorité en Cochinchine. Ne pouvant reculer, rester stationnaire serait imprudent et nous rendrait ridicules devant des violations continuelles du traité et l'attitude menaçante des Gouverneurs et Mandarins.

Le plan que semble s'être tracé le commandant Rivière est d'arriver progressivement, sans bruit, et pour ainsi dire, sans coup férir à conquérir le Delta. Le plan est sagement exécuté et mérite votre approbation et celle du Gouvernement. Je crains seulement que les troupes dont le commandant dispose ne soient pas suffisantes pour se maintenir avantageusement dans les positions occupées peu à peu, et, pour ce motif, j'ai demandé l'envoi immédiat de renforts.

THOMSON.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU 4 AVRIL 1883.

**M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies,
à M. Thomson, Gouverneur de la Cochinchine.**

3 avril 1883.

Prescrivez à Rivière de maintenir le *statu quo* et de se borner à l'occupation de Nam-Dinh.

Il ne devra plus rien entreprendre sauf nécessité absolue pour sa sécurité. S'il le faut, envoyez des troupes de Cochinchine disponibles.

Aucun renfort ne pourra partir avant mai.

CH. BRUN.

(1) *Livre jaune*, n° 176.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE DU 4 AVRIL 1883.

M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies, à l'Amiral Meyer, commandant de la division française à Hong-Kong.

Paris, le 3 avril 1883.

Rendez-vous, avec les bâtiments dont vous disposez, au Tonkin, pour prêter assistance, s'il y a lieu, au corps d'occupation.

Il est entendu que le commandant Rivière continuera à agir sous sa responsabilité et reste sous les ordres du Gouverneur de la Cochinchine.

CH. BRUN.

**M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies,
à M. Thomson, Gouverneur de la Cochinchine (1).**

Paris, le 6 avril 1883.

Je vous confirme mon télégramme du 3 avril ainsi conçu : (*Voir ci-dessus n° 174, annexe 2.*)

La dépêche télégraphique à laquelle a répondu celle-ci m'a vivement impressionné, et cette impression a été partagée par le Conseil des Ministres. Les considérations que vous développez sont d'un ordre purement politique, et, quant aux mesures adoptées par M. le commandant Rivière, elles sont encore pour nous incompréhensibles. Rien dans nos correspondances antérieures ne faisait prévoir qu'on pût être amené à étendre subitement notre cercle d'action, à entreprendre des opérations militaires : l'envoi de troupes par *la Corrèze* n'avait pour but que de maintenir nos positions, d'assurer la sécurité de notre corps d'occupation. Les instructions et les dépêches qui vous ont été adressées depuis n'admettaient en aucune façon la possibilité de modifier la position prise par nous depuis l'occupation d'Hanoï. Le Gouvernement était et reste décidé, et je vous réitère à ce sujet les instructions les plus formelles, à ne rien engager avant que la question ait pu être débattue ou tranchée par le Parlement.

Sans doute il importe que le commandant Rivière assure la sécurité des troupes qu'il commande et maintienne ses communications avec la mer, et, à ce point de vue, la construction de barrages à Nam-Dinh aurait pu expliquer l'occupation de cette

(1.) *Livre jaune*, n° 175.

dernière place, si les considérations développées au commencement de votre dépêche ne me faisaient craindre que M. le commandant de la Marine n'ait été amené à prendre une mesure aussi grave plutôt par des raisons d'ordre politique que par des motifs de sécurité.

Quoi qu'il en soit, et en attendant les explications que ne manqueront pas de m'apporter vos prochaines dépêches, il est indispensable que l'extension de notre cercle d'action au Tonkin soit essentiellement limitée aux faits aujourd'hui accomplis. La prise de Nam-Dinh assure d'une manière complète la ligne de communication et de ravitaillement de la place d'Hanoi; l'occupation de la baie Hongay nous permet de maintenir la main sur les districts miniers; mais il est à craindre que ces opérations ne provoquent de la part des autorités annamites et chinoises quelques mouvements de nature à créer des difficultés au commandant Rivière, à vous inspirer même des craintes sur la situation de notre petit corps d'occupation. Dans ce cas, je vous autorise à envoyer au Tonkin les renforts dont vous pourrez disposer, sans vous démunir contre une tentative de la cour de Hué. Je crois que, dans les conditions actuelles, 500 hommes pourraient être prélevés sur la garnison de Cochinchine. D'autre part, j'envoie par télégraphe à M. l'Amiral Meyer, l'ordre de se rendre, avec les navires dont il dispose, au Tonkin pour prêter assistance, s'il est nécessaire, au commandant Rivière. Rien n'est changé d'ailleurs à la situation de celui-ci, qui continue à agir sous sa responsabilité et sous vos ordres.

Vous aurez évidemment, dès la réception de mon télégramme, prescrit à notre représentant au Tonkin de se conformer strictement aux ordres du Gouvernement. Je vous prie de lui réitérer ces instructions, en lui faisant connaître que toute extension de son cercle d'action, toute prise de possession d'un nouveau poste ne pourrait être admise que dans le cas où cette opération serait absolument rendue nécessaire pour la sécurité de nos troupes.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître, le projet de loi portant demande des crédits sera déposé au Parlement dès la rentrée fixée au 19 avril; il est peu probable que les fonds puissent être votés avant le 10 mai. Ce ne serait donc que vers le 20 mai que des renforts pourraient être expédiés; ils n'arriveraient pas à Saïgon avant le commencement du mois de juillet. C'est là une

mauvaise saison pour les opérations ; cependant, grâce à la crue des eaux, nos canonnières pourraient sans doute permettre de s'emparer sans difficulté de Hai-Dzuong, Bac-Ninh et Son-Tay, les seuls points qu'il soit nécessaire d'occuper militairement avec Nam-Dinh pour assurer la possession du Delta.

En même temps que nous nous préparons à remplir cette partie du programme arrêté par le Gouvernement, il y aura lieu de tenter quelques démarches auprès de la cour de Hué. Cette mission sera confiée à M. de Kergaradec ; je vous adresse à ce sujet des instructions par une dépêche spéciale.

CH. BRUN.

**M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. Bourée, Ministre de France en Chine (1).**

Paris, le 27 avril 1883.

J'ai l'honneur de vous communiquer sous ce pli, avec l'exposé des motifs, le texte d'un projet de loi, déposé hier sur le bureau de la Chambre des députés et concernant l'exécution de nos projets sur le Tonkin. Ce document vous édifiera sur la portée exacte de notre intervention : le peu d'importance relative des crédits demandés et des forces maritimes et militaires que nous entendons envoyer dans le bassin du fleuve Rouge démontrera clairement au Tsong-Li-Yamen que nous n'avons pas l'intention de suivre à l'égard de la Chine une politique agressive ni menaçante. Les intrigues des mandarins annamites, encouragés par le Céleste Empire, nous imposent le devoir de rétablir l'exercice régulier des droits qui nous sont conférés par le traité de 1874, en assurant la sécurité de nos soldats et de la partie importante de la population qui compte sur nous pour la protéger. Nous espérons que les renforts qui attendent à Toulon l'ordre de prendre la mer suffiront à ramener la tranquillité que les agents de la Cour d'Annam n'ont pas su ou voulu garantir. Quant au Tsong-Li-Yamen, il devra comprendre que, s'il méconnaissait nos intentions toutes pacifiques, nous sommes aujourd'hui trop engagés pour reculer devant aucune menace. Vous pourrez, du reste, en causant de ces choses avec les hauts fonctionnaires de l'Empire, leur laisser entendre que, du jour où notre établissement au

(1) *Livre jaune*, n° 183.

Tonkin ne sera plus contesté, nous n'aurons aucune répugnance à négocier avec eux pour régler les questions délicates qui naissent de la contiguïté des territoires et des rapports commerciaux entre les deux pays.

CHALLEMEL LACOUR.

**M. Thomson, Gouverneur de la Cochinchine française, à
M. Charles Brun, Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

(TÉLÉGRAMME.)

Saïgon, le 26 mai 1883.

Des nouvelles très graves ont été apportées par le *Volta*. Le Commandant Rivière a jugé nécessaire d'exécuter une reconnaissance avec 400 hommes et un détachement des compagnies de débarquement de la *Victorieuse* et du *Villars*. Assaillies à quatre kilomètres d'Hanoï par des forces nombreuses et principalement par les Pavillons-Noirs, nos troupes, prises entre trois feux, ont été obligées de battre en retraite, laissant leurs morts à l'ennemi. Le Commandant Rivière et 3 officiers ont été tués; le Commandant de Vilers blessé mortellement, 7 officiers blessés, 26 hommes tués, 44 blessés, soit le cinquième de la troupe engagée. Dans l'action, la ville a été pillée et à moitié incendiée par les Pavillons-Noirs. Nous restons dans la concession et la pagode. L'Amiral Meyer, parti de Haï-Phong pour organiser la défense, m'annonce qu'il sera peut-être amené à évacuer Hanoï. J'estime préférable d'abandonner Nam-Dinh, si c'est nécessaire, et d'en envoyer la garnison, forte de 400 hommes, à Hanoï. Le Commandant Parseval-Beaulieu a pris le commandement de Hanoï.

J'envoie cette nuit par le *Volta* et un bâtiment des Messageries, réquisitionné à cet effet, un bataillon de marche complet, de 500 hommes, une batterie avec un capitaine et un lieutenant, un commandant pour remplacer M. de Vilers, des munitions, des vivres, du matériel. Cela porte à 800 hommes le chiffre des renforts envoyés au Tonkin depuis sept jours. Je prépare, en cas de besoin, deux autres compagnies.

Je reçois de notre Consul à Hong-Kong le télégramme suivant :

(1) *Livre jaune*, n° 199.

« La Légation à Pékin croit l'invasion du Tonkin commencée par 20,000 Chinois au nord du Delta. Li-Hong-Tchang est nommé commandant en chef des forces et des quatre provinces de la Chine méridionale. »

La première information de la Légation peut être exagérée, mais l'intervention de la Chine ne paraît plus douteuse. Je voulais éviter à tout prix cette éventualité; je vous ai proposé, en mars, un plan que vous n'avez pas accepté. En juillet, l'exécution en eût été rapide et facile. C'eût été, à cette époque, une économie d'hommes, de temps, d'argent, l'occupation pacifique du Tonkin, probablement un traité conclu avec l'Annam. La Chine n'aurait pas eu le temps d'intervenir et se serait inclinée. M. de Kergaradec témoigne l'intention de ne pas aller à Hué dans les circonstances actuelles et de partir immédiatement pour le Tonkin.

J'adresse une proclamation à la population de Saïgon pour calmer son émotion profonde.

Le Colonel Carreau est mort le 13 mai.

THOMSON.

**M. Charles Brun, ministre de la Marine et des Colonies, à
M. Harmand, commissaire général au Tonkin (1).**

Paris, le 8 juin 1883.

Le Gouvernement de la République, avec l'assentiment des deux Chambres, a décidé de remettre à un commissaire général civil le soin de présider à l'action que les événements nous ont amenés à engager au Tonkin. Ces fonctions vous ont été confiées par un décret du 7 juin, dont vous trouverez ci-joint une ampliation. Les instructions suivantes, concertées entre le département des Affaires étrangères et celui de la Marine et des Colonies, vous feront connaître le caractère tout spécial de votre mission et les vues dont vous aurez à vous inspirer pour atteindre le but assigné à vos efforts.

Le Commissaire général civil représente la pensée du Gouvernement auprès de l'autorité militaire; il est chargé d'empêcher que l'action militaire ne dévie et ne s'étende au delà du cercle tracé dans les présentes instructions.

Le Commissaire général civil est un négociateur autant qu'un

(1) *Livre jaune* n° 206.

administrateur et un organisateur : il aura à employer tous les moyens dont il pourra disposer pour prévenir l'intervention de la Chine, pour ramener à nous le Gouvernement annamite et rompre les intelligences qui subsistent entre Hué et Pékin, pour gagner, s'il y a lieu, les Pavillons-Noirs à la solde de l'Annam.

Il est chargé d'organiser, dans des limites déterminées, notre Protectorat au Tonkin, en se bornant tout d'abord aux mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier de la vie sociale dans les territoires occupés et le recouvrement des impôts à notre profit.

Enfin, dès que le moment favorable se présentera, il aura à entamer des négociations, afin de régulariser, soit par des modifications introduites dans le traité de 1874, soit même par une nouvelle convention, les rapports nouveaux que notre établissement définitif au Tonkin devra créer entre la France et l'Annam.

Après avoir ainsi défini d'une manière générale votre rôle et vos attributions comme Commissaire général civil, il convient d'examiner de plus près les conditions particulières qui s'imposeront à votre action. Nous n'avons pas à revenir ici sur les événements qui ont rendu inévitable une intervention énergique dans l'Extrême Orient. Les discours prononcés au Parlement par le ministre des Affaires étrangères vous indiquent d'une manière précise la ligne politique suivie par le Gouvernement. Je ne puis que vous engager à vous y reporter.

La seule partie du Tonkin que nous nous proposons d'occuper, est le delta du Song-Koï ; nous n'entendons pas dépasser Bac-Ninh et Honghoa près du confluent de la rivière, sauf, sur la côte, les points dont l'occupation paraîtra nécessaire.

Il n'est guère possible de fixer, dès maintenant, les postes militaires qu'il y aura lieu de garder. Cependant il est utile de signaler en dehors de Hanoï, de Nam-Dinh, où notre drapeau flotte dès maintenant, Haï-Dzuong, Ninhbinh, Bac-Ninh, probablement Kouang-Yen et Ninkoi ou Van-Ninh. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier point, sur lequel d'ailleurs la flottille peut veiller, il conviendra, avant de s'y établir, d'examiner la position exacte de la frontière entre le Tonkin et la Chine.

Dans la région comprise entre ces différents points, vos pouvoirs, au point de vue militaire, seront ceux d'un Gouverneur de

colonie. Toutefois, en raison des circonstances particulières où se trouve le Tonkin, vous n'userez de ces pouvoirs qu'avec une grande réserve.

Jusqu'à ce que la pacification du delta soit complète, tant que nous aurons à craindre une action offensive de la part des Annamites ou des Chinois, le commandant supérieur des troupes et de la marine devra diriger les opérations tendant à établir notre puissance militaire dans la région que nous voulons occuper. Vous aurez à veiller à ce que l'autorité militaire n'étende pas le cercle d'action dans lequel nous entendons nous limiter pour le moment. Quant à l'ordre à suivre pour les opérations dans le delta, à l'organisation et à la répartition de nos forces sur les différents points, il appartient au commandant militaire de statuer, après s'être toutefois concerté avec vous. Dans le cas où vous ne partageriez pas son opinion, vous devriez me consulter immédiatement. En cas d'urgence, vous pourriez lui notifier par écrit que vous lui abandonnez la responsabilité des mesures militaires qu'il croit indispensable de prendre. Mais je me plais à penser que ces éventualités ne se présenteront pas; votre prudence, celle du général Bouët, votre égal dévouement à la patrie comme à l'œuvre entreprise, permettent d'écarter l'hypothèse d'un conflit.

D'un commun accord, vous vous efforcerez, l'un et l'autre, d'assurer rapidement notre occupation et de faire cesser ainsi le plus promptement possible la période essentiellement militaire.

Afin d'atteindre ce résultat dans le plus bref délai, il convient d'éviter tout ce qui pourrait exaspérer la résistance ou fournir à la Chine une occasion d'intervenir. A cet effet, vous aurez soin de faire connaître nettement vos intentions aux populations locales.

Nous n'en voulons pas à l'Empire d'Annam. Le Traité de 1874 nous a donné sur le Tonkin certains droits, en même temps qu'il nous a imposé des devoirs. Les nombreuses violations dont ce Traité a été l'objet de la part des Annamites, l'impossibilité où nous nous sommes trouvés d'en assurer l'exécution, nous ont forcés à nous établir dans le bassin du Fleuve Rouge pour exercer et défendre nos droits. Le fait même que nous nous bornons à occuper certaines positions indispensables dans le delta, démontre manifestement que nous n'avons pas en vue l'annexion du pays.

Vous n'ignorez pas que le principal encouragement donné à nos adversaires vient de la Chine, qui supporte difficilement la pensée de nous voir installés définitivement dans un pays placé, d'après elle, sous sa suzeraineté.

Cette suzeraineté de la Chine sur l'Annam, nous ne l'avons pas reconnue jusqu'ici, et nous ne voulons pas la reconnaître davantage à l'avenir.

Mais il importe d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait accroître l'irritation causée dans le Céleste Empire par notre occupation au Tonkin et, par suite, pousser le Tsong-Li-Yamen à prendre une attitude ouvertement hostile à notre égard. C'est pour ce motif que le Gouvernement de la République a décidé de ne pas étendre l'occupation dans les régions voisines de la frontière chinoise. Je ne saurais trop vous recommander, en outre, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le commerce chinois ne soit pas entravé, tant que les commerçants resteront étrangers aux questions politiques.

Il est bien entendu que ces ménagements ne sauraient nous empêcher en aucune façon de sévir contre les soldats réguliers et irréguliers de l'Empire et contre les agents chinois qui fomenteraient l'agitation contre nous.

Dans le cas où, par un motif quelconque, vous seriez amené à entrer en pourparlers soit avec des chefs de bandes chinoises, soit avec le vice-roi Li-Hong-Tchang, qui vient d'être appelé au commandement supérieur des quatre provinces du Sud, vous devriez vous concerter avec votre Ministre en Chine ou, en cas d'urgence, le tenir exactement informé de l'état des négociations.

M. Tricou est autorisé à correspondre directement avec vous à cet effet.

Des instructions dans le même sens seront également envoyées aux Consuls de France à Hong-Kong et à Canton, dont l'intermédiaire pourrait, dans certaines éventualités, vous être utile.

Je n'ai pas à ajouter qu'aucun arrangement de quelque importance ne saurait être pris sans l'approbation du Ministre des Affaires étrangères.

Dès que les opérations militaires seront terminées dans le delta et que nous serons en possession de cette contrée, vous devrez vous occuper de donner une organisation durable à notre occupation. Avant même que la période militaire soit terminée et au

fur et à mesure que nos troupes s'établiront dans les principales villes, il conviendra de créer un système de perception des impôts, qui nous permette de couvrir le plus tôt possible nos dépenses. Il importe, en effet, que le Tonkin nous fournisse lui-même les ressources nécessaires pour en assurer la tranquillité. Vous complétez ultérieurement ce système provisoire de perception, quand l'ordre sera suffisamment établi pour permettre la création de services administratifs réguliers. C'est à vous qu'il appartient d'ailleurs d'étudier les détails de cette administration ; nous nous réservons d'examiner vos propositions et de vous envoyer en temps opportun des directions précises. Il paraît, néanmoins, utile de vous indiquer ici les principaux traits de cette administration.

Nous entendons limiter au strict nécessaire notre intervention dans les affaires intérieures du Tonkin.

Les fonctionnaires locaux conserveront le plus souvent possible leurs attributions.

Nous nous réserverons seulement d'écarter ceux qui seraient hostiles, pour les remplacer par des hommes dont le concours nous soit assuré, et nous exercerons sur eux un droit de surveillance.

Peut-être conviendra-t-il de faire, à côté des mandarins annamites, une certaine place aux indigènes du Tonkin.

Parmi ces derniers, il en est qui appartiennent à la religion catholique, à laquelle ils ont été convertis par des missionnaires français ou espagnols.

Vous aurez soin de ne pas encourager les prétentions de ces chrétiens à une sorte de suprématie sur leurs compatriotes. Il importe, en effet, que toutes les classes de la population trouvent au même titre aide et protection auprès de l'autorité française.

Vis-à-vis des missionnaires eux-mêmes, vous observerez la plus grande réserve, et vous éviterez de prendre aucun engagement. Toutefois l'influence morale que ceux-ci exercent sur une portion importante des habitants du Tonkin peut rendre d'utiles services.

D'autre part, les Tonkinois chrétiens, déjà initiés dans une certaine mesure, par le fait même de leur conversion, aux bienfaits et aux avantages de la civilisation européenne, pourront nous fournir de précieux auxiliaires, et il serait impolitique et

dangereux de décourager les espérances qu'ils fondent sur notre arrivée pour l'amélioration de leur sort.

Pour l'exercice de notre contrôle sur les autorités locales, il sera établi un Résident auprès de chaque Gouverneur représentant le Roi d'Annam, dans les principales circonscriptions administratives. Ces résidents seront au nombre de sept. Ils devront s'assurer que les impôts sont établis et perçus régulièrement. Ils surveilleront l'administration, sans agir cependant par eux-mêmes, et chercheront à préparer les voies à des réformes destinées à supprimer les exactions des mandarins et à ouvrir peu à peu leurs provinces à notre civilisation et à notre commerce.

Au surplus, leurs fonctions seront analogues à celles des administrateurs des affaires indigènes en Cochinchine.

C'est même parmi ces derniers qu'ils devront être choisis pour le plus grand nombre. La suppression des Consulats de Hanoï et de Haï-Phong placera, en outre, à votre disposition des candidats tout désignés aux fonctions de Résident.

Sur cette question comme sur les autres où l'utilité s'en ferait sentir, vous pourrez entrer en correspondance directe avec le Gouverneur de la Cochinchine.

Des mesures seront prises ultérieurement pour constituer des tribunaux français. En attendant que le personnel puisse être envoyé, vous confierez aux Résidents les fonctions de juge de première instance. Les appels seront portés devant la Cour d'appel de Saïgon.

Un personnel des postes et des télégraphes sera mis à votre disposition : l'organisation des postes doit être faite tout d'abord, en vue de satisfaire aux besoins du personnel du corps d'occupation, mais vous pourrez appeler les populations tonkinoises à bénéficier des avantages du service postal, en fusionnant peu à peu, d'accord avec les autorités annamites, dans ce service ceux qui existent actuellement. Le personnel des télégraphes s'occupera de relier votre résidence, Hanoï, avec la mer, puis avec les postes les plus importants.

Vos communications avec l'Europe se feront soit par Hong-Kong, soit par Saïgon. Nous faisons étudier les moyens, d'une part, d'étendre vos relations régulières par les différentes lignes de paquebots; de l'autre, de prolonger jusqu'à Haï-Phong la ligne télégraphique qui relie Saïgon à la métropole.

Dès que vous aurez pourvu aux besoins les plus essentiels de l'administration, votre attention devra se porter sur l'établissement d'un budget. Il est admis en principe, et c'est là un point sur lequel je ne saurais trop insister, que l'occupation du Tonkin ne doit entraîner aucune dépense pour nous et que cette province doit subvenir à tous les frais, non seulement d'administration, mais encore de garde par terre et par mer. L'entretien du personnel civil, des troupes et des navires de la Division sera donc à la charge de votre budget. Toutefois vous n'y inscrirez que les dépenses correspondant à la période d'occupation proprement dite, dont vous fixerez le point de départ au 1^{er} juillet. Les dépenses du premier semestre seront couvertes ultérieurement, s'il y a lieu, par des contributions de guerre.

Les ressources nécessaires pour alimenter le budget de l'occupation seront demandées, en premier lieu, aux douanes tonkinoises. Ici encore vous aurez à réformer l'état de choses actuel en supprimant les douanes intérieures et en établissant des bureaux de perception réguliers dans les ports. Vous pourrez, pour créer ce nouveau service, vous inspirer de l'organisation des douanes chinoises. Un nouveau tarif devra être élaboré par vous. Vous êtes autorisé à le mettre en vigueur à titre provisoire; mais il ne deviendra définitif qu'après avoir été approuvé par le Gouvernement métropolitain.

Si les ressources réalisées de ce chef sont insuffisantes pour assurer l'équilibre du budget, vous demanderez le surplus à l'impôt. L'exemple de ce que nous avons fait en Cochinchine pourra vous être utile pour asseoir les nouvelles contributions. Vous éviterez toutefois, autant que possible, de froisser les habitudes de ces populations. Du reste, tant que le Gouvernement annamite persistera dans la ligne de conduite qu'il suit aujourd'hui, les produits des impôts profitant au Gouvernement central pourront être saisis par vous.

Bien que le moment ne paraisse pas venu d'ouvrir des négociations avec la cour de Hué, il importe de prévoir dès à présent cette éventualité. Jusqu'à ce jour le Gouverneur de la Cochinchine était investi des pouvoirs nécessaires pour négocier avec le Gouvernement annamite. Il a été décidé qu'à l'avenir ce rôle serait confié au Commissaire général du Tonkin. Vous trouverez ci-joints, en conséquence, des pouvoirs préparés par le ministre des

Affaires étrangères. Vous pourrez donc, quand nous en aurons reconnu avec vous l'opportunité, vous en servir pour traiter avec l'Annam.

Peut-être sera-t-il préférable que vous chargiez de ce soin M. de Kergaradec, à qui nous avons déjà confié auprès de la Cour de Hué une mission que les derniers événements ne lui permettent pas d'accomplir. Cet agent devra se tenir à votre disposition, et si vous croyez devoir l'envoyer à Hué, il pourra présenter les pouvoirs qui lui ont été remis avant son départ de Paris et dont il ne devra faire usage qu'avec votre agrément.

Les instructions données à M. de Kergaradec lui prescrivaient de requérir à la Cour d'Annam une sorte d'adhésion de principe aux bases sur lesquelles devront être édifiés les arrangements à intervenir. Ces bases étaient :

La reconnaissance formelle par l'Annam de l'occupation du Tonkin par la République française, laquelle de son côté garantit au roi Tu-Duc l'intégrité de ses États; — le droit conféré à la France de présider aux relations extérieures de la Cour annamite; — l'établissement de douanes dont le revenu, joint, s'il y a lieu, à une partie des impôts, servirait à couvrir les dépenses du protectorat.

Les derniers événements de Hanoï n'ont pas, jusqu'à présent, modifié nos vues. Nous nous réservons toutefois d'examiner de nouveau la question d'après vos rapports. Nous apprécierons alors s'il n'y a pas lieu de réclamer de l'Annam une contribution de guerre ou, du moins, une promesse de réparer les dommages causés aux Européens par les opérations militaires qu'ont provoquées les violations du traité de 1874.

Après que l'acceptation de ces diverses demandes aura été consignée dans un protocole, il appartiendra au ministère des Affaires étrangères de préparer, de concert avec le département des Colonies, le texte de la convention destinée à compléter les engagements de 1874.

Bien que, dans notre pensée, l'occupation définitive du Tonkin doive précéder l'ouverture des négociations avec le roi Tu-Duc, vous pourrez, sans retard, si vous en trouvez le moyen, faire pressentir au Gouvernement annamite nos intentions véritables. Il y aurait tout avantage, en effet, à ce que le roi Tu-Duc et ses Conseillers s'accoutumassent à la pensée des sacrifices que nous avons à leur demander.

CH. BRUN.

**M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine,
à Shanghai (1).**

(TÉLÉGRAMME)

13 juin 1883.

On continue ici les préparatifs pour renforcer, s'il y a lieu, les troupes qui viennent d'être expédiées de France, d'Algérie et de la Nouvelle-Calédonie. Cependant l'action qui nous est imposée au Tonkin n'exclut pas la pensée d'un arrangement compatible avec les intérêts et la dignité des deux pays. Mes dépêches précédentes indiquent suffisamment les conditions dans lesquelles les négociations pourraient être reprises. Si des ouvertures acceptables vous étaient faites, vous les accueilleriez *ad referendum*.

CHALLEMEL-LACOUR.

**M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine, à
M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères (2).**

(TÉLÉGRAMME)

Shanghai, le 18 juin 1883.

Li-Hong-Chang nous oppose une résistance systématique et affecte même une attitude des plus arrogantes. Il m'a dit hier que la Chine ne reconnaissait pas et ne pouvait reconnaître notre traité de 1874 avec l'Annam; il a ajouté qu'il n'avait pas de pouvoirs. Pour nous déconsidérer il voudrait envoyer le Représentant de la République à Pékin, d'où le Tsong-Li-Yamen, après l'avoir amusé de paroles évasives, le renverrait à Li, qui, quoi qu'il en dise, possède et peut seul posséder actuellement tous les pouvoirs.

Li m'a déclaré, il est vrai, que la Chine ne prendra pas l'initiative d'une rupture; je crois volontiers à cette affirmation, car il lui convient de continuer à nous susciter impunément toutes sortes d'embarras au Tonkin. Le tactique de la Cour de Pékin est manifeste, elle veut nous harceler, nous fatiguer, nous épuiser dans l'Annam, espérant, en fin de compte, lasser l'opinion publique en France. Votre Excellence appréciera si nous devons plus long-

(1) *Livre jaune*, n° 214.

(2) *Livre jaune*, n° 215.

temps user d'une longanimité qui ne tourne qu'à notre détriment. Les préparatifs de guerre, un moment suspendus, sont repris ostensiblement; je dois dire toutefois qu'ils ont été bien exagérés.

Tous mes efforts restent désormais impuissants, et en y persévérant, je me heurterais vainement contre les fins de non-recevoir calculées qui ne pourraient que porter une grave atteinte à notre prestige dans l'extrême Orient. Les demi-mesures me semblent grosses de périls. J'estime que, si nous ne voulons pas compromettre une situation déjà sérieusement atteinte, nous devons, au point où en sont venues les choses, déclarer immédiatement la guerre à l'Annam et frapper un grand coup à Hué.

TRICOU.

**M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine,
à Shang-Hai (1).**

(TÉLÉGRAMME.)

Paris, le 3 juillet 1883.

Les bases d'arrangement contenues dans votre télégramme du 1^{er} juillet paraissent acceptables.

Le Gouvernement français se contentera d'une déclaration écrite portant que la Chine ne cherchera à entraver en rien notre marche militaire et notre établissement au Tonkin.

Il devra y être spécifié que des ordres seront donnés aux Gouverneurs des provinces du sud et des mesures prescrites par eux pour rappeler du Tonkin les troupes chinoises qui pourraient s'y trouver encore, et pour arrêter sévèrement les bandes qui tenteraient d'y pénétrer.

C'est exactement ce que le prince Kong nous avait déclaré dans sa lettre du 15 juin 1875, en réponse à notre notification du traité de 1871.

En retour, le Gouvernement français déclarera, également par écrit, qu'il ne nourrit aucune pensée de conquête sur l'Annam. Toutefois cette déclaration ne devra rien contenir qui puisse être interprété comme impliquant l'abandon du traité de 1871, ou allégué pour en contester la valeur. Il sera entendu, en outre, qu'elle ne pourra être en aucun cas opposée, soit à l'exécution des

(1) *Livre jaune*, n° 223.

mesures militaires nécessitées par les événements du mois de mai, soit à l'exercice effectif de notre protectorat au Tonkin.

Si la résistance des bandes à la solde de l'Annam se prolonge, ou si le rétablissement de nos affaires au Tonkin ne suffit pas pour amener le Roi d'Annam à composition, la France se réservera, sans que la déclaration susdite puisse être invoquée contre cette mesure, la faculté d'aller à Hué pour y faire reconnaître et consacrer ses droits.

Si ces conditions sont acceptées par Li-Hong-Tchang, et qu'il soit muni, comme vous, de pouvoirs suffisants, vous pourrez, sans plus attendre, constater l'entente intérieure par un échange de notes ou déclarations dont la rédaction est abandonnée à votre appréciation. Vous ajouterez, si vous le jugez utile, qu'une fois établis au Tonkin, nous serons tout disposés à négocier avec la Chine, en vue d'affermir les bonnes relations entre les deux pays, des arrangements relatifs aux intérêts commerciaux, au régime de la navigation sur le fleuve Rouge, à l'ouverture des provinces chinoises du sud, et même, s'il y a lieu, à une rectification de frontières.

CHALLEMEL LACOUR.

(Ici se place une dépêche (*Livre jaune*, n° 245) adressée par le marquis Tseng à M. ChallemeL-Lacour, en date du 18 août 1883, dans laquelle sont indiquées les vues de la cour de Pékin relativement à la question du Tonkin. Nous l'avons donnée précédemment, *Archives*, 1883, IV. 148.)

**L'Amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies, à
M. ChallemeL Lacour, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 24 août 1883.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un télégramme que vient de me faire parvenir M. le Général Bouët.

PEYRON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 24 AOUT 1883.

**Le Général Bouët à l'Amiral Peyron, Ministre de la Marine
et des Colonies.**

Hong-Kong, 23 août 1883, 9 h. 5 m. matin.

Le 15, je me suis porté avec toutes les forces disponibles — 1,800 hommes, 14 pièces — vers l'ennemi.

(1) *Livre jaune*, n° 248.

La gauche, Colonel Révillon, attaque des retranchements bien défendus par 4 ou 5,000 Chinois et rentre le soir après avoir combattu toute la journée.

Le centre, Commandant Coronat, occupe les fortifications de Phu-Hoai, s'établit en face, se bat toute la journée, couche sur cette position, et rentre le 16 au soir.

La droite, Colonel Bichot, appuyée par toutes les canonnières, longe le fleuve Rouge, enlève pagode fortifiée en bombardant avec la flotte batteries ennemies, et, devant rupture des digues, le Colonel embarque moitié de ses hommes sur les canonnières.

Je conserve la pagode, qui sera fortifiée, et des canonnières mouilleront auprès d'elle.

A la suite de cette affaire importante, l'ennemi évacue ses positions, remonte vers Son-Tay. Ce n'est pas une victoire complète, c'est une reconnaissance offensive coûtant à l'ennemi 300 morts, 1,000 blessés; nos pertes sont sérieuses, 2 officiers, 10 hommes tués; 2 officiers, 47 hommes blessés.

L'inondation s'oppose à la continuation des opérations. Le courant est trop violent pour que les canonnières remontent.

Le nombre croissant des ennemis, leur armement, leur valeur incontestable, leurs positions défendues ayant plusieurs kilomètres de front, m'amènent, ainsi que tous les officiers, à croire qu'il faudra pour la campagne d'octobre une division complète sur le pied de guerre, avec les services et le matériel; il faut qu'elle soit ici vers milieu d'octobre prochain.

Envoyez de l'artillerie de siège et de place. Le Commissaire général civil parti le 14 pour la rivière de Hué.

GÉNÉRAL BOUET.

(Ici se place une dépêche (*Livre jaune*, n° 249) adressée le 27 août 1883 par M. Challemel-Lacour au marquis Tseng pour répondre à l'exposé des vues du Gouvernement chinois; elle a été reproduite, *Archives*, 1863. IV. 149.)

M. Harmand, Commissaire général de la République au Tonkin, à MM. les Ministres de la Marine et des Affaires étrangères à Paris (1).

(TÉLÉGRAMME)

Tuan-An, 25. (Reçu le 30 août.)

Une Convention a été signée aujourd'hui à Hué même. En voici le résumé :

« Reconnaissance pleine et entière du protectorat. Annexion

(1) *Livre jaune*, n° 253.

définitive du Binh-Thuan aux possessions françaises de Cochinchine. Occupation militaire permanente de la ligne Viung-Khina, des forts de Tuan-An et l'entrée de la rivière de Hué. Résidents assistés de forces suffisantes aux chefs-lieux de toutes les provinces du Tonkin, y compris Thanh-Hoa et Nghe-An. Ports de Xuanday et de Tourane ouverts. Douanes de tout le royaume entièrement aux mains de la France. Ligne télégraphique aérienne Saïgon-Hanoi. Résident à Hué. Audiences personnelles du Roi. Postes militaires le long du fleuve Rouge et fortifications partout où elles sont jugées nécessaires. Dettes de l'Annam considérées comme acquittées en échange du Binh-Thuan. Somme annuelle de deux millions au moins payée au Roi sur le produit des douanes et de l'impôt au Tonkin. Piastre et monnaies de la Cochinchine ont cours dans tout le royaume. Conférences ultérieures à Hué régleront régime commercial, douanes, points de détail de la convention.

« Les Plénipotentiaires annamites ont demandé la réouverture de la légation aussitôt que possible. M. de Champeaux me paraît indiqué. Prière nomination par le télégraphe.

« Je demande instamment la ratification rapide de la convention et nominations de plénipotentiaires pour discuter certains points de détail que j'ai éludés intentionnellement, tels que le régime commercial, les douanes, les impôts, la quotité proportionnelle à attribuer à l'Annam, etc. Ces discussions seront probablement assez longues ; je ne puis y assister. Je demande de ne pas en être chargé. Il serait utile de désigner un plénipotentiaire qui fût un homme d'affaires et un financier.

« Il est urgent d'envoyer des décorations et des présents au nouveau Roi Hiep-Hoa et aux deux plénipotentiaires annamites, Tran-Dinh-Tuc, grand censeur, et Nguyen-Trong-Hiep, Ministre de l'intérieur et des Affaires étrangères ; je demande la croix de chevalier pour l'évêque Caspar, qui m'a rendu de grands services.

« Je retourne demain au Tonkin. »

**Mémoire remis à la légation de Chine par ordre
du Ministre des Affaires Étrangères.**

le 17 septembre 1883 (1).

(Ce mémoire a été reproduit, *Archives*, 1783. IV. 151.)

(1) *Livre jaune*, n° 261.

**M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine, à
M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères (1).**

(Shanghai, le 31 août 1883. (Reçu le 12 octobre 1883).

Un télégramme du Gouverneur de Saï on nous apprend l'occupation des forts de Thuan-An et la signature des préliminaires de paix à Hué. Cette nouvelle ne manquera pas de produire à Pékin une profonde impression ; aujourd'hui que le successeur de l'Empereur Tu-Duc reconnaît pleinement le Protectorat de la France, le Gouvernement chinois ne pourra plus dire que les *Pavillons Noirs* sont à la solde de l'Annam. Le Tsong-Li-Yamen va être obligé de se démasquer, car, si la guerre continue, il sera désormais prouvé que c'est la Chine qui l'alimente par une assistance occulte.

TRICOU.

**M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine (2).**

(TÉLÉGRAMME)

Paris, le 23 octobre 1883.

La Chine a jugé nos propositions incompatibles avec ses intérêts et avec la suzeraineté qu'elle revendique sur l'Annam. Elle demande : soit le retour à l'état de choses antérieur à 1873, le roi d'Annam étant reconnu indépendant de toute Puissance, sauf la Chine ; soit un arrangement qui laisserait à la Chine le droit exclusif d'agir sur le fleuve Rouge, avec une zone neutre entre la frontière méridionale du Tonkin et le vingtième degré. Ce serait l'abandon de nos traités et l'évacuation du Tonkin par nos troupes, le Gouvernement chinois se réservant d'occuper lui-même le pays.

Nous avons déclaré par avance au Marquis Tseng que de telles propositions seraient tenues pour inacceptables. Vous devrez aussi refuser d'en aborder la discussion. Étant données les dispositions qu'elles impliquent de la part du Gouvernement chinois, j'ai cru devoir différer le départ de M. Patenôtre. Je ne vois que des avantages à ce que vous quittiez la Chine le 27, ainsi que vous le proposez, laissant comme chargé d'affaires M. de Semallé, à qui vous communiquerez le présent télégramme.

CHALLEMEL LACOUR.

(1) *Livre jaune*, n° 273.

(2) *Livre jaune*, n° 278.

**M. Tricou, Envoyé extraordinaire de France en Chine, à
M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères (1).**

(TÉLÉGRAMME)

Shanghai, le 29 octobre 1883.

A la dernière heure Li-Hong-Chang est venu me trouver pour me prier instamment de rester. Je lui ai répondu que l'état de ma santé m'obligeait à quitter la Chine. Je pars ce soir sur le *Volta*.

Le Vice-Roi est très inquiet. Il désavoue hautement le marquis Tseng.

TRICOU.

**M. Challemel Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à
M. de Semallé, Chargé d'affaires de France à Pékin (2).**

(TÉLÉGRAMME)

Paris, le 1^{er} novembre 1883.

La Chambre des Députés, à la suite d'une discussion qui a rempli deux séances, a voté hier l'ordre du jour suivant, par 325 voix contre 155 :

« La Chambre, approuvant les mesures prises par le Gouvernement pour sauvegarder au Tonkin les intérêts, les droits et l'honneur de la France, et confiante dans sa fermeté et sa prudence pour faire exécuter les traités existants, passe à l'ordre du jour. »

Ce vote confirme la politique du Gouvernement et dissipera peut-être les illusions qu'on avait pu se faire à Pékin sur les dispositions du Parlement. Vous vous appliquerez à faire comprendre que notre établissement au Tonkin doit être tenu pour définitif, mais que nous n'en restons pas moins disposés à un arrangement sur les bases de notre Mémoire du 15 septembre. Vous auriez d'ailleurs, faute de pouvoirs suffisants, à décliner toute ouverture, les négociations devant se continuer à Paris.

CHALLEMEL LACOUR.

**M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre par intérim
des Affaires étrangères, au marquis Tseng, Ministre de
Chine à Paris (3).**

Paris, le 17 novembre 1883.

Par une lettre du 5 de ce mois, vous avez bien voulu me com-

(1) *Livre jaune*, n° 280.

(2) *Livre jaune*, n° 281.

(3) *Livre jaune*, n° 288.

muniquer une dépêche dans laquelle votre Gouvernement prend texte d'un récent télégramme de M. Tricou pour donner officiellement son approbation à la manière dont vous avez exécuté les ordres impériaux. Je vous donne acte bien volontiers de cette déclaration et je m'en autorise pour faire appel à vos bons offices afin d'empêcher que l'exécution du plan que nous poursuivons au Tonkin ne donne lieu à de fausses interprétations de la part du Gouvernement de Pékin.

L'ordre a été récemment donné aux troupes françaises cantonnées dans le bassin du fleuve Rouge de s'emparer de certains points dont l'occupation nous a toujours paru indispensable, notamment de Sontay, Hong-Hoa et Bac-Ninh. Bien que ces opérations ne doivent point amener nos colonnes à s'approcher de la frontière chinoise, il ne serait pas inutile que le Gouvernement impérial en fût avisé, afin qu'étant fixé sur le but, il ne se méprenne pas sur la portée de nos mouvements.

Peut-être même, pour prévenir tout malentendu, y aurait-il avantage à ce que le Commandant de notre corps d'occupation et celui des forces chinoises voisines de la frontière fussent autorisés à s'entendre directement pour arrêter une ligne de démarcation entre leurs positions respectives. Le Gouvernement de la République serait, pour sa part, disposé à munir l'Amiral Courbet des pouvoirs nécessaires pour conclure sur place un arrangement de cette nature, si une pareille combinaison devait obtenir l'adhésion du Cabinet de Pékin. Dans ce cas, il faudrait que des instructions convenables fussent envoyées de part et d'autre dans le plus bref délai, les opérations des troupes françaises étant sans doute déjà commencées à l'heure actuelle.

Je vous serais reconnaissant de porter cette suggestion à la connaissance de votre Gouvernement, si, comme je l'espère, elle vous paraît de nature à être favorablement accueillie à Pékin. Le Tsong-Li-Yamen y verra, en tout cas, une nouvelle marque des dispositions conciliantes dont nous n'avons cessé de faire preuve et de notre désir d'éviter toute complication entre les deux pays.

JULES FERRY.

Le marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris, à M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre par intérim des Affaires étrangères (1).

Paris, le 17 novembre 1883.

M. le Ministre, au cours de la séance de la Chambre, qui avait lieu le 31 octobre dernier, M. le Président du Conseil a déclaré que le Gouvernement français s'est décidé de s'établir dans le Delta du fleuve Rouge et de s'emparer des villes de Son-Tay, Hong-Hoa et Bac-Ninh.

Vis-à-vis de cette déclaration, d'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que, usant de ses droits suzerains et remplissant les devoirs qui lui incombent en vertu de la suzeraineté de la Chine à l'égard de l'Annam, ainsi qu'en raison de la demande formelle que le Roi d'Annam lui avait adressée, le Gouvernement impérial a envoyé, il y a quelque temps, comme il avait fait maintes fois, dans le passé, des troupes impériales au Tonkin pour y sauvegarder ses intérêts et ceux de son vassal.

Puisque c'est justement dans les parages auxquels se rapporte la déclaration susmentionnée de M. le Président du Conseil que se trouvent les troupes impériales, je dois notifier ce fait à Votre Excellence.

La présence de ces troupes, comme se le rappellera sans doute Votre Excellence, fut reconnue dans l'entretien que j'avais eu avec M. Challemel-Lacour le 1^{er} août 1883, entretien où Son Excellence suggéra la question de leur rappel.

Toutefois, vu les complications que pourrait produire une collision inattendue entre les troupes françaises et les troupes impériales, je me fais un devoir d'en faire le sujet de cette notification formelle.

TSENG.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au marquis Tseng, Ministre de Chine (2).

Paris, le 19 novembre 1883.

Le 17 de ce mois, vous avez bien voulu me prévenir que des troupes impériales, envoyées au Tonkin il y a quelque temps, se

(1) *Livre jaune*, n° 289.

(2) *Livre jaune*, n° 290.

trouvaient actuellement dans les parages assignés aux opérations de notre corps expéditionnaire.

Le même jour, par une lettre qui s'est croisée avec la vôtre, je vous annonçais, de mon côté, que nos colonnes avaient déjà sans doute commencé leur mouvement pour s'emparer des points dont l'occupation est jugée nécessaire encore dans le delta du fleuve Rouge. En même temps, j'exprimais l'idée qu'il y aurait peut-être intérêt à ce que les commandants des deux armées fussent autorisés à s'entendre directement pour arrêter une ligne de démarcation entre leurs positions respectives.

Le voisinage des troupes chinoises, que vous signalez dans ces parages, ajoute encore à l'opportunité de notre proposition, qui constitue, ce semble, le plus sûr moyen de prévenir les dangers d'une collision entre les forces des deux pays.

Je me plais à penser dès lors que, vu l'urgence, vous aurez cru devoir en saisir immédiatement le Gouvernement impérial, et je vous serai obligé de m'informer sans retard de la suite qu'elle lui aura paru comporter.

JULES FERRY.

**M. Jules Ferry, Ministre des Affaires étrangères,
au marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris (1).**

Paris, le 30 novembre 1883.

Par vos lettres des 24 et 26 novembre, vous avez bien voulu me faire part des observations qui vous ont été suggérées par mes communications des 17 et 19 du même mois.

Votre attention a été tout d'abord appelée sur l'ordre donné à nos troupes de marcher sur Sontay, Hong-Hoa et Bac-Ninh, dont l'occupation est jugée indispensable. Vous rapprochez de ce fait un passage du discours prononcé le 31 octobre à la Chambre des Députés, où j'ai signalé « la possession du Tonkin » comme le but vers lequel ont constamment tendu les efforts de mes prédécesseurs. Vous vous demandez si ces déclarations ne marquent pas une évolution dans notre politique, si elles ne sont pas inconciliables avec l'assurance donnée en 1881 par M. Barthélemy-Saint-Hilaire « que le Gouvernement de la République a l'intention de se conformer aux stipulations du traité de 1874 et de remplir les obligations qui peuvent en découler pour lui. »

(1) *Livre jaune* n° 295.

Sur ce point, je suis heureux de pouvoir dissiper dès à présent tout malentendu. Nos dispositions n'ont pas varié depuis trois ans, et notre politique n'a pas cessé de s'inspirer des principes qui forment la base du traité franco-annamite de 1874. Nous avons scrupuleusement rempli les obligations que cet arrangement mettait à notre charge ; nous ne sommes intervenus que pour assurer le respect des droits corrélatifs qui en découlent et après avoir épuisé tous les moyens pacifiques qui pouvaient conduire à ce résultat. Les événements qui se sont succédé depuis lors, la résistance que nous avons rencontrée, la lutte que nous poursuivons encore, n'ont pas changé nos résolutions. Aujourd'hui comme il y a trois ans, nous n'avons aucune intention de conquête : notre but est seulement d'assurer, par l'affermissement du protectorat que le traité de 1874 nous a concédé, la libre navigation du Song-Koï et la sécurité nécessaire au développement des relations commerciales au Tonkin. C'est en ce sens que dans mon discours du 31 octobre, j'ai montré « la conquête pacifique » de cette région et « la possession du Tonkin » comme le but assigné à notre politique. C'est dans le même sens que j'ai rappelé, au même instant, l'accord établi depuis longtemps entre les nations européennes pour reconnaître « que la conquête de la Chine, de ses 400 millions de consommateurs devait être faite par les produits et par les producteurs européens. »

Les développements donnés à ma pensée ne laissaient donc place à aucune méprise, et je me plais à espérer qu'après ces explications aucun doute ne subsistera plus dans votre esprit.

Le sincère désir que nous avons d'écarter toute chance de conflit, en assurant le résultat que nous avons en vue, m'a conduit à proposer au Gouvernement impérial de confier aux commandants respectifs le soin de s'entendre pour arrêter une ligne de démarcation entre leurs positions. Ces ouvertures ne vous paraissant pas compatibles avec l'état actuel des choses au Tonkin, vous renouvez une proposition que vous auriez déjà faite verbalement à mon prédécesseur, le 1^{er} août, et qui consisterait à arrêter ladite ligne de démarcation « entre les armées cantonnées à Hanoï et à Sontay, ainsi que dans les villes situées sur la rive gauche et la rive droite du fleuve Rouge. »

Permettez-moi de vous rappeler que, dans ce même entretien du 1^{er} août, vous déclariez qu'il n'y avait pas de troupes chinoises

au Tonkin, ou que, s'il y en avait, elles ne pouvaient se trouver que dans les régions où se placent les frontières mal définies des deux pays. Il ne pouvait donc être question, à ce moment, d'une ligne de démarcation qui aurait passé entre Sontay et Hanoï, pour suivre après le cours du fleuve Rouge. Aussi M. Challemel-Lacour faisait-il remarquer, dans un autre entretien du 2 août, qu'aucun risque de conflit n'était à prévoir, puisque notre corps expéditionnaire ne devait pas se porter vers la partie septentrionale du Tonkin; mais qu'il en serait autrement, si les troupes chinoises étaient plus rapprochées des forteresses qui sont notre objectif, et qu'elles s'exposeraient, dans ce cas, à être traitées en auxiliaires des Annamites. Depuis lors, la situation n'a pas changé de notre fait; notre plan de campagne n'a pas été modifié, et ne saurait l'être. Ce n'est donc pas sur nous que devrait porter la responsabilité d'un conflit entre les forces des deux pays. Nous espérons d'ailleurs qu'une semblable éventualité ne se réalisera pas, et que les troupes chinoises, que rien n'obligeait à quitter leurs positions du mois d'août, nous laisseront accomplir librement l'œuvre de pacification que nous sommes tenus de poursuivre au Tonkin dans l'intérêt général.

JULES FERRY.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ROUMANIE

**Constitution du 30 juin (12 juillet) 1866
avec les modifications qui y ont été introduites
en 1879 et 1884.**

TITRE I.

DU TERRITOIRE DE LA ROUMANIE.

Art. 1. (1) — Le royaume de Roumanie avec ses districts de la rive droite du Danube constitue un seul État indivisible.

Art. 2. — Le territoire de la Roumanie est inaliénable.

Les limites de l'État ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi.

Art. 3. — Le territoire de la Roumanie ne peut être colonisé de populations de race étrangère.

Art. 4. — Le territoire est divisé en districts, les districts en arrondissements, les arrondissements en communes.

Ces divisions et subdivisions ne peuvent être modifiées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi.

TITRE II.

DES DROITS DES ROUMAINS.

Art. 5. — Les Roumains jouissent de la liberté de conscience, de la liberté d'enseignement, de la liberté de la presse, de la liberté de réunion.

Art. 6. — La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques, déterminent quelles sont, indépendamment de la qualité de Roumain, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

(1) *Article révisé* : Les Principautés-Unies Roumaines constituent un seul État indivisible sous la dénomination de Roumanie.

Art. 7. (1) — La différence de croyances religieuses et de confessions ne constitue pas en Roumanie un empêchement à l'acquisition et à l'exercice des droits civils et politiques.

§ 1^{er}. — Tout étranger, sans distinction de religion, qu'il soit ou non soumis à une protection étrangère, peut obtenir la naturalisation aux conditions suivantes :

a) Il adressera au Gouvernement une demande de naturalisation portant indication du capital qu'il possède, de la profession ou du métier qu'il exerce, et de sa volonté d'établir son domicile en Roumanie.

b) A dater de cette demande, il domiciliera pendant dix ans dans le pays et prouvera, par ses actes, qu'il lui est utile.

§ 2. — Peuvent être dispensés du stage :

a) Ceux qui auront introduit en Roumanie des industries ou des inventions utiles, ceux qui auront des talents distingués, ou ceux qui auront fondé dans le pays de grands établissements de commerce ou d'industrie.

b) Ceux qui, nés et élevés en Roumanie de parents y établis, n'ont jamais joui, non plus que leurs parents, d'une protection étrangère.

c) Ceux qui ont servi sous les drapeaux pendant la guerre de l'indépendance, et qui pourront être naturalisés collectivement sur la proposition du Gouvernement par une seule et même loi et sans autres formalités.

§ 3. — La naturalisation ne peut être accordée qu'individuellement et en vertu d'une loi.

§ 4. — Une loi spéciale déterminera le mode selon lequel les étrangers pourront établir leur domicile sur le territoire Roumain.

§ 5. — Ne peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie que les Roumains ou ceux qui sont naturalisés Roumains.

Les droits acquis jusqu'à ce jour seront respectés.

Les conventions internationales existantes restent en vigueur avec toutes les clauses et délais qui y sont stipulés.

Art. 8. — La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif.

La naturalisation seule assimile l'étranger au Roumain pour l'exercice des droits politiques.

(1) *Article modifié en 1879* : La qualité de Roumain s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par les lois civiles.

Les étrangers de rites chrétiens peuvent seuls obtenir la naturalisation.

Art. 9. — Tout Roumain, d'un État quelconque, sans distinction du lieu de naissance, dès qu'il a prouvé sa renonciation à la protection étrangère, peut immédiatement acquérir l'exercice des droits politiques par un vote des Corps Législatifs.

Art. 10. — Il n'existe, dans l'État, aucune distinction de classe. Tous les Roumains sont égaux devant la loi et tenus de contribuer indistinctement aux impôts et aux charges publiques.

Ils sont seuls admissibles aux fonctions publiques, civiles et militaires.

Des lois spéciales détermineront les conditions d'admissibilité et d'avancement dans les fonctions de l'État.

Les étrangers ne peuvent être admis aux fonctions publiques que dans des cas exceptionnels et spécialement déterminés par les lois.

Art. 11. — Tous les étrangers qui se trouvent sur le sol de la Roumanie jouissent de la protection que les lois accordent aux personnes et aux biens en général.

Art. 12. — Tous les privilèges, exemptions et monopoles de classe sont à jamais abolis dans l'État Roumain.

Les titres de noblesse étrangers, tels que ceux de prince, comte, baron et autres semblables, sont et restent inadmissibles dans l'État Roumain, comme contraires aux anciennes institutions du pays.

Le port de décorations étrangères, par les Roumains, est subordonné à l'autorisation du Roi.

Art. 13. — La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Nul ne peut être détenu ou arrêté, hors les cas de flagrant délit, qu'en vertu d'un mandat judiciaire motivé, qui doit lui être communiqué au moment de l'arrestation ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrestation.

Art. 14. — Nul ne peut être soustrait, contre son gré, aux juges que la loi lui assigne.

Art. 15. — Le domicile est inviolable.

Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas expressément prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Art. 16. — Aucune peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu d'une loi.

Art. 17. — Aucune loi ne peut établir la confiscation des biens.

Art. 18. — La peine de mort ne pourra être rétablie que dans les cas prévus par le code pénal militaire, en temps de guerre.

Art. 19. — La propriété de toute nature est sacrée et inviolable, de même que toutes les créances sur l'État.

Nul ne peut être exproprié que pour cause d'utilité publique légalement constatée, et après une juste et préalable indemnité.

Par cause d'utilité publique, il faut entendre uniquement la voirie, la salubrité publique, ainsi que les travaux de défense du pays.

Les lois existantes concernant l'alignement et l'élargissement des voies publiques dans les communes, et celles qui concernent les berges des cours d'eaux qui les traversent ou les longent, restent en vigueur.

Des lois spéciales régleront la procédure et le mode d'expropriation.

L'usage libre et sans obstacle des rivières navigables et flottables, des chaussées et autres voies de communication, est du domaine public.

Art. 20. — La propriété accordée aux paysans par la loi rurale, de même que l'indemnité garantie aux propriétaires par ladite loi, ne pourront subir aucune atteinte.

Art. 21. — La liberté de conscience est absolue.

La liberté de tous les cultes est garantie en tant que leur célébration ne porte pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

La religion orthodoxe d'Orient est la religion dominante de l'État Roumain.

L'église orthodoxe Roumaine est et demeure indépendante de toute suprématie étrangère, tout en conservant son unité avec l'église œcuménique d'Orient en ce qui concerne les dogmes.

Les affaires spirituelles canoniques et disciplinaires de l'Église orthodoxe Roumaine seront réglées par une autorité synodale centrale unique, conformément à une loi spéciale.

Les métropolitains et les évêques diocésains de l'église orthodoxe Roumaine sont élus d'après le mode déterminé par une loi spéciale.

Art. 22. — Les actes de l'État civil sont de l'attribution de l'autorité civile.

La confection de ces actes devra toujours précéder la bénédiction religieuse, qui sera obligatoire pour les mariages, sauf les cas qui seront prévus par une loi spéciale.

Art. 23. — L'enseignement est libre.

La liberté de l'enseignement est garantie en tant que son exercice ne porterait pas atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

La répression des délits est réglée uniquement par la loi.

Il sera créé graduellement des écoles primaires dans toutes les communes de la Roumanie.

L'enseignement sera gratuit dans les écoles de l'État.

L'instruction primaire sera obligatoire pour les jeunes Roumains partout où se trouveront instituées des écoles primaires.

Une loi spéciale réglera tout ce qui concerne l'instruction publique.

Art. 24 (1). — La Constitution garantit à tous la liberté de communiquer et de publier leurs idées et leurs opinions par la parole, par écrit et par la presse, chacun étant responsable de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par le code pénal, lequel, en aucun cas, ne pourra restreindre ce droit en lui-même.

Aucune loi exceptionnelle ne pourra être établie en cette matière.

La censure ou toute autre mesure préventive contre l'appari-

(1) *Article révisé*: La Constitution garantit à chacun la faculté de communiquer et de publier ses idées et ses opinions par la parole, par des écrits et par la presse, chacun étant responsable de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par le code pénal, lequel sera, sous ce rapport, révisé et complété, sans restriction possible du droit lui-même, et sans qu'il puisse être établi à cet égard aucune loi exceptionnelle.

Les délits de presse sont justiciables du jury.

La censure ni aucune autre mesure préventive pour l'apparition, la vente ou la distribution d'une publication quelconque, ne peut être établie.

La publication d'un journal n'est pas soumise à l'autorisation préalable de l'autorité.

Il ne sera exigé aucun cautionnement des journalistes, écrivains, éditeurs, typographes et lithographes.

La presse ne sera jamais soumise au régime des avertissements.

Aucun journal, aucune publication, ne pourront être suspendus ou supprimés.

L'auteur est responsable de ses écrits ; à défaut de l'auteur, sont responsables le gérant ou l'éditeur.

Tout journal doit avoir un gérant responsable jouissant des droits civils et politiques.

tion, la vente ou la distribution d'une publication quelconque, ne pourra être établie.

Il n'est besoin de l'autorisation préalable d'aucune autorité pour l'apparition de quelque publication que ce soit.

Il ne sera exigé aucun cautionnement des journalistes, écrivains, éditeurs, typographes et lithographes.

La presse ne sera jamais soumise au régime des avertissements.

Aucun journal, aucune publication ne pourront être suspendus ou supprimés.

L'auteur est responsable de ses écrits ; le gérant est responsable à défaut, de l'auteur, l'éditeur à défaut du gérant.

Tout journal doit avoir un gérant responsable jouissant des droits civils et politiques.

Les délits de presse sont jugés par le jury, à l'exception de ceux qui seraient commis contre la personne du Roi et de la famille Royale ou contre les Souverains des États étrangers. Ces délits seront jugés par les tribunaux ordinaires, d'après le droit commun.

L'arrestation préventive en matière de presse est interdite.

Art. 25. — Le secret des lettres et des dépêches télégraphiques est inviolable.

Une loi déterminera la responsabilité des agents du Gouvernement pour la violation du secret des lettres et dépêches confiées à la poste et au télégraphe.

Art. 26. — Les Roumains ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui règlent l'exercice de ce droit, pour traiter des questions de toute nature ; il n'est pas besoin à cet égard d'une autorisation préalable.

Cette disposition n'est pas applicable aux rassemblements en plein air, lesquels sont entièrement soumis aux lois de police.

Art. 27. — Les Roumains ont le droit de s'associer, en se conformant aux lois qui règlent l'exercice de ce droit.

Art. 28. — Chacun a le droit de s'adresser aux autorités publiques par voie de pétition signée d'une ou de plusieurs personnes, sans toutefois pouvoir pétitionner autrement qu'au nom des signataires.

Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art. 29. — Nulle autorisation préalable n'est nécessaire pour

l'exercice de poursuites, par les parties lésées, contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf les règles spéciales établies à l'égard des ministres.

Les cas et le mode de la poursuite seront déterminés par une loi spéciale.

Des dispositions spéciales du code pénal détermineront les pénalités encourues par les faux dénonciateurs.

Art. 30. — Aucun Roumain ne peut, sans l'autorisation du Gouvernement, entrer au service d'un État étranger, sans perdre, par le fait même, sa nationalité.

L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

TITRE III

DES POUVOIRS DE L'ÉTAT.

Art. 31. — Tous les pouvoirs de l'État émanent de la nation, qui ne peut les exercer que par délégation, d'après les principes et les règles établis par la présente Constitution.

Art. 32. — Le pouvoir législatif est exercé collectivement par le Roi et par la Représentation nationale.

La Représentation nationale se divise en deux assemblées : le Sénat et l'Assemblée des députés.

Toute loi exige l'assentiment des trois branches du pouvoir législatif.

Aucune loi ne peut être soumise à la sanction du Roi qu'après avoir été discutée et votée librement par la majorité des deux assemblées.

Art. 33. — L'initiative des lois appartient à chacune des trois branches du pouvoir législatif.

Néanmoins, toute loi relative aux recettes et aux dépenses de l'État ou au contingent de l'armée, doit d'abord être votée par l'Assemblée des députés.

Art. 34. — L'interprétation des lois par voie d'autorité appartient exclusivement au pouvoir législatif.

Art. 35. — Le pouvoir exécutif est confié au Roi, qui l'exerce d'après le mode déterminé par la Constitution.

Art. 36. — Le pouvoir judiciaire est exercé par les cours et tribunaux. Leurs arrêts et sentences sont rendus en vertu de la loi et exécutés au nom du Roi.

Art. 37. — Les intérêts exclusivement de district ou de commune, sont réglés par les conseils des districts ou des communes d'après les principes établis par la Constitution et les lois spéciales.

CHAPITRE I

De la représentation nationale.

Art. 38. — Les membres des deux assemblées représentent la nation, et non uniquement le district ou la localité qui les a nommés.

Art. 39. — Les séances des Assemblées sont publiques.

Néanmoins, chaque Assemblée se forme en comité secret à la demande du président ou de dix membres.

Elle décide ensuite, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public sur le même objet.

Art. 40 (1). — Chacune des Assemblées vérifie les titres de ses membres, et juge les contestations qui pourraient s'élever à cet égard.

Aucune élection ne peut être invalidée que par les deux tiers du nombre des membres présents.

Art. 41. — Nul ne peut être à la fois membre des deux Assemblées.

Art. 42. — Les membres de l'une ou de l'autre Assemblée, nommés par le Gouvernement à une fonction salariée, qu'ils acceptent, cessent d'être représentants, et ne reprennent l'exercice de leur mandat qu'en vertu d'une réélection.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux ministres.

La loi électorale détermine les incompatibilités.

Art. 43. — A chaque session, l'Assemblée des députés nomme son président, ses vice-présidents, et forme son bureau.

Art. 44 (2). — Le Sénat élit dans son sein son président, ses vice-présidents, ainsi que les autres membres de son bureau.

Art. 45 (3). — Toute résolution est prise à la majorité absolue des

(1) *Article révisé* : Chacune des Assemblées vérifie les titres de ses membres et juge les contestations qui peuvent s'élever à cet égard.

(2) *Article révisé* : Le Sénat élit, dans son sein, son président, ses deux vice-présidents, ainsi que les autres membres de son bureau.

(1) *Article révisé* : Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages, sauf ce qui sera arrêté par les règlements de l'Assemblée, à l'égard des élections et des présentations.

En cas de partage des votes, la proposition en délibération est rejetée.

Aucune des deux Assemblées ne peut prendre une résolution si la majorité de ses membres ne se trouve réunie,

suffrages, sauf ce qui sera établi par les règlements des deux Assemblées à l'égard des élections et des présentations.

En cas de partage des votes, la proposition mise en délibération est rejetée.

Les Assemblées tiennent séance avec la moitié plus un du nombre des membres inscrits dans l'appel nominal.

Art. 46. — Les votes sont émis par assis et levé, de vive voix, ou au scrutin.

Un projet de loi ne peut être adopté qu'après avoir été voté article par article.

Art. 47. — Chaque Assemblée a le droit d'enquête.

Art. 48. — Les Assemblées ont le droit d'amender et de diviser en plusieurs paragraphes les articles et les amendements proposés.

Art. 49. — Tout membre des Assemblées a le droit d'adresser des interpellations aux ministres.

Art. 50. — Chacun a le droit d'adresser des pétitions aux Assemblées par l'intermédiaire du bureau ou de l'un de ses membres.

Chacune des deux Assemblées a le droit de transmettre aux ministres les pétitions qui lui sont adressées. Les ministres sont tenus de donner des explications sur leur teneur, toutes les fois que les Assemblées le demanderont.

Art. 51. — Aucun membre de l'une ou de l'autre Assemblée ne peut être poursuivi ou recherché pour les opinions et les votes émis par lui durant l'exercice de son mandat.

Art. 52. — Aucun membre de l'une ou de l'autre Assemblée ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière pénale, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Assemblée est suspendue pendant toute la durée de la session, si l'Assemblée le requiert.

Art. 53. — Chaque Assemblée détermine par son règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Art. 54. — Chaque Assemblée délibère et adopte ses résolutions séparément, sauf les cas expressément spécifiés par la présente Constitution.

Art. 55. — Chacune des deux Assemblées a le droit exclusif

d'exercer sa propre police par l'organe de son président, qui seul peut, avec l'autorisation de l'Assemblée, donner des ordres à la garde de service.

Art. 56. — Aucune force armée ne peut être postée aux portes ou à l'entour de l'une ou de l'autre Assemblée, sans son consentement.

Section I. — DE L'ASSEMBLÉE DES DÉPUTÉS.

Art. 57. — L'Assemblée des députés se compose des députés élus de la manière indiquée ci-dessous.

Art. 58 (1). — Le corps électoral est partagé dans chaque district en trois collèges.

Art. 59 (2). — Font partie du premier collège tous ceux qui, réunissant les autres conditions exigées par la loi, ont un revenu foncier rural ou urbain d'au moins mille deux cents francs.

Art. 60 (3). — Font partie du deuxième collège tous ceux qui réunissant les autres conditions prévues par la loi, ont leur domicile et leur résidence dans les villes et payent à l'État un impôt annuel direct de quelque nature qu'il soit, d'au moins vingt francs.

Sont exemptés du cens dans ce collège :

- a) Ceux qui exercent une profession libre ;
- b) Les officiers en retraite ;
- c) Les pensionnaires de l'État ;
- d) Ceux qui ont terminé au moins l'enseignement primaire.

Toutes les communes urbaines d'un district forment un seul collège avec le chef-lieu.

Art. 61 (4). — Font partie du troisième collège tous ceux qui ne sont pas électeurs dans le premier et le deuxième collège, et qui payent à l'État un impôt si faible qu'il soit.

Les électeurs de ce collège, qui ont un revenu foncier rural de

(1) *Article révisé* : Le corps électoral est, dans chaque district, divisé en quatre collèges.

(2) *Article révisé* : Font partie du premier collège tous les individus ayant un revenu foncier de trois cents ducats et au-dessus.

(3) *Article révisé* : Font partie du deuxième collège ceux qui ont un revenu de moins de trois cents ducats jusqu'à cent inclusivement.

(4) *Article révisé* : Font partie du troisième collège des villes, les commerçants et industriels qui payent à l'État une contribution de 80 piastres.

Sont exemptés du cens, dans ce collège, toutes les professions libérales les officiers en retraite, les professeurs et les pensionnaires de l'État,

trois cents francs et au-dessus, et qui savent lire et écrire, peuvent voter à leur gré : ou directement pour le député, au chef-lieu, ou indirectement pour le délégué, dans leur commune, avec les électeurs qui ne savent ni lire ni écrire et qui n'ont pas le cens exigé.

Votent de même directement, avec dispense de cens :

a) Les maîtres d'école de village et les prêtres ;

b) Ceux qui paient un fermage annuel d'au moins mille francs. Cinquante électeurs élisent un délégué.

Le maire, le notaire, le percepteur, le chef de la garnison, et tout autre fonctionnaire public, ne peuvent être élus délégués.

Art. 62 (1). — Ces trois collèges élisent directement ainsi qu'il suit :

Le premier collège élit deux députés par district, à l'exception des districts de Ilfov, Jassy, Doljiù, Buzéù, Mehedinti, Prahova, Teleorman, Bacàù, Putna, Botosanî et Tutova, qui élisent : Ilfov, 5 députés ; Jassy et Doljù, chacun quatre ; Buzéù, Mehedinti, Prahova, Teleorman, Bacàù, Putna, Botosanî et Tutova, chacun trois.

Le deuxième collège élit comme suit :

Bucarest, neuf députés ; Jassy, six ; Craiova et Ploesci chacun quatre ; Braïla, Turnu-Măgurele, Bacàù, Roman, Galati, Focsani, Berlad et Botosani, chacun trois ; Buzéù, Giurgiu, Husi, Pitesci et Turnu-Severin, chacun deux ; les autres villes chacune un.

Le troisième collège élit un député par district, à l'exception des districts d'Ilfov, de Doljù, de Mehedinti, de Prahova, de Buzéù, de Bacàù, de Putna et de Sucéva, qui en élisent deux chacun.

Art. 63 (2). — Le cens ne peut être justifié que par le rôle des

(1) *Article révisé* : Ces trois collèges élisent directement :

Bucarest, six ; Jassy, quatre ; Crayova, Galatz, Ployesti, Fokchani, Bêrlad, Botochani, à raison de trois chacun ; et les autres à raison d'un député chacun ; en tout cinquante-huit.

Toutes les villes d'un district forment, avec le chef-lieu, un seul collège.

(2) *Par le fait de la division du corps électoral en trois collèges, l'ancien article 63, dont le texte suit, a été supprimé* :

Font partie du quatrième collège tous ceux qui payent à l'État une contribution quelconque, si minime qu'elle soit, et qui ne rentrent dans aucune des catégories précitées.

Ce collège élit au deuxième degré, un député par district.

Cinquante électeurs nomment un délégué.

Les délégués, réunis au chef-lieu du district, élisent le député.

contributions, les quittances ou les avertissements délivrés par les percepteurs des contributions pour l'année précédente et pour l'année courante.

Art. 64. — La loi électorale détermine toutes les autres conditions requises pour être électeur, de même que la marche des opérations électorales.

Art. 65. — Pour être éligible il faut :

- a) Être Roumain de naissance, ou avoir reçu la grande naturalisation ;
- b) Jouir des droits civils et politiques ;
- c) Être âgé de vingt-cinq ans accomplis ;
- d) Être domicilié en Roumanie.

La loi électorale détermine les incapacités.

Art. 66. — Les membres de la Chambre des députés sont élus pour quatre ans.

SECTION II. — DU SÉNAT.

Art. 67. — Le corps électoral pour le Sénat est partagé, dans chaque district, en deux collèges.

Art. 68(1). — Font partie du premier collège ceux qui possèdent un revenu foncier rural ou urbain d'au moins deux mille francs par an, avec dispense de cens pour les personnes suivantes :

- a) Les anciens présidents ou vice-présidents de chacune des Assemblées législatives, et ceux qui le sont actuellement ;
- b) Les sénateurs et les députés qui ont fait partie de deux législatures ;
- c) Les généraux et colonels, et ceux dont le grade est assimilé à celui de général ou de colonel ;
- d) Les anciens ministres ou représentants diplomatiques du pays, et ceux qui le sont actuellement ;
- e) Les anciens membres ou présidents de cour, procureurs généraux près une cour d'appel, présidents, membres, ou pro-

(1) *L'ancien art. 68, dont le texte suit, a été révisé et remplacé par les articles actuels 67, 68 et 69 :*

Les membres du Sénat sont élus à raison de deux par district : l'un par le premier collège, composé des propriétaires terriens du district jouissant d'un revenu foncier de trois cents ducats au moins ; l'autre par le second collège des chefs-lieux, composé des propriétaires d'immeubles ayant un revenu foncier de trois cents ducats au moins, conformément à l'article 70.

Le revenu est justifié par les rôles des contributions.

cureurs à la cour de cassation, et ceux qui le sont actuellement ;

f) Ceux qui possèdent le diplôme de docteur ou de licencié, de quelque spécialité que ce soit, et qui ont exercé leur profession pendant six ans ;

g) Les membres de l'Académie Roumaine.

Art. 69. — Font partie du deuxième collège tous les électeurs directs des villes et des communes rurales, qui possèdent un revenu foncier rural ou urbain de huit cents à deux mille francs, ainsi que les commerçants ou industriels payant une patente de première ou de deuxième classe.

Sont dispensées du cens dans ce collège les personnes suivantes :

a) Ceux qui possèdent un diplôme de docteur, de quelque spécialité que ce soit, ou un titre équivalant à celui de docteur, émanant d'une école spéciale supérieure ;

b) Les licenciés en droit, ès-lettres, ès-philosophie, ou ès-sciences.

c) Les magistrats anciens ou actuels qui ont fonctionné pendant six ans ;

d) Les ingénieurs, architectes, pharmaciens et médecins-vétérinaires diplômés.

e) Les professeurs des écoles urbaines de l'État ou des écoles secondaires reconnues par l'État.

f) Les pensionnaires recevant une pension annuelle d'au moins mille francs.

Art. 70 (1). — Chacun de ces deux collèges vote séparément.

Le premier collège élit deux sénateurs par district.

Le deuxième collège élit un sénateur par district, à l'exception des districts suivants, qui élisent : Ifov, cinq sénateurs ; Jassy, trois ; Braila, Covurlui, Doljiu, Prahova, Botosani, Tutoval Teleorman, Mehedinti, Buzeu, Bacau', Putna, Dimbovita, Romanati, Nemtu, deux sénateurs par district.

(1) *Ancien article 69, révisé* : Ces deux collèges votent séparément et élisent chacun un représentant au Sénat.

L'ancien art. 70, dont le texte suit, a été supprimé :

Dans les villes où il ne se trouverait pas un nombre de cent électeurs pour former le second collège, ce nombre sera complété par les propriétaires du district possédant un revenu foncier de trois cents à cent ducats, toujours avec préférence des plus imposés, et des habitants des villes sur les propriétaires terriens.

Art. 71 (1). — En quelque nombre de sections que soit par-tagé le collège électoral, chaque électeur vote pour le nombre de représentants que doit élire le collège dont il fait partie.

Art. 72 (2). — Les opérations électorales de chaque collège pour la Chambre ou pour le Sénat auront lieu dans l'espace d'une seule journée.

La loi électorale détermine les autres conditions exigées des électeurs, ainsi que la marche des opérations électorales.

Art. 73. — Chacune des Universités de Jassy et de Bucarest envoie au Sénat un membre élu par les professeurs de l'Université respective.

Art. 74. — Pour pouvoir être élu sénateur, il faut :

- 1° Être Roumain de naissance, ou naturalisé ;
- 2° Jouir des droits civils et politiques ;
- 3° Être domicilié en Roumanie ;
- 4° Être âgé au moins de quarante ans ;
- 5° Avoir un revenu, de quelque nature que ce soit, de huit cents ducats, justifié selon le mode prévu à l'art. 63.

Art. 75 (3). — Sont dispensés de ce cens :

- a) Les anciens présidents ou vice-présidents d'une assemblée législative ;
- b) Les anciens députés ou sénateurs qui ont fait partie de deux législatures ;
- c) Les généraux et ceux qui leur sont assimilés ;
- d) Les colonels démissionnaires et en disponibilité ;

(1) *Cet article, nouvellement introduit, a pris la place de l'ancien article qui a été supprimé et qui portait : Si parmi les plus imposés il s'en trouve plusieurs ayant le même revenu, et si leur nombre excède celui nécessaire pour compléter le collège, l'élimination de l'excédant aura lieu par la voie du sort.*

(2) *Article révisé : La loi électorale détermine les autres conditions requises pour être électeur, ainsi que la marche des opérations électorales.*

(3) *Article révisé : Sont dispensés de ce cens :*

- a) Les anciens présidents et vice-présidents d'une assemblée législative ;
- b) Les députés qui ont fait partie de trois sessions ;
- c) Les généraux ;
- d) Les colonels qui ont trois ans d'ancienneté ;
- e) Les anciens ministres et agents diplomatiques du pays ;
- f) Ceux qui ont occupé pendant un an les fonctions de président de cour, de procureur général, de conseiller à la cour de cassation ;
- g) Ceux qui possèdent un diplôme de docteur ou de licencié, de quelque spécialité que ce soit, et qui ont exercé pendant six ans leur profession.

e) Les anciens ministres ou représentants diplomatiques du pays, et ceux qui le sont actuellement ;

f) Ceux qui ont occupé pendant trois ans la fonction de membre d'une cour, ou pendant un an les fonctions de président de cour, de procureur général, de procureur ou de membre à la cour de cassation ;

g) Ceux qui possèdent le diplôme de docteur ou de licencié, de quelque spécialité que ce soit, et qui auront exercé leur profession pendant six ans au moins.

h) Les membres de l'Académie Roumaine.

Art. 76. — Sont de droit membres du Sénat :

1. L'héritier du trône à l'âge de 18 ans. Il n'a voix délibérative qu'à 25 ans ;

2. Les métropolitains et les évêques diocésains.

Art. 77 (1). — Les sénateurs et les députés reçoivent une diurne pendant la durée des sessions.

Art. 78 (2). — Les membres du Sénat sont élus pour huit ans. La moitié d'entre eux est renouvelée tous les quatre ans par voie de tirage au sort.

Le règlement du Sénat fixera le tirage au sort, de manière que l'élimination soit répartie entre tous les districts.

Art. 79. — Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 80. — En cas de dissolution, le Sénat est renouvelé intégralement.

Art. 81. — Toute assemblée du Sénat qui serait tenue hors du temps de la session de l'Assemblée des députés, est nulle de plein droit.

CHAPITRE II

Du Roi et des ministres.

SECTION I. — Du Roi.

Art. 82. — Les pouvoirs constitutionnels du Roi sont héréditaires dans la descendance directe et légitime de S. M. le Roi Charles I^{er} de Hohenzollern-Sigmaringen, de mâle en mâle, par

(1) *Article révisé* : Les membres du Sénat ne reçoivent ni traitement ni indemnité.

(2) *Article révisé* : Les membres du Sénat sont élus pour huit ans ; ils sont renouvelés par moitié tous les quatre ans en tirant au sort un membre par district.

ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leur descendance.

Les descendants de S. M. le Roi Charles I^{er} seront élevés dans dans la religion orthodoxe d'Orient.

Art. 83. — A défaut de descendance masculine en ligne directe de S. M. le Roi Charles I^{er} de Hohenzollern-Sigmaringen, la succession au trône reviendra au plus âgé de ses frères ou de leurs descendants, selon les règles établies dans l'article précédent.

S'il n'existait plus aucun de ces frères ou de leurs descendants, ou s'ils déclaraient d'avance qu'ils n'acceptent pas le trône, le Roi pourra alors choisir son successeur dans une des dynasties souveraines de l'Europe, avec l'assentiment de la représentation nationale, donné en la forme prescrite par l'art. 84.

Si ni l'un ni l'autre de ces deux cas n'a lieu, le trône sera vacant.

Art. 84. — En cas de vacance du trône, les deux Assemblées se réunissent immédiatement en une seule, même sans convocation, et dans les huit jours au plus à partir de leur réunion, elles élisent un Roi dans l'une des dynasties souveraines de l'Europe occidentale.

Pour pouvoir procéder à cette élection, la présence des trois quarts des membres qui composent chacune des deux Assemblées, et la majorité des deux tiers des membres présents, sont nécessaires.

Dans le cas où l'élection n'aurait pas été faite dans le délai prescrit ci-dessus, le neuvième jour à midi, les Assemblées réunies procéderont à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents, et à la majorité des suffrages.

Si les Assemblées se trouvaient dissoutes au moment de la vacance du trône, on procéderait comme il est prescrit à l'article ci-après.

Pendant la vacance du trône, les Assemblées réunies nommeront une lieutenance royale composée de trois personnes, qui exercera les pouvoirs royaux jusqu'à l'avènement du Roi.

Dans tous les cas ci-dessus indiqués, le vote se fera au scrutin secret.

Art. 85. — A la mort du Roi, les Assemblées se réuniront même sans convocation, dix jours au plus tard après la déclaration de la mort.

S'il se trouve qu'elles aient été dissoutes antérieurement, et que la convocation ait été fixée dans l'acte de dissolution pour une époque postérieure au dixième jour, les anciennes Assemblées reprennent leurs fonctions jusqu'à la réunion de celles qui doivent les remplacer.

Art. 86. — A dater de la mort du Roi jusqu'à la prestation du serment de son successeur au trône, les pouvoirs constitutionnels du Roi sont exercés, au nom du peuple Roumain, par les ministres réunis en conseil et sous leur responsabilité.

Art. 87. — Le Roi est majeur à l'âge de dix-huit ans accomplis. Il ne prend possession du trône qu'après avoir prêté, dans le sein des Assemblées réunies, le serment suivant:

« Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple
« Roumain, de maintenir les droits nationaux et l'intégrité du
« territoire. »

Art. 88. — Le Roi peut, de son vivant, nommer une régence composée de trois personnes, qui, après la mort du Roi, exercera les pouvoirs royaux pendant la minorité du successeur au trône. Cette nomination se fera avec l'assentiment de la représentation nationale, donné en la forme prescrite par l'art. 84 de la présente Constitution.

La régence exercera en même temps la tutelle du successeur au trône pendant la minorité de celui-ci.

Si, à la mort du Roi, la régence n'était pas nommée, et si le successeur au trône est mineur, les deux Assemblées réunies nommeront une régence, en procédant d'après les formes prescrites à l'art. 84 de la présente Constitution.

Les membres de la régence n'entrent en fonctions qu'après avoir prêté solennellement, devant les deux Assemblées réunies, le serment prescrit par l'art. 87 de la présente Constitution.

Art. 89. — Si le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner, les ministres, après avoir fait constater légalement cette impossibilité, convoquent immédiatement les Assemblées.

Celles-ci nomment la régence qui exercera en même temps la tutelle.

Art. 90. — Aucune modification ne peut être apportée à la Constitution pendant la régence.

Art. 91. — Le Roi ne peut être en même temps chef d'un autre État sans l'assentiment des deux Assemblées.

Aucune des deux Assemblées ne peut délibérer sur cette question, si les deux tiers au moins des membres qui la composent ne sont présents; et la décision ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers des votes des membres présents.

Art. 92. — La personne du Roi est inviolable; ses ministres sont responsables.

Aucun acte du Roi ne peut avoir d'effets s'il n'est contresigné par un ministre qui, de ce fait même, s'en rend responsable.

Art. 93. — Le Roi nomme et révoque ses ministres.

Il sanctionne et promulgue les lois.

Il peut refuser sa sanction.

Il a droit d'amnistie en matière politique.

Il a droit de remettre ou de réduire les peines en matière criminelle, sauf ce qui est statué relativement aux ministres.

Il ne peut suspendre le cours des poursuites ou des jugements, ni intervenir d'aucune manière dans l'administration de la justice.

Il nomme ou confirme dans toutes les fonctions publiques.

Il ne peut créer de nouvelle fonction sans une loi spéciale.

Il fait les règlements nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais modifier ou suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Il est chef de l'armée.

Il confère les grades militaires en se conformant à la loi.

Il pourra conférer la décoration roumaine en se conformant à une loi spéciale.

Il a le droit de battre monnaie en exécution d'une loi spéciale.

Il conclut avec les États étrangers des conventions de commerce, de navigation, et autres de même nature; mais pour que ces actes aient autorité obligatoire, il faut qu'ils soient d'abord soumis au pouvoir législatif et approuvés par celui-ci.

Art. 94. — La loi fixe la liste civile pour la durée de chaque règne.

Art. 95. — L'Assemblée des députés et le Sénat se réunissent sans convocation le quinze novembre de chaque année, si le Roi ne les a pas convoqués antérieurement.

La durée de chaque session est de trois mois.

A l'ouverture de la session, le Roi expose l'état du pays dans un message auquel les Assemblées répondent.

Le Roi prononce la clôture de la session.

Il a le droit de convoquer les Assemblées en session extraordinaire.

Il a le droit de dissoudre les deux Assemblées, soit simultanément, soit séparément.

L'acte de dissolution doit contenir convocation des électeurs dans les deux mois, et des Assemblées dans les trois mois.

Le roi peut ajourner les Assemblées; toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session sans l'assentiment des Assemblées.

Art. 96. — Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la Constitution.

SECTION II. — DES MINISTRES.

Art. 97. — Nul ne peut être ministre s'il n'est Roumain de naissance, ou s'il n'a obtenu la naturalisation.

Art. 98. — Aucun membre de la famille régnante ne peut être ministre.

Art. 99. — Les ministres, même s'ils ne sont pas membres des Assemblées, peuvent prendre part aux débats, sans avoir toutefois le droit de voter.

Un ministre, au moins, doit assister aux délibérations des Assemblées.

Les Assemblées peuvent exiger que les ministres soient présents à leurs délibérations.

Art. 100. — En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Roi ne peut soustraire un ministre à la responsabilité.

Art. 101. — Chacune des deux assemblées, ainsi que le Roi, ont le droit de mettre les ministres en accusation et de les traduire par devant la Haute Cour de Cassation et de Justice, qui seule a le droit de les juger, chambres réunies, sauf ce qui sera statué par les lois quant à l'exercice de l'action civile par la partie lésée, et aux crimes et délits que des ministres auraient commis hors l'exercice de leurs fonctions.

La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Une loi sera présentée à la prochaine session pour déterminer les cas de responsabilité, les peines à infliger aux ministres, et le mode de procéder contre eux, soit sur l'accusation admise par la Représentation nationale, soit sur la poursuite des parties lésées.

L'accusation dirigée par la Représentation nationale contre les ministres sera soutenue par elle-même.

L'accusation dirigée par le Roi sera soutenue par le ministère public.

Art. 102. — Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par la loi prévue à l'article précédent, la Haute Cour de Cassation et de Justice aura pouvoir pour caractériser le délit et pour déterminer la peine.

Toutefois, la peine ne pourra pas être plus forte que la détention, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.

Art. 103. — Le Roi ne pourra remettre ou réduire la peine appliquée aux ministres par la Haute Cour de Cassation et de Justice que sur la demande de l'Assemblée qui les a mis en accusation.

CHAPITRE IV.

Du pouvoir judiciaire.

Art. 104. — Nulle juridiction ne peut être établie qu'en vertu d'une loi spéciale.

Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque prétexte et sous quelque dénomination que ce soit.

Il y a pour tout l'État roumain une seule Cour de Cassation.

Art. 105 (1). — Le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de presse; l'action en dommages-intérêts résultant de faits et délits de presse ne peut être intentée que devant la même juridiction. Seule la commission des jurés jugera et prononcera sur les dommages-intérêts et sur leur quantum.

CHAPITRE V.

Des institutions districtuelles et communales.

Art. 106. — Les instructions districtuelles et communales sont réglées par les lois.

Art. 107. — Ces lois auront pour base l'indépendance communale et une décentralisation administrative plus complète.

(1) *Article révisé* : Le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de presse.

TITRE IV.

DES FINANCES.

Art. 108. — Tout impôt n'est établi qu'au profit de l'État, du district ou de la commune.

Art. 109. — Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi ni perçu qu'en vertu d'une loi.

Art. 110. — Aucune charge, aucune imposition au profit du district ne peut être établie que du consentement du conseil du district.

Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal.

Les impôts votés par les conseils districtuels et communaux doivent obtenir la confirmation du pouvoir législatif et la sanction du Roi.

Art. 111. — Il ne peut être établi de privilèges en matière d'impôts.

Nulle exemption ou diminution d'impôt ne peut être établie que par une loi.

Art. 112. — Aucune pension, aucune gratification à la charge du trésor public ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi.

Art. 113. — Chaque année, l'Assemblée des députés arrête les comptes et vote le budget.

Toutes les recettes ou dépenses de l'État doivent être portées au budget et dans les comptes.

Le budget sera toujours présenté, un an avant son application, à l'Assemblée des députés, et ne sera définitif qu'après avoir été voté par elle et sanctionné par le Roi.

Si le budget n'a pas été voté à temps, le pouvoir exécutif pourvoira aux services publics conformément au budget de l'année précédente, sans pouvoir toutefois appliquer ce budget plus d'un an au-delà de l'année pour laquelle il a été voté.

Art. 114. — Le règlement définitif des comptes sera présenté à l'Assemblée au plus tard dans le délai de deux ans, à compter de la clôture de chaque exercice.

Art. 115. — Les lois de finances seront publiées au *Moniteur officiel* comme les autres lois et règlements d'administration publique.

Art. 116. — Il y a pour toute la Roumanie une seule Cour des comptes.

Art. 117. — Les divers fonds provenant jusqu'ici de caisses spéciales, et dont le Gouvernement dispose à différents titres, seront compris au budget général des revenus de l'État.

TITRE V.

DE LA FORCE ARMÉE.

Art. 118 (1). — Tout Roumain fait partie de l'un des éléments de la force armée, conformément aux lois spéciales.

Art. 119. — Les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions qu'en vertu d'une sentence judiciaire et dans les cas déterminés par des lois.

Art. 120. — Le contingent de l'armée est voté annuellement. La loi qui fixe ce contingent n'a de force que pour un an.

Art. 121 (2). — La garde nationale est et demeure supprimée.

Art. 122 (3). — Aucune troupe étrangère ne peut être admise au service de l'État, occuper ou traverser le territoire de la Roumanie qu'en vertu d'une loi.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 123. — Les couleurs de la Roumanie sont et restent bleu, jaune et rouge.

Art. 124. — La ville de Bucarest est la capitale de la Roumanie et le siège du Gouvernement.

Art. 125. — Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi qui en détermine en même temps la formule.

Art. 126. — Aucune loi, aucun règlement d'administration générale, districtuelle ou communale, n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi.

Art. 127. — La présente Constitution ne peut être suspendue en tout ni en partie.

(1) *Article révisé* : Tout Roumain fait partie de l'armée régulière, de la milice ou de la garde nationale, conformément aux lois spéciales.

(2) *Article révisé* : La garde nationale est maintenue en Roumanie.

L'organisation en est réglée par la loi.

(3) *Article supprimé* : La mobilisation de la garde nationale ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

TITRE VII.

DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION.

Art. 128. — Le pouvoir législatif a le droit de déclarer qu'il y a lieu à la révision de telle disposition de la Constitution, qu'il désigne.

Après cette déclaration, lue trois fois, de 15 en 15 jours, en séance publique, et approuvée par les deux Assemblées, celles-ci sont dissoutes de plein droit, et il en sera convoqué de nouvelles dans le délai prescrit par l'article 95.

Les nouvelles Assemblées statuent, de commun accord avec le Roi, sur les points soumis à la révision.

Dans ce cas, les Assemblées ne pourront délibérer si deux tiers au moins des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents, et nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET SUPPLÉMENTAIRES.

Art. 129. — A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, décrets, règlements et autres actes qui y sont contraires sont abrogés.

Art. 130 (1). — Le Conseil d'État, avec attributions de contentieux administratif, ne peut être rétabli.

La Cour de Cassation prononcera comme par le passé sur les conflits d'attributions.

Il pourra être institué une commission permanente, laquelle n'aura d'autres attributions que l'étude et l'élaboration des projets de lois et de règlements d'administration publique.

Il pourra être créé des sous-secrétaires d'État. Ils pourront prendre part aux débats des corps législatifs sous la responsabilité des ministres.

Art. 131. — Il sera pourvu dans le plus court délai possible,

(1) *Article 131, révisé* : Le Conseil d'État cessera d'exister dès que la loi appelée à déterminer l'autorité qui aura à en exercer les attributions, aura été votée.

La Cour de Cassation prononcera comme par le passé sur les conflits d'attributions.

par des lois séparées, aux objets suivants :

1. La décentralisation administrative.
2. La responsabilité des ministres et autres agents du pouvoir exécutif.
3. Les mesures propres à prévenir les abus du cumul.
4. La modification à apporter à la loi des pensions.
5. Les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions administratives.
6. Le développement des voies de communication.
7. L'exploitation des mines et forêts.
8. Les fleuves et rivières navigables ou flottables.
9. L'organisation de l'armée, les droits d'avancement et de retraite, et l'état des officiers.
10. La juridiction militaire.

Tous les codes et textes de loi existants seront révisés pour être mis en rapport avec la présente Constitution.

Art. 132 (1). — Les terrains des anciens corvéables *clàcasi*, de leurs descendants mis en possession de nouveaux terrains *insuràtei*, et des habitants qui ont acheté ou achèteront par petits lots des propriétés de l'État, sont et resteront inaliénables pendant trente-deux ans à partir de la promulgation de la présente loi.

Les habitants compris dans le rayon d'une commune urbaine pourront cependant obtenir, par lois spéciales, la faculté d'aliéner les terrains de leur habitation.

L'inaliénabilité s'applique aussi aux terrains vendus par petits lots par l'État dans la partie de la Roumanie située au-delà du Danube.

Les trocs de terrains ne tombent pas sous le coup des prohibitions de la présente loi.

Les trocs de terrains dont il est question dans le présent article ne pourront avoir lieu que contre des terrains de même étendue et de même qualité.

Article additionnel. — Les dispositions de la présente Constitution pourront être appliquées par lois spéciales à la partie de la Roumanie située au delà du Danube.

(1) *Article 133, révisé* : L'inaliénabilité pendant le délai de vingt ans, prévue par la loi rurale, de terrains appartenant aux anciens corvéables est maintenue.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le duc de Brunswick est mort le 17 octobre dernier; il a pour héritier naturel le prince Ernest-Auguste, fils du dernier roi de Hanovre.

Voici le texte de la lettre patente par laquelle le duc de Cumberland déclare prendre possession du duché de Brunswick :

« Nous, Ernest-Auguste, par la grâce de Dieu, duc de Brunswick et de Lunebourg, prince royal de Grande-Bretagne et d'Irlande, duc de Cumberland, etc., faisons savoir et publions ce qui suit :

« Il a plu aux desseins impénétrables de la divine Providence de rappeler aujourd'hui de cette terre notre honoré oncle et cousin, le sérénissime duc et seigneur de Brunswick et de Lunebourg.

« En vertu des droits, stipulés pour notre maison commune de Brunswick-Lunebourg, la succession au trône du duché nous est dévolue.

« Salut et grâce aux autorités, serviteurs, vassaux et sujets du duché de Brunswick. Nous leur faisons savoir par les présentes lettres patentes que nous prenons possession dudit duché et de son gouvernement.

« Nous gouvernerons le duché conformément à la Constitution de l'empire et à la sienne propre, et nous donnons notre parole de prince, conformément à l'article 4 de la Constitution du 12 octobre 1832, d'observer, de défendre, de maintenir et de protéger ladite Constitution.

« Nous confirmons tous nos serviteurs, tant du rang ecclésiastique que civil, dans toutes leurs charges.

« Nous attendons de tous nos serviteurs et de tous nos sujets qu'ils nous conservent leur amour et leur fidélité.

« Nous promettons de veiller, comme l'ont fait nos sérénissimes prédécesseurs, au bien-être général du pays.

« Nous ordonnerons sous peu tout ce qui se rapporte à notre joyeux avènement.

« En foi de quoi nous avons signé de notre main et y apposé notre sceau.

« Donné à Gmunden, le 18 octobre 1884.

« ERNEST-AUGUSTE. »

Le duc de Cumberland a adressé à l'empereur d'Allemagne une lettre dans laquelle il déclare lui annoncer, avec une profonde affliction, la mort du duc de Brunswick. Il ajoute que les liens d'amitié qui unissaient l'empereur au duc de Brunswick lui inspirent la conviction que l'empereur prendra part à la perte qu'il a éprouvée en même temps que le Brunswick.

Le duc de Cumberland annonce ensuite qu'il a pris possession du gouvernement du duché, en vertu de la loi concernant la succession au trône de Brunswick et par des lettres-patentes dont la copie est jointe à sa lettre.

AUTRICHE-HONGRIE

Les *Délégations* se sont réunies à Pest le 27 octobre :

Voici le budget commun pour 1885, présenté aux délégations :

	Florins.
Dépenses.....	119.453.510
Recettes.....	3.155.910

Dépenses nettes.....	116.297.600
Après déduction de l'excédant du produit des douanes,	
soit	18.434.740

Il reste un budget de dépense de.....	97.862.860
Après déduction de 2 pour 100, soit.....	1.957.257

à la charge du Trésor hongrois, il reste	95.905.602
à la couverture desquels les deux moitiés de l'empire contribuent	
la proportion suivante :	

Autriche, 70 pour 100, soit 67,133,921 ;

Hongrie, 30 pour 100, soit 28,771,680 florins.

Au budget des dépenses participent :

1° Le ministère des affaires étrangères, pour 4,380,700 florins, dont 50,000 pour dépenses extraordinaires ;

2° Ministère de la guerre :

a) Armée permanente, 102,235,135 florins (dont 97,261,835 pour dépenses ordinaires, et 4.973,300 pour dépenses extraordinaires) ;

b) Marine et guerre, 10,738,589 florins (8,760,500 dépenses ordinaires ; 1,978,089 dépenses extraordinaires) ;

3° Ministère commun des finances, 1,972,570 florins ;

4° Cour des comptes communs, 126,516 florins.

Comparativement aux allocations de crédit pour 1884 :

Ministère des affaires étrangères, augmentation de 37,800 florins.

Armée permanente, 1,723,668 florins.

Sur les dépenses ordinaires, diminution de 1,886,705 florins.

Sur les dépenses extraordinaires, en tout, diminution de 163,017 fl.

Marine de guerre, augmentation de 566,690 florins sur les dépenses ordinaires, et de 748,939 florins sur les dépenses extraordinaires ; en tout, augmentation de 1,305,659 florins.

Les dépenses à couvrir, pour 1885, par les quotes-parts des deux moitiés de l'empire, sont inférieures de 187,074 florins à celles de 1884.

Pour les commandements et troupes de Bosnie-Herzégovine et dans le territoire du Lim, les dépenses accusent, sur celles de 1885, une diminution de 837,000 florins.

Le ministère des affaires étrangères demande, en outre, un crédit supplémentaire de 10,060 florins dont 8,000 pour l'augmentation de traitements des consuls en Égypte, et 2,060 pour l'académie orientale à Vienne.

L'exposé du ministre de la guerre fait surtout ressortir, en ce qui concerne la marine, la nécessité d'augmenter le nombre des torpilleurs de grande et moyenne dimensions.

Le budget pour l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1885, également présenté le 27 aux délégations, accuse pour les dépenses une somme de 7,892,639 florins, pour les recettes 7,957,992 florins.

Ce qui donne un excédent de 65,353 florins.

Le 28 octobre, les délégations ont été reçues par l'empereur François-Joseph. M. Louis Tisza, frère du ministre, au nom de la délégation de Hongrie, et M. Smolka, au nom de celle de l'Autriche cisleithane, ont prononcé des allocutions en assurant l'Empereur-Roi de leur dévouement pour le trône et pour la monarchie :

L'Empereur a répondu par le discours suivant :

« Les assurances de fidèle dévouement que vous venez de m'adresser me donnent une sincère satisfaction. Lorsque je me suis entouré de vous la dernière fois, j'ai pu exprimer l'espoir que nous continuerions à jouir des bienfaits de la paix. Cet espoir n'a pas été trompé. Je puis dire, en toute tranquillité, que nous devons espérer une longue période de paix et de travail, pendant laquelle le bien-être de nos peuples pourra se développer sans entraves. Nos relations

avec toutes les puissances européennes, et surtout avec nos voisins, sont des plus amicales. L'entrevue que j'ai eue dernièrement avec les souverains de Russie et d'Allemagne ne m'a pas seulement fourni l'occasion désirée de renouveler mes relations cordiales avec la famille impériale russe, mais elle a témoigné en même temps de la parfaite entente qui règne entre les monarques et leurs gouvernements pour conserver et consolider les bases de la paix si nécessaire au bonheur des peuples. Fondée sur le respect des traités et la confiance réciproque, cette entente est destinée à devenir une imposante garantie de la paix, dont les bienfaits, j'en suis convaincu, ne profiteront pas seulement à nous, mais aussi à tous les peuples.

« Mon gouvernement, tenant amplement compte de la situation financière de la monarchie, s'est efforcé de réduire le budget de la guerre autant que cela pouvait se faire sans compromettre la puissance et la liberté d'action de l'armée en cas de guerre. Cependant, pour mieux garantir notre littoral, nous devons songer à créer de nouveaux moyens de défense, et, dans ce but, mon gouvernement se voit obligé de demander de nouveaux crédits.

« Dans la Bosnie et l'Herzégovine, on s'est efforcé de développer une nouvelle activité dans toutes les branches de l'administration; aussi sommes-nous assez heureux de pouvoir constater de notables progrès dans la prospérité de ces pays. Le crédit nécessaire pour les troupes d'occupation, dont l'effectif a été diminué, sera, par conséquent, considérablement réduit; en outre, nous ne réclamerons pas, cette fois-ci, de supplément pour les frais d'administration de ces provinces.

« J'ai la conviction que votre zèle patriotique et votre haute intelligence, tant de fois éprouvés, ne reculeront pas devant l'accomplissement de votre tâche. Mon entière confiance vous suivra dans vos travaux, et c'est avec la chaleureuse expression de cette confiance que je dis à vous tous : Soyez les bienvenus! »

BULGARIE

Voici le discours prononcé par le prince Alexandre, le 27 octobre, à l'ouverture de la Sobranié :

« Messieurs les députés,

« Après avoir vu à Tirnovo la représentation nationale définitivement constituée, il m'est agréable de vous retrouver aujourd'hui, en session ordinaire, dans la capitale, pleins d'ardeur pour travailler au progrès de la principauté, dans l'esprit de la constitution rétablie.

« J'éprouve le plus grand plaisir à exprimer ici, messieurs les dépu-

tés, mes sincères remerciements à la nation bulgare, pour son dévouement à mon trône et pour les sentiments de fidélité et d'attachement dont elle est animée envers ma personne.

« Je suis heureux de pouvoir vous communiquer que notre pays continue à être l'objet de la bienveillance des grandes puissances et particulièrement de la Russie, notre libératrice. Mon gouvernement mettra tous ses soins à conserver ces bienveillantes dispositions. Je me plais à croire que les quelques malentendus et divergences de vues qui se sont produits entre certains États voisins et nous ne manqueront pas d'être aplanis, et que l'état normal ne tardera pas à se rétablir.

« Je me réjouis, messieurs les députés, de ce que la question des douanes entre la principauté et la Roumémie orientale, unie à nous par des liens fraternels, vient d'être résolue à l'avantage réciproque des populations des deux côtés des Balkans.

« Pour ce qui concerne les affaires intérieures de la principauté, je constate avec plaisir les bonnes et paisibles dispositions de mon peuple, ainsi que les aspirations au développement moral et matériel.

« Messieurs les députés,

« Mon gouvernement, malgré le peu de temps qu'il a eu à sa disposition, a pu préparer divers projets de loi se rapportant aux différentes branches de l'administration, et particulièrement aux finances, dont le bon ordre est le meilleur gage de la prospérité du pays.

« Parmi les projets de loi qui vous seront soumis, je crois devoir mentionner ceux ayant trait à l'impôt foncier (emlâk), aux patentes, à la comptabilité du budget et à la cour des comptes.

« J'attire tout spécialement, messieurs les députés, votre sérieuse attention sur nos engagements relatifs au chemin de fer Tsaribrod-Vacarel, engagements dont le terme, fixé pour le commencement de la mise à exécution, vient d'être atteint.

« Dans l'examen de tous les projets de lois soumis à vos délibérations, je compte sur votre sagesse et votre patriotisme, et, en appelant sur vos efforts et vos travaux la bénédiction du Tout-Puissant, je déclare ouverte la session ordinaire de la quatrième assemblée nationale. »

FRANCE

Un décret du 1^{er} septembre 1884 (*Journal officiel* du 5) ordonne qu'à dater de ce jour, 1^{er} septembre, les bâtiments de la marine nationale ainsi que les navires de commerce français aient à se conformer au règlement annexé ayant pour objet de prévenir les abordages. A la

suite d'une entente avec le Gouvernement britannique, ce règlement modifie sur quelques points le règlement du 4 novembre 1879.

Un décret du 29 septembre 1884 (*Journal officiel* du 3 octobre) décide que les habitants du Tonkin pourront échanger, par la voie des paquebots poste français, des colis postaux avec la France et les divers pays qui ont conclu des traités avec celle-ci.

Le *Journal officiel* du 14 octobre contient la note suivante émanée du ministère du Commerce :

CUBA ET PORTO-RICO

Suppression du traitement différentiel de pavillon pour les marchandises françaises.

Le Gouvernement espagnol a conclu avec les États-Unis d'Amérique, le 2 janvier 1884, un arrangement provisoire aux termes duquel les produits et provenances des États-Unis seront soumis aux droits de la 3^e colonne du tarif des douanes de Cuba et de Porto-Rico, ce qui implique pour ces produits la suppression du droit différentiel de pavillon.

Aux termes d'un accord intervenu entre les deux États, le 13 février suivant, la convention hispano-américaine est entrée en vigueur le 1^{er} mars 1884.

S'appuyant sur l'article 31 du traité conclu entre la France et l'Espagne, le 6 février 1882, qui assure aux produits français le traitement de la nation la plus favorisée, le Gouvernement français a insisté auprès du cabinet de Madrid pour obtenir que le bénéfice des stipulations de la convention hispano-américaine du 2 janvier 1884 fût acquis aux marchandises françaises importées à Cuba et à Porto-Rico.

Le Gouvernement espagnol, reconnaissant le bien fondé de la réclamation du Gouvernement français, vient d'exprimer l'avis que le commerce français, en vertu du traité du 6 février 1882, a droit de jouir des avantages concédés aux États-Unis et que l'on doit appliquer, par conséquent, aux produits et provenances françaises, à leur importation à Cuba et à Porto-Rico, les droits établis dans la troisième colonne du tarif douanier.

Le *Journal officiel* du 23 octobre contient, en tête de sa partie officielle, le document suivant :

« Nous, soussigné, vice-amiral commandant en chef des forces navales françaises dans l'extrême Orient,

« Agissant en vertu des pouvoirs qui nous appartiennent,

« Déclarons :

« Qu'à partir du 23 octobre 1884, tous les ports et rades de l'île Formose, compris entre le cap Sud ou cap Nan-Sha et la baie Soo-Au, en passant par l'Ouest et le Nord (ces points placés : la premier, par 21°55' latitude nord et 118°30' longitude est de Paris; le second, par 24°30' latitude nord et 119°33' longitude est de Paris), seront tenus en état de blocus effectif par les forces navales placées sous notre commandement, et que les bâtiments amis auront un délai de trois jours pour achever leur chargement et quitter les lieux bloqués.

« Il sera procédé contre tout bâtiment qui tenterait de violer ledit blocus, conformément aux lois internationales et aux traités en vigueur.

« A bord du cuirassé français *Bayard*, le 20 octobre 1884.

« Signé : COURBET. »

—

Dans la séance du 27 octobre, la Chambre des députés a approuvé la convention signée le 9 juillet 1884 entre la France et l'Italie pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.

GRANDE-BRETAGNE

Il a été distribué aux deux Chambres du Parlement, les documents suivants :

CHINE. — N° 5. 1884 (C. 4134). — *Commercial Reports* (Amoy, Chefoo, Chinkiang, Newchang, Sanghae, Tien-Tsin).

N° 6. — 1884. (C. 4174) *Commercial Reports*. (Tchang, Taiwan).

COMMERCIAL. — N° 35. 1884 (C. 4135). — *Further Correspondence respecting Ship-Brokerage in France* (in continuation of Commercial. N° 12. 1883). 83 dépêches du 26 avril 1883 au 4 septembre 1884.

ÉGYPTÉ. — N° 25. 1884 (C. 4100). *Further Correspondence*, 198 dépêches du 24 mars au 29 juin 1884.

N° 31. 1884 (C. 4131) *Correspondence respecting the finances*, 6 dépêches du 13 mai ou 25 juillet 1884.

N° 33. 1884. (C. 4177.) *Further Correspondence*, 2 dépêches du 24 juillet et 12 août 1884.

JAPON. — N° 3. 1884 (C. 4175) *Commercial Reports* (Hiogo, Osaka, Hakodate, Kanagawa).

PAYS-BAS. — N° 3. 1884. (C. 4102). — Further Correspondence respecting the *Wreck of the Nisero*, 87 dépêches du 27 mai au 19 juillet 1884.

N° 4. 1884. (C. 4108) *idem* ; 23 dépêches du 19 juillet au 31 juillet.

ITALIE

Il a été distribué à la Chambre des députés des documents diplomatiques relatifs aux *Indemnités pour les dommages soufferts par des Italiens dans les récents événements d'Égypte* ; 42 dépêches, du 30 janvier 1883 au 24 mars 1884.

(N° II, Septies, 15^e Législature, première Session 1882, 3-4.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Conférence internationale pour la protection des droits d'auteur.

Cette Conférence s'est tenue à Berne, du 8 au 19 septembre dernier, sur la convocation du Gouvernement suisse. Elle comprenait les délégués des États suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Costa-Rica, France, Grande-Bretagne, Haïti, Paraguay, Pays-Bas, Salvador, Suède et Norvège, Suisse. Nous donnons ci-après les documents qui ont été élaborés par les délégués et qui amèneront, il faut l'espérer, une convention définitive dans un avenir prochain.

— Les soussignés, Délégués à la Conférence internationale pour la protection des droits d'auteur, se sont convaincus, après l'examen approfondi auquel ils se sont livrés, qu'il serait dans l'intérêt général d'unifier autant que possible les principes régissant la matière dans les différents pays, et qu'il y aurait lieu à cet effet de constituer une Union semblable à celles qui existent pour d'autres objets de nature éminemment internationale. En conséquence, ils sont tombés d'accord pour soumettre à l'examen de leurs Gouvernements respectifs un projet de convention stipulant le minimum de droits que, de l'avis de la Conférence, les pays contractants pourraient réciproquement garantir aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques.

La Conférence a cru devoir également consigner dans une pièce annexe l'expression de ses vœux quant à deux points essentiels qu'il ne lui a pas paru possible de régler d'une manière uniforme, pour le moment.

Les délégués s'empresseront de remettre à leurs Gouvernements le résultat de leurs délibérations contenu dans les projets ci-annexés et

prient le Conseil fédéral suisse de le transmettre également aux Gouvernements qui n'ont pas pris part à la Conférence, ainsi que de continuer d'ailleurs les démarches nécessaires en vue de la conclusion de l'entente dont il a pris l'initiative.

Fait à Berne, le dix-huit septembre 1884, en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives de la Confédération suisse.

REICHARDT.	D ^r R. THURMANN.	L. VERWEY.
MEYER.	EMMANUEL ARAGO.	A. LAGERHEIM.
DAMBACH.	LOUIS ULBACH.	F. BÄTZMANN.
EMILE STEINBACH.	RENÉ LAVOLLÉE.	L. RUCHONNET.
JULES ZADOR.	F. O. ADAMS.	DROZ.
G. ERREMBULT DE DUDZEELE.	LOUIS-JOSEPH JANVIER.	A. D'ORELLI.

Projet de convention concernant la création d'une Union générale pour la protection des droits d'auteur.

(Énumération des Hautes Parties contractantes.)

.....
 également animés du désir de protéger d'une manière efficace et aussi uniforme que possible les droits d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....
 Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection des droits d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques.

Art. 2. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays contractants jouiront, dans tous les autres pays de l'Union, pour leurs œuvres, soit manuscrites ou inédites, soit publiées dans un de ces pays, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

Toutefois ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans leur pays d'origine.

Cette jouissance est subordonnée à l'accomplissement des formalités et des conditions prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre ou, lorsqu'il s'agit d'une œuvre manuscrite ou inédite, par la législation du pays auquel appartient l'auteur.

Art. 3. — Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également aux éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques publiées dans un des pays

de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie.

Art. 4. — L'expression « œuvres littéraires ou artistiques » comprend les livres, brochures ou tous autres écrits; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure; les lithographies, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences en général; enfin toute production quelconque, du domaine littéraire, scientifique ou artistique, qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction.

Art. 5. — Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, ou, dans le cas prévu à l'article 3, des éditeurs, jouiront à tous égards des mêmes droits que ceux accordés par la présente convention aux auteurs ou éditeurs eux-mêmes.

Art. 6. — Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union jouiront dans tous les autres pays de l'Union du droit exclusif de traduction sur leurs ouvrages pendant dix années après la publication, dans l'un des pays de l'Union, de la traduction de leur ouvrage autorisée par eux.

Pour jouir du bénéfice de cette disposition, la dite traduction autorisée devra paraître en totalité dans le délai de trois années à compter de la publication de l'ouvrage original.

Pour les ouvrages publiés par livraison, le terme de trois années stipulé au paragraphe précédent ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison de l'ouvrage original.

Dans le cas où la traduction d'un ouvrage paraîtra par livraison, le terme de dix années stipulé au paragraphe 1^{er}, ne commencera également à courir qu'à dater de la dernière livraison de la traduction.

Pour les œuvres composées de plusieurs volumes publiés par intervalles, ainsi que pour les bulletins ou cahiers publiés par des sociétés littéraires ou savantes ou par des particuliers, chaque volume, bulletin ou cahier, sera, en ce qui concerne les termes de dix années et de trois années, considéré comme ouvrage séparé.

Il est entendu que le droit exclusif de traduction ne s'étend qu'à la langue ou aux langues dans laquelle ou lesquelles une traduction autorisée aura paru.

Art. 7. — Les traductions sont expressément assimilées aux ouvrages originaux. Elles jouiront à ce titre de la protection stipulée aux articles 2 et 3 en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans les pays de l'Union.

Lorsqu'il s'agit d'une œuvre pour laquelle le droit de traduction

est dans le domaine public, le traducteur ne peut pas s'opposer à ce que la même œuvre soit traduite par d'autres écrivains.

Art. 8. — Sera réciproquement licite la publication, dans l'un des pays de l'Union, d'extraits, de fragments ou de morceaux entiers d'un ouvrage littéraire ou artistique ayant paru pour la première fois dans un autre pays de l'Union, pourvu que cette publication soit spécialement appropriée et adaptée à l'enseignement, ou qu'elle ait un caractère scientifique.

Sera également licite la publication réciproque de chrestomathies composées de fragments d'ouvrages de divers auteurs, ainsi que l'insertion, dans une chrestomathie ou dans un ouvrage original publié dans l'un des pays de l'Union, d'un écrit entier de peu d'étendue publié dans un autre pays de l'Union.

Il est entendu qu'il devra toujours être fait mention du nom de l'auteur ou de la source à laquelle seront empruntés les extraits, morceaux, fragments ou écrits dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents.

Sera toutefois considérée comme reproduction illicite l'insertion de compositions musicales dans les recueils destinés à des écoles de musique.

Art. 9. — Les articles extraits de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'un des pays de l'Union pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays de l'Union.

Mais cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, en original ou en traduction, des romans-feuilletons ou des articles de science ou d'art. Il en sera de même pour les autres articles de quelque étendue, extraits de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction.

En aucun cas l'interdiction stipulée au paragraphe précédent ne s'appliquera aux articles de discussion politique.

Art. 10. — Le droit de protection des œuvres musicales entraîne l'interdiction des morceaux dits arrangements de musique, ainsi que d'autres morceaux qui, sans le consentement de l'auteur, sont composés sur des motifs extraits desdites œuvres, ou reproduisent l'œuvre originale avec des modifications, des réductions ou des additions.

Il est entendu que les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs, conformément à la législation de chacun des pays de l'Union.

Art. 11. — Les stipulations de l'article 2 s'appliqueront à la repré-

sensation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non.

Les auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales seront, pendant la durée de leur droit exclusif de traduction, réciproquement protégés contre la représentation publique non autorisée de la traduction de leurs ouvrages.

Les stipulations de l'article 2 s'appliqueront également à l'exécution publique des œuvres musicales non publiées ou de celles publiées, mais dont l'auteur aura expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique.

Art. 12. — Pour assurer à tous les ouvrages de littérature ou d'art la protection stipulée à l'article 2, et pour que les auteurs desdits ouvrages soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis, en conséquence, devant les tribunaux des divers pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que leur nom soit indiqué sur le titre de l'ouvrage, au bas de la dédicace ou de la préface, ou à la fin de l'ouvrage.

Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autres preuves, réputé ayant droit de l'auteur anonyme ou pseudonyme.

Art. 13. — Toute œuvre contrefaite pourra être saisie à l'importation dans ceux des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de la partie intéressée, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Art. 14. — Il est entendu que les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient au Gouvernement de chacun des pays de l'Union de permettre, de surveiller, d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation, l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Art. 15. — La présente convention, sous les réserves et conditions à déterminer d'un commun accord, s'applique à toutes les œuvres qui, au moment de son entrée en vigueur, ne sont pas encore tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine ou, lorsqu'il s'agit d'une œuvre manuscrite ou inédite, dans le pays auquel appartient l'auteur.

Art. 16. — Il est entendu que les Gouvernements des pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers, en tant que ces arrange-

ments confèreraient aux auteurs ou à leurs ayant cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'ils renfermeraient d'autres stipulations non contraires à la présente convention.

Art. 17. — Un office international sera organisé sous le nom de Bureau international de l'Union pour la protection des droits d'auteur.

Ce Bureau, dont les frais seront supportés par les administrations de tous les pays de l'Union, sera placé sous la haute autorité de , et fonctionnera sous sa surveillance.

Les attributions en seront déterminées d'un commun accord entre les pays de l'Union.

Art. 18. — La présente convention pourra être soumise à des révisions en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Les questions de cette nature, ainsi que celles qui intéressent à d'autres points de vue le développement de l'Union, seront traitées dans des Conférences qui auront lieu successivement dans les pays de l'Union entre les délégués desdits pays.

Art. 19. — Les pays qui n'ont point pris part à la présente convention et qui assurent chez eux la protection légale contre la violation des droits d'auteur faisant l'objet de cette convention, seront admis à y accéder sur leur demande.

Cette accession sera notifiée par écrit au Gouvernement de (1) . . . , et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, adhésion à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés dans la présente convention.

Art. 29. — La présente convention sera mise à exécution trois mois après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en aura été faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement chargé de recevoir les accessions. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union.

Art. 21. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à , dans le délai d'un an au plus tard.

En foi de quoi, etc.

Fait à , le

(1) Voir article 17.

**Projet d'article additionnel à la Convention
concernant la création d'une Union générale
pour la protection des droits d'auteur.**

La convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette convention.

Fait à , le

Projet de protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la convention conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont déclaré et stipulé ce qui suit :

1. L'accord commun prévu à l'article 15 de la convention est déterminé ainsi qu'il suit :

L'application de la convention aux œuvres non tombées dans le domaine public, au moment de sa mise en vigueur, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

A défaut de semblables stipulations entre les pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu à l'article 15.

2. Il est entendu que la fabrication ou la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne sera pas considérée comme constituant le fait de contrefaçon musicale.

3. L'attention des Plénipotentiaires a été attirée par plusieurs d'entre eux sur la question de savoir s'il n'y a pas lieu de défendre expressément certaines catégories d'appropriation indirecte non autorisée et notamment celle que plusieurs conventions en vigueur désignent sous le nom d'*adaptation*.

Les Plénipotentiaires ont été d'accord pour reconnaître que la contrefaçon comprend tous les genres d'atteinte illicite portée aux droits d'auteur, mais ils ont été d'avis qu'au lieu de les énumérer et de les définir, il est préférable de s'en remettre aux tribunaux chargés d'apprécier, dans chaque cas spécial, le préjudice résultant d'une forme quelconque de contrefaçon.

4. La législation de plusieurs des pays de l'Union ne permettant pas de comprendre les œuvres photographiques au nombre des ouvrages auxquels s'applique la convention conclue en date de ce jour, les Gouvernements des pays de l'Union se réservent de s'entendre ultérieurement sur les dispositions spéciales à prendre, d'un commun accord, à l'effet d'assurer réciproquement dans les pays de l'Union la protection desdites œuvres photographiques.

5. L'organisation du Bureau international prévu à l'article 17 de la convention sera fixée par un règlement que le Gouvernement de ... (1) est chargé d'élaborer.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection des droits d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. Il les coordonnera et les publiera. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses administrations, une feuille périodique, en langue française, sur les questions concernant l'objet de l'Union. Les Gouvernements des pays de l'Union se réservent d'autoriser d'un commun accord le Bureau à publier une édition dans une ou plusieurs autres langues pour le cas où l'expérience en aurait démontré le besoin.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union pour leur fournir sur les questions relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

L'administration du pays où doit siéger une Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union. /

Les dépenses du Bureau international qui, jusqu'à nouvelle décision, ne pourront pas dépasser la somme de par année, seront supportées en commun par les pays contractants, au prorata du chiffre de leur population respective.

L'administration de (2) préparera le budget du Bureau et en surveillera les dépenses, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel qui sera communiqué à toutes les autres administrations.

(1) Voir article 17 du projet de convention.

(2) *Idem*.

6. La prochaine Conférence aura lieu à , en

7. Il est convenu que, pour l'échange des ratifications prévu à l'article 21, chaque Partie contractante remettra un seul instrument, qui sera déposé, avec ceux des autres pays, aux archives du Gouvernement de (1) Chaque Partie recevra en retour un exemplaire du procès-verbal d'échange des ratifications, signé par les Plénipotentiaires qui y auront pris part.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention, et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, etc.

Fait à , le

Principes recommandés pour une unification ultérieure.

— *La Conférence internationale pour la protection des droits d'auteur,*

Vu la diversité des dispositions en vigueur dans les différents pays relativement à plusieurs points importants de la législation sur la protection des droits d'auteur,

Considérant que, si désirable que soit l'unification des principes qui régissent la matière, une convention réglant ces points d'une manière uniforme ne rencontrerait peut-être pas en ce moment l'adhésion d'un certain nombre de pays,

Considérant toutefois qu'une codification internationale est dans la force des choses et s'imposera tôt ou tard, et qu'il y a lieu d'y préparer les voies en indiquant, dès maintenant, sur quelques points essentiels, le sens dans lequel il est désirable que cette codification se fasse,

Croit devoir soumettre aux Gouvernements de tous les pays les vœux suivants :

1. La protection accordée aux auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques devrait durer leur vie entière et, après leur mort, un nombre d'années qui ne serait pas inférieur à trente.

II. Il y aurait lieu de favoriser autant que possible la tendance vers l'assimilation complète du droit de traduction au droit de reproduction en général.



CONGRÈS LITTÉRAIRE INTERNATIONAL DE BRUXELLES

L'Association littéraire internationale a tenu son septième Congrès à Bruxelles du 27 septembre au 30 octobre dernier. M. Beernaert,

(1) Voir article 17 du projet de convention.

ministre de l'agriculture de Belgique, l'a inauguré par le discours suivant :

« Messieurs,

« Au début de cette septième session du Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale, je suis heureux de l'honneur qui m'échoit de vous saluer au nom de la Belgique et de vous souhaiter la bienvenue dans sa capitale.

« Le comité d'organisation se félicite de voir réunis ici un nombre aussi considérable d'hommes éminents de tous les pays, et vous pouvez vous convaincre que la Belgique sait apprécier cet honneur comme il convient. Bruxelles, messieurs, avait des droits à devenir à son tour le siège du Congrès international.

« Pendant quelques années, il y a longtemps, bien longtemps de cela, nous passions pour la terre classique de la contrefaçon, et il y a encore à Paris quelques vaudevillistes qui nous font payer en plaisanteries un peu démodées les torts de nos pères.

« Mais à cette époque la propriété intellectuelle n'était nulle part ni définie ni reconnue. Les grands principes, un instant aperçus et proclamés par l'Assemblée nationale de France en 1791, avaient été laissés à l'écart, et la piraterie littéraire était de règle partout.

« Pas plus que les autres pays, la Belgique n'en a retiré ni honneur ni profit, et elle s'est associée des premières au mouvement généreux qui devait faire reconnaître enfin la propriété littéraire comme une propriété.

« C'était en 1858, — il y a vingt-six ans de cela, — un groupe d'hommes de talent prit alors, à Bruxelles même, l'initiative de ces Congrès internationaux dont vous avez fait à si juste titre une institution.

« On oublie vite dans ce siècle toujours pressé, et je vous demande la permission de rappeler ce que fut alors la grande assemblée littéraire dont Bruxelles eut l'honneur d'être le siège.

« C'étaient trois de nos concitoyens qui en avaient conçu le projet.

« M. Faider, ancien ministre de la justice, aujourd'hui procureur général à la cour de cassation; M. Vervoort, ancien président de la Chambre des représentants et bâtonnier de l'ordre des avocats, et M. Romberg, qui depuis a quitté Bruxelles pour Paris et qui par son mariage joint à son nom le nom illustre de M. Nisard.

« Ils avaient obtenu les adhésions les plus nombreuses et les plus brillantes. Presque toutes les sociétés savantes d'Europe et des États-Unis étaient représentées, et l'on comptait dans l'assemblée des illustrations de tout genre.

« Pour la France, c'étaient Wolowski, Scribe, Jules Simon, Victor

Foucher, Chaix-d'Est-Ange, Saintine, Mélesville, Michel Masson, Joseph Garnier.

« L'Allemagne était notamment représentée par MM. de Wizleben et C. Stubenrauch.

« Les illustrations les plus rares de l'Angleterre s'étaient fait annoncer : Bulwer, Gladstone, Dickens, Stuart Mill.

« Cherbuliez était là pour la Suisse; Backhuysen, Van Lennep, Cuypers pour les Pays-Bas; Jacquemond, le comte Arrivabene pour l'Italie. Et ainsi de suite.

« Cette grande assemblée étudia la question sous tous ses aspects, juridique, littéraire, diplomatique, économique. Les procès-verbaux et leurs annexes forment deux gros volumes, et elle jeta dès lors les bases d'une législation internationale conçue dans l'esprit le plus large et le plus libéral.

« Il y a plus de vingt-cinq ans de cela, messieurs, et la question semblait mûre.

« Cependant, dans la plupart des pays d'Europe, elle n'est pas encore résolue, et sans les coups d'éperon que vos assemblées périodiques donnent de temps en temps aux législateurs, peut-être attendrait-elle longtemps encore une solution complète.

« C'est, hélas ! que dans la vie des sociétés, comme dans la vie des individus, les choses qui passionnent prennent souvent le pas sur les choses utiles. Et particulièrement les peuples qui font eux-mêmes leurs affaires consacrent tant de temps à la politique que souvent il ne leur en reste pas pour leurs intérêts.

« Vous arrivez toutefois ici sur un terrain bien préparé, et je crois avoir le droit d'affirmer que, d'ici à peu de temps, la Belgique aura en matière artistique et littéraire une des législations les plus honnêtes et les plus libérales de l'Europe.

« Permettez-moi de compléter en quelques mots notre histoire sous ce rapport depuis le congrès de 1858.

« A peine avait-il terminé ses délibérations et sous le rayonnement des idées qu'il avait remuées, que le gouvernement belge traduisait ses propositions en un projet de loi. Il fut déposé dans la session des Chambres de 1858-1859; mais le rapporteur de la session centrale ne déposa son rapport que le 15 janvier 1861, et les Chambres ayant été ensuite dissoutes, le projet de loi se trouva virtuellement retiré.

« Dix-sept ans se passèrent sans qu'il en fût question, bien que d'autres congrès se fussent réunis en Belgique dans l'intervalle, et ce ne fut qu'au commencement de 1878 qu'un nouveau projet de loi fut présenté par le ministère d'alors, dont j'avais l'honneur de faire partie.

« Mais il fut renversé peu après, et le projet de loi est demeuré depuis dans les cartons de la Chambre.

« Seulement diverses conventions internationales, conçues dans un esprit large et progressif, furent successivement votées :

« Convention avec l'Espagne, du 16 juin 1880.

« Convention avec la France, du 31 octobre 1881.

« Traité avec l'Allemagne, du 12 décembre 1883.

« Et elles étendent leurs effets à d'autres qu'aux contractants à raison de la stipulation, si générale aujourd'hui, de la nation la plus favorisée.

« Ces conventions sont excellentes; mais elles ont, par leur nature même, un grand défaut, c'est que ce sont des conventions. Il ne me plaît point de voir dépendre d'un contrat la reconnaissance du droit de propriété et de la propriété la plus sacrée, la plus légitime, la plus indiscutable de toutes.

« Lorsqu'un auteur a mis toute son âme, toute sa passion dans une œuvre dramatique, lorsque le philosophe ou l'historien y a concentré les méditations et les labeurs de toute une vie, lorsque l'artiste a fait vivre le marbre ou la toile, ou qu'il a matérialisé par les accents de la musique l'un des aspects de la poésie de l'infini, se conçoit-il qu'on ait à reconnaître que cette œuvre est à lui? Faut-il un traité, faut-il un contrat pour établir qu'il y a un lien entre le père et son enfant?

« Le projet de loi de 1878, que j'espère bien voir discuter par la Chambre dès les premiers mois de la session prochaine....., rendra, en ce qui concerne la Belgique, les conventions internationales pour ainsi dire superflues. Le droit de propriété littéraire et artistique y est reconnu non seulement pour les auteurs, mais pour leurs héritiers jusqu'à cinquante ans après leur mort; il emporte le droit exclusif de traduction et de publication et, de plus, pendant la vie de l'auteur et dix ans après, le droit exclusif de représentation pour les œuvres théâtrales et d'exécution pour la musique, même sous forme d'arrangement.

« Pour tous ces droits aucune distinction n'est faite entre le Belge et l'étranger. Dans les limites que je viens d'indiquer, l'étranger jouira en Belgique de tous les droits que lui confère la législation de son pays. Et, en ce qui le concerne, ces avantages ne sont subordonnés à aucune condition de dépôt d'exemplaires ou autre. Dès qu'il est en règle avec la loi de son domicile, tout est dit, et c'est le seul objet qu'auront à régler encore des conventions internationales.

« Ce sont, messieurs, vous le voyez, les principes mêmes que vous cherchez à faire prévaloir partout et dont, il y a quelques jours encore, à Berne, on cherchait à faire la base d'une vaste convention internationale.

« La réunion du congrès à Bruxelles en ce moment est donc pour

nous, à tous les points de vue, une bonne fortune. Elle ne pouvait arriver mieux à son heure.

« A côté des questions de principe, sur lesquelles tout le monde est d'accord, il y a une foule de points de détail. Vos délibérations vont les éclairer d'une vive lumière et les solutions auxquelles vous vous arrêterez emprunteront une grande autorité à l'illustration, à la compétence exceptionnelle de nos hôtes.

« Je n'ai donc pas seulement, messieurs, à vous souhaiter de nouveau la bienvenue, mais j'ai encore à vous dire d'avance, au nom de la Belgique : Merci ! »

M. Louis Ulbach, président de l'Association, a pris ensuite la parole en ces termes :

« Mesdames et Messieurs,

« Je remercie monsieur le ministre de sa présence, de son accueil et de ses bonnes promesses. Mais si nous en sommes profondément touchés, nous n'en sommes pas surpris.

« A travers les variations de la politique, ce pays garde des traditions d'hospitalité. Comme il s'agit pour des idées, il va au-devant de toutes les idées qui demandent à être librement discutées chez lui, faisant trêve souvent à ses désaccords intimes pour travailler à l'accord universel.

« L'émotion que nous ressentons tous, messieurs, se double pour moi d'un souvenir que je vous demande la permission d'évoquer, puisqu'il glorifiera une fois de plus l'hospitalité de la Belgique.

« Il y a vingt-deux ans, à pareille époque, dans ce même palais, dans cette même salle, je prenais part au premier congrès de l'*Association internationale pour le progrès des sciences sociales*. Tous les pays comme aujourd'hui, étaient représentés, et à tous, comme aujourd'hui, la Belgique souhaitait fraternellement la bienvenue.

« Pour les Français en particulier, l'hospitalité de la Belgique avait le charme attirant d'une patrie intellectuelle. Nous venions respirer hors de l'Empire, et proclamer ici tout haut des vérités qu'on ne pouvait murmurer là-bas.

« Cependant, messieurs, c'est pour échapper à un autre fléau que nous nous réunissons tous à Bruxelles.

« Le septième congrès de l'*Association littéraire internationale* devait se tenir à Madrid. Mais si la raison n'admet plus de quarantaines pour les idées, il en reste encore quelques-unes pour les colporteurs d'idées. La frontière espagnole devant nous rester fermée, nous nous sommes tournés vers la frontière qui ne se ferme jamais.

« La Belgique, refuge de toutes les détresses, nous a répondu avec la bonne volonté nationale. M. le ministre Beernaert a mis un empres-

sement, dont je le remercie encore, à rendre possible ce congrès improvisé. Un comité a trouvé le temps de nous ménager des surprises; on a rouvert pour une réunion de penseurs libres le vieil asile des penseurs errants de 1862, et nous allons travailler ensemble, à cœur ouvert, à effacer ce qui reste encore dans le monde de préjugés contre les droits de l'esprit.

« Les écrivains ont fait bien du chemin depuis cette première étape de 1862. Il ne s'agissait alors que d'élargir les mailles de la législation dans laquelle la presse pouvait être enserrée, et l'on ne discutait guère que le meilleur moyen de moraliser l'art, dans les pays où il n'était pas affranchi.

« Aujourd'hui les écrivains et les artistes ont leurs titres de moralité inscrits sur leurs titres de propriété.

« Ce dernier mot n'est pas encore admis partout. Il y a encore des gens pour croire qu'on n'est pas propriétaire de ce qu'on a créé, autant qu'on peut l'être d'un héritage que l'on a reçu sans l'avoir cultivé. Mais en remplaçant le mot *propriété littéraire* par les mots *droits des auteurs sur leurs œuvres*, on transige à peu près avec ceux qui veulent ne pas paraître se démentir en cédant à la vérité.

« Aujourd'hui, messieurs, tandis qu'on élève partout des statues aux gens de lettres, comme on en élevait seulement autrefois aux conquérants; pendant qu'on assimile partout les grands écrivains aux grands patriotes et que les grands génies universels font planer une solidarité internationale au-dessus des dernières préventions nationales, on admet les artisans de la plume, même les plus obscurs, dans des conférences diplomatiques que l'on réunit expressément pour eux. Les gouvernements discutent maintenant des traités à faire pour protéger les livres, comme ils discutaient seulement autrefois des traités pour protéger le commerce et l'industrie, pour faire la paix ou décider la guerre.

« C'est que l'on a reconnu, messieurs, que nous sommes des producteurs aussi de la richesse nationale, et que nous sommes les vrais pacificateurs. Les guerres deviendront bien difficiles, sinon impossibles, entre les peuples qui auront librement échangé leurs idées, et l'on ne pourra plus guère armer les intérêts matériels, quand les nations seront liées et soudées par les intérêts supérieurs de leur conscience et de leur vie morale.

« L'*Association littéraire internationale* m'a valu le grand honneur d'être délégué par mon gouvernement près de la conférence diplomatique qui vient de terminer ses travaux à Berne.

« Je craindrais d'être embarrassé pour vous rendre compte de ma mission.

« Comme je ne suis pas bien versé dans les usages de la diplomatie,

j'avais engagé de bonne foi à Berne de ne rien dire de ce qui s'y était fait de bon.

« Mais à peine de retour en France, je me suis aperçu que si le silence est une précaution diplomatique fort recommandée, l'indiscrétion est une autre manœuvre fort habile, et j'ai lu dans tant de journaux les détails que je m'étais interdit de communiquer à mes amis, que je me sens allégé de mes scrupules. On m'a d'ailleurs averti que cette réserve ne concernait pas rigoureusement le congrès de Bruxelles.

« Nous parlerons donc du grand résultat acquis à la conférence de Berne; nous en parlerons, tout en évitant des débats qui pourraient réveiller des susceptibilités apaisées et fournir des prétextes aux gouvernements qui n'ont pas encore promis d'adhérer au projet de convention.

« Ce n'est pas seulement de ces bonnes nouvelles que nous aurons à vous entretenir.

« L'*Association littéraire internationale*, qui, avec le concours précieux du gouvernement helvétique, a amené ce résultat, longtemps inespéré, d'une union possible de tous les États pour protéger les auteurs, entreprend désormais de faire plus explicitement que par le passé, pour les artistes, peintres, graveurs, sculpteurs, dessinateurs, architectes, ce qu'elle a établi pour les écrivains, c'est-à-dire d'assurer la perception régulière des droits d'auteur sur les œuvres du pinceau, du ciseau, du crayon. Nous vous demanderons de consacrer le titre nouveau que nous prenons, et nulle part aussi bien qu'en Belgique notre association ne pouvait être à l'aise pour ajouter le mot *artistique* au mot *littéraire*, avant le mot *internationale*.

« Nous venons donc, messieurs, comme nous avons été en Angleterre, en Portugal, en Autriche, en Italie, en Hollande, en Suisse, uniquement préoccupés de concorde, respectant toutes les formes, toutes les nuances de gouvernement, ne touchant, pas même par le désir, dans les pays dont nous sommes les hôtes, aux questions qui ne nous sont pas soumises, nous venons demander aux hommes de bonne volonté de tous les partis une nouvelle consécration de nos efforts, un nouvel encouragement pour ce qui nous reste à achever.

« J'en ai déjà l'assurance, messieurs, par l'accueil qui nous est fait, par la présence de M. le ministre Beernaert; ici, comme partout, nous trouverons un concours ardent pour affirmer, pour garantir, ce qu'il y a de plus précieux au monde : l'intégralité, l'inviolabilité de la pensée, dans la conscience et dans les œuvres. »

Voici les résolutions adoptées par le Congrès :

1° La propriété artistique, comme la propriété littéraire, a pour fondement la création de l'œuvre.

2° Le droit de reproduction d'une œuvre artistique appartient à l'artiste, indépendamment de la propriété matérielle de l'œuvre. En conséquence, la cession de l'œuvre d'art n'entraîne pas, de la part de l'artiste, à moins de convention expresse, l'aliénation de son droit de reproduction.

3° Toute reproduction non autorisée par l'artiste, quel que soit le mode de reproduction, et la reproduction, même par un art différent, constituent une atteinte aux droits de l'artiste.

4° Les droits garantis par la loi aux auteurs d'ouvrages de littérature ou d'art sont communs aux auteurs nationaux et étrangers.

5° Les œuvres musicales doivent être protégées au même titre, pour l'audition, la reproduction et l'exécution, que les œuvres littéraires et artistiques.

6° Les œuvres d'art ne doivent être soumises à aucune entrave ou formalité douanière.

7° Le propriétaire d'une œuvre d'art ne peut l'exposer en public sans l'autorisation de l'artiste, lorsque l'œuvre aura été modifiée ou mutilée.

— Le Congrès a repoussé des propositions tendant à assurer à l'État le droit de reproduction des œuvres achetées par lui.

Beaucoup de questions soumises au Congrès ont été remises à des sessions ultérieures, notamment la question « de la propriété des lettres ».

Le congrès international de la paix, réuni à Genève au mois de septembre, a voté la résolution suivante :

1° Considérant que le droit des Alsaciens et des Lorrains de s'appartenir à eux-mêmes et, par conséquent, de choisir ou de constituer librement le gouvernement qu'il leur convient de se donner, est indiscutable, inaliénable et imprescriptible ;

2° Considérant que la seule cause d'hostilité qui existe entre la République française et l'Empire allemand est la situation faite à l'Alsace et à la Lorraine par les articles 1, 2 et 3 du traité signé à Francfort le 10 mai 1871 entre l'Allemagne et la France ;

3° Que l'état de paix armée, qui est la conséquence de cette situation, est également dommageable pour les deux nations et pour toute l'Europe ;

4° Que la seule raison donnée par l'Allemagne pour stipuler l'annexion était la nécessité d'assurer sa sécurité ;

5° Que depuis treize ans que l'Alsace et la Lorraine sont passées sous la domination allemande, la manifestation constante de leurs sen-

timents, la rigueur croissante des mesures administratives et politiques prises à leur égard, l'attitude gardée par les députés qu'elles envoient au Reichstag, leur persévérance à réélire ces députés, démontrent que leur volonté de disposer librement d'elles-mêmes est aussi ferme qu'elle l'était au lendemain de l'annexion ;

6° Que la neutralisation des territoires annexés, quelle que soit d'ailleurs la juridiction politique sous laquelle se rangeraient leurs habitants, donnerait à l'Allemagne une sécurité plus grande et plus réelle qu'une possession toujours précaire qu'elle ne maintient que par la force ;

7° Qu'il est de l'intérêt commun de la France, de l'Allemagne, de l'Alsace, de la Lorraine, de l'Europe, que cette neutralisation soit sanctionnée et garantie par tous les peuples européens.

Par ces motifs, l'assemblée émet le vœu suivant :

La France et l'Allemagne abrogeront d'un commun accord les articles 1, 2, et 3 du traité conclu à Francfort le 10 mai 1871.

Le peuple alsacien et le peuple lorrain seront mis en situation de choisir librement l'une des trois solutions suivantes :

1° Annexion définitive de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne ;

2° Retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France ;

3° Constitution de l'Alsace et de la Lorraine en un ou deux États indépendants et autonomes.

Quelle que soit la décision du peuple alsacien et du peuple lorrain, cette décision fera loi pour l'Allemagne et pour la France, et dans tous les cas entraînera la neutralisation des territoires alsaciens et lorrains.

Le traité à intervenir entre la France, l'Allemagne et les autres puissances contiendra une clause en vertu de laquelle toutes les difficultés auxquelles pourrait donner lieu son exécution seront soumises en dernier ressort à un tribunal arbitral.

— Ces résolutions ont été, par les soins de la Ligue internationale de la paix et de la liberté, envoyées à tous les Gouvernements.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} octobre. — *Marguerite de Valois : sa jeunesse et son mariage*, par Hector de La Ferrière. — *La politique économique de l'Allemagne : l'agriculture allemande, d'après de récentes enquêtes*, par Maurice Block.

15 octobre. — *La colonie française de Buenos-Ayres*, par Émile Daireaux. — *La Nouvelle-Zélande et les petites îles adjacentes*, par Émile Blanchard.

La nouvelle Revue.

1^{er} octobre. — *Les causes générales de la guerre de 1870* (article non signé, mais attribué par plusieurs journaux au baron Jomini, conseiller au ministère des affaires étrangères de Russie ; l'auteur se propose de montrer que les malheurs de la politique de l'Empire viennent de ce qu'il a méconnu les avantages d'une entente avec la Russie et de ce qu'il a toujours contrecarré cette puissance). — *Le rôle occulte des Anglais au Soudan*, par A. Bernard.

15 octobre. — *La République et les républicains*, par M. de Marcère. — *Krawszeski, le prisonnier de Magdebourg*, par Holynski (il s'agit de l'écrivain polonais condamné pour avoir obtenu d'un officier prussien des renseignements sur les armements des forteresses allemandes). — *Mœurs et chants de Bosnie et d'Herzégovine*, par de Sainte-Marie.

Revue britannique.

Septembre. — *Un grand fonctionnaire de l'Inde anglaise* (article traduit de l'*Edinburgh Review*. Il s'agit d'un personnage, Elphinstone, qui a joué un grand rôle dans l'Inde au commencement de ce siècle). — *La cité de Londres* (article de la *Quarterly Review* à propos de la réforme municipale projetée).

Octobre. — *A travers le Canada, de l'Océan à l'Océan*, par X. Marmier (souvenirs de voyage).

Revue de Géographie.

Septembre. — *Kolojvar* (Transylvanie), par de Gérando. — *Les éléments de la géographie physique de l'Algérie*, par le commandant Nion (fin). — *Les indigènes de l'Archipel des Bissagos*, par Antichox. — *Mouvement géographique*, par Delavaud. — *Congrès géographique de Toulouse* (discussion d'une proposition tendant à la constitution d'une École nationale de géographie). — Deux cartes.

Octobre. — *La Sierra Nevada* (Espagne), par Moulle. — *La Corée avant les traités*, par M. Jametel (histoire du pays de l'antiquité à 1883, détails intéressants sur les traités conclus par la Corée avec

les États-Unis, le Japon et l'Angleterre). — *La Méditerranée asiatique*, par Ch. Labarthe (il s'agit de la mer de Chine et des intérêts qui y sont en jeu). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud (réveil du fanatisme musulman).

Revue maritime et coloniale.

Septembre. — *Le royaume du Cambodge*, par MM. Bouinais et Paulus (étude complète du pays aux différents points de vue, conséquences du protectorat français). — *La Grèce en 1883*, par B. Girard (renseignements détaillés sur l'armée et la marine). — *Le Budget de la marine anglaise* (discussion à la Chambre des Communes en mai 1884). — Chronique : la marine marchande anglaise et les principales marines étrangères de 1840 à 1883.

Octobre. — *Au sujet de l'adoption projetée d'un premier méridien*, par Bellot (travail destiné à faire connaître les éléments du problème soumis à la Conférence internationale qui s'est réunie à Washington en octobre). — *Notes sur Madagascar* (suite), par L. Crémazy, avec une carte.

Le Mémorial diplomatique.

23 août. — *L'Angleterre et l'Allemagne*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Le crédit pour le Tonkin* (discussion aux Chambres). — *Documents* : loi française revisant les lois constitutionnelles ; circulaire du gouvernement hollandais concernant la question monétaire.

30 août. — *Les opérations militaires contre la Chine*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Bruxelles, de La Haye, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Convention de commerce entre la France et les Pays-Bas*. — *Le Congo et les contrats de l'Association internationale*. — *Documents* : règlement japonais concernant les ordres de noblesse ; proclamation de la reine des Hovas.

6 septembre. — *L'entrevue des empereurs*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *La politique extérieure de l'Angleterre* (discours de M. Gladstone à Edimbourg). — *Le Congo et les contrats de l'Association internationale*. — *Documents* : rescrit de M. de Manteuffel sur l'option des Alsaciens-Lorrains ; lettre encyclique du Pape relativement à la pratique du rosaire. — *Les droits des belligérants sur mer* (extrait d'un travail de sir Travers Twiss).

13 septembre. — *L'entrevue des empereurs. — Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres et de Vienne. — *Le commerce et l'industrie au Tonkin* (circulaire du sous-secrétaire d'État au ministère de la marine et des colonies). — *Documents* : convention anglo-égyptienne du 7 septembre 1877 concernant la juridiction du Khédive sur la côte des Somalis.

20 septembre. — *La situation générale après l'entrevue des empereurs. — Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Le conflit avec la Chine.* — *Documents* : clôture et réouverture des États généraux des Pays-Bas.

27 septembre. — *L'Angleterre et l'Europe en Égypte. — Nouvelles diverses* (affaires d'Égypte, négociations commerciales franco-turques). — *Correspondances* de Bruxelles, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Documents* : lettre du Pape à l'archevêque de Florence au sujet d'un livre récent du P. Curci ; décret de dissolution de l'assemblée provinciale de la Roumélie orientale. — *Le droit de conquête* (discours de M. Ad. Franck à la Société française des amis de la paix).

4 octobre. — *Ce qu'il faut à l'Égypte. — Nouvelles diverses* (affaires d'Égypte ; parlement hongrois). — *Correspondances* de Bruxelles (congrès littéraire), de La Haye, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *L'Association internationale africaine et le Portugal.* — *Le conflit avec la Chine.* — *Documents* : lettre du ministre des finances d'Égypte suspendant l'amortissement de la Dette.

11 octobre. — *La question du Congo. — Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Le conflit avec la Chine.* — *Documents* : décret relatif aux finances tunisiennes ; discours du Trône à l'ouverture du Parlement hongrois ; loi ottomane de 1867 sur le droit de propriété des étrangers.

18 octobre. — *A propos des alliances. — Nouvelles diverses* (conférence du Congo, affaires d'Égypte). — *Correspondances* de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Le conflit avec la Chine.* — *Le Livre jaune relatif aux affaires du Congo.* — *Le Congrès littéraire international de Bruxelles.*

25 octobre. — *La crise belge. — Nouvelles diverses* (affaires d'Égypte, de Hongrie). — *Correspondances* de Bruxelles (élections communales), de Londres (ouverture du Parlement) et de Saint-Petersbourg. — *Le conflit avec la Chine.* — *Succession du duc de Brunswick.* — *Le Livre jaune relatif aux affaires du Congo.*

Jean de Witt, grand-pensionnaire de Hollande, par Antonin Lefèvre-Pontalis, 2 vol. in-8°, Paris, 1884, Plon.

Le cardinal de Tournon demandait un jour à Amyot pourquoi il s'attachait à ressusciter les héros de Plutarque. « C'est qu'il fait un bon temps, répondit-il, à converser avec les morts. » M. Lefèvre-Pontalis, qui s'approprie la réponse d'Amyot, nous dit que Jean de Witt est un de ceux avec qui il est bon de converser. Il s'est attaché à cette grande figure avec un intérêt presque passionné. Il a lu et compulsé tout ce qu'on a écrit, principalement en Hollande, sur le grand-pensionnaire, et il a eu cette bonne fortune de contrôler et de compléter les ouvrages antérieurs par des documents authentiques puisés à des sources différentes et également sûres : la bibliothèque et les archives de La Haye, les collections de la famille Hoog, héritière des papiers domestiques de Jean de Witt; les archives étrangères de France et celles de Chantilly. Il en a composé un ouvrage d'une grande sûreté d'érudition, dont le personnage de Jean de Witt est le centre, avec des excursions sur tout ce qui, dans la politique étrangère ou intérieure, a pris une place quelconque dans sa vie.

Un récit très substantiel, contenu dans les deux premiers chapitres, nous donne l'exposé de l'organisation des Pays-Bas; l'histoire de leur affranchissement, l'indication des principales familles qui ont successivement détenu le pouvoir et des péripéties qui ont amené Jean de Witt à la haute position de grand-pensionnaire de Hollande. Avec le chapitre III commence l'histoire de la vie publique de Jean de Witt et des diverses affaires qu'il conduit pendant vingt années : les luttes successives avec et contre la France contre et avec l'Angleterre, les dissensions que réveillent et développent dans les Provinces-Unies les alternatives de ces luttes, les rivalités de la Zélande et de la Hollande, le vote de l'Édit perpétuel, puis le réveil du parti orangiste, l'invasion de la Hollande par Louis XIV, les résolutions héroïques des États généraux, le soulèvement de la population, le rétablissement du stat-houdérat, et enfin la chute et la mort violente des deux frères Jean et Corneille de Witt.

Tous ces événements si connus et si tragiques ont fourni à M. Lefèvre-Pontalis de bons chapitres d'histoire, avec les qualités nécessaires de clarté et d'impartialité. Chemin faisant, il trouve le moyen de bien mettre en lumière la figure de Jean de Witt, de peindre avec détails sa vie privée, de nous le montrer dans son rôle d'homme du monde, d'époux, de père, de chef de famille. Ça et là des détails touchants ou pittoresques, ou des citations heureuses. Tout le passage relatif à sa prochaine élection comme grand-pensionnaire de Hollande fourmille de renseignements du plus vif intérêt. La fin du deuxième volume, consacrée à la chute et à la mort des deux frères Jean et Cor-

neille, à leurs relations personnelles avec Guillaume d'Orange, à la destinée de leurs enfants et de la veuve de Corneille de Witt, tout cela est très touchant et très pathétique.

Ce que je reprocherai à ces deux gros et intéressants volumes, c'est d'avoir été insuffisamment composés et écrits beaucoup trop vite. Il semblerait que, une fois les documents en main, M. Lefèvre-Pontalis ait cru sa besogne terminée. Il fallait discuter le mérite et l'importance de chacun, en rejeter un certain nombre qui ne sont que des hors-d'œuvre, se garder de toute incursion dans des domaines un peu lointains du sujet traité, renvoyer aux pièces justificatives les plus intéressantes et se contenter, dans le corps du texte, d'analyses exactes ou de très courtes citations. Quant au style, il est, je le crois, pour beaucoup dans l'impression de *longueur* que laisse cette lecture. L'auteur n'a pas cette manière alerte et serrée qui allège le récit, ni ces mots à l'emporte-pièce qui donnent du relief aux choses topiques. Il a eu de plus le tort de se laisser aller à des comparaisons, à des dissertations dignes d'un élève de rhétorique. Une seconde édition fera disparaître ces imperfections, et laissera un livre solide et attachant dont la lecture s'impose à tout historien et à tout amateur d'histoire.

J. C.

Mémoires et relations politiques du baron de Vitrolles, publiés selon le vœu de l'auteur par Eugène Forgues, 2 vol. in-8°, Paris 1884, G. Charpentier.

On sait quel rôle important a joué le baron de Vitrolles dans la première Restauration, et quelle influence il exerça alors sur le comte d'Artois; mais on le sait plus ou moins vaguement. Cet homme fort distingué, plein d'intelligence et de courage, n'a pas eu son jour; il a, à un moment donné, eu de l'influence, mais à aucun moment il n'a été au premier plan et n'a joué un premier rôle. Il semble qu'il n'ait été qu'un courtisan intrigant contre les ministres, grâce à l'influence qu'il avait auprès du frère du roi. Rien de plus faux que ce jugement; le baron de Vitrolles n'avait rien du courtisan; ses mémoires le montrent comme un homme fort sincère, fort consciencieux et sachant, ce qui est rare, défendre courageusement ses opinions. A ce point de vue, la publication de ses mémoires lui est certainement avantageuse; d'autant plus que le baron de Vitrolles, sans être à proprement parler un écrivain, raconte agréablement et souvent avec esprit.

Si nous laissons de côté la personne de l'auteur, ces mémoires sont fort intéressants en eux-mêmes : ils ne contiennent pas de révélations et ne modifient pas beaucoup l'état de nos connaissances sur les évé-

nements dont il s'agit. Mais il les fait en quelque sorte vivre devant nous et leur donne un grand relief par la manière dont il les raconte. On voit qu'il y a été mêlé, qu'il a vu de près les personnes dont il parle, et son récit a l'animation d'un témoin.

Le premier volume contient quelques pages sur les dernières années de l'Empire, des renseignements étendus sur le Congrès de Châtillon, la campagne de France, enfin raconte les préliminaires de la Restauration jusqu'à l'arrivée du comte d'Artois à Paris. Ce qu'il y a de plus important au point de vue historique, c'est la partie relative au Congrès de Châtillon; on y trouvera des conversations fort curieuses du prince de Metternich avec M. de Vitrolles. Nous dirons franchement que c'est ce qui nous plaît le moins dans l'ouvrage. Le rôle d'un Français venant demander aux alliés de rompre les négociations avec Napoléon et de favoriser les Bourbons nous choque au dernier point; nous savons quelles raisons il alléguait; mais, pour les réfuter, il suffit de faire remarquer que, pour le succès de son entreprise, il était réduit à espérer la défaite de ses compatriotes. Passons sur ce sujet pénible; il nous aura toutefois valu un renseignement bien inattendu, à un certain moment, le prince de Metternich a défendu le principe de non intervention! A une vive attaque de M. de Vitrolles contre Napoléon, voici en effet ce qu'il répondait : « Mais enfin, qu'avons-nous à faire
« dans une question qui est tout entière du gouvernement intérieur de
« la France? Le droit des nations, universellement reconnu, nous
« interdit de nous immiscer dans de telles affaires, et ce ne serait
« pas impunément qu'un État se permettrait de violer ces principes;
« un jour peut-être cet exemple servirait à justifier une sorte de repré-
« sailles, et où en serait alors le repos, l'existence même des nations? » Il est à regretter que le chancelier autrichien n'ait pas toujours pensé de même.

Le second volume est, à notre avis, plus curieux que le premier; il fait bien comprendre tout le mouvement qui se produit autour du nouveau gouvernement; il nous dépeint en termes vifs les principaux personnages avec lesquels il est en relation; il y a des portraits faits de main de maître. L'indulgence n'était pas le fort de M. de Vitrolles, il usait de franchise avec tout le monde. Bien des traits piquants sont disséminés dans ce volume. Nous en citerons un fort joli qui dérida le conseil des ministres, présidé par le Roi. M. Malouet, ministre de la marine, parlait d'une pétition d'un ancien officier de la marine qui demandait le grade de contre-amiral par le raisonnement suivant : Il était élève de la marine en 1789; on ne pouvait lui faire un crime de n'avoir pas servi la Révolution; il concluait que, s'il était resté au service, sans compter l'avancement extraordinaire qu'il aurait pu mériter, il se serait élevé à l'ancienneté jusqu'au grade de contre

amiral qu'il réclamait de la justice du Roi. Tout le monde se souleva à l'impertinence de cette demande. Mais enfin, que puis-je répondre ? dit M. Malouet à M. de Vitrolles. Il me semble, dit celui-ci, que vous pouvez admettre parfaitement toute la logique de ce Monsieur et même les conséquences qu'il en a tirées, mais en ajoutant qu'il a oublié un fait essentiel, *c'est qu'il a été tué à la bataille de Trafalgar*. → Ce trait ne rejaillissait-il pas un peu sur Louis XVIII ? On trouvera beaucoup d'esprit de ce genre dans les *Lettres du Cousin et de la Cousine* publiées dans le *Journal des Débats*, en mai 1814. La cousine est une noble provinciale qui écrit à son cousin, attaché à un des princes de la maison de Bourbon, pour lui recommander ses amis. Nous ne citerons qu'un passage de sa lettre : « Pensez au pauvre « D... ; à la vérité, il a marqué dans le temps de la Révolution, mais « je vous avoue que depuis un mois il est bien revenu. Vous savez « qu'il n'a rien, et qu'il est prêt à tout sacrifier pour nos maîtres. « Son dévouement le porte à les servir dans une place de préfet, et « il en est très capable. Vous vous rappelez la jolie chanson qu'il « a faite pour moi. »

La seconde partie de ce second volume est consacrée aux Cent jours ; le tableau de la Cour à la nouvelle du débarquement de Napoléon est des plus curieux. M. de Vitrolles raconte en détail les efforts qu'il a faits pour maintenir l'autorité royale dans le Midi ; il a certainement déployé beaucoup de courage et d'activité. Nous le laissons au moment où il entre à Vincennes comme prisonnier.

Nous devons cette très intéressante publication aux soins d'un jeune écrivain qui porte dignement un nom honoré dans les lettres, et nous lui en exprimons toute notre reconnaissance. Une élégante introduction nous fait bien connaître M. de Vitrolles, et des notes discrètes donnent çà et là un renseignement utile. C'est bien entendre son rôle d'éditeur.

L.

Discours sur la Convention de Genève et les sociétés de la Croix-Rouge, par Jules Lacoïnta, professeur de droit des gens à l'Institut catholique de Paris ; br. in-8°, Paris, 1884, Gervais, éditeur.

Il s'est tenu à Genève, au mois de septembre dernier, une conférence internationale des sociétés de secours aux blessés, dites *sociétés de la Croix-Rouge*. Comme c'était le vingtième anniversaire de la signature de la célèbre Convention de Genève (22 août 1864), on a voulu l'honorer d'une manière particulière : M. Lacoïnta a été prié de faire un discours sur cette Convention. On ne pouvait mieux s'adresser, comme on en jugera par la lecture de la brochure que nous annonçons. Éru-

dition, élévation des idées et des sentiments, science juridique, telles sont les qualités que nous révèle l'orateur et qui convenaient éminemment au sujet; on le lira avec un grand charme et un grand profit. Nous espérons qu'il donnera suite au projet qu'il indique en passant, et qu'il publiera une étude critique de la Convention : la science du droit international ne pourra qu'en profiter.

L.

L'Europe sous les armes, par le lieutenant-colonel Hennebert, Paris, Jouvet et C^e, 1884.

Le but de cet ouvrage est assez difficile à déterminer. L'auteur emprunte à un récent ouvrage allemand qui a fait grand bruit, même en France (1), quelques lignes d'où l'on pourrait déduire son intention. « On aura beau convenir que les sacrifices que font les nations pour perfectionner leur organisation militaire pèsent lourdement sur la génération actuelle, il n'y a rien à faire. Celle d'entre les nations qui se relâcherait la première perdrait aussitôt sa situation, sa puissance et sa voix dans le concert européen. C'est elle qui paierait les frais de la guerre. »

Le colonel Hennebert semble redouter que la France, peuple et gouvernants, ne se lasse de son lourd budget de la guerre, et il croit utile d'exposer le formidable appareil militaire des diverses nations de l'Europe. Il pense vraisemblablement que le seul énoncé des chiffres suffira à entretenir chez nous l'esprit de sacrifice. Il prend donc successivement, par ordre alphabétique, tous les pays européens, et nous donne une notion succincte mais très complète de leur puissance offensive et défensive. Chacun d'ailleurs est traité avec les développements qui lui sont dus. L'Allemagne occupe donc la place la plus considérable.

Il était à craindre que ce formidable tableau de nos voisins n'épouvantât le lecteur français. L'auteur s'en est rendu compte. Il s'est demandé s'il ne fallait pas exposer nos moyens à nous, défensifs et offensifs. Sa réponse est négative. Je crois qu'on peut le regretter. Son silence ne nuit en rien à l'État-major allemand; et il a ce grave inconvénient de nous laisser, nous autres, sous une impression pénible et voisine de l'inquiétude. Or, avec une guerre qui, comme la guerre future, se fera avec des millions en hommes et des milliards en argent, c'est peut-être, comme le dit le baron Colmar von der Goltz, la nation la plus riche qui triomphera, mais elle ne donnera ses enfants et son argent que si on a su lui inspirer confiance en elle-même.

J. C.

(1) *La Nation armée*. V. le compte rendu dans les *Archives*, 1884, II, 122.

La Convention littéraire et artistique du 19 avril 1883 conclue entre la France et l'Allemagne, par Ch. Lyon-Caen, professeur à la Faculté de droit de Paris et à l'École des sciences politiques. Br. in-8, Bruxelles, librairie Muquardt, et Paris, Pichon.

Cette convention, dont nous avons publié le texte (Archives, 1883, IV, p. 5), a une grande importance par elle-même et par les conséquences qu'elle ne peut manquer de produire. Elle règle les rapports de deux pays dont la production littéraire et artistique est considérable; elle sera le point de départ d'autres conventions. Il est donc fort utile de l'étudier avec soin; pour cette étude, on ne saurait désirer un meilleur guide que M. Ch. Lyon-Caen qui a, en cette matière, une compétence incontestée. Après un exposé général, il commente la convention article par article, de la manière la plus claire.

Lettres de Gordon à sa sœur, écrites du Soudan, précédées d'une étude historique et biographique, par Philippe Daryl, 1 vol. in-12, Paris, 1884. Librairie Hetzel.

Nous avons précédemment rendu compte d'un ouvrage de M. Daryl, *la Vie publique en Angleterre*, qui nous avait vivement intéressé (Archives 1884, I, 263). Le présent volume n'offre pas moins d'intérêt. Il est consacré à l'homme dont il a peut-être été le plus parlé en Europe depuis six mois; il permet de se faire une idée de cet homme extraordinaire et du milieu dans lequel il agit. La partie principale de l'ouvrage se compose de lettres écrites par Gordon à sa sœur pendant son premier séjour dans le Soudan, du commencement de 1874 à la fin de 1879. Pas de style, pas de phrases, mais de simples notes de journal, qui n'en sont que plus curieuses par leur sincérité et leur négligé même. On assiste à toutes les difficultés avec lesquelles Gordon se trouve aux prises, qui tiennent au climat, aux indigènes, aux marchands d'esclaves, au gouvernement égyptien. On y trouvera des détails navrants sur la traite et les malheurs qu'elle entraîne. M. Daryl a fait précéder ces lettres d'un bref *Précis de la vie du général Gordon* et d'une introduction destinée à faire comprendre la situation de Gordon à Khartoum au mois de septembre dernier. La conduite de l'Angleterre est examinée de près et sévèrement appréciée.

L.

Les voyageurs en France depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution, par Albert Babeau, 1 vol. in-12, Paris, 1885, Firmin-Didot.

M. Babeau, connu par de remarquables études sur notre ancienne France (*La ville et le village sous l'ancien régime*, *La vie rurale dans*

l'ancienne France), a eu une idée que nous trouvons fort ingénieuse. Pour compléter ses notions sur notre ancien état social, il a fait appel au témoignage des voyageurs. Sans doute ce témoignage est sujet à caution, et l'auteur ne se le dissimule pas ; mais, en étant sur ses gardes, on peut le consulter avec grand intérêt et grand profit. Après une *Introduction* où on trouvera notamment des détails curieux sur la manière de voyager et sur les hôtels des derniers siècles, l'ouvrage contient une série de chapitres consacrés aux différents voyageurs dont nous avons les relations ou les observations, depuis le Tasse venu en France à la veille de la Saint-Barthélemy jusqu'à Goethe accompagnant le duc de Weimar lors de l'invasion de 1792 ; de sobres analyses, des citations bien choisies nous font bien connaître leurs impressions. Un dernier chapitre les résume et compare la France et les pays étrangers dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Une *table alphabétique* permet de trouver facilement ce qui concerne tel ou tel pays, tel ou tel fait.

Précis des lois de la guerre sur terre. Commentaire pratique à l'usage des officiers, par le capitaine Jules Guelle, professeur adjoint de législation et d'administration à l'École de Saint-Cyr, docteur en droit, avec une préface par M. Pradier-Fodéré, 2 vol. in-12, 1884, Paris, Pedone-Lauriel.

Cet ouvrage, composé par un officier, est destiné par lui spécialement à ses camarades de l'armée, et il est certain que les lois de la guerre les intéressent au plus haut point, puisqu'ils sont chargés de les appliquer. Mais elles ne les intéressent pas seuls, elles intéressent tout le monde directement ou indirectement, puisque tout le monde est exposé à souffrir des maux de la guerre. C'est pendant la paix qu'il faut s'instruire de ses droits et de ses devoirs dans ces terribles circonstances, se pénétrer des règles qui doivent être observées en tout temps. Nous sommes très convaincu que, quoi qu'en pensent encore certaines personnes, l'intervention du droit dans la guerre est un élément de force et de discipline pour les armées. Dans ces dernières années, de grands efforts ont été faits pour vulgariser les principes essentiels du droit de la guerre : en France, on a fait un excellent petit *Manuel de droit international* approuvé par le Ministère de la guerre ; l'*Institut de droit international* a élaboré un ensemble de règles claires et précises qui a eu un grand succès.

Le capitaine Guelle s'est inspiré des principes ainsi posés, mais il les a complétés et développés par des raisonnements et des faits ; ceux-ci sont empruntés aux guerres les plus récentes, notamment à la guerre

franco-allemande de 1870. Dans ces deux élégants petits volumes, on trouvera clairement exposées toutes les notions importantes à connaître pour le droit de la guerre; la double qualité de l'auteur, à la fois militaire et juriste, garantit qu'il n'a sacrifié ni les exigences militaires ni les principes essentiels du droit.

L'ouvrage est divisé en quatre parties. La première traite des *préliminaires de la guerre*, la seconde des *hostilités* (opérations de la guerre et rapports entre belligérants), la troisième de *l'occupation et de ses effets sur les personnes, sur les biens de l'État ou des particuliers* (réquisitions et contributions), la quatrième enfin de *la fin des hostilités* (traité de paix, conquête); un *appendice* est consacré à la *neutralité*. L'auteur a eu l'excellente idée d'ajouter à son ouvrage un grand nombre de documents intéressants que chacun n'a pas toujours à sa disposition et que, dans tous les cas, il est utile d'avoir ainsi rassemblés. Au point de vue de la commodité pratique, nous n'aurions qu'un vœu bien modeste à exprimer; l'auteur pourra en tenir compte pour une seconde édition que nous souhaitons très prochaine. Il devrait joindre à son livre une *table analytique* qui permettrait de trouver immédiatement le renseignement dont on a besoin.

L.

La Révolution Brabançonne (1789) — La République Belge (1790), par Théodore Juste; 2 vol. in-8°, Bruxelles, Lebègue et C^e, 1884.

« Je me propose, dit M. T. Juste, de tracer l'histoire de la révolution qui signala le règne de Joseph II. Cette révolution, un des événements les plus curieux et les plus intéressants de nos annales, fut à la fois une revendication des anciennes libertés du pays, et, malgré les tentatives rétrogrades du parti vainqueur, un acheminement vers une nouvelle organisation politique; elle reflète tout le passé de la Belgique, et elle laisse deviner son avenir. En accomplissant la tâche que je me suis imposée, je ne veux dissimuler ni les bienfaits ni les fautes de Joseph; je m'efforcerai d'apprécier équitablement les partis qui se disputèrent le pouvoir pendant la tempête. »

Tous les historiens font la même promesse; peu savent aussi bien la tenir. C'est en vérité une joie pour un critique que d'avoir à parler de telles œuvres. Une sincérité parfaite, une préoccupation visible de rester modéré dans le jugement et dans l'expression, un talent très remarquable d'exposition et une grande sûreté d'information et de contrôle, voilà ce qui fait le prix de l'œuvre de M. Juste.

Le premier volume débute par un tableau de l'Europe à l'avènement de Joseph II, qui est pour moi complètement satisfaisant. Je ne sache

que M. de Broglie chez nous, et en Belgique M. Van Praet, pour connaître aussi intimement l'histoire publique de l'Europe au XVIII^e siècle. Puis, avec le chapitre premier, on entre immédiatement en matière. Les titres mêmes des chapitres sont caractéristiques, et je n'aurai qu'à les citer pour les deux volumes : le plan s'en dégagera lumineusement. 1^{er} volume : *Innovations religieuses, La libération de l'Escaut, Innovations politiques, Kherson et Bruxelles, La joyeuse entrée, La ligue Anglo-Prussienne, Déchéance de Joseph II comme souverain des Pays-Bas*. 2^e volume : *Confédération des provinces belges, Proscription des Vonckistes, L'entrevue de Douai, Le Congrès de Reichenbach, La Collace de Gand, La Croisade, Les conférences de La Haye, Retour des Autrichiens, Dernières années de la domination autrichienne en Belgique*. A la fin de chaque volume, des appendices donnent *in extenso* diverses pièces importantes.

Ces deux volumes ne sont qu'un chapitre de l'histoire générale de l'Europe, et, comme tels, on ne saurait espérer qu'en dehors de la Belgique, le public international leur fit un grand succès de lecture. Mais les amateurs d'histoire et les érudits auront là de fins morceaux à savourer. L'Autriche, d'ailleurs, trouvera difficilement chez elle un portrait plus vivant et plus sûr de Joseph II, et nous autres Français, bien que très malmenés à la fin du deuxième volume, nous ne pouvons nous dispenser de les lire, car ils sont les préliminaires obligés d'un troisième volume que l'auteur n'annonce pas, mais qui s'impose : *Histoire de la Belgique sous la domination républicaine, consulaire et impériale*.

J. C.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ITALIE — MONTÉNÉGRO

Traité d'amitié, de commerce et de navigation

16/28 mars 1883 (1).

Art. 1^{er}. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de la plénitude des droits civils comme les nationaux.

Les sujets italiens au Monténégro, et les sujets monténégrins dans le royaume d'Italie, y jouiront par conséquence du même traitement que les nationaux sous le rapport de l'acquisition, de la possession, de l'aliénation d'immeubles et de toute charge sur les immeubles, sous le rapport de l'accès aux tribunaux, de la poursuite et de la défense de leurs droits, des visites domiciliaires à leurs domiciles, leurs fabriques, leurs magasins ou leurs boutiques et en tout ce qui regarde l'exercice du commerce et de l'industrie et les impôts, taxes et contributions de toute espèce, générales, municipales et locales.

En outre, ils seront dispensés de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine, la garde nationale ou la milice. Ils seront de même exempts de toute contribution en argent ou en nature imposée comme compensation pour le service personnel,

(1) *Trattati e Convenzioni tra il regno d'Italia ed i governi esteri raccolti per cura del ministero degli affari esteri*, vol. IX, p. 201 et suiv.

et en dernier lieu de toute prestation et réquisition militaire, ainsi que de toutes fonctions judiciaires ou municipales quelconques.

Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail et les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. 2. — Les produits et manufactures, ainsi que toutes les marchandises, provenant du royaume d'Italie, qui sont importés au Monténégro, et les produits et manufactures, ainsi que toutes les marchandises, provenant du Monténégro, qui sont importés dans le royaume d'Italie, destinés à la consommation, l'entrepôt, a réexportation ou le transit seront traités de la même manière, et spécialement ne seront assujettis à aucunes taxes ou droits additionnels généraux, municipaux et locaux, autres ou plus élevés que les produits, les manufactures et les marchandises de toute tierce Puissance la plus favorisée sous ce rapport, excepté en ce qui concerne les facilités spéciales qui ont été ou qui pourront être concédées par le Monténégro aux États voisins, par rapport au trafic en manufactures et produits locaux entre leurs districts frontiers limitrophes. Aucun droit autre ou plus élevé ne sera prélevé dans le royaume d'Italie, sur l'exportation d'aucune marchandise du Monténégro, ni au Monténégro sur l'exportation d'aucune marchandise du royaume d'Italie, que ceux qui pourront être perçus sur l'exportation des mêmes marchandises dans un tiers pays le plus favorisé sous ce rapport.

Aucune des Parties contractantes n'établira à l'égard de l'autre une prohibition contre l'importation, l'exportation ou le transit, qui dans les mêmes circonstances ne serait pas applicable à tout tiers pays le plus favorisé sous ce rapport.

De même, pour tout ce qui concerne les droits locaux, les formalités de douane, le courtage, les dessins de fabrique ou les échantillons introduits par les commis-voyageurs, ainsi que toutes les autres affaires commerciales, les sujets italiens au Monténégro et les sujets monténégrins dans le royaume d'Italie jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Toutes les marchandises d'origine ou de manufacture italienne seront importées au Monténégro libres de tout

droit ou taxe, à l'exception seulement des droits qui seront perçus pour le factage quand ce service est fait par les employés de la douane, ou pour le pesage public, ou pour le maintien et l'amélioration des quais ou des bâtiments de la douane; et toute réduction de ces taxes qui pourra être accordée aux produits ou manufactures de toute tierce Puissance, sera étendue immédiatement et sans conditions aux mêmes articles d'origine ou de manufacture italienne.

Le Gouvernement monténégrin se réserve cependant la faculté de prélever un droit d'entrée sur les produits du royaume d'Italie, lorsqu'il jugera le moment opportun.

Toutefois le Gouvernement monténégrin s'oblige à donner avis préalable au Gouvernement italien de cette décision six mois avant son entrée en vigueur, et s'engage en outre à ce que le montant d'un tel droit n'excède pas 8 pour *% ad valorem*.

De même le Gouvernement monténégrin s'engage de ne pas percevoir de pareils droits que quand ils sont applicables aux manufactures et produits similaires de toute autre pays étranger.

Les articles suivants sont exceptés du droit de libre entrée dans le Monténégro, savoir : les armes de toute espèce, poudre à canon et autres matériaux explosibles, munitions de guerre, le sel, le salpêtre, le soufre, le tabac.

Les produits susmentionnés seront assujettis au Monténégro aux mêmes conditions que les produits similaires de toute autre tierce Puissance la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 4. — Les droits *ad valorem*, qui pourraient être prélevés au Monténégro sur les marchandises d'origine ou de manufacture du royaume d'Italie, seront calculés sur la valeur de l'objet importé au lieu de production ou de fabrication, en y ajoutant les frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation au Monténégro jusqu'au port de décharge ou lieu d'entrée.

Pour la perception de ces droits l'importateur remettra à la douane une déclaration écrite indiquant la valeur et la nature des marchandises importées. Si la douane était d'avis que la valeur déclarée est insuffisante, elle pourra garder les marchandises en payant à l'importateur le prix déclaré, c'est-à-dire la valeur de l'objet importé au lieu de production ou de fabrication augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission

nécessaires à l'importation au Monténégro jusqu'au port de décharge ou lieu d'entrée, et de 5% additionnels.

Ce paiement, ainsi que le remboursement de tout droit acquitté par les dites marchandises, auront lieu dans les quinze jours qui suivront la déclaration.

Les marchandises non accompagnées de la dite déclaration ne seront pas admises au bénéfice de payer les droits *ad valorem* stipulés par le présent traité, mais seront assujetties aux droits spécifiques ou autres décrétés par le Gouvernement monténégrin.

Art. 5. — Le Gouvernement monténégrin se réserve le droit de limiter; d'accord avec la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie, à certaines localités les douanes par lesquelles les marchandises assujetties aux droits *ad valorem* pourront être introduites au Monténégro.

Le Gouvernement monténégrin se réserve de même le droit d'exiger de l'importateur qu'il produise à l'introduction au Monténégro des marchandises, outre la déclaration de la valeur, un des documents suivants, laissé à son choix : 1° une déclaration de valeur dressée par devant le magistrat du lieu de production de la marchandise; 2° un certificat de valeur délivré par la chambre de commerce du lieu de production; 3° une déclaration de valeur dressée par devant le consul monténégrin du lieu le plus proche. La taxe à percevoir par le dit consul pour la délivrance de cette pièce ne pourra excéder lires italiennes 6,25 (2 florins 50 kr.).

Art. 6. — Le Gouvernement monténégrin ouvre aux produits et manufactures du royaume d'Italie tous ses ports, ses havres et tous les débarcadères et quais de ses rivières et autres eaux où le débarquement de la marchandise est permis, et toutes ses douanes, en franchise de tout droit ou impôt de douane, mais sans porter atteinte aux stipulations des articles 3, 8 et 11 de ce Traité.

Art. 7. — Si l'une des Parties contractantes établit un droit d'accise, c'est-à-dire un droit intérieur sur un produit quelconque du sol ou de l'industrie nationale, un droit compensateur équivalent pourra être perçu sur les produits similaires importés du territoire de l'autre Puissance; pourvu que le dit droit compensateur soit perçu sur les produits similaires à leur importation de tout autre pays étranger.

Dans le cas de réduction ou suppression des droits d'accise,

c'est-à-dire des droits intérieurs, une réduction équivalente ou suppression sera en même temps opérée sur le droit compensateur prélevé sur les produits d'origine italienne ou monténégrine selon le cas.

Art. 8. — Toute faveur et immunité qui a été ou qui sera accordée par l'une des Parties contractantes aux sujets, ou au commerce d'une tierce Puissance, sera accordée simultanément et sans conditions à l'autre, excepté en ce qui concerne les facilités spéciales qui ont été ou qui pourront être accordées plus tard par le Monténégro aux États voisins par rapport au trafic local entre deux districts frontières limitrophes d'après la définition de l'article 2.

Art. 9. — Les sujets italiens au Monténégro, et les sujets monténégrins dans le royaume d'Italie, jouiront des mêmes droits que les nationaux ou de ceux qui sont présentement accordés ou qui pourront être accordés à l'avenir aux sujets de toute tierce Puissance la plus favorisée sous ce rapport, pour tout ce qui concerne la propriété, soit des marques de commerce ou autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des marchandises, soit des modèles ou dessins de fabrique.

Il est entendu que toute personne qui veut obtenir la dite protection doit se conformer aux formalités requises par les lois des pays respectifs.

Art. 10. — Il est convenu que, en ce qui regarde les frais de transport et toute autre facilité, les marchandises italiennes transportées sur les chemins de fer monténégrins ou sur les chaussées construites par l'État au Monténégro, et les marchandises monténégrines transportées sur les chemins de fer italiens seront transportées exactement de la même manière que les marchandises de toute autre nation la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 11. — Les navires italiens et leurs cargaisons au Monténégro et les navires monténégrins et leurs cargaisons dans le royaume d'Italie, à leur arrivée d'un port quelconque, et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports du même traitement et seront soumis aux mêmes lois et règlements maritimes et sanitaires que les navires nationaux et leurs cargaisons.

Toute faveur ou exemption, au tout autre privilège en fait de navigation, que l'une des Parties contractantes accordera à une

tierce Puissance, sera immédiatement et sans conditions étendu à l'autre Partie.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas, pour ce qui concerne l'Italie, au commerce de cabotage, à l'égard duquel le Gouvernement Italien s'engage seulement à faire jouir les navires monténégrins, à charge d'une parfaite réciprocité, du même traitement qui est accordé aux navires de la nation la plus favorisée.

Art. 12. — Les bateaux de pêche italiens auront le droit d'exercer leur industrie le long des côtes du Monténégro sur le même pied que les bateaux du pays, en se soumettant aux règlements en vigueur sur la pêche.

Le gouvernement italien s'engage de son côté à admettre les bateaux de pêche monténégrins à l'exercice de la pêche dans ses eaux dans la même mesure et sous les mêmes conditions que les bateaux de la nation la plus favorisée sous ce rapport.

Art. 13. — Tout navire qui, en conformité des lois italiennes doit être considéré comme navire italien, et tout navire qui en conformité des lois du Monténégro doit être considéré comme navire monténégrin, sera, pour l'application du présent Traité, considéré réciproquement comme navire italien et monténégrin.

La méthode anglaise (système Moorsom) étant en vigueur tant en Italie qu'au Monténégro pour le jaugeage des bâtiments, les navires appartenant à l'un des deux pays ne seront assujettis, dans les ports de l'autre, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, le tonnage net de registre inscrit sur les papiers de bord étant considéré comme équivalent au tonnage net de registre des navires nationaux.

Art. 14. — Chacune des Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, pour résider dans les villes et ports des Puissances contractantes, où les agents consulaires de ces diverses dénominations de la nation la plus favorisée ont obtenu ou pourront obtenir l'autorisation de résider. Ces agents consulaires n'entreront cependant pas en fonctions avant d'avoir été reconnus et admis dans la forme habituelle par le Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. Ils auront le droit, à charge de réciprocité, d'exercer les mêmes fonctions et de jouir des mêmes privilèges, exemptions et immunités que les agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 15. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et

agents consulaires de chacune des Parties contractantes qui résideront dans le territoire de l'autre, recevront de la part des autorités locales toute l'assistance qui pourra leur être accordée d'après la loi pour la remise des déserteurs, non esclaves, des navires marchands de leurs pays respectifs.

Art. 16. — Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des deux pays qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre, seront dirigées exclusivement par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires du pays respectif. Les autorités locales seront obligées de leur donner immédiatement avis du sinistre, de prendre jusqu'à leur arrivée les mesures de protection et de conservation urgentes et de leur prêter, dans la suite, toute l'assistance nécessaire, et elles auront aussi le droit d'intervenir pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées ; sans que leur concours dans ces différents cas puisse toutefois donner lieu à la perception de frais autres que ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires des deux pays, soit qu'ils abordent volontairement au port soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les consuls généraux, consuls vice-consuls, et agents consulaires du pays respectif.

Si cependant des habitants du pays ou des citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries, et que les Parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'Autorité locale compétente sera le droit.

Art. 17. — En cas de désaccord sur l'interprétation ou sur l'exécution des dispositions stipulées dans le présent Traité, lorsqu'on aura épuisé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une Commission d'arbitres, et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux Gouvernements.

Cette commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre Partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute autre opération, un dernier arbitre. La

procédure arbitrale, si les Parties ne la détermineront pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la Commission même des arbitres.

Art. 18. — Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Cettigné le plus tôt que faire se pourra après sa signature (1). Il sera mis en exécution immédiatement après l'échange des ratifications, et demeurera en vigueur pendant dix ans à partir de cette date. Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aura fait notifier douze mois avant l'expiration de la dite période de dix ans son intention d'en faire cesser les effets, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes en fera la dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs chancelleries.

Fait à Cettigné, le seize-vingt huit mars mil huit cent quatre-vingt-trois.

(L. S.) C. DURANDO.

(L. S.) V. S. RADONITCH.

PROTOCOLE

Les soussignés, plénipotentiaires de S. M. le roi d'Italie et de S. A. le prince de Monténégro, s'étant réunis en conférence pour mieux fixer le sens et la portée de quelques clauses contenues dans les articles 2, 3 et 8 du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Monténégro, sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes :

1° Seront considérés comme districts frontières, aux effets des dispositions contenues aux articles 2 et 8 du Traité, les territoires du Monténégro et des États limitrophes qui sont compris dans les limites d'une zone de cinq kilomètres le long de la frontière, et le traitement privilégié dont il est question ne pourra s'appliquer dans les dits articles qu'aux produits ci-après énumérés, originaires de ces territoires :

1° Gros et petit bétail ;

2° Porcs ;

(1) Les ratifications ont été échangées le 2 août 1883.

- 3° Peaux et cuirs tannés et non tannés ;
- 4° Viande sèche et fumée ;
- 5° Poisson fumé, salé et frais ;
- 6° Céréales et produits alimentaires ;
- 7° Foin ;
- 8° Laine ;
- 9° Laitage ;
- 10° Soumac ;
- 11° Pyrétrum ;
- 12° Miel et cire ;
- 13° Draps et tissus indigènes ;
- 14° Vins indigènes ;
- 15° Huile d'olives ;
- 16° Bois de construction et de chauffage et charbon
de bois ;
- 17° Tuiles et briques ;
- 18° Goudron et poix ;
- 19° Feuilles de laurier ;
- 20° Sauge ; et
- 21° Vers à soie, cocons et fils de soie.

2° La taxe intérieure de 4 pour cent maintenant en vigueur au Monténégro sur la vente des produits et manufactures étrangères ne pourra être augmentée, et toute réduction de la même taxe qui pourra être accordée aux produits et manufactures de toute tierce Puissance sera étendue immédiatement et sans conditions aux articles d'origine ou de manufacture italienne ; et elle cessera entièrement de leur être applicable aussitôt que le Gouvernement du Monténégro fera usage de la faculté qu'il s'est réservée dans l'alinéa 3 de l'article 3 du Traité, savoir : de prélever sur les mêmes articles un droit d'entrée qui n'excède pas 8 pour cent *ad valorem*.

Les déclarations qui précèdent seront considérées et mises en vigueur comme parties intégrales du susdit Traité et seront ratifiées en même temps.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole, qu'ils ont revêtu du sceau de leurs chancelleries.

Fait à Cettigné, le 16/28 mars 1883.

(L. S.) C. DURANDO.

(L. S.) V. S. RADONITCH.

ÉGYPTE-GRÈCE

Convention Commerciale

3 mars 1884 (1).

M. Anasthase Byzantios, Agent Diplomatique et Consul-Général Hellénique, d'une part, et Son Excellence Nubar Pacha, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires Étrangères de Son Altesse le Khédive, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit : —

Art. I^{er}. — Le Commerce Hellénique en Égypte et le Commerce Égyptien en Grèce seront traités sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme le commerce de la nation la plus favorisée.

Art. II. — Aucune mesure de prohibition ne pourra frapper le commerce réciproque d'importation ou d'exportation des deux pays, si elle n'est également étendue à toutes les autres nations. Il est toutefois entendu que cette restriction ne s'applique pas aux mesures spéciales que l'un des deux pays pourrait prendre, afin de se garantir contre l'épizootie, le phylloxéra ou tout autre fléau.

Art. III. — Le Gouvernement Égyptien s'engage, sauf les exceptions mentionnées à l'Article IV ci-après, à ne prohiber l'importation en Égypte d'aucun article, produit du sol et de l'industrie de la Grèce, de quelque lieu qu'arrive cet article.

Art. IV. — Les droits à percevoir en Égypte sur les produits du sol et de l'industrie de la Grèce, de quelque lieu qu'ils arrivent, seront réglés par un tarif qui sera établi par des Commissaires nommés *ad hoc* par les deux Gouvernements.

Comme base de ce tarif l'on prendra le droit fixe de 8 pour cent *ad valorem* à calculer sur le prix des marchandises à l'échelle de débarquement; mais le Gouvernement Égyptien se réserve la faculté de porter à un taux plus élevé les droits sur les boissons distillées, les vins et les articles de luxe; ces droits ne devront cependant, en aucun cas, excéder le taux de 16 pour cent *ad valorem*.

Le Gouvernement Égyptien se réserve le droit d'abaisser jusqu'au taux de 5 pour cent, et même de supprimer entièrement, les taxes sur les articles de première nécessité entrant en Égypte.

(1) Communiqué au Parlement Britannique, C. — n° 45.

Les droits de douane seront perçus sans préjudice des pénalités édictées en matière de fraude et de contrebande par les règlements.

Art. V. — Le tabac, sous toutes ses formes, et le tombac, ainsi que le sel, le natron, le hachiche et le salpêtre, sont exclus des stipulations de la présente Convention.

Le Gouvernement Égyptien conserve un droit absolu par rapport à ces articles, dont le régime sera applicable aux sujets Hellènes dans les mêmes conditions qu'aux sujets locaux.

Le Gouvernement Égyptien pourra procéder, dans les magasins ou demeures, à toutes perquisitions immédiates qu'il jugera nécessaires. Le double de l'ordre de perquisition sera envoyé à l'autorité Consulaire Hellénique qui pourra aussitôt assister, si elle le juge convenable, sans que cette formalité puisse retarder la perquisition.

Art. VI. — Par exception aux stipulations de l'Article III, les armes de guerre (comprenant les armes à feu et les armes blanches) et les munitions de guerre ne seront pas admises à l'importation en Égypte.

La restriction ci-dessus ne s'applique pas aux armes de chasse et de luxe, ni à la poudre de chasse; l'entrée de ces articles fera l'objet de dispositions particulières de la part du Gouvernement Égyptien.

Art. VII. — Les marchandises importées en Égypte et réexportées dans un délai n'excédant pas six mois, seront considérées comme marchandises de transit et ne payeront à ce titre qu'un droit de transit de 1 pour cent, calculé sur la valeur à l'échelle de débarquement.

Après ce délai de six mois, elles seront passibles de l'intégralité du droit d'importation.

Si la réexportation a lieu par le port même du débarquement, à la suite d'un simple transbordement ou bien après débarquement et séjour des marchandises à terre, dans les conditions de surveillance prévues par les règlements douaniers, pendant un délai n'excédant pas un mois, ces marchandises ne seront sujettes à aucun droit; mais le droit de transit sera dû, si après avoir été débarquées et déposées temporairement, soit dans les magasins de la Douane, soit dans les magasins particuliers, flottants ou non, les marchandises sont réexportées, après avoir fait l'objet d'une opération commerciale.

Art. VIII. — Si des marchandises, après avoir été frappées du droit d'importation en Égypte, sont expédiées à d'autres pays, avant l'expiration du terme de six mois, à dater du jour de leur débarquement, elles seront traitées comme marchandises en transit et la Douane Égyptienne restituera à l'exportateur la différence entre le droit payé et celui de transit mentionné à l'Article VII.

Pour obtenir le drawback, l'exportateur devra fournir les preuves que le droit d'importation a été payé sur les marchandises réexportées.

Art. IX. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Égypte, à destination de la Grèce, paieront un droit d'exportation de 1 pour cent *ad valorem*, calculé sur la valeur des marchandises à l'échelle d'exportation.

Pour plus de facilité, ces produits seront, autant que possible, tarifés périodiquement, d'un commun accord, entre les représentants du commerce d'exportation et l'Administration des Douanes Égyptiennes.

Art. X. — Sont seuls exemptés de toute vérification à l'entrée et à la sortie, ainsi que du paiement des droits, les objets et effets personnels appartenant aux Consuls-Généraux et Consuls de carrière, n'exerçant pas d'autres fonctions, ne s'occupant ni de commerce ni d'industrie et ne possédant ou n'exploitant pas des biens-fonds en Égypte.

Art. XI. — Dans un délai maximum de trente-six heures, après l'arrivée d'un navire dans une rade ou un port Égyptien, le capitaine ou l'agent des armateurs doit déposer à la Douane deux copies du manifeste de cargaison, certifiées, par lui, conformes à l'original. De même, les capitaines doivent, avant leur départ d'un port Égyptien, présenter à la Douane une copie du manifeste des marchandises chargées à leur bord. Le manifeste original, soit à l'arrivée, soit au départ, sera présenté en même temps que les copies pour être confronté avec elles.

Si un navire s'arrête dans un port Égyptien, pour un motif paraissant suspect à la Douane, celle-ci pourra exiger la présentation du manifeste et faire immédiatement toutes perquisitions qu'elle jugera nécessaires, l'ordre de perquisition sera adressé, dans ce cas, à l'autorité Consulaire Hellénique, ainsi qu'il est dit à l'Article V.

Les excédants ou déficits, résultant du rapprochement du manifeste avec la cargaison, donneront lieu à l'application des amendes prévues par le Règlement douanier qui sera promulgué par le Gouvernement Égyptien.

Art. XII. — Toute opération de Douane en Égypte, soit à l'arrivée, soit au départ, doit être précédé d'une déclaration signée par le propriétaire de la marchandise ou par son représentant.

La Douane peut, en outre, en cas de contestation, exiger la présentation de tous les documents qui doivent accompagner l'envoi d'une marchandise, tels que : factures, correspondances, etc.

Tout refus de faire la déclaration, à l'arrivée ou au départ, tout retard apporté à la dite déclaration, toute différence en plus ou en moins constatée entre les marchandises et la déclaration, donneront lieu à l'application des amendes prévues par le Règlement douanier Égyptien, pour chacun des cas spécifiés.

Art. XIII. — Les Agents de la Douane, les officiers des bâtiments du service postal Égyptien, et les officiers des navires de l'État, peuvent aborder tout bâtiment à voile ou à vapeur d'une portée au-dessous de 200 tonneaux, à l'ancre, ou louvoyant, dans les 10 kilom. du littoral, sans justification de force majeure ; s'assurer de la nature du chargement, saisir toute marchandise prohibée et constater toute autre contravention aux Règlements douaniers.

Art. XIV. — Toute introduction de marchandises en contrebande donnera lieu à l'application des confiscations et amendes édictées par le Règlement douanier Égyptien.

Les décisions qui prononceront les confiscations et amendes devront être communiquées dans les délais légaux à l'autorité Consulaire Hellénique.

Art. XV. — Il est entendu que la présente Convention ne peut en rien porter atteinte aux droits d'administration qui appartiennent aux deux Gouvernements Contractants, et qu'ils pourront appliquer toute réglementation utile au bon fonctionnement des services et à la répression des fraudes.

Art. XVI. — La présente Convention aura son effet pendant sept ans à partir du vingt Mars 1884.

A l'expiration de cette période, la présente Convention restera

en vigueur pendant l'année suivante, et ainsi de suite d'année en année jusqu'à dénonciation ou conclusion d'un nouvel accord, s'il y a lieu.

Article additionnel. — L'effet des modifications au tarif actuel des droits, prévues à l'Article IV, demeure suspendu jusqu'à ce que ces modifications aient été adoptées par les autres Puissances intéressées.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention.

Fait en duplicata au Caire, le 3 Mars 1884.

(Signé) NUBAR.

BYZANTIOS.

ÉGYPTE — GRANDE-BRETAGNE

Convention garantissant le traitement de la nation la plus favorisée au Commerce et à la Navigation des deux pays.

3 mars 1884.

Les soussignés, sir Evelyn Baring, etc., et Son Excellence Nubar Pacha, agissant par ordre et avec les instructions de leurs Gouvernements respectifs, ayant tenu une conférence ce jour même relativement à la conclusion de conventions de commerce et de négoce entre le Gouvernement d'Égypte et les Puissances étrangères, sont convenus de ce qui suit :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique convient que les règlements douaniers égyptiens, qui, par la Convention du 3 courant entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Hellènes, sont applicables aux sujets, navires, commerce et navigation helléniques, seront également applicables aux sujets, navires, commerce et navigation britanniques.

2° Tous droits, privilèges ou immunités, que le Gouvernement d'Égypte accorde actuellement ou peut ultérieurement accorder ou reconnaître aux sujets, navires, commerce et navigations des autres Puissances étrangères, seront également accordés, quant à l'exercice et la jouissance, aux sujets, navires, commerce et navigation de la Grande-Bretagne.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Au Caire, le 3 mars 1884.

(L.S.)	EVELYN BARING.
(L.S.)	N. NUBAR.

ALLEMAGNE — BELGIQUE

Convention pour la protection des dessins et modèles industriels.

12 décembre 1883 (1).

Art. 1^{er}. — Les sujets allemands en Belgique et les sujets belges en Allemagne jouiront, en ce qui concerne les dessins et modèles industriels, de la même protection que les nationaux.

Art. 2. — Pour s'assurer la protection consacrée par l'article précédent, les sujets allemands en Belgique et les sujets belges en Allemagne devront se conformer aux lois et règlements qui y sont en vigueur ou qui y seront mis en vigueur sur la matière.

Art. 3. — Les dispositions spéciales concernant les dessins et modèles industriels, contenues dans les traités que la Belgique a conclus antérieurement avec différents États allemands, sont abrogées et remplacées par le texte de la présente Convention.

Cette Convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et pendant une année encore après sa dénonciation.

Art. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible.

Elle sera exécutoire dans les deux pays dix jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 12 décembre 1883.

(L. S.)	C ^{te} AUG. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.
(L. S.)	LÉON BIEBUYCK.

(1) Les ratifications ont été échangées le 15 juillet 1884.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES DE TUNISIE

SUSPENSION DE LA JURIDICTION CONSULAIRE ITALIENNE (1)

**Le Chargé d’Affaires d’Italie à Madrid au Ministre des
Affaires étrangères (2).**

Madrid, le 5 octobre 1882.

Monsieur le Ministre,

Le marquis de la Vega m’a dit confidentiellement que le Chargé d’affaires de France, M. Gérard, lui avait fait part de l’intention du Gouvernement de la République d’abolir, dans la Régence de Tunis, les privilèges des Consuls relatifs à la juridiction consulaire et d’y introduire la juridiction française. M. Girard affirmait que presque toutes les puissances, y compris la Grande-Bretagne, s’étaient déjà déclarées disposées à accepter la décision de la France. Le ministre d’État m’a dit avoir répondu que pour pouvoir faire connaître ses intentions sur ce point, il était nécessaire que le Gouvernement Espagnol soumît une question si délicate à un sérieux examen.

Le marquis de la Vega m’exprima sa conviction que l’acceptation éventuelle de la proposition française était, de la part de l’Angleterre, dictée peut-être par l’intérêt des Anglais à créer un précédent qui faciliterait, s’ils le jugeaient bon, l’introduction en Égypte de mesures analogues; en même temps l’Angleterre faisait une chose agréable à la France. Le ministre d’État me demanda si je connaissais les intentions du Gouvernement du Roi sur ce point. Je répondis négativement, ne croyant pas utile de compromettre en aucune façon la liberté d’action du Gouvernement du Roi, ne fût-ce que par une appréciation personnelle. Le marquis de

(1) Extrait du *Livre vert*, (N° II sexies) présenté à la Chambre des députés italienne le 28 février 1884.

(2) *Livre vert*, n° 3.

la Vêga me pria de demander à Votre Excellence les intentions sur ce point du Gouvernement du Roi, pour pouvoir les prendre en considération avant de donner une réponse définitive à la France.

Signée : TERZAGHI.

**Le Ministre des Affaires étrangères, au Chargé d'Affaires
à Vienne (1).**

Naples, 14 octobre 1882.

Le comte Kalnoky vous a fait comprendre que le Gouvernement Austro-Hongrois serait disposé à adhérer à la suppression des capitulations, en Tunisie, surtout en considération de l'adhésion du cabinet français à leur abolition en Bosnie. La différence est, à dire vrai, assez notable entre l'état juridique de la Bosnie, confiée par un traité européen à l'administration et à la responsabilité entière du Gouvernement Austro-Hongrois, et la condition de la Régence de Tunis, où le seul titre de la France est le traité du Bardo. Ce traité laisse subsister le Gouvernement du Bey, les institutions et les tribunaux musulmans; il réserve en outre explicitement, et même garantit positivement aux autres puissances le maintien de toutes les conventions internationales existantes.

Pour ce qui nous concerne, s'ajoute encore ceci, que nous avons dû recourir à notre Parlement pour faire voter une loi suspendant, seulement pour partie et pour une période déterminée, les capitulations en Égypte, en substituant à la juridiction consulaire la garantie de tribunaux mixtes composés de juges choisis par les divers Gouvernements Européens.

Jusqu'à aujourd'hui, le Gouvernement Français ne nous a fait aucune proposition pour abolir ou modifier les capitulations à Tunis ou pour y instituer des tribunaux mixtes.

Il paraîtrait, de toute façon, convenable que, le jour où on nous en fera, la question fût l'objet d'un échange de vues entre les diverses puissances intéressées, avant d'aviser à une conclusion.

Les rapports qui lient l'Italie au cabinet de Vienne nous per-

(1) *Livre vert*, n° 6.

mettent de faire fonds sur son concours amical dans une question d'intérêt commun. Il est naturel, d'ailleurs, que chaque puissance se refuse individuellement à donner son propre assentiment avant de savoir si toutes les autres n'ont pas d'objection, et avant de connaître quelles institutions le Gouvernement français se propose exactement de créer à Tunis.

Veuillez prier le comte Kalnoky de prendre en considération ces présentes observations et nous donner l'assurance que dans une question si délicate et si importante, le Gouvernement du Roi, animé d'un esprit de conciliation, mais obligé de défendre ses droits propres, pourra jouir de l'appui cordial et efficace du cabinet de Vienne.

Signé : MANCINI.

Le Chargé d'Affaires à Berlin au Ministre des Affaires étrangères (1).

Berlin, 15 octobre 1882.

Monsieur le Ministre,

M'en référant au contenu du télégramme adressé par Votre Excellence à l'ambassade royale à Vienne, relatif à la question des Capitulations tunisiennes, j'ai essayé dans ma visite d'aujourd'hui au sous-secrétaire d'État d'ici, de sonder les dispositions du Gouvernement impérial au sujet de cette question. J'ai eu soin dans cette circonstance de bien exposer, par voie confidentielle, les idées développées par Votre Excellence sur un sujet aussi délicat et aussi important. J'ai laissé entrevoir au sous-secrétaire d'État combien était naturel notre désir de connaître à cet égard la manière de voir du cabinet de Berlin.

Il s'agit, en effet, de ne pas préjuger d'une question qui, comme celle-ci, devrait, à l'occasion, être traitée d'un accord commun. Il nous semblait peu probable que le cabinet de Berlin voulût se désintéresser de cette question en donnant son assentiment avant de savoir si les autres puissances n'auraient pas à présenter des observations à ce sujet.

Le sous-secrétaire d'État m'a répondu que depuis le mois de mai dernier l'ambassadeur de France à Berlin l'avait interrogé à

(1) *Livre vert*, n° 8.

ce sujet et que le Gouvernement impérial s'était montré disposé à consentir à l'abolition des Capitulations dans la régence.

Du moment — ainsi raisonnait le sous-secrétaire d'État — que l'on s'est mis à diminuer le régime des Capitulations en Bosnie, le cabinet de Berlin ne voyait, en ce qui le concerne, aucune difficulté ni aucun inconvénient à ce qu'on en fasse autant en Tunisie. Il a ajouté, en outre, qu'il avait été, il y a quelque temps, dans le cas de confirmer à nouveau cette opinion de son Gouvernement. Il n'a pas hésité, toutefois, à admettre — ainsi que Votre Excellence l'a fait remarquer — la différence qui existe entre la situation juridique de la Bosnie et celle de la Tunisie, l'une se basant sur un traité européen, l'autre sur celui du Bardo ; mais c'était là, suivant lui, une différence de valeur purement théorique. En envisageant les choses au point de vue pratique et des faits accomplis, si en Bosnie l'administration se trouve de fait entre les mains du Gouvernement austro-hongrois, en Tunisie c'est la France qui domine en réalité.

M. Busch a reconnu volontiers que l'Italie a en Tunisie des intérêts beaucoup plus considérables que ceux de l'Allemagne ; mais précisément en raison des intérêts secondaires que l'Empire allemand possède dans la régence, le cabinet de Berlin n'avait pas cru qu'il pourrait éprouver du préjudice par suite des intentions de la France à l'égard des Capitulations tunisiennes.

Signé: FUGINI.

**Le Chargé d'Affaires à Saint-Petersbourg
au Ministre des Affaires étrangères (1).**

Saint-Petersbourg, 17 octobre 1882.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu le télégramme en date d'hier, par lequel Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre copie de la dépêche qu'elle avait adressée à l'ambassade de Vienne et dans laquelle se trouvent exposées les intentions du Gouvernement royal au sujet de l'abolition projetée de la juridiction en Tunisie. Votre Excellence m'avait ordonné d'ouvrir, à cet égard, un échange de vues confidentielles avec le ministre des affaires étrangères d'ici.

M. de Giers m'a dit que M. Ternaux-Compans, chargé d'affaires

(1) *Livre vert*, n° 9.

de France, lui avait parlé de cette question peu de jours auparavant. Il n'est cependant pas entré dans des détails au sujet des institutions qui remplaceraient la juridiction consulaire. La seule idée énoncée avait été celle de l'abolition de cette juridiction. S. Exc. lui a répondu que la Russie était désintéressée dans cette question et qu'elle donnerait son assentiment, si les autres puissances faisaient de même.

Il convient de reconnaître, a ajouté M. de Giers, que l'exemple de la Bosnie est un précédent en faveur de la proposition française.

J'ai développé alors, par voie confidentielle, les arguments ajoutés dans la dépêche de Votre Excellence.

J'ai invoqué la concordance des vues qui existait heureusement depuis tant d'années, sur les questions de nature si diverse, entre les deux Gouvernements d'Italie et de Russie, pour demander que, cette fois encore, le Gouvernement marche d'accord avec nous.

M. de Giers m'a répondu qu'il trouvait, de même que Votre Excellence, qu'il était très désirable que cette question soit discutée d'abord entre les puissances les plus intéressées, pour s'entendre ensuite sur une résolution uniforme. Il a ajouté de nouveau que la Russie, n'ayant pas un seul sujet en Tunisie, est naturellement amenée à s'abstenir d'élever des objections et d'intervenir dans des discussions qui — ainsi que cela est notoire — ne l'intéressent aucunement. En conséquence, son Gouvernement maintiendrait une attitude d'expectative prudente, et se bornerait à adhérer aux décisions qui seraient prises par les autres puissances.

Je m'empresse de vous donner communication de cette conversation, etc.

Signé : ZANNINI.

**L'Ambassadeur de Londres au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Londres, 19 octobre 1882.

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'autorisation qui m'a été accordée par Votre Excellence, j'ai communiqué hier à lord Granville les idées développées dans votre dépêche à l'ambassade royale à Vienne, relativement à l'abolition des capitulations tunisiennes.

(1) *Livre vert*, n° 11.

Lord Granville m'a répondu qu'il ne croyait pas pouvoir s'opposer à la demande de la France, à la condition toutefois que les intérêts commerciaux de l'Angleterre, garantis par les traités, soient sauvegardés.

Il semble que mes observations, et surtout celles faites par Votre Excellence, produisent une certaine impression sur l'esprit de lord Granville, vu qu'il m'a chargé de prier Votre Excellence de lui faire savoir par voie amicale quelles seraient vos idées relativement à l'organisation de la justice à Tunis, en ce qui concerne les relations des étrangers avec les Français et les indigènes.

En vous confirmant ainsi mon télégramme, etc.. etc.

Signé : MENABREA.

Mémoire communiqué par Sir A. Paget, ambassadeur d'Angleterre, le 24 octobre 1882 (1).

Le Gouvernement de la Reine a examiné attentivement une communication qui lui a été faite par l'ambassadeur de France, relativement à la proposition du Gouvernement de la République d'établir des tribunaux français à Tunis, et à son désir d'aboutir à un accord avec les puissances qui exercent une juridiction consulaire dans la Régence.

Le Gouvernement de la Reine est disposé à reconnaître l'exactitude de l'assertion qu'il n'existe pas de raisons suffisantes pour maintenir la juridiction consulaire à Tunis, quand les tribunaux indigènes auront fait place aux cours françaises.

Les institutions qui ont grandi à l'ombre des capitulations stipulées avec la Turquie ont été jugées essentielles pour la protection des étrangers, mais leur nécessité disparaît le jour où des tribunaux réguliers entretenus par un Gouvernement européen remplacent les tribunaux musulmans.

Le Gouvernement de la Reine serait donc disposé à prendre en considération de la manière la plus amicale, toute proposition qui lui serait faite à ce sujet par le Gouvernement français. Cependant, tout en étant disposé à examiner la question de renoncer à ses droits en ce qui concerne la juridiction consulaire, le Gouvernement de Sa Majesté réserve tous autres droits et privilèges commerciaux et autres qui lui sont garantis par des traités, et continue

(1) *Livre vert*, n° 12.

à se baser sur les assurances qui lui ont été données par M. Barthélemy Saint-Hilaire dans ses notes de mai 1881, notes qu'il considère comme une obligation internationale liant le Gouvernement français.

**Le Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur
à Paris (1).**

Rome, 9 février 1883.

Monsieur l'Ambassadeur,

L'ambassadeur de France est venu hier chez moi, et, dans la conversation qui s'ensuivit, a, pour la première fois, abordé le thème relatif aux Capitulations en Tunisie. Il m'expliqua d'abord qu'il avait reçu de son Gouvernement pour mission principale de donner ses soins à aplanir les difficultés qui, nées des événements de 1881 dans la Régence, n'avaient pu jusqu'à aujourd'hui être l'objet d'arrangements entre les deux Gouvernements; et m'indiqua la question des Capitulations comme celle qui devrait être résolue sans de trop longs retards, surtout en vue d'éviter l'occasion de difficultés ultérieures. L'ambassadeur de France ajouta que d'ores et déjà toutes les puissances pouvaient être considérées comme donnant leur assentiment à l'abolition, en Tunisie, du Régime des Capitulations, de manière que, pour rendre possible sans débat la réforme visée, il ne manquerait plus que l'adhésion de l'Italie, et cette adhésion, justement, il devait la rechercher, en en traitant amicalement avec le Gouvernement du Roi.

Je me suis exprimé avec M. Decrais à peu près dans les mêmes termes dont je me suis servi à plusieurs reprises, d'abord dans mes conférences de vive voix avec Votre Excellence, et plus tard dans les instructions à Elle remises pour résumer ma pensée quand Elle vint prendre congé de moi en décembre dernier.

En fait, aujourd'hui pas plus qu'en décembre, il n'est établi qu'il soit vraiment intervenu, de la part des diverses puissances, un assentiment formel et catégorique à l'innovation projetée. Suivant nos informations, la puissance qui, après l'Italie, a en Tunisie la plus grande somme d'intérêts, la Grande-Bretagne, se serait réservé de mieux étudier la question, et les autres cabinets n'ont donné qu'un consentement de principe, comme il est naturel

(1) *Livre vert*, n° 24.

à des États qui, en Tunisie, ou n'ont pas d'intérêts, ou en ont d'importance réellement secondaire. Pour ce qui nous concerne, au contraire, il s'agirait d'une mesure qui aurait des effets essentiellement pratiques et d'une importance manifeste; l'abolition éventuelle des Capitulations ferait succéder, pour les personnes et les biens de notre nombreuse colonie italienne, à une base juridique bien certaine et connue, une base tout à fait différente, et, jusqu'à présent du moins, tout à fait indéfinie et inconnue, sur laquelle il serait, de toute façon, difficile de porter un jugement anticipé.

Cette dernière considération de fait m'amena à discourir en toute sincérité avec M. Decrais du fond même de la question.

Résolus comme nous le sommes, pour tout ce qui dépend de nous, à éliminer, relativement à la Tunisie, tout danger ou toute chance de dissentiment avec la France, et aussi laissant de côté, dans les circonstances actuelles, la question politique de principe relative à l'occupation française, laquelle question n'aurait en ce moment aucune valeur pratique et ne pourrait, quant à présent, être l'objet de renonciations ou de reconnaissances explicites, nous ne serions pas, quant à nous, opposés *à priori*, à établir un *modus vivendi* amical et conciliant, moyennant les modifications de fait qui pourraient, sans inconvénient, être introduites dans le régime judiciaire actuellement en vigueur en Tunisie. Mais pour que nous puissions nous résoudre, sauf bien entendu les réserves d'ordre parlementaire qui doivent toujours être sous-entendues, à accepter des changements au *statu quo* en cette matière dans la Régence, il est évidemment indispensable que le Gouvernement français nous mette en état d'apprécier en pleine connaissance de cause le nouveau régime que l'on y voudrait inaugurer. De là, résulte qu'avant tout il nous faut connaître, comme je vous l'indiquais dans mes instructions de décembre, quels doivent être les rapports et la situation que la France veut s'assurer en Tunisie relativement à la présente matière, et quel est, dans tous ses détails, le nouveau régime judiciaire pour lequel on nous demande notre assentiment.

Sur ces points, nous n'avons d'autres notions que ceux qui résultent du projet actuellement pendant devant le Parlement français pour la création de tribunaux français en Tunisie, avec faculté d'appel à la cour d'Alger. Ces notions sont en fait impar-

faites et laissent dans l'ombre des points éventuels. Il me suffira de citer la lacune relative à la législation que les nouveaux tribunaux en Tunisie auraient à appliquer soit aux indigènes, soit aux étrangers, soit aux rapports entre indigènes et étrangers ou entre étrangers de diverses nations. Dans l'état actuel des choses, il ne nous est pas possible de donner un avis rationnel, et M. Decrais, qui m'a paru en convenir, s'est chargé de demander à Paris des détails et des éclaircissements.

J'ai pensé utile de donner à Votre Excellence connaissance de mon entretien avec l'ambassadeur de France, et, à cette intention, j'en ai consigné le résumé dans la présente dépêche, et pour Votre information particulière, et pour que Vous puissiez, à l'occasion, tenir aux ministres de France un langage analogue.

Signé: MANCINI.

L'Ambassadeur à Londres
au Secrétaire d'État Britannique.

(*Pro memoria*) (1).

Le 27 octobre dernier sir C. Dilke a déclaré à la Chambre des communes que le Gouvernement de S. M. la Reine était disposé à consentir à l'abolition de la *juridiction consulaire* en Tunisie, en se réservant tous les droits et privilèges accordés à l'Angleterre par les traités avec la Régence.

Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie attacherait beaucoup de prix à connaître la nature et les limites de ces droits. Il désirerait notamment savoir si les prérogatives et privilèges ci-dessous énumérés seraient, en tout ou en partie, assurés à l'Angleterre en force des traités ou des coutumes, après l'abolition de la juridiction consulaire en Tunisie, à savoir :

Dans l'ordre diplomatique :

a) Prérogatives des consuls :

- 1° exemption de la juridiction criminelle et civile ;
- 2° inviolabilité de la demeure du consul, ce qui entraîne après soi le droit d'asile (exercé l'année dernière par l'agent britannique en faveur du général tunisien Taher Chaouch) ;
- 3° immunité des droits de douane ;

(1) Annexe I au n° 25 du *Livre vert*.

4° droit d'appeler qui que ce soit aux fonctions d'agent consulaire dans une localité quelconque de la Tunisie ;

5° droit de nommer des drogmans et des janissaires.

Dans l'ordre administratif :

b) Prérogatives des consuls :

1° droit de statuer en matière de simple police ; droit d'expulsion et d'admonestation officielle ;

2° droit de recevoir sous leur protection des naturels du pays.

3° droit de demander l'intervention de la force armée pour l'arrestation d'un déserteur de la marine de guerre ou marchande, ou pour l'arrestation et la *transportation* de tout autre national ;

4° droit d'intervention directe en tout ce qui concerne la navigation, et de demander l'assistance des autorités locales en cas de naufrage. Cette assistance est obligatoire ;

5° droit d'intervention exclusive dans l'administration des successions des nationaux décédés ;

6° pouvoir de procéder à une exécution judiciaire pour le paiement des impôts de la municipalité, ou des taxes du Gouvernement, qui ont été préalablement acceptées par l'autorité consulaire ;

7° droit de prendre connaissance des faillites des nationaux et d'exercer en général ce qu'on appelle « *les droits de la juridiction volontaire* » ;

8° droit d'exercer les fonctions de membre du conseil sanitaire ;

9° droit d'établir des bureaux de poste ;

10° droit d'être appelé comme arbitre dans les différends.

Dans l'ordre judiciaire :

c) Privilèges des étrangers en Tunisie :

1° l'enfant d'une étrangère mariée avec un musulman, après la séparation des époux, est considéré comme étranger ;

2° toute peine corporelle décernée envers un négociant, une femme ou un mineur, est commuée en une peine d'amende.

Ambassade d'Italie, 17 janvier 1883.

**Le Secrétaire d'État Britannique à l'Ambassadeur
d'Italie à Londres (1).**

Foreign Office, 13 février 1883.

Par sa note du 16 janvier dernier, Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre un « *Pro memoria* » relatif à l'abolition proposée de la Juridiction Consulaire en Tunisie, dans lequel Elle a exprimé le désir de son Gouvernement d'être informé des vues du Gouvernement de Sa Majesté sur la question de savoir jusqu'à quel point la dite mesure entraînerait avec soi l'abolition de certains droits et privilèges spécifiés dans ce *Pro memoria*.

J'ai l'honneur de vous déclarer, en réponse à cette note, que la proposition que le Gouvernement de Sa Majesté s'est montré disposé à prendre en considération est, jusqu'à présent, limitée à l'abandon de l'exercice de la Juridiction Civile et Criminelle exercée par les Consuls britanniques à Tunis sur les sujets de Sa Majesté, et qu'elle est subordonnée à l'établissement de tribunaux français.

La question n'a donc pas encore été soulevée d'abandonner les autres droits extraordinaires et les privilèges dont jouit la Grande-Bretagne dans la Régence, à raison des capitulations et des traités conclus entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Bey.

Il pourra se faire que quelques-uns de ces privilèges soient incompatibles avec le nouvel ordre de choses introduit dans la Régence, avec l'établissement des tribunaux français et l'abandon de la juridiction extra-territoriale des puissances étrangères, et en ce cas le Gouvernement de Sa Majesté sera alors disposé à considérer jusqu'à quel point il pourra y renoncer. Aussi semblerait-il maintenant prématuré d'entrer en une telle discussion, et j'ai, en conséquence, monsieur l'ambassadeur, le regret de n'être pas actuellement en état de répondre au désir exprimé par Votre Gouvernement dans le *Pro memoria*.

Signé : GRANVILLE.

(1) Annexe II au n° 25 du *Livre vert*.

**L'Ambassadeur d'Italie à Paris au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 28 mars 1883.

Monsieur le Ministre,

Le *Journal officiel* d'aujourd'hui promulgue la loi qui organise la Juridiction française en Tunisie. Ci-inclus un exemplaire.

Suivant l'article 19 de cette loi, elle sera exécutoire trois jours après son insertion au Journal officiel du Gouvernement Tunisien.

Avec la loi même, le *Journal officiel* d'aujourd'hui publie le tableau des honoraires des magistrats français en Tunisie et la loi de crédit y relative. Il contient entre autres des décrets de nomination du personnel Judiciaire français dans la Régence (2).

Signé : MENABREA.

**L'Ambassadeur d'Italie à Berlin au Ministre
des Affaires étrangères (3).**

Berlin, 25 mai 1883.

Monsieur le Ministre,

Le 22 de ce mois, le sous-secrétaire d'État me laissait entendre qu'il avait lieu de croire que le cabinet de Paris ne tarderait pas à faire une démarche pour induire les puissances à accepter en fait, pour leurs nationaux, la juridiction des nouveaux tribunaux français dans la Régence de Tunis.

Il vient de me dire, ainsi que je le télégraphie à Votre Excellence, que dans l'intervalle la communication dont il s'agissait était parvenue au département des Affaires étrangères. Le sous-secrétaire d'État s'était borné à déclarer qu'il prendrait les ordres du chancelier. Comme on insistait de Paris pour hâter une solution, et que l'adhésion en principe aux premières ouvertures de la France, en juin 1882, avait été énoncée d'une manière « très large », le sous-secrétaire d'État était autorisé à dire au baron de Courcel — et il allait le faire aujourd'hui même — que le Gouvernement impérial maintenait son adhésion, mais qu'une décision semblable, en ce qui concerne l'Allemagne, devant être

(1) *Livre vert*, n° 29.

(2) V. ces lois et décrets, *Archives diplomatiques*, 1884, I, 219 et suiv.

(3) *Livre vert*, n° 33.

approuvée par le parlement (*Reichstag*), il se réservait de lui soumettre la question après avoir entendu l'avis du conseil fédéral (*Bundesrath*). On allait s'en occuper incessamment. Le prince de Bismark avait voulu que je fusse informé de la démarche de la France et de sa réponse. Le sous-secrétaire d'État ajoutait que les formalités qui restent à remplir prendraient quelques semaines. Il ne doutait pas un seul instant de l'assentiment du *Bundesrath* et du *Reichstag*, qui consentiraient pour la Tunisie, de même que cela a été pratiqué pour la Bosnie, à renoncer à la juridiction consulaire.

Je me suis permis de relever, au point de vue international, la grande différence entre la situation de l'Autriche-Hongrie occupant la Bosnie en vertu d'un mandat européen, et la situation de la France protégeant ou incorporant la Tunisie en suite d'une série d'actes venant exclusivement de sa propre initiative. Sans trop appuyer, puisque je me trouvais en présence d'une détermination déjà adoptée par le cabinet impérial, je laissais cependant entendre que notre prévision avait d'abord été que le cabinet de Berlin se réserverait de connaître de quelle manière les puissances les plus intéressées se prononceraient sur le côté pratique de cette affaire. M. le docteur Busch alléguait que l'assentiment avait été donné en 1882 dans des termes qui ne permettaient pas de montrer maintenant la moindre hésitation.

Signé : LAUNAY.

**Le Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur
d'Italie à Berlin (1).**

Rome, 29 mai 1883.

Je me reporte à Votre Rapport du 25 mai, relatif à la question de la Juridiction Consulaire à Tunis.

C'est justement parce que l'Allemagne n'a pour ainsi dire pas d'intérêt sérieux dans la question qu'elle ne voudra pas nuire, par un consentement prématuré, à la situation des Gouvernements qui ont au contraire dans la Régence, des intérêts importants à sauvegarder. Le cabinet de Berlin sait, d'autre part, que nous n'avons pas le dessein de faire une opposition absolue à la réforme du système judiciaire actuel en Tunisie. Bien loin de ne vouloir

(1) *Livre vert*, n° 34.

pas à priori accueillir les propositions françaises, je me suis engagé à remettre d'ici peu à l'ambassadeur de France l'indication des points qui devraient être préalablement réglés afin que nous puissions consentir à abandonner un *statu quo* dont, malgré ses défauts intrinsèques, les intéressés sont suffisamment satisfaits. Je vous communiquerai ce document afin que Vous puissiez porter à la connaissance du cabinet de Berlin nos véritables intentions.

Signé : MANCINI.

**L'Ambassadeur d'Italie à Berlin au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Berlin, 1^{er} juin 1883.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu le télégramme du 29 mai, concernant l'affaire de la juridiction consulaire à Tunis.

Je n'ai pas hésité à en donner lecture au sous-secrétaire d'État.

M. Busch m'a répété, à cette occasion, qu'il n'avait existé, de la part de l'Allemagne, aucune intention de nous désagréer, lorsque le cabinet de Paris, faisant ses premières ouvertures et invoquant les précédents en Bosnie et dans l'île de Chypre, le Gouvernement impérial se montrait, dès juin 1882, disposé à dire oui. S'il ne vous en a pas donné aussitôt avis, cela a tenu à des circonstances fortuites et tout à fait indépendantes de sa bonne volonté. Mais alors déjà il était virtuellement engagé à ne pas refuser son assentiment. Il avait même donné les plus larges assurances. Il y allait de sa loyauté, lorsqu'une communication formelle lui parvenait à ce sujet par l'ambassade de la République, à se montrer conséquent avec ses déclarations antérieures. Sa conduite paraîtrait inexplicable s'il voulait aujourd'hui avoir l'air de réserver un jugement définitif. Il ne s'agit d'ailleurs que de restreindre ou de suspendre la juridiction consulaire. Chaque Gouvernement restera libre de retirer la concession, surtout si les nouvelles institutions fonctionnaient d'une manière défectueuse.

Se plaçant à ce point de vue, le cabinet de Berlin, pour son compte, estime que mieux vaudrait ne pas s'engager dans des discussions, et se borner à une acceptation dans le sens ci-dessus

(1) *Livre vert*, n° 39.

indiqué, à savoir d'une restriction apportée par un vote du parlement, à l'exercice de la juridiction consulaire.

C'est ainsi qu'on procèdera à Berlin.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

**Le Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur
d'Italie à Vienne (1).**

Rome, 29 mai 1883.

Ayant eu l'occasion de m'entretenir avec le comte Ludolf de la juridiction consulaire à Tunis, je lui ai, à ce sujet, révélé toute ma pensée.

La France insiste près des différents cabinets pour les faire renoncer immédiatement à cette juridiction, et accepter celle des nouveaux tribunaux français. Nous n'avons pas, en ce qui nous regarde, élevé d'opposition de principe à cette demande. Considérant la question au point de vue des nombreux et graves intérêts qui pour nous y sont impliqués et qui s'imposent à notre sollicitude, nous nous sommes bornés à faire comprendre au Gouvernement français que, pour être en état de nous prononcer, il fallait d'abord nous mettre d'accord sur les règles de législation, de procédure et de compétence qui dirigeraient l'action des nouveaux tribunaux à Tunis et qui ne résultent en fait ni de la loi votée par le Parlement français ni des décrets émanés jusqu'ici pour l'exécution de la dite loi. Je me suis engagé envers l'ambassadeur de France à lui remettre à bref délai un mémoire où seront spécifiés les points qui doivent être réglés.

Les puissances amies qui n'ont point ou presque point d'intérêts matériels à sauver en Tunisie, devraient, à notre avis, après avoir donné leur adhésion en principe, accueillir, avant d'accepter formellement et définitivement le nouveau régime judiciaire, un échange d'idées avec les puissances plus intéressées, comme l'Italie.

Le comte Ludolf qui se propose d'écrire à Vienne à ce sujet, me paraît avoir parfaitement compris notre point de vue, à savoir qu'il est très naturel pour le Gouvernement Austro-Hongrois, en l'absence d'un intérêt direct prépondérant, de ne pas préjudicier,

(1) *Livre vert*, n° 35.

par une décision prématurée, à nos intérêts légitimes et considérables. D'autre part, l'Autriche-Hongrie n'a qu'à gagner, en se mettant, par cet échange d'idées que je propose, en état de profiter des concessions qui pourraient être la conséquence de nos négociations avec la France.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien tenir un langage analogue au comte Kalnoky, en cherchant surtout à le convaincre qu'il n'existe point dans notre esprit d'idée fixe de refus relatif à la proposition française, mais qu'au contraire nous sommes disposé à l'accepter, dès qu'elle apparaîtra, dans ses détails d'applications, de nature à ne pas blesser les intérêts nationaux que nous avons pour devoir de ne pas abandonner.

Signé: MANCINI.

**L'Ambassadeur d'Italie à Vienne au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Vienne, 1^{er} juin 1883.

J'ai eu un nouvel entretien avec le comte Kalnoky relativement à la juridiction consulaire à Tunis, et je lui ai lu confidentiellement ce télégramme de Votre Excellence du 29 du mois dernier. Il m'a répondu qu'il avait l'intention d'interpeller les différents cabinets sur cette question, en ajoutant que s'il avait cru devoir montrer un certain empressement dans l'expression de son acceptation en principe, il pensait, quant à l'acceptation définitive et formelle, être d'autant moins tenu à urgence que la France n'a, jusqu'ici, rien demandé et n'a pas même accompagné d'une note la transmission de la nouvelle loi sur les tribunaux italiens. Il m'a paru trouver que les questions de compétence sont suffisamment précisées dans la présente loi; au contraire il admet que les questions de procédure ne le sont pas. Il m'a exprimé le désir d'avoir, en son temps, connaissance du mémoire que Votre Excellence prépare pour spécifier les points qui doivent être réglés, afin de pouvoir aussi se faire une opinion. Bien que je n'aie pas cru devoir insister pour obtenir la promesse de ne pas se prononcer avant nous, tout m'amène à croire que les considérations développées par Votre Excellence et celles que

(1) *Livre vert*, n° 37.

j'y ai jointes auront pour effet de le faire attendre, si, de notre côté, les choses ne se tirent pas trop en longueur. Le comte Kalnoky m'a fait observer que le consul d'Autriche-Hongrie et ses nationaux se plaignent de l'inefficacité de la justice actuelle, et demandent avec insistance qu'on y remédie.

Signé : ROBILANT.

**L'Ambassadeur d'Italie à Berlin au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Berlin, 5 juin 1883.

Monsieur le Ministre,

Mon rapport du 1^{er} de ce mois (1) rend compte d'un entretien, avec le sous-secrétaire d'État, en suite du télégramme de Votre Excellence au sujet de la juridiction consulaire à Tunis.

J'ai aujourd'hui revu M. Bush. Il avait cru, après notre entretien, devoir en renseigner le prince de Bismarck. Son Altesse approuvait entièrement son langage.

Le courrier de cabinet arrivé ce matin m'ayant remis la dépêche de Votre Excellence du 1^{er} courant, je ne manquai pas de me prévaloir de son contenu pour bien expliquer, une fois encore, notre véritable point de vue dans nos observations sur l'attitude du cabinet impérial. Nous avons cru, sans faire une opposition absolue et systématique à une modification de la juridiction en vigueur, que l'Allemagne attendrait le résultat de nos pourparlers, à Paris, pour profiter des concessions éventuelles et des garanties que l'on pourrait se ménager. Il n'entre nullement dans nos intentions de provoquer indûment les susceptibilités de la France. Nous n'agissons que pour la sauvegarde d'intérêts légitimes et communs à d'autres puissances.

M. Busch ne pouvait que se référer à ce qu'il venait de me dire après avoir pris les ordres de son chef, qui tenait beaucoup, ajoutait-il, à ce que ces explications modifiassent la première impression éprouvée par Votre Excellence.

Agréez, etc.

Signé : LAUNAY.

(1) *Livre vert*, n° 52.

**L'Ambassadeur d'Italie à Berlin au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Berlin, 5 juin 1883.

Monsieur le Ministre,

Dans mon rapport du 13 courant, je me suis empressé d'annoncer à Votre Excellence que le projet de loi regardant la Jurisdiction consulaire en Tunisie avait été approuvé par le Reichstag sans observations (2).

En fait, aucun député n'a pris la parole contre ce projet. Dans le compte-rendu sténographique de la séance du 12 courant, où il a été discuté, je relève que l'honorable M. Kapp, le seul qui ait parlé sur la question, a recommandé au Reichstag l'approbation du projet de loi dans un bref discours, sur la dernière période duquel je me permets d'attirer spécialement l'attention de Votre Excellence.

Il s'exprime dans les termes suivants : « Le projet de loi présenté au *Reichstag* est la conséquence nécessaire des changements politiques et juridiques survenus en Tunisie durant l'année passée. A mesure que les États musulmans vont se soustrayant à la dépendance de la Porte, naturellement se restreint le champ des attributions judiciaires des Consuls européens. Comme pour la Roumanie, la Serbie, la Bosnie et autres États vassaux, qui sont passés de la domination turque dans le système des États Européens, de même, à la suite de l'occupation française en Tunisie, la juridiction consulaire est aussi pour ce pays devenue une anomalie.

« Comme il est observé dans le projet de loi, la juridiction consulaire européenne cède la place à une organisation judiciaire ordinaire.

« Je ne crois pas nécessaire de perdre plus de mots à motiver cette proposition ; elle est un progrès dans les attributions consulaires. La juridiction consulaire avait pour but la protection des Européens contre un système de droit qui ne répond pas à la conscience juridique européenne et spécialement allemande ; elle n'est naturellement plus à sa place quand des juges européens prennent le poste des *cadis* turcs.

« Je vous prie donc d'accepter ce projet. Le contenu s'en justifie par l'état actuel des choses en Tunisie ; il se recommande aussi

(1) *Livre vert*, n° 49.

(2) *Archives*, 1883.

par les mots suivants de l'exposé des motifs : les dispositions spéciales pour la restriction ou l'abolition de la juridiction consulaire allemande à Tunis doivent être réservées à un décret impérial, qui sera rendu du consentement du Conseil fédéral.

« Les conditions ne sont pas à Tunis, arrangées, dans l'intérêt de la justice européenne, comme ils pourraient l'être ; ces conditions peuvent aussi changer. En conséquence, on a tâché absolument à mettre le Gouvernement impérial en état de faire des concessions ou même de les retirer, et surtout de protéger nos nationaux. »

Après ce discours, aucun autre membre de la Chambre n'ayant demandé la parole, la discussion fut close, et le projet de loi approuvé.

Signé : LAUNAY.

Observations et demandes sur la loi du 28 mars 1883, qui institue les tribunaux français dans la Régence de Tunis, et sur le décret présidentiel du 14 avril dernier.

(Remise par le secrétaire d'État Britannique à l'ambassadeur de France à Londres) (1).

Foreign Office, 20 juin 1883.

Sur la loi.

Art. 1. — L'effet de se référer à la Cour d'Alger n'est pas clair. Il n'est rien dit expressément quant aux appels. Cependant on présume que les sujets anglais auront le droit d'appel dans les causes civiles aussi bien que commerciales, et on désire des informations sur les conditions dans lesquels ces appels devront se faire et sur la cour où ils seront portés.

Art. IV. — Il ne semble pas qu'on ait prévu les appels en matière criminelle. Aussi serait-il désirable d'avoir des renseignements sur la procédure suivie pour la révision des sentences, la diminution des peines et l'octroi des grâces.

Art. V. — L'article cinq semble réclamer des explications sur ce point : A-t-il pour effet d'exiger, comme partie de la procédure dans une affaire criminelle contre un sujet anglais, que celui-ci soit conduit à Alger, et ensuite reconduit à Tunis pour être jugé ?

(1) Annexe II au n° 54 du *Livre vert*.

Art. X. — Sur cet article voici quelles demandes la lecture nous suggère :

Quelles sont les dispositions de l'ordonnance ministérielle du 26 novembre 1841?

Que doit-on entendre par le mot *défenseurs*?

Les avocats anglais actuellement résidant à Tunis devront-ils se borner aux fonctions de défenseurs?

Cette dernière question semble spécialement importante à raison du paragraphe 8 de la relation annexée au projet de loi (quand il fut présenté au Sénat le 25 janvier dernier) où il semble admis que les capitulations seraient abandonnées.

Sur le décret.

Art. 9, parag. 3. — Il établit que si les accusés sont de nationalité étrangère, il devra y avoir trois assesseurs étrangers et trois assesseurs français.

Si l'accusé était sujet anglais, devrait-il y avoir trois assesseurs anglais? S'il n'en était pas ainsi, il semblerait au Gouvernement de Sa Majesté qu'un sujet anglais devrait avoir le droit de renoncer aux trois assesseurs étrangers, et de confier ses intérêts à trois, sinon à six assesseurs français.

Observations générales.

Les points suivants veulent d'autres éclaircissements :

Quelle sera la condition de la loi sur les immeubles, eu égard aux intérêts actuels des propriétaires de terres et aux stipulations de la convention anglo-tunisienne du 10 octobre 1863, et de l'article 4 du traité entre la France et Tunis du 12 mai 1881?

Quelle sera la position des protégés britanniques?

Les immunités et les privilèges des personnes et des résidences des fonctionnaires consulaires seront-ils suffisamment garantis sans aucune disposition législative à cet égard?

Le Ministre des Affaires étrangères au Chargé d'Affaires à Londres (1).

Rome, 23 juin 1883.

Je vous prie de remercier lord Granville de son intéressante communication (2), dont Votre Excellence m'a déjà télégraphié

(1) *Livre vert*, n° 55.

(2) V. les *Observations* précédentes.

un résumé. Veuillez l'assurer de notre vif désir de continuer avec lui un échange d'idées éminemment utile. Vous pouvez saisir cette occasion pour faire remarquer dès à présent que l'abandon de l'immunité relative à la résidence consulaire devrait être, si l'on nous demandait d'y consentir, l'objet d'une sérieuse considération. Le Gouvernement Français ne le demande pas; d'autre part, comme ce privilège n'a aucune connexité avec la question de la Juridiction, et dérive principalement d'un principe d'exterritorialité garantie en Orient aux résidences des consuls aussi bien que des diplomates, il paraît utile qu'on le conserve comme pouvant nous épargner souvent des complications fâcheuses.

Signé : MANCINI.

**Le Chargé d'Affaires à Londres au Ministre
des Affaires étrangères (1).**

Londres, 29 juin 1883.

Monsieur le Ministre,

Comme j'ai eu l'honneur d'en avertir Votre Excellence par mon télégramme d'aujourd'hui, j'ai été informé au *Foreign Office* que le Gouvernement français avait formellement accueilli la réponse donnée par lord Granville le 20 courant à l'ambassadeur de France relativement à la Juridiction Consulaire à Tunis.

Cette information me fut confirmée d'autre source, et j'ai su que M. Ferry avait déclaré à lord Lyons que le Gouvernement français était *satisfait* de la communication du Gouvernement de la Reine, et lui fournirait les éclaircissements demandés par lord Granville.

Le *Foreign Office* pense que la France ne fera pas d'opposition à la demande que tous les privilèges et indemnités dont jouissent en Tunisie les consuls britanniques, soient maintenus après l'abolition de la juridiction consulaire. On m'a dit en outre que la question des restrictions à l'exercice du droit d'asile que possèdent les consuls, et celle de la renonciation à l'inviolabilité du domicile des sujets britanniques en Tunisie, n'avaient jusqu'ici fourni matière à aucune discussion avec le Gouvernement français. Ces deux points n'ont été signalés, évidemment, au Gouvernement du Roi que pour indiquer la limite des concessions

(1) *Livre vert*, n° 61.

que l'Angleterre serait disposée à faire au cours des négociations (1).

Le comte Granville étant parti pour Windsor, je n'ai pu lui remettre le télégramme que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser ici, pour l'informer que le Gouvernement du Roi était d'accord avec le Gouvernement anglais sur la question du droit d'asile. Cependant j'ai transmis à Sa Seigneurie une copie de ce télégramme.

Signé: CATALANI.

**Le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie
à l'Ambassadeur Austro-Hongrois à Rome (2).**

Vienne, 7 juillet 1883.

Monsieur le comte,

Nous avons pris connaissance avec intérêt de la réponse que le Gouvernement royal d'Italie se propose de donner au Gouvernement français au sujet de la suppression de la juridiction consulaire en Tunisie, et à laquelle se réfère le rapport de Votre Excellence en date du 26 juin courant.

Les principes qui ont inspiré ce projet de réponse sont conformes à la manière de voir du cabinet I. et R. En abandonnant aux tribunaux français institués en Tunisie la juridiction que nos consuls y exercent jusqu'à présent, nous entendons, comme l'Italie, maintenir tous les autres droits, privilèges ou immunités découlant des capitulations ou des traités spéciaux.

Il nous semble, cependant, qu'une réserve générale de cette

(1) *Livre vert*, n° 67.

(2) V. plus haut le télégramme de M. Mancini au chargé d'affaires à Londres en date du 23 juin 1883. — Cf. du même chargé d'affaires, la dépêche (*Livre vert*, n° 60) du 28 juin 1883 : « De fait, si de la réponse donnée par lord Granville (V. plus haut, *Observations* du 20 juin, *in fine*) à l'ambassadeur de France, il ressortait que le Gouvernement anglais insiste pour le maintien en Tunisie de tous les privilèges et immunités dont jouissent les agents consulaires en Orient, il n'en est pas moins vrai que dans l'opinion du *Foreign Office* il ne serait pas opportun, après l'abolition de la juridiction consulaire, de revendiquer le droit sans condition d'inviolabilité du domicile dont ont joui jusqu'ici les sujets britanniques en Tunisie, lequel droit entraverait l'action des tribunaux.

« En outre, lord Granville est d'opinion que les consuls britanniques dans la Régence ne devraient pas exercer leur droit d'asile dans des cas où l'exercice de ce droit pourrait soustraire à l'action des magistrats les mal-faiteurs réfugiés au Consulat. »

nature peut suffire pour préciser le point de vue du Gouvernement I. et R., sans qu'il y eût besoin d'entrer dans des réserves spéciales sur des questions de détail. Le cas échéant, on pourrait éclaircir les dernières dans les points essentiels par des informations à demander au Gouvernement français. Selon nous, il n'y a pas lieu de demander en cette occasion un traitement exceptionnel en faveur de nos administrés en Tunisie; il s'agit simplement de les placer dans les conditions dont ils jouissent en France même et dans les colonies françaises.

D'ailleurs, les intérêts que nous avons à sauvegarder en Tunisie ne sont pas assez considérables pour autoriser le Gouvernement I. et R. à formuler des réserves et des précautions particulières, dont d'autres puissances, bien plus intéressées dans la question que l'Autriche-Hongrie, croient pouvoir se dispenser. Si la nature spéciale des intérêts de l'Italie en Tunisie conseille au Gouvernement royal de circonscrire son adhésion à la demande du Gouvernement français dans une formule plus détaillée, nous sommes loin d'y faire des objections, mais l'Autriche-Hongrie ne pourrait se défendre d'être taxée d'un excès de rigueur si, en considérant la proportion des intérêts en jeu, elle voulait aller plus loin que l'Angleterre. Le cabinet I. et R. ne saurait enfin perdre de vue que, lors de la suppression de la juridiction consulaire dans la Bosnie et dans l'Herzégovine, le Gouvernement français a renoncé au régime des capitulations sans y attacher aucune réserve.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai déjà fait des communications verbales au comte de Robilant, et j'apprends avec plaisir, par votre rapport du 30 juin courant, que M. Mancini a paru se rallier à notre manière de voir.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des affaires étrangères,

Signé: SZOGYENYI.

**Aide-Mémoire remis par le Ministre des Affaires
étrangères d'Italie à l'Ambassadeur de France
le 18 juillet 1883 (1).**

Un décret de S. A. le Bey de Tunis, en date du 27 Djoumadi-el-Tani 1300 (5 mai 1883), porte que la juridiction des tribunaux créés, en Tunisie, d'après une loi française du 27 mars 1883, promulguée dans la régence par décret beylical du 10 Djoumadi-el-Tani 1300 (18 avril 1883) pourra être étendue aux nationaux des puissances amies qui consentiraient à faire cesser de fonctionner leurs tribunaux consulaires.

S. Exc. M. l'ambassadeur de France, se référant aux pourparlers antérieurs sur ce même sujet, a bien voulu, d'après les instructions de M. le ministre des affaires étrangères de la République, insister pour obtenir ce consentement de la part du Gouvernement italien.

Le cabinet de Rome n'avait pas tardé à s'occuper de cette question grave et délicate.

La colonie italienne en Tunisie mérite, par le nombre de ses membres et par l'importance de ses intérêts, toute la sollicitude du Gouvernement du Roi. C'est notre devoir de lui assurer les

(1) *Livre vert*, n° 70.

Ce mémoire avait été communiqué en substance au Gouvernement anglais, dès le 21 juin, dans la forme suivante. (V. *Livre vert*, n° 53.) : « Nous sommes disposés à demander au Parlement l'autorisation de suspendre en Tunisie l'exercice de la Juridiction consulaire italienne, garanti par les capitulations et les traités en vigueur. La juridiction sera désormais exercée par des tribunaux composés de magistrats non indigènes, institués dans la Régence par décret du Bey. Il est bien entendu que dans les matières civiles et commerciales, ces tribunaux jugeront suivant les lois italiennes, pour tout ce qui regarde l'état et la capacité des personnes, les rapports de famille et les successions des nationaux italiens, comme aussi dans les rapports juridiques créés sous l'empire de cette législation, en se conformant d'ailleurs, comme il est naturel, aux principes du droit international privé. Leurs sentences seront déclarées exécutoires même en Italie dans la forme usitée pour l'exécution des sentences des tribunaux étrangers. *Avec la suspension de la juridiction consulaire, il ne sera pas porté atteinte à tous les autres droits, prérogatives et immunités dont jouissent les nationaux et les fonctionnaires consulaires italiens de Tunisie, conformément aux usages, capitulations et traités.* » — Ces dernières lignes, qui ne sont pas dans le texte en italique, donnèrent lieu de la part du Gouvernement anglais à des observations, contenues dans les dépêches n°s 58, 60 et 61 du même *Livre vert*, et qui sont résumées dans la dépêche du 29 juin 1883, et la note qui l'accompagne.

plus complètes garanties de sécurité et de bonne justice. Désirant atteindre ce but et témoigner en même temps, envers la France et son Gouvernement, de nos sentiments amicaux et de notre pleine confiance dans l'impartialité de la magistrature française, nous nous étions, dès le commencement, déjà déclarés prêts, en principe, à entrer dans les vues du cabinet de Paris. Nous nous étions seulement réservé d'étudier la formule pratique et les modalités de l'arrangement à intervenir, en vue de concilier notre adhésion avec la sauvegarde des droits et des légitimes intérêts de l'Italie en Tunisie.

Nous sommes aujourd'hui en mesure de déclarer que le Gouvernement du Roi est disposé, à la reprise des travaux parlementaires, à demander aux Chambres l'autorisation de consentir en Tunisie, ainsi qu'on l'a fait en 1875 pour l'Égypte, à la suspension de l'exercice de la juridiction consulaire découlant des capitulations, coutumes et traités en vigueur, et au transfert de cette juridiction aux tribunaux autorisés par le décret beylical du 5 mai 1883, dont les jugements seront susceptibles d'exécution en Italie d'après l'art. 941 du code de procédure civile (1). Il doit, cependant, être bien entendu qu'on maintiendra, en faveur des nationaux italiens et des autorités consulaires en Tunisie, tous autres droits, facultés et immunités garanties par les capitulations, coutumes et conventions en vigueur, en admettant seulement, en ce qui concerne les simples particuliers, les restrictions nécessaires pour le libre exercice de la nouvelle juridiction. Il est, en outre, bien entendu que cette innovation en matière juridictionnelle ne sera faite dans la régence envers les nationaux italiens, qu'autant qu'elle serait également appliquée aux nationaux de tous les autres pays.

Convaincus, comme nous le sommes, que les deux Gouvernements sont également désireux de maintenir et de resserrer leurs rapports amicaux, et nous préoccupant par conséquent de l'éventualité où l'exercice de la nouvelle juridiction pourrait donner lieu, en Tunisie, à des dissentiments, nous estimons qu'il nous convient d'énoncer, dès aujourd'hui, en toute loyauté et franchise, notre manière de voir sur les effets pratiques du nouveau régime

(1) L'art. 941 du code italien de procédure civile reproduit la teneur de l'arrangement intervenu entre l'Italie et la France par la déclaration du 11 septembre 1860.

à l'égard de quelques points qui pourraient à l'avenir soulever des doutes ou contestations.

1° Le traité italo-tunisien du 8 septembre 1868 étant maintenu en vigueur, et son observation de la part du Gouvernement du Bey étant garantie, la nouvelle magistrature territoriale en Tunisie, comme les tribunaux du pays, appliquera, envers les nationaux italiens, la législation italienne aux matières énumérées aux deux derniers alinéas de l'art. 22 du dit traité (statut personnel et de famille, successions, donations et autres natières réservées par le droit international privé à la législation nationale de chaque étranger), ainsi qu'aux rapports de droit qui se seraient précédemment formés sous l'empire de lois italiennes;

2° Dans les affaires pénales, les trois assesseurs étrangers adjoints au tribunal appartiendront, pour les prévenus italiens, à la nationalité italienne;

3° L'application de la loi italienne par les nouveaux tribunaux pouvant être assez fréquente, l'intervention d'un assesseur italien, au moins avec voix consultative, nous paraîtrait également avantageuse dans les affaires civiles et commerciales. Il y a lieu d'insister, à cet égard, d'une manière spéciale pour les affaires commerciales, au sujet desquelles les différences sont sensibles entre les deux législations;

4° Un éclaircissement est nécessaire à l'égard du droit de grâce, les pièces communiquées n'indiquant pas par qui ce droit va être exercé au sujet des arrêts rendus par les nouveaux tribunaux;

5° Les avocats et avoués (*procuratori*) exerçant actuellement leur profession auprès des tribunaux consulaires italiens, en Tunisie, continueront d'être admis à l'exercer auprès des nouveaux tribunaux. Sauf, bien entendu, les conditions de capacité individuelle, les nationaux italiens seront, à l'avenir aussi, admis à l'exercice de ces professions, ainsi qu'aux emplois de greffe et d'ordre dans les nouveaux tribunaux;

6° Les protégés italiens sont, en matière juridictionnelle, assimilés aux nationaux italiens;

7° Les privilèges et immunités, dont les autorités consulaires italiennes dans la Régence jouissent en vertu des capitulations, coutumes et traités, sont expressément et intégralement maintenus, soit à l'égard de leurs personnes, soit à l'égard des rési-

dences respectives. Les immunités dont les capitulations et coutumes assurent la jouissance, en Tunisie, aux simples particuliers de nationalité étrangère, ne devront pas empêcher l'exécution des jugements rendus, d'après la loi, par la nouvelle magistrature territoriale.

Questionnaire
concernant la question juridictionnelle à Tunis (1).

(Remis au cabinet de Paris par le cabinet de Vienne.)

I. Quel droit matériel sera appliqué auprès des tribunaux français en Tunisie ?

On désirerait la communication des codes respectifs, au sujet du droit civil, commercial et pénal, la procédure civile et criminelle, ainsi que les lois sur la compétence des juges de paix et des défenseurs.

II. A-t-on l'intention de substituer l'action des tribunaux français à celle des consulats aussi pour la procédure dans les affaires non-contentieuses (affaires de succession, de tutelle, de conseil judiciaire) et dans le cas de l'institution de syndicats de faillite sur les biens des sujets autrichiens et hongrois ?

III. Les nouveaux tribunaux seront-ils compétents dans des procès entre deux sujets autrichiens ou hongrois, ou dans ceux qu'un sujet étranger ou indigène intenterait à un ressortissant autrichien ou hongrois ?

IV. Quelle est la voie de l'appel pour le tribunal de première instance et pour les tribunaux de paix en affaires civiles et correctionnelles ? (Voir l'observation anglaise aux articles 4 et 5 de la loi du 27 mars 1883.)

V. Les immunités et privilèges des représentants consulaires concernant leur personne et leur demeure seront-ils suffisamment garantis à l'avenir, même sans une disposition législative spéciale ?

VI. Quelle sera la position des protégés austro-hongrois ?

VII. Quelles dispositions légales régleront à l'avenir l'acquisition et la possession des propriétés immobilières ?

(A suivre.)

(1) *Livre vert*, n° 79.

AFFAIRES DU CONGO ET DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE (1)

N° 1. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à Sa Majesté le Roi des Belges.

Paris, le 16 octobre 1882.

Sire,

Suivant le désir que Votre Majesté a bien voulu me faire exprimer, il est convenu qu'aucun obstacle ne sera apporté aux relations entre les stations établies ou à établir par l'Association internationale africaine et le Comité d'études du Congo. Le passage de l'une à l'autre desdites stations, par le territoire situé entre le Stanley-Pool et les Rivières Impila et Djoué, ne sera soumis par nous à aucune charge ni entrave, soit quant aux personnes, soit quant aux articles transportés en transit.

Je suis heureux de pouvoir en donner, au nom du Gouvernement de la République, l'assurance expresse à Votre Majesté : je me plais à espérer qu'Elle verra dans notre empressement une nouvelle preuve de nos sentiments pour Sa Personne et du prix que nous attachons à faciliter, autant qu'il peut dépendre de nous, la généreuse entreprise placée sous son haut patronage.

DUCLERC.

N° 2. — Sa Majesté le Roi des Belges, à M. Duclerc.

Bruxelles, le 24 octobre 1882.

Monsieur le Ministre, je n'ai pu recevoir qu'avec une sincère satisfaction les assurances qu'au nom du Gouvernement de la République Votre Excellence m'a données par sa lettre du 19 de ce mois, concernant les relations entre les stations établies ou à établir par l'Association internationale africaine et le Comité d'études du Congo, et le libre passage par le territoire situé entre le Stanley-Pool et les rivières Impila et Djoué.

Je sais que le Gouvernement de la République française rend justice à l'entreprise poursuivie dans un but général de

(1) *Livre jaune* publié par le Gouvernement français (octobre 1884).

civilisation et de progrès par l'Association et le Comité, et qu'il manifeste l'intention d'en faciliter, autant qu'il dépendra de lui, le succès définitif. J'espère fermement que rien ne nous empêchera d'entretenir en Afrique d'aussi bonnes relations qu'en Europe.

Je suis fort touché des sentiments que vous voulez bien m'exprimer pour ma personne et j'ai à cœur, Monsieur le Ministre, de vous en remercier et de vous dire tout le prix que j'y attache.

Laissez-moi ajouter que j'ai été fort heureux de l'excellent accueil que le délégué de l'Association internationale africaine et du Comité a rencontré à Paris.

LÉOPOLD.

N° 3. — M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, Ministre de la République française à Lisbonne.

Paris, le 4 janvier 1883.

En m'annonçant votre arrivée à Lisbonne, vous m'avez fait connaître l'impression produite sur le Gouvernement portugais par les déclarations dont nous avons tenu à accompagner la ratification des arrangements conclus par M. Savorgnan de Brazza avec les chefs Batékés. Elle est telle que nous étions en droit de l'attendre de la franchise amicale de notre langage.

Je n'ai pas à rappeler ici sur quel terrain nous nous sommes placés dès le principe à l'égard du Gouvernement portugais, ni à revenir avec vous sur le sens exact qu'il convient d'attribuer aux déclarations que nous avons faites pour préciser aux yeux de tous le véritable caractère de notre action sur les rives du Congo. Elles avaient principalement pour objet, vous le savez, de prévenir des appréhensions sans fondement, en établissant que la situation seule des territoires ainsi acquis à la France suffisait à rassurer la Cour de Lisbonne sur nos intentions à l'égard des régions qui nous ont été nominativement désignées comme relevant de sa juridiction. Ces déclarations, quelles que soient d'ailleurs les dispositions dont elles s'inspireraient, ne sauraient donc avoir rien de commun avec une reconnaissance formelle de prétentions que nous nous sommes bornés à ne pas mettre en cause, et il importe de ne pas modifier sur ce point délicat le caractère de notre attitude.

DUCLERC.

N° 4. -- M. Duvaux, Ministre de l'Instruction publique, à M. de Brazza-Savorgnan, Commissaire du Gouvernement de la République dans l'Ouest africain.

(INSTRUCTIONS GÉNÉRALES)

Février 1883.

Monsieur, par décret en date du 5 février 1883, vous avez été nommé Commissaire du Gouvernement et chargé, à ce titre, d'assurer l'exécution des arrangements conclus avec les chefs Batékés, ainsi que des dispositions de la loi du 10 janvier 1883. J'ai l'honneur de joindre aux présentes instructions une copie de cet acte législatif, ainsi que de l'exposé des motifs qui en détermine la portée.

Procédant par explorations diverses, avec toute la mesure dictée par les nécessités politiques, vous aurez pour objectif de jeter les bases de notre établissement dans les régions assignées à votre action.

Indépendamment de l'avis *le Sagittaire*, mis à la disposition de la Mission par le Ministère de la Marine et dont vous pourrez profiter dans les circonstances urgentes, deux chaloupes à vapeur sont à vos ordres : l'une est destinée à relier Brazzaville à l'Alima et à la route de l'Ogowé, l'autre à remonter le Congo.

Vous devrez dans un bref délai relever géographiquement le territoire, vérifier la configuration et la nature des terrains, vous attacher à l'examen de tout ce qui peut intéresser notre commerce et notre industrie : mines, essences d'arbres exploitables, terres propres à la colonisation, vous assurer en un mot de ce qui peut apporter, soit des connaissances nouvelles, soit des avantages matériels, à la mère patrie.

Vous veillerez à l'installation définitive des stations ou postes déjà fondés ; vous créerez sur d'autres points, en les reliant par des voies de communication, de nouveaux postes et de nouvelles stations, et vous profiterez de ces travaux nécessaires pour en tirer un puissant élément de civilisation, celui qui résulte de relations fréquentes et suivies entre les missionnaires et les peuplades de la région qu'ils explorent. Ce mouvement civilisateur peut s'accroître davantage encore en faisant appel, comme ouvriers ou piroguiers, aux riverains de l'Ogowé, sur le Niari, à Brazzaville et réciproquement, c'est-à-dire en facilitant par des

relations constantes le mélange des tribus entre elles, sûr moyen de faire tomber les préjugés qui les divisent.

L'action française dans cette partie de l'Afrique continue les traditions pacifiques que vous avez vous-même su si bien inaugurer dans vos précédents voyages ; en toutes circonstances, il vous est recommandé d'user de conciliation envers les noirs et d'éviter, à moins de nécessité absolue, de faire appel à la force et à la supériorité de nos armes.

Le Commissaire du Gouvernement passe avec les chefs indigènes les traités jugés utiles à l'accroissement de notre influence. Par des moyens dont il demeure juge, il accoutume les habitants à l'idée de se voir un jour sous la dépendance administrative de notre colonie, leur montre notre protection comme un gage certain de paix et de liberté, s'applique en un mot à rendre définitifs en les justifiant aux yeux de tous, les résultats de notre intervention.

En attendant que les circonstances permettent au Gouvernement de supprimer l'esclavage dans ces contrées, comme dans les autres possessions françaises, il est important de préparer dès à présent les voies à cette mesure et, par la persuasion, de combattre partout la traite des noirs dans le voisinage des stations et des postes.

Le titre de Commissaire du Gouvernement vous investit de pouvoirs analogues à ceux d'un Gouverneur de colonie : le Commissaire du Gouvernement choisit et désigne les membres de la Mission, propose au Gouvernement leur nomination ou leur révocation, leur assigne des fonctions, leur donne des ordres et centralise leurs rapports.

Il installe à son gré, change et déplace, suivant les besoins du service, les chefs et le personnel des stations et des postes, en apportant dans ses choix la plus extrême prudence et en tenant compte aussi bien du degré d'influence que ce personnel est appelé à exercer autour de lui sur les peuplades indigènes, que du rôle de tiers arbitre qui lui incombe entre les natifs et les traitants : il importe d'assurer à ces derniers le libre passage dans le territoire soumis à notre juridiction, de faciliter leurs transactions et d'observer la plus stricte impartialité entre eux et les indigènes.

Le Commissaire du Gouvernement correspond directement avec le Gouvernement, lui fait connaître, par de fréquents rap-

ports, les détails de son administration, les mouvements du personnel jugés nécessaires, les résultats acquis, les difficultés qui surgissent.

Il correspond également avec M. le Gouverneur du Gabon, soit qu'il lui soumette des rapports d'ensemble, soit qu'il ait à solliciter son appui en faisant appel aux moyens d'action dont l'autorité coloniale peut disposer.

Vous vous inspirerez de ces instructions et de l'idée qui les domine dans toutes les circonstances qu'il est dès à présent impossible de prévoir.

Le temps et une habile administration doivent amener la reconnaissance de notre suprématie politique au milieu de ces peuplades paralysées par le fétichisme ou démoralisées par l'esclavage.

DUVAUX.

N° 5. — M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, Ministre de la République française à Lisbonne.

Paris, le 3 mars 1883.

Les derniers préparatifs du départ de M. de Brazza s'achèvent en ce moment. Les instructions remises au Commissaire du Gouvernement de la République dans l'Ouest africain sont inspirées par les considérations développées dans l'exposé des motifs qui a publiquement déterminé la portée de la loi portant approbation des traités conclus avec les chefs Batakès; elles sont donc entièrement d'accord avec les éclaircissements donnés par mon prédécesseur au Représentant du Roi Dom Luis à Paris et avec ceux que, dès votre retour à Lisbonne, vous avez eu soin vous-même, d'après ses ordres, de fournir au Gouvernement portugais. L'action de la France dans cette partie de l'Afrique, fermée jusqu'ici à toute influence civilisatrice, continuera les traditions pacifiques heureusement inaugurées par M. de Brazza dans ses précédents voyages. Le caractère libéral que nous entendons y imprimer a été suffisamment marqué dans les déclarations faites au Parlement français pour calmer toutes les inquiétudes et ménager les susceptibilités les plus délicates. — Nous nous sommes particulièrement appliqués à empêcher qu'aucun froissement pût se produire entre les intérêts qui se rattachent à la mission de M. de Brazza et ceux

dont le Portugal peut avoir, de son côté, à assurer la protection et le développement dans l'Afrique Australe.

Dans ces conditions, loin de chercher à entraver une œuvre qui ne saurait lui porter ombrage, le Cabinet de Lisbonne, — si j'en juge par ce que vous me laissez pressentir de ses dispositions envers nous, — évitera sans doute de mettre en cause, fût-ce indirectement, dans le bassin du Congo ou en d'autres points du littoral africain, les relations que le temps doit naturellement resserrer et multiplier entre les deux Pays.

CHALLEMEL-LACOUR.

N° 6. — M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de la République française à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg, Constantinople, Rome, Berne, Madrid; aux Ministres de la République française à Copenhague, Belgrade, Bukarest, Athènes, Tanger, Pékin, Tokio, Téhéran; aux chargés d'affaires de la République française à Munich, Vienne et Stockholm.

Paris, le 1^{er} mai 1883.

Les débats parlementaires qui ont précédé la ratification du Traité conclu, le 3 octobre 1880, au nom du Gouvernement de la République avec les chefs Batékés, et le vote des crédits nécessaires à l'accomplissement de la mission de M. S. de Brazza dans l'Ouest africain, ont précisé le caractère éminemment pacifique que nous entendons conserver à l'action de la France dans le champ ainsi ouvert à son initiative civilisatrice. Les comptes rendus de ces discussions, publiés dans le numéro du *Journal officiel* du 22 novembre 1882 et dans celui du 29 décembre de la même année, vous ont déjà mis en mesure de constater qu'avant de nous approprier les premiers résultats obtenus par l'explorateur français, nous avons acquis la certitude de n'aller dans ces parages à l'encontre d'aucun droit antérieur. C'est ainsi que, grâce à une entente préalable, nous nous trouvons dès à présent à l'abri de toute revendication de la part de la Société internationale africaine à laquelle, comme vous le savez, Sa Majesté le Roi Léopold accorde l'appui de son haut patronage.

Vis-à-vis de la Cour de Lisbonne, notre situation n'est pas moins nette.

Les territoires sur lesquels le Gouvernement portugais a revendiqué des droits de souveraineté, qu'il cherche en ce moment même à faire reconnaître par le Cabinet britannique, sont entièrement distincts de ceux où l'action de M. de Brazza est appelée à s'exercer. Il suffit de relever la situation géographique pour se rendre compte que la limite du parallèle 5° 12' de latitude australe, que le Ministre des Affaires étrangères du Roi Dom Luis leur assigne, en y comprenant des contrées placées, de son propre aveu, en dehors de l'autorité effective du Portugal, ne se trouve pas plus mise en cause sur le littoral que dans l'intérieur du pays. On ne fait point difficulté, d'ailleurs, de l'admettre à Lisbonne, et lorsqu'on y a reçu la nouvelle du débarquement des Français à Loango et à la Pointe-Noire, M. de Serpa a mis l'empressement le plus amical à désavouer spontanément les protestations qui, suivant certains bruits, auraient été formulées par les croiseurs portugais à propos de cette occupation.

Au moment où notre entreprise va se développer dans les conditions déterminées par les déclarations dont les Chambres françaises ont pris acte, j'ai cru utile de préciser avec vous l'aspect sous lequel se présente l'œuvre que nous poursuivons, tant sur le littoral de l'Afrique équatoriale que dans le bassin intérieur du Congo; vous serez ainsi en mesure de rectifier, s'il y a lieu, les appréciations inexactes qui pourraient à ce sujet se produire autour de vous.

CHALLEMEL-LACOUR.

N° 7. — M. de Laboulaye, Ministre de la République française à Lisbonne, à M. Challe-mel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères.

Lisbonne, le 18 juillet 1883.

A propos d'une réclamation particulière présentée contre un droit nouveau frappant les arachides dans l'établissement portugais de Zeguinchor (Guinée), M. de Serpa vient de m'adresser une note dont la portée va plus loin.

Après m'avoir informé qu'une réponse me serait adressée sur le point en question, dès que les renseignements demandés seraient obtenus, le Ministre des Affaires étrangères continue en ces termes :

« A cette occasion, le Ministre de la Marine et d'Ultramar me

signale la fixation des limites de la Guinée portugaise et respectivement des possessions françaises voisines comme le meilleur et le plus sûr moyen de mettre un terme aux fréquentes contestations qui s'élèvent entre les sujets et les autorités des deux nations. J'appelle également sur cet objet l'attention de Votre Excellence et celle de son Gouvernement. Au vif désir du Gouvernement de Sa Majesté de maintenir et de resserrer avec le Gouvernement de la République française les liens d'amitié qui unissent les deux pays, correspond complètement l'idée d'une parfaite harmonie et d'une coopération réciproque entre les deux Gouvernements pour tout ce qui concerne la colonisation et la civilisation de l'Afrique dans les territoires où nous sommes voisins.

« Pour effectuer la délimitation dont il s'agit, des travaux préparatoires sont nécessaires, ainsi que l'étude des lieux faite par des fonctionnaires compétents et dûment autorisés des deux pays. De la part du Gouvernement de Sa Majesté, il n'y aura pas le moindre doute à faire procéder à ces travaux faits par mutuel accord, dès que le Gouvernement de la République française aura déclaré, comme je l'espère, qu'il donne son assentiment à cette pensée, et fait connaître sa manière de voir sur la façon de la mettre à exécution.

« La civilisation du continent africain est un des problèmes s'imposant aujourd'hui à l'étude et à l'activité des peuples de l'Europe qui, comme le peuple portugais et le peuple français, ont été, il y a des siècles, les initiateurs des premiers travaux de colonisation dans cette partie du monde; elle ne peut que gagner à la bonne harmonie et à la franche coopération des Gouvernements qui possèdent des territoires contigus sur les vastes côtes de ce continent.

« Certain que Votre Excellence et son Gouvernement apprécient cette question à sa vraie hauteur et reconnaissent que la fixation des limites qui est proposée rentre dans l'ordre d'idées que j'ai énoncé, je ne doute pas que cette proposition ne soit bien accueillie.

« Je profite de cette occasion, etc.

« Le 18 juillet 1883.

« DE SERPA.

« DE LABOULAYE. »

N° 8. — M. Challemel-Lacour à M. de Laboulaye.

Paris, le 4 août 1883.

Le 18 juillet dernier, vous avez bien voulu me communiquer la réponse que M. le Ministre des Relations extérieures à Lisbonne vous a faite au sujet de la réclamation de Français établis dans l'une des possessions portugaises de la Guinée. M. de Serpa prend texte de cet incident pour mettre en avant l'idée d'une délimitation « de la Guinée portugaise et respectivement des possessions françaises voisines » ; il appelle notre attention sur les avantages communs qui résulteraient « d'une parfaite harmonie et d'une coopération réciproque entre les deux Gouvernements pour tout ce qui concerne la colonisation et la civilisation de l'Afrique dans les territoires où nous sommes voisins » ; enfin il propose de confier à « des fonctionnaires compétents et dûment autorisés par les deux pays » le soin de procéder aux études préparatoires que comporte le travail de délimitation auquel il nous convie.

Les termes de cette communication, le langage tenu ici par M. Mendès Léal, d'autres indices encore, me font apprécier, comme vous, la portée de la démarche de M. de Serpa. Nous sommes d'accord avec lui sur les considérations qui l'ont inspirée, et disposés à rechercher, par la combinaison qu'il indique, les bases d'un arrangement profitable aux relations amicales des deux pays et au développement de leur action civilisatrice sur la côte occidentale d'Afrique.

Depuis le jour où les explorations de M. de Brazza ont ouvert à l'influence française un nouveau champ voisin des établissements portugais du Congo, nous avons pensé qu'un accord loyal entre les deux Gouvernements serait la plus sûre garantie du succès de nos efforts, et nous n'avons rien négligé pour en faciliter la conclusion et prévenir toute méprise sur le caractère et sur l'étendue de nos projets. Les déclarations formelles que nous avons faites aux Chambres, lors de la discussion des traités avec les chefs Batékés, les assurances que vous avez été chargé de transmettre à Lisbonne, ont convaincu le Gouvernement portugais qu'aucune difficulté ne résulterait de notre voisinage, notre résolution bien arrêtée étant de restreindre notre action en dehors des limites qu'il assigne lui-même à ses revendications. Nous nous confor-

mions ainsi à ses vues et nous nous montrions respectueux de ses prétentions, sans avoir à aborder l'examen des questions délicates qui peuvent être soulevées à l'occasion des titres qu'il invoque.

Nous ne saurions dès lors que trouver des avantages à une entente explicite qui supprimerait toute cause d'incertitude en précisant les limites assignées aux possessions contiguës des deux pays, et les mettrait dans une meilleure situation pour se prêter un mutuel appui.

D'après M. de Serpa, le moyen pratique d'arriver à l'entente proposée serait de confier à des commissaires le soin d'en préparer les éléments, en étudiant, sur les indications fournies par leur Gouvernement, les diverses questions qui se posent, et en allant, au besoin, rechercher sur les lieux mêmes les renseignements nécessaires à ce travail préparatoire.

Vous pouvez faire savoir au Cabinet de Lisbonne que nous sommes prêts à adhérer à cette combinaison, s'il est bien entendu, dans sa pensée comme dans la nôtre, que l'arrangement à intervenir portera non seulement sur les établissements de la Guinée, mais sur les possessions respectives de toute la côte occidentale d'Afrique.

Nous procéderions, de notre côté, au choix de nos délégués aussitôt que le Gouvernement portugais nous aurait fait connaître le nom et le nombre de ses commissaires, l'endroit et l'époque où leur réunion devrait avoir lieu.

CHALLEMEL-LACOUR.

N° 9. — M. de Laboulaye à M. Challemel-Lacour.

Lisbonne, le 16 août 1883.

En recevant la proposition par laquelle le Gouvernement portugais nous conviait à la délimitation des possessions françaises et portugaises de Guinée, Votre Excellence a jugé qu'il y avait de sérieux avantages à une entente explicite, qui supprimerait toute cause d'incertitude en précisant les limites assignées aux territoires contigus des deux pays, persuadée que cette entente mettrait les deux Gouvernements en meilleure situation de se prêter un mutuel appui. Elle a jugé qu'il était désirable de donner plus de développement à l'ordre d'idées qui nous était présenté, et elle m'a invité en conséquence à faire savoir au

Cabinet de Lisbonne que nous étions prêts à adhérer à la combinaison proposée, s'il était bien entendu, dans sa pensée comme dans la nôtre, que l'arrangement à intervenir porterait non seulement sur les établissements de la Guinée, mais sur les possessions respectives de toute la côte occidentale d'Afrique.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la lettre que, suivant ses instructions, j'ai adressée au Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle à cet effet, ainsi que la traduction de la réplique que j'ai reçue hier, et que je m'empresse de lui transmettre.

DE LABOULAYE.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 16 AOÛT 1883.

**M. de Laboulaye, Ministre de la République française, à
M. de Serpa-Pimentel, Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.**

Lisbonne, 9 août 1883.

Par une note en date du 18 juillet et dans le but de mettre fin à des contestations qui se sont plusieurs fois produites, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle a suggéré l'idée d'une délimitation de la Guinée portugaise, et respectivement des possessions françaises voisines, en appelant l'attention du Gouvernement de la République sur les avantages communs qui résulteraient d'une parfaite harmonie et d'une coopération réciproque, entre les deux Gouvernements, pour tout ce qui concerne la colonisation et la civilisation de l'Afrique dans les territoires où les deux pays sont voisins. D'accord avec son collègue de la Marine, Votre Excellence proposait en même temps de confier à des fonctionnaires compétents et dûment autorisés le soin de procéder aux études préparatoires que comportait le travail auquel il lui paraissait utile et opportun de nous convier.

Mon Gouvernement, auquel je me suis fait un devoir de transmettre sans retard la proposition qui lui était adressée, vient de me faire savoir qu'il était d'accord complètement sur les considérations qui l'ont inspirée et disposé à rechercher, par la combinaison indiquée, les bases d'un arrangement profitable aux relations amicales des deux pays et au développement de leur action civilisatrice sur la côte occidentale d'Afrique.

En vue du but à atteindre et convaincu qu'un accord loyal est la plus sûre garantie du succès des efforts des deux peuples, qui ont été, suivant les propres termes de Votre Excellence, les initiateurs des premiers travaux de colonisation dans cette partie du monde, il lui

semble même qu'il conviendrait que l'arrangement à intervenir portât, non seulement sur les établissements de la Guinée, mais sur les possessions respectives de toute la côte occidentale d'Afrique. Si, comme il n'en doute pas, le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle admet que sa pensée soit ainsi complétée, le Gouvernement de la République est prêt à adhérer à la combinaison proposée de confier à des commissaires le soin de préparer les éléments d'une entente, en étudiant, sur les indications fournies par leur Gouvernement, les diverses questions qui se posent et en allant, au besoin, rechercher sur les lieux mêmes les renseignements nécessaires à ce travail préparatoire. Dans ce cas, aussitôt que le Gouvernement portugais nous aurait fait connaître le nom et le nombre de ses commissaires, l'endroit et l'époque où leur réunion devrait avoir lieu, le Gouvernement de la République s'empresserait de procéder de son côté au choix des délégués.

DE LABOULAYE.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU 16 AOÛT 1883.

M. de Serpa Pimentel, à M. de Laboulaye.

Lisbonne, le 13 août 1883.

Par sa note du 3 août, Votre Excellence me fait savoir que son Gouvernement est complètement d'accord sur les considérations qui ont inspiré ma proposition de délimitation des territoires français et portugais de Guinée, et qu'il est disposé à rechercher, par la combinaison indiquée, les bases d'un arrangement profitable aux relations amicales des deux pays, ainsi qu'au développement de leur action civilisatrice sur la côte occidentale d'Afrique.

Votre Excellence ajoute toutefois qu'il semble à son Gouvernement qu'il conviendrait que l'arrangement proposé portât, non seulement sur les établissements de Guinée, mais sur toute la côte occidentale d'Afrique.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne voit pas la moindre difficulté à cet égard; il lui paraît, au contraire, que sa pensée est ainsi complétée, pensée de parfaite harmonie de vues et de mutuel appui, qui doit exister entre les deux Gouvernements au bénéfice de la civilisation de l'Afrique.

Mais, comme l'autre point de contact d'importantes possessions portugaises et françaises en Afrique se trouve dans la proximité du Congo, et comme le Gouvernement de Sa Majesté a toujours soutenu la légitimité des droits de souveraineté du Portugal entre le degré 5°12' et 8° de latitude sud à la côte occidentale d'Afrique, il ne peut

entrer en négociations pour une fixation réciproque de limites dans cette partie du territoire africain qu'avec la base de l'admission explicite de la part de la France de ses droits, de même que le Portugal est prêt à admettre les légitimes droits de la France sur les territoires qu'elle a récemment acquis et où elle portera, sans aucun doute, les avantages de la civilisation qu'elle a portés avec elle sur d'autres points du continent africain.

Une fois la base ci-dessus énoncée admise par le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de Sa Majesté accepte complètement l'idée d'étendre la fixation des limites à toute la côte occidentale d'Afrique au delà de la Guinée, et, aussitôt que Votre Excellence m'aura fait l'honneur de me communiquer la réponse affirmative de son Gouvernement, nous entrerons sans retard en accord sur la nomination des commissaires qui auront à procéder aux études préparatoires de la délimitation et sur le lieu de leur réunion.

DE SERPA.

N° 10. — M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Laboulaye, Ministre de la République française à Lisbonne.

Paris, le 29 décembre 1883.

Dans une dépêche récente, M. de Serpa rappelait à M. d'Andrade Corvo un certain nombre de faits qui, d'après lui, impliqueraient la reconnaissance, par diverses Puissances, des prétentions de la Cour de Lisbonne sur les territoires voisins de l'embouchure du Zaïre. M. le ministre des Affaires étrangères de Portugal mentionnait notamment la disposition prise par les autorités du Gabon à l'égard du brick allemand *Hero*, capturé en septembre 1870 par la corvette française *le Loiret* dans les eaux de Banane.

Les recherches faites dans les archives du Département de la Marine au sujet de cet incident nous ont donné la preuve que, si le *Hero* est effectivement retourné à Banane, où il demeura jusqu'à la fin des hostilités, la délivrance du sauf-conduit qui lui fut remis par ordre du Commandant de la division des côtes d'Afrique n'impliquait nullement, dans la pensée de cet officier général, la reconnaissance de la souveraineté portugaise sur cette partie du littoral. M. le contre-amiral Bourgois avait simplement pensé que les instructions relatives à la conduite à tenir par nos bâtiments envers les navires allemands dans les

eaux neutres devaient s'appliquer dans tous les ports et rades autres que ceux de l'Allemagne, qu'ils appartenissent à des nations civilisées ou à des peuplades sauvages.

Il m'a paru intéressant de vous donner, pour votre information personnelle, cette indication, qui se rattache directement au sujet d'emon dernier envoi.

JULES FERRY.

N° 11. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 7 février 1884.

J'ai vu le Ministre des Affaires étrangères. Il vient de me faire connaître confidentiellement les principales conditions du Traité relatif au Congo qui va être signé à Londres par le Ministre de Portugal. Les Portugais occuperont les deux rives du Congo jusqu'au parallèle 5° 12' et en profondeur jusqu'à Noki. Une commission mixte garantira la liberté du commerce et de navigation; le tarif sera celui de Mozambique. L'Angleterre se réserve le droit de surveiller l'exécution du traité dans les eaux territoriales portugaises de la côte orientale d'Afrique, et la préférence en cas de cession du fort d'Ajuda. Le Traité ne sera publié qu'avec le *Livre blanc*, qui contiendra toutes les négociations.

DE LABOULAYE.

N° 12. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 11 mars 1884.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence la traduction du Traité du Congo, d'après le texte portugais qui vient d'être publié par le *Diario del Governo* d'hier.

L'article premier reconnaît la souveraineté du Roi de Portugal sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située entre les degrés 8° et 5° 12' de latitude sud, et dans l'intérieur : sur le Congo, jusqu'à Noki ; sur la côte, jusqu'aux limites des possessions actuelles des tribus de la côte et des rives du fleuve.

En dehors des stipulations relatives à la limite du territoire portugais du côté du Zambèse, à la cession éventuelle du fort d'Ajuda, à l'intervention britannique pour la répression de l'esclavage, les autres articles ont pour but d'établir la liberté de commerce, de navigation, de transit, d'établissement et des cultes, ainsi que de restreindre les droits qui pourront être perçus par le

fisc portugais. Sur tous ces points, les avantages que se réserve l'Angleterre seront acquis à tous les pays. M. Barboza du Bocage, en s'empressant de me donner cette assurance, m'a dit qu'il résulterait de la lecture du *Livre blanc*, qui doit paraître dans quelques jours, que la préoccupation constante du Gouvernement portugais avait été de ne constituer de privilège pour personne. C'est dans ce sens que doivent être entendus, non seulement les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, mais aussi les articles 9, 10 et 11, qui parlent du traitement des Anglais dans les autres colonies portugaises d'Afrique. Le seul point sur lequel, dans cet ordre d'idées, il ait été fait une concession spéciale, est celui qui concerne les patentes de santé. La suppression des formalités qui se rapportent au régime des quarantaines a été réclamée, pour la raison que la patente de santé n'était pas exigée des navires arrivant en Angleterre. Cette mesure n'est applicable qu'aux navires se rendant directement dans un port britannique.

L'article 4 établit une commission mixte, composée de délégués de la Grande-Bretagne et du Portugal et chargée d'élaborer les règlements pour la navigation, police et surveillance du Congo, ainsi que de veiller sur leur exécution. Devant le mauvais effet que cette clause a produit partout, même en Portugal, je crois que le Cabinet de Lisbonne ne serait pas éloigné de se prêter à une combinaison qui, en faisant participer d'une manière plus ou moins directe tous les pays intéressés à l'élaboration des règlements, ménagerait davantage l'amour-propre du Portugal au point de vue de leur exécution.

L'article 14 qui traite de la cession éventuelle d'Ajuda se termine par ce paragraphe :

« Le même engagement sera applicable, dans tous ses termes, à l'abandon ou à la cession, de la part du Portugal, de tous autres droits qu'il pourrait avoir entre les degrés 5 de longitude est et ouest sur la côte de la Mine. » M. Barboza du Bocage m'a fait remarquer à ce sujet que le Gouvernement portugais avait formellement déclaré que cette précaution était inutile, vu qu'il n'avait aucun droit ni aucune prétention sur cette côte, à l'exception du fort d'Ajuda.

DE LABOULAYE.

(Nous croyons devoir joindre ici la traduction du Traité anglais-portugais, bien qu'elle ne soit pas insérée dans le *Livre jaune*.)

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, etc., et Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, étant animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux nations, de mettre fin à toutes les difficultés relatives aux droits de souveraineté sur les contrées situées à l'embouchure du Congo sur la côte occidentale d'Afrique; de pourvoir à l'extinction complète de la traite des esclaves et de seconder le développement du commerce et de la civilisation sur le continent africain, ont résolu de conclure un traité dans ces buts, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable Georges Granville, comte Granville, lord Leveson, pair du Royaume-Uni, chevalier du très noble ordre de la Jarretière, membre du conseil privé de Sa Majesté, lord gardien des cinq ports et constable du château de Douvres, chancelier de l'Université de Londres, principal secrétaire d'État de Sa Majesté pour les affaires étrangères, etc.

Et Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves, M. Miguel Martins d'Antas, membre du Conseil de Sa Majesté, pair du royaume, ministre honoraire et secrétaire d'État, commandeur de l'Ancien, très noble et illustre ordre de Saint-Jacques pour la récompense du mérite scientifique, littéraire et artistique, grand'croix de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, de Léopold de Belgique, envoyé et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle près la cour de Sa Majesté Britannique, etc.;

Qui, après s'être communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Sous les conditions du présent traité, Sa Majesté Britannique consent à reconnaître la souveraineté de Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves sur la partie de la côte occidentale d'Afrique située entre 8° et 5°12' latitude sud, et les terres à l'intérieur aussi loin qu'il suit :

Sur le fleuve Congo, la limite sera Noki.

Sur la côte située entre 8° et 5°12' latitude sud, la frontière orientale à l'intérieur coïncidera avec les frontières des possessions actuelles du Portugal sur la côte et des tribus riveraines. Cette frontière sera déterminée, et cette délimitation sera communiquée dans le plus court délai possible par Sa Majesté Très-Fidèle à Sa Majesté Britannique.

La délimitation, lorsqu'elle aura été approuvée par les hautes parties contractantes, sera consignée dans un protocole à annexer au présent traité.

Art. II. — Le territoire indiqué à l'article 1^{er} sera ouvert à toutes les nations, et les étrangers de toutes les nationalités, quels qu'ils soient, en se conformant aux lois du pays, jouiront sur ledit territoire des mêmes bénéfices et avantages et du même traitement sous tous les rapports que les sujets du Portugal.

Ils auront pleine liberté d'entrer, de voyager ou de résider avec leurs familles sur quelque partie que ce soit dudit territoire.

Il leur sera permis d'y établir des factoreries ou des stations commerciales, de posséder, d'acheter, de louer ou d'affermier des terres, des maisons, des fabriques, des magasins, des boutiques, des établissements et toute autre espèce de propriété.

Ils auront la faculté d'y faire le commerce en gros et en détail, personnellement ou par les agents qu'ils jugeront à propos d'employer, et suivant les coutumes du commerce et les usages locaux existants.

Art. III. — Les hautes parties contractantes reconnaissent l'entière liberté du commerce et de la navigation des fleuves Congo et Zambèze et de leurs affluents pour les sujets et les pavillons de toutes les nations.

La juridiction du Portugal sur le fleuve Shire ne s'étendra pas au delà du confluent de ce fleuve avec la rivière Ruo.

Art. IV. — Le commerce et la navigation de tous les fleuves et les voies fluviales compris dans le territoire indiqué à l'article 1^{er} et le long de son littoral maritime seront ouverts aux pavillons de toutes les nations, et ne seront assujettis à aucun monopole, à aucune concession exclusive, ou à aucune autre entrave, ni à aucuns droits de douane, de péage, charges, honoraires, amendes ou autres impôts quelconques non stipulés d'une façon expresse dans le présent traité ou qui seront convenus ultérieurement par les hautes parties contractantes.

Une commission mixte, composée de délégués de la Grande Bretagne et du Portugal, sera nommée pour rédiger des règlements concernant la navigation, la police et la surveillance du Congo et des autres voies fluviales comprises dans le territoire indiqué à l'article 1^{er}, et pour veiller à leur exécution.

Les règlements pourront imposer des droits de péage suffisants pour subvenir aux frais de travaux nécessaires pour faciliter le commerce et la navigation, ainsi qu'aux dépenses de la commission.

La commission prendra des arrangements avec les autorités portugaises pour l'érection et l'entretien de phares, de fanaux et de marques pour indiquer les canaux.

Art. V. — Aucun droit de transit ou autres, directs ou indirects, sous quelque dénomination que ce soit, ne seront perçus sur les mar-

chandises passant par eau à travers le territoire indiqué à l'article 1^{er}. Cet affranchissement de droits s'appliquera aux marchandises, transbordées dans le cours de leur voyage ou débarquées à l'entrepôt pour être transportées plus loin par eau. Le transbordement ou le débarquement à l'entrepôt de ces marchandises seront effectués sous la surveillance des autorités portugaises, afin de prévenir toute fraude, et les frais de cette surveillance seront à la charge des commerçants ou de leurs agents. Le taux de ces frais sera fixé par la commission mixte. Il ne sera perçu non plus aucun des mêmes droits sur les marchandises voyageant par terre à travers ce territoire qui auront été importées licitement et auront payé les droits imposés par le tarif approuvé par le présent traité.

Art. VI. — Toutes les routes sur le territoire indiqué à l'article 1^{er}, ouvertes actuellement ou à ouvrir ultérieurement, seront tenues libres et ouvertes à tous les voyageurs, aux caravanes et pour le passage des marchandises.

Art. VII. — Protection entière sera accordée aux missionnaires ou aux autres ministres religieux de toutes les communions chrétiennes, à quelque pays qu'ils appartiennent, dans l'exercice de leur ministère, sur le territoire indiqué à l'article 1^{er}.

Ils ne seront ni entravés ni molestés dans leurs efforts pour enseigner les doctrines du Christianisme à toutes les personnes voulant ou désirant recevoir cet enseignement, et ceux des indigènes qui embrasseront un rite quelconque de la foi chrétienne ne seront pour cela, ou en raison de l'enseignement et de l'exercice qu'ils en pratiqueront, molestés ou entravés de quelque manière que ce soit.

Il est de plus convenu que les autorités locales réserveront à une distance convenable de chacune des principales villes, un morceau de terre destiné à servir de cimetière pour les personnes de quelque culte religieux que ce soit.

Toutes les formes de culte religieux et toutes les cérémonies religieuses seront tolérées, et aucun obstacle n'y sera apporté par les autorités portugaises.

Les missionnaires de la religion, indigènes ou étrangers, et les corporations religieuses auront le droit absolu de construire des églises, des chapelles, des écoles et d'autres établissements qui seront protégés par les autorités portugaises.

Tous les établissements religieux, sous quelque dénomination que ce soit, seront sur le pied de parfaite égalité en ce qui regarde les impositions et les contributions locales.

Art. VIII. — Sa Majesté Britannique s'engage à communiquer à Sa Majesté Très-Fidèle, immédiatement après la ratification du présent

traité, tous les engagements subsistant entre la Grande-Bretagne et les chefs indigènes sur le territoire indiqué à l'article 1^{er}.

Sa Majesté Très-Fidèle s'engage à communiquer à Sa Majesté Britannique tous les traités ou engagements subsistant entre le Portugal et les chefs indigènes sur ledit territoire.

Sa Majesté Très-Fidèle s'engage à respecter et à confirmer tous les droits des chefs indigènes et des habitants dudit territoire, reconnus par quelqu'un des traités et des engagements susmentionnés, autant que cela est compatible avec la souveraineté du Portugal, et se charge de protéger et de maintenir lesdits chefs et habitants dans la libre possession et jouissance des terres et des autres propriétés actuellement occupées par eux et de ne pas les laisser souffrir en raison de ce qui a eu lieu par le passé.

Art. IX. — Le tarif de douane sur le territoire indiqué à l'article 1^{er}, pendant une période de dix ans à dater de l'échange des ratifications du présent traité, ne dépassera pas celui qui a été adopté pour la province de Mozambique en l'année 1877. A la fin de cette période, ce tarif pourra être révisé, du consentement des deux hautes parties contractantes; mais il n'y sera fait aucun changement avant cette révision; Pourvu toujours que sur le territoire indiqué à l'article 1^{er} du présent traité les navires anglais ne soient à aucune époque ultérieure assujettis à des droits plus élevés ou à aucun autre droit ou charge, ou à aucune autre restriction que ceux qui sont imposés aux navires portugais ou payables par eux; et que les marchandises, qu'elles soient propriété de sujets anglais, ou qu'elles soient importées sur des navires anglais, ou qu'elles soient d'origine ou de fabrication anglaise, ne soient à aucune époque ultérieure assujetties à un traitement différentiel quelconque, mais qu'elles soient sous tous les rapports sur le même pied que les marchandises appartenant à des sujets portugais, ou importées sur des navires portugais, ou de production ou de fabrication portugaise.

Cette égalité de traitement s'appliquera aux marchandises et aux navires anglais, de quelque port ou endroit qu'ils arrivent et quel que soit leur lieu de destination.

Dans toutes les possessions africaines du Portugal, le tarif actuel de douanes ne sera pas élevé pendant une durée de dix ans, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

Aucune patente de santé ni aucune formalité de quarantaine ne seront exigées dans aucun port portugais des navires anglais voyageant directement à destination de ports anglais.

Art. X. — Sa Majesté Très-Fidèle garantit aux sujets anglais et à leur commerce dans toutes les possessions africaines du Portugal, en

sus des droits qu'ils peuvent déjà posséder dans les colonies portugaises, le traitement de la nation tierce la plus favorisée :

1° En ce qui concerne la résidence temporaire ou permanente, l'exercice de toute vocation ou profession, le paiement des taxes ou d'autres impôts et la jouissance de tous les droits et privilèges légaux, y compris la faculté d'acquérir, de posséder et d'aliéner des propriétés;

2° En ce qui concerne le commerce, relativement aux droits d'importation et d'exportation et à toutes les autres charges affectant les marchandises de toute sorte, quel que soit leur lien d'origine ou de fabrication, et qu'elles soient destinées à la consommation, à l'entrepôt ou à la réexportation; relativement aussi au passage des marchandises, à la prohibition de l'importation, de l'exportation ou du transit, aux échantillons, aux formalités de douanes, et à toutes autres affaires se rattachant au commerce et au trafic.

3° En ce qui concerne la navigation, relativement aux navires, soit à voiles, soit à vapeur, de quelque endroit qu'ils arrivent, et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leurs chargements; relativement aussi à toutes les charges ou droits affectant lesdits navires et leurs chargements, et à toutes les formalités et règlements qui s'y rapportent.

4° Toute faveur, privilège ou immunité se rapportant aux sujets, au commerce ou à la navigation, ainsi que toute réduction des droits de douane ou des autres charges affectant les marchandises ou les navires qui pourra ultérieurement être accordée par le Portugal à une tierce puissance, sera étendue immédiatement et sans conditions à l'Angleterre.

5° Les fonctionnaires consulaires anglais, en ce qui regarde la nomination, la résidence, les fonctions et les privilèges, seront placés sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. XI. — Toute assistance sera prêtée par les autorités locales dans toutes les possessions africaines du Portugal aux navires naufragés sur les côtes ou dans les rivières, ou poussés dans les ports ou dans l'entrée des rivières par la violence du temps.

Ces navires et leurs chargements seront exempts de tous droits de douane, charges, honoraires, amendes et autres impôts quelconques, sauf en ce qui regarde les marchandises débarquées de ces navires dans le but d'être vendues ou échangées.

Il sera donné connaissance de ces naufrages, sans retard, au fonctionnaire consulaire anglais le plus proche, qui sera autorisé à intervenir pour protéger le navire, ses marchandises et ses épaves.

Art. XII. — La législation portugaise pour la complète abolition de l'esclavage et les traités pour la répression de la traite des esclaves seront, à dater de l'échange des ratifications du présent traité, appliqués d'une manière efficace au territoire indiqué à l'article 1^{er}.

Les hautes parties contractantes s'obligent à user de tous les moyens possibles afin d'abolir définitivement l'esclavage et la traite des esclaves sur la côte orientale et la côte occidentale d'Afrique.

Sa Majesté Très-Fidèle consent à accorder, à dater de la ratification du présent traité, la permission aux navires de Sa Majesté Britannique employés à réprimer la traite des esclaves d'entrer dans les baies, les ports, les anses, les rivières et autres endroits, dans les colonies ou les possessions du Portugal sur la côte occidentale d'Afrique, où il n'y aura pas d'autorités portugaises établies, et d'empêcher de se livrer à la traite des esclaves dans ces endroits. Les navires anglais employés à ce service exerceront tous les pouvoirs conférés aux vaisseaux de Sa Majesté par le traité sur la traite des esclaves conclu entre l'Angleterre et le Portugal le 3 juillet 1842.

Des pouvoirs semblables seront donnés, au besoin, pour un but semblable, aux vaisseaux portugais dans les possessions de Sa Majesté Britannique du sud de l'Afrique.

Toutes les fois que le commandant d'un croiseur de l'une des hautes parties contractantes aura l'occasion d'agir conformément aux dispositions du présent article dans les eaux territoriales de l'autre, ce commandant, chaque fois que ce sera praticable, eu égard aux circonstances du cas, invitera un officier de marine, ou un autre fonctionnaire, de l'autre haute partie contractante, à accompagner l'expédition, afin de représenter le pavillon national dans ces eaux territoriales.

Les dispositions du présent article entreront en vigueur aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, sauf en ce qui regarde toute disposition qui serait jugée avoir besoin de la sanction législative dans l'un ou l'autre pays ; et quant à cette disposition, elle entrera en vigueur à dater du moment où elle aura reçu cette sanction législative, et où cette sanction aura été dûment notifiée à l'autre haute partie contractante par celle des parties qui l'aura requise.

Art. XIII. — Les dispositions du présent traité affectant le territoire indiqué à l'article 1^{er} seront pleinement appliquées à tous les territoires qui y sont contigus en Afrique et qui pourront par la suite être placés sous la souveraineté de Sa Majesté Très Fidèle le roi de Portugal et des Algarves.

Art. XIV. — S. M. Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves s'engage, pour lui-même, ses héritiers et ses successeurs, à ce que, si à aucune époque le Portugal vient à résoudre de se retirer du fort de Saint-Jean-Baptiste d'Ajuda sur la côte de Mina, cette résolution sera dûment notifiée à l'Angleterre, à qui sera offerte la cession du fort et de tous les droits attachés à sa possession ; et aucun arrangement ne sera fait pour la cession du fort à une autre puissance sans le consentement préalable de l'Angleterre.

Cet engagement s'appliquera dans tous ses termes à l'abandon ou à la cession par le Portugal de tous les droits qui peuvent être réclamés par lui entre le 5° degré de longitude est et le 5° degré de longitude ouest sur la même côte.

Art. XV. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées, à Londres, aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à Londres, le 26^e jour de février de l'année de Notre-Seigneur 1884.

Signé : GRANVILLE.

Miguel Martins D'ANTAS.

N° 13. — M. Jules Ferry, à M. de Laboulaye.

Paris, le 7 mars 1884.

Le Chargé d'affaires de Portugal est venu me donner connaissance en termes généraux du Traité conclu par son Gouvernement avec la Grande-Bretagne relativement au Congo. J'ai fait toutes réserves pour la liberté commerciale et contre le contrôle d'une seule Puissance sur le Bas-Congo. Je me propose de demander un contrôle international.

JULES FERRY.

N° 14. — M. Jules Ferry à M. de Laboulaye.

Paris, le 14 mars 1884.

En vous annonçant par mon télégramme du 7 de ce mois que le Chargé d'affaires de Portugal était venu me donner connaissance en termes généraux du Traité récemment conclu entre le Gouvernement britannique et la Cour de Lisbonne au sujet du Congo, je vous faisais part des réserves que cette communication m'avait paru comporter. Notre Ambassadeur à Londres m'a transmis depuis lors le texte même de cet arrangement, dont j'ai pu ainsi apprécier exactement la portée, au point de vue des droits et des intérêts que nous avons à sauvegarder dans l'estuaire du Congo. Il me semble indispensable de saisir sans plus de retard le Gouvernement portugais des observations que certaines clauses de l'acte signé à Londres nous ont suggérées. Je vous serai donc obligé de vouloir bien remettre au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Très-Fidèle la note ci-jointe où elles se trouvent consignées.

JULES FERRY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 14 MARS 1884.

Note.

13 mars 1884.

Par le traité de 1786, le Portugal, après avoir rappelé que *la construction du fort élevé sur la côte de Cabinde n'avait point été faite pour troubler, affaiblir ou diminuer le droit que prétend avoir le Roi Très-Christien au commerce libre de ses sujets sur cette côte ainsi qu'ils étaient accoutumés à le faire*, déclarait que des ordres précis, qu'il s'engageait au besoin à renouveler, avaient été donnés pour que ses gouverneurs de terre, officiers de mer et autres sujets ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté audit commerce.

De son côté, le Gouvernement français, après avoir déclaré que *l'expédition dont avait été chargé M. de Mariigny n'avait point été faite avec intention de troubler, affaiblir ni diminuer les droits que la Reine Très Fidèle prétend avoir à la souveraineté de la côte de Cabinde comme faisant partie du royaume d'Angola*, s'engageait à donner les ordres les plus précis pour que ses gouverneurs dans ses îles, ses officiers de mer et autres sujets ne mettent directement ni indirectement le moindre obstacle, empêchement ou difficulté soit avec les naturels du pays, soit d'une autre manière, à ladite souveraineté et à son exercice.

La France, pour ce qui la concerne, s'est toujours attachée à respecter le *modus vivendi* résultant des engagements réciproques ainsi pris par les deux pays. Le Gouvernement portugais a pu s'en assurer notamment lorsqu'il s'est agi d'arrêter les mesures nécessaires pour faire valoir les droits acquis à la France par les Traités entre M. de Brazza et les chefs du Haut-Congo.

Les déclarations publiques faites à cette occasion ainsi que les instructions données à notre Commissaire dans l'Ouest africain ne laissaient aucun doute sur nos dispositions.

Nous avons donné depuis au Cabinet de Lisbonne un nouveau gage de notre bon vouloir, en offrant, dès le mois d'août 1883, d'étendre à la région du Congo la proposition qu'il nous avait faite de procéder à la délimitation des possessions respectives des deux pays dans le golfe de Guinée.

Telle était la situation lorsque nous avons eu connaissance du traité que le Portugal vient de conclure avec le Gouvernement britannique. Cet arrangement a principalement pour objet de consacrer la reconnaissance par l'Angleterre des droits de souveraineté revendiqués par la Cour de Lisbonne sur les territoires de la côte occidentale d'Afrique

compris entre le 8° et le 5° 12' de latitude australe. Mais il prévoit en même temps l'établissement, dans la région ainsi désignée, de droits de diverse nature et notamment de taxes de douane au moins aussi élevées que celles qui sont appliquées depuis 1877 dans la colonie portugaise de Mozambique. De plus, parmi les conditions de cet accord figure la création d'une commission mixte, chargée par les deux parties contractantes de préparer l'élaboration et d'assurer l'exécution d'un règlement de navigation, de police et de surveillance du Congo et des autres cours d'eau faisant partie des territoires dont il s'agit. Les délégués des deux pays auraient pouvoir d'établir de ce chef des droits fiscaux dont le produit serait affecté en partie à l'entretien de la Commission elle-même. Ils seraient également chargés de fixer l'échelle des taxes que les commerçants auraient à payer, pour la surveillance exercée par les autorités portugaises, sur les marchandises transbordées en cours de transit ou entreposées dans les conditions déterminées par le traité.

Le Gouvernement portugais connaît le nombre et l'importance des factoreries françaises, qui, de longue date, se sont établies dans l'estuaire du Congo et dans la région avoisinante, sur la foi du régime consacré par les arrangements de 1786. Nos négociants, qui peuvent revendiquer, concurremment avec d'autres maisons étrangères, la plus grande part du trafic dans cette partie du littoral africain, y ont joui jusqu'à ce jour d'une liberté absolue, au point de vue soit de la navigation, soit du commerce, qui n'est soumis à aucune taxe. Le Cabinet de Lisbonne a donc pu mesurer d'avance la gravité du dommage qui serait causé aux intérêts de nos nationaux, si les dispositions concernant le contrôle du fleuve et l'établissement des taxes fiscales ne devaient pas être exclusivement appliquées aux sujets des États contractants.

Le caractère essentiellement bilatéral de l'acte signé à Londres suffit, il est vrai, à écarter une telle éventualité. Mais il se peut que l'exécution même des dispositions ainsi concertées entre le Portugal et l'Angleterre donne lieu, dans la pratique, à des incidents de nature à préjudicier aux opérations de nos nationaux.

Pour prévenir tout malentendu, le Gouvernement de la République croit nécessaire de saisir, sans plus de retard, le Gouvernement portugais des réserves que cette situation lui paraît comporter. Dans sa pensée, les clauses de l'arrangement intervenu entre le Portugal et la Cour de Londres ne sauraient, en aucun cas et sous aucun prétexte, lui être opposées, et il proteste par avance contre tout acte, qui, en modifiant sans son agrément et au préjudice de ses nationaux, les conditions auxquelles le commerce et la navigation sont actuellement soumis dans l'estuaire du Congo, tendrait directement ou indirecte-

ment à mettre en cause les engagements pris envers la France par le Portugal et consacrés par un usage ininterrompu de près d'un siècle.

Bien que l'arrangement dont il s'agit vise plus spécialement la situation internationale entre le 8° et le 5°12' de latitude australe, il renferme également une clause, en vertu de laquelle la Cour de Lisbonne s'engage dès à présent à ne point disposer des droits qu'elle peut revendiquer sur la partie de la Côte d'Or comprise entre le 5° de longitude est et le 5° de longitude ouest, sans en avoir préalablement offert la cession au Gouvernement britannique. Le Gouvernement portugais n'ignore pas les intérêts que nous avons nous-mêmes dans ces parages. Il ne sera pas surpris dès lors que nous ne puissions envisager avec indifférence la stipulation par laquelle il a cru devoir aliéner ainsi par avance sa liberté d'action en ce qui concerne un point situé dans le voisinage immédiat d'établissements français, au moment même où les deux Cabinets semblent admettre l'opportunité d'une entente générale touchant la délimitation de leurs possessions sur la côte occidentale d'Afrique.

N° 15. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 15 mars 1884.

J'ai l'honneur de faire parvenir à Votre Excellence le *Livre blanc* traitant de la question du Congo qui vient d'être distribué aux Cortès. Ce volume contient quelques documents, dont le dernier est le Traité qui vient d'être conclu entre le Gouvernement portugais et la Grande-Bretagne.

La correspondance diplomatique qu'il contient commence au 8 novembre 1882 et se termine le 25 février 1884. Cette correspondance est pour la plus grande partie échangée entre le Portugal et l'Angleterre; mais un certain nombre de dépêches sont écrites de Paris, de Bruxelles et surtout de la Haye. J'ai fait traduire toutes celles écrites par M. d'Azevedo et par M. d'Andrade Corvo; Votre Excellence trouvera ci-joints ces documents.

Les notes qui proviennent de Bruxelles et de la Haye sont échangées en français entre les Gouvernements et la légation portugaise; elles ont surtout pour but de promettre et d'assurer des garanties pour le commerce étranger dans les parages du Congo. Il y est constaté que, si l'occupation de ces contrées doit avoir lieu, il ne sera accordé pour le commerce, comme pour la

navigation, aucun monopole ni privilège à n'importe quelle nation.

Pour ce qui regarde la négociation suivie pendant ces quatorze années avec l'Angleterre, il suffit de lire le texte anglais ou portugais des divers articles qui ont été successivement rédigés, pour voir combien elle a été laborieuse et combien de concessions le Portugal a dû faire pour n'obtenir qu'une autorisation d'exercer ses droits plutôt qu'une reconnaissance formelle de ces derniers.

C'est au moment du vote auquel a donné lieu dans le Parlement français le Traité conclu par M. de Brazza avec le roi Makoko, que M. de Serpa-Pimentel adresse sa première dépêche au Cabinet de Londres pour lui exposer les raisons de droit et de fait qui prouvent, suivant lui, non seulement la légitimité, mais aussi, en vue de la sécurité publique, la nécessité de l'installation permanente de l'autorité portugaise sur des territoires qui depuis quarante ans font l'objet de contestations entre les deux pays. Il cite à ce propos plusieurs appels faits par des négociants étrangers, même par des consuls anglais qui recourent à la marine portugaise pour rétablir l'ordre. Le 15 décembre 1882, lord Granville fait une première réponse où il se montre disposé à entamer les négociations sur les bases suivantes :

1° La Grande-Bretagne reconnaîtrait la souveraineté du Portugal sur les territoires situés à l'Ouest de l'Afrique entre les parallèles 8° et 5° 12' de latitude australe ;

2° La navigation du Congo et du Zambèze, ainsi que de leurs affluents, sera libre ; elle ne sera soumise à aucun monopole ni concession exclusive ;

3° Un tarif libéral, avec un maximum assez bas de droits sera établi dans toutes les possessions portugaises de l'Afrique, avec la garantie pour l'Angleterre du privilège de la nation la plus favorisée ;

4° Tous les privilèges dont jouissent actuellement, d'après les traités faits avec les Chefs indigènes du Congo, les sujets anglais, seront pris en sérieuse considération, et ceux-ci seront placés sur un pied égal avec les sujets portugais relativement aux achats et locations de terrains, aux fonctions des missionnaires et aux tarifs ;

5° L'esclavage et la traite seront supprimés ;

6° Les droits et prétentions du Portugal sur la côte Ouest de l'Afrique entre les 5° de longitude Est et Ouest devront être

transférés à la Grande-Bretagne ; enfin le Portugal devra déclarer qu'il n'élève aucune réclamation sur la côte méridionale d'Afrique au Sud du 13° de latitude à l'Ouest et du 26° 30 à l'Est. Dans sa réponse, M. de Serpa fait quelques objections ; il demande la réciprocité dans les Colonies britanniques pour le traitement de la nation la plus favorisée ; il propose de limiter à un terme de dix ans la fixation du tarif maximum qui devra être appliqué. Il résiste pour la cession du fort de Saint-Jean-Baptiste d'Ajuda qui, dit-il, n'a aucun rapport avec la question traitée.

Sur de nouvelles instances, le Ministre des affaires étrangères du Portugal consent, le 16 février, à céder le fort d'Ajuda. On est près de s'entendre lorsque arrivent à la Chambre des communes les interpellations de M. Bourk et de M. Jacob Bright. Devant l'opposition qu'il rencontre, le Gouvernement anglais change brusquement d'attitude. Dans une note du 25 mars, qui doit être lue en entier, le comte Granville expose que le Gouvernement anglais n'a jamais abandonné et n'abandonnera pas actuellement les contestations qu'il a élevées contre les droits du Portugal au Sud du 5° 12. Il ajoute, toutefois, qu'il est désirable qu'une police soit exercée sur ces territoires et qu'il est disposé, par amitié pour le Portugal, à lui remettre cette autorité ; seulement, dit-il, comme il ne s'agit plus de la reconnaissance d'un droit, mais d'une faveur, il doit être bien entendu que le Gouvernement de la Reine, d'après le nouveau point de vue auquel il se place, n'a plus à demander des concessions, mais à fixer des conditions.

M. d'Antas, en communiquant cette note, s'exprime ainsi : « La note que lord Granville vient de m'adresser a un aspect nouveau et inattendu ; aussi je me suis borné à répondre que je la transmettais à mon Gouvernement qui, quand il le jugerait convenable, me donnerait ses ordres et ses instructions. » Le 24 du même mois M. de Serpa répond qu'il ne fait pas de cette affaire une question d'amour-propre national, qu'il maintient son opinion que les droits du Portugal sur les territoires indiqués sont indiscutables, mais que, pour se placer sur un terrain pratique, il est prêt à laisser de côté le passé et à accepter que, de la part de la Grande-Bretagne, l'admission de cette souveraineté soit traitée comme une affaire d'intérêt général pour la civilisation.

Le 1^{er} juin 1883, une nouvelle note de lord Granville vient

ajouter de nouvelles conditions à celles que M. de Serpa se montrait disposé à accepter. On demande de Londres qu'il soit ajouté à l'article 13 un paragraphe d'après lequel la juridiction du Portugal ne s'étendrait pas sur la rivière Chiré. De plus, la limite de la souveraineté du Portugal sur le Congo est fixée à Portada-Lenha, à 30 milles de la côte. M. de Serpa résiste ; il y a peut-être quelque intérêt à nous rappeler que c'est à ce moment que, découragé probablement du côté de l'Angleterre, il nous proposait de délimiter la Guinée et acceptait d'étendre cette délimitation à la région du Congo.

Le 1^{er} août 1883, M. de Serpa adresse une note à M. Danta pour se plaindre de la conduite du Consul anglais à Loanda. Le 14, il accepte, toutefois, une nouvelle rédaction destinée à mieux définir la liberté du cabotage ainsi que la liberté des cultes, mais il se refuse toujours à aborder la question du Chiré, « parce qu'il ne convient pas, dit-il, de compliquer encore la négociation au Zaïre, qui est urgente, d'objets qui lui sont étrangers, qui se rapportent à une autre partie de l'Afrique et sur lesquels le Gouvernement portugais ne se refuse pas d'ailleurs à négocier dans une autre occasion. »

Après cette déclaration, le Ministre des affaires étrangères prend un congé d'un mois, en laissant l'intérim à M. Hintze Ribeiro.

On continue de discuter sur les détails, mais sans avancer. Le 17 septembre 1883, lord Granville revient à la charge et manifeste sa surprise de la remarque qu'il n'est pas opportun de traiter les questions se référant à l'Afrique Orientale. Le texte, dit-il, du deuxième article du premier projet présenté par le Gouvernement portugais, portait que la navigation du Congo et du Zambèze ainsi que de leurs affluents, serait libre. Les mêmes mots sont répétés dans le troisième article du projet portugais communiqué le 26 juillet dernier. La question du Chiré, qui est un affluent du Zambèze, dans lequel la Grande-Bretagne est à présent la principale intéressée, ne saurait donc être regardée comme un embarras nouveau ; introduite originellement dans les négociations du Gouvernement portugais, elle prend naturellement ici son développement.

Le 10 octobre 1883, M. de Serpa, qui a repris la direction du Ministère, fait de nouvelles concessions pour le transit, en limitant toutefois la franchise du transit aux voies fluviales ; il ne veut

toujours pas entendre parler du Chiré, et sur ces entrefaites quitte le Ministère.

C'est M. Barboza du Bocage qui lui succède, après avoir collaboré avec lui comme Ministre de la Marine. Le nouveau ministre semble occupé, dans les premiers temps, par une lutte contre l'Institut du droit international; il saisit les Puissances intéressées au Congo de la question. Ce n'est que le 8 janvier 1884 que reparait dans le *Linre blanc* une lettre de M. d'Antas transmettant une dépêche de lord Granville. Le Cabinet de Londres offre cette fois de reconnaître le pouvoir des Portugais sur le Bas-Congo jusqu'à la hauteur de Noki; mais il y met la condition qu'une limite soit fixée à la juridiction du Portugal sur le Chiré.

Le Gouvernement anglais insinue, en même temps, que puisqu'il y a des objections de la part du Portugal à admettre une Commission internationale, il retirera sa proposition et acceptera la Commission mixte angl.-portugaise dont il a été parlé. « Il le fera, dit-il, avec la plus sincère répugnance, et seulement parce que le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle déclare que la modification est absolument nécessaire pour assurer l'acceptation du Traité. » Lord Granville, toutefois, désire qu'il soit clairement établi qu'il accepte la Commission à deux sans aucun esprit d'exclusivisme, sans aucune intention d'obtenir quelques avantages exceptionnels pour les sujets ou pour le commerce britanniques, mais avec le ferme propos d'assurer au commerce de toutes les nations une complète liberté. M. Barboza du Bocage cède, et répond le 26 : « Dans le terme où se pose la négociation, il est superflu de discuter; ce qu'il faut, c'est prendre une résolution. » Le Gouvernement de Sa Majesté ne discute pas; il se résout, en présence de sérieuses circonstances, à accepter les conditions proposées par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Il semble qu'il n'y ait plus qu'à apposer les signatures. Intervient en ce moment le roi Léopold. A sa requête, le 12 février, lord Granville demande la faculté de transbordement et de dépôt pour le transit, ce qui est accordé; on fixe le 23 pour l'échange des signatures. Ce jour-là, M. d'Antas se présente au Ministère; il apprend qu'une nouvelle difficulté surgit : il y a, sur la rive nord, un Noki qui appartient à la Société internationale africaine et qui doit être laissé en dehors des possessions portugaises. Le

point est réglé le 24, et le 26 M. d'Antas peut annoncer que l'œuvre est terminée; il le fait en ces termes :

« J'ose espérer que Votre Excellence voudra bien juger que, dans les laborieuses et difficiles négociations qui ont duré plus de quatorze mois, je n'ai cessé d'employer tous mes efforts pour obtenir les meilleures conditions, et bien que celles-ci ne soient pas de nature à satisfaire complètement notre cause, le Portugal y trouve cependant le grand avantage de mettre un terme à une question pendante depuis quarante années. »

DE LABOULAYE.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

**M. Fernando d'Azevedo, Chargé d'affaires du Portugal
à Paris, à M. Antonio de Serpa Pimentel.**

Paris, le 9 novembre 1882.

Pour ne pas retarder un jour de plus l'envoi du projet de loi relatif au Traité de Brazza, envoi que Votre Excellence m'a demandé par son télégramme d'hier, je m'empresse de lui transmettre l'extrait du *Journal officiel* d'aujourd'hui dimanche, contenant le projet de loi avec le texte du Traité. En confirmant tout ce que j'ai eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence dans mon télégramme d'hier, je me permets d'insister sur ce que j'ai déjà dit, à savoir que de la conversation purement particulière (puisque je n'étais pas autorisé à aller plus loin) que j'ai eue avec M. Decrais, directeur politique des Affaires étrangères, qui avait traité spécialement la question avec M. Duclerc, j'ai pu conclure que le Gouvernement français est dans cette affaire animé des meilleures dispositions à l'égard du Portugal et qu'il ne voudrait en rien offenser nos droits, ni même plus tard étendre son action sur la région du Haut-Congo sans s'être préalablement amicalement entendu avec le Gouvernement portugais. M. Decrais a ajouté que prochainement des instructions dans ce sens seront expédiées à M. de Méneval.

Je ne manquerai d'informer simplement Votre Excellence de tout ce que je saurai sur ce sujet, très important il est vrai, mais dont la nature et les conséquences ont été, à mon point de vue, mal comprises et faussement interprétées, par le fait d'une connaissance incomplète et imparfaite de la question de la part des journalistes qui l'ont traitée.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Fernando d'Azevedo à M. Antonio de Serpa Pimentel.

Paris, le 20 novembre 1882.

Monsieur le Ministre, la conversation que j'ai eue avec M. Decrais et à laquelle mon office confidentiel d'hier fait allusion, outre ce que j'ai eu l'honneur de communiquer déjà à Votre Excellence, m'a fait déduire les conséquences suivantes, sur lesquelles je me permets d'insister aujourd'hui.

Le Gouvernement français, d'après ce qui m'a été déclaré particulièrement, non seulement par M. Decrais, mais aussi par M. Nisard, chef de la division du Nord, et qui depuis longtemps s'occupe des questions d'Afrique au Ministère des Affaires étrangères, ne désire pas dans cette affaire procéder de manière à blesser les intérêts des Etats qui possèdent des territoires sur ce vaste continent. Bien au contraire, en ce qui touche le Portugal, ce Gouvernement juge qu'il est de son propre intérêt de procéder d'accord avec notre pays; le Portugal étant après l'Angleterre la première puissance africaine, il serait d'un grand avantage pour la France d'avoir en nous un auxiliaire aussi utile.

Les territoires cédés à M. de Brazza, et qu'il a acceptés au nom de la France, obéissaient jusqu'à présent au roi Makoko, suzerain de différents chefs de la grande tribu des Batékés, qui possèdent respectivement les différents districts formant cette région. Ils constituent le groupe de Stanley-Pool et le territoire relativement peu étendu qui l'entoure, nommé Nekuma, situé entre les deux confluent du Zaïre, Djoué et Impila. Ce territoire, situé au-dessus de 5° 12 et hors des limites des prétentions portugaises, est coupé par le fleuve Zaïre, qui sur ce point commence à être navigable. Le projet de la France est d'établir par l'un des confluent du grand fleuve qui coule du Nord-Ouest, et ensuite par un chemin de fer américain ou à voie étroite, une issue vers la colonie française du Gabon et vers la côte.

Il est inutile de dire combien, pour le moment, ce projet est vague et de réalisation difficile. M. Decrais lui-même le reconnaît; mais, comme j'ai déjà eu l'honneur d'en informer Votre Excellence (et je ne peux laisser d'y insister encore), M. Decrais m'a répété à différentes reprises que si par hasard le Gouvernement français venait à penser plus tard à donner un plus grand développement à cette affaire, il jugeait qu'il était de son intérêt de ne pas le faire sans s'être préalablement concerté avec le Portugal.

Tels sont les principaux points qu'a touchés M. Decrais, blâmant les plaintes exagérées et l'irritation des journaux portugais qui, mal

instruits sur la question, avaient soulevé des doutes qui, il faut l'espérer, seraient bientôt dissipés. Les instructions que le Chargé d'affaires de France à Lisbonne va recevoir sous peu auront rapport aux points indiqués plus haut.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

**Le baron de Méneval, Chargé d'affaires de France
à Lisbonne, à M. Antonio de Serpa.**

Lisbonne, le 20 novembre 1882.

Mon Gouvernement me prescrit de porter sans retard à la connaissance du Gouvernement du Roi, la résolution qu'il a cru devoir prendre en soumettant à la Chambre des Députés un projet de loi dont le but est de permettre au Président de la République de ratifier le traité conclu par M. de Brazza avec les chefs Batékés sur le Congo supérieur. Ce traité cède à la France, en échange de notre protectorat, une étendue de territoire comprise entre les rivières Djoué et Impila.

M. Duclerc, ayant à cœur de procéder avec franchise et sincérité vis-à-vis du Portugal, m'annonce en outre, que la communication dont je suis chargé de me faire ici l'interprète auprès du Cabinet de Lisbonne sera suivie par le plus prochain courrier du texte même de l'arrangement précipité. J'aurai l'honneur de le mettre sous les yeux de Votre Excellence en même temps que des indications propres à éclairer sur le caractère de cet acte le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle.

Le plus prochain courrier venant de France par voie de mer est attendu à Lisbonne, le 23 courant.

DE MÉNEVAL.

ANNEXE IV A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Fernando d'Azevedo, à M. Antonio de Serpa Pimentel.

Paris, le 24 novembre 1882.

Monsieur le Ministre, pour me conformer aux instructions contenues dans la dépêche de Votre Excellence, n° 17, du 18 courant, je me suis rendu chez le Ministre des Affaires étrangères et je lui ai remis copie de cette dépêche.

Avant même que j'eusse exposé à M. Duclerc les considérations que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre sur la question du Congo, le Ministre, confirmant tout ce que m'avait dit

M. Decrais, me déclara que le Gouvernement français avait déjà envoyé des instructions à M. de Méneval dans le sens que j'avais indiqué à Votre Excellence, et que M. de Laboulaye, qui doit partir prochainement pour Lisbonne, en emporterait de plus explicites encore. « La France, a dit M. Duclerc, désire s'entendre avec notre Gouvernement pour tout ce qui concerne la délimitation des frontières sur le territoire cédé à M. de Brazza, et je suis persuadé que notre voisinage dans ces régions devra être avantageux pour les divers pays. Sur ce vaste continent, il y a place pour tous; il est donc facile de nous entendre. Le Gouvernement français tient à cœur d'être d'accord avec le Portugal dans cette question, respecte ses droits sur les territoires du Congo et reconnaît la justice de ses prétentions jusqu'à 5° 12' de latitude. »

Comme je faisais observer au Ministre que la rive gauche du Zaïre, placée encore au-dessus de la latitude mentionnée, et tout ce qui constituait l'ancien Royaume du Congo, appartenait à la Couronne portugaise et que la mesure du 5° 12' s'appliquait principalement au territoire situé sur la côte au-dessus de l'embouchure du Zaïre, M. Duclerc me rassura, me disant que la France nous reconnaissait la possession de la rive gauche et qu'elle ne prétendrait jamais qu'aux territoires qui lui avaient été cédés sur la rive droite.

Quant aux assertions erronées du *Temps*, le Président du Conseil juge que le Gouvernement ne peut être responsable des fausses interprétations que les journaux donnent aux diverses questions qu'ils traitent.

En somme, je le répète, les déclarations de M. Duclerc ont été en tous points favorables et élogieuses pour notre pays, et il faut en conclure que la France, respectant scrupuleusement nos droits au Congo, ne fera rien d'important sur les territoires qui lui ont été concédés en dehors des limites de nos prétentions, sans s'être préalablement concertés avec notre Gouvernement avec lequel elle désire toujours procéder d'accord dans cette affaire. Je me félicite de pouvoir communiquer à Votre Excellence ce résultat si flatteur pour notre pays et qui, je l'espère, satisfera le Gouvernement de Sa Majesté.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE V A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Antonio de Serpa Pimentel, à M. Fernando d'Azevedo.

Lisbonne, le 4 décembre 1882.

La dépêche du 20 du mois dernier, dont vous avez dû laisser une copie au Gouvernement français, s'occupait uniquement de réfuter

l'opinion d'une partie de la presse française, qui, donnant une mauvaise interprétation au Traité de 1786, niait nos droits de souveraineté sur la rive droite du Zaïre à l'embouchure du fleuve, et soutenait que ledit Traité limitait ces droits à la pointe Sud de la susdite embouchure, tandis que, en réalité, le Traité reconnaît nos droits sur la rive opposée jusqu'au degré 5° 12' S. Il faut pourtant signaler que ceci se rapporte à la côte; car à l'intérieur nos droits s'étendent jusqu'aux limites du royaume de Congo, dont le chef est vassal de la Couronne de Portugal; ces limites sont au nord, la rivière même du Zaïre ou Congo, vont donc au delà dudit parallèle 5° 12' S.

Tels sont les principes que vous devez soutenir devant le Gouvernement français. Ils ne sont d'ailleurs pas en contradiction avec les déclarations de M. Duclerc, qui ne prétend pas, d'après les informations que vous m'avez données, que les territoires cédés à la France par le roi Makoko s'étendent sur la rive gauche du Zaïre.

ANTONIO DE SERPA PIMENTEL.

ANNEXE VI A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Fernando d'Azevedo à M. Antonio de Serpa Pimentel.

Paris, le 7 décembre 1882.

C'était hier le jour de la réception hebdomadaire du Corps diplomatique, et, dans la conversation que j'ai eue avec Son Excellence, M. Duclerc m'a confirmé une fois de plus ce qu'il m'avait déjà dit et ce que j'avais eu l'honneur de communiquer précédemment à Votre Excellence, c'est-à-dire que « la France, dans la question du Congo, ne désirait en aucune façon éveiller les susceptibilités d'aucune nation, ni aller à l'encontre des intérêts et des droits du Portugal sur les territoires situés dans les limites de nos anciennes et très justifiées prétentions ».

J'ai demandé en outre à Son Excellence ce qu'il y avait de vrai dans les nouvelles publiées par les journaux relativement au départ prochain pour l'Afrique de la canonnière *Sagittaire*; M. Duclerc m'a répondu que rien n'était encore fixé pour l'époque de l'expédition à la tête de laquelle partira M. de Brazza. La canonnière se dirigera sans doute vers l'Ogowé, mais son itinéraire n'est pas encore bien déterminé. Je me suis attaché à savoir ensuite, et c'était là, à mon sens, le point le plus important, si le Gouvernement français pensait réellement à envoyer une expédition à l'embouchure du Zaïre et sur le littoral voisin de cette rivière, ainsi que les journaux l'avaient également annoncé. Le Président du Conseil m'a répondu que je pouvais

annoncer à mon Gouvernement que l'expédition ne s'avancerait pas sur notre territoire. « Vous pouvez être tranquille, nous n'irons pas chez vous (au delà du 5°12'); et nous tenons à vous prouver que nous ne voulons rien faire qui puisse éveiller les susceptibilités de la presse et de l'opinion publique en Portugal. Pour tout ce qui pourra être entrepris dans le voisinage des territoires qui vous appartiennent, nous tenons à nous mettre préalablement d'accord avec vous (*sic*). »

Ce sont les propres termes dont s'est servi M. Duclerc, et je m'empresse de les faire connaître à Votre Excellence, certain qu'une telle déclaration donnera pleine satisfaction au Gouvernement de Sa Majesté.

Il me reste à dire à Votre Excellence que l'expédition dont je parle plus haut et à la tête de laquelle est M. de Brazza, se compose simplement d'une commission qui accompagne l'explorateur pour aller étudier *de visu* les territoires cédés à la France et décider quelles seront les dépenses nécessaires pour rendre productive ladite concession.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE VII A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Fernando d'Azevedo à M. Antonio de Serpa Pimentel.

(*Extrait.*)

Paris, le 9 décembre 1882.

Je viens de recevoir la dépêche de Votre Excellence n° 20, datée du 4 décembre, et je vois par son contenu, avec la plus grande satisfaction, qu'en ce qui touche les limites des territoires sur lesquels le Portugal a des droits dans la région du Haut-Congo, Votre Excellence me recommande de soutenir vis-à-vis du Gouvernement français les principes déjà établis par moi devant M. Duclerc et dont il a reconnu le bien-fondé, ainsi que l'indique mon précédent office du 24 novembre dernier. Conformément à ce que Votre Excellence m'ordonne, je continuerai de soutenir auprès de ce Gouvernement les principes que j'ai toujours défendus et que, du reste, M. Duclerc a accueillis de bon gré : « Que les limites de notre territoire dans ces régions sont le fleuve Zaïre même, qui coule du Nord-Est vers la côte, coupe, par suite, le parallèle 5°12' et monte beaucoup au delà de cette ligne dans l'intérieur; en un mot, que nos droits s'étendent à tout le royaume du Congo, sur le souverain duquel la Couronne de Portugal a la suzeraineté depuis des siècles, la limite du 5°12' s'appliquant seulement à la côte septentrionale du Zaïre. »

Je m'estime heureux d'avoir déjà ainsi satisfait aux désirs du Gou-

vernement de Sa Majesté et exposé à M. Duclerc la question dans les termes exacts que Votre Excellence me recommande.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE VIII A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. Fernando d'Azevedo à M. Antonio de Serpa Pimentel.

Paris, le 10 décembre 1882.

Monsieur le Ministre, pour faire suite à mon office du 9 courant, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, d'après les ordres reçus, j'ai de nouveau exposé à M. Duclerc, Président du Conseil, les principes du Gouvernement de Sa Majesté touchant les limites des prétentions du Portugal sur le Royaume du Congo, limites qui sont le 5°12' de latitude sur la côte, et au nord le fleuve Zaïre même, notre territoire embrassant, par suite, la rive gauche de ce fleuve au-dessus de cette latitude.

Une fois de plus, M. Duclerc m'a confirmé ce qu'il m'avait dit à ce sujet : à savoir que le territoire cédé à la France était situé sur la rive droite du Zaïre et, par suite, en dehors des limites des prétentions portugaises dont le Gouvernement français reconnaît la légitimité.

Le Ministre a ajouté que la France désirait resserrer chaque fois davantage les liens d'amitié qui l'unissent au Portugal et ne voudrait en aucune manière porter atteinte à ses droits.

En présence de cette nouvelle confirmation des intentions du Gouvernement français, il me reste à me féliciter une fois de plus de pouvoir annoncer à Votre Excellence cette heureuse issue.

FERNANDO D'AZEVEDO.

ANNEXE IX A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. d'Andrade Corvo à M. Barboza du Bocage.

(Extrait.)

Paris, le 4 novembre 1883.

J'ai reçu, le 2 au soir, le télégramme de Votre Excellence que je n'ai pas pu déchiffrer en partie. Hier, j'ai prié Votre Excellence de répéter ce télégramme et aujourd'hui il m'est parvenu mieux chiffré, ce dont je remercie Votre Excellence.

Comme, d'après le premier télégramme, je pouvais comprendre qu'il s'agissait d'une prétendue occupation par les Français de la côte qui relie le Gabon au Congo, je me suis empressé de me rendre hier

même chez M. Challemel-Lacour. Je lui exposai le fait dont il s'agissait : le Ministre m'affirma que l'expédition Brazza avait un caractère purement scientifique et, comme telle, avait reçu un très petit subside du Parlement, l'année dernière; que c'était une question qui regardait le Ministère de l'Instruction publique et qu'il me pouvait certifier que la nouvelle de l'occupation française était dénuée de fondement.

Le Ministre des Affaires étrangères, s'étendant longuement sur ce sujet, me dit que le Gouvernement portugais ne pouvait mettre en doute la bonne volonté et l'esprit de conciliation du Gouvernement français, qui avaient été déjà manifestés précédemment.

JOAO D'ANDRADE CORVO.

ANNEXE X A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. d'Andradæ Corvo à M. Barboza du Bocage.

(*Extrait.*)

Paris, le 5 novembre 1883.

Dans mon office d'hier de cette série, je disais à Votre Excellence que M. Challemel-Lacour m'avait indiqué que la mission de M. de Brazza était purement scientifique et, comme telle, dirigée par le Ministère de l'Instruction publique. Aujourd'hui je suis allé trouver à ce ministère M. Xavier Charmes, avec lequel je suis en bons rapports et qui est le haut fonctionnaire chargé de cette expédition africaine.

J'ai eu avec lui un long entretien et il m'a affirmé que tout ce qui se dit ici au sujet d'instructions données aux officiers de la marine française est absolument inexact.

Dans les instructions dernièrement expédiées, il leur était ordonné de n'occuper aucun point de la côte compris dans la région réclamée jusqu'à présent en vertu des droits du Portugal; s'il devenait nécessaire d'envoyer une expédition au secours de M. de Brazza, cette expédition ne devrait pas traverser les territoires du Nord du Congo, sans aviser préalablement les autorités portugaises.

D'ANDRADE CORVO.

ANNEXE XI A LA DÉPÊCHE DU 15 MARS 1884.

M. d'Andrade Corvo à M. Barboza du Bocage.

(*Extrait.*)

Paris, le 7 décembre 1883.

Je remercie Votre Excellence des informations qu'Elle a bien voulu me faire parvenir, par sa dépêche du 23 novembre dernier, au sujet

des affaires du Congo. Ce que Votre Excellence me dit au sujet de la négociation qui se poursuit à Londres me donne l'espoir qu'on arrivera à un accord qui serait à désirer, surtout en ce moment où les difficultés paraissent s'accroître sur les deux rives du Zaire.

Dans le dernier entretien que j'ai eu avec M. Ferry, j'ai appelé l'attention du Ministre sur les traités que fait Stanley avec les chefs indigènes et dont Votre Excellence a bien voulu m'envoyer copie.

Le Ministre s'est étonné qu'une compagnie fit des traités comme si elle était un Gouvernement constitué, et a marqué les inconvénients qui pourraient en résulter pour les affaires compliquées du Congo.

Le Gouvernement français avait déjà connaissance des traités qui lui avaient été communiqués par le Commandant de la station française. D'après la manière dont s'est exprimé M. Ferry, il semble évident qu'il existe de profondes divergences entre Brazza et Stanley et que cette situation a rendu nécessaires des instructions à la station navale pour prêter l'appui de la force en cas de besoin à l'explorateur français.

D'ANDRADE CORVO.

N° 16. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, 29 mars 1884.

M. Barboza du Bocage vient de m'adresser sa réponse à la note que je lui avais remise le 18. J'ai l'honneur de faire parvenir sans retard à Votre Excellence ce document.

DE LABOULAYE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 29 MARS 1883.

M. Barboza du Bocage, à M. de Laboulaye.

Lisbonne, le 28 mars 1884.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la dépêche que Votre Excellence m'a adressée le 18 courant, accompagnée d'une Note dans laquelle étaient contenues les observations que certaines clauses du Traité anglo-portugais relatif au Congo ont suggérées au Gouvernement de la République française.

Avant tout, je désire exprimer à Votre Excellence la grande satisfaction avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît que la France a toujours respecté les dispositions consignées dans le traité de 1786, par lequel le Gouvernement français s'est engagé à ne pas créer d'obstacles à l'exercice de la souveraineté portugaise sur la côte de Cabinda, en même temps que le Gouvernement portugais s'engageait

à ne pas empêcher le libre commerce des sujets français, ainsi qu'ils étaient accoutumés de le faire dans lesdites contrées.

Il est inutile de rappeler, parce que la chose est très connue, que le commerce qui se faisait à cette époque sur la côte de Cabinda était presque exclusivement celui des esclaves, et que les nations de ce temps usaient du droit de prohiber ou d'autoriser les étrangers à faire ce commerce ou un autre dans leurs colonies et possessions.

La manière d'agir constante de la nation française, qui a toujours respecté ses engagements presque séculaires, s'est trouvée encore confirmée par des faits tout récents.

Telles ont été les déclarations publiques, motivées par la présentation aux Chambres françaises des traités signés par M. Savorgnan de Brazza, ainsi que les paroles claires et explicites du Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères disant au représentant de Sa Majesté Très-Fidèle en France que le Gouvernement de la République respectait nos droits, reconnaissant la justice des prétentions de la Couronne portugaise jusqu'au 5°12' de latitude sud, qu'il avait beaucoup à cœur d'être d'accord avec le Portugal dans cette question, et voulait suivre avec nous une politique de parfaite harmonie et de bon voisinage sur la côte occidentale d'Afrique.

Des dispositions non moins amicales pour la France ont été manifestées en divers documents et avec diverses preuves par le Gouvernement de Sa Majesté.

Je mentionnerai particulièrement la Note adressée le 19 août dernier à Votre Excellence par mon prédécesseur, dans laquelle il manifestait le meilleur désir d'arriver à un accord sur la délimitation de nos frontières respectives en Guinée et au Congo, le Portugal se trouvant ainsi être la première puissance qui reconnaissait la souveraineté de la France sur les territoires nouvellement acquis.

Le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle a donné une preuve encore plus évidente de ses sentiments à l'égard de la République française, en s'abstenant, lorsque la France s'est emparée de Punta-Negra, de ratifier la protestation du commandant de la canonnière *Bengo*, de la marine royale, contre l'occupation française. Cette preuve des dispositions amicales du Portugal emprunte une valeur particulière à cette circonstance que la nation portugaise avait exercé fréquemment son autorité pour protéger son commerce comme celui des autres pays, en envoyant sur ces points de la côte des forces navales, en supportant les charges que de telles expéditions occasionnent toujours et en risquant la vie de ses marins dans le seul but de maintenir l'ordre ainsi que de châtier les déprédations et attentats des naturels contre les blancs sans distinction de nationalité. Le Portugal était certain que l'exercice de la souveraineté de la part d'une nation civilisée dont

es sentiments d'amitié lui avaient tant de fois été exprimés, ne pouvait laisser que d'avoir des conséquences favorables pour la civilisation du continent africain, à laquelle il se consacre depuis de longues années; et pour cette raison, il n'a pas songé à prétendre que les factoreries portugaises exerçaient jusqu'alors sur cette côte leur commerce, sans être soumis à aucune formalité, charge ou restriction de quelque espèce que ce soit. Si le Gouvernement portugais a agi de cette manière, c'est parce qu'il savait bien qu'en reconnaissant, comme il était disposé à le faire, la souveraineté française sur les territoires récemment acquis, il ne pouvait contester les droits essentiellement inhérents à cette souveraineté, qui sont, entre autres, celui d'établir des douanes et autres charges de même nature, prix de l'ordre et de la protection aux personnes et à la propriété, des conditions enfin sans lesquelles la souveraineté n'est et ne peut être effective.

En partant de ces principes, le Gouvernement de Sa Majesté a de la peine à comprendre, comme il est dit dans la Note, que le Gouvernement de la République française proteste contre tout acte qui modifierait sans son agrément les conditions auxquelles le commerce et la navigation sont actuellement soumis dans l'estuaire du Congo. Je dois faire observer que la navigation et le commerce ne sont pour le moment soumis qu'aux conditions de la plus complète anarchie, parce qu'il n'existe sur les rives du Zaïre aucune juridiction régulière, aucune puissance civilisée ni aucune autorité locale. C'est seulement quand les plus détestables conséquences de l'anarchie arrivent à leur comble, quand les indigènes menacent à main armée la vie des blancs et mettent en danger leur propriété, qu'on a toujours recouru aux autorités portugaises, en leur demandant le secours de nos navires, et ceux-ci ont toujours été rétablir l'ordre et protéger le commerce ainsi que la vie des Européens, sans qu'il fût demandé s'ils étaient Portugais ou de quelque autre nationalité et sans aucun autre intérêt qui ne fût celui de l'humanité et de la civilisation.

Le Gouvernement de la République aurait des raisons de protester, si dans le récent Traité avec la Grande-Bretagne se trouvaient des dispositions contraires à celles de l'ancien Traité de 1786 avec la France; mais le nouveau Traité est publié, le Gouvernement français en a connaissance, et il ne trouvera certainement pas de clause qui soit dans ce cas. La France continue à avoir le droit de commercer librement, sans limites ou obstacles, dans les territoires dont il s'agit, et elle ne cessera certainement pas de respecter l'extension de la souveraineté du Portugal sur ces mêmes territoires et, par suite, les droits inhérents à cette souveraineté.

Jusqu'ici empêché de réaliser une occupation permanente, le Portugal ne pouvait offrir au commerce français cette sécurité que

États civilisés s'obligent à donner aux personnes et aux propriétés de leurs nationaux comme des étrangers; il ne pouvait fournir qu'une protection éventuelle, précaire, inévitablement tardive des forces de ses navires de guerre contre les attaques des indigènes armés. Maintenant l'occupation une fois faite, puisque le Traité avec l'Angleterre lève les difficultés qui l'empêchaient, le Portugal ne se contentera pas de respecter platoniquement, comme il l'a fait jusqu'ici, le droit reconnu à la France, par le Traité de 1786, de commercer avec ces régions, mais garantira ce droit effectivement et efficacement, en donnant à ce commerce, par des moyens d'action permanente, la sécurité et la tranquillité qu'il a le devoir de maintenir. Le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle n'a pas le moindre doute que la France, de son côté, respectera l'exercice de la souveraineté effective du Portugal dans le sens et avec l'extension que les publicistes sont unanimes à donner ce mot.

La Note se réfère aussi à la Commission mixte créée par l'article 4 du Traité. La compétence de cette Commission est de faire les règlements de la navigation du fleuve et de pourvoir, d'accord avec les Autorités portugaises, à la construction de phares, balises et marques; elle a été instituée dans le but de faciliter la navigation et, par conséquent, d'être également utile au commerce de tous les pays. Ce complément indispensable du Traité incombait naturellement sur deux parties contractantes, qui donnent une garantie réciproque de sa fidèle exécution et de son application uniforme, sans distinction de nationalité, à tous ceux qui trafiquent ou qui viendraient à trafiquer sur le Zaïre. Des améliorations qui seront ainsi réalisées résultera pour tous, un avantage bien supérieur aux petites charges imposées à la navigation et au commerce. Aussi le Gouvernement ne peut comprendre comment celui de la République française arrive à redouter pour ses nationaux quelques dommages par suite de l'adoption de mesures qui ont pour objet d'implanter sur le Zaïre un régime régulier adopté partout où règne la civilisation; il ne comprend pas non plus comment il pourrait être attribué à l'adoption de si utiles mesures quelque signification capable de contrarier, si peu que ce soit, le bon accord qui existe depuis tant d'années entre le Portugal et la France. Toutefois le Gouvernement portugais ne voit aucune difficulté, et il ne croit pas qu'il y en ait de la part de Sa Majesté britannique, à ce que la Commission mixte ne procède à l'élaboration des règlements, ni prenne quelque autre résolution relative à la navigation du Congo, sans entendre et prendre en considération les observations des Représentants du commerce des différents pays qui ont un intérêt dans cette région, ou des Agents consulaires que les Gouvernements respectifs viendraient à y établir.

La note contient finalement une observation au sujet de l'article 14 du traité, dans lequel le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle s'oblige à ne céder le fort de Saint-Jean-Baptiste-d'Ajuda, sur la Côte d'Or, qu'à la Grande-Bretagne, le jour où il se trouverait disposé à faire cette cession. La souveraineté et possession de ce fort ne nous a jamais été disputée et le Portugal doit se considérer comme étant dans le plein droit d'en faire la cession; de plus, un abandon temporaire ayant eu lieu plusieurs fois, abandon que certaines raisons de bonne administration conseillaient de rendre définitif, il était tout naturel qu'il vînt à l'Angleterre, possédant dans cette région de vastes territoires limitrophes, le désir d'occuper le fort quand nous aurions retiré la petite force qui le gar le. Demandée dans ces termes, il n'était pas possible de refuser à une puissance amie la possession qu'elle était la première à solliciter et pour laquelle aucune autre nation ne pourrait alléguer avec justice des raisons de préférence; ni l'occupation récente par la France de quelques points dans le voisinage d'Ajuda, ni l'accord sur l'opportunité d'une entente, quant à la délimitation des frontières en Guinée et au Congo, n'auraient pu justifier, de la part du Portugal, le refus de condescendre au désir de la Grande-Bretagne. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté ne croit pas avoir fait la plus légère offense aux intérêts et aux légitimes susceptibilités de la France, puisqu'il ignorait même que la possession d'Ajuda pouvait lui être agréable.

Je crois avoir réussi à démontrer que les observations contenues dans la note remise par Votre Excellence le 18 courant ne peuvent se fonder d'une manière suffisante sur le mode d'agir du Gouvernement de Sa Majesté qui a toujours été amical envers la France. Je ne veux cependant pas m'arrêter ici, parce que je tiens à exprimer encore à Votre Excellence le vif désir qui anime la nation portugaise de resserrer chaque jour davantage ses relations déjà intimes avec une nation à laquelle l'unissent tant d'affinités de race et tant de liens d'intérêt réciproque. Il y a peu de mois, le désir a été manifesté, à diverses reprises, par Votre Excellence comme par mon prédécesseur, de fixer de commun accord les limites de nos possessions avec les possessions françaises, tant en Guinée qu'au Congo, et cette fixation n'a été retardée qu'en raison des négociations pendantes avec une autre puissance au sujet de la souveraineté portugaise sur cette dernière partie du continent africain. Mais, aujourd'hui que ces négociations sont terminées et que la ratification prochaine du traité conclu avec l'Angleterre va permettre l'établissement définitif de la juridiction portugaise sur la région du Congo, le moment me semble venu de nous occuper du règlement de ces limites, tant dans les colonies et possessions de Guinée comme au Zaïre. Il y aura avantage

pour les deux nations dans la fixation amicale de leurs frontières africaines, parce que de cette manière seront évitées toutes mésintelligences et difficultés entre autorités subalternes qui, d'un côté comme de l'autre, peuvent, par excès de zèle, contrarier les dispositions des deux Gouvernements pour une politique de sincère coopération et d'harmonie parfaite, comme il convient simultanément à deux puissances également intéressées au développement du commerce de ces régions. De cette manière, les deux nations, sans sacrifier les grands intérêts de la civilisation à des mesquines convenances locales, chercheront, dans une bonne camaraderie, à répandre sur le vaste continent africain les bénéfices du progrès par l'action féconde de leurs facultés colonisatrices. Dans ce sentiment, toutes propositions que le Gouvernement de la République jugera opportun de faire, tant pour la fixation des limites comme pour le resserrement des relations de tout ordre entre les possessions voisines du Portugal et de la France, rencontreront toujours de la part du Gouvernement de Sa Majesté le meilleur et le plus favorable accueil.

J'espère que le Gouvernement de la France reconnaîtra tous les efforts du Gouvernement portugais pour maintenir intacts et toujours plus intimes les bonnes relations entre les deux pays, et comprendra que les intérêts français ne pourront jamais être blessés par l'extension de la juridiction effective du Portugal à un territoire pour lequel la France a été la première nation qui ait déclaré, par un acte solennel, qu'elle ne mettrait pas d'obstacle à l'exercice de la souveraineté portugaise.

BARBOZA DU BOCAGE.

N° 17. — M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo à Bruxelles, à M. Jules Ferry.

Bruxelles, le 23 avril 1884.

Monsieur le Ministre, l'Association internationale du Congo, au nom des stations et territoires libres qu'elle a fondés au Congo et dans la vallée du Nadi-Quillon, déclare formellement qu'elle ne les cédera à aucune puissance, sous réserve des conventions particulières qui pourraient intervenir entre la France et l'Association, pour fixer les limites et les conditions de leur action respective. Toutefois l'Association, désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engage à lui donner le droit de préférence, si, par des circonstances imprévues, l'Association était amenée un jour à réaliser ses possessions.

STRAUCH.

N° 18 — M. Jules Ferry à M. Strauch, Président de l'Association internationale du Congo, à Bruxelles.

Paris, le 24 avril 1884.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 23 courant par laquelle, en votre qualité de Président de l'Association internationale du Congo, vous me transmettez des assurances et des garanties destinées à consolider nos rapports de cordialité et de bon voisinage dans la région du Congo.

Je prends acte avec grande satisfaction de ces déclarations et, en retour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français prend l'engagement de respecter les stations et territoires libres de l'Association, et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

JULES FERRY.

N° 19. — M. Jules Ferry à M. de Brazza-Savorgnan, Commissaire du Gouvernement dans l'Ouest africain.

Paris, le 25 avril 1884.

Vous vous êtes montré plus d'une fois soucieux dans votre correspondance des dangers que pouvait présenter la cession éventuelle à une Puissance tierce des établissements de l'Association internationale placée sous le patronage du Roi des Belges.

Je m'empresse de vous annoncer qu'aux termes d'un accord conclu avec nous, cette Société vient de s'engager à ne céder, sans entente préalable avec nous, à aucune Puissance autre que la France, les territoires et les stations fondés par elle tant dans le Congo que dans la vallée du Niadi-Quillou. Nous avons en retour promis de respecter les stations et territoires libres de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

En vous informant des conditions nouvelles d'après lesquelles vous aurez à régler vos rapports avec les représentants de l'Association internationale, je suis assuré par avance que vous vous inspirerez de l'esprit amical qui a dicté ces arrangements.

JULES FERRY.

N° 20. — Le Baron de Courcel, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Jules Ferry,

(Extrait.)

Berlin, le 26 avril 1884.

Le Gouvernement impérial donne la plus sérieuse attention à la question du Congo, et on s'occupe en ce moment même de réunir les éléments du travail devant lui permettre de se prononcer en connaissance de cause. M. de Hatzfeldt, tout en me disant qu'il n'était pas encore arrivé à des conclusions définitives, m'a fait connaître qu'il avait traité la question du Congo avec le Chancelier de l'Empire et que trois points pouvaient dès à présent être considérés comme acquis.

En premier lieu, le Gouvernement allemand avait reconnu que ses nationaux avaient des intérêts importants impliqués dans la question, et que ces intérêts méritaient, de sa part, un sérieux appui.

Secondement, le Gouvernement allemand, avant de fixer ses propres résolutions, avait le désir d'échanger ses vues avec les autres Gouvernements intéressés, notamment avec la France, et le Prince de Hohenlohe serait invité à vous témoigner le prix que l'Allemagne attacherait à se concerter avec vous. Enfin, pour ce qui concerne spécialement l'acte diplomatique signé, mais non encore ratifié, entre l'Angleterre et le Portugal, quels que fussent en être le sort et la portée, l'Allemagne le regardait comme ne lui étant pas opposable et comme ne pouvant, en aucun cas, porter légalement atteinte à la situation de droit des tiers non intervenus à la négociation.

ALPH. DE COURCEL.

N° 21. — M. Jules Ferry à M. de Laboulaye.

Paris, le 3 mai 1884.

J'ai reçu votre lettre du 29 mars et j'ai connaissance de la note qui vous a été remise par le Ministre des Affaires étrangères de Portugal, en réponse à la communication que vous aviez été chargé de lui faire au sujet du traité récemment signé à Londres.

Nous n'avons pas l'intention d'engager une discussion sur les divers points relevés dans cette réponse qui ne saurait infirmer

à nos yeux la valeur des déclarations transmises par vous, le 18 mars, au Gouvernement portugais. Toutefois notre réserve ne saurait aller jusqu'à laisser s'établir un malentendu touchant la portée des assurances que le Chargé d'Affaires de Portugal à Paris avait reçues, en 1882, de M. Duclerc et qui se trouvent reproduites dans la note de M. Barboza du Bocage.

Il n'existe dans nos archives aucune trace de pareilles déclarations, et j'ai dû faire appel aux souvenirs de mon prédécesseur pour savoir si M. d'Azevedo avait exactement saisi et déterminé, en en rendant compte à son Gouvernement, le sens du langage qui lui avait été tenu.

M. Duclerc a bien voulu, le 26 du mois dernier, préciser, dans une lettre dont vous trouverez ci-joint copie, la portée des déclarations qu'il a faites au Chargé d'affaires de Portugal à Paris. Ainsi que vous le verrez, le Chef du Cabinet du 7 août 1882 s'est maintenu dans la ligne de conduite constamment suivie depuis lors par le Gouvernement français, en se bornant à constater que notre action dans la région du Congo ne devait pas s'exercer au sud du 5° 12, sans que nous eussions à nous prononcer sur la valeur des titres invoqués au delà de cette latitude par le Gouvernement portugais.

La netteté du témoignage de M. Duclerc ne peut que contribuer à nous faire regretter que les dépêches de M. d'Azevedo aient été livrées à la publicité avant que nous en eussions préalablement reçu communication.

Nous ne voulons pas insister sur ce point ; mais il est indispensable que l'erreur dans laquelle paraît avoir été induit M. Barboza du Bocage soit rectifiée. Vous en prendrez occasion pour confirmer dans une nouvelle communication écrite les résolutions déjà indiquées dans notre note du 18 mars ; vous déclarerez d'une façon formelle que le traité anglo-portugais ne peut, à nos yeux, avoir pour effet de modifier, sans notre consentement, la situation acquise à nos nationaux dans la région du Congo, et que nous entendons maintenir intégralement à leur profit les franchises dont ils ont bénéficié jusqu'à présent, soit au point de vue de la liberté de la navigation et du commerce, soit en ce qui concerne les droits de douane, de balisage ou autres.

JULES FERRY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 3 MAI 1884.

M. Duclerc, Sénateur, à M. Jules Ferry.

26 avril 1884.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avant-hier et par laquelle vous me communiquez la traduction de quatre dépêches adressées au Ministre des Affaires étrangères à Lisbonne, sous les dates du 24 novembre, 9 et 11 décembre 1882, et dans lesquelles M. le Chargé d'Affaires du Portugal à Paris rend compte de divers entretiens qu'il a eus avec moi, relativement aux affaires du Congo.

D'après les termes de ces dépêches, j'aurais seulement reconnu les droits légitimes du Portugal au sud du degré 5°12' de latitude, mais reconnu, en outre, la légitimité de ses prétentions dans toute l'étendue de ces vastes régions.

Quand j'ai quitté le Ministère des Affaires étrangères, je n'en ai emporté, ni en minute, ni en copie, aucun document officiel. Avant de m'écrire la lettre à laquelle je réponds, vous avez dû nécessairement rechercher si, du 7 août 1882 au 25 janvier 1883, le dossier relatif aux affaires du Congo contient une déclaration, une phrase, un mot qui confirme la version de M. le Chargé d'Affaires portugais. Je pense que vous n'avez rien trouvé qui s'écarte de la ligne de conduite suivie, à la même époque, par le Cabinet que j'avais l'honneur de présider et qui n'est certes point celle qui ressortirait de la version de cet honorable agent.

Ni dans mes souvenirs, ni dans mes notes, je ne trouve rien non plus qui justifie la traduction publiée par le *Livre blanc* portugais.

Voici maintenant ce qui s'est passé, lorsque le Gouvernement de la République, après en avoir reçu l'autorisation des Chambres, ratifia le traité conclu par M. de Brazza avec les chefs Batékés et manifesta par des actes significatifs la résolution d'en assurer l'exécution.

M. le Chargé d'Affaires du Portugal à Paris vint m'exprimer les inquiétudes de son Gouvernement. Je m'empressai de le rassurer. Tout d'abord je remis sous ses yeux les stipulations du traité de Brazza et nos déclarations devant le Parlement.

J'ajoutai que ce traité, ratifié, allait être immédiatement exécuté; que l'expédition qui s'organisait avait pour instruction de ne pas dépasser le degré 5°12' de latitude; que, si quelque difficulté venait à s'élever (ce qui était certainement possible à de telles distances et sur tant de points divers), on nous trouverait toujours animés du désir de la résoudre dans un sentiment de loyauté et d'amitié.

Conclure de ces paroles amicales que j'ai reconnu non seulement les droits du Portugal, mais encore la légitimité de ses prétentions sur toutes les régions situées au delà de cette limite du 5°12', c'est là une interprétation tout à fait inadmissible. Outre que je n'avais pas qualité pour délivrer au Portugal un certificat de souveraineté ou de suzeraineté, je n'avais nul droit de supprimer à son profit les souverainetés indépendantes, si nombreuses dans ces régions, et enfin, considération plus forte que toutes les autres, ce n'est pas au moment où je voulais ouvrir à l'action de la France les régions et la navigation du Congo que j'aurais reconnu à une Puissance quelconque le droit de nous en fermer l'accès.

DUCLERC.

N° 22. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 11 mai 1884.

La convention relative au Congo ne sera pas votée dans la session actuelle des Cortès, qui sera très probablement close le 17. Sur la demande du Gouvernement portugais, l'Angleterre a consenti à prendre l'initiative de modifications à apporter aux clauses qui ont soulevé les principales objections de la part des autres puissances intéressées dans le commerce du Congo.

DE LABOULAYE.

N° 23. — M. Jules Ferry, aux Ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Vienne, Saint-Petersbourg, Madrid, Constantinople, Berne et Rome; aux Ministres de la République française à Copenhague, Stockholm, Belgrade, Bucarest, Athènes, Washington, Tanger, Tokio, Téhéran; aux Chargés d'Affaires de la République française à Munich, la Haye et Pékin.

Paris, le 31 mai 1884.

Le président de l'Association internationale du Congo m'a adressé le 23 avril dernier, une lettre dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie (1); vous trouverez également ci-annexé copie de la réponse que j'ai faite à sa communication.

Cette correspondance constate l'accord conclu avec nous par l'Association internationale et aux termes duquel cette Société s'engage à ne céder à aucune Puissance autre que la France les

(1) Voir cette lettre plus haut, p. 326.

territoires et stations fondés par elle au Congo et dans la vallée du Niadi-Quillou. Nous promettons en retour de respecter les stations et territoires de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

L'entente ainsi intervenue aura donc pour effet immédiat de faciliter les opérations du Commissaire du Gouvernement français dans l'Ouest africain. Elle garantit pour l'avenir l'œuvre poursuivie dans ces régions par le Gouvernement de la République contre l'intervention d'une Puissance tierce qui se substituerait à l'Association; à ce double point de vue, je n'ai pas hésité à y donner mon assentiment. J'ai tenu à vous fixer sur la nature et sur l'objet de ces arrangements; rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que, dans vos entretiens, vous fassiez usage des indications qui précèdent.

JULES FERRY.

N° 24. — M. de Laboulaye à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 4 juin 1884.

M. d'Andrade Corvo partira incessamment pour rejoindre son poste. Ses instructions sont de déclarer à Votre Excellence que le Portugal admet une Commission internationale composée des délégués des Puissances intéressées, est prêt à faire de nouvelles concessions pour les tarifs, et assure à tous les étrangers un traitement égal à celui de ses nationaux. Le Marquis de Penafiel fera les mêmes déclarations au Cabinet de Berlin.

Lorsque l'opinion des divers Gouvernements intéressés sera connue, les Gouvernements anglais et portugais se mettront d'accord sur le meilleur moyen de constater l'entente générale, soit par une Conférence, soit par des échanges de notes.

DE LABOULAYE.

N° 25. — S. A. S. le Prince de Bismarck, Chancelier de l'Empire allemand, au baron de Courcel, Ambassadeur de la République française à Berlin.

Berlin, le 13 septembre 1884.

Après avoir rendu compte à Sa Majesté l'Empereur et Roi des entretiens que nous avons eus à Varzin, j'en résume le con-

tenu dans cette note que je prie Votre Excellence de vouloir bien communiquer au Gouvernement de la République.

Les actes d'occupation récemment accomplis sur la côte occidentale d'Afrique nous y ayant mis en rapport de voisinage avec des colonies et des établissements français, nous désirons régler, d'accord avec le Gouvernement français, la situation qui résulte des prises de possession effectuées dans ces parages par des commissaires allemands. Si, parmi celles-ci, il s'en trouvait qui pourraient ne pas s'accorder avec les droits et la politique de la France, nous n'avons pas l'intention de les maintenir. L'étendue des possessions coloniales n'est pas l'objet de notre politique; nous ne visons qu'à assurer au commerce allemand l'accès de l'Afrique sur des points jusqu'ici indépendants de la domination d'autres Puissances européennes. Les rapports officiels de M. Nachtigal et des autorités coloniales françaises ne tarderont pas à mettre au clair les points sur lesquels le défaut d'informations précises sur des changements nouvellement survenus dans l'état des choses aura pu donnera lieu à une concurrence en dehors de nos intentions.

En attendant, je prie Votre Excellence de se faire l'interprète, auprès du Gouvernement français, de la satisfaction que nous éprouvons à constater l'accord où les deux Gouvernements se trouvent au sujet des principes les plus importants qu'il serait de leur intérêt commun d'appliquer au commerce d'Afrique et de recommander aux autres nations intéressées.

De même que la France, le Gouvernement allemand observera une attitude bienveillante à l'endroit des entreprises belges sur les rives du Congo, par suite du désir qu'ont les deux Gouvernements d'assurer à leurs nationaux la liberté de commerce dans toute l'étendue de l'État futur du Congo et dans les positions que la France tient sur ce fleuve et qu'elle se propose d'assimiler au système libéral qu'on attend de cet État à constituer. Ces avantages resteraient acquis aux nationaux allemands et leur seraient garantis, dans le cas où la France se trouverait appelée à exercer le droit de préférence accordé par le Roi des Belges, en cas d'aliénation des acquisitions faites par la Compagnie du Congo.

L'échange de vues que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence prouve que les deux Gouvernements sont également désireux d'appliquer à la navigation du Congo et du Niger les

principes que le Congrès de Vienne avait adoptés pour assurer la liberté de la navigation de quelques fleuves internationaux, et qui plus tard ont été appliqués au Danube.

Pour assurer le développement régulier du commerce européen en Afrique, il serait en même temps utile d'arriver à un accord sur les formalités à observer pour que les occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir proposer au Gouvernement de la République de constater l'identité de nos vues sur ces points, par voie d'un échange de notes, et d'inviter les autres Cabinets intéressés dans le commerce d'Afrique à se prononcer, dans une conférence à convoquer dans ce but, sur les stipulations convenues entre les deux Puissances.

DE BISMARCK.

**N° 26. — Le Baron de Courcel
à S. A. S. le Prince de Bismarck.**

Berlin, le 29 septembre 1884.

Mon Prince, je n'ai pas manqué de communiquer à mon Gouvernement la note que Votre Altesse Sérénissime m'a fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 13 de ce mois, et dans laquelle Elle a bien voulu résumer la substance des entretiens que nous avons eus à Varzin.

Le Gouvernement de la République française n'est pas moins désireux que le Gouvernement impérial d'Allemagne de régler dans un esprit de bonne entente mutuelle les rapports de voisinage qui peuvent résulter de la prise de possession, au nom de l'Empire allemand, de plusieurs points de la côte occidentale d'Afrique à proximité des établissements français. M. Jules Ferry a reçu avec satisfaction l'assurance que, si certains actes des commissaires allemands se trouvaient n'être point en harmonie avec les droits et la politique de la France dans ces parages, le Gouvernement impérial d'Allemagne ne se proposait pas de les maintenir. En me chargeant de remercier Votre Altesse Sérénissime de ce témoignage de son bon vouloir et de la parfaite loyauté de ses intentions, le Président du Conseil exprime la confiance qu'aussitôt que des informations prises sur l'état des choses à la côte africaine seront parvenues en Europe, les deux Gouvernements n'auront pas de peine à s'entendre sur les délimitations réciproques.

M. Ferry n'a pas été moins heureux que Votre Altesse Sérénissime de pouvoir constater que l'accord entre les deux Gouvernements portait sur des principes de haute valeur, qu'il est d'un intérêt commun d'appliquer au commerce d'Afrique et de voir reconnaître par toutes les nations.

Le Gouvernement de la République française met au premier rang de ces principes la liberté du commerce dans le bassin et les embouchures du Congo. L'Association internationale africaine, qui a fondé sur ce fleuve un certain nombre de stations, se déclare prête à l'admettre dans toute l'étendue des territoires sur lesquels elle exerce des droits. De son côté, la France est disposée à accorder également la liberté commerciale dans les positions qu'elle tient ou qu'elle pourra acquérir plus tard sur le Congo ; elle se proposerait même de maintenir cette liberté, dans le cas où elle se trouverait appelée à recueillir le bénéfice des arrangements que Votre Altesse Sérénissime a visés dans sa note et qui assurent à la France le droit de préférence, en cas d'aliénation des territoires acquis par l'Association internationale. Ces concessions, de la part de la France, demeurent naturellement subordonnées à la condition de réciprocité.

Par la liberté du commerce, nous entendons le libre accès pour tous les pavillons, l'interdiction de tout monopole ou traitement différentiel ; mais nous admettons l'établissement de taxes qui pourront être perçues comme compensation de dépenses utiles pour le commerce. Il est bien convenu qu'en poursuivant l'institution, dans le bassin du Congo, du régime de la liberté commerciale, et en se déclarant prêt à y contribuer pour sa part, le Gouvernement français ne se propose pas d'étendre l'application de ce régime à ses établissements coloniaux du Gabon, de la Guinée ou du Sénégal.

Le Gouvernement de la République est d'accord avec le Gouvernement impérial d'Allemagne pour considérer comme désirable que les principes adoptés par le Congrès de Vienne en vue de consacrer la liberté de la navigation sur plusieurs fleuves internationaux, principes appliqués plus tard au Danube, soient appliqués également, sous la surveillance et la garantie des Puissances intéressées, au Congo et au Niger.

Nous pensons aussi qu'afin d'assurer le développement régulier du commerce européen en Afrique et de prévenir des contesta-

tions regrettables au sujet de l'état des possessions territoriales entre les différentes nations, il serait utile d'arriver à un accord sur les formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes de l'Afrique soient considérées comme effectives.

L'identité des vues se trouvant constatée, sur ces différents points, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial d'Allemagne, M. Jules Ferry m'a chargé de faire savoir à Votre Altesse Sérénissime qu'il était prêt à s'entendre avec Elle pour qu'une invitation soit adressée aux autres Cabinets intéressés dans le commerce d'Afrique, en vue de la réunion d'une conférence qui serait appelée à se prononcer sur les règles admises de commun accord par la France et par l'Allemagne.

ALPH. DE COURCEL.

N° 27. — S. A. S. le Prince de Bismarck au Baron de Courcel.

Friedrichsruhe, le 30 septembre 1884.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai eu l'honneur de recevoir la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, le 29 de ce mois, et je constate avec satisfaction l'identité de vues qui se trouve ainsi établie entre nos deux Gouvernements sur les différents points développés dans ma note du 13 du courant. Le Gouvernement de la République française ayant également adhéré à l'idée de réunir en conférence à Berlin les représentants des autres Cabinets intéressés dans le commerce d'Afrique, il paraîtrait utile de procéder sans retard à l'invitation de ces derniers, de sorte que l'ouverture de la conférence pût avoir lieu dans le courant du mois d'octobre. Comme Puissances intéressées dans le commerce d'Afrique, je me permettrai de signaler la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et les États-Unis d'Amérique, tout en déclarant d'avance l'accord de l'Allemagne, si le Gouvernement de la République jugeait opportun d'étendre l'invitation à d'autres Puissances maritimes dont le concours lui semblerait désirable. Pour assurer aux résolutions de la conférence l'assentiment général, il conviendrait peut-être de convier plus tard toutes les grandes Puissances et les États

scandinaves à prendre part aux délibérations; mais, pour accélérer la réunion de la conférence, il sera utile de se borner pour le moment à l'invitation des Puissances les plus intéressées.

Je vous serais obligé, Monsieur l'Ambassadeur, si vous vouliez bien porter ce qui précède à la connaissance de votre Gouvernement, dont j'attendrai la réponse pour procéder sans délai à l'invitation des Puissances.

DE BISMARCK.

**N° 28. — Le Baron de Courcel à S. A. S. le Prince
de Bismarck.**

Berlin, le 2 octobre 1884.

Mon prince, je me suis empressé de porter à la connaissance de mon Gouvernement les vues exposées dans la communication de Votre Altesse Sérénissime, en date du 30 septembre, concernant la réunion à Berlin d'une conférence de représentants des différentes nations qui sont intéressées dans le commerce de l'Afrique occidentale.

Le Gouvernement de la République me charge de vous informer de son acquiescement à vos suggestions touchant l'époque où l'ouverture de la conférence pourrait avoir lieu et la procédure à suivre pour les invitations. M. Jules Ferry pense, comme Votre Altesse Sérénissime, qu'outre la France et l'Allemagne, les Puissances qui devraient prendre part tout d'abord à cette conférence sont la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et les États-Unis de l'Amérique du Nord; il partage également votre avis sur ce point qu'afin d'assurer aux résolutions de la conférence l'assentiment général, il conviendrait de convier plus tard toutes les grandes Puissances et les États scandinaves à s'associer aux délibérations,

ALPH. DE COURCEL.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ÉGYPTE

Lettre du Ministre des finances aux Commissaires de la caisse de la Dette publique.

(Suspension de l'amortissement).

18 septembre 1884.

Messieurs les commissaires,

Le conseil des ministres s'est réuni à plusieurs reprises pour examiner les ressources dont il pouvait disposer afin de faire face aux engagements les plus pressés du trésor.

Ces engagements, ainsi que les ressources ordinaires du Gouvernement, peuvent se résumer comme suit :

RECETTES

Solde en caisse et provinces.....	Liv. ég.	131,731
Recettes		220,000
		351,731
Déficit.....		198,588
		550,310

DÉPENSES

Dépenses administratives.....	Liv. ég.	239,000
Tribut.....		61,922
Daïra Khassa (1 ^{er} octobre)		17,400
Tribut payable le 7 octobre à Londres, pour lequel la provision doit être faite ici avant la fin du mois		111,997
Remboursement d'avance à la Banque générale et au Crédit lyonnais		100,000
Encaisse des administrations provinciales à la fin du mois		20,000
		550,319

La situation du trésor pour octobre est estimée comme suit :

RECETTES

Recettes.....	Liv ég.	220,000
Déficit.....		32,747
		252,747

DÉPENSES

Dépenses administratives.....	Liv ég.	239,000
Tribut.....		13,747
		252,747

Les sommes dont le remboursement est dû à la fin du mois d'octobre ne sont point, ainsi que vous le verrez, messieurs les commissaires, comprises dans le résumé ci-dessus.

Le conseil des ministres s'est trouvé dans l'impossibilité de se procurer ou de créer des ressources nouvelles.

Pour faire face à ces obligations il lui aurait fallu suspendre le paiement des émoluments des employés, ainsi que les dépenses courantes de l'administration. Le conseil n'a pu se décider à prendre ce parti.

La nécessité d'assurer en premier lieu la marche régulière de l'Administration a été reconnue par les Gouvernements qui ont pris part à la commission internationale de liquidation.

En effet, l'article 2 du décret instituant cette commission s'exprime comme suit :

« La commission déterminera les ressources qui pourront être
« mises à la disposition des créanciers des dettes consolidées ou
« non consolidées; mais elle devra, en premier lieu, tenir compte,
« avec l'assentiment des ministres et des contrôleurs, de la né-
« cessité de réserver au gouvernement la libre disposition des
« sommes indispensables pour assurer la marche régulière des
« services publics. »

D'un autre côté, le conseil n'a pas pu s'arrêter à l'idée de suspendre le paiement du tribut qui sert à garantir le service des divers emprunts.

Dans ces conditions, le conseil a pensé qu'il était dans l'intérêt de tous d'adopter la mesure conseillée par MM. les contrôleurs généraux dans un rapport adressé en 1882 à leurs Gouvernements. Sir A. Colvin et M. Brédif, prévoyant dès cette époque la situa-

tion financière actuelle, conseillaient la suspension de l'amortissement par rachat des obligations unifiées.

Ils pensaient que cette mesure était dans l'intérêt même des créanciers.

« N'est-ce pas, disaient-ils, un des intérêts primordiaux des créanciers de l'Égypte de lui conserver son crédit même au prix de quelques sacrifices, et surtout si ces sacrifices, en assurant leurs revenus, ne portent que sur l'avenir et n'atteignent que des générations futures de porteurs de titres ? »

« En se plaçant dans cet ordre d'idées, il serait possible d'utiliser, pour les besoins les plus pressants, les ressources destinées à l'amortissement, qui a été doté, nous pourrions dire luxueusement par la loi de liquidation. »

En outre, cette question a été examinée officiellement dans la conférence qui s'est réunie à Londres.

Quelles qu'aient été les divergences d'opinion qui se sont manifestées au sein de la conférence, la suspension de l'amortissement par rachat n'a soulevé aucune objection de la part de quelques-uns de MM. les plénipotentiaires et a trouvé chez les autres une entière approbation.

C'est en vue, donc, d'assurer la marche des services publics et le payement des coupons et en s'appuyant sur l'opinion de MM. les contrôleurs généraux ainsi que celle de MM. les plénipotentiaires de la conférence de Londres, que le conseil a cru devoir décider que les moudirs des provinces affectées, M. le directeur général de la douane, MM. les administrateurs des chemins de fer, des télégraphes et du port d'Alexandrie, seraient invités à verser au ministère des finances, les premiers jusqu'au 25 octobre et les derniers jusqu'au 15 du même mois, les sommes qui rentreraient en sus de celles nécessaires au complément de l'annuité de la dette privilégiée et de l'intérêt sur la dette unifiée, c'est-à-dire les sommes destinées au rachat de cette dette.

Je m'empresse d'ajouter, messieurs les commissaires, que les moudirs des provinces, le directeur général des douanes et MM. les administrateurs des chemins de fer, télégraphes et port d'Alexandrie verseront à la caisse de la dette publique, après les dates ci-dessus désignées, les revenus qui lui sont affectés.

Je suis persuadé, messieurs les commissaires, que vous ne verrez dans la décision prise par le Gouvernement de Son Altesse,

qu'une mesure destinée à faire face à une situation exceptionnelle au sujet de laquelle, dans l'intérêt de tous, il était nécessaire de prendre une décision sans délai.

Veuillez agréer, messieurs les commissaires, l'assurance de ma haute considération.

MOUSTAPHA-FEHMY.

TUNISIE

Décret du 9 Chaoual 1301 (31 juillet 1884.)

Louanges à Dieu !

Vu l'article 2 de la loi du 28 mars 1883 promulguée par décret du 10 Djoumadi-et-Tani 1300 (18 avril 1883) ;

Vu le décret du 27 Djoumadi-et-Tani 1300 (5 mai 1883) ;

Vu l'assentiment du Gouvernement de la République française ;

Un grand nombre de puissances qui en vertu de traités ou de capitulations jouissaient du droit de rendre la justice en Tunisie dans certaines affaires concernant leurs nationaux, nous ayant fait connaître qu'elles renonçaient à ce droit en faveur des nouvelles juridictions établies par le Gouvernement de la République française, nous avons pensé que le moment était favorable pour simplifier plus encore l'organisation judiciaire de la Régence.

Cette réforme à la fois avantageuse pour nos sujets et ceux des puissances amies, puisqu'elle rendra la justice plus expéditive pour tous, consiste en la remise aux tribunaux français du jugement des affaires civiles et commerciales dans lesquelles les Européens sont en cause, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils occupent la situation de demandeurs ou celle de défenseurs.

En matière pénale les Tunisiens resteront bien entendu, en tout état de cause, nos justiciables, car c'est là un des attributs de notre souveraineté.

Ayant l'intention d'étendre aussi la compétence des tribunaux français, dans le cas où des Européens sont en cause, aux matières immobilières, mais reconnaissant l'impossibilité de le faire avant que la codification des lois qui les règlent ait été établie, nous n'avons pu que mettre ce sujet à l'étude et le confier à une commission d'hommes éclairés et instruits tant dans les lois de notre sainte religion que dans celle des Puissances amies.

Pour ces divers motifs nous avons pris le décret suivant :

Article 1^{er}. — Les tribunaux français connaîtront à partir de la promulgation du présent décret, toutes les affaires civiles et commerciales dans lesquelles les Européens seront en cause, dans les matières où ils sont compétents actuellement, lorsque les Européens sont défendeurs.

Art. 2. — Néanmoins est expressément réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions de sujets tunisiens musulmans ou israélites.

Art. 3. — Les jugements et décisions qui ont été rendus, ou qui seront rendus jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par les tribunaux indigènes, le ministère, le comité exécutif de la commission financière, la commission financière, les diverses autorités et corps constitués, ou les commissions spéciales instituées par notre Gouvernement, dans les limites de leurs attributions ainsi qu'elles sont déterminées par les lois, usages ou pouvoirs consentis par les intéressés, continueront à être reconnus et exécutés, quelle que soit la nationalité des parties en cause.

Art. 4. — Toute pièce signifiée à un Tunisien devra l'être, à peine de nullité, en langue arabe, jusqu'à ce qu'il ait constitué avoué.

Art. 5. — Il est institué une commission chargée de préparer la codification des lois relatives à la propriété foncière en Tunisie et de proposer les conditions dans lesquelles la compétence en matière immobilière sera remise aux tribunaux français.

Art. 6. — Cette commission sera composée ainsi qu'il suit :

M. PAUL CAMBON, ministre résident de la République française.
Président.

SI EL-ASIR-BOU-ATTOUT, premier ministre.

MOHAMED BAIRAM, CADI HANEFI.

BENSASSON, avocat défenseur.

BERNER, procureur de la République.

BOMPARD, secrétaire général du Gouvernement.

BRULAT, avocat défenseur.

CHEDLI BEN SALAH, Bach mufti, Maléki.

DEPIENNE, directeur général des finances.

FERMÉ, juge au tribunal.

GRAND, directeur général des travaux publics.

GRÉGOIRE, avocat.

AHMED BEN EL KHODJA, cheikh ul'l'Islam.

TALSER EN NIFAR, cadi maléki.

PARISOT, juge d'instruction.

PONTOIS, président du tribunal.

RONNOT, juge au tribunal

SCIORTINO, avocat défenseur.

MM. Maisonnave et Lemarchand, juges suppléants, feront partie de la commission avec voix consultative et rempliront les fonctions de secrétaires.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

La session du Parlement allemand a été ouverte par l'empereur le 20 novembre, en présence de tous les princes, du chancelier de l'empire et de tous les membres du conseil fédéral.

Dans le discours du trône, l'empereur exprime sa satisfaction touchant les progrès de l'œuvre de la réforme sociale annoncée dans le message de 1881; il ajoute que le Parlement aura pour tâche de développer la législation concernant les assurances contre les accidents et les caisses d'épargne. Au sujet des budgets, l'empereur fait ressortir la nécessité de nouvelles sources de recettes. Il dit que la mauvaise situation de l'industrie sucrière rend difficile une augmentation de l'impôt sur le sucre de betterave. Il annonce que le Parlement sera saisi de projets concernant l'entrée de Brême dans l'union douanière et la subvention pour les lignes de bateaux à vapeur. Il dit que ces projets seront accompagnés de communications relatives aux établissements qui ont été placés sous la protection de l'empire et aux négociations qui ont amené ce résultat. Le passage du discours du trône concernant les affaires extérieures est ainsi conçu :

« D'accord avec le Gouvernement français, j'ai invité les représentants de la plupart des nations maritimes à se réunir ici pour discuter les moyens par lesquels on pourrait développer le commerce avec l'Afrique et le mettre à l'abri des perturbations causées par les difficultés internationales.

« L'empressement avec lequel les gouvernements intéressés ont accepté cette invitation est une preuve des dispositions amicales et de la confiance dont tous les États étrangers sont animés vis-à-vis de l'empire allemand.

« La bienveillance de ces États envers nous provient de ce qu'ils reconnaissent que les succès militaires que Dieu nous a accordés ne nous entraînent pas à essayer de faire le bonheur des peuples autrement qu'en cultivant la paix.

« Je suis heureux de voir ce fait reconnu, et je me réjouis particulièrement en constatant que l'amitié qui m'unit aux souverains de

l'Autriche et de la Russie, avec lesquels je suis spécialement lié par les traditions de famille, par la parenté et par le voisinage, a pu être scellée à Skierniewice d'une façon telle que je puis considérer comme certain qu'elle ne sera pas troublée de longtemps.

« Je remercie le Tout-Puissant de cette certitude et de la solide garantie qu'elle fournit à la paix. »

—

Dans la séance du 26 novembre, le Reichstag a adopté par 180 voix contre 99 une proposition tendant à accorder une indemnité aux députés.

Le prince de Bismarck avait combattu la proposition. Il a dit que l'absence d'une indemnité était une des conséquences du système électoral, et reposait sur un accord entre les gouvernements confédérés. On ne devrait donc pas tous les ans chercher à modifier la constitution.

L'exclusion des politiciens de profession du sein du Reichstag ne saurait être qu'avantageuse. Les sessions en deviendraient plus courtes. Le pays, a ajouté le chancelier, est intéressé à ce que les sessions soient aussi courtes que possible. Les partis, a-t-il dit, pris isolément luttent pour arriver au pouvoir, 157 membres du Reichstag combattent pour l'empereur et l'empire : 100 autres luttent pour la domination de l'Église. Quant aux libéraux-allemands, aux socialistes, aux représentants du parti du peuple, M. de Bismarck les considérerait absolument comme des républicains. Ses appréhensions d'autrefois, que l'unité de l'Allemagne pourrait un jour ou l'autre être menacée par tel ou tel des gouvernements confédérés, ne se sont pas justifiées. Mais pendant les dix dernières années, il n'a pas eu de Reichstag qu'on pût appeler une union nationale.

En réponse à M. Schorlemer-Alst (du centre) et à M. Rickert (des libéraux-allemands), qui ont protesté contre les critiques dirigées par le chancelier contre leurs partis respectifs, le prince de Bismarck a dit que puisque le Reichstag critiquait ses opinions et ses actes, il se croyait le droit de formuler son jugement sur les partis. Il a rappelé qu'en parlant des libéraux-allemands, il avait affirmé qu'ils poursuivaient l'introduction du gouvernement parlementaire. Or le gouvernement parlementaire n'est plus un gouvernement monarchique, ainsi que cela se voit en Angleterre. Le pouvoir monarchique cesserait du moment où le Reichstag pourrait forcer l'empereur à congédier son ministère. Suivant le chancelier, cela équivaudrait à la république.

En terminant, le prince de Bismarck a déclaré qu'avec la composition actuelle du Reichstag, la majorité dans cette assemblée ne saurait lui faire la loi. Je suis obligé, a-t-il ajouté, d'être d'accord non seulement avec le Reichstag, mais aussi avec le conseil fédéral. Si on ne cesse de se mettre en opposition avec cette assemblée, qui forme un

corps essentiel dans le mécanisme gouvernemental, il est difficile de marcher en avant.

Dans la séance du 28 novembre, au cours de la discussion du budget, le général de Bronsart, ministre de la guerre, répondant aux attaques dirigées par M. Bebel contre l'administration militaire, a déclaré que le système militaire d'Allemagne était excellent. Il s'est attaché à réfuter l'assertion d'après laquelle les pensions militaires augmenteraient continuellement, et a fait remarquer que les personnes auxquelles on accordait des pensions étaient presque toutes munies de certificats d'invalidité. Le ministre a ajouté qu'on devait être on ne peut plus exigeant en ce qui concerne l'armée, qui devait toujours être parfaitement en état de soutenir une guerre. Il a terminé en déclarant que la situation de l'Allemagne dans le conseil des nations dépendait en grande partie de la puissance de son armée, à laquelle il ne fallait, par conséquent, pas toucher.

Les ratifications du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu le 29 novembre 1883 entre l'Allemagne et la Corée, ont été échangées le 18 novembre dernier.

Au cours de la séance de la diète du Brunswick, du 23 octobre, le ministre Wrisberg a informé la diète que le duc de Cumberland avait fait transmettre au ministère la notification de sa prise de possession, en l'invitant à la contresigner et à la faire publier. M. Wrisberg a donné lecture de la réponse du ministère, adressée au duc de Cumberland, portant que, suivant l'opinion du ministère, le cas prévu par la loi relative à la régence s'est produit et que, par suite, le conseil de régence s'est constitué. Le ministère n'est donc pas en état de donner suite à l'invitation de contresigner et de faire publier l'acte du duc de Cumberland et a été, au contraire, autorisé par le conseil de régence à décliner cette invitation. Le duc de Cumberland, d'ailleurs, reste libre de faire valoir ses droits à la succession au trône de Brunswick.

M. Wrisberg a ajouté que le ministère avait fait parvenir immédiatement la lettre du duc de Cumberland au prince de Bismarck, en déclarant qu'à l'avenir il s'opposerait de prime abord à toutes les communications du même genre. Le ministre a ensuite annoncé que, dans la même nuit, l'envoyé de Prusse lui avait communiqué une dépêche du prince de Bismarck, portant que l'empereur avait accueilli avec reconnaissance la lettre du conseil de régence et était disposé à approuver toutes ses propositions.

M. Wrisberg a terminé en disant que le conseil de régence et le ministère considéraient la continuation de l'administration par le conseil de régence comme parfaitement assurée, qu'ils étaient persuadés

que la question de succession au trône serait résolue conformément aux droits du pays et à ceux de l'empire.

— Pendant la séance du 27 octobre, le président, M. Veltheim, a donné lecture d'une lettre du prince de Bismarck adressée au ministre d'État, M. Wrisberg, par laquelle le chancelier annonce qu'il a communiqué à l'empereur la lettre du conseil de régence, du 18 courant. L'empereur a refusé de recevoir le comte Grote qui venait de la part du duc de Cumberland, et de prendre connaissance de la lettre de ce dernier. Le président de la diète a ensuite donné lecture d'un rescrit impérial adressé au conseil de régence, et dans lequel il est dit que l'empereur, conformément à la constitution de l'empire, aura soin de résoudre, d'accord avec les gouvernements confédérés, les questions constitutionnelles nées de la situation, et de garantir en même temps les droits et les intérêts du duché et de ses habitants, d'une manière conforme à la constitution et aux lois.

La diète a ensuite adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle il est dit que les représentants du pays et le pays lui-même attendent les mesures destinées à résoudre d'une manière légale la question de la succession au trône, avec l'espoir, exprimé par le rescrit de l'empereur, que les droits du pays découlant de la constitution, aussi bien que les droits qui appartiennent à l'empereur et à l'empire, seront sauvegardés.

La diète a ensuite été ajournée *sine die* par le conseil de régence.

GRANDE-BRETAGNE

La réouverture du Parlement a eu lieu le 23 octobre. Voici le message qui a été lu au nom de la Reine :

« Milords et messieurs,

« Je vous ai réunis après une prorogation beaucoup plus courte que d'habitude, afin que vous soyez en mesure dès aujourd'hui d'examiner à nouveau la grave question de la représentation du peuple au Parlement.

« Je continue à cultiver les relations d'amitié avec toutes les puissances étrangères.

« Les nouvelles reçues du Soudan laissent planer une incertitude pénible sur la situation dans ce pays ; mais l'énergie, le courage et les ressources déployés d'une façon si frappante par le général Gordon dans la défense de Khartoum méritent toute ma reconnaissance.

« La marche de mes troupes sur Dongola a pour objet la sécurité et la délivrance de ce vaillant officier et de ceux qui lui ont si fidèlement prêté leur concours.

« En Égypte, je m'efforce de tout mon pouvoir à favoriser de nouvelles améliorations, et j'ai prêté mon concours au gouvernement égyptien dans la difficile situation financière où l'a laissé l'échec de la récente conférence.

« Je dois regretter que des circonstances se soient produites à la frontière sud-ouest du Transvaal, qui demandent une attention vigilante. D'accord avec le gouvernement de la colonie du Cap, je m'occupe à rechercher les moyens qui pourront être nécessaires pour assurer la fidèle exécution de la convention conclue cette année. Des documents sur cette affaire vous seront présentés bientôt.

« Messieurs de la Chambre des communes,

« Les opérations militaires au Soudan obligeront le gouvernement à vous demander un nouveau crédit.

« Milords, messieurs,

« Le bill relatif à l'extension du droit de suffrage va vous être soumis immédiatement.

« En terminant, j'espère humblement et avec confiance que le Tout-Puissant bénira vos travaux. »

Chambre des Lords. — Séance du 23 octobre.

Lord Belper propose l'adresse en réponse au discours du trône ; *lord Lawrence* appuie cette proposition.

Le marquis de Salisbury critique le discours du trône ; il s'attache à démontrer qu'une session aurait été nécessaire, même en dehors de la question de réforme électorale, puisqu'il aurait fallu convoquer le Parlement pour les dépenses de l'Égypte.

L'orateur désire connaître la situation actuelle de Gordon et exprime l'espoir que l'on conservera Khartoum ; il nie que la moindre amélioration ait été obtenue en Égypte et dit qu'au contraire le nom de l'Angleterre y jouit de moins de prestige que jamais. Le seul conseil donné à l'Égypte paraît, ajoute-t-il, avoir été de ne pas payer ses dettes.

Le marquis de Salisbury espère que le Gouvernement prendra, au sujet de l'Afrique australe, des mesures sérieuses et ne se contentera pas de porter sur cette question une attention vigilante ; il condamne vivement le langage tenu récemment par M. Chamberlain à propos de la Chambre des pairs et exprime son étonnement que le Gouvernement ait toléré un pareil langage.

Il pense, enfin, que le passage du discours du trône relatif à la réforme électorale indique l'intention du Gouvernement d'introduire un bill pour la répartition des collèges électoraux, en même temps qu'un bill sur le suffrage, et de s'efforcer d'en faire deux lois simultanées.

Tous les efforts faits dans ce but par le Gouvernement auront, déclare l'orateur, l'appui cordial et sérieux du parti conservateur.

Lord Granville dit que le bill de la réforme électorale et celui de la répartition des collèges électoraux seront l'objet de la plus grande attention de la part du gouvernement.

Il est impossible, déclare le ministre des affaires étrangères, de suivre lord Salisbury dans ses attaques au sujet du général Gordon, car il n'a pas eu connaissance de toutes les dépêches du général. Lord Granville fait ensuite l'éloge de Gordon et de ses actes, puis il ajoute : On a dit chaque jour que le général Gordon mourait de faim, que nous le négligions et qu'il courait personnellement des dangers ; mais lorsque nous recevons de ses nouvelles, nous voyons que non seulement il ne court aucun danger, mais encore qu'il est victorieux et que l'expédition réussira parfaitement.

Parlant du discours de M. Chamberlain, lord Granville demande si le marquis de Salisbury est prêt à défendre le langage agressif qu'il a lui-même, tenu dernièrement contre le Gouvernement. L'orateur, espère, en terminant, que lorsque le bill de la réforme électorale viendra devant la Chambre des lords, ceux-ci seront disposés à le discuter avec modération et justice.

Le comte de Carnarvon critique la politique du Gouvernement dans l'Afrique du Sud.

Lord Derby défend cette politique et ajoute, en parlant de l'Australie, que si le consentement de la Nouvelle-Galle du Sud arrive en temps utile, le bill sur la confédération des colonies africaines sera soumis à la Chambre des lords pendant la session actuelle.

L'adresse est ensuite adoptée et la Chambre s'ajourne au lundi 3 novembre.

Chambre des Communes. — Séance du 23 octobre.

M. Howard propose l'adresse en réponse au discours du trône.

Sir Stafford Northcote prend ensuite la parole. Il se déclare satisfait que le discours du trône ait parlé de la réforme électorale dans un sens plus large qu'à la dernière session, et il exprime l'espoir que la politique du Gouvernement sera également plus large, en admettant une discussion approfondie et complète de cette question.

Parlant de l'Égypte, l'orateur regrette que le discours du trône n'ait pas annoncé que la correspondance diplomatique, qui touche certainement aux plus grands intérêts publics, serait communiquée au Parlement. Il déplore que le Gouvernement ne soit pas à même de rassurer la Chambre au sujet du colonel Stewart, et il demande à connaître les intentions du Gouvernement sur Khartoum, l'expédition du Nil et

les affaires d'Égypte en général. Ces affaires et celles de l'Afrique du Sud nécessiteront une discussion ultérieure.

Il demande enfin des renseignements au sujet du Congo.

M. Gladstone répond qu'aucune allusion au Congo n'a été faite dans le discours du trône, parce que la question n'est pas arrivée à un point de maturité qui permette de faire une déclaration positive; il a été nécessaire d'obtenir certains renseignements préliminaires, et ces renseignements ont été obtenus si récemment que l'acceptation à la conférence a été envoyée hier seulement. L'orateur espère pouvoir donner prochainement des détails satisfaisants sur cette question.

Quant à l'Afrique du Sud, ajoute-t-il, nous sommes résolus à exiger le maintien des stipulations de la convention du Transvaal; il sera de notre devoir d'agir conformément à cette résolution et nous agirons, je crois, en cette circonstance, parfaitement d'accord avec le Gouvernement du Cap.

En ce qui concerne l'Égypte, la correspondance déposée sur le bureau va jusqu'à la fin de septembre; elle comprend des informations sur toutes les affaires d'Égypte, les affaires financières exceptées, car cette question a fait l'objet de la mission de lord Northbrook; la correspondance donne enfin les derniers renseignements sur Gordon-pacha.

M. Gladstone continue en disant que la politique du Gouvernement relative à Khartoum n'a été nullement modifiée, et qu'il ne voit aucune raison d'abandonner tout espoir au sujet du colonel Stewart, bien que l'on doive avoir sur son sort des craintes très graves. Il croit que lord Northbrook partira d'Alexandrie demain, et déclare que ses propositions seront examinées par le Gouvernement sitôt reçues, et que les décisions qui seront prises à la suite de cet examen seront communiquées au Parlement le plus tôt possible.

Passant à la question de la réforme électorale, M. Gladstone reconnaît la modération du langage de sir Stafford Northcote, et exprime l'espoir que les conservateurs plus jeunes profiteront de cet exemple. Le Gouvernement a déjà déclaré qu'il proposera demain la première lecture du bill de réforme, sous le même titre qu'à la dernière session, et que dans le cas où ce bill serait adopté, il serait de son devoir de présenter le bill de répartition des collèges électoraux.

Parlant des récents meetings, M. Gladstone condamne hautement la violation de l'ordre dans ces réunions. Il déclare qu'il fera tout son possible pour maintenir la controverse dans les limites actuelles, mais il demande à sir Stafford Northcote s'il ne croit pas que la persistance des lords dans leur attitude ait pour effet d'élargir ces limites. Quant à moi, dit en terminant l'orateur, je suis fortement opposé à l'exten-

sion des limites de cette controverse, et j'espère que, même à présent, il n'est pas trop tard pour espérer une solution satisfaisante.

(Le discours de M. Gladstone a été fréquemment applaudi.)

M. Bourke condamne le manque de foi dont l'Égypte s'est rendue coupable en répudiant ses engagements financiers. Il considère la conférence relative à l'Afrique occidentale comme une affaire de très grande importance. Le Gouvernement anglais a maintenant une occasion excellente de montrer que ses déclarations concernant le libre-échange sont réellement sérieuses. Lorsque l'Allemagne adopte une mesure, il faut que les hommes d'État anglais examinent l'affaire avec beaucoup de soin; l'Allemagne a montré une préférence très marquée pour la France, il faut veiller à ce qu'aucun droit différentiel ne soit établi au Congo. Quant à la question du Niger, il est peu équitable de la part de l'Allemagne et de la France de vouloir placer ce fleuve et le Congo sur le même pied, à moins que ces deux rivières ne soient rendues absolument libres.

Lord Ed. Fitzmaurice annonce que Dongola sera le centre des opérations des troupes du Soudan. En ce qui concerne l'Afrique occidentale, le Gouvernement accepte les principes énoncés par M. Bourke, qui tendent à l'introduction du libre-échange, mais il déclare qu'il est impossible pour le moment de discuter les questions qui seront soumises à la conférence; l'orateur peut cependant constater que le Gouvernement a proposé à l'Allemagne et à la France d'accepter les principes du traité de Vienne de 1815, et d'appliquer les principes de ce traité, relatif à la navigation des rivières en Europe, aux rivières de l'Afrique occidentale. Ces principes ne s'appliquent qu'aux questions de navigation et de péages et nullement aux droits d'entrée. Le Gouvernement anglais propose, en outre, que la liberté de commerce soit introduite dans le bassin du Congo et demande que l'on arrive à un arrangement, quant aux formalités nécessaires pour rendre valable toute annexion future ou occupation de pays non occupés en Afrique. Dans ces circonstances, le Gouvernement n'a pas hésité à accepter l'invitation à la conférence.

Chambre des communes. — Séance du 24 octobre.

Lord E. Fitzmaurice, répondant à une interpellation de M. Onslow relative à la conférence du Congo, rappelle qu'il a dit dans la séance de la veille que le Gouvernement de Sa Majesté entre dans la conférence sans préjudice aux droits acquis par les récents traités négociés par le consul Hewitt.

M. Onslow. Dois-je comprendre que l'Angleterre entre dans la conférence sans avoir fait aucune condition?

Lord E. Fitzgerald. L'ambassadeur de Sa Majesté recevra naturel-

lement des instructions au sujet des divers points qui seront traités, mais en acceptant en termes généraux l'invitation à la conférence le Gouvernement n'a pas jugé nécessaire de faire des réserves.

Je puis ajouter que des représentations spéciales ont été faites à l'ambassadeur de Sa Majesté au sujet de la position de ce pays sur le Niger.

M. E. Ashley, répondant à *M. Hicks Beach*, dit que les instructions au commodore à la station de l'Australie portent qu'il doit proclamer le protectorat de la Reine sur toute la côte méridionale de la Nouvelle-Guinée, depuis le 141^e méridien longitude est jusqu'au Cap est, dans le détroit de Goschen, de même que sur les îles voisines; la fixation de la frontière ultérieure dépendra des circonstances locales.

L'autorité britannique aura juridiction sur les sujets des puissances étrangères aussi bien que sur les indigènes.

Il sera momentanément défendu aux colons de s'établir dans l'intérieur du protectorat, mais on a l'intention, dès que le commissaire de Sa Majesté sera en fonctions, de le charger de s'entendre avec les Gouvernements coloniaux afin de prendre des arrangements pour l'occupation d'assez de terres pour protéger les intérêts des naturels, tout en évitant les collisions avec eux.

A la convention coloniale tenue l'année dernière, les délégués ont adopté à l'unanimité une résolution portant qu'après l'établissement de la juridiction anglaise dans la Nouvelle-Guinée aucune acquisition de terrain ne pourra avoir lieu qu'avec le concours de la Couronne, et seulement alors que les acquisitions seront demandées dans un but de commerce ou pour les missionnaires.

Le Gouvernement ne s'est pas entendu avec l'Allemagne quant à l'occupation par cette puissance de la partie nord de l'île.

Sir John Hay demande au premier ministre si des instructions ont été envoyées aux autorités de Hong-Kong et de Singapore pour empêcher que les navires français et chinois n'aillent s'approvisionner à ces ports pendant les hostilités entre la France et la Chine, et si le Gouvernement de Sa Majesté n'examinera pas si une plus rigide observation des droits des neutres ne mettrait pas fin à des opérations de guerre qui sont si préjudiciables au commerce et à l'industrie.

M. Gladstone. Il n'est pas encore temps de donner une réponse positive à cette question. Je m'en suis entretenu avec le secrétaire d'État pour les affaires étrangères et je puis annoncer à la Chambre que le Gouvernement de Sa Majesté est en consultation avec les légistes de la Couronne sur les points que soulève l'interpellation, ainsi qu'avec le Gouvernement français, mais ces communications ne sont pas arrivées à une phase qui me permette d'entrer dans d'autres explications.

Chambre des Communes. — Séance du 27 octobre.

M. Ashley, sous-secrétaire parlementaire au département des colonies, répondant à *M. Hay*, dit que le gouverneur de Hong-Kong télégraphie, le 6 octobre, que les ouvriers chinois s'étaient mis en grève et qu'ils refusaient de travailler. Des troubles en résultèrent. Un Chinois fut tué et d'autres blessés. Le Gouvernement demanda alors s'il était vrai que des ouvriers chinois étaient forcés de travailler pour les navires français. La réponse constata que plusieurs personnes avaient été poursuivies pour avoir refusé de travailler pour le compte des Messageries maritimes. Le Gouvernement anglais demanda ensuite télégraphiquement, en vertu de quelle loi les poursuites étaient intentées, mais aucune réponse n'est encore parvenue. L'amiral français a été informé que la loi relative au recrutement des étrangers serait mise en vigueur à Hong-Kong.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de l'interpellation de l'honorable membre pour Eye, je ne puis que regretter qu'il ait fait usage dans cette Chambre d'une expression injurieuse à l'adresse d'une puissance amie.

M. David Mac Iver demande si le Gouvernement est en possession de renseignements qui lui permettent de révoquer en doute l'exactitude d'une déclaration du *Glasgow Herald* portant que l'industrie de la construction navale est dans des conditions de grande dépression, qui prive un grand nombre d'ouvriers de travail.

L'honorable membre demande aussi s'il est exact que l'industrie de la construction navale est en voie de prospérité en France.

M. Chamberlain. J'ai appris qu'une grande dépression existe dans l'industrie de la construction navale en Angleterre, mais je n'ai reçu aucune information qui me permette d'affirmer que l'industrie de la construction navale soit en progrès en France.

Chambre des Communes. — Séance du 30 octobre.

Lord Fitzmaurice, répondant à *M. Warton*, dit que l'amiral français à Formose est à la tête de forces considérables, et qu'il n'y a aucune raison de douter que le blocus ne soit effectif.

Répondant à *M. Leighton*, lord Fitzmaurice dit que des arrangements sont pris actuellement, afin de faciliter la retraite de quelques garnisons égyptiennes du Soudan à travers l'Abyssinie.

M. Bartlett demande si l'on donnera au général Wolseley l'ordre d'avancer sur Khartoum.

M. Gladstone répond que le général Wolseley a reçu les instructions relatives au but de l'expédition du Nil et que le Gouvernement, ayant entière confiance dans son habileté, ne désire pas se mêler de

ses actions. Mais des préparatifs ont été faits soigneusement en vue de la marche sur Khartoum.

Chambre des Communes. — Séance du 31 octobre.

M. Mac-Iver a proposé d'appeler l'attention de la reine sur le mauvais état du commerce et de l'agriculture. Il regrette qu'aucune allusion à cette question de haute importance n'ait été faite dans le discours du trône.

M. Mundella, répondant à M. Mac-Iver, démontre l'énorme accroissement du commerce anglais depuis l'adoption du système libre-échangiste. Il dit que l'augmentation des navires français passant par le canal de Suez, dont a parlé M. Mac-Iver, en l'attribuant au système des primes, est due principalement à l'achat de navires en Angleterre, et qu'il faut attribuer à ces circonstances la prospérité récente de l'industrie anglaise de la construction des navires. Le commerce français a diminué; le commerce anglais, au contraire, est en progrès. Il y a certainement une crise dont souffre l'agriculture; mais il ne faut pas s'attendre à ce qu'une seule bonne récolte suffise pour neutraliser l'effet de dix mauvaises années. L'orateur croit que le bon marché actuel des céréales mettra l'Angleterre à même de surmonter la crise. Repoussant l'idée de taxer à l'importation les objets de luxe, M. Mundella déclare que les pays étrangers achètent actuellement les soies et les gants fabriqués en Angleterre, au lieu de les acheter en France comme ils le faisaient autrefois : l'Angleterre devient le marché et le dépôt du monde entier. Pour que l'Angleterre maintienne sa suprématie comme nation industrielle, il faut rendre les ouvriers anglais les plus intelligents, les plus économes et les plus compétents de tous, et alors elle n'aura plus à craindre aucune concurrence. L'orateur insiste sur le fait que l'éducation supérieure technique et scientifique des ouvriers allemands est le secret de leur succès.

Il dit qu'en ce qui concerne le sucre, les Allemands ont réussi à bannir les Français de leur marché; mais, ajoute-t-il, n'est-il pas humiliant pour l'Angleterre d'avoir à se fournir de poudre en Allemagne? Si les ouvriers et les fabricants anglais négligent cette éducation technique et scientifique, leurs industries en souffriront autant que les Français ont souffert de leur conflit avec l'Allemagne en 1870.

M. Mundella conclut en rapportant qu'un étranger intelligent lui disait dernièrement qu'il croyait que l'Allemagne préparait à la France un Sedan plus désastreux pour ses industries que cette bataille ne le fut pour son armée.

L'amendement de M. Mac-Iver est rejeté par 86 voix contre 67.

Chambre des Communes. — Séance du 6 novembre.

M. Macoan demande si le Gouvernement reconnaît l'existence de

l'état de guerre entre la France et la Chine, et si, conséquemment, les devoirs de la neutralité seront strictement observés entre les deux belligérants. Il demande si, en particulier, les ports anglais et les stations de ravitaillement pour le charbon dans les mers orientales seront fermés aux transports et aux vaisseaux des deux nations.

Lord Fitz-Maurice répond qu'il ne peut actuellement rien ajouter aux explications qu'il a données à cet égard le 28 octobre, la réponse du Gouvernement français n'ayant été reçue qu'hier. En attendant l'examen de cette réponse, la loi du recrutement étranger sera strictement exécutée contre la France et la Chine. Répondant à *M. Salt*, *lord Fitz-Maurice* dit que les ratifications pour l'arrangement préliminaire avec le Mexique ont été échangées le 28 octobre à Mexico. *M. Cross*, répondant à *M. Alexander*, déclare que le comte de Kimberley, secrétaire d'État pour les colonies, a vu avec regret les nouvelles des journaux relativement aux prétendues atrocités commises à Mandalay. Mais il ne croit pas que le Gouvernement des Indes se propose de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Birmanie, laquelle est un État indépendant.

Chambre des Communes. — Séance du 7 novembre.

Lord Edmund Fitz-Maurice, répondant à *M. Cartwright*, dit que le premier principe posé de l'invitation à la conférence du Congo, est celle de la liberté commerciale dans le bassin et les embouchures du Congo. Le Niger n'y est pas mentionné. Le second principe consiste dans l'application au Congo et au Niger des principes adoptés par le congrès de Vienne. La question du commerce dans le bassin du Niger n'est conséquemment pas comprise dans les sujets à discuter.

Répondant à *M. Buchanan*, *lord E. Fitz-Maurice* a dit que la question de faciliter l'arrestation des criminels, en dehors des colonies européennes de l'Afrique occidentale, ne figure pas dans le programme des sujets à discuter pour la conférence.

M. Gladstone, répondant à *M. Labouchère*, a dit qu'aucun engagement pécuniaire relativement à l'Égypte ne serait pris à l'insu et sans l'assentiment du Parlement.

M. Courtney, répondant à *M. Labouchère*, a dit que les dépenses de l'Angleterre en Égypte pendant les six dernières années se terminant au 31 mars de l'année courante, se montent à 4,250,000 livres, se répartissant ainsi : 1,877,000 pour l'armée, 1,809,000 pour la flotte, 64,000 pour l'administration civile, et 500,000 pour la part de dépenses des Indes dans l'expédition de 1882.

Chambre des Communes. — Séance du 10 novembre.

Lord Edmond Fitz-Maurice, répondant à *M. Bourke*, dit qu'il n'y a actuellement aucun représentant britannique dans le bassin du

Congo. Il existe un consul pour le versant du Niger et de la rivière de l'Hiule. Il y a un vice-consul sur le Niger et dans la baie d'Ambas (district de Cameroun). Un troisième vice-consul est sur le point de partir d'Angleterre. Il en sera nommé un quatrième. Un représentant anglais remplissant des fonctions consulaires sera envoyé éventuellement pour stationner sur le Congo, lequel dépend du consulat de Loanda. Des personnes ayant la connaissance et la pratique du commerce anglais dans l'Afrique occidentale seront à Berlin pendant la conférence. Les représentants anglais seront en communication avec eux sur tous les points où leurs conseils pourraient leur être utiles.

Au banquet du Lord-maire, qui a eu lieu le 10 novembre, lord Granville a pris la parole au nom des ministres par suite de l'absence de M. Gladstone. Parlant des hostilités entre la France et la Chine, il a protesté vivement contre les assertions d'une partie de la presse française qui présente le Gouvernement anglais comme désireux de voir continuer la guerre afin de faire pièce à la France. L'Angleterre a trop intérêt à ce que sa voisine soit prospère, et la France et la Chine peuvent compter sur les bons offices de l'Angleterre, lorsque les deux nations y feront appel. Le Gouvernement désire la fin des hostilités, persuadé qu'il est que l'état de choses actuel ne peut être qu'onéreux pour la France, dangereux pour la Chine et nuisible aux intérêts commerciaux des neutres. Le Gouvernement de la reine verrait avec plaisir qu'une solution pacifique fût annoncée entre la France et la Chine, soit directement entre les deux pays, soit par l'intervention des États-Unis, de l'Allemagne ou d'une autre puissance moins intéressée dans l'immense commerce de la Chine, où les Anglais occupent le premier rang. Le Gouvernement anglais est tout prêt à prendre le rôle de pacificateur entre les deux nations, quand celles-ci le demanderont avec des conditions parfaitement définies.

Parlant ensuite de l'Égypte, lord Granville a déclaré qu'il croit au succès du général Wolseley dans l'expédition du Nil. Une fois un gouvernement régulier installé au Soudan, a-t-il ajouté, les réformes auront lieu graduellement en Égypte. La question financière est la plus épineuse et la plus importante de toutes. Après avoir parlé de l'action du délégué français à la conférence de Londres, qui n'est arrivée à aucune solution, il a payé un juste tribut à l'habileté de lord Northbrook. Lord Northbrook a communiqué ses vues à ses collègues, mais il s'est présenté des difficultés qui empêchent lord Granville d'en dire plus long aujourd'hui.

Abordant les relations commerciales de l'Angleterre avec les pays étrangers, lord Granville a constaté que, quoique le traité de com-

merce à conclure avec la France n'ait pas abouti, l'Angleterre se trouve à l'égard de la France dans les conditions de la nation la plus favorisée.

La conclusion d'un traité avec l'Espagne ne dépend pas de l'Angleterre. Ce qu'on a dit des causes de l'échec du traité avec la Turquie est absolument faux. Il a été conclu des traités fort avantageux avec l'Italie et la Corée.

Faisant allusion à la prochaine conférence du Congo, lord Granville déclare que l'Angleterre n'est nullement jalouse de la colonisation allemande. Elle a consenti volontiers à la conférence, heureuse qu'elle est de voir l'Allemagne d'accord avec l'Angleterre, et surtout la France d'accord avec l'Allemagne.

Chambre des Communes. — Séance du 19 novembre.

Lord Edmond Fitz-Maurice, répondant à M. Wolff, dit que des représentations constantes ont été faites sans succès auprès de la Porte pour l'amener à réaliser en Arménie les réformes promises. Le successeur de lord Dufferin recevra des instructions à ce sujet.

Chambre des Communes. — Séance du 20 novembre.

Lord Edmond Fitz-Maurice, répondant à M. Bartlett, dit que des communications confidentielles ont eu lieu avec le Gouvernement français et la Chine; mais que, jusqu'à présent, elles n'ont eu aucun résultat pratique. Il ajoute qu'il ne peut actuellement faire aucune autre déclaration à ce sujet.

M. Gladstone déclare que le Gouvernement n'a pas manqué de porter son attention sur les communications de lord Northbrook, et qu'il prépare à présent les propositions qu'il a l'intention de soumettre à l'examen des puissances. Aussitôt que les communications échangées avec les puissances auront abouti, les résultats seront communiqués à la Chambre. Il est donc impossible de publier maintenant des documents sur la mission Northbrook.

Sir Stafford Northcote demande quelle est la position de l'Angleterre vis-à-vis des puissances relativement à cette question, et notamment vis-à-vis de la France. Il demande si l'arrangement anglo-français est rétabli.

M. Gladstone répond que non. L'arrangement anglo-français a été lié à la conférence de Londres.

Chambre des Lords. — Séance du 21 novembre.

Le baron de la Zouche demande si le Gouvernement français a officiellement démenti l'article publié par le *Gaulois*, accusant de corruption plusieurs représentants étrangers à Tanger, y compris le ministre anglais.

Lord Granville répond qu'il a cru nécessaire, sur la demande de *sir John Hay*, d'écrire à *M. Ferry* pour l'inviter à demander à *M. Ordega* soit de fournir des preuves de son assertion, soit de la retirer, soit de déclarer qu'il n'avait communiqué aucun article de ce genre au journal en question. *M. Ferry* répondit qu'il ne valait guère la peine de démentir les informations publiées par un journal si fortement opposé au Gouvernement français actuel. Mais, sur une demande adressée à *M. Ordega*, ce dernier a absolument nié avoir inspiré un semblable article au *Gaulois*. Ces jours derniers, *sir John Hay* a écrit qu'il était parfaitement satisfait de ces explications. *Lord Granville* ajoute que le Gouvernement a pleine confiance en *sir John Hay*, et il en fait hautement l'éloge.

Chambre des Communes. — Séance du 24 novembre.

Sir Harry Verney demande si le gouvernement accepte comme exacte la déclaration de *M. Jules Ferry* à lord Lyons que l'île de Madagascar ait été rétrocédée par l'Angleterre à la France et que l'Angleterre ait renoncé à toutes ses prétentions sur l'île.

Lord Fitz-Maurice répond que si *sir Harry Verney* examinait la dépêche qu'il cite, il verrait que la déclaration dont il parle n'a pas été faite par *M. Ferry* à lord Lyons, mais qu'elle est simplement le titre donné à l'annexe du rapport de la commission de la Chambre des députés français sur Madagascar. Quant à la rétrocession de Madagascar à la France, ce passage se rapporte à ce qui eut lieu en 1816, lorsque le Gouvernement anglais rendit à la France les établissements de la côte qui lui appartenaient avant la guerre.

M. Gladstone, répondant à *M. Worms*, dit qu'il n'a aucune information de ce que *M. de Freycinet* a dit jeudi au Sénat français. L'ancien ministre a parlé sans doute de bonne foi, mais il a été certainement induit en erreur.

Il n'y a aucune proposition de conférence sur les affaires égyptiennes. Le Gouvernement a déjà déclaré nettement qu'il ne prendrait aucun engagement financier sans l'assentiment de la Chambre; mais dire qu'il ne s'engagera à rien relativement à la politique en Égypte jusqu'à ce que la proposition soit soumise au Parlement, serait pour le Gouvernement abdiquer ses fonctions.

—

Les relations diplomatiques entre l'Angleterre et le Mexique viennent d'être renouées. Les bases de ces relations ont fait l'objet d'une convention préliminaire entre les deux Gouvernements, signée le 6 août dernier, et dont voici les principaux articles :

Article 1^{er}. — Le Gouvernement mexicain ordonnera une enquête impartiale au sujet de toutes les demandes d'indemnités faites par des

sujets britanniques relativement à des actes du Gouvernement fédéral du Mexique, antérieurement à l'échange des ratifications de cette convention préliminaire, et assurera la liquidation des sommes dont il pourra être reconnu redevable, de même que des réclamations dont le bien-fondé a déjà été reconnu par ledit Gouvernement fédéral.

Art. 2. — Le Gouvernement britannique, de son côté, examinera impartialement les réclamations financières présentées, dans les mêmes conditions, par des sujets mexicains relativement à des actes du Gouvernement britannique.

Art. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement pour six années, à dater de l'échange des ratifications de la présente convention préliminaire, le traitement de la nation la plus favorisée en toutes choses. Cette clause sera considérée comme étant toujours en vigueur à l'expiration des six années jusqu'à douze mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes. Aucune des conditions du présent article n'empêchera les deux Gouvernements, si tel est leur désir de conclure, après ratification de ces préliminaires, un traitement régulier de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, sur la même base de traitement de la nation la plus favorisée.

Cette convention préliminaire doit être ratifiée à Mexico dans les dix mois.

ROUMANIE

L'ouverture du Parlement a eu lieu le 27 novembre. Le discours du trône contient le passage suivant sur les relations extérieures :

« Je suis heureux de pouvoir assurer que les rapports avec toutes les puissances, et principalement avec nos voisins, sont des meilleurs et des plus cordiaux.

« Au milieu de l'ère de paix qui s'ouvre, ces rapports contribueront au développement et à la consolidation du pays, qui pourra ainsi concentrer ses efforts sur le progrès moral et matériel.

« Une nouvelle mission, sinon plus grande, assurément plus difficile et plus laborieuse, s'impose à la nation. Nous devons placer notre société dans les conditions de vie sociale des temps modernes pour répondre aux aspirations légitimes du peuple entier, et assurer ainsi à la Roumanie un avenir plein de prospérité. »

Le roi invite le Parlement à améliorer le système administratif en vue d'une solide organisation intérieure et à entourer la justice de garanties puissantes. Il rappelle les sacrifices qui ont été faits pour l'Église nationale, pour l'instruction, pour l'armée et les travaux publics. Il termine en disant que la préoccupation principale de son

gouvernement est la crise économique, et particulièrement la crise agricole qui sévit sur la Roumanie plus que sur le reste de l'Europe et qui provoque une gêne momentanée, et, par suite, une élévation exceptionnelle du prix de l'or. Le Gouvernement et la banque nationale font tous leurs efforts pour combattre les effets de la crise. Heureusement les finances sont bien établies ; néanmoins, la Roumanie doit perfectionner son système agricole pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère. Il faut donc développer davantage les crédits agricoles, leur fournir des capitaux plus considérables et réduire les tarifs des chemins de fer, afin d'améliorer la situation économique en facilitant la création et le progrès de l'industrie.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Il s'est tenu à Genève, du 1^{er} au 6 septembre, une *Conférence internationale des Sociétés de la Croix-Rouge*. Voici le texte des *Résolutions* et des *Vœux* qui nous paraissent offrir un intérêt général.

Se référant aux résolutions antérieures de Berlin (1869), la Conférence émet le vœu que chaque Comité central forme un album ou recueil indiquant, par dessin, gravure ou photographie, l'ensemble de son matériel d'ambulance, ainsi que le matériel correspondant de l'administration militaire de son pays, et qu'il en envoie un exemplaire à chacun des autres Comités centraux, de même qu'aux gouvernements qui ont adhéré à la Convention de Genève. Un tel échange aurait pour effet de généraliser ce qui aujourd'hui ne peut être que local, et d'arriver, dans la mesure du possible, à l'uniformité du matériel d'ambulance.

La Conférence émet en outre un vœu pour la création d'une commission internationale, chargée de l'étude des modèles du matériel d'ambulance.

Elle émet le vœu que les dimensions des brancards d'ambulance soient uniformes dans toutes les armées.

Elle renvoie à la prochaine Conférence l'étude de l'organisation de musées internationaux du matériel d'ambulance.

1. Les rapports à établir entre les États et l'Assistance volontaire ne peuvent résulter d'une réglementation internationale.

2. Il n'existe pas de formule générale, admissible par tous les États, pour l'organisation des secours volontaires. Cette organisation dépend des circonstances nationales et locales.

Toutefois il est désirable que, dans chaque pays, la Société de la Croix-Rouge fasse proclamer légalement sa personnalité juridique.

3. Le Concours de Comités, de dames à l'œuvre de la Croix-Rouge est indispensable.

Les Sociétés de secours ont la faculté, en temps de paix, de s'associer autant que possible à des œuvres d'humanité correspondant à leurs devoirs pendant la guerre, et de prêter leur assistance dans les calamités publiques qui exigent, comme la guerre, un secours prompt et organisé.

(A ce sujet, des mesures ont été ou devraient être prises par les Sociétés pour que l'on puisse constater l'identité des morts et des blessés.)

1. Chaque Comité national doit procurer, par tous les moyens en son pouvoir, l'adoption, dans l'armée de son pays, d'une marque d'identité.

2. La Conférence émet le vœu que les commandants en chef des armées belligérantes portent à la connaissance des populations, sur le théâtre de la guerre, par proclamation ou par décret, les dispositions de la législation pénale contre ceux qui dépouilleraient ou mutileraient les blessés et les morts.

La Conférence émet le vœu que des mesures énergiques, législatives ou analogues, soient prises dans tous les pays, pour prévenir l'abus du signe conventionnel de la croix rouge sur fond blanc, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

La Conférence renouvelle le vœu exprimé à Berlin en 1869, lequel était ainsi conçu :

« Les Gouvernements qui ont signé la Convention de Genève sont priés de s'entendre sur la proposition suivante, et d'en faire un article additionnel à la Convention de Genève :

« En cas de guerre, les puissances non belligérantes mettront à la disposition des parties engagées, pour soigner les blessés dans les hôpitaux, les médecins de leurs armées dont elles peuvent se passer sans que le service ordinaire en souffre.

« Ces médecins délégués seront placés sous les ordres de l'armée belligérante à laquelle ils seront attachés. »

(Les résolutions qui précèdent étaient le résultat d'un questionnaire envoyé d'avance aux différents comités. Sur l'initiative de divers membres, la Conférence a adopté plusieurs résolutions dont voici les principales) :

La Conférence, avant de commencer ses délibérations, exprime au Comité international de Genève ses remerciements chaleureux et sa très vive reconnaissance, pour l'activité admirable qu'il a déployée, à la tête de la Croix-Rouge, pendant les quinze dernières années, et dont les grands résultats n'ont été présentés dans son rapport que d'une façon modeste. La Conférence envisage avec une pleine confiance

l'activité future du Comité international, laquelle s'étend maintenant sur les deux hémisphères. Elle est prête à lui donner son entier appui, et à accueillir favorablement les désirs que le Comité international pourrait formuler à cet égard.

La Conférence déclare qu'en obtenant l'accession des États-Unis d'Amérique à la Convention de Genève, Miss Clara Barton a bien mérité de l'humanité.

La Conférence décide que la somme de 5,000 francs et la médaille d'or que Sa Majesté l'Impératrice d'Allemagne, reine de Prusse, a daigné mettre à sa disposition, seront données en prix dans un concours, dont l'objet sera la construction d'un modèle-type pour les baraques d'ambulances mobiles.

La nomination d'une commission spéciale, pour préparer le programme de ce concours et pour le juger, est renvoyée au Comité international. Le programme devra être publié avant le 1^{er} décembre 1884.

(Proposé par la Commission des délégués des Comités Centraux.)

La troisième Conférence internationale, réunie à l'occasion du 20^{me} anniversaire de la Convention de Genève, dans cette ville où l'œuvre de la Croix-Rouge a pris naissance et a été sanctionnée par le droit international, approuve vivement l'idée d'un monument commémoratif à ériger à Genève, et émet le vœu que les Comités centraux de toutes les nations concourent à l'exécution du monument, d'après le modèle de M. Richard Kissling, membre de la Conférence.

Le 15 novembre, une Conférence s'est réunie à Berlin pour discuter les questions relatives au Congo. Voici le texte de l'invitation que le Gouvernement allemand a adressée aux puissances intéressées par l'intermédiaire de ses ambassadeurs :

« Monsieur le ministre,

« Le soussigné, ambassadeur de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse, en se rapportant à la note du 21 octobre, a l'honneur d'informer Votre Excellence que l'ouverture de la Conférence pour les affaires de l'Afrique occidentale a été fixée, de concert avec les puissances intéressées, au 15 novembre.

« Le soussigné adresse en conséquence à Votre Excellence la prière de vouloir bien donner l'ordre aux représentants de l'Autriche de se réunir avec les plénipotentiaires des autres puissances le jour indiqué à Berlin. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} novembre. — *Marguerite de Valois* (2^e partie), par Hector de la Ferrière. — *La loi des récidivistes et nos colonies*, par Edmond Plauchut. — *L'Ogooué, ses populations et son avenir commercial*, par de Montaignac (notes de voyages). — *La politique coloniale allemande*, par G. Valbert.

15 novembre. — *Souvenirs diplomatiques : la France et l'Italie* par G. Rothan (il s'agit de la période de 1866 à 1870; M. Rothan a exercé des fonctions diplomatiques en Italie en 1864 et en 1870). — *La dernière crise politique en Norvège*, par Pierre Daresté (article fort intéressant: le conflit a ébranlé la constitution, n'a-t-il pas aussi compromis l'union avec la Suède?) — *L'élection présidentielle aux États-Unis*, par A. Moireau.

La nouvelle Revue.

1^{er} novembre. — *La République et les républicains*, par de Marcère (fin) — *M. Gladstone et la Chambre des Lords*, par Philippe Daryl (article fort intéressant d'un homme très au courant des mœurs politiques anglaises). — *La Conférence de Berne et le Congrès de Bruxelles*, par Louis Ulbach (l'auteur présidait le second, et était l'un des délégués du gouvernement français à la première).

15 novembre. — *Le budget de 1885*, par M. Ramus. — *Les luttes de l'Irlande*, par B. Gendre. — *L'Arlberg*, par Fournier de Flaix (étude géographique et économique).

Le Correspondant.

10 août. — *La Vie de Mgr Dupanloup de l'abbé Lagrange*, par le comte de Falloux (vif article qui a eu un grand retentissement).

10 septembre. — *Le protestantisme, la papauté et la politique française en Italie au seizième siècle*, par le vicomte de Meaux. — *La République d'Andorre et ses cosouverains*, par le comte de Couronnel (notice historique très brève).

25 septembre. — *Le protestantisme, la papauté et la politique française en Italie au seizième siècle* (2^e article), par le vicomte de Meaux. — *L'entrevue des trois empereurs*, par Ch. Gavard. — *La nouvelle loi scolaire en Belgique*, par Denys Cochin.

10 octobre. — *L'avènement et l'histoire de la monarchie de juillet pendant les six premières années*, par Léopold de Gaillard (à propos de

l'ouvrage de M. Thureau-Dangin). — *Le protestantisme...* (fin), par le vicomte de Meaux. — *La nouvelle loi scolaire en Belgique* (fin), par Denys Cochin. — *Le Congrès de Genève et les sociétés de la Croix rouge*, par J. Lacoïnta.

25 octobre. — *Napoléon III et lord Malmesbury*, par Frédéric de Bernhardt (à propos de l'ouvrage qui vient d'être publié à Londres sous ce titre : *Memoirs of an ex-minister, an autobiography by the Right honorable the earl of Malmesbury*); l'auteur dit que c'est le livre le plus intéressant qui ait vu le jour en Angleterre depuis de longues années). — *L'Algérie depuis 1871*, par Ch. de Meaux.

10 novembre. — *Richelieu et la Monarchie absolue*, par le duc de Broglie (à propos d'un livre récent qui a ce titre). — *Le journal d'Henri Greville* (1852 à 1856), par Anatole Langlois. — *L'Algérie depuis 1871* (fin), par Ch. de Meaux.

Revue historique.

Novembre-Décembre. — *Étude sur le pouvoir royal au temps de Charles V*, par E. Lavissee. — *Documents inédits sur la bataille de Sedan* (article signé baron A. D.)

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Novembre. — *Les grands pionniers de l'Australie*, par V. de Florian. — *Madame de Krudener* d'après des documents inédits, par Frédéric Frossard.

Revue maritime et coloniale.

Novembre. — *L'Angleterre dans la Méditerranée*, par le capitaine Fiessinger (importance militaire de la Méditerranée; influence qui y exercent les différents États, à propos de deux ouvrages allemands récents.) — *Les missions circumpolaires internationales*, par le lieutenant Bellot. — *Opérations maritimes de l'expédition des Anglais en Égypte*, par Henri Durassier. — *La Grèce en 1883*, par A. Girard (industrie et commerce). — *La valeur économique de la vie humaine*, par l'inspecteur-général Rochard (Conférence faite au Congrès d'hygiène de La Haye). — Chronique.

Revue de Géographie.

Novembre. — *Une application de la géographie à l'étude de l'histoire : Jeanne d'Arc*, par L. Drapeyron (à propos de la récente publication de M. Joseph Fabre.) — *Les Bois-brûlés ou métis franco-*

canadiens du Nord-Ouest de l'Amérique, par J. Geslin. — *La Méditerranée asiatique (fin)*, par Ch. Labarthe (aperçu de la situation des indigènes et des diverses colonies européennes). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud (nouvelles relatives au Tonkin, à Madagascar, au Sénégal, au Congo). — Notes diverses (situation du duché de Brunswick).

Revue de Droit international et de Législation comparée.

1884 N° 4. — *La fondation Bluntschli*, par A. Rivier (Statuts de cette fondation destinée à honorer la mémoire du célèbre jurisconsulte; sujet mis au concours, v. *Archives*, 1884). — *La doctrine de la reconnaissance, fondement du droit international*, par J. Lorimer, (chapitre de l'ouvrage consacré au droit des gens par le professeur écossais). — *Le droit fluvial conventionnel et le Traité de Londres* de 1883, par Ed. Engelhardt (exposé lumineux de la situation compliquée faite au Danube par les divers traités). — Chronique des faits internationaux : *Amérique espagnole*, par Pradier-Fodéré; *France*, par L. Renault; *Autriche-Hongrie*, par L. Strisower. — Bibliographie.

N° 5. — *La convention littéraire et artistique entre la France et l'Allemagne*, par Ch. Lyon-Caen. — *Revue des faits législatifs et judiciaires* les plus importants survenus en Suisse (1882 et 1883), par Alfred Martin. — *Le Maroc, ses relations avec l'Europe, sa situation actuelle* (2^e article), par Castonnet Des Fosses. — *La guerre du Pacifique*, par Pradier-Fodéré (réquisitoire contre le Chili; faits très graves relevés). — Bibliographie.

Le Mémorial diplomatique.

1^{er} novembre. — *Le discours de l'Empereur d'Autriche et la paix européenne*. — *Nouvelles diverses*. (Conseil d'État prussien, discours de M. de Tisza; délégation austro-hongroise). — *Correspondances* de Constantinople, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Le Conflit avec la Chine*. — *La succession de Brunswick*. — *Les affaires de l'Égypte et du Soudan* (extraits des *Livres bleus*). — *Le Congo et les Contrats de l'Association internationale*. — *Le Livre jaune relatif aux affaires du Congo* (suite).

8 novembre. — *L'avenir de l'Égypte et la politique anglaise*. — *Nouvelles diverses* (Angleterre, Hongrie, Allemagne). — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye, de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Situation politique extérieure de l'Autriche-Hongrie*. — *Le Congo et les Contrats de l'Association internationale* (Suite). — *La Criminalité au Portugal*.

15 novembre. — *La Conférence de Berlin relativement à la question du Congo* (documents émanant du Gouvernement portugais et devant être soumis par lui à la Conférence). — *Nouvelles diverses* (discours au banquet du lord maire, succession de Brunswick). — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres, de Saint-Petersbourg, de Vienne. — *Situation politique externe de l'Autriche-Hongrie*. — *Le Livre jaune relatif au Congo*. — *Documents*: Exposition universelle à Paris en 1889; traité entre l'Allemagne et le Roi M'lapa; Allocution du Pape; traité entre l'Angleterre et le Negous d'Abyssinie.

22 novembre. — *La Crise Anglaise*. — *Nouvelles diverses* (ouverture du Parlement allemand). — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye, de Saint-Petersbourg. — *Le Conflit avec la Chine*. — *La Conférence de Berlin*: — *Documents*: discours du roi des Pays-Bas; Lettres du Pape au sujet de la Presse catholique; discours du Gouverneur de la Roumélie orientale.

L'Économiste Français.

6 septembre. — *La Chine, ses ressources, son commerce et la situation actuelle*. (Paul Leroy-Beaulieu). — *L'agriculture et le Gouvernement* (discussion des tendances protectionnistes (Arthur Mangin). — *Les cités américaines, étude sur le commerce intérieur des États-Unis* (Louis Poinard). — *Les intérêts de la France dans l'Afrique orientale, Oboek et Abyssinie* (A. de Fontpertuis). — *Affaires municipales* (Brelay). — *Commerce spécial de la France* (tableau synoptique). — *Lettre d'Égypte*.

13 septembre. — *La Chine et les circonstances présentes*; étude commerciale, d'où l'auteur tire des conclusions politiques: action énergique et prompte au Tonkin (Paul Leroy-Beaulieu). — *La Crise de New-York: les chèques* (C. Juglar). — *Les résultats éventuels d'une réduction légale des heures de travail*: la liberté du travail comme condition de la concurrence avec l'étranger (E. Brelay). — *Le mouvement économique en Allemagne*; les rapports des inspecteurs des manufactures pour l'année 1883 (l'auteur reproche au ministre du commerce de ne pas publier les rapports de nos inspecteurs); Maurice Block). — *La 54^e session de l'Association britannique pour l'avancement des sciences* (A. de Fontpertuis). — *Lettre relative à l'aliénation de l'île Sainte-Marguerite, près Cannes*.

20 septembre. — *La liquidation de la crise de l'état présent du marché financier* (Paul Leroy-Beaulieu). — *La terre au XIX^e siècle* (étude sur la division de la propriété d'après les documents cités plus loin dans le Bulletin de statistique). (A. de Foville). — *Démocratie et socialisme* (A. Mangin). — *La crise sucrière en Autriche*. — *Les*

transports maritimes sur la côte de Syrie et les intérêts commerciaux de la France en Orient.

27 septembre. — *L'ouverture de la ligne de l'Arlberg et des chemins de fer serbes* (Paul Leroy-Beaulieu). — *Le commerce de la France et de l'Angleterre pendant les huit premiers mois de 1884.* — *Le dix-septième congrès des Tradés-Unions*, par de Fontpertuis. — *De l'émigration au XIX^e siècle* (extraits d'une conférence de M. Levasseur).

4 octobre. — *Le budget de la ville de Paris et l'état des finances municipales* (Paul Leroy-Beaulieu). — *Le mouvement économique en Allemagne* (étude sur les tendances et les agissements protectionnistes). (Maurice Bloch.) — *Le mouvement économique aux États-Unis* (analyse de divers documents officiels du plus vif intérêt). (A. de Fontpertuis.) — *De l'émigration au XIX^e siècle* (suite et fin d'une étude sur les avantages et inconvénients de tous ordres qu'entraîne l'émigration, dont l'auteur est chaud partisan. (E. Levasseur.)

11 octobre. — *La crise industrielle et les remèdes proposés* (l'auteur signale la cause du mal : notre ignorance du commerce). (P. Leroy-Beaulieu.) — *Le mouvement de la population de la France depuis le commencement du siècle* (Loua). — *La production agricole de l'Égypte* (indication des forces du pays et de son avenir). (Antoine Zogheb.) — *Le 28^e congrès de l'Association britannique pour l'avancement des sciences sociales* (A. de Fontpertuis).

18 octobre. — *De l'organisation défectueuse du commerce français* (démonstration de la proposition énoncée au numéro précédent). (P. Leroy-Beaulieu.) — *La commission d'enquête et la crise lyonnaise* (A. Mangin). — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada* (A. de Fontpertuis). — *Le legs Rampal et les sociétés coopératives de production* (E. Brelay). — *L'industrie et les transports en Suisse* (Max Hoffmann).

25 octobre. — *La situation coloniale* (Tonquin, Niger, Congo ; étude relative sur notre conduite à la conférence de Berlin, affaires du Congo (Paul Leroy-Beaulieu). — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les neuf premiers mois de 1884.* — *La terre au XIX^e siècle*, suite de l'étude sur la division de la propriété (A. de Foville). — *La Bulgarie et la Roumélie*, leur situation économique et sociale (A. de Fontpertuis).

1^{er} novembre. — *Les finances publiques : le budget de 1885 et celui de 1876* (1^{er} art.) par P. Leroy-Beaulieu. — *Le prix du pain à Paris*, par Fougereuse. — *Les expositions universelles*, par Arthur Mangin. — *Le mouvement économique aux États-Unis* (le bétail dans le Far West) par A. de Fontpertuis. — *Lettre d'Égypte* (la récolte). — *Les Élections consulaires*, par Brelay.

8 novembre. — *Les finances publiques : le budget de 1885 et celui de 1876* (2^e art.) par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Canada français, sa situation, ses ressources et ses perspectives*, par de Fontpertuis (à propos d'un livre récent). — *Un dictionnaire de statistique*, par E. de Laveleye. — *Les Anglais dans l'Inde*, par Arthur Raffalovich.

15 novembre. — *Le budget de 1885 et celui de 1876* (3^e article), par P. Leroy-Beaulieu. — *Les assurances sur la vie en Allemagne*, par M. Bloch. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par de Fontpertuis (élection présidentielle, commerce extérieur, budget fédéral et dette publique). — *M. Henry Fawcett*, par Arthur Raffalovich.

22 novembre. — *La question monétaire, la production et le prix de l'or et de l'argent*, par P. Leroy-Beaulieu (à propos de la prochaine conférence monétaire). — *Les possessions allemandes en Afrique : Angra-Pequena*, par Arthur Raffalovich. — *La Nouvelle-Calédonie : sa colonisation et sa situation économique*, par de Fontpertuis (d'après un ouvrage récent).

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Août 1884. — *Loi sur les sucres*. — *Loi relative aux contributions directes et assimilées de 1885*. — *La consolidation partielle de la dette flottante*. — *Le mouvement des impôts : comparaison avec les évaluations budgétaires*. — *Les baux et locations d'immeubles, depuis 1878*. — *Classement des cotes foncières par catégories de contenances en 1884* (documents officiels qui ont servi de base à de nombreux articles de journaux spéciaux), *comparaison des résultats dans les communes recadastrées*. — *Annulation de crédits*.

Étranger — Angleterre : *Budget de 1884-85*. — *Revenu intérieur en 1882-83*, comparaisons avec les exercices antérieurs. — *L'impôt sur les eaux-de-vie*. — Belgique : *La question des sucres* (situation que fait à la Belgique notre récente loi.) — Allemagne : *Le régime des ouvrages d'or et d'argent*, loi du 6 juillet 1884. — *La propriété foncière dans les districts de Danzig et d'Aix-la-Chapelle* (enquête préparatoire qui a pour objet le mouvement de la propriété bâtie et non bâtie en Prusse). — *Assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents*, loi du 6 juillet 1884 (traduction intégrale). — Russie : *La réforme de l'impôt des patentes*.

Septembre. — France : *Décret concernant l'exécution de la loi sur les sucres*. — *Décret concernant l'exécution de la loi sur les vinai-gres*. — *Décret concernant les droits d'importation au Gabon*. — *Évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties* (rapport du

ministre des finances, président de la commission instituée par date du 12 juin 1884). — *Le mouvement des impôts*, comparaison avec 1883. — *Ouverture et annulation de crédits*. — *État de répartition du fonds de subvention*.

Étranger. — Belgique : *Régime des sucres*, loi du 11 septembre 1884. — *L'Impôt sur les eaux-de-vie*. — Angleterre : *Les dépenses de l'État avant et depuis 1880* (extrait d'un discours de M. Gladstone). — *Les rentiers anglais* (classement par importance de titres). — Allemagne : *Régime fiscal des sucres depuis 1841*. — *Sociétés en commandite par actions*, loi du 28 juin 1884, modifiant le Code de commerce dans les articles 173 à 249, traduction des articles 173 à 206. — Chine : *Le commerce extérieur, 1868-1883*.

Octobre. — France : *Décret fixant le taux de la roupie dans les possessions françaises de l'Inde*. — *Le commerce extérieur en 1883*. — *Les valeurs de douane en 1883*. — *Le mouvement des impôts* (les neuf premiers mois de 1884). — *Les cotes foncières de plus de 100 hectares* (suite d'un important travail signalé dans la livraison d'août). — *La situation financière des communes et des départements*. — *La réorganisation des finances tunisiennes, décrets des 2 et 3 octobre et du 23 septembre 1884*.

Étranger. — Belgique : *La propriété foncière* (division de la propriété). — Allemagne : *Les recettes douanières depuis un demi-siècle*. — *Les sociétés en commandite par actions*, loi du 28 juin 1884 (fin de la traduction commencée en septembre). — Italie : *Budget de 1884-85*. — *La répartition des impôts en 1883* (par catégories de régions). — Suisse : *Impôts cantonaux* (traduction d'un article quasi-officiel de la *Zeitschrift für schweizerische Statistik*, tarifs comparés des divers cantons pour les divers impôts sur le revenu, sur le capital). — Serbie : *Le budget serbe*. — *Les impôts directs*. — États-Unis : *Le budget fédéral*. — *La part de l'Europe dans la dette des États-Unis*. — *Frais de perception du revenu intérieur*.

Les discours du prince de Bismarck, 11^e vol., Berlin, 1884, Richard Wilhelmi.

Ce volume, le onzième de la collection, contient la traduction intégrale des discours prononcés au *Reichstag* allemand pendant la session ordinaire de 1884. Il est absolument inutile de faire ressortir l'importance que présentent les discours du puissant chancelier pour le diplomate, le publiciste et l'historien. Il convient seulement d'indiquer le contenu de ce volume, et les soins pris par l'éditeur pour que sa publication soit le plus utile possible. Parmi les discours que renferme

ce volume, il faut noter ceux qui sont relatifs à l'incident Lasker, où le chancelier a été amené à donner de curieux détails sur la politique intérieure et le rôle du parti national-libéral, les discours sur l'assurance des ouvriers contre les accidents et sur la prorogation de la loi contre les socialistes, enfin ceux qui traitent de la politique coloniale de l'Allemagne. Chaque discours est accompagné d'un exposé sommaire et de notes qui font comprendre les circonstances dans lesquelles il a été prononcé. La traduction est faite sur le compte-rendu sténographié authentique; on lui a reproché d'être plus allemande que française; nous ne partageons pas cette manière de voir. Elle est très suffisamment correcte et elle a le mérite de conserver la physionomie de l'original; on voit bien que ce n'est pas un Français qui a parlé, mais un Allemand. C'est une preuve de fidélité. Le volume se termine par trois tables qui facilitent singulièrement les recherches dans la collection tout entière: 1° une *table chronologique* des discours du prince de Bismarck jusqu'à ce jour; 2° un *index alphabétique* très détaillé des matières contenues dans ces discours; 3° une *liste nominative* de tous les personnages cités.

L.

Les Peuples de l'Afrique, par R. Hartmann, professeur à l'Université de Berlin. Paris, in-8°, F. Alcan, 1884.

« En débarquant près d'Alexandrie, nous dit l'auteur, sur le bas rivage de l'Égypte, je crus reconnaître dans les Fellahs, les Nubiens et les nègres qui se présentaient à moi, des types de races entièrement différentes, étrangers les uns aux autres et réunis par le hasard..... Mon opinion sur les peuplades de l'Afrique, que j'avais jugées d'abord selon des préjugés invétérés, se modifia sensiblement à mesure que je remontais le Nil..... Sur le sol africain, je reconnus bientôt l'insuffisance de nos idées de races caucasique, sémitique, hamitique, aryenne, indo-européenne, touranienne, pour déchiffrer le problème compliqué des relations des peuplades de l'Afrique septentrionale, et la nécessité d'ouvrir à l'investigation d'autres voies que celles qui ont été suivies jusqu'à ce jour. »

Profitant d'un voyage fait au Soudan dans des conditions exceptionnelles, et de sa réputation de médecin qui lui valut l'entrée si désirée des intérieurs des indigènes; scrutant tous les documents : récits des voyageurs, qu'il déclare, en général, bien superficiels; tableaux de peintres européens, restes de l'art antique, etc., l'auteur a fait, dans une série de chapitres distincts, l'étude des diverses races de l'Afrique, Fellahs égyptiens, Berabras de Nubie, Bedjas, Abyssiniens, Comalis, Tedas, Funjés, Nigritiens; il décrit leur vie domestique, leur agriculture, leur commerce, leurs mœurs, interroge leurs religions, leurs

langues ; et la conclusion à laquelle il arrive, il la formule ainsi : « Les Africains forment, ethnologiquement parlant, un tout dont les membres s'enchaînent par des transitions infiniment nombreuses. Les caractères physiques, les mœurs et les coutumes, la langue, etc., me prouvent suffisamment que la population africaine n'est pas formée d'éléments hétérogènes, juxtaposés par le hasard, mais que le continent africain renferme une seule grande souche de la famille humaine, diversement démembrée soit par les modifications naturelles, soit par des fusions, des guerres, des migrations, etc., etc... Les transformations politiques, recherchées avec persévérance, nous montrent le terrain sur lequel se concilient d'apparents contrastes typiques parmi les nations africaines. Je suis convaincu que nous pourrions ainsi trouver la clef des énigmes ethnologiques, et faire rentrer dans le système des nations africaines les Monbutters de Schweinfurth, les Hottentots, les Berbers, les Égyptiens, ainsi que les Pygmées proprement dits. Alors aussi, mais seulement alors, nous trouverons le moyen de constater les rapports entre certaines branches extrêmes de la famille africaine et celles d'autres continents, surtout de l'Europe et de l'Asie. Il est vrai que, pour nous diriger à travers les notions confuses de l'ethnologie africaine, il faut faire abstraction de certains préjugés invétérés et renoncer à des traditions qui nous sont devenues chères. »

M. Hartmann avait déjà donné, dans la *Bibliothèque scientifique internationale*, un ouvrage intitulé : *les Nigriliens*, dont celui-ci n'est qu'une suite. La thèse soutenue est la même. M. Hartmann se réserve évidemment, — les citations précédentes l'indiquent, — de la reprendre jusqu'à parfaite démonstration. Sans doute, comme il le dit, on pourra longtemps répéter : « *Ex Africa semper aliquid novi* ; » mais il est de ceux qui auront le mieux contribué à exposer et à limiter sans cesse ce quelque chose de nouveau.

J. C.

Les Intérêts français dans le Soudan éthiopien, par M. de Caix de Saint-Amour ; in-8°, 1884, Challamel, Paris.

Ce volume est la réunion d'articles parus, vers le milieu de l'année, dans la *Revue politique et littéraire*. L'auteur a cette bonne fortune d'arriver à son heure et d'avoir déjà vu suivre en pratique quelques-uns des conseils qu'il adressait au Gouvernement français en matière de politique africaine.

Je ne puis pas entrer dans de longs détails à propos d'une question si spéciale. Voici, en quelques mots, la thèse de l'auteur. La France a des droits déjà anciens sur plusieurs points du littoral éthiopien. A plusieurs reprises, par l'incurie gouvernementale ou par la *trahison* de ses agents, elle a négligé de faire valoir ces droits. Pendant ce

temps-là, l'Angleterre dans le Soudan éthiopien, l'Italie à Assab, mènent au grand jour une politique dangereuse pour nous. Qu'allons-nous faire? La position est encore favorable. Nous avons Obock, occupons-le (c'est fait); nos voisins d'Obock, les Danaliks et le sultan d'Aoussa, ont une prédilection marquée pour la France et une forte haine pour les Anglo-Égyptiens : soutenons-les; le roi de Choa est en de bonnes dispositions pour nous : faisons avec lui un traité d'amitié et de commerce; les Italiens, à Assab, seront peut-être jaloux de notre influence : amenons-les à considérer que là comme ailleurs il y a place pour tous, et qu'en présence des envahissements de la race anglo-germanique, qui menacent toutes les nations latines indistinctement, l'union s'impose à celles-ci.

Telles sont les principales recommandations de l'auteur. J'ajoute que ses conclusions se déduisent tout naturellement de l'exposé des faits. Trois cartes intercalées aux endroits convenables permettent de suivre et de contrôler ses démonstrations. C'est l'ouvrage d'un patriote éclairé et compétent.

J. C.

Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie, et description des Nouvelles-Hébrides.

L'Indo-Chine, Cochinchine Française et Tonkin, par Ch. Lemire, 2 volumes in-8°, Paris, 1884. Challamel.

M. Lemire est un voyageur, qui voyage et qui sait voyager. Il a écrit de nombreux ouvrages sur nos colonies d'Asie et d'Océanie, qui tous se distinguent par leur sincérité et leur caractère scientifique. Reprenant aujourd'hui ses anciennes informations, les complétant par de nouvelles qu'il doit à de récents voyages, il nous donne sur la Nouvelle-Calédonie et sur l'Indo-Chine deux livres d'une valeur exceptionnelle par la richesse et la sûreté des renseignements, comme par la connaissance approfondie de ces pays qu'ils révèlent chez l'auteur.

Ces nouveaux volumes ne font pas double emploi avec d'autres publiés par le même éditeur, qui s'est fait une spécialité des questions géographiques et coloniales. La *Cochinchine contemporaine*, de MM. Paulus et Bouïnais, dont nous avons ici même rendu compte (1), était tout autre chose. C'était un livre de caractère technique, présentant, dans une nomenclature un peu sèche, ou sous forme de tableaux singulièrement précis, l'étude sévère de notre colonie et de notre administration. Ici rien de tel. L'auteur semble se jouer à l'aise dans son sujet. Il commence un récit historique, puis il se met à décrire le pays, ses mœurs; chemin faisant, il émaille la narration d'anecdotes,

(1) V. [Archives, 1884, I, 385.

de descriptions pittoresques, de vues politiques; puis il reprend le récit, cite les faits, analyse ou reproduit les documents, arrive jusqu'aux événements les plus récents et tire les conclusions.

Je parlerai plus volontiers de son voyage en Nouvelle-Calédonie. Le pays est moins connu, et, soit défaut d'auteurs, soit défaut d'actualités, il y a moins d'ouvrages pour nous en parler. Le procédé de composition est celui que je signalais déjà pour l'*Indo-Chine*. Situation géographique du pays, description générale, description des divers centres, étude du régime des déportés et de la colonisation, analyse des documents relatifs aux concessions de terres, résultats en chiffres de ces concessions, revue des négoce et industries possibles et des sociétés commerciales établies dans le pays : tout est abordé, traité *ex professo* à la fois et pittoresquement, et forme un ouvrage des plus instructifs et instructifs qu'on puisse lire.

« La Nouvelle-Calédonie, dit en terminant M. Lemire, est une colonie pénale, mais non un pénitencier exclusivement. L'élément libre domine quant à présent dans la colonisation. Les condamnés y contribuent surtout par des travaux d'utilité publique; cependant la terre leur est donnée conditionnellement et dans une proportion raisonnable. Ils feront souche de petits propriétaires, ils formeront des villages et se mélangeront peu à peu à l'émigration volontaire et libre *qui les a précédés*. Mais cette immigration (libre) est encore trop restreinte, et l'on peut prévoir actuellement qui prendra le dessus plus tard ou de la population pénale, ou des émigrants volontaires... Si nous ne voulons voir annihiler notre influence commerciale extérieure par les Anglais et les Allemands dans ces pays mêmes où nous nous étions créé les premiers une situation importante, il faut songer pratiquement à la colonisation, à l'expansion de notre commerce et de notre race dans nos possessions d'outre-mer. »

Ces quelques lignes montrent l'intérêt d'actualité de ces ouvrages, à une heure où se discute, au Parlement et dans le pays, la grosse question de la colonisation. M. Lemire est de ceux qui ont le droit de parler haut dans cette question, et dont l'avis doit faire autorité.

J. C.

Le Tonkin ou la France dans l'Extrême-Orient, par C. B. Norman, traduction française, in-18, Paris, 1884, Hinrichsen et C^{ie}.

Ce livre ne mérite pas l'analyse. C'est un pamphlet d'une excessive violence contre la France. La thèse est celle-ci : la France cherche à refaire ses colonies; voyons comment elle s'y prend, et si elle a quelque chance de réussir. Ce semble être la thèse principale.

A côté de celle-ci, il y en a deux autres. L'Angleterre a aux Indes des intérêts considérables; toute puissance qui, dans ces parages,

s'élève, nous est à bon droit, suspecte. Tâchons de renverser les projets de la France.

Voici la seconde : la civilisation de l'Orient est une belle civilisation. En tout cas, la France, nation pourrie, n'a pas qualité pour porter là-bas la civilisation chrétienne.

Ce résumé est l'expression modérée des calomnies et des violences de l'auteur. Je veux citer quelques passages :

D'abord, voici qui montre le but réel de l'auteur : « Quand nous voyons une puissance étendre ses frontières par des moyens qui ressemblent fort à l'agression; quand cette agression tend à absorber les petits États qui étaient favorablement disposés à notre égard, et à établir des dépôts militaires et des arsenaux maritimes dans des proportions qui menacent la sécurité de nos principaux centres commerciaux,... l'on doit alors s'inquiéter de savoir s'il est compatible avec notre honneur national et avec notre sécurité, de fermer les yeux sur les conquêtes que la France semble vouloir faire dans l'Extrême-Orient. »

Vient ensuite un long récit, habilement fait, de nos entreprises en Indo-Chine. Tout ce qui nous est cher est attaqué; tous les Français patriotes sont calomniés; et si, à tort ou à raison, certains hommes sont réputés chez nous moins habiles ou moins bien intentionnés, ceux-là sont tenus par l'auteur pour des héros ou des modèles de vertu. Garnier et Rivière sont courageux sans doute, plus exactement ce sont des fous; mais la marine française ne vaut rien, elle manque d'énergie, et il n'est pas un capitaine anglais qui ne préférât à bord un équipage chinois ou tonkinois à un équipage de « *Jeannots crapauds*, » comme il appelle nos marins.

La France n'a aucune chance de réussir. Elle succombera sûrement. Quand elle réussirait à vaincre la Chine, quel parti tirera-t-elle de sa conquête? Ce sera le reste du monde civilisé qui en profitera. Est-ce une tentative de régénération personnelle? Est-ce un désir de civiliser l'Orient? Alors on s'y prend mal : « C'est en France que doit commencer le développement tant désiré; c'est en France que l'on a besoin de civilisation et de liberté; quand les écuries d'Augias de la corruption officielle et de l'impureté nationale seront nettoyées, lorsque les Français reviendront à des sentiments plus sains et plus purs, alors seulement les hommes d'État pourront songer à une renaissance de la grandeur de la nation. Jusque-là, elle se vautre dans les ruisseaux de la décadence; elle sera une source de dangers pour le monde civilisé à cause de sa politique étrangère, et deviendra la cible que viseront tous ceux qui se raillent de la liberté des institutions républicaines. »

Les éditeurs de la traduction française se demandaient s'ils devaient

publier un tel livre. Certes, ils le devaient, comme le public devra le lire. Il faut que l'on soit en France édifié sur un point : ce sont là les sentiments que professent pour nous en Angleterre tous ceux qui n'ont ni intelligence ni élévation d'esprit. Je ne sais pas s'ils sont nombreux.

J. C.

La France d'Afrique et ses destinées, par Waille Marial, Paris, Challamel et Ghio, 1883.

Ceci n'est pas un livre bien fait. L'auteur laisse, à chaque page, déborder le trop plein de son savoir, et dans des notes ou appendices, fait, à propos de l'Afrique, d'assez longues dissertations de politique étrangère générale. C'est un livre toutefois qui se lit avec intérêt, et qui a cet avantage de dire des choses qui ne se trouvent pas ailleurs. Ne lui demandez ni étude didactique, ni statistique, ni tableaux comparés. Il n'en a cure. Mais l'auteur a ses idées sur l'Algérie. Il discute celles d'autrui, les combat ou les fait siennes, et offre en somme au lecteur et au gouvernement un plan politique qui peut se résumer ainsi : L'Algérie nous a de tout temps été destinée; nous la tenons, il faut en tirer parti. Comment? en sachant coloniser, et en ne prétendant pas assimiler l'Afrique à la métropole : pas de *rattachements*, un gouvernement sur place, avec de larges pouvoirs; un homme expérimenté qui connaisse les Arabes, et qui soit bien pénétré de ces deux vérités : on ne s'attache pas les Arabes par la douceur et la liberté; on ne se les attachera que par la force et la propagande religieuse. Le fanatisme musulman est notre plus grand ennemi. Quiconque connaît la formidable organisation du *Sénousisme* est là-dessus de l'avis de M. Waille Marial.

Mais tenir l'Algérie, est-ce assez? Notre rôle n'est-il pas infiniment plus élevé? Regardez ce qu'a fait l'Angleterre aux Indes. Voilà ce qu'il fallait faire en Afrique. Nous avons pris Tunis : quelles difficultés cela a-t-il suscitées? L'Italie s'est vite apaisée. Il en sera de même pour toute autre entreprise. La France doit oser. La Tripolitaine nous donnerait la direction de l'Égypte; le Maroc nous relierait à nos autres possessions africaines. Et d'Obock au Sénégal, l'influence française s'épandrait largement.

Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront. Lisez, nous dit l'auteur, lisez le livre espagnol « *Maruecos* », qui a pour auteur le lieutenant-colonel prussien Adolphe von Conring, chargé d'une mission officielle au Maroc. On y voit développées tout au long les considérations qui militent en faveur de l'occupation du Maroc par l'Allemagne, de concert avec l'Espagne, à laquelle on laisserait une part du gâteau.

Il expose ensuite les agissements des Anglais, des Espagnols, des Italiens, et adjure le gouvernement de veiller.

Pour lui, l'Algérie ainsi étendue est l'espoir et, qui sait, la ressource de l'avenir. C'est de l'Algérie, dit-il, que viendra l'exemple. C'est une nation jeune qui peut expérimenter des choses nouvelles à nous interdites. Laissez-la un peu en liberté, supprimez tant de réglementations inutiles, ne l'affublez pas de nos institutions européennes, et vous la verrez grandir à vos côtés, votre fille par le sang, votre éducatrice par l'exemple.

J. C.

Le Cobden club, Nouvelle édition, Berlin et Paris (Vieweg), 1884.

Cette brochure est une œuvre de polémique. Elle est une mise en accusation du *Cobden club* et des théories libre-échangistes qu'il préconise. Pour déterminer exactement le but de l'auteur anonyme et son style, je ne puis mieux faire que de copier les lignes suivantes : « En guise de vignettes pour le frontispice des discours et des écrits de Cobden, on pourrait choisir l'image d'un de ces animaux de mer décrits par V. Hugo, un gigantesque octopode qui, couché sur son île, où il est en sûreté, allonge sur tous les autres pays ses tentacules garnis de ventouses. Pour que les autres peuples se laissent faire, il faut naturellement leur inculquer l'idée que c'est pour leur plus grand bien. De là d'une part les affiliations avec les hommes d'État « qui sont plus avancés que l'opinion publique de leur pays », c'est-à-dire qui sont libre-échangistes, et d'autre part tout un mécanisme organisé pour peser, au moyen de l'opinion publique, dans les pays étrangers, sur des gouvernements qui ne sont point partisans du libre-échange. »

Toute la brochure est sur ce ton. Il y a là infiniment de malice, et une habileté extrême qui a permis à l'auteur de combattre les libre-échangistes avec des extraits textuels de leurs propres œuvres. Mais, si spirituelle qu'elle soit, elle ne satisfait pas, et ce n'est pas avec des arguments de ce genre que l'on combattra efficacement les théories dont Cobden a été le promoteur.

J. C.

Éléments du droit civil anglais, par Ernest Lehr, docteur en droit, ancien professeur de législation comparée, conseil de l'ambassade de France en Suisse, associé de l'Institut de droit international, 1 fort vol. in-8°, Paris, 1885, Larose et Forcel.

M. Ernest Lehr a eu le mérite de concevoir une vaste entreprise et

le mérite plus grand et plus rare encore de la poursuivre avec une persévérance et une énergie qui ont su triompher de tous les obstacles. Il a voulu exposer la législation civile des pays qui ne l'ont pas encore codifiée, et trois volumes ont paru successivement de 1875 à 1877 : *Éléments de droit civil germanique*, *Éléments de droit civil russe*, *Éléments de droit civil espagnol*. Le présent volume continue la série; ce n'est pas le moins important, puisqu'il est consacré au *Droit civil anglais*, et ce n'était pas non plus, comme le fait remarquer l'auteur lui-même, le moins difficile à faire. Rien de plus étranger aux idées des jurisconsultes du Continent, quels qu'ils soient, que le droit anglais, encore tout empreint de l'esprit du moyen-âge; aussi faut-il un effort intellectuel considérable pour se rendre compte de règles et de pratiques si différentes des nôtres. Nous devons une véritable reconnaissance à M. Lehr, pour nous avoir si singulièrement facilité l'étude du droit anglais en exposant d'une manière très claire et dans l'ordre auquel nous sommes habitués, toutes les notions importantes de la matière. Si on veut plus de détails, on n'a qu'à se reporter aux textes des lois, aux ouvrages des auteurs et même aux arrêts auxquels l'auteur renvoie avec grand soin. On a donc là une véritable encyclopédie du droit civil anglais, pour la confection de laquelle il a fallu de rares qualités, le sens juridique, la méthode et la clarté d'exposition, on peut ajouter : et la patience. Voici l'économie de l'ouvrage. Une *Introduction* est consacrée aux *sources du droit anglais* et à l'*organisation judiciaire de l'Angleterre*; M. Lehr s'est contenté de notions sommaires; il renvoie pour les détails au magistral ouvrage de M. Ernest Glasson. Le traité même est divisé en quatre livres : I. *Du droit des personnes et du droit de famille* (il y a dans ce livre une foule de points fort intéressants au point de vue théorique et pratique à raison des rapports nombreux qui se forment entre les sujets de différents pays : nationalité, condition des étrangers, mariage). II. *Des droits réels* (c'est là que le droit anglais est le plus *insulaire*; signalons la section consacrée à la propriété industrielle et littéraire; de nos jours, la législation se modifie si fréquemment, même parfois en Angleterre, qu'une loi récente sur les brevets d'invention, les marques et les dessins de fabrique a remplacé celles dont parle l'auteur). III. *Droit des obligations*. IV. *Droit des successions* (ici encore on trouvera des règles fort curieuses et très éloignées de nos idées). L'auteur s'est préoccupé de rendre son ouvrage aussi commode que possible à consulter, et on doit lui savoir grand gré de la peine qu'il s'est donnée pour faciliter les recherches. Il nous donne une *table des principales lois citées*, en renvoyant à la page où il en est traité et une *table alphabétique des matières* fort détaillée. Le jurisconsulte qui s'occupe de droit comparé et de droit international comme le pra-

ticien, doivent savoir gré à M. Lehr de leur avoir ainsi ouvert l'accès d'une législation qui est, jusqu'ici, restée fermée pour le plus grand nombre.

L.

Handbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart (*Manuel du droit public contemporain*), en monographies, sous la direction du Dr Heinrich Marquardsen, professeur à Erlangen. 4 vol. grand in-8°, Freiburg et Tübingen, 1884.

J'ai déjà annoncé cet ouvrage (1) et rendu compte du premier volume. Voici ce que j'en disais : « Cet ouvrage, que M. Marquardsen appelle un manuel, répond à diverses nécessités présentes. Depuis la formation de l'Empire d'Allemagne, les rapports des États membres de cet Empire sont devenus plus fréquents; et, d'autre part, le développement des relations politiques et commerciales de l'Empire avec les nations étrangères crée soit à l'Empire tout entier, soit à certains États allemands isolés, des obligations ou des droits nouveaux dont il importe qu'ils soient pleinement instruits. Le but qu'on vise, exposé dans la préface, a dû influencer sur la nature et la portée de l'ouvrage et en faire un livre plutôt d'utilité allemande. Pourtant, le mérite des collaborateurs de M. Marquardsen, la division en monographies relatives à chaque matière ou à chaque pays et d'une étendue modérée, la généralité même de certaines questions, tout cela servira la cause de cet ouvrage et lui donnera des lecteurs de tous pays. »

J'ajoute que le premier volume, dont j'ai déjà parlé, traitait uniquement de questions générales : *Droit public, l'Église et l'État, Droit administratif* (en général), la *Politique*, le *Droit des gens*, et que le quatrième volume traitera, en monographies distinctes, du droit public des diverses nations de l'Europe, sauf l'Allemagne.

De l'Allemagne, il est traité avec détail dans les volumes II et III, déjà livrés au public.

Le tome II se divise en deux fascicules.

Le premier fascicule comprend : 1° le *Droit public de l'Empire d'Allemagne*, par M. Paul Laband, professeur à l'Université de Strasbourg; 2° le *Droit public de l'Alsace-Lorraine, terre d'Empire*, par M. A. Leoni, juge au tribunal de première instance de Strasbourg. (Prix : 8 M.)

Le nom de M. Laband est assez connu pour nous dispenser d'insister sur le *Droit public de l'Empire*. Il a publié ailleurs, en trois volumes, un ouvrage très considérable sur le même sujet, dont vraisemblablement celui-ci n'est que la réduction. Voici le plan de sa monographie.

(1) V. *Archives* 1884, II, 117.

Elle est divisée en six parties : 1° Histoire de la formation de l'Empire ; 2° Caractère juridique de l'Empire et ses rapports avec les États membres de l'Empire ; 3° Attributs de la souveraineté de l'Empire ; 4° Organisation de l'Empire ; 5° Fonctions de l'Empire ; 6° Objets spéciaux de l'administration. Dans ces diverses parties, M. Laband a traité des problèmes extrêmement délicats et du plus haut intérêt au point de vue du droit constitutionnel et du droit international. Je citerai notamment les points suivants : qui porte la personnalité juridique de l'Empire ; rapports des États membres avec l'Empire ; devoirs d'obéissance des États ; droits des États. Tous ceux qui ont suivi les affaires d'Allemagne depuis 1871 savent l'intérêt qui s'attache à ces questions. J'en dirai autant de celles-ci : compétence du Bundesrath, situation du chancelier, etc.

L'organisation et le droit public de la terre d'Empire, l'Alsace-Lorraine, sont étudiés dans une deuxième partie par M. A. Leoni. Le plan suivi n'est pas sensiblement différent. L'auteur commence à établir la situation de l'Alsace-Lorraine dans l'Empire ; il étudie le rôle des différentes autorités : l'Empereur, le Bundesrath, le Landesausschuss, les autorités centrales, intermédiaires et inférieures ; puis viennent les questions suivantes : confection des lois, organisation de la justice, l'administration, enfin rapports avec les religions et les sociétés religieuses. Chemin faisant, l'auteur aborde de grosses difficultés, dont la solution a soulevé des controverses passionnées et au sujet desquelles, récemment encore, les *Archives* publiaient un document quasi législatif (1) : les droits des Alsaciens-Lorrains en matière de nationalité, qui, l'auteur le déclare, doivent être déterminés d'une façon toute spéciale et indépendamment des lois ordinaires de l'Empire ; l'autorité du Statthalter, telle qu'elle est réglée par la loi du 4 juillet 1879 ; la situation des fonctionnaires, depuis l'abolition de l'article 75 de la loi du 22 frimaire an VIII ; enfin les droits et les devoirs des congrégations religieuses.

Le deuxième fascicule comprend : 1° *le Droit public du royaume de Prusse*, par le conseiller privé Dr H. Schulze, professeur de droit public à l'Université d'Heidelberg ; 2° *le Droit public du royaume de Saxe*, par M. E.-G. Leuthold, directeur de l'administration des mines, à Freiberg.

Le tome III est divisé en six fascicules. Le premier (encore sous presse) expose le droit public de la *Bavière* ; le deuxième, du *Wurtemberg* ; le troisième, des duchés de *Bade* et de la *Hesse* (par M. Garcis : 3 M.) ; le quatrième, de *Mecklembourg-Schwerin*, de *Mecklembourg-Strelitz*, d'*Oldenbourg*, de *Brunswick*, d'*Anhalt*, de *Waldeck*,

(1) V. le Rescrit du Statthalter, 1884, IV, 101.

de *Schaumbourg-Lippe*, de *Lippe* (5 M.); le cinquième, de *Saxe-Weimar*, de *Saxe-Meiningen*, de *Saxe-Altenbourg*, de *Saxe-Cobourg-Gotha*, de *Schwarzbourg-Rudolstadt*, de *Schwarzbourg-Sondershausen*, de *Reuss* (branche aînée) et *Reuss* (branche cadette); le sixième enfin, de *Hambourg*, *Brême* et *Lübeck* (3 M.).

Ce dernier fascicule est particulièrement intéressant. Il contient l'indication de la situation de ces villes dans l'Empire; au point de vue douanier, la position faite à Hambourg par la convention entre le sénat de cette ville et le prince de Bismarck (25 mai 1881); l'analyse de la Constitution de Lübeck, du 7 avril 1875; enfin, pour Brême, de la loi fondamentale du 17 novembre 1875.

Ce court résumé donne une idée de la valeur de cette importante publication et de la variété infinie des renseignements qu'elle peut fournir. J'ajoute que des tables analytiques en rendent le maniement commode.

J. C.

L'Empire du milieu, par le marquis de Courcy, ancien chargé d'affaires de France en Chine.

La Chine et l'Europe, par Joseph Ferrari, membre du parlement italien. Paris, librairie académique Didier.

Nous réunissons ici deux ouvrages déjà anciens, mais qui reprennent un intérêt d'actualité aujourd'hui qu'on recherche avidement tout ce qui peut mieux faire connaître la Chine. Le premier est dû au marquis de Courcy qui s'est proposé de résumer l'ensemble des connaissances acquises sur la Chine d'après les principaux ouvrages publiés et d'après son expérience personnelle due à six ans de séjour dans le pays. Il traite successivement de la géographie, des mœurs, de la religion, du gouvernement, de la législation et de l'administration, des sciences et des arts, de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, enfin de l'histoire. Notons un chapitre consacré aux relations des peuples civilisés avec la Chine et complété par une série de documents officiels.

Dans le second ouvrage, M. Joseph Ferrari, auteur d'importants travaux historiques, a voulu prouver que c'était à tort que l'on reprochait à la Chine d'être barbare, stationnaire et isolée, qu'il y avait plus d'analogie qu'on ne croyait entre les peuples des contrées et des époques les plus différentes. L'ouvrage est divisé en trois parties : *Art de comparer les dates, la Chine dans le monde ancien, et la Chine dans le monde moderne.*

Histoire du gouvernement de la Défense nationale en province, par Steenackers et Le Goff, t. II, Paris, 1884, G. Charpentier.

Nous avons annoncé le premier volume de cet ouvrage (*Archives*, 1884, III, p. 113) et indiqué le genre d'intérêt qu'il présentait. Ce second volume commence avec l'arrivée de Gambetta en province et va jusqu'au 31 octobre. On y trouvera un grand nombre de renseignements et de documents sur les faits militaires et les faits politiques qui se sont produits dans cette période très courte et très remplie. Il ne faut pas demander aux auteurs la froide impartialité de l'historien qui juge des événements auxquels il a été étranger; ils ont été pour cela trop mêlés aux faits qu'ils racontent, ils éprouvent une trop grande admiration pour l'homme qui jouait alors le principal rôle; cependant leur œuvre n'est pas un pamphlet et elle sera consultée avec intérêt et profit.

Dell' Indipendenza dell' inviato diplomatico e della sua immunità nelle materie civili, memoria del professore Luigi Olivi, in-4°, 77 pages, Modena, 1884.

Dell' Immunità dell' agente diplomatico nelle materie penali, memoria del professore Luigi Olivi, in-4°, 61 pages, Modena, 1884.

M. le professeur Olivi, en présence des controverses considérables qui existent dans la doctrine sur l'immunité de l'agent diplomatique en matière civile aussi bien que pénale, a cru devoir étudier à fond cette matière. Les deux mémoires qu'il nous donne aujourd'hui sont le fruit de cette étude. Il les a lus devant l'Académie des arts de Modène; cela explique leur caractère entièrement théorique et l'absence complète d'investigations sur le terrain pratique.

Mais si M. le professeur Olivi est resté sur le terrain purement théorique, il faut reconnaître qu'il l'a singulièrement fouillé. Aucun des auteurs de quelque importance n'a été omis; il analyse et discute leur opinion; depuis les vieux maîtres du droit international, Grotius, Conrado Bruno, Alberigo Gentili, jusqu'à Laurent et Calvo, en passant par Vattel et Martens, tous ont été cités et dépouillés; et c'est seulement après avoir discuté ses devanciers que M. Olivi s'est aventuré à formuler son système.

Ce système est bien simple. L'envoyé diplomatique doit pouvoir remplir en toute liberté sa mission, et en conséquence être mis dans une sphère juridique où une telle liberté lui soit garantie. Ces considérations, jointes à diverses circonstances historiques, ont servi à fonder l'immunité de l'envoyé diplomatique et à le soustraire à l'action des tribunaux du pays où il exerce sa mission.

Dans quelle mesure va-t-on suspendre l'action de ces tribunaux?

En matière civile, « il faut que certaines règles du droit positif restent, *en quelques cas*, suspendues dans leur action et leur application contre l'agent diplomatique pour ne pas entraver le cours juridique des rapports internationaux, lequel, dans ses conséquences extrêmes, en profitant aux intérêts des États, ne peut faire moins que d'être utile à leurs ressortissants respectifs et, parmi eux, aux créanciers de l'envoyé. »

En matière pénale, « eu égard à la nécessité de mettre en harmonie les intérêts juridiques nationaux et internationaux, il faut décider que l'envoyé diplomatique devra être soustrait à toute juridiction de l'autorité judiciaire du lieu de la mission, dans tous les cas où la soumission de l'envoyé à ces tribunaux serait démontrée incompatible avec l'exercice libre et efficace de son mandat... Il ne faut donc pas accepter la théorie de l'immunité absolue de l'envoyé; mais il ne paraît pas non plus opportun d'accueillir le système de la soumission absolue de l'envoyé aux autorités locales, en supposant qu'il ait dû perdre, *ipso jure ipsoque facto*, le caractère diplomatique par la perpétration du délit; car autrement on pourrait à la légère compromettre les intérêts et le but de la mission. A notre sens, ajoute M. Olivi, les tribunaux locaux pourront, dans *quelques hypothèses*, et sans entente préalable avec les autorités politiques, prendre contre l'envoyé diplomatique telle mesure qui n'entrave pas sa liberté d'action; et, de cette façon, ces tribunaux pourront mener l'instruction du procès ou de leur initiative propre ou sur l'avis de l'autorité judiciaire de l'État à qui appartient l'envoyé, et qui se propose de le réclamer et de le soumettre à la juridiction pénale sur son propre territoire. »

Cette opinion de M. Olivi paraît, en matière civile et pénale, à première vue assez satisfaisante; mais le vague de la formule, la généralité des termes, qui d'ailleurs se comprennent fort bien dans un mémoire purement théorique, abritent et dissimulent la véritable difficulté, à savoir la distinction précise de ces *quelques cas*, de ces *quelques hypothèses* où l'immunité diplomatique sera écartée. Toute la question est là. Le jour où M. Olivi voudra prendre des décisions d'espèces, il verra, je le crois, sinon l'impossibilité, au moins l'extrême difficulté d'appliquer sa formule générale; il sera, comme ceux qui l'ont précédé, terriblement embarrassé pour ne pas tomber dans des contradictions, et vraisemblablement, pour cette raison, amené comme eux à adopter l'une de ces deux règles générales : immunité absolue, ou soumission absolue aux autorités locales.

J. C.

Teorica del Diritto Internazionale, par Giacomo Macri, professeur à l'Université de Messine, tome II, un vol. in-8°, Messine, Fratelli d'Angelo 1884.

J'ai rendu compte, dans un précédent article (1), du tome 1^{er} de l'ouvrage de M. Giacomo Macri. Je m'étais plaint que la modestie de l'auteur l'eût empêché, dans une préface, dans un avertissement quelconque, de nous montrer le plan de sa composition. Le volume deuxième et dernier qu'il publie aujourd'hui donne à mon désir une satisfaction tardive. Le tome 1^{er}, on s'en souvient, traitait, sous quatre titres différents, des *Personnes Internationales*, du *Droit de représentation* et enfin de ce que j'appellerai les *Droits antérieurs des Nations*; le tome deuxième complète l'exposé de la théorie : il comprend trois titres nouveaux; le titre cinquième traite des *Obligations*; le sixième, du *Droit maritime en temps de paix*; le septième, du *Droit de Guerre*. Sous le titre des *Obligations*, M. Macri étudie les *Traités* (86 pages); les accords spéciaux, *Postes*, *Télégraphes*, *Propriété littéraire*; les *obligations formées sans convention*. Il consacre au *Droit maritime* un peu plus de quatre-vingts pages; le reste du volume (460 p.) est réservé au *Droit de Guerre*.

Je ne reviens pas sur les critiques que j'ai adressées à l'ouvrage de M. Macri. Quelques-unes d'ailleurs, faites sous une forme dubitative, tombent d'elles-mêmes : il est clair en effet aujourd'hui que cet ouvrage est un traité élémentaire à l'usage de la jeunesse universitaire plutôt que des diplomates et des gens du métier.

Je ne puis cependant m'empêcher de formuler à nouveau un *desideratum* : pourquoi, tout en faisant un traité théorique, ne serrerait-on pas d'aussi près que possible les faits de la pratique? Cela donnerait à l'ouvrage tout à la fois de l'autorité et de l'intérêt. Voici par exemple la matière de la propriété littéraire et industrielle. Aucune peut-être, en ces dernières années, n'a donné lieu à autant de traités; bien mieux, à des accords véritablement internationaux, en ce sens qu'un grand nombre d'États y ont participé ou accédé. J'aurais voulu voir M. Macri indiquer nettement cette évolution dans une question inconnue il y a un siècle; et montrer aussi comment, sur une foule d'autres points, la tendance actuelle, après le succès des Unions postale, télégraphique, etc. est d'aboutir à des accords quasi-universels, comme on va, dans le pays même de l'auteur, le tenter en matière d'exécution des jugements étrangers.

Enfin, je signale à nouveau à M. Macri le défaut de contemporanéité des espèces choisies, non pas que le deuxième volume pût être espéré, sans illogisme, exempt d'un défaut relevé dans le premier, défaut d'ailleurs qu'une deuxième édition fera disparaître; mais, pour mon-

(1) V. *Archives*, 1884, III, 238.

trer par un exemple emprunté à M. Macri lui-même, le résultat des espèces choisies dans l'histoire toute récente.

Quand un traité doit être soumis à la ratification d'un Parlement, celui-ci n'a qu'un droit : l'accorder ou la refuser sans pouvoir modifier le traité. « Discuter un traité avec l'intention d'entrer dans chaque article, disait lord John Russell, me paraît un procédé monstrueux. Cette Chambre prendrait le droit de faire un traité avec la France, de négocier article par article, disant : « Nous ne voulons pas de celui-ci, nous amenderons ce deuxième. » C'est un fait inconnu à notre Constitution ! » C'est l'opinion unanime des auteurs.

Or M. Macri nous signale qu'à plusieurs reprises, et notamment en 1880, le sénat américain supprima un article entier, dans une convention conclue avec la France, et y ajouta un chapitre tout nouveau. Il fait bien remarquer que le Sénat exerce, en vertu de la Constitution, une partie de la souveraineté extérieure ; mais il motive encore autrement ce procédé du Sénat : « Le mandat des plénipotentiaires, aux termes des lois fondamentales des États-Unis, n'est pas considéré comme pur et simple, mais est de toute nécessité soumis à la ratification requise par les institutions de la République... Cet état de choses se renouvelle toutes les fois que le Chef du pouvoir Exécutif n'a pas la faculté de conclure les traités obligatoires sans le vote de certaines représentations. » Ce qui pourrait mener loin, ou tout au moins conduire à mettre en doute, non pas la légitimité, mais l'utilité de la pratique constitutionnelle en Angleterre et ailleurs. Je ne prétends pas que ce serait un avantage, mais je constate que c'est ainsi que disparaissent les pratiques les plus anciennes et que surgissent les règles nouvelles.

J. C.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1866

	Pages.
Juillet . . 12 (30 juin.) <i>Roumanie</i> . Constitution avec les modifications de 1879 et 1884.	181

1882

Octobre . . 5	<i>Italie</i> . Le Chargé d'affaires à Madrid au ministre des affaires étrangères (<i>Juridiction consulaire en Tunisie</i>).	257
— 14	Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires à Vienne	258
— 15	Le chargé d'affaires à Berlin au ministre des affaires étrangères.	259
— 16	<i>France</i> . M. Duclerc, ministre des affaires étrangères, à Sa Majesté le roi des Belges (<i>Congo</i>).	284
— 17	<i>Italie</i> . Le Chargé d'affaires à Pétersbourg au ministre des affaires étrangères	260
— 19	L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères	261
— 24	<i>Grande-Bretagne</i> . Mémoire communiqué par Sir A. Paget au ministre des affaires étrangères d'Italie.	262
— 24	<i>Belgique</i> . Sa Majesté le Roi au ministre des affaires étrangères de France.	284
Novembre. 4	<i>France</i> . M. Bourée, ministre en Chine, à M. Duclerc, ministre des affaires étrangères.	79
— 9	<i>Portugal</i> . Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères	313
— 20	Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères.	314
— 20	<i>France</i> . Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères de Portugal	315
— 24	<i>Portugal</i> . Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères	315
Décembre. 2	<i>Chine</i> . Li-Hong-Tchang à M. Bourée, ministre de France	93
—	<i>France</i> . M. Bourée, ministre en Chine, au prince Kong, président du Tsong-li-Yamen	95
— 3	M. Bourée, ministre en Chine, à Li-Hong-Tchang, vice-roi pour les ports du Nord	94
—	<i>Chine</i> . Li-Hong-Tchang à M. Bourée	95

		Pages.
Décembre.	4 <i>France</i> . M. Bourée, ministre en Chine, à Son Excellence Li-Hong-Tchang	98
—	4 <i>Portugal</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre à Paris	316
—	5 M. Bourée, ministre en Chine, aux membres du Tsong-Li-Yamen.	148
—	7 Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères.	317
—	9 Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères.	318
—	10 Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères	319
—	20 M. Bourée, ministre en Chine, à M. Duclerc, ministre des affaires étrangères.	87
—	21 M. Bourée, ministre en Chine, à M. Duclerc, ministre des affaires étrangères.	143
—	29 M. Bourée, ministre en Chine, à M. Duclerc, ministre des affaires étrangères.	82
—	30 M. Duclerc, ministre des affaires étrangères à, M. Bourée, ministre en Chine.	82
1883		
Janvier.	4 <i>France</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre à Lisbonne (<i>Congo</i>)	235
—	13 M. Duclerc, ministre des affaires étrangères, à M. Jauréguiberry, ministre de la marine.	83
—	17 <i>Italie</i> . L'ambassadeur à Londres, au secrétaire d'État britannique.	265
—	26 <i>France</i> . Amiral Jauréguiberry, ministre de la marine, à M. Duclerc, ministre des affaires étrangères	85
Février.	9 <i>Italie</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Paris (<i>Juridiction consulaire en Tunisie</i>).	263
—	13 <i>Grande-Bretagne</i> . Le secrétaire d'État à l'ambassadeur d'Italie à Londres	263
—	20 <i>France</i> . M. de Mahy, ministre de la marine, à M. Jules Ferry, ministre des affaires étrangères.	267
—	Le ministre de l'instruction publique à M. Savorgnan de Brazza (instructions générales)	286
Mars . . .	3 Le ministre des affaires étrangères au ministre de la République à Lisbonne.	288
—	5 M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre en Chine	150
—	14 M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France en Chine.	151
—	16-28 <i>Italie</i> — <i>Monténégro</i> . Traité d'amitié, de commerce et de navigation	241
—	20 <i>Belgique</i> — <i>Brésil</i> — <i>Espagne</i> — <i>France</i> — <i>Guatemala</i> — <i>Italie</i> — <i>Pays-Bas</i> — <i>Portugal</i> — <i>Salvador</i> — <i>Serbie</i> — <i>Suisse</i> . (propr. industrielle)	45

Mars . . .	28	<i>Italie.</i> L'ambassadeur à Paris, au ministre des affaires étrangères	268
—	30	<i>France.</i> M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères à M. Charles Brun, ministre de la marine	152
Avril . . .	2	<i>Chine.</i> Le Tsong-Li-Yamen au marquis Tseng, ministre à Londres	154
—		<i>France.</i> M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine, à M. Charles Brun, ministre de la marine.	156
—	3	M. Brun, ministre de la marine, à l'amiral Meyer, à Hong-Kong	157
—		M. Charles Brun, ministre de la marine, à M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine.	156
—	4	M. Charles Brun, ministre de la marine, à M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères	155
—	6	M. Brun, ministre de la marine, à M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine	157
—	27	M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de la Chine.	159
Mai	1	<i>France.</i> Le ministre des affaires étrangères aux représentants à Londres, Berlin, Pétersbourg, Constantinople, Rome, Berne, Madrid, Copenhague, Belgrade, Bukarest, Athènes, Tanger, Pékin, Tokio, Téhéran, Munich, Vienne, Stockholm	289
—	26	M. Thomson, gouverneur de la Cochinchine, à M. Brun, ministre de la marine	160
—	29	<i>Italie.</i> Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur d'Italie à Berlin.	269
—		Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Vienne	271
Juin	1	L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères	270
—		L'ambassadeur à Vienne au ministre des affaires étrangères	272
—	5	L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères	273
—		L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères	274
—	8	<i>France.</i> M. Brun, ministre de la marine, à M. Harmand, commissaire au Tonkin	161
—	13	M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Tricou, ministre en Chine	169
—	18	M. Tricou, envoyé en Chine, à M. Challemel-Lacour ministre des affaires étrangères.	169
—	20	<i>Grande-Bretagne.</i> Observations et demandes sur la loi du 28 mars et le décret du 14 avril 1883 (<i>Juridiction consulaire en Tunisie</i>).	275

		Pages.
Juin	23 <i>Italie</i> . Le ministre des affaires étrangères, au chargé d'affaires à Londres	276
—	29 Le chargé d'affaires à Londres au ministre des affaires étrangères	277
Juillet . .	3 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Tricou, Envoyé en Chine . . .	170
—	7 <i>Autriche-Hongrie</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Rome	278
—	18 <i>France</i> . Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères	290
—	18 <i>Italie</i> . Aide-mémoire remis par le ministre des affaires étrangères, à l'ambassadeur de France	280
—	<i>Autriche-Hongrie</i> . Questionnaire remis au cabinet de Paris, par le cabinet de Vienne concernant la question juridictionnelle à Tunis	283
Août . . .	4 <i>France</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre à Lisbonne	292
—	9 Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères de Portugal	294
—	13 <i>Portugal</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre de France à Lisbonne	295
—	16 <i>France</i> . Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères	293
—	23 Général Bouet à l'amiral Peyron, ministre de la marine	171
—	24 M. l'amiral Peyron, ministre de la marine, à M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères . . .	171
—	25 M. Harmand, commissaire au Tonkin, à MM. les ministres de la marine et des affaires étrangères.	172
—	31 M. Tricou, Envoyé extraordinaire en Chine, à M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères. .	174
Septembre.	17 <i>France</i> . Memorandum remis à la légation de Chine.	173
Octobre .	23 M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. Tricou, Envoyé en Chine.	174
—	29 M. Tricou, Envoyé en Chine, à M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères	175
Novembre.	1 M. Challemel-Lacour, ministre des affaires étrangères, à M. de Sémallé, ministre en Chine . .	175
—	4 <i>Portugal</i> . Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères	319
—	5 Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères.	320
—	17 M. J. Ferry, président du Conseil, au marquis Tseng, ministre de Chine à Paris.	175
—	17 <i>Chine</i> . Le marquis Tseng, ministre à Paris, à M. Jules Ferry, ministre des affaires étrangères	177
—	49 <i>France</i> . M. J. Ferry, ministre des affaires étrangères, au marquis Tseng	177

Décembre.	30	M. J. Ferry, ministre des affaires étrangères, au marquis Tseng	179
—	7	<i>Portugal</i> . Le ministre à Paris au ministre des affaires étrangères	320
—	12	<i>Allemagne — Belgique</i> . Convention sur la propriété littéraire et artistique	129
—		Convention pour la protection des dessins et mo- dèles industriels	255
—	29	<i>France</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre à Lisbonne	296
1884			
Février.	7	<i>France</i> . Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères (<i>Congo</i>)	297
Mars . . .	3	<i>Égypte — Grèce</i> . Convention commerciale.	250
—		<i>Égypte — Grande-Bretagne</i> . Convention garantissant le traitement de la nation la plus favorisée	254
—	7	<i>France</i> . Le ministre des affaires étrangères au mi- nistre à Lisbonne	305
—	11	Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères (contenant le texte du traité <i>non ratifié</i> entre la Grande-Bretagne et le Portugal)	297
—	13	Note du cabinet de Paris au cabinet de Lisbonne	306
—	14	Le ministre de affaires étrangères au ministre à Lis- bonne	305
—	15	Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étran- gères	308
—	28	<i>Portugal</i> . Le ministre des affaires étrangères au mi- nistre de France à Lisbonne.	321
—	29	<i>France</i> . Le ministre à Lisbonne au ministre des af- faires étrangères	321
Avril . . .	23	Association internationale du Congo. Le Président au ministre des affaires étrangères de France	353
—	24	Le ministre des affaires étrangères à M. le Président de l'Association internationale du Congo.	327
—	25	Le ministre des affaires étrangères à M. de Brazza- Savorgnan	327
—	26	L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères	328
—	26	M. Duclerc, ancien ministre des affaires étrangères, à M. Ferry, ministre des affaires étrangères.	330
Mai	3	Le ministre des affaires étrangères au ministre à Lisbonne	328
—	11	Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères	331
—	31	Le ministre des affaires étrangères aux représen- tants de la France à l'étranger (circulaire)	331

		Pages.
Juin . . .	4 Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères	332
—	28 <i>Affaires d'Égypte</i> . Conférence de Londres. Protocole n° 1.	15
Juillet . .	22 Conférence de Londres. Protocole n° 2.	19
—	24 Conférence de Londres. Protocole n° 3.	21
—	28 Conférence de Londres. Protocole n° 4.	34
—	29 Conférence de Londres. Protocole n° 5.	54
—	31 Conférence de Londres. Protocole n° 6.	63
—	31 <i>Tunisie</i> . Décret relatif à la codification (<i>propriété foncière et matière immobilière</i>)	343
Août . . .	1 <i>Andorre</i> . Règlement entre le gouvernement français et l'évêque d'Urgel.	104
—	2 <i>Affaires d'Égypte</i> . Conférence de Londres. Protocole n° 7.	71
—	28 <i>Allemagne</i> . Rescrit de M. de Manteuffel, statthalter d'Alsace-Lorraine, relatif à l'option des Alsaciens-Lorrains.	101
Septembre. 13	Le prince de Bismarck à l'ambassadeur de France à Berlin.	332
—	18 <i>Égypte</i> . Lettre du ministre des finances aux commissaires de la caisse de la dette publique (<i>Suspension de l'amortissement</i>)	339
—	29 <i>France</i> . L'ambassadeur à Berlin au prince de Bismarck.	334
—	30 <i>Allemagne</i> . Le prince de Bismarck à l'ambassadeur de France à Berlin	336
Octobre . .	2 <i>France</i> . L'ambassadeur à Berlin au prince de Bismarck.	337

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LES QUATRE VOLUMES DE L'ANNÉE 1884

Le bulletin bibliographique contient entre autres choses le relevé des articles qui, dans les principales publications françaises, intéresse le droit international ou constitutionnel et l'histoire. C'est la mention de ces articles à laquelle nous renvoyons par les indications du genre de celle-ci : *Revue des deux Mondes*, Sommaire, I, 128.

Le mot (*mention*) suivant le titre d'un document, indique que ce document n'est pas rapporté dans son texte intégral, mais cité seulement, soit par son titre, soit par quelques extraits.

ALLEMAGNE. — *Alsace-Lorraine* :

Rescrit de M. de Manteuffel, relatif à l'option (28 août 1884), IV, 101 ; — *Colonies* : Allocution du Président du Transvaal à l'empereur (*mention*), III, 87 ; — Association coloniale (lettre au prince de Bismarck et réponse), II, 329 ; — Colonie d'Angra Pequena (question au Parlement anglais, 29 juillet 1884), III, 355 ; — Occupation de la Nouvelle-Guinée (partie nord), IV, 353 ; — *Conventions* : littéraire et industrielle avec la Belgique (*mention*), 12 décembre 1883, I, 79 ; — relative à la propriété littéraire avec la Belgique (12 décembre 1883), IV, 129 ; à la propriété industrielle, avec la Belgique (12 décembre 1883), IV, 255 ; — relative à la pêche dans la mer du Nord, avec toutes les puissances maritimes intéressées (16 mai 1882), III, 129 ; — relative à la correspondance entre les tribunaux respectifs, avec la

Russie (4 février 1879, 29 août 1883), III, 257 ; — pour la protection des marques de fabrique avec le Vénézuëla (*mention*), 8 décembre 1883, I, 79 ; — *Documents diplomatiques* : Affaires du Congo, IV, 336. — *Droit constitutionnel* : — Constitutions allemandes, (Bull. Bibliog.), II, 255 ; — Succession au duché de Brunswick (octobre 1884), IV, 204 ; — IV, 347 ; — *Histoire* : Discours du prince de Bismarck (Bibliog.), IV, 370 ; — Frédéric II et Marie-Thérèse (Bull. Bibliog.), II, 379. — *Reichstag* : discours d'ouverture (6 mars 1884), II, 85 ; — Discours du Trône, IV, 345 ; — Discours du prince de Bismarck (incident (Lasker), (13 mars 1884), II, 87, 91 ; — Lettre du prince de Bismarck au sujet de l'incident Lasker (vote d'une résolution par la Chambre des représentants des Etats-Unis), I, 313 ; — Discussion de la loi contre les so

- cialistes ; lettre de l'Empereur (Mai 1884), III, 85 ; — Discussion sur l'organisation de l'armée, IV, 347 ; — Vote d'une loi relative aux indemnités, IV, 346 ; — *Traités* : avec les cinq grandes puissances et la Turquie relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6 ; — de commerce avec la Serbie (6 janvier 1883), II, 2 ; — de commerce avec la Corée, 29 novembre 1883, (*mention*) IV, 347 ; — *Divers* : Les Allemands (Bull. Bibliog. II, 251) ; — La Société de Berlin, (Bull. Bibliog.), II, 125 ; — La France par rapport à l' — (Bull. Bibliog.), II, 376.
- AFRIQUE. — (Les peuples de l') par Hartmann. (Bibliog.), IV, 371.
- AGENTS DIPLOMATIQUES. — Immunités (Bul. bibl.), IV, 382.
- ALEXANDRE II. — Vingt-six ans de règne, (Bull. Bibliog.) I, 380.
- ALSACE-LORRAINE. — Discours du secrétaire d'Etat à l'occasion de la discussion du budget dans la Délégation, I, 79. — Rescrit de M. de Manteuffel relatif à l'option (28 août 1884), IV, 101.
- AMIAUD (Albert). — Aperçu de l'état actuel des législations civiles de l'Europe, et de l'Amérique (Bull. bibliog.), III, 246.
- ANCELLE (Jules). — Les Français au Sénégal (Bull. bibliog.), III, 253.
- ANDORRE. — Règlement entre le Gouvernement français et l'évêque d'Urgel (1^{er} août 1884), IV, 104.
- ANNÉE POLITIQUE (1883). — Bull. Bibliog., II, 127.
- ANNUAIRE DIPLOMATIQUE et Consulaire des Deux-Mondes (Bull. bibliog.) I, 136. ; — de la République française (Bull. bibliog.), IV, 121.
- ASIE. — En — Centrale, de Moscou en Bactriane (Bull. bibl.), III, 251.
- ASSER ET RIVIER. — Eléments de Droit International privé (Bull. Bibliog.) III, 240.
- ATCHIN. — Chez les Atchés (Bull. Bibliog.) II, 254. — Affaire du *Nisero* : discussion aux Etats-Généraux de Hollande (9 juin 1884), III, 108. Correspondance diplomatique, III, 173 ; Médiation de l'Angleterre : Discussion au Parlement anglais (16 mai), III, 97 ; Question au Parlement anglais (19 juin 1884), III, 211, 222 ; (29 juillet 1884), III, 355 ; Interpellation aux Etats généraux de Hollande (31 juillet 1884), III, 368.
- AUTRICHE. — *Conventions* : de commerce avec la France (18 février 1884). *mention* I, 349 ; — de commerce avec la France (18 février 1884), II, 271 ; — relative aux épizooties, avec la Suisse (31 mars 1883), I, 147 ; — relative aux chemins de fer avec la Serbie, la Turquie et la Bulgarie (9 mai 1883), I, 137 ; Questions relatives à la navigation du Danube (Bull. Bibliog.), III, 114. — *Délégations* : Discours de l'empereur (octobre 1884), IV, 207. — *Documents diplomatiques* : Affaires de Tunisie (juridiction consulaire) (1882-83), IV, 278, 283 ; — *Histoire* : Correspondance de Mallet du Pan avec la Cour de Vienne (Bull. Bibl.), III, 115 ; — Metternich (prince de), mémoires, IV, 119 ; — *Traités* avec les cinq grandes puissances et la Turquie relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6 ; — Traité de commerce avec la France (Chambre des députés de Hongrie, (discussion relative à un) I, 314. — Tunisie : Abolition des capitulations, loi du 22 février (*mention*), I, 314.
- AZEGLIO (Massimo d'). — (La politica di), Bull. bibliog., III, 374.
- BABEAU. — Les voyageurs en France depuis la Renaissance à la Révolution, IV, 237.
- BASSEREAU (Léon). — Neutralité de

- la Savoie (Bull. bibliog.), II, 375.
- BARD (A). — Précis de Droit international privé (Bull. bibliog.), II, 379.
- BELGIQUE. — *Arrêté* relatif à la protection de la propriété industrielle des individus admis à l'Exposition universelle d'Anvers (31 juillet 1884), III, 342. — *Chambre des représentants*: Rapport de M. d'Andrimont sur le Budget du ministère des Affaires étrangères (extraits), I, 80. — Rapports avec les Pays-Bas, II, 330. — Rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège, discussion du crédit; discours de MM. Frère-Orban, de Moreau, Bara (6 août 1884), vote du crédit (8 août), III, 345. — Corruption des eaux de l'Escaut par les usines françaises (20 août 1884), III, 349. *Congrès de Bruxelles* sur la propriété littéraire, IV, 220. — *Conventions*: consulaire avec le Brésil (3 septembre 1882), II, 257; — pour l'échange des mandats-poste avec le Canada (1^{er} septembre 1883), II, 263; — relative à l'établissement d'une ligne télégraphique (service des eaux de la Meuse) avec les Pays-Bas (10 août 1882), I, 152; — relative aux fonds versés à la Caisse d'épargne ou de retraite avec les Pays-Bas (16 septembre 1883), II, 266; — relative à la pêche dans la mer du Nord, avec toutes les puissances maritimes intéressées (6 mai 1882), III, 129; — pour la propriété littéraire avec la Sardaigne, dénoncée le 8 mai 1884, II, 330; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883), avec le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, IV, 5; — pour la protection des marques de fabri-
- que, avec le Luxembourg (25 septembre 1883), II, 268; — sur la propriété littéraire et industrielle avec l'Allemagne (*mention*) 12 décembre 1883, I, 79; — relative à la propriété littéraire, avec l'Allemagne (12 décembre 1883), IV, 129; — sur la propriété industrielle, avec l'Allemagne (12 décembre 1883), IV, 255; — pour régler l'alimentation du canal de l'Espierre avec la France (14 mai 1884), III, 142; — avec la Société anonyme du canal de l'Espierre, (28 février 1884), III, 143. — *Documents diplomatiques*: Egypte, II, 285-290; — Congo, IV, 284. — *Histoire*: Révolution brabançonne et République belge (Bibliog.), IV, 239. — *Loi* tendant au rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège (exposé des motifs), III, 201.
- BERGBOHM (Carl). — Neutralité armée (Bull. bibliographique), II, 115.
- BERLIN. — La Société de — (Bull. bibliog.), II, 125.
- BERNARD (Paul). — Traité théorique et pratique de l'extradition (Bull. bibliog.), III, 243.
- BERNIER (C.). — De l'occupation militaire en temps de guerre (Bull. bibliog.), III, 239.
- BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE et Revue suisse. — Sommaires, I, 254, 377; II, 110, 244; III, 231; IV, 367.
- BIRMANIE. — Traité de commerce avec la France (24 janvier 1873), déclaration de mise en vigueur (5 avril 1884), III, 260.
- BISMARCK. — Discours (Bibliog.), IV, 370.
- BLOCUS. — Effectif dans les mers de Chine: Discussion au Parlement anglais (octobre 1884), IV, 354.
- BLOWITZ (DE). — Une course à Constantinople (Bull. bibliog.), II, 250.

- BLUNTSCHLI. — Fondation, IV, 115.
- BONVALOT. — En Asie centrale (Bull. bibliog.), III, 251.
- BOUINAI ET PAULUS. — La Cochinchine contemporaine (Bull. bibliog.), I, 385.
- BOYER DE SAINTE-SUZANNE. — La Principauté de Monaco (Bull. bibliog.), II, 251.
- BRÉSIL. — *Conventions* : sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse, IV, 5; — consulaire avec la Belgique (30 septembre 1882), II, 257.
- BROGLIE (DE). — Frédéric II et Marie-Thérèse (Bull. bibliog.), II, 373.
- BRAU DE SAINT-POL LIAS. — Chez les Atchés (Bull. bibl.), II, 254.
- BUET (Charles). — Madagascar (Bibliographie), IV, 120.
- BULGARIE. — *Conventions* : relative aux chemins de fer avec l'Autriche, la Serbie et la Turquie (9 mai 1883), I, 137; — pour le règlement des frais de l'occupation russe avec la Russie (16/28 juillet 1883), II, 269; — postale avec la Turquie (11 avril 1884). Circulaire de la Turquie aux puissances : suppression des bureaux étrangers, III, 228. — *Droit constitutionnel* : constitution de la Principauté (16 avril 1879), II, 62. — Loi sur la nationalité (26 février 1883), I, 74. — *Parlement* : Discours d'ouverture du prince Alexandre (octobre 1884), IV, 208.
- BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE. — I, 128, 252, 376; II, 109, 244, 367; III, 109, 230, 371; IV, 116, 228, 364.
- BULLETIN DE STATISTIQUE ET LÉGISLATION COMPARÉE. — Sommaire, I, 132, 258, 379; II, 113, 247; III, 112, 374; IV, 369.
- BUS (F. DE). — La politique contemporaine devant l'histoire (Bull. bibliog.), III, 375.
- CABLES. — Convention internationale pour la protection des — sous marins (mars 1884), II, 94; — Convention de 1884 approuvée par le Sénat des Etats-Unis, III, 90.
- CAIX DE SAINT-AMOUR. — Les intérêts français dans le Soudan éthiopien (Bibliog.), IV, 372.
- CAMBODGE. — Traité de commerce avec la France (11 août 1863), III, 263. — Convention avec la France relative à la perception des droits sur l'opium (10 septembre, 9 octobre 1883), II, 146.
- CANADA. — Convention pour l'échange des mandats-poste avec la Belgique (1^{er} septembre 1883), II, 263.
- CAMERON (VERNEY LOVETT). — Notre future route vers l'Inde (Bull. bibliographique), I, 382.
- CARDONNE (DE). — L'empereur Alexandre II (Bull. bibliog.), I, 380.
- CATTREUX (Louis). — Etude sur le droit de propriété des œuvres dramatiques et musicales (Bull. bibliog.), III, 244.
- CHAILLEY (Joseph). — L'impôt sur le revenu (Bull. bibliog.), III, 118.
- CHAUMONTEL. — Mont-Blanc ou Simplon (Bull. bibliog.), II, 375.
- CHILI. — Souvenirs d'une mission à l'armée chilienne (Bull. bibl.), I, 386.
- CHINE. — *Affaires du Tonkin* : Correspondance diplomatique (1875-1883), III, 279; IV, 93, 95, 154. (*Affaires de* —) *Grande-Bretagne* : Parlement, discussion (octobre 1884) IV, 353, 357. — *Traité* (de Tien-Tsin) avec la France (*Affaires du Tonkin*). Déclaration du gouvernement français à la Chambre des députés (7 juillet 1884), III, 202. — Blocus de Formose (octobre 1884), IV, 210. — *Divers* : Les Chinois par eux-mêmes (Bull. bibliog.), III, 247. — et Extrême-Orient (Bull. bibliog.) III, 253.

CLAYTON (A.). — Amour sacré de la Patrie (Bull. bibliog.), III, 255.

CLERCQ (DE). — Recueil des traités de la France (Bull. bibliog.), III, 237.

COBDEN CLUB. — Le — (Bibliog.), IV, 377.

COCHINCHINE. La — contemporaine. (Bull. bibliog.) I, 385.

COLMAR VON DER GOLTZ. — La nation armée (Bull. bibliog.), II, 122.

COMMERCE. *Conventions* : Autriche-France (18 février 1884), (*mention*), I, 349 ; — texte, II, 271. — Egypte-Grèce (3 mars 1884), IV, 250. — Convention, Egypte-Grande-Bretagne (3 mars 1884), IV, 254. *Lois* : Traitement différentiel de pavillon : Suppression à Cuba et Porto-Rico pour les marchandises françaises, IV, 210. (*Moniteur officiel du* —) Sommaires, I, 132, 257 ; II, 114, 248, 369 ; III, 234. *Traités* : Allemagne-Corée (29 novembre 1883), *mention*, IV, 347 ; — Allemagne-Serbie (6 janvier 1883), II, 2 ; — Etats-Unis-Corée (22 mai 1882), II, 19 ; — Etats-Unis-Madagascar (13 mai 1881), II, 129 ; — Etats-Unis-Mexique (mars 1884), réciprocité douanière, (*mention*) II, 91 ; — France-Hongrie (discussion parlementaire relative à un —), I, 314 ; — France-Birmanie (24 janvier 1873), déclaration relative à la mise en vigueur (5 avril 1884), III, 260 ; — France-Cambodge (11 août 1863) III, 263 ; — projeté entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, Protocole du 1^{er} décembre 1883 (*mention*), I, 83 ; — Espagne-Portugal (12 décembre 1883). (*mention*). I, 252 ; — Espagne-Suisse (14 mars 1883), I, 265 ; — Italie — Monténégro (16 mars 1883), IV, 241. *Divers* : Circulaire du ministre du commerce de France aux présidents des chambres du commerce (re-

lations avec les agents consulaires), III, 209. — Crise en Angleterre, Discussion au Parlement (octobre 1884), IV, 356.

CONGO. — *Association internationale*, reconnaissance par les Etats-Unis, promesse de neutralité, II, 333. — (Résolution de la Chambre de Commerce de New-York relative à la reconnaissance de l') I, 319. — Droit de préemption offert à la France (Question au Parlement Britannique,) 31 juillet 1884, III, 258 ; — documents y relatifs IV, 284, 326. *France* : Mission Savorgnan de Brazza (vote des crédits, 9 août 1884), III, 352 ; documents diplomatiques, IV, 260 ; *Traité* entre la Grande-Bretagne et le Portugal (non ratifié), texte, IV, 296. — Discussion au Parlement anglais (26 juin 1884), II, 351, III, 218 ; 361 ; IV, 351, 356. Interpellation aux Etats Généraux des Pays-Bas (25 avril 1884), II, 364. Texte de l'*Invitation* à la conférence de Berlin, IV, 363.

CONGRÈS DE PARIS (1856). — Et la jurisprudence internationale (Bull. Bibliog.), I, 386.

CONSTITUTIONS EUROPÉENNES, par G. Demombynes (Bull. Bibliog.), I, 262.

CONSTITUTIONS MODERNES, par F. R. Dareste. (Bull. Bibliog.), I, 261.

CONSULS. — France : Corps consulaire (Réforme du), vœux de la commission de réforme, III, 353.

CONTENSON (de) — Chine et Extrême-Orient (Bull. Bibliog.), III, 253.

CONVENTIONS : — pour la protection des *Câbles sous-marins* : (mars 1884), *mention*, II, 94. — relative aux fonds versés à la Caisse d'épargne ou de retraite, Belgique-Pays-bas (16 septembre 1883), II, 266. — *Chemins de fer* (relative aux) entre l'Autriche, la Serbie, la Turquie

et la Bulgarie (9 mai 1883), I, 137. — *Commerce* : Autriche-France (18 février 1884 (*mention*), I, 349 ; — texte, II, 271. — Egypte — Grande-Bretagne (3 mars 1884) IV 254. — Egypte-Grèce (3 mars 1884), IV, 250 ; — relative à la mise en vigueur du traité de commerce du 24 janvier 1873, France-Birmanie (5 avril 1884), III, 260 ; *consulaires* : Belgique-Brésil (30 septembre 1882), II, 257 ; — Espagne-Grande-Bretagne, Protocole relatif à la prochaine conclusion d'une — (*mention*) (1^{er} décembre 1883), I, 83. — Pays-Bas-Russie (2/14 avril 1883), I, 73 ; *Epizooties* : (relative aux), entre l'Autriche et la Suisse (31 mars 1883), I, 147 ; — *Extradition*, Monaco-Russie (5 septembre 1883), III, 13 ; — relative à la correspondance entre les tribunaux respectifs, Allemagne-Russie (4 février 1879 et 29 août 1883), III, 257 ; — pour l'assistance judiciaire réciproque entre l'Italie et la Suisse (8 novembre 1882), I, 146 ; — *Limites*, Etats-Unis Mexique (29 juillet 1882), II, 32. — *Pêcheries* dans la mer du Nord (6 mai 1882) *mention*, II, 108. — Pour régler la pêche dans la mer du Nord entre l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (6 mai 1882) ; (texte) III, 129. — Pour réglementer la pêche dans les eaux frontières, France-Suisse (8 décembre 1880), II, 27. — Relative aux indemnités à allouer aux sauveteurs de filets de pêche, France-Pays-Bas (14 mai 1884), III, 141. — *Postes et Télégraphes* : Bulgarie-Turquie (29 mars, 11 avril 1884), circulaire turque aux puissances : suppression des bureaux étrangers, III, 228. — Pour l'échange des mandats-poste Belgique-

Canada (1^{er} septembre 1883) II, 263. — Pour échange des mandats-poste France-Luxembourg (14 mars 1884), ratifiée par la France (*mention*), III, 209. — Relative à l'échange des mandats de poste par la voie télégraphique, France-Luxembourg (11 mars 1884), III, 268. — Pour l'échange des mandats poste, France-Perse (9 avril 1884, *mention*), ratifiée par la France, III, 209. — Télégraphique, Espagne-France (2 mai 1884), III, 144. — Pour l'établissement d'une ligne télégraphique (service des eaux de la Meuse), entre la Belgique et les Pays-Bas, (10 avril 1882), I, 152. *Protectorat*, réglant les rapports de la France et de la Tunisie (8 juin 1883), III, 12. *Propriété littéraire et industrielle* : Allemagne et Belgique (*mention*) (12 décembre 1883), I, 79. — Relative à la propriété littéraire (texte) Allemagne-Belgique (12 décembre 1883), IV, 129. — Pour la propriété industrielle (texte) Allemagne-Belgique (12 décembre 1883) IV, 255. — Protection des marques de fabrique, Allemagne-Vénézuëla (*mention*) (8 décembre 1883), I, 79. — Pour la protection de la propriété industrielle (20 mars 1883), entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse, IV, 5. — Pour la protection des marques de fabrique, Belgique-Luxembourg, (25 septembre 1883), II, 268. — Pour la propriété littéraire, Belgique-Sardaigne, dénoncée le 8 mai 1884, II, 330. — Sur la propriété littéraire entre la France et l'Italie (*mention*) IV, 24. — Internationale (projet de) relative à la protection de la propriété littéraire, Circulaire

- du conseil fédéral Suisse, I, 154; résolutions, IV, 212. — Du 20 mars 1883, relative à la protection internationale de la propriété industrielle, ratifications échangées à Paris, le 6 juin 1884 (*mention*) III, 90; refus d'approbation par le Sénat des Etats-Unis, III, 90. *Diverses* : pour l'alimentation du canal de l'Esperance Belgique-France (14 mai 1884), III, 142. — Pour l'assistance gratuite des malades et indigents entre la France et la Suisse, (27 septembre 1882), I, 151. — Permettant l'entrée des troupes de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre, Etats-Unis-Mexique (29 juillet 1884), III, 9. — Relative à la perception des droits sur l'opium, France-Cambodge (9 octobre 1883), II, 146. — Pour le règlement des frais de l'occupation russe, Bulgarie-Russie, (16/28 juillet 1883), II, 269.
- CORÉE. — Traité de commerce avec l'Allemagne (29 novembre 1883), (*mention*), IV, 347; — de paix, commerce, etc., avec les Etats-Unis (22 mai 1882), II, 19.
- CORRESPONDANT. (Le) — Sommaires, II, 109, 244, 368; — III, 110, 231, 371; — IV, 367.
- COTTEAU (Edmond). — Un touriste dans l'Extrême-Orient (Bull. bibliog.), I, 383.
- COURCY (le marquis de). — L'empire du Milieu (Bull. bibl.), IV, 381.
- CUBA. — Commerce : suppression du traitement différentiel de pavillon pour les marchandises françaises, IV, 210.
- DAHN (Félix). — Eine Lanze für Rumänien (Bull. bibliog.), III, 113.
- DANEMARK. — *Convention* relative à la pêche dans la mer du Nord avec toutes les puissances maritimes intéressées (6 mai 1882), III, 129. — *Correspondances diplomatiques* (affaires d'Egypte), II, 298-301.
- DANIEL (André). — L'Année politique (1883) (Bull. bibliog.), II, 127.
- DANUBE (Navigation du). — *Correspondance diplomatique* (3 dépêches : Italie, Grande-Bretagne, Roumanie), II, 31 à 71; — *Règlement* annexé au traité de Londres du 10 mars 1883, I, 8; — *Traité* de Londres (10 mars 1883) entre les six grandes puissances et la Turquie, I, 6; — *Bibliographie* : Actes et documents, publiés par le ministre des affaires étrangères de Roumanie (Bull. bibliog.), I, 259. — Questions relatives à la navigation du — (Bull. bibliog.), III, 113 et 115. — La Save, le — le Balkan (Bull. bibliog.), II, 124.
- DARESTE. — Les Constitutions modernes (Bull. bibliog.), I, 261.
- DARYL (Philippe). — Vie publique en Angleterre (Bull. bibliog.), I, 263. — Lettres de Gordon à sa sœur (Bull. bibliog.), IV, 237.
- DEMOMBYNES. — Constitutions européennes (Bull. bibliog.), I, 262.
- DESJARDINS (Arthur). — Le Congrès de Paris et la jurisprudence internationale (Bull. bibliog.) I, 386.
- DIDEROT. — Les Eleuthéromanes, (Bull. bibliog.), IV, 126.
- DIDON (Le Père). — Les Allemands (Bull. bibliog.), II, 251.
- DROIT CONSTITUTIONNEL. — *Allemagne* : constitutions allemandes (Bull. bibliog.), II, 255; — Succession au duché de Branswick, IV, 347. — *Bulgarie* : Constitution (16 avril 1879), II, 62; — Loi sur la nationalité (26 février 1883), I, 74. — *France* : loi portant révision partielle des lois constitutionnelles (14 août 1884), III, 341. — *Grande-Bretagne* : Chambre des Lords, Discussion sur les moyens d'en augmenter l'utilité et l'importance (20 juin 1884), III, 211; — Réforme électorale (question au Parlement, 5 août 1884), III,

- 362; — Discussion au Parlement, IV, 350. — *Pays-Bas*: Modifications à la Constitution (mention), II, 108. — *Roumanie*: Constitution (30 juin 1866, avec modifications 1879-1884), IV, 181.
- DRUIT DES GENS. — Du — en temps de guerre (Bull. bibliographique), I, 385.
- DRUIT DE LA GUERRE. — Précis des lois de la guerre sur terre (Bull. bibliog.), IV, 238.
- DRUIT INTERNATIONAL. — *Extradition* (V. Extradition); — De l'Extradition, traité théorique et pratique (Bernard) (Bull. bibliog.), III, 243. — *Privé*, (Précis de) (Bull. bibliog.), II, 379. — *Bibliographie*: De l'Occupation militaire en temps de guerre (C. Bernier), III, 239; — De l'Intervention (Jean Tanoviceano), III, 239; — Eléments de droit international privé (Asser), III, 240.
- DRUIT MARITIME INTERNATIONAL. — (Manuel de), par Perels, (Bull. Bibliog.), I, 134.
- DRUIT PUBLIC. — Manuel du — contemporain (Bull. Bibliog.), II, 117 et IV, 379.
- DURASSIER (Henri). — L'Année maritime (Bull. Bibliographique), III, 236.
- ÉCONOMISTE FRANÇAIS. — Sommaires: I, 131, 255, 378; — II, 112, 247, 369; — III, 111, 233, 373; — IV, 365.
- ÉGYPTE. — *Correspondance diplomatique* (commission mixte des indemnités), I, 287. — *Convention* de commerce avec la Grande-Bretagne (3 mars 1884), IV, 254; — avec la Grèce (3 mars 1884), IV, 250. — (*Commission des indemnités*) Correspondance privée relative aux travaux de la —, I, 82. — Correspondance diplomatique, II, 37, 149, 277. — (*Question financière*) Circulaire de Lord Granville, III, 21; —
- Correspondance diplomatique, III, 149; — Conférence de Londres, 28 juin-2 août 1884, IV, 15; — Discussion au Parlement anglais (juin 1884), III, 213; — Conférence sur la question financière, discussion au Parlement anglais (2 août 1884), III, 358, 362. — Circulaire relative à un impôt sur les étrangers résidant en Égypte, II, 90. — Suspension de l'amortissement, lettre du ministre des finances, IV, 339. — *Grande-Bretagne*: Discussion parlementaire (Chambre des Lords, février 1884), I, 352; — Discussion au parlement (février 1884) II, 102; — Discussion parlementaire (mars 1884), II, 225 et 353; — (octobre 1884), IV, 349, 358. — Mémoire du général Gordon (22 janvier, 13 février 1884), (*mentions*) I, 373.
- ÉGLISE. — Rapports de l' — et de l'Etat (Bull. bibliog.), II, 117.
- ÉGLISES PROTESTANTES. — Organisation dans les établissements français de l'Océanie, Décret du 23 janvier 1884, I, 349.
- ESCAMPS (Henry d'). — Histoire et Géographie de Madagascar (Bull. Bibliog.), II, 121.
- ESPAGNE. — *Conventions*: sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, IV, 5; — télégraphique avec la France (2 mai 1884), III, 144; — *Correspondances diplomatiques* (Affaires d'Égypte), II, 165, 302-304; — *Cortès*: discours du Roi à l'ouverture des (15 décembre 1883), I, 83; — Incident du voyage du roi Alphonse à Paris (discussion des 14 et 15 janvier 1884), I, 316; — Discours d'ouverture du Roi (20 mai 1884), III, 88; — *Histoire*: Lettres de Philippe II à ses filles (Bull. Bibliog.), I, 379. — *Traité*: de

commerce avec le Portugal (12 décembre 1883) (*mention*) I, 252; — avec la Suisse (14 mars 1883). I, 265; — Protocole relatif à la conclusion d'un prochain traité de commerce et de navigation avec l'Angleterre (*mention*) (1^{er} décembre 1883), I, 83.

ESSAI. — Sur l'histoire politique des derniers siècles, par J. Van Praet. (Bull. Bibliog.), I, 259; — sur l'inégalité des races humaines (Bull. Bibliog.), III, 124.

ETATS-UNIS. — *Commission arbitrale* constituée pour le règlement d'indemnités envers des sujets français, sentence finale, (31 mars 1884), III, 6; — *Correspondances diplomatiques*, Affaires d'Egypte, II, 283-285; — *Chambre des Représentants*: Incident Lasker, Discours du prince de Bismarck au Reichstag allemand (13 mars 1884) et correspondances déposées à la Chambre des représentants, II, 87 et 91; — Résolution relative à M. Lasker, député au Reichstag, I, 313; — Résolution sur l'affaire O'Donnell (*mention*) (10 décembre 1883), I, 84; — *Commerce*: Lettre de M. Morton au secrétaire pour les affaires étrangères, relativement au tarif douanier américain du 3 mars 1883, II, 330; — Résolution de la Chambre de commerce de New-York relative à la reconnaissance de l'Association internationale du Congo, I, 319; — *Congo*: Reconnaissance de l'Association Internationale africaine, II, 333; — *Conventions*: de limites avec le Mexique (29 juillet 1882), II, 32; — permettant l'entrée des troupes mexicaines sur le territoire des Etats-Unis (29 juillet 1882), avec le Mexique, III, 9; — relative aux câbles sousmarins (13 juin 1884), Approbation par le Sénat, III,

90; — pour la protection de la propriété industrielle (13 juin 1884), refus d'approbation par le Sénat, III, 90; — *Message* du Président au Congrès (4 décembre 1883), II, 189; — *Springbok* (affaire du), discussion parlementaire aux Pays-Bas), III, 77; — *Traités*: de paix, commerce, navigation avec la Corée (22 mai 1882), II, 19; — de paix et de commerce avec Madagascar (13 mai 1881), II, 129; — établissant réciprocité douanière avec le Mexique (mars 1884), *mention* II, 91; — *Bibliographie*: De l'Atlantique au Mississipi (Bull. Bibliog.), III, 377.

EUROPE. — Militaire et diplomatique au XIX^e siècle, par Frédéric Nolte (Bull. Bibliog.), IV, 117; — Sous les armes (Bull. Bibliog.), IV, 236.

EXTRADITION. — *Conventions*: entre Monaco et la Russie (5 septembre 1883), III, 13; — *France*, (rapport officiel — extrait), II, 241; — *Bibliographie*: Traité théorique et pratique (Bull. Bibliog.), III, 243; — Le droit d' — pour crimes politiques (Bull. Bibliog.), II, 116.

FABRE (Joseph). — Jeanne d'Arc (Bull. Bibliog.), IV, 127.

FERRAND. — Les Pays Libres (Bull. Bibliog.), I, 384.

FERRARI. — La Chine et l'Europe (Bull. bibliog.), IV, 381.

FERRON (H. DE). — Institutions municipales et provinciales comparées. (Bull. Bibliog.), IV, 123.

FRANCE. *Abd-el-Kader* (Pension aux fils d'), Chambre des députés: Déclaration de M. Ferry (22 juillet 1884), III, 205. — *Andorre*: Règlement avec l'évêque d'Urgel, 1^{er} août 1884, IV, 104. — *Armée*: L'armée française en 1884 et le général de Gallifet (Bull. Bibliog.) II, 253. — *Colonies*: Rapport sur

le service colonial (Extrait), II, 94; — Budget des colonies (discussion parlementaire), II, 97; — *Colonies* : (Questions relatives (Bull. Bibliog.), II, 253. — *Algérie* : La France d'Afrique et ses destinées, par Walle Marial (Bibliog.) IV, 376; — Le peuple algérien (Bibliog.), II, 378; — Régiments de Dromadaires (Bull. Bibliog.), II, 378; — La Cochinchine contemporaine (Bulletin Bibliog.), I, 385; — Nouvelle Calédonie : Voyage à pied, par Ch. Lemire (Bibliog.), IV, 373; — Projet de loi tendant à l'occupation d'Obock (*mention*), III, 208; — Les Français au Sénégal (Bull. Bibliog), III, 253; — Les Intérêts français dans le Soudan éthiopien, par M. C. de Saint-Amour (Bibliog.), IV, 372. — *Commerce* : Circulaire du ministre du commerce aux présidents des Chambres de commerce (relations avec les agents consulaires), III, 209. — Suppression du traitement; différentiel de pavillon à Cuba et Porto-Rico, IV, 210; — *Commission arbitrale* (Sentence finale de la), pour le règlement d'indemnités envers des sujets des Etats-Unis (31 mars 1884), III, 6. — *Conférence internationale* pour la détermination des unités électriques, II, 335. — *Congo* : Documents diplomatiques (1882-84), IV, 284; — Association internationale africaine, droit de préemption, Question au Parlement anglais, 358; IV, 335. — *Conventions* : de commerce avec l'Autriche-Hongrie, 18 février 1884 (*mention*), I, 349; — avec l'Autriche (18 février 1884), (texte), II, 271; — pour régler l'alimentation du canal de l'Espierre, avec la Belgique (14 mai 1884, III, 142; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la

Belgique, le Brésil, l'Espagne, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse, IV, 5; — relative à la perception des droits sur l'opium, avec le Cambodge (9 octobre 1883), II, 146; — télégraphique avec l'Espagne (2 mai 1884), III, 144; — avec l'Italie, relativement à la juridiction consulaire en Tunisie (25 janvier 1884), (*mention*) I, 375; sur la propriété littéraire (cité), IV, 211; — pour échange des mandats poste avec le Luxembourg (14 mars 1884), ratification, (*mention*) III, 209; — relative à l'échange des mandats de poste par la voie télégraphique avec le Luxembourg (11 mars 1884), III, 268; — relative aux indemnités à allouer aux sauveurs de filets de pêche, avec les Pays-Bas (14 mars 1884), III, 141; — pour l'échange des mandats-poste avec la Perse (9 avril 1804), (*mention*) ratifiée III, 209; pour l'assistance gratuite des malades et indigents, avec la Suisse (27 septembre 1882), I, 151; — pour réglementer la pêche dans les eaux frontrières avec la Suisse (8 décembre 1880), II, 27; — pour la garantie de la propriété littéraire (15 février 1884), avec la Suède, ratifiée (*mention*), III, 209; — réglant les rapports avec la Tunisie (8 juin 1883), III, 12; — pour régler la pêche dans la Mer du Nord, avec toutes les puissances maritimes intéressées (6 mai 1882), III, 129. — *Correspondances diplomatiques* : Affaires du Congo (1882-84), IV, 284; — Affaires d'Egypte, I, 294; — (Commission mixte des indemnités), II, 38, 40, 42, 44, 46, 149. Voyez 277; — (Finances), III, 155; — Affaires de Madagascar (1882-83), III, 26; — Affaires du Tonkin (1875-1883), III, 273, — IV, 143;

— relative à la Tunisie, I, 157 ;
 — *Droit constitutionnel* : loi portant révision partielle des lois constitutionnelles (14 août 1884), III, 341. — *Egypte* (Affaires d') : Commission mixte des indemnités ; Correspondance diplomatique, II, 38, 40, 42, 44, 46, 149. Voyez 277 ; — (Finances) Correspondance diplomatique, III, 155 — Suspension de l'amortissement, Lettre du ministre des finances, IV, 339 ; — Chambre des députés. Discours de M. Jules Ferry (20 juin 1884), III, 166. — *Espagne* : Incident du voyage du roi d'Espagne (Discussion parlementaire en Espagne), I, 316. — *Extraditions* : (Rapport officiel, extrait), II, 241. — *Finances* : La Dette publique, Histoire de la Rente (Bull. Bibliog.), III, 123. *France* : — La — par rapport à l'Allemagne (Bull. Bibliog.), II, 376 ; *Histoire* : — Jeanne d'Arc, par J. Fabre (Bibliog.), IV, 127 ; — Colonies franques de Syrie (Bull. Bibliog.), III, 127 ; — Instructions données aux ambassadeurs (en Autriche), de la paix de Westphalie à la Révolution (Bull. Bibliog.), II, 119 — Louis XIV et Strasbourg (Bibliographie), IV, 121 ; — Mémoires du marquis de Sourches (Louis XIV), Bull. Bibliog., III, 246 ; — Journal inédit de J.-B. Colbert, marquis de Torey (Bull. Bibliographique), II, 372 ; — Les Eleuthéromanes, par Diderot (Bibliog.), IV, 126 ; — Lettres de M. Kageneck, au baron Alstrœmer (1779-1784) (Bull. Bibliog.), IV, 120 ; — Correspondance de Mallet du Pan avec la Cour de Vienne (Bull. Bibliog.), III, 115 ; — Souvenirs sur l'Émigration, l'Empire, la Restauration (Bull. Bibliog.), II, 249 ; — Mémoires du baron de Vitrolles, IV, 233 ; — Monarchie de Juillet (Bull.

Bibliog.), III, 376 ; — Guizot, Lettres à sa famille et à ses amis, III, 248 ; — M. Thiers, cinquante années d'histoire (Bull. Bibliog., II, 374 ; — Guerre Franco-Allemande (Curé de la Banlieue de Paris), Bull. Bibliog., III, 249 ; — Gouvernement de la Défense Nationale (Bibliog.), III, 113 et IV, 382 ; — Le Ministère Gambetta, histoire et doctrine (Bull. Bibliog.), III, 117 ; — Amour sacré de la Patrie (Bull. Bibliograph.), III, 255 ; — L'évolution politique et la Révolution (Bull. Bibliog.), III, 120 ; — La politique contemporaine devant l'histoire (Bull. Bibliog.), III, 375 ; — Les voyageurs en France, depuis la Renaissance jusqu'à la Révolution (Bibliog.), IV, 237. — *Lois* : approuvant la convention pour la protection internationale de la propriété littéraire (26 mars 1884, I, 349, — rétablissant le divorce (29 juillet 1884), III, 207, — sur la Pêche dans la mer du Nord (convention du 6 mai 1882), 15 janvier 1884, III, 183. — *Madagascar* (Affaires de) : Correspondance diplomatique (1882-83, III, 26 ; — Discussion à la Chambre des députés (mars 1884), II 341 ; — Chambre des députés, discussion des *Crédits* (21 juillet 1884), III, 203 ; — Discussion au Parlement britannique (novembre 1884), IV, 359. — La France orientale (Bull. Bibliog.), III, 250. — *Maroc* : Politique au II Discussion à la Chambre des députés italienne (11 juin 1884), III, 106. — *Marine* : Règlement des abordages (cité), IV, 210. — *Parlement*, Pension aux fils d'Ad-el-Kader, Déclaration de M. J. Ferry (22 juillet 1884), III, 205 ; — Budget des colonies (discussion, 12 décembre 1883), II, 97 ; — Rapport sur le service colo-

nial (Extrait), II, 94. — Congo : Vote des Crédits pour la Mission Savorgnan de Brazza (9 août 1884), III, 352. — Egypte (Affaires d'). Discussion (*mention*), III, 90; — Discours de M. Jules Ferry (20 juin 1884), III, 166. — Haïti : Situation des Français, Discussion (14 décembre 1883) I, 239; — *Madagascar* : Discussion (24 mars 1884), II, 341; — Discussion des Crédits (21 juillet 1884), III, 203. — Saint-Siège (Discussion relative à l'Ambassade près du —), II, 211. — Tonkin (Affaires du). Discussion, 7, 8, 10 décembre 1883, I, 84; — Discussion, 18 décembre 1883, I, 227; — Discussion, Séance du 18 décembre 1883, I, 237; — Discussion du 30 décembre 1883, I, 320; — Déclaration du gouvernement, II, 347 — Discussion des Crédits, 14, 15, 16 août 1884, III, 350; — Déclaration du gouvernement : Traité de Tien-Tsin, 7 juillet 1884, III, 202. — Tunisie (Affaires de), Discussion (4 avril 1884), II, 336. — Union Latine (Question relative à l') 4 mars 1884, II, 92. — *Récidivistes* : Discussion au Parlement anglais (19 mai 1884), III, 97; — (Question au Parlement anglais, 28 juillet 1884, III, 354. — *Religion* : Eglises protestantes, Organisation dans les Établissements français de l'Océanie, Décret du 23 janvier 1884, I, 349. — (Lettre du Pape Léon XIII aux évêques de France, 303. — *Savoie*, Neutralité (Bull. Bibliographique), II, 375. — *Taïti* : loi portant ratification de l'annexion de Taïti (30 décem. 1880), I, 280; — Annexion (Déclaration du roi Pomaré) I, 277. — *Tonkin* (Affaires du), Correspondance diplomatique (1875-1883), III, 273; — IV, 79; 143; — Déclaration au Sénat et à la Chambre (20 mai 1884), II, 347; —

Déclaration du gouvernement à la Chambre (7 juillet 1884, Traité de Tien-Tsin), III, 202; — Discussion des Crédits au Parlement (14, 15, 16 août 1884), III, 350; — Discours de lord Granville (10 novembre 1884) au banquet du Lord Maire, IV, 353, 357; — Déclaration du blocus de Formose (octobre 1884), IV, 211; — (Les Français au), Bibliog., I, 259; — Indo-Chine et Tonkin, par Ch. Lemire (Bibliog.); IV, 373. — Le Tonkin ou la France dans l'Extrême Orient, par C. Norman (Bibliog., IV, 374. — *Traités* : de protectorat avec l'Annam (6 juin 1884) (*mention*), III, 90; — de commerce avec la Birmanie (24 janvier 1873), Déclaration de mise en vigueur (5 avril 1884), III, 260; — de Commerce et d'Amitié avec le Cambodge (11 août 1863), III, 263; — avec les cinq grandes Puissances et la Turquie relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6; — de navigation avec l'Italie (prorogation), Discussion au Parlement italien (28 juin 1884), III, 225; — de commerce avec la Hongrie), Discussion parlementaire en Hongrie), I, 314; — de Protectorat avec la Tunisie (12 mai 1881). I, 144. — Recueil des Traités (Bull. Bibliog.), III, 237. — *Tunisie* : (Affaires de). Décret établissant les circonscriptions des Justices de paix (14 avril 1883), I, 222; — Décret relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs du Tribunal de Tunis, statuant en matière criminelle (14 avril 1883), I, 223; — Décret relatif à la Codification des lois (31 juillet 1884), IV, 342; — Documents diplomatiques (1882-1883), IV, 257; — Loi portant organisation de la Juridiction française en Tunisie

- (27 mars 1883), I, 219; — Chambre des députés : Discussion (4 avril 1884), II, 336.
- GACHARD. — Lettres de Philippe II à ses filles. (Bull. Bibliograph.), I, 379.
- GAMBETTA. — Le Ministère (histoire et doctrine. (Bull. bibliog.), III, 117.
- GAREIS (Karl). — Droit public (principes du). — (Bull. bibliographique), II, 117.
- GASTU. — Le peuple algérien (Bull. bibliog.), II, 378.
- GAUTIER (Hippolyte). — Les Français au Tonkin (Bull. bibliographique), I, 259.
- GEFFCKEN (Heinrich). — La question du Danube (Bull. bibliog.), III, 114.
- GENÈVE. — Convention, conférence internationale (septembre 1884), résolutions, IV, 361; — Discours sur— (Bulletin bibliographique), IV, 235.
- GOBINEAU (comte de). — Essai sur l'inégalité des races humaines (Bull. bibliog.), III, 124.
- GORDON. — Affaires d'Egypte, mémoire déposé au Parlement (22 janvier, 13 février 1884) mention I, 373; — Lettres à sa sœur (Bibliog.), IV, 237.
- GORGES (J. M.). — La dette publique, histoire de la rente française (Bulletin Bibliographique), III, 123.
- GOTHA. — (Almanach de), Bulletin bibliographique, I, 135.
- GRANDE-BRETAGNE. — *Atchin* : Affaire du *Nisero*, correspondance diplomatique, III, 173; Médiation refusée, discussion au Parlement (16 mai 1884), III, 97; Discussion au Parlement (19 juin 1884), III, 211, 222; — Question du 29 juillet 1884, III, 355; — Discussion aux Etats-Généraux des Pays-Bas (9 juin 1884), III, 108. *Canal de Suez* : Accord intervenu entre l'association des armateurs anglais et les administrateurs, I, 246; — Lettre du comte Granville relative à un arrangement, du 30 novembre 1883, I, 374. — *Commerce* : crise, discussion au Parlement (31 octobre 1884), IV, 355. — *Conventions* : commerciale IV, avec l'Egypte (3 mars 1884), 250; — pour régler la pêche dans la mer du Nord avec toutes les puissances maritimes intéressées (6 mai 1882), III, 129. — *Danube* (Navigation du) : dépêche circulaire du ministre des affaires étrangères aux représentants à l'étranger, I, 45. — *Documents diplomatiques* : *Atchin*, affaire du *Nisero*, III, 173; — Affaires d'Egypte, I, 287; II, 278-283; — (Commission mixte des indemnités), II, 37, 154, 277; — (Question financière), III, 21, 149; Conférence de Londres (28 juin-2 août 1884), IV, 15; — Affaires de Madagascar (1882-1883), III, 44, 46, 55, 67, 70; — Affaires de Tunisie, I, 185, 205, 210, 216; (Juridiction consulaire, 1882-83), IV, 262, 275. — *Droit constitutionnel* : Réforme électorale, question au Parlement (5 août 1884), III, 362; Discussion au Parlement (octobre 1884), IV, 350. — *Egypte* (*Affaires d'*) (Commission des indemnités), correspondance diplomatique, II, 37, 154, 277; — (Question financière), circulaire de lord Granville, III, 21; Correspondance diplomatique, III, 149; Conférence de Londres (28 juin-2 août 1884), IV, 15; — Suspension de l'amortissement, lettre du ministre des finances (18 septembre 1884), IV, 339; — Parlement (discussion, février 1884), II, 102; (mars 1884), II, 225, 353; (mai 1884), III, 91; (juin et juillet 1884), III, 213, 221; (conférence, 2 août 1884), III, 358, 362; (octobre 1884), IV, 349, 358. — *Marine* : Dis-

cussion au Parlement (24 mars 1884), II, 352; (15 juillet 1884), III, 221. — *Nouvelle-Guinée* : Protectorat proclamé, IV, 353. — *Ordre en conseil* abolissant la juridiction consulaire en Tunisie, I, 225. — *Parlement* : Discours d'ouverture de la Reine (5 février 1884), I, 349; — Discours de clôture de la Reine (14 août 1884), III, 367; — Discours du Trône (23 octobre 1884), IV, 348; — Afghanistan : occupation de Merv par les Russes, discussion (22 février 1884), II, 100; (10 mars 1884), II, 232; (26 mai 1884), III, 99; — Colonie allemande d'Angra-Pequena (question du 29 juillet 1884), III, 355; — Atchin, affaire du *Nisero* (question, 29 juillet 1884), III, 355; médiation refusée (16 mai 1884), III, 97; (question, 18 juin 1884), III, 211, 222; — Canal de Suez : discussion (6 mars 1884), II, 227; — Congo : discussion (octobre 1884), IV, 351, 356; Association internationale africaine (question du 31 juillet 1884), III, 358; traité avec le Portugal : discussion (26 juin 1884), III, 218; II, 351, 361; — Documents diplomatiques distribués (liste), III, 103; (février-juin), III, 223; — documents sur les affaires étrangères (*mention*), II, 242; — Droit constitutionnel : Réforme électorale (question, 5 août 1884), III, 362; discussion (octobre 1884), IV, 350; — Chambre des Lords, Discussion sur les moyens d'en augmenter l'utilité et l'importance (20 juin 1884), III, 211; — Affaires d'Egypte : discussion (février 1884), I, 352; II, 102; (mars 1884), II, 225, 353; (mai 1884), III, 91; (juin et juillet 1884), III, 213, 221; Conférence sur la question financière (discussion, 2 août 1884), III, 358, 362; Discussion sur les affaires

d'Egypte (octobre 1884), IV, 349, 358; — Mémoire du général Gordon (13 février 1884), I, 373; — Exécution des jugements étrangers, conférence à Rome, discussion (16 mai 1884), III, 96; — Récidivistes français (discussion, 19 mai 1884), III, 97; (question, 28 juillet 1884), III, 354; — Relations de la France avec le Maroc (question, 19 juin 1884), III, 210; — Affaires de Madagascar, discussion (mai 1884), III, 92; (novembre 1884), IV, 359; — Marine, discussion (15 juillet 1884), III, 221; — Monaco (suppression des *jeux de*, question (19 juin 1884), III, 211; — Pêcheries de Terre-Neuve, discussion (1^{er} mai 1884), III, 91; — Transvaal, rapports avec les Boers (question du 30 juillet 1884), III, 356; (février 1884), I, 356; — Tunnel sous la Manche, discussion (14 mai 1884), III, 95; — Turquie : Nomination du gouverneur de la Roumélie orientale (question du 10 juin 1884), III, 102. — *Traités* : avec les cinq grandes puissances et la Turquie relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6. — Protocole relatif à la conclusion d'un prochain traité de commerce et de navigation avec l'Espagne (*mention*) (1^{er} décembre 1883), I, 83. — Reprise des relations diplomatiques avec le Mexique, IV, 359. — *Transvaal* : Politique critiquée au Parlement, IV, 350. — *Tunnel* sous la Manche, discussion au Parlement (14 mai 1884), III, 95. — *Divers* : La Vie publique en Angleterre, par P. Daryl (Bull. bibliog.), I, 263. — Notre future route vers l'Inde (Bull. bibliog.), I, 382.

GUATÉMALA. — Convention pour la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie,

- les Bays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse. IV, 5.
- GUELLE (Jules). — Précis des lois de la guerre sur terre (Bibl.), IV, 238.
- GUIZOT. — Lettres à sa famille et à ses amis (Bull. bibliog.), III, 248.
- HAÏTI. — (situation des Français à) Chambre des députés de France, Discussion 14 décembre 1883, I, 239. — (Troubles de) Discours du président Salomon au corps diplomatique. I, 249. — Ordres du jour du président Salomon et du ministre de la guerre, Amnistie. I, 250.
- HARTMANN. — Les peuples de l'Afrique (Bibliog.). IV, 371.
- HENNEBERT. — L'Europe sous les armes, IV, 236.
- HINSCHIUS (Paul). — Exposé général des rapports de l'Eglise et de l'Etat (Bull. bibliog.), II, 117.
- HOLTZENDORF (F. von). — Rumæniens Uferrechte an der Donau (Bull. bibliog.), III, 113.
- L'IMPOT SUR LE REVENU, par J. Chailley (Bull. bibliog.). III, 118.
- INDE. — Notre future route de l' — (Bull. bibliog.) I, 382.
- ITALIE. — *Colonies*: Chambre des députés, question du 28 juin 1884, III, 225. — *Conventions*: pour la propriété littéraire avec la Belgique, dénoncée le 8 mai 1884, II, 330; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse. IV, 5; — avec la France, relativement à la juridiction consulaire en Tunisie (25 janvier 1884) *mention*, I, 375; — avec la France sur la propriété littéraire (citée), IV, 211; — pour l'assistance judiciaire réciproque avec la Suisse (8 novembre 1882), I, 146. — *Documents diplomatiques*: Danube (navigation du): Dépêche de l'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères. I, 31; — Egypte (affaires d'): Correspondances (commission mixte des indemnités), II, 38, 186, 304, 311; — Tunisie (affaires de): Juridiction consulaire (1882-83), IV, 257; — *Egypte* (affaires d') (commission mixte des indemnités): Correspondance diplomatique. II, 38, 186, 304, 311. — *Histoire*: La politica di Massimo d'Azeglio da 1848 al 1859 (Bibliographie). III, 375. — Nouvelles lettres d' — (Bull. bibliog.), II, 377. — *Parlement*: Discours de M. Mancini sur la politique extérieure (5 avril 1884). II, 363. — Politique étrangère: Discours de M. Mancini (22 mai 1884). III, 105. — Colonies: question, 28 juin 1884, III, 225. — Colonie d'Assab (question du 22 mai 1884) III, 104. — Projet de loi sur la marine marchande (*mention*), I, 375. — Discussion sur les tribunaux mixtes en Egypte (*mention*), I, 374. — Tarif douanier des Etats-Unis (discussion, 10 juin 1884), III, 105. — Traité de navigation avec la France (prorogation), discussion, 28 juin 1884, III, 225. — Affaires de France et de Chine (*mention*), I, 251. — Politique française au Maroc, discussion (11 juin 1884), III, 106. — Suppression des jeux de Monaco (*mention*), I, 251. — Affaire de la Propagande (22 mai 1884), III, 104. — Livre vert sur la juridiction consulaire à Tunis (*mention*), II, 107. — Discussion sur l'Union Latine (10 mars 1884), II, 107. — *Traité*: avec les cinq grandes puissances et la Turquie, relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6; — de navigation avec la France (prorogation), Discussion au Parlement (28 juin), III, 225; — de commerce avec Monténégro (16 mars 1884), IV, 241.

- JELLINEK** (Georg). — *Österreich-Ungarn und Rumänien in der Donau-Frage* (Bull. bibliog.), III, 115.
- JOURNAL** de Droit international privé et de jurisprudence comparée. — Sommaire, I, 256.
- JUGEMENTS ÉTRANGERS** — (Exécution des —). Conférence à Rome. Discussion au Parlement anglais (15 mai 1884), III, 96. — Question posée au Parlement italien (22 mai 1884), III, 105.
- JUSTE** (Théodore). — La Révolution brabançonne, la République belge, IV, 239.
- LACOINTA** (J.). — Discours sur la convention de Genève (Bibl.), IV, 235.
- LAILLET** (E.). — Madagascar. La France orientale (Bull. bibliog.), III, 250.
- LAMMASCH** (Heinrich). — Le droit d'extradition pour crimes politiques (Bull. bibliog.), II, 116.
- LAVELEYE** (de). — Nouvelles lettres d'Italie (Bull. bibliog.), II, 377.
- LEFÈVRE-PONTALIS** (A.). — Jean de Witt (Bibliog.), IV, 232.
- LÉGER** (Louis). — La Save, le Danube et le Balkan (Bull. bibliog.), II, 124.
- LÉGISLATIONS CIVILES**. — Aperçu de leur état actuel en Europe et en Amérique (Bull. bibl.), III, 241.
- LÉGISLATION COMPARÉE**. — Institutions municipales et provinciales comparées, par H. de Ferron (Bibliog.), IV, 123.
- LEGRELLE**. — Louis XIV et Strasbourg (Bibliog.), IV, 121.
- LÉGISLATION ÉTRANGÈRE**. — Comités en France, Belgique et Espagne, II, 240.
- LEHR**. — *Éléments du droit civil anglais* (Bull. bibliog.), IV, 377.
- LE LÉON**. — Souvenirs d'une mission à l'armée chilienne (Bull. bibliographique), I, 386.
- LEMIRE** (Ch.). — Voyage à pied en Nouvelle-Calédonie. — L'Indo-Chine et le Tonkin (Bibliog.) IV, 373.
- LEROY-BEAULIEU** (Anatole). — L'Empire des Tzars et les Russes (Bull. bibliog.), II, 126. — Un homme d'Etat russe (Bull. bibliog.), III, 245.
- LYON-CAEN**. — Convention littéraire du 19 avril 1883 (Bibl.) IV, 237.
- LUXEMBOURG**. — Convention pour la protection des marques de fabrique et de commerce avec la Belgique (25 septembre 1883), II, 268 ; — relative à l'échange des mandats de poste par la voie télégraphique avec la France (11 mars 1884), III, 268.
- MACRI**. — Teorica del diritto internazionale (Bull. bibliog.), IV, 384.
- MADAGASCAR**. — Correspondance diplomatique relative aux affaires de — (1882-83), III, 26 ; — Traité de paix et de commerce avec les Etats-Unis (13 mai 1881), II, 129 ; — discussion parlementaire en France (24 mars 1884), II, 341 ; — (21 juillet 1884), III, 203 ; — discussion au Parlement anglais (mai 1884), III, 92 ; — (novembre 1884), IV, 359. — Histoire, mœurs, par Charles Buet (Bull. bibliog.), IV, 120 ; — La France orientale (Bull. bibliog.), III, 250 ; — histoire et géographie (Bull. bibliog.), II, 121.
- MANCHE**. — Tunnel : Discussion au Parlement anglais (14 mai 1884), III, 95.
- MARINE**. — Année maritime (Bull. bibliog.), III, 236.
- MARIOTTI** (André). — Du droit des gens en temps de guerre (Bull. Bibliog.), I, 385 et IV, 379.
- MARQUARDSEN** (Heinrich). — Manuel du droit public contemporain (Bull. Bibliog.), II, 117. et IV, 379.
- MASSON** (Frédéric). — Journal inédit de J.-B. Colbert de Torcy (Bull. Bibliog.), II, 372.
- MAZADE** (de). — M. Thiers, cinquante années d'histoire (Bull. Bibliog.), II, 374.
- MÉMORIAL DIPLOMATIQUE**. — Som-

- maires I, 129; 255, 377; — II, 111, 245, 369; — III, 110, 232, 372; — IV, 230, 364.
- METTERNICH (prince de). — Mémoires (Bull. Bibliog.), IV, 119.
- MEXIQUE. — Convention de limites avec les Etats-Unis (29 juillet 1882), II, 32; — permettant l'entrée des troupes des Etats-Unis sur le territoire mexicain (29 juillet 1882, III, 9. — Traité établissant la réciprocité douanière avec les Etats-Unis (mars 1884), *mention*, II, 91; — reprise des relations diplomatiques avec l'Angleterre, IV, 359.
- MICHEL (André). — Correspondance de Mallet du Pan avec la cour de Vienne (Bull. Bibliog.), III, 120.
- MOLINARI (G. de). — L'évolution politique et la Révolution (Bull. Bibliog.) III, 120.
- MONACO. — Convention d'extradition avec la Russie (5 septembre 1883), III, 13; — Suppression des jeux : question au Parlement anglais (19 juin 1884), III, 211; — (La principauté de) (Bull. Bibliog.), II, 251.
- MONÉTAIRE (Question). — Pays-Bas : circulaire du ministre des affaires étrangères, IV, 107. Voyez aussi : *Union Latine*.
- MONITEUR OFFICIEL DU COMMERCE. — Sommaire I, 257; — II, 114, 248, 369; — III, 234.
- MONTENEGRO. — Traité de commerce avec l'Italie (16 mars 1884), IV, 241.
- MULLER. — Politische Geschichte der Gegenwart (Bull. Bibliog.), III, 125.
- NATION. — La — armée (Bull. Bibliog.) II, 122.
- NEUTRALITÉ. — Discussion aux Etats-Généraux des Pays-Bas (affaire du Springbok (25 janvier 1884), III, 77; — de la Savoie (Bull. Bibliog.), II, 375; — La — armée (Bull. Bibliog.), II, 115.
- NOLTE (Frederick). — Europe militaire et diplomatique au XIX^e siècle (Bull. Bibliog.), IV, 117.
- NORMAN. — Le Tonkin ou la France dans l'Extrême-Orient (Bull. Bibliog.) IV, 374.
- NOUVELLE REVUE. — Sommaires, I, 129; 252, 376; — II, 109, 244, 367; — III, 109, 231, 371; — IV, 117, 229, 364.
- OLIVI. — De l'indépendance des agents diplomatiques (Bull. bibliog.) IV, 382.
- ORIENT (EXTRÊME). — (Un touriste dans l') (Bull. Bibliog.), I, 383.
- PAIX. — Congrès international de la — Résolutions (septembre 1884), IV, 227.
- PAYS-BAS. — *Atchin*, Affaire du *Nisero*, Correspondance diplomatique, III, 173; — Discussion aux Etats-Généraux (9 juin 1884), III, 108; — Médiation de l'Angleterre, Discussion au Parlement anglais (16 mai 1884), III, 97; — Question au Parlement anglais (19 juin 1884), III, 211, 222; III, 355; — *Conventions* : pour l'établissement d'une ligne télégraphique (service des eaux de la Meuse) avec la Belgique (10 août 1882), I, 152; — relative aux fonds versés à la caisse d'épargne ou de retraite, avec la Belgique (16 septembre 1883), II, 266; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, IV, 5; — relative aux indemnités à allouer aux sauveteurs de filets de pêche, avec la France (14 mai 1884), III, 141; — pour régler la pêche dans la mer du Nord avec toutes les puissances maritimes intéressées (6 mai 1882), III, 129; — consulaire avec la Russie (2-14 avril 1883), I, 73. — *Correspondances diplomatiques* : *Atchin*, Affaires du *Nisero*, III, 173; — Affaires

- d'Egypte, II, 295-297. *Droit constitutionnel*. Rapport sur les modifications à la Constitution (*mention et extrait*), II, 108. — *Histoire*: Jean de Witt (Bull. Bibliog.), IV, 232. — *Monétaire* (Question), Circulaire du ministre des affaires étrangères, IV, 107. — *Parlement*: Atchin, Affaire du Nisero, Interpellation (31 juillet 1884), III, 368. — Congo, Interpellation relative au traité entre l'Angleterre et le Portugal (26 avril 1884), II, 365. — Discours de clôture (1883-1884), et d'ouverture (1884-1885), IV, 110. — Discussion d'un arrangement avec la France sur la propriété littéraire; lettre du conseil fédéral suisse sur la protection internationale de cette propriété, III, 227. — Discussion relative à l'affaire du Springbock (25 janvier 1884), III, 77.
- PÊCHE. — Dans les eaux frontières, convention entre la France et la Suisse (8 décembre 1880), II, 27.
- PÊCHERIES. — Dans la mer du Nord: convention entre l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas (6 mai 1882), (*mention*), II, 108; — Convention internationale (6 mai 1882), (*texte*) III, 129; — loi française du 15 janvier 1884 tendant à assurer l'exécution de la convention internationale du 6 mai 1882, III, 183; — de Terre-Neuve. Discussion, au Parlement anglais (mai 1884), III, 91; — convention relative aux indemnités à allouer aux sauveteurs de filets, France-Pays-Bas (14 mai 1884), III, 141.
- PERELS. — Manuel de droit maritime international (Bulletin bibliographique), I, 134.
- PERSE. — Convention pour l'échange des mandats poste avec la France (9 avril 1884) (*mention*), III, 209.
- PHILIPPE II. — Lettres à ses filles (Bull. bibliographique), I, 379.
- PLAY (LE). — d'après sa correspondance (Bull. bibliog.), III, 375.
- POLITISCHE GESCHICHTE DER GEGENWART. — (Bull. bibliog.), III, 125.
- PORTUGAL. — *Convention* sur la propriété industrielle (2 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, Salvador, la Serbie, la Suisse, IV, 5; — *Congo* (affaires du), documents diplomatiques, IV, 295; *Projet* du traité avec la Grande-Bretagne, IV, 299; — *Discussion* au Parlement anglais (26 juin 1884), III, 218; — *Correspondances diplomatiques*, affaires d'Egypte, II, 301-302; — *Traité* de commerce avec l'Espagne (12 décembre 1883 (*mention*), I, 252.
- PRAET (VAN.) — Essais sur l'histoire politique des derniers siècles. (Bull. bibliog.) I, 259.
- PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET INDUSTRIELLE. — *Conventions*: Allemagne — Belgique (12 décembre 1883), IV, 129; — IV, 255; (20 mars 1883) entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie, la Suisse, IV, 5; — France-Suède (15 février 1884), ratifiée par la France (*mention*), III, 209; — convention internationale du 20 mars 1883, échange des ratifications à Paris (6 juin 1884), III, 90; — Etats-Unis, refus par le Sénat d'approuver la convention signée à Paris en 1883 (13 juin 1884), III, 90; — *Projet de convention internationale*, circulaire du Conseil fédéral suisse, I, 155; *Discussion* au Parlement des Pays-Bas, lettre du conseil fédéral suisse III 227; *conférence* de Berne, IV, 212; — *Lois*: française approuvant une convention relative à la protection internationale de la) — (26 mars 1884), (*men-*

- tion), I, 349; — loi suisse (23 avril 1883), III, 187; — Arrêté royal (Belgique) relatif à la protection des individus admis à l'exposition universelle d'Anvers (31 juillet 1884), III, 343; — Congrès international de Bruxelles, IV, 220; — *Bibliographie*: Convention (19 avril 1883), IV, 237; — Etudes sur le droit des œuvres dramatiques et musicales (Bull. bibliog.), III, 244.
- PUYMAIGRE (A. de). — Souvenirs sur l'émigration, l'Empire et la Restauration (Bull. bibliog.), II, 249.
- REINACH (Joseph). — Le Ministère Gambetta (Bulletin bibliog.), III, 117.
- REVUE BRITANNIQUE. — Sommaires, III, 253, 376; II, 110, 244, 368; I, 109, 371; IV, 229.
- REVUE DES DEUX-MONDES. — Sommaires, I, 128, 252, 376; II, 109, 244, 367; III, 109, 230, 371; IV, 116, 228, 364.
- REVUE DE DROIT. — international et de législation comparée. — Sommaires I, 130; II, 246; III, 233; IV, 368.
- REVUE HISTORIQUE. — Sommaires I, 253; II, 110; III, 372; IV, 117, 367.
- REVUE DE GÉOGRAPHIE. — Sommaires, I, 129, 254, 377; — II, 111, 245, 368; — III, 231, 372; — IV, 229, 368.
- REVUE DE LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE. — Sommaire, I, 131.
- REVUE MARITIME ET COLONIALE. — Sommaire, I, 130, 254, 377; — II, 111, 245, 368; — III, 110, 231; — IV, 230, 367.
- REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — Sommaire, I, 253; — II, 111.
- REY (E.). — Les Colonies franques de Syrie aux XII et XIII^e siècles, (Bull. Bibliog.), III, 127.
- RIEBE (Charles de). — Le Play, d'après sa correspondance (Bull. Bibliog.), III, 375.
- ROCHES (Léon). — Trente-deux ans à travers l'Islam (Bull. Bibliog.) I, 263.
- ROUMANIE. *Constitution* (30 juin 1866, avec modifications de 1879-1884), IV, 181; — *Danube* (navigation du), Dépêche du ministre des affaires étrangères au représentant à Londres, I, 60; Actes et documents publiés par le Gouvernement, I, 258; Questions relatives à la — (Bull. Bibliog.) III, 114; — *Parlement*: Discours de clôture du roi (20 juin 1884), III, 369; — (novembre 1884) IV, 360.
- ROUMÉLIE ORIENTALE. — Nomination d'un gouverneur (Question au Parlement anglais, 10 juin 1884), III, 102.
- RUSSIE. — *Conventions*: relatives à la correspondance entre les tribunaux respectifs avec l'Allemagne (4 février 1879 — 29 avril 1883), III, 257; — pour le règlement des frais de l'occupation russe avec la Bulgarie (16-28 juillet 1883), II, 269; — d'extradition avec Monaco (5 septembre 1883), III, 13; — consulaire avec les Pays-Bas (2-14 avril 1883), I, 73; *Soumission des tribus de Merv* (14 février 1884), mention, I, 375; — Discussion au Parlement anglais, 10 mars 1884), II, 232; — Discussion au Parlement anglais (26 mai 1884), III, 99; — *Traité* avec les cinq grandes puissances et la Turquie relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6; — Divers: L'Empereur Alexandre II (Bull. Bibliog.), I, 380; — L'Empire des Tsars et les Russes (Bull. Bibliog.), II, 126; — Essai de Sociologie, par O. Tche-K. (Bull. Bibliog.), IV, 124; — Un homme d'Etat russe (Bull. Bibliog.) III, 245.
- SALVADOR. — Convention sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, la Guatémala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Serbie et la Suisse, IV, 5.

- Saint-Siège.* — Lettre encyclique du Pape Léon XIII aux évêques de France, I, 303 ; — Ambassade de France près du — : discussion parlementaire en France (14 décembre 1883), II, 211 ; — Rétablissement des relations diplomatiques avec la Belgique (Discussion au Parlement Belge), III, 345.
- SAVE, DANUBE, BALKAN. — (Bull. Bibliog.), II, 124.
- SCHËLCHER (Victor). — Questions coloniales (Bull. Bibliog.) II, 253.
- SERBIE. — *Conventions* : relative aux chemins de fer avec l'Autriche, la Turquie, la Bulgarie (9 mai 1883), I, 137 ; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, la Guatémala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, et la Suisse, IV, 5 ; *Skouptchina* : — Incursions des réfugiés de Bulgarie, III, 227 ; — *Traité* de commerce avec l'Allemagne (6 janvier 1883), II, 2.
- SÉNÉGAL. — France : Rapport sur les fortifications, chemins de fer (*mention*), I, 349 ; — Les Français au — (Bull. bibliog.), III, 253.
- SOCIALISTES. — (Loi contre) Discussion au Reichstag allemand (mai 1884), III, 85 ; — Lettre de l'empereur d'Allemagne relative à la défense sociale internationale (Reichstag, mai 1884), III, 85.
- SOUDAN ÉTHIOPIEN. — (Les intérêts français dans le) Bull. bibliog. IV, 372.
- SOURCHES (marquis de). — Mémoires sur le règne de Louis XIV (Bull. bibliog.), III, 246.
- SPECTATEUR MILITAIRE. — Sommaire, I, 254.
- SPRINGBOK (affaire du). — Discussion parlementaire aux Etats généraux des Pays-Bas, III, 77.
- STEENACKERS ET LE GOFF. — Histoire du gouvernement de la Défense nationale (Bull. bibliog.), III, 113 et IV, 382.
- STËRK (Félix). — Constitutions allemandes (Bull. bibliog.), II, 255.
- SUÈDE. — *Convention* pour la garantie de la propriété littéraire avec la France (15 février 1884) ratifiée par la France (*mention*), III, 209. *Correspondances diplomatiques*, affaires d'Egypte, II, 290-294.
- SUEZ (canal de). — Accord intervenu à Londres entre les administrateurs et l'Association des armateurs anglais, I, 246 ; — Lettre du comte Granville relative à un arrangement du 30 novembre 1883, I, 374 ; — Discussion au Parlement anglais, II, 227.
- SUISSE. — *Conventions* : relative aux épizooties avec l'Autriche (31 mars 1883), I, 147 ; — sur la propriété industrielle (20 mars 1883) avec la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador et la Serbie, IV, 5 ; — pour l'assistance gratuite des malades et indigents avec la France (27 septembre 1882), I, 151 ; — pour réglementer la pêche dans les eaux frontalières (8 décembre 1880), II, 27 ; — relative à l'assistance judiciaire réciproque avec l'Italie (8 novembre 1882), I, 146 ; — *Paix* (Congrès de la — à Genève), résolutions (septembre 1884), IV, 227 ; — *Propriété littéraire* (circulaire du Conseil fédéral relative à la protection internationale de la), I, 154 ; loi fédérale (23 avril 1883), exposé des motifs et texte de la loi, III, 187 ; lettre du conseil fédéral sur la protection internationale de la —, adressée au Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, III, 227 ; conférence de Berne, projet de convention internationale, IV, 212 ; — *Rapport* présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil

- fédéral (gestion de 1883, département politique), II, 313; — *Traité de commerce avec l'Espagne* (14 mars 1883), I, 265.
- SYRIE. — Colonies françaises aux XII^e et XIII^e siècles (Bull. bibliog.), III 127.
- TAITI. — Annexion à la France (déclaration du roi Pomaré), I, 277.
- TANOVICEANO (Jean). — De l'intervention au point de vue du droit international (Bull. bibliog.) III, 239.
- TCHÉ-K. — Essai de Sociologie (Bibliog.), IV, 124.
- TCHENG-KI-TONG. — Les Chinois peints par eux-mêmes (Bull. bibliog.), III, 247.
- THUREAU-DANGIN. — Histoire de la monarchie de juillet (Bull. bibliog.), III, 376.
- TONKIN. — *Correspondance diplomatique* (1875-1883), III, 213; IV, 79, 143; — *France*: déclaration au Parlement (20 mai 1884), II, 367; déclaration du gouvernement à la Chambre (traité de Tien-Tsin, 7 juillet 1884), III, 202; Chambre des députés, discussion (7, 8, 10, 18 décembre 1883), I, 84, 228; Sénat (18 décembre), I, 238; (30 décembre 1883), I, 320; — 14, 15, 16, août 1884), III, 250; — *Bibliographie*: Voyez France, le Tonkin, Indo-Chine, etc.
- TRAITÉS. — *Commerce*: et amitié entre l'Allemagne et la Corée (29 novembre 1883) (*mention*), IV, 347; — Allemagne-Serbie (6 janvier 1883), II, 2; — et de navigation, Espagne-Grande-Bretagne: (Protocole relatif à la prochaine conclusion d'un) (*mention*) (1^{er} décembre 1883), I, 83; — de commerce, Espagne-Portugal (12 décembre 1883) (*mention*), I, 252; — Espagne-Suisse (14 mars 1883), I, 265; — et de navigation, Etats-Unis-Corée (22 mai 1882), II, 19; — et de paix, Etats-Unis-Madagascar (13 mai 1881), II, 129; — établissant la réciprocité douanière, Etats-Unis-Mexique (mars 1884) (*mention*), II, 91; — de commerce, France-Birmanie (24 janvier 1873), déclaration relative à la mise en vigueur (5 avril 1884), III, 260; — France-Hongrie (discussion parlementaire relative à un), I, 314; — et d'amitié, Italie-Monténégro (16 mars 1883), IV, 241; — de Londres, (10 mars 1883), relatif à la navigation du Danube, entre les six grandes puissances et la Turquie, I, 6; de Londres (10 mars 1883): règlement annexé au), I, 8; — de navigation, France-Italie (prorogation), discussion au Parlement italien (28 juin 1884), III, 225; — de paix, France-Chine (Tien-Tsin): Déclaration du gouvernement français à la Chambre des députés (7 juillet 1884), III, 202; — de protectorat, France-Annam (6 juin 1884) (*mention*) III, 90; — France-Tunisie (12 mai 1881), I, 144. — *Reprise des relations diplomatiques*, Angleterre-Mexique, IV, 359.
- TRANSVAAL. — Discussion parlementaire, Angleterre (février 1884), I, 356. — Le Président du Transvaal en Allemagne, allocution à l'empereur (*mention*), III, 87. — Rapport de l'Angleterre avec les Boërs (question au Parlement anglais, (30 juillet 1884), III, 353. — Grande-Bretagne: politique du Gouvernement critiquée au Parlement IV, 350.
- TUNISIE. — (Affaires de) *Correspondance diplomatique*, I, 157. — *France*: *Traité de protectorat* (12 mai 1881), I, 144; Convention réglant les rapports (8 juin 1883), III, 12; Discussion au parlement français (4 avril 1884), II, 336. — *Juridiction*: Loi portant organisation de la — française et tunisienne, (27 mars

- 1883), I, 219 ; Décret établissant les circonscriptions de Justices de paix (14 avril 1883), I, 222 ; — relatif aux conditions dans lesquelles sont désignés les assesseurs du tribunal de Tunis statuant en matière criminelle (14 avril 1883), I, 223 ; — du Bey supprimant les — consulaires (5 mai 1883), I, 225 ; — relatif à la codification (31 juillet 1884), IV, 342. — Documents diplomatiques relatifs à la — consulaire (1882-83), IV, 258. — Convention entre la France et l'Italie (25 janvier 1884), (*mention*), I, 375 ; — *Livre vert* italien déposé le 28 février 1884, II, 107.
- TURQUIE.—*Conventions* : relative aux chemins de fer avec l'Autriche, la Serbie et la Bulgarie (9 mai 1883), I, 137 ; — Postale avec la Bulgarie (11 avril 1884), Circulaire aux puissances, suppression des bureaux étrangers, III, 228 ; — *Correspondance diplomatique* relative à la Tunisie, I, 169, 170, 191, 194, 199, 208 ; — *Mesures sanitaires* en prévision du choléra, note verbale, IV, 113 ; — *Traité* avec les six grandes puissances relativement à la navigation du Danube (10 mars 1883), I, 6 ; — *Divers* : Une course à Constantinople (Bull. Bibliog.), II, 250 ; — Trente-deux ans à travers l'Islam, par Léon Roches (Bull. Bibliog.), I, 263.
- UNION LATINE. — France : Chambre des députés, Question posée au Gouvernement (4 mars 1884), II, 92 ; — Italie : Discussion (10 mars 1884), II, 107.
- VASILI (Comte Paul). — La Société de Berlin (Bull. Bibliog.), II, 125.
- VITROLLES (DE). — Mémoires publiés par E. Forgues (Bibliog.), IV, 233.
- WAILLE MARIAL. — La France d'Afrique et ses destinées (Bibliog.), IV, 376.
- WOLF ET BLACHÈRE. — Régiments de Dromadaires (Bull. Bibliog.), II, 378.
- ZANNINI (A.). — De l'Atlantique au Mississippi (Bull. Bibliog.), III, 377.